Nations Unies A/HRC/24/2

Assemblée générale

Distr. générale
19 janvier 2022
Français
Original : anglais

Conseil des droits de l'homme
Vingt-quatrième session
Point 1 de l'ordre du jour
Questions d'organisation et de procédure

Rapport du Conseil des droits de l'homme sur sa vingt-quatrième session

Vice-Président et Rapporteur : Luis **Gallegos Chiriboga** (Équateur)

GE.22-00615 (F) 241122 301122

Merci de recycler

Table des matières

			Page
Première partie : Résolutions et déclarations du Président			6
I.	Résolutions adoptées par le Conseil des droits de l'homme à sa vingt-quatrième session		6
	24/1	Promotion des droits de l'homme par le sport et l'idéal olympique	6
	24/2	Gouvernement local et droits de l'homme	8
	24/3	Rapporteur spécial sur les formes contemporaines d'esclavage, y compris leurs causes et leurs conséquences	9
	24/4	Le droit au développement	11
	24/5	Droit de réunion pacifique et liberté d'association	14
	24/6	Le droit qu'a toute personne de jouir du meilleur état de santé physique et mentale possible	16
	24/7	Détention arbitraire	17
	24/8	Participation à la vie politique dans des conditions d'égalité	19
	24/9	Droits de l'homme et peuples autochtones : mandat du Rapporteur spécial sur les droits des peuples autochtones	21
	24/10	Droits de l'homme et peuples autochtones	21
	24/11	Mortalité et morbidité évitables des enfants âgés de moins de 5 ans en tant que problème de droits de l'homme	25
	24/12	Les droits de l'homme dans l'administration de la justice, y compris la justice pour mineurs	27
	24/13	L'utilisation de mercenaires comme moyen de violer les droits de l'homme et d'empêcher l'exercice du droit des peuples à l'autodétermination	32
	24/14	Les droits de l'homme et les mesures coercitives unilatérales	36
	24/15	Programme mondial d'éducation dans le domaine des droits de l'homme	39
	24/16	Le rôle de la prévention dans la promotion et la protection des droits de l'homme	41
	24/17	Objection de conscience au service militaire	43
	24/18	Le droit fondamental à l'eau potable et à l'assainissement	46
	24/19	Arrangements régionaux pour la promotion et la protection des droits de l'homme	50
	24/20	Droits de l'homme des personnes âgées	51
	24/21	Champ d'action de la société civile : créer et maintenir, en droit et dans la pratique, un environnement sûr et favorable	53
	24/22	La grave détérioration continue de la situation des droits de l'homme et de la situation humanitaire en République arabe syrienne	55
	24/23	Renforcement des mesures visant à prévenir et éliminer les mariages d'enfants, les mariages précoces et les mariages forcés : défis, réalisations, bonnes pratiques et problèmes de mise en œuvre	57
	24/24	Coopération avec l'Organisation des Nations Unies, ses représentants et ses mécanismes dans le domaine des droits de l'homme	58
	24/25	Forum social	61

	24/26	De la rhétorique à la réalité : appel mondial pour une action concrète contre le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée	63
	24/27	Assistance technique et renforcement des capacités en matière de droits de l'homme en République démocratique du Congo	66
	24/28	Assistance technique au Soudan dans le domaine des droits de l'homme	69
	24/29	Services consultatifs et assistance technique pour le Cambodge	71
	24/30	Assistance à la Somalie dans le domaine des droits de l'homme	74
	24/31	Amélioration de la coopération technique et du renforcement des capacités dans le domaine des droits de l'homme	78
	24/32	Assistance technique et renforcement des capacités dans le domaine des droits de l'homme au Yémen	80
	24/33	Coopération technique en vue de prévenir les agressions contre les personnes atteintes d'albinisme	82
	24/34	Assistance technique à la République centrafricaine dans le domaine des droits de l'homme	84
	24/35	Incidence des transferts d'armes sur les droits de l'homme dans les conflits armés	86
II.	Décisions adoptées par le Conseil des droits de l'homme à sa vingt-quatrième session		87
	24/101	Document final de l'Examen périodique universel : Turkménistan	87
	24/102	Document final de l'Examen périodique universel : Burkina Faso	88
	24/103	Document final de l'Examen périodique universel : Cap-Vert	88
	24/104	Document final de l'Examen périodique universel : Tuvalu	89
	24/105	Document final de l'Examen périodique universel : Colombie	89
	24/106	Document final de l'Examen périodique universel : Ouzbékistan	89
	24/107	Document final de l'Examen périodique universel : Allemagne	90
	24/108	Document final de l'Examen périodique universel : Djibouti	90
	24/109	Document final de l'Examen périodique universel : Canada	91
	24/110	Document final de l'Examen périodique universel : Bangladesh	91
	24/111	Document final de l'Examen périodique universel : Azerbaïdjan	92
	24/112	Document final de l'Examen périodique universel : Fédération de Russie	92
	24/113	Document final de l'Examen périodique universel : Cameroun	92
	24/114	Document final de l'Examen périodique universel : Cuba	93
	24/115	Report de la prorogation du mandat du Rapporteur spécial sur le logement convenable en tant qu'élément du droit à un niveau de vie suffisant ainsi que sur le droit à la non-discrimination à cet égard	93
	24/116	Réunion-débat sur la sécurité des journalistes	94
	24/117	Panel de haut niveau sur l'identification des bonnes pratiques en matière de lutte contre les mutilations génitales féminines	95
	24/118	Création d'un fonds spécial pour la participation de la société civile au Forum social, au Forum sur les questions relatives aux minorités et au Forum sur les entreprises et les droits de l'homme	96
III.	Déclarations du Président faites à la vingt-quatrième session		97
	PRST/24/1	Rapports du Comité consultatif	97

Deuxième partie : Résumé des débats 98

I. Questions d'organisation et de procédure 98

A. Ouverture et durée de la session 98

B. Participation 98

C. Ordre du jour et programme de travail de la session 98

D. Organisation des travaux 98

E. Séances et documentation 99

F. Visites 99

G. Élection des membres du Comité consultatif du Conseil des droits de l'homme 100

H. Adoption du rapport de la session 100

I. Examen de projets de texte et décisions concernant ces projets 101

II. Rapport annuel du Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme et rapports du Haut-Commissariat et du Secrétaire général 102

A. État des activités du Haut-Commissariat aux droits de l'homme 102

B. Rapports du Haut-Commissariat aux droits de l'homme et du Secrétaire général 103

III. Promotion et protection de tous les droits de l'homme, civils, politiques, économiques, sociaux et culturels, y compris le droit au développement 104

A. Représentante spéciale du Secrétaire général pour la question des enfants et des conflits armés 104

B. Dialogue avec les titulaires de mandat au titre des procédures spéciales 104

C. Réunions-débats 108

D. Débat général sur le point 3 de l'ordre du jour 110

E. Examen de projets de texte et décisions concernant ces projets 112

IV. Situations relatives aux droits de l'homme qui requièrent l'attention du Conseil 124

A. Rapport du Rapporteur spécial sur les droits humains des personnes déplacées dans leur propre pays 124

B. Dialogue avec la Commission d'enquête internationale indépendante sur la République arabe syrienne 124

C. Dialogue avec la Commission d'enquête sur la situation des droits de l'homme en République populaire démocratique de Corée 125

D. Débat général sur le point 4 de l'ordre du jour 125

E. Examen de projets de texte et décisions concernant ces projets 126

V. Organes et mécanismes des droits de l'homme 128

A. Procédure de requête 128

B. Mécanisme d'experts sur les droits des peuples autochtones 128

C. Dialogue avec le Comité consultatif 128

D. Débat général sur le point 5 de l'ordre du jour 128

E. Examen de projets de texte et décisions concernant ces projets 129

VI. Examen périodique universel 133

A. Examen des textes issus de l'Examen périodique universel 133

B. Débat général sur le point 6 de l'ordre du jour 213

C. Examen de projets de texte et décisions concernant ces projets 214

VII. Situation des droits de l'homme en Palestine et dans les autres territoires arabes occupés 216
VIII. Suivi et application de la Déclaration et du Programme d'action de Vienne 217
A. Débat annuel sur la prise en compte des questions de genre 217
B. Débat général sur le point 8 de l'ordre du jour 217
IX. Racisme, discrimination raciale, xénophobie et intolérance qui y est associée − suivi et application de la Déclaration et du Programme d'action de Durban 219
A. Dialogues avec les titulaires de mandat au titre des procédures spéciales 219
B. Débat général sur le point 9 de l'ordre du jour 219
C. Examen de projets de texte et décisions concernant ces projets 220
X. Assistance technique et renforcement des capacités 221
A. Dialogues avec les titulaires de mandat au titre des procédures spéciales 221
B. Dialogue interactif autonome de haut niveau sur la Somalie 222
C. Dialogue sur la situation des droits de l'homme en République centrafricaine 223
D. Débat général sur le point 10 de l'ordre du jour 224
E. Examen de projets de texte et décisions concernant ces projets 224

Annexes

I. Attendance 228
II. Agenda 234
III. Documents publiés pour la vingt-quatrième session 235
IV. Liste des membres du Comité consultatif et durée de leur mandat 259

Première partie
Résolutions et décisions

I. Résolutions adoptées par le Conseil des droits de l'homme à sa vingt-quatrième session

24/1
Promotion des droits de l'homme par le sport et l'idéal olympique

Conseil des droits de l'homme,

Réaffirmant les buts et principes de l'Organisation des Nations Unies, la Déclaration universelle des droits de l'homme et les instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme pertinents,

Rappelant les dispositions pertinentes des principaux instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme, en particulier l'article 31 de la Convention relative aux droits de l'enfant et l'article 30 de la Convention relative aux droits des personnes handicapées,

Rappelant également les résolutions adoptées par l'Assemblée générale sur la question du sport et des Jeux olympiques, en particulier les résolutions 66/5 et 67/17, en date respectivement du 17 octobre 2011 et du 28 novembre 2012, relatives au sport en tant que moyen de promouvoir l'éducation, la santé, le développement et la paix, dans lesquelles l'Assemblée a mis en lumière et encouragé l'utilisation du sport en tant que moyen de promouvoir le développement et de renforcer l'éducation des enfants et des jeunes, de prévenir les maladies et de promouvoir la santé, y compris en prévenant la consommation de drogues, d'autonomiser les filles et les femmes, de favoriser l'intégration et le bien-être des personnes handicapées et de faciliter l'insertion sociale, la prévention des conflits et la consolidation de la paix,

Réaffirmant les résolutions précédentes du Conseil des droits de l'homme relatives à la question du sport et des droits de l'homme, en particulier les résolutions 13/27 et 18/23, en date respectivement du 26 mars 2010 et du 30 septembre 2011,

Reconnaissant le potentiel du sport en tant que langage universel qui contribue à sensibiliser les personnes aux valeurs du respect, de la diversité, de la tolérance et de l'équité et en tant que moyen de combattre toutes les formes de discrimination et de promouvoir l'inclusion sociale de tous,

Reconnaissant également qu'il est impératif que les femmes et les filles participent à la pratique du sport au service du développement et de la paix et, à cet égard, saluant les activités qui visent à favoriser et à encourager de telles initiatives au niveau mondial,

Conscient du potentiel du sport et des grandes manifestations sportives s'agissant d'éduquer les jeunes du monde entier et de promouvoir leur intégration par le biais d'activités sportives pratiquées sans discrimination aucune et dans l'esprit olympique, qui repose sur la compréhension entre les hommes, la tolérance, la loyauté et la solidarité,

Prenant note des Principes fondamentaux de l'olympisme, consacrés par la Charte olympique,

Saluant les activités menées conjointement par le Comité international olympique, le Comité international paralympique, le Bureau du Conseiller spécial du Secrétaire général pour le sport au service du développement et de la paix et le système des Nations Unies dans des domaines tels que le développement humain, la lutte contre la pauvreté, l'aide humanitaire, la promotion de la santé, la prévention du VIH/sida, l'éducation des enfants et des jeunes, l'égalité des sexes, la consolidation de la paix et le développement durable,

Réaffirmant qu'il est nécessaire de combattre la discrimination et l'intolérance où qu'elles se manifestent, dans les milieux sportifs et ailleurs,

Reconnaissant que le sport et les grandes manifestations sportives, comme les Jeux olympiques et les Jeux paralympiques, peuvent être utilisés pour promouvoir les droits de

l'homme et renforcer le respect universel des droits de l'homme, contribuant ainsi à leur pleine réalisation,

Considérant que l'appel lancé par le Comité international olympique en faveur d'une trêve olympique, aussi appelée *ekecheiria*, pourrait contribuer pour beaucoup à la promotion des buts et des principes énoncés dans la Charte des Nations Unies,

Saluant l'organisation des Jeux olympiques et des Jeux paralympiques à Sotchi en 2014, à Rio de Janeiro en 2016, à Pyeongchang en 2018 et à Tokyo en 2020 et soulignant que ces manifestations importantes peuvent être l'occasion de promouvoir les droits de l'homme, en particulier par le sport et l'idéal olympique,

Soulignant qu'il importe d'observer, dans le cadre de la Charte des Nations Unies, la trêve olympique, à titre individuel et collectif, durant toute la période commençant à l'ouverture des Jeux olympiques d'hiver de 2014 et prenant fin à la clôture des Jeux paralympiques d'hiver de Sotchi,

Reconnaissant que le sport et les grandes manifestations sportives peuvent contribuer à la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement et notant que, comme l'a souligné le Sommet mondial de 2005, le sport peut favoriser la paix et le développement et contribuer à créer un climat de tolérance et de compréhension entre les peuples et les nations,

Saluant la décision prise récemment par l'Assemblée générale, dans sa résolution 67/296 en date du 23 août 2013, de proclamer le 6 avril Journée internationale du sport au service du développement et de la paix,

Conscient de la nécessité d'utiliser activement le sport et les Jeux olympiques pour assurer la pleine jouissance, dans des conditions d'égalité, de tous les droits de l'homme par les personnes handicapées, ainsi que le respect de leur dignité inhérente, et saluant les efforts faits par les pays hôtes pour créer un environnement sans obstacles pour les personnes handicapées, notamment aux Jeux olympiques d'hiver de 2014, à Sotchi,

Conscient qu'il faut mener une réflexion plus approfondie sur l'intérêt que présentent les principes pertinents consacrés par la Charte olympique et la valeur d'exemple du sport pour le respect universel et la réalisation de tous les droits de l'homme,

1. *Prend note avec satisfaction* de la réunion-débat de haut niveau organisée par le Conseil des droits de l'homme à sa dix-neuvième session, qui a mis en lumière la manière dont le sport et les grandes manifestations sportives, en particulier les Jeux olympiques et les Jeux paralympiques, peuvent être utilisés pour promouvoir la connaissance et la compréhension de la Déclaration universelle des droits de l'homme et l'application des principes qu'elle consacre ;

2. *Prend acte* du résumé de la réunion-débat susmentionnée qui a été élaboré par le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme[1] ;

3. *Invite* les États à coopérer avec le Comité international olympique et le Comité international paralympique dans le cadre des efforts qu'ils font pour utiliser le sport comme outil pour promouvoir les droits de l'homme, le développement, la paix, le dialogue et la réconciliation pendant les Jeux olympiques et les Jeux paralympiques et au-delà ;

4. *Encourage* les États à promouvoir le sport en tant que moyen de combattre toutes les formes de discrimination ;

5. *Prie* le Comité consultatif d'élaborer une étude sur les possibilités d'utiliser le sport et l'idéal olympique pour promouvoir les droits de l'homme pour tous et pour renforcer le respect universel des droits de l'homme, en gardant à l'esprit à la fois la valeur des principes pertinents consacrés par la Charte olympique et la valeur d'exemple du sport, de solliciter les vues et les contributions des États Membres de l'Organisation des Nations Unies, des organisations internationales et régionales, des institutions nationales de défense des droits de l'homme, des organisations de la société civile et des autres parties prenantes à cet égard, et de présenter un rapport intérimaire sur cette question au Conseil des droits de l'homme avant sa vingt-septième session ;

[1] A/HRC/20/11.

6. *Décide* de poursuivre l'examen de la question conformément à son programme de travail.

34e séance
26 septembre 2013

[Adoptée sans vote]

24/2
Gouvernement local et droits de l'homme

Le Conseil des droits de l'homme,

Rappelant ses résolutions 5/1 du 18 juin 2007 et 16/21 du 25 mars 2011 et sa décision 6/102 du 27 septembre 2007,

Rappelant également son mandat, tel qu'il est énoncé dans la résolution 60/251 de l'Assemblée générale en date du 15 mars 2006,

Prenant note de la décision 9/1 du Comité consultatif en date du 10 août 2012 sur les propositions de recherche[2], dont une proposition sur le gouvernement local et les droits de l'homme, présentée au Conseil des droits de l'homme pour examen et approbation conformément à ses fonctions telles qu'elles sont décrites aux paragraphes 75 à 78 de l'annexe de sa résolution 5/1,

Gardant à l'esprit que les droits de l'homme et les libertés fondamentales sont inhérents à tous les êtres humains et leur promotion et leur protection incombent au premier chef aux gouvernements,

Conscient du rôle que jouent les gouvernements locaux dans la promotion et la protection des droits de l'homme, sans préjudice de la responsabilité principale du gouvernement national à cet égard,

Reconnaissant également que les gouvernements locaux ont différentes formes et fonctions dans chaque État, selon les systèmes juridique et constitutionnel,

Prenant note des initiatives internationales et régionales pertinentes visant à promouvoir les droits de l'homme au niveau local,

1. *Demande* au Comité consultatif du Conseil des droits de l'homme d'établir, dans la limite des ressources disponibles, un rapport fondé sur des travaux de recherche concernant le rôle joué par les gouvernements locaux dans la promotion et la protection des droits de l'homme, y compris l'intégration transversale des droits de l'homme dans l'administration et les services publics locaux, en vue de recenser les meilleures pratiques et les principales difficultés, et de présenter au Conseil des droits de l'homme à sa vingt-septième session, pour examen, un rapport intermédiaire sur l'élaboration du rapport demandé ;

2. *Demande également* au Comité consultatif de solliciter les vues et contributions des États Membres, des organisations internationales et régionales compétentes, du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme et des titulaires de mandat au titre des procédures spéciales, ainsi que des institutions nationales des droits de l'homme et d'organisations non gouvernementales, lors de l'élaboration du rapport fondé sur des travaux de recherche mentionné ci-dessus ;

3. *Encourage* le Comité consultatif à tenir compte s'il y a lieu, lorsqu'il élaborera le rapport susmentionné, des recommandations faites par les organes créés en vertu d'instruments relatifs aux droits de l'homme, à l'occasion de l'Examen périodique universel et par les titulaires de mandat au titre des procédures spéciales, ainsi que des travaux réalisés

[2] Voir A/HRC/AC/9/6.

sur cette question par les institutions, fonds et programmes compétents des Nations Unies dans le cadre de leurs mandats respectifs.

34e séance
26 septembre 2013

[Adoptée sans vote]

24/3
Rapporteur spécial sur les formes contemporaines d'esclavage, y compris leurs causes et leurs conséquences

Le Conseil des droits de l'homme,

Réaffirmant la Déclaration universelle des droits de l'homme, qui dispose que nul ne sera tenu en esclavage ni en servitude et que l'esclavage et la traite des esclaves sont interdits sous toutes leurs formes,

Tenant compte de la Convention de 1926 relative à l'esclavage, de la Convention supplémentaire de 1956 relative à l'abolition de l'esclavage, de la traite des esclaves et des institutions et pratiques analogues à l'esclavage et de la Convention nº 29 de 1930 de l'Organisation internationale du Travail sur le travail forcé, ainsi que d'autres instruments internationaux pertinents, qui interdisent toutes les formes d'esclavage et appellent les gouvernements à éradiquer de telles pratiques,

Rappelant que la Déclaration et le Programme d'action de Durban condamnent fermement le fait que l'esclavage et les pratiques analogues à l'esclavage existent encore aujourd'hui dans certaines régions du monde et prient instamment les États de prendre des mesures immédiates à titre prioritaire pour mettre fin à ces pratiques, qui constituent des violations flagrantes des droits de l'homme,

Réaffirmant les résolutions 6/14, datée du 28 septembre 2007, et 15/2, datée du 29 septembre 2010, du Conseil des droits de l'homme,

Condamnant les formes contemporaines d'esclavage, conscient qu'elles sont un problème mondial qui touche tous les continents et la plupart des pays du monde, et invitant les États à prendre d'urgence les mesures appropriées pour mettre un terme à ces pratiques,

Profondément préoccupé par le fait que, selon les estimations minimales, le nombre de personnes victimes des formes contemporaines d'esclavage dans le monde entier serait de 21 millions de victimes du travail forcé,

Constatant que la discrimination, l'exclusion sociale, l'inégalité entre les sexes et la pauvreté sont au cœur des formes contemporaines d'esclavage et que les travailleurs migrants sont particulièrement vulnérables,

Soulignant qu'il importe d'ériger en infractions pénales toutes les formes d'esclavage dans le cadre des législations nationales,

Reconnaissant les difficultés qui empêchent l'éradication de l'esclavage mises en évidence par la Rapporteuse spéciale sur les formes contemporaines d'esclavage, y compris leurs causes et leurs conséquences, notamment l'absence de législation spécifique dans certains pays, des failles et des lacunes dans les cadres juridiques, la faiblesse des sanctions dissuasives, un manque de volonté et/ou de ressources pour appliquer les lois et les politiques, la difficulté de localiser et d'identifier les victimes, ainsi qu'une absence de mesures de réadaptation efficaces,

Conscient qu'une large coopération internationale entre les États ainsi qu'entre les États et les organisations intergouvernementales et non gouvernementales concernées est essentielle pour lutter efficacement contre les formes contemporaines d'esclavage,

Rappelant ses résolutions 5/1 sur la mise en place des institutions du Conseil et 5/2 sur le Code de conduite pour les titulaires de mandat au titre des procédures spéciales du Conseil, en date du 18 juin 2007, et soulignant que le titulaire de mandat doit s'acquitter de ses fonctions conformément à ces résolutions et à leurs annexes,

Convaincu que la question des formes contemporaines d'esclavage doit rester à l'ordre du jour du Conseil des droits de l'homme,

Tenant compte du Fonds de contributions volontaires des Nations Unies pour la lutte contre les formes contemporaines d'esclavage et de son importance pour le traitement des questions soulevées par le Rapporteur spécial,

1. *Se félicite* des travaux et prend note avec satisfaction des rapports thématiques de la Rapporteuse spéciale sur les formes contemporaines d'esclavage, y compris leurs causes et leurs conséquences, portant notamment sur le mariage servile[3] et sur l'esclavage des enfants dans les mines et les carrières exploitées artisanalement[4] ;

2. *Se félicite aussi* de la coopération des États qui ont agréé les demandes de visite de la Rapporteuse spéciale et répondu à ses demandes d'informations ;

3. *Décide* de renouveler le mandat du Rapporteur spécial pour une durée de trois ans ;

4. *Décide aussi* que le Rapporteur spécial examinera toutes les formes contemporaines d'esclavage et les pratiques analogues à l'esclavage, mais en particulier celles définies dans la Convention de 1926 relative à l'esclavage et dans la Convention supplémentaire de 1956 relative à l'abolition de l'esclavage, de la traite des esclaves et des institutions et pratiques analogues à l'esclavage, ainsi que toutes les autres questions traitées auparavant par le Groupe de travail des formes contemporaines d'esclavage, et fera rapport à ce sujet ; dans l'exercice de son mandat, le Rapporteur spécial devra :

a) Promouvoir l'application effective des normes et règles internationales pertinentes concernant l'esclavage ;

b) Demander aux gouvernements, aux organes conventionnels, aux procédures spéciales, aux institutions spécialisées, aux organisations intergouvernementales, aux organisations non gouvernementales et aux autres sources pertinentes des informations sur les formes contemporaines d'esclavage, y compris sur les pratiques esclavagistes, recevoir de telles informations et en échanger et, en tant que de besoin et conformément à la pratique actuelle, réagir efficacement en présence d'informations fiables concernant des violations présumées des droits de l'homme, en vue de protéger les droits fondamentaux des victimes de l'esclavage et de prévenir les violations ;

c) Recommander des initiatives et des mesures applicables aux niveaux national, régional et international pour éliminer les pratiques esclavagistes où qu'elles se produisent, y compris des mesures s'attaquant aux causes et aux conséquences des formes contemporaines d'esclavage, comme la pauvreté, la discrimination et les conflits, ainsi qu'aux facteurs de la demande, et des mesures visant à renforcer la coopération internationale ;

d) Mettre principalement l'accent sur les aspects des formes contemporaines d'esclavage qui ne sont pas couverts par les mandats existants du Conseil des droits de l'homme ;

5. *Prie* le Rapporteur spécial, dans l'exercice de son mandat :

a) D'examiner attentivement les questions spécifiques relevant de son mandat et d'inclure des exemples de pratiques efficaces ainsi que des recommandations pertinentes ;

b) De tenir compte de l'âge et du sexe des personnes concernées par les formes contemporaines d'esclavage ;

6. *Encourage* le Rapporteur spécial à rassembler et analyser des exemples de législation nationale relative à l'interdiction de l'esclavage et des pratiques analogues à l'esclavage, afin d'aider les États dans leur action nationale de lutte contre les formes contemporaines d'esclavage ;

[3] A/HRC/21/41.
[4] A/HRC/18/30.

7. *Engage* tous les gouvernements à coopérer avec le Rapporteur spécial et à l'aider à s'acquitter du mandat et des fonctions dont il est investi, à lui fournir toutes les informations demandées et à envisager sérieusement de répondre positivement à ses demandes de visite, pour lui permettre de s'acquitter efficacement de son mandat ;

8. *Encourage* l'Organisation des Nations Unies − y compris les institutions spécialisées −, les organisations intergouvernementales régionales, les gouvernements, les experts indépendants, les institutions intéressées et les organisations non gouvernementales à collaborer autant que possible avec le Rapporteur spécial aux fins de l'exécution de son mandat ;

9. *Encourage* le Rapporteur spécial à continuer de collaborer pleinement et effectivement avec tous les autres mécanismes pertinents de défense des droits de l'homme, en tenant pleinement compte de leur contribution tout en évitant les chevauchements d'activités ;

10. *Prie* le Rapporteur spécial de présenter au Conseil des droits de l'homme un rapport annuel sur les activités entreprises dans le cadre de son mandat, ainsi que des recommandations sur les mesures à prendre pour combattre et éradiquer les formes contemporaines d'esclavage et les pratiques analogues à l'esclavage et pour protéger les droits fondamentaux des victimes de ces pratiques ;

11. *Prie* le Secrétaire général de mettre à la disposition du Rapporteur spécial, dans les limites des ressources existantes, toutes les ressources humaines et financières nécessaires pour lui permettre de s'acquitter efficacement de son mandat.

34e séance
26 septembre 2013

[Adoptée sans vote]

24/4
Le droit au développement

Le Conseil des droits de l'homme,

Rappelant la Charte des Nations Unies et les instruments de base relatifs aux droits de l'homme,

Réaffirmant la Déclaration sur le droit au développement adoptée par l'Assemblée générale dans sa résolution 41/128 du 4 décembre 1986,

Réaffirmant aussi ses résolutions 4/4 du 30 mars 2007 et 9/3 du 17 septembre 2008, et rappelant toutes les résolutions de la Commission des droits de l'homme, du Conseil et de l'Assemblée générale sur le droit au développement, dont la plus récente est la résolution 21/32 du 28 septembre 2012,

Ayant à l'esprit le renouvellement des engagements pris à l'égard de la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement avant 2015, comme il ressort du document final de la Réunion plénière de haut niveau de la soixante-cinquième session de l'Assemblée générale sur les objectifs du Millénaire pour le développement[5],

Insistant sur la nécessité de faire d'urgence du droit au développement une réalité pour tous,

Conscient qu'il importe d'engager le système des Nations Unies, notamment les fonds, programmes et institutions spécialisées des Nations Unies dans le cadre de leurs mandats respectifs, les organisations internationales compétentes, y compris les organisations financières et commerciales, et les parties prenantes concernées, dont les organisations de la société civile, dans un débat sur le droit au développement,

[5] Résolution 65/1 de l'Assemblée générale.

Reconnaissant que la réalisation des objectifs de développement convenus sur le plan international, y compris les objectifs du Millénaire pour le développement, exige une cohérence et une coordination effectives de l'action menée,

Reconnaissant aussi que l'extrême pauvreté et la faim sont l'une des plus grandes menaces qui pèsent sur le monde et qu'elle exige un engagement collectif de la communauté internationale pour son éradication, conformément au premier des objectifs du Millénaire pour le développement, et appelant par conséquent la communauté internationale à œuvrer à la réalisation de cet objectif,

Prenant note de l'engagement déclaré d'un certain nombre d'institutions spécialisées, de fonds et de programmes des Nations Unies et d'autres organisations internationales de faire du droit au développement une réalité pour tous et encourageant à cet égard tous les organes concernés du système des Nations Unies et d'autres organisations internationales à intégrer le droit au développement dans leurs objectifs, politiques, programmes et activités opérationnelles, ainsi que dans les mécanismes de développement ou liés au développement, notamment le suivi de la quatrième Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés,

Soulignant que c'est aux États qu'il incombe au premier chef d'instaurer des conditions nationales et internationales propices à l'exercice du droit au développement,

Considérant que les États Membres doivent coopérer pour assurer le développement et éliminer les obstacles qui s'y opposent, que la communauté internationale doit promouvoir une coopération internationale efficace, notamment dans le cadre d'un partenariat mondial pour le développement, afin de réaliser le droit au développement et d'éliminer ces obstacles, et qu'une action soutenue tendant vers la réalisation du droit au développement exige des politiques de développement efficaces au niveau national, ainsi que des relations économiques équitables et un environnement économique favorable au niveau international,

Rappelant que l'année 2011 a marqué le vingt-cinquième anniversaire de la Déclaration sur le droit au développement,

Soulignant que dans sa résolution 48/141 du 20 décembre 1993, l'Assemblée générale a décidé que les fonctions du Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme seraient notamment de promouvoir et protéger la réalisation du droit au développement et, à cet effet, d'obtenir un soutien accru des organes compétents des Nations Unies,

1. *Prend note* du rapport conjoint du Secrétaire général et de la Haut-Commissaire aux droits de l'homme sur le droit au développement[6], qui donne des informations sur les activités menées par le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme entre juillet 2012 et mai 2013 en vue de promouvoir et de réaliser le droit au développement ;

2. *Prie* le Haut-Commissariat de continuer de présenter au Conseil des droits de l'homme un rapport annuel sur ses activités, portant notamment sur la coordination entre les organismes du système des Nations Unies eu égard à la promotion et à la réalisation du droit au développement ;

3. *Prend note* des efforts que le Groupe de travail sur le droit au développement déploie en vue de mener à bien les tâches que lui a confiées le Conseil des droits de l'homme par sa résolution 4/4, dans l'accomplissement de son mandat, tel qu'établi par la Commission des droits de l'homme dans sa résolution 1998/72 du 22 avril 1998 ;

4. *Reconnaît* le besoin d'œuvrer pour mieux faire accepter le droit au développement, le rendre opérationnel et en assurer la réalisation au niveau international, tout en priant instamment l'ensemble des États d'entreprendre au niveau national le travail nécessaire de formulation et de mettre en place les mesures requises pour l'application du droit au développement en tant que partie intégrante des droits de l'homme et des libertés fondamentales ;

[6] A/HRC/24/27.

5. *Note avec satisfaction* que le Groupe de travail a entamé le processus consistant à examiner, réviser et préciser les projets de critères relatifs au droit au développement et de sous-critères opérationnels correspondants, et a procédé à la première lecture des projets de critères et des sous-critères opérationnels correspondants[7] ;

6. *Prend note avec satisfaction* du rapport du Groupe de travail sur les travaux de sa quatorzième session[8] ;

7. *Rappelle* que le Groupe de travail, à sa quatorzième session, était saisi de cinq documents qui contenaient des vues et observations détaillées sur les projets de critères et de sous-critères opérationnels, émanant de gouvernements, de groupes de gouvernements, de groupes régionaux et autres parties prenantes concernées, y compris d'organismes, de fonds, de programmes et d'institutions des Nations Unies ainsi que d'autres institutions et instances multilatérales compétentes, conformément aux conclusions et recommandations adoptées à sa treizième session ;

8. *Reconnaît* qu'il est nécessaire d'avoir les contributions d'experts et, dans ce contexte, souligne de nouveau qu'il importe de s'engager davantage avec des experts des organismes, fonds, programmes et institutions compétents des Nations Unies, ainsi que d'autres institutions et instances multilatérales, organisations internationales et autres parties prenantes et de les inviter à la quinzième session du Groupe de travail ;

9. *Reconnaît aussi* la nécessité d'examiner, de réviser et de préciser les projets de critères et de sous-critères opérationnels correspondants mentionnés au paragraphe 5 ci-dessus, comme l'a demandé le Conseil dans sa résolution 21/32 ;

10. *Décide* :

a) De continuer de veiller à ce que son ordre du jour contribue à promouvoir et à favoriser le développement durable et la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement et, à cet égard, de placer le droit au développement, tel qu'il est énoncé aux paragraphes 5 et 10 de la Déclaration et du Programme d'action de Vienne, sur un pied d'égalité avec tous les autres droits de l'homme et les libertés fondamentales ;

b) Que les critères et les sous-critères opérationnels correspondants mentionnés au paragraphe 5 ci-dessus, après avoir été examinés, révisés et approuvés par le Groupe de travail, devraient être utilisés, s'il y a lieu, pour élaborer une série complète et cohérente de normes relatives à la mise en œuvre du droit au développement ;

c) Que le Groupe de travail prendra, pour faire respecter et mettre en pratique les normes susmentionnées, des mesures appropriées qui pourraient se présenter sous diverses formes, notamment celles de principes directeurs pour la réalisation du droit au développement, et qui pourraient devenir la base de l'élaboration d'une norme juridique internationale à caractère contraignant dans le cadre d'un processus concerté de dialogue ;

d) D'approuver les recommandations formulées par le Groupe de travail telles qu'elles figurent dans son rapport sur les travaux de sa quatorzième session[9] ;

e) Que le Groupe de travail poursuivra, à sa quinzième session, l'examen des projets de sous-critères opérationnels et procédera à la première lecture des sous-critères opérationnels restants ;

f) De convoquer, entre les deux sessions et pour une durée de deux jours, une réunion intergouvernementale informelle du Groupe de travail réunissant des États, des groupes d'États, des organismes, fonds, programmes et institutions compétents des Nations Unies ainsi que d'autres institutions et instances multilatérales, des organisations internationales et d'autres parties prenantes, en vue d'améliorer l'efficacité du groupe de travail à sa quinzième session ;

[7] Voir A/HRC/15/WG.2/TF/2/Add.2.
[8] A/HRC/24/37.
[9] Ibid., par. 47.

g) D'envisager de prolonger la durée des sessions du Groupe de travail en fonction des besoins ;

11. *Encourage* la Haut-Commissaire, dans l'exercice de son mandat, à poursuivre ses activités afin de renforcer l'appui à la promotion et la protection du droit au développement, en s'inspirant de la Déclaration sur le droit au développement et de toutes les résolutions de l'Assemblée générale, de la Commission des droits de l'homme et du Conseil des droits de l'homme sur le droit au développement, ainsi que des conclusions et recommandations concertées du Groupe de travail ;

12. *Encourage* les organes compétents du système des Nations Unies, dans le cadre de leurs mandats respectifs, y compris les fonds, programmes et institutions spécialisées, et les organisations internationales compétentes, y compris l'Organisation mondiale du commerce et les parties prenantes concernées, notamment les organisations de la société civile, à contribuer plus avant aux activités du Groupe de travail et à coopérer avec la Haut-Commissaire dans l'exécution de son mandat aux fins de la mise en œuvre du droit au développement ;

13. *Décide* d'examiner à titre prioritaire, à ses futures sessions, les progrès accomplis dans la mise en œuvre de la présente résolution.

34e séance
26 septembre 2013

[Adoptée par 46 voix contre une, avec zéro abstention, à l'issue d'un vote enregistré. Les voix se sont réparties comme suit :

Ont voté pour :

Allemagne, Angola, Argentine, Autriche, Bénin, Botswana, Brésil, Burkina Faso, Chili, Congo, Costa Rica, Côte d'Ivoire, Émirats arabes unis, Équateur, Espagne, Estonie, Éthiopie, Gabon, Guatemala, Inde, Indonésie, Irlande, Italie, Japon, Kazakhstan, Kenya, Koweït, Libye, Malaisie, Maldives, Mauritanie, Monténégro, Ouganda, Pakistan, Pérou, Philippines, Pologne, Qatar, République de Corée, République de Moldova, République tchèque, Roumanie, Sierra Leone, Suisse, Thaïlande, Venezuela (République bolivarienne du).

Ont voté contre :

États-Unis d'Amérique.]

24/5
Droit de réunion pacifique et liberté d'association

Le Conseil des droits de l'homme,

Rappelant la Déclaration universelle des droits de l'homme, le Pacte international relatif aux droits civils et politiques, le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, et les autres instruments internationaux pertinents relatifs aux droits de l'homme,

Réaffirmant sa résolution 15/21 du 30 septembre 2010, et rappelant ses résolutions 19/35 du 23 mars 2012, 20/8 du 5 juillet 2012, 21/16 du 27 septembre 2012 et 22/10 du 21 mars 2013, ainsi que les résolutions pertinentes de la Commission des droits de l'homme,

Reconnaissant l'importance, pour chacun, du droit de réunion pacifique et de la liberté d'association pour la pleine réalisation de tous les droits de l'homme,

Rappelant que, selon le Pacte international relatif aux droits civils et politiques et le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, l'exercice du droit de réunion pacifique et de la liberté d'association ne peut être soumis à d'autres restrictions que celles prescrites par la loi et qui sont nécessaires dans une société démocratique dans l'intérêt de la sûreté de l'État ou de la sécurité publique, de l'ordre public, de la protection de la santé ou de la moralité publique, ou de la protection des droits et des libertés d'autrui,

Réaffirmant l'importance critique du mandat, du rôle, des compétences et des mécanismes et procédures spécialisés de contrôle de l'Organisation internationale du Travail en matière de liberté d'association des employeurs et des travailleurs,

Prenant note du rapport du Rapporteur spécial sur le droit de réunion pacifique et la liberté d'association soumis au Conseil des droits de l'homme à sa vingt-troisième session[10],

Conscient que pour pouvoir exister et fonctionner durablement, toute association doit disposer de ressources,

Réaffirmant l'importance du rôle des nouvelles technologies de l'information et de la communication s'agissant de permettre et de faciliter l'exercice du droit de réunion pacifique et de la liberté d'association, ainsi que l'importance pour les États de promouvoir et de faciliter l'accès à Internet et la coopération internationale dans l'optique du développement des médias et des systèmes d'information et de communication dans tous les pays,

Reconnaissant l'importance du droit de réunion pacifique et de la liberté d'association ainsi que celle de la société civile pour favoriser la bonne gouvernance, notamment par le biais de la transparence et de la responsabilisation, qui est indispensable pour édifier des sociétés pacifiques, prospères et démocratiques,

Conscient de l'importance cruciale de la participation active de la société civile aux processus de gouvernance qui ont des incidences sur la vie des populations,

Rappelant ses résolutions 5/1 et 5/2 du 18 juin 2007,

1. *Décide* de proroger le mandat du Rapporteur spécial sur le droit de réunion pacifique et la liberté d'association, tel que défini dans la résolution 15/21 du Conseil, pour une période de trois ans ;

2. *Rappelle* aux États leur obligation de respecter et de protéger pleinement le droit de réunion pacifique et la liberté d'association de tous les individus, à la fois en ligne et hors ligne, notamment à l'occasion d'élections, y compris les personnes qui professent des opinions ou des croyances minoritaires ou dissidentes, les défenseurs des droits de l'homme, les syndicalistes et tous ceux, notamment les migrants, qui cherchent à exercer ou à promouvoir ces droits, et de prendre toutes les mesures nécessaires pour faire en sorte que les restrictions éventuellement imposées au libre exercice du droit de réunion pacifique et de la liberté d'association soient conformes aux obligations qui leur incombent en vertu du droit international des droits de l'homme ;

3. *Se dit préoccupé* par les violations du droit de réunion pacifique et de la liberté d'association ;

4. *Souligne* le rôle essentiel du droit de réunion pacifique et de la liberté d'association pour la société civile et reconnaît que celle-ci facilite la réalisation des buts et principes de l'Organisation des Nations Unies ;

5. *Souligne* que le respect du droit de réunion pacifique et de la liberté d'association, à l'égard de la société civile, contribue à faire face aux défis et questions qui sont importants pour la société, tels que l'environnement, le développement durable, la prévention de la criminalité, la traite des êtres humains, l'émancipation des femmes, la justice sociale, la protection des consommateurs et la réalisation de tous les droits de l'homme, ainsi qu'à les régler ;

6. *Demande* aux États de continuer à coopérer avec le Rapporteur spécial sur le droit de réunion pacifique et la liberté d'association et à l'aider à s'acquitter de son mandat, de répondre rapidement à ses appels urgents et autres communications, et d'accepter ses demandes de visite ;

7. *Demande à nouveau* au Haut-Commissariat aux droits de l'homme d'aider les États à promouvoir et à protéger le droit de réunion pacifique et la liberté d'association, notamment par l'intermédiaire de ses programmes d'assistance technique, à la demande des

[10] A/HRC/23/39.

États, et de coopérer avec les organismes compétents des Nations Unies et d'autres organisations intergouvernementales pour aider les États à promouvoir et à protéger le droit de réunion pacifique et la liberté d'association ;

8. *Demande* au Rapporteur spécial de continuer à présenter un rapport annuel au Conseil des droits de l'homme et à l'Assemblée générale ;

9. *Décide* de poursuivre l'examen de la question du droit de réunion pacifique et de la liberté d'association conformément à son programme de travail.

34e séance
26 septembre 2013

[Adoptée sans vote]

24/6
Le droit qu'a toute personne de jouir du meilleur état de santé physique et mentale possible

Le Conseil des droits de l'homme,

Réaffirmant la Déclaration universelle des droits de l'homme et rappelant le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale, la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, la Convention relative aux droits de l'enfant et la Convention relative aux droits des personnes handicapées,

Rappelant ses résolutions 6/29 du 14 décembre 2007 et 15/22 du 30 septembre 2010 et toutes les résolutions antérieures de la Commission des droits de l'homme et du Conseil sur la réalisation du droit qu'a toute personne de jouir du meilleur état de santé physique et mentale possible,

Considérant que les États, agissant en coopération avec les organisations internationales et la société civile, y compris les organisations non gouvernementales et le secteur privé, doivent créer aux niveaux national, régional et international les conditions favorables à la réalisation pleine et effective du droit qu'a toute personne de jouir du meilleur état de santé physique et mentale possible,

Rappelant ses résolutions 5/1 sur la mise en place des institutions du Conseil des droits de l'homme et 5/2 sur le Code de conduite pour les titulaires de mandat au titre des procédures spéciales du Conseil des droits de l'homme en date du 18 juin 2007, et soulignant que le titulaire du mandat doit s'acquitter de ses obligations conformément à ces résolutions et à leurs annexes,

1. *Prend note avec satisfaction* des travaux menés par le Rapporteur spécial sur le droit qu'a toute personne de jouir du meilleur état de santé physique et mentale possible ;

2. *Décide* de proroger d'une nouvelle période de trois ans le mandat du Rapporteur spécial sur le droit qu'a toute personne de jouir du meilleur état de santé physique et mentale possible, tel qu'il est énoncé au paragraphe 1 de sa résolution 6/29 ;

3. *Demande* à tous les gouvernements de coopérer pleinement avec le Rapporteur spécial dans l'accomplissement des tâches et le respect des fonctions qui lui ont été confiées et d'accorder l'attention voulue aux recommandations formulées par le titulaire du mandat ;

4. *Encourage* tous les gouvernements à envisager sérieusement de répondre favorablement aux demandes du Rapporteur spécial de se rendre dans leur pays pour permettre au titulaire du mandat de s'acquitter efficacement de sa mission ;

5. *Demande* au Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme de continuer à mettre à la disposition du Rapporteur spécial tous les moyens nécessaires pour lui permettre de s'acquitter efficacement de son mandat ;

6. *Demande* au Rapporteur spécial de présenter chaque année au Conseil et à l'Assemblée générale un rapport sur toutes les activités liées à son mandat, afin de tirer le meilleur parti du processus d'établissement de rapports ;

7. *Décide* de poursuivre l'examen de cette question au titre du même point de l'ordre du jour, conformément à son programme de travail.

34e séance
26 septembre 2013

[Adoptée sans vote]

24/7
Détention arbitraire

Le Conseil des droits de l'homme,

Réaffirmant les articles 3, 9, 10 et 29, ainsi que les autres dispositions pertinentes, de la Déclaration universelle des droits de l'homme,

Rappelant les articles 9 à 11 et 14 à 22 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques,

Rappelant également les résolutions 1991/42 et 1997/50 de la Commission des droits de l'homme, en date du 5 mars 1991 et du 15 avril 1997 respectivement, ainsi que ses propres résolutions 6/4, 10/9, 15/18 et 20/16, en date du 28 septembre 2007, du 26 mars 2009, du 30 septembre 2010 et du 6 juillet 2012, respectivement,

Rappelant également la résolution 60/251 de l'Assemblée générale en date du 15 mars 2006 intitulée « Conseil des droits de l'homme »,

Rappelant ses résolutions 5/1 « Mise en place des institutions du Conseil des droits de l'homme » et 5/2 « Code de conduite pour les titulaires de mandat au titre des procédures spéciales du Conseil des droits de l'homme », du 18 juin 2007, et soulignant que le titulaire de mandat doit s'acquitter de ses obligations conformément à ces résolutions et à leurs annexes,

1. *Souligne* l'importance des travaux du Groupe de travail sur la détention arbitraire ;

2. *Prend note avec intérêt* du dernier rapport du Groupe de travail[11], y compris des recommandations y figurant ;

3. *Prie* les États concernés de tenir compte des points de vue du Groupe de travail et, si nécessaire, de prendre des mesures appropriées pour remédier à la situation des personnes privées arbitrairement de leur liberté et d'informer le Groupe de travail des mesures ainsi prises ;

4. *Encourage* le Groupe de travail à poursuivre ses travaux concernant l'établissement du projet de principes de base et de lignes directrices demandé par le Conseil des droits de l'homme dans sa résolution 20/16, et l'invite à lui rendre compte des progrès réalisés à cet égard à l'occasion de leur prochain dialogue ;

5. *Encourage* tous les États à répondre au questionnaire qui leur a été adressé par le Groupe de travail en vue de l'établissement du projet de principes de base et de lignes directrices susmentionné ;

6. *Encourage également* tous les États :

a) À accorder l'attention voulue aux recommandations du Groupe de travail ;

b) À prendre les mesures appropriées pour veiller à ce que leur législation, leur réglementation et leurs pratiques restent conformes aux normes internationales pertinentes et aux instruments de droit international applicables ;

[11] A/HRC/22/44.

c) À respecter et à promouvoir le droit de quiconque se trouve arrêté ou détenu du chef d'une infraction pénale d'être traduit dans le plus court délai devant un juge ou une autre autorité habilitée par la loi à exercer des fonctions judiciaires, et d'être jugé dans un délai raisonnable ou libéré ;

d) À respecter et à promouvoir le droit de quiconque se trouve privé de sa liberté par arrestation ou détention d'introduire un recours devant un tribunal afin que celui-ci statue sans délai sur la légalité de sa détention et ordonne sa libération si la détention est illégale, conformément aux obligations internationales qui incombent aux États ;

e) À veiller à ce que le droit visé à l'alinéa *d*) ci-dessus soit également respecté en cas d'internement administratif, y compris lorsque cette mesure est prise en application de la législation relative à la sécurité publique ;

f) À veiller à ce que quiconque se trouve arrêté ou détenu du chef d'une infraction pénale dispose du temps et des facilités nécessaires à la préparation de sa défense, y compris la possibilité d'engager le conseil de son choix et de communiquer avec lui ;

g) À veiller à ce que les conditions de la détention avant jugement ne nuisent pas à l'équité du procès ;

h) À offrir des garanties, pour toute forme de détention, contre les privations de liberté illégales ou arbitraires ;

7. *Encourage aussi* tous les États à coopérer avec le Groupe de travail et à envisager sérieusement de répondre favorablement à ses demandes de visite, afin de lui permettre d'exécuter son mandat avec encore plus d'efficacité ;

8. *Note avec préoccupation* qu'une part des appels urgents du Groupe de travail continue de rester sans réponse, et prie instamment les États concernés d'accorder l'attention voulue aux appels urgents qui leur sont adressés par le Groupe de travail sur une base strictement humanitaire et sans préjuger de ses éventuelles conclusions finales, ainsi qu'à la transmission du même cas au titre de la procédure de plainte ordinaire ;

9. *Encourage* le Groupe de travail, en conformité avec ses méthodes de travail, à continuer de fournir à l'État concerné les renseignements pertinents et détaillés relatifs aux allégations de détention arbitraire afin de faciliter une réponse rapide et approfondie à ces communications, sans préjudice de la nécessité pour l'État concerné de coopérer avec le Groupe de travail ;

10. *Note avec une vive inquiétude* que le Groupe de travail reçoit de plus en plus d'informations faisant état de représailles à l'encontre de personnes qui faisaient l'objet d'un appel urgent ou d'un avis ou qui appliquaient une recommandation du Groupe de travail, et demande aux États concernés de prendre des mesures appropriées pour prévenir de tels actes et combattre l'impunité en traduisant les auteurs en justice et en offrant aux victimes des voies de recours adaptées ;

11. *Exprime ses vifs remerciements* aux États qui ont coopéré avec le Groupe de travail et ont répondu à ses demandes d'informations, et invite tous les États concernés à faire preuve du même esprit de coopération ;

12. *Note avec satisfaction* que le Groupe de travail a été informé de la libération de certaines personnes dont la situation avait été portée à son attention, tout en déplorant le grand nombre de cas non encore résolus ;

13. *Décide* de proroger d'une nouvelle période de trois ans le mandat du Groupe de travail, conformément aux résolutions 1991/42 et 1997/50 de la Commission des droits de l'homme et à la résolution 6/4 du Conseil ;

14. *Prie* le Secrétaire général de fournir toute l'assistance nécessaire au Groupe de travail, en particulier le personnel et les ressources dont il a besoin pour s'acquitter efficacement de son mandat, notamment en ce qui concerne les missions sur le terrain ;

15. *Décide* de poursuivre l'examen de la question de la détention arbitraire conformément à son programme de travail.

34e séance
26 septembre 2013

[Adoptée sans vote]

24/8
Participation à la vie politique dans des conditions d'égalité

Le Conseil des droits de l'homme,

S'inspirant de la Charte des Nations Unies, de la Déclaration universelle des droits de l'homme et des instruments internationaux pertinents relatifs aux droits de l'homme, en particulier le Pacte international relatif aux droits civils et politiques,

Rappelant toutes les résolutions pertinentes de l'Assemblée générale et du Conseil des droits de l'homme sur la participation à la vie politique,

Réaffirmant que tout citoyen a le droit et la possibilité, sans aucune des discriminations visées dans le Pacte international relatif aux droits civils et politiques et sans restrictions déraisonnables, de prendre part à la conduite des affaires publiques et politiques, soit directement, soit par l'intermédiaire de représentants librement choisis, et d'accéder, dans des conditions générales d'égalité, aux fonctions publiques de son pays,

Réaffirmant aussi que la volonté du peuple doit être le fondement de l'autorité du pouvoir public et que tout citoyen a le droit et la possibilité, sans aucune des discriminations visées dans le Pacte international relatif aux droits civils et politiques et sans restrictions déraisonnables, de voter et d'être élu au cours d'élections périodiques, honnêtes, au suffrage universel et égal et au scrutin secret, garantissant l'expression libre de la volonté des électeurs,

Réaffirmant en outre qu'aucune distinction ne peut être faite entre les citoyens dans l'exercice du droit de prendre part à la conduite des affaires publiques et politiques en raison de la race, de la couleur, du sexe, de la langue, de la religion, de l'opinion politique ou de toute autre opinion, de l'origine nationale ou sociale, de la fortune, de la naissance ou de toute autre situation, ou sur la base du handicap,

Soulignant l'importance cruciale que revêt la participation à la vie politique dans des conditions d'égalité pour la démocratie, la primauté du droit, l'inclusion sociale et le développement économique, pour la promotion de l'égalité entre les sexes ainsi que pour la réalisation de tous les droits de l'homme et de toutes les libertés fondamentales,

Réaffirmant que la participation active des femmes, dans des conditions d'égalité avec les hommes, à tous les niveaux de la prise de décision, est indispensable pour parvenir à l'égalité, au développement durable, à la paix et à la démocratie,

Reconnaissant que la liberté d'expression, le droit à la réunion pacifique et la liberté d'association comptent parmi les conditions essentielles pour garantir la participation de chacun à la vie politique dans des conditions d'égalité, et doivent être protégés,

Reconnaissant aussi la nécessité de redoubler d'efforts pour éliminer les obstacles en droit et en pratique à la participation à la vie politique dans des conditions d'égalité et pour faciliter activement celle-ci,

Saluant les activités menées par le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, les procédures spéciales, les organes conventionnels et les autres mécanismes compétents des droits de l'homme afin de recenser et d'éliminer les obstacles à la participation à la vie politique dans des conditions d'égalité,

1. *Se déclare préoccupé* par le fait qu'en dépit des progrès réalisés dans le monde pour permettre la participation à la vie politique dans des conditions d'égalité, nombreux sont ceux qui continuent de faire face à des obstacles, y compris la discrimination, dans l'exercice de leur droit de prendre part aux affaires publiques et politiques de leur pays ;

2. *Reconnaît* que les femmes, les personnes appartenant à des groupes marginalisés ou à des minorités, et les personnes vulnérables sont parmi les plus touchées par la discrimination en matière de participation à la vie politique ;

3. *Réaffirme* l'obligation qu'ont les États de prendre toutes les mesures appropriées pour s'assurer que tout citoyen ait effectivement le droit et l'opportunité de prendre part aux affaires publiques et politiques dans des conditions d'égalité ;

4. *Exhorte* tous les États à garantir la pleine participation efficace de tous les citoyens aux affaires publiques et politiques dans des conditions d'égalité, notamment :

a) En se conformant pleinement à leurs obligations et engagements internationaux en matière de droits de l'homme pour ce qui est de la participation à la vie politique dans des conditions d'égalité ;

b) En prenant toutes les mesures nécessaires pour éliminer les lois, règlements et pratiques qui établissent une discrimination à l'égard de citoyens eu égard à leur droit de prendre part à la vie politique en raison de la race, de la couleur, du sexe, de la langue, de la religion, de l'opinion politique ou de toute autre opinion, de l'origine nationale ou sociale, de la fortune, de la naissance ou de toute autre situation, ou sur la base du handicap ;

c) En veillant à ce que nul ne voit son droit de participer aux affaires publiques et politiques de son pays suspendu ou assorti de conditions, sauf pour des raisons objectives et raisonnables qui sont dûment établies par la loi et en conformité avec le droit international ;

d) En prenant des mesures radicales pour éliminer tous les obstacles en droit et en pratique qui empêchent les citoyens, en particulier les femmes, les personnes appartenant à des groupes marginalisés ou à des minorités, et les personnes vulnérables, de participer pleinement et effectivement aux affaires politiques et publiques, ou qui leur font entrave ;

e) En prenant les mesures appropriées pour encourager et promouvoir publiquement l'importance de la participation à la vie politique, dans des conditions d'égalité, de tous les citoyens, en particulier des femmes, des personnes appartenant à des groupes marginalisés ou à des minorités, et des personnes vulnérables ;

f) En garantissant le droit de chacun à la liberté d'expression, à la réunion pacifique et à la liberté d'association, et en facilitant l'accès effectif, dans des conditions d'égalité, aux technologies de l'information et de la communication et aux médias afin d'instaurer un débat pluraliste favorisant la participation à la vie politique dans des conditions d'égalité ;

g) En fournissant un accès plein et effectif à la justice et aux mécanismes de réparation aux citoyens dont le droit de prendre part aux affaires publiques et politiques a été violé ;

5. *Encourage* le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, les procédures spéciales, les organes conventionnels et les autres mécanismes internationaux des droits de l'homme compétents à continuer d'examiner, dans le cadre de leurs mandats respectifs, la question de la promotion de la participation à la vie politique dans des conditions d'égalité ;

6. *Demande* au Haut-Commissariat d'élaborer une étude sur les facteurs qui empêchent la participation à la vie politique dans des conditions d'égalité et sur les mesures permettant de surmonter ces obstacles, tout en tenant compte, notamment, des travaux pertinents des procédures spéciales, des organes conventionnels et des autres mécanismes internationaux des droits de l'homme compétents, et de présenter cette étude au Conseil des droits de l'homme, pour examen, à sa vingt-septième session.

34e séance
26 septembre 2013

[Adoptée sans vote]

24/9
Droits de l'homme et peuples autochtones : mandat du Rapporteur spécial sur les droits des peuples autochtones

Le Conseil des droits de l'homme,

Ayant à l'esprit le paragraphe 6 de la résolution 60/251 de l'Assemblée générale en date du 15 mars 2006,

Rappelant ses résolutions 5/1 sur la mise en place des institutions du Conseil des droits de l'homme et 5/2 sur le Code de conduite pour les titulaires de mandat au titre des procédures spéciales du Conseil, du 18 juin 2007, et soulignant que le titulaire du mandat doit s'acquitter de ses obligations conformément à ces résolutions et à leurs annexes,

Rappelant également les résolutions 2001/57, 2002/65, 2003/56, 2004/62 et 2005/51 de la Commission des droits de l'homme, en date du 24 avril 2001, du 25 avril 2002, du 24 avril 2003, du 21 avril 2004 et du 20 avril 2005, respectivement, sur les droits de l'homme et les questions relatives aux peuples autochtones, et ses propres résolutions 6/12 et 15/14, en date du 28 septembre 2007 et du 30 septembre 2010, respectivement, sur le mandat du Rapporteur spécial sur les droits des peuples autochtones,

1. *Décide* de prolonger le mandat du Rapporteur spécial sur les droits des peuples autochtones pour une période de trois ans, dans les conditions prévues dans sa résolution 15/14 ;

2. *Demande* à tous les gouvernements d'apporter leur totale coopération au Rapporteur spécial dans l'accomplissement des tâches et des fonctions dont il est investi, de fournir tous les renseignements demandés dans ses communications et de répondre dans les meilleurs délais aux appels urgents de celui-ci ;

3. *Encourage* l'Organisation des Nations Unies − y compris les institutions spécialisées −, les organisations intergouvernementales régionales, les gouvernements, les experts indépendants, les institutions intéressées, les institutions nationales des droits de l'homme, les organisations non gouvernementales et, en particulier, les peuples autochtones, à collaborer autant que possible avec le Rapporteur spécial aux fins de l'exécution de son mandat ;

4. *Encourage* tous les gouvernements à envisager sérieusement de répondre favorablement aux demandes du Rapporteur spécial de se rendre dans leur pays afin de lui permettre de mener à bien son mandat ;

5. *Prie* le Secrétaire général et la Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme de fournir au Rapporteur spécial toutes les ressources humaines, techniques et financières nécessaires pour qu'il puisse s'acquitter efficacement de son mandat ;

6. *Décide* de poursuivre l'examen de cette question conformément à son programme de travail.

34e séance
26 septembre 2013

[Adoptée sans vote]

24/10
Droits de l'homme et peuples autochtones

Le Conseil des droits de l'homme,

Rappelant toutes les résolutions de la Commission des droits de l'homme et du Conseil des droits de l'homme relatives aux droits de l'homme et aux peuples autochtones,

Ayant à l'esprit que l'Assemblée générale a proclamé, dans sa résolution 59/174 en date du 20 décembre 2004, la deuxième Décennie internationale des populations autochtones,

Rappelant que l'Assemblée générale a adopté, dans sa résolution 61/295 en date du 13 septembre 2007, la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones,

Prenant note avec satisfaction de la résolution 65/198 de l'Assemblée générale en date du 21 décembre 2010, par laquelle l'Assemblée a prorogé le mandat du Fonds de contributions volontaires des Nations Unies pour les peuples autochtones afin que celui-ci puisse faciliter la participation de représentants d'organisations et de communautés autochtones aux sessions du Conseil des droits de l'homme, du Mécanisme d'experts sur les droits des peuples autochtones, de l'Instance permanente sur les questions autochtones et des organes créés en vertu d'instruments relatifs aux droits de l'homme, dans la perspective d'une participation plurielle et renforcée, et conformément aux règles et règlements applicables, notamment la résolution 1996/31 du Conseil économique et social en date du 25 juillet 1996, et prenant note également avec satisfaction de la résolution 66/296 de l'Assemblée générale en date du 17 septembre 2012, par laquelle l'Assemblée a de nouveau élargi le mandat du Fonds de contributions volontaires des Nations Unies pour les peuples autochtones afin que celui-ci puisse aider, de manière équitable, les représentants d'organisations, d'institutions et de communautés autochtones à participer à la Conférence mondiale sur les peuples autochtones, y compris à ses préparatifs, conformément aux règles et règlements applicables, et a exhorté les États à alimenter ce Fonds,

Reconnaissant combien il est important pour les peuples autochtones de revivifier, d'utiliser, de développer et de transmettre aux générations futures leur histoire, leur langue, leurs traditions orales, leur philosophie, leur système d'écriture et leur littérature, ainsi que de choisir et de conserver leurs propres noms pour les communautés, les lieux et les personnes,

Saluant l'achèvement par le Mécanisme d'experts sur les droits des peuples autochtones de son étude sur l'accès à la justice dans la promotion et la protection des droits des peuples autochtones, soumise au Conseil des droits de l'homme à sa vingt-quatrième session[12], et encourageant toutes les parties à considérer les exemples de bonnes pratiques et les recommandations figurant dans l'étude comme des conseils pratiques sur la manière d'atteindre les objectifs énoncés dans la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones,

Soulignant qu'il importe d'accorder une attention particulière aux droits et aux besoins spéciaux des femmes, des enfants, des jeunes et des personnes handicapées autochtones, comme cela est énoncé dans la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones, y compris dans le cadre des mesures visant à protéger et promouvoir l'accès à la justice pour les peuples autochtones, les femmes, les enfants, les jeunes et les personnes handicapées autochtones,

Conscient qu'il faut trouver les moyens de promouvoir la participation de représentants de peuples autochtones reconnus au sein du système des Nations Unies aux travaux portant sur des questions les concernant, car ces peuples ne sont pas toujours organisés sous forme d'organisations non gouvernementales,

Prenant note du rapport du Groupe de travail sur la question des droits de l'homme et des sociétés transnationales et autres entreprises[13], dans lequel le Groupe de travail a examiné les incidences des activités commerciales sur les droits des peuples autochtones à travers le prisme des Principes directeurs relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme[14],

1. *Prend note avec satisfaction* du rapport de la Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme sur les droits des peuples autochtones[15] et prie la Haut-Commissaire de continuer de lui soumettre un rapport annuel sur les droits des peuples autochtones, contenant des informations sur les éléments nouveaux pertinents ayant trait aux organes et mécanismes relatifs aux droits de l'homme, ainsi que sur les activités entreprises par le Haut-Commissariat aux droits de l'homme au Siège et sur le terrain qui contribuent à la promotion, au respect et à la pleine application des dispositions de la Déclaration des

[12] A/HRC/24/50.
[13] A/68/279.
[14] A/HRC/17/31, annexe.
[15] A/HRC/24/26.

Nations Unies sur les droits des peuples autochtones ainsi qu'au suivi de l'effet utile de la Déclaration ;

2. *Prend également note avec satisfaction* des activités menées par le Rapporteur spécial sur les droits des peuples autochtones et des visites officielles qu'il a effectuées pendant l'année écoulée, prend acte avec satisfaction de son rapport[16] et encourage tous les gouvernements à répondre favorablement à ses demandes de visite ;

3. *Prie* le Rapporteur spécial de rendre compte de la mise en œuvre de son mandat à l'Assemblée générale à sa soixante-neuvième session ;

4. *Salue* l'action du Mécanisme d'experts sur les droits des peuples autochtones, prend note avec satisfaction de son rapport sur sa sixième session[17], et encourage les États à continuer de participer et de contribuer à ses discussions, y compris par le biais de leurs institutions et organes nationaux spécialisés ;

5. *Prie* le Mécanisme d'experts sur les droits des peuples autochtones de poursuivre son étude sur l'accès à la justice dans le cadre de la promotion et de la protection des droits des peuples autochtones, en accordant une attention particulière à la justice réparatrice et aux systèmes judiciaires autochtones, en particulier en ce qu'ils visent à parvenir à la paix et à la réconciliation, y compris en examinant l'accès à la justice des femmes, des enfants, des jeunes et des personnes handicapées autochtones, et de présenter cette étude au Conseil des droits de l'homme à sa vingt-septième session ;

6. *Prie également* le Mécanisme d'experts d'élaborer une étude sur la promotion et la protection des droits des peuples autochtones dans le cadre des initiatives de réduction des risques de catastrophe, de prévention et de préparation aux catastrophes, y compris les mesures prises pour consulter les peuples autochtones et coopérer avec eux dans le cadre de l'élaboration des plans nationaux de réduction des risques de catastrophe, et de le présenter au Conseil des droits de l'homme à sa vingt-septième session ;

7. *Prie également* le Mécanisme d'experts de continuer, avec l'aide du Haut-Commissariat, de recueillir au moyen d'un questionnaire l'avis des États et des peuples autochtones sur les meilleures pratiques concernant les mesures et les stratégies d'application qui pourraient être mises en œuvre pour atteindre les objectifs de la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones, en vue d'établir une synthèse finale des réponses obtenues, qui sera présentée au Conseil des droits de l'homme à sa vingt-septième session, et encourage les États qui ne l'ont pas encore fait à communiquer leurs réponses et ceux qui ont déjà répondu au questionnaire à mettre à jour leurs réponses, si nécessaire ;

8. *Salue* l'adoption par l'Assemblée générale des résolutions 65/198 et 66/296 relatives à l'organisation de la réunion plénière de haut niveau de l'Assemblée générale connue sous le nom de Conférence mondiale sur les peuples autochtones, qui se tiendra les 22 et 23 septembre 2014, et prend note de son processus préparatoire ouvert à tous, notamment de la réunion qui doit se tenir au Mexique et, à cet égard :

a) Encourage les États, conformément aux dispositions de la résolution 66/296 de l'Assemblée générale, à continuer de promouvoir la participation des peuples autochtones pendant le processus préparatoire de la Conférence mondiale et de la soutenir, en particulier au moyen de contributions techniques et financières ;

b) Recommande que les études et conseils du Mécanisme d'experts soient pris en considération pour la formulation des ordres du jour du processus préparatoire ;

9. *Salue* la décision prise par l'Assemblée générale, dans sa résolution 67/153 en date du 20 décembre 2012, de continuer à réfléchir, à sa soixante-neuvième session, aux moyens de promouvoir la participation de représentants de peuples autochtones aux réunions des organes compétents de l'Organisation des Nations Unies et d'autres réunions et processus des Nations Unies portant sur des questions les intéressant, dans le respect du règlement intérieur de ces organes et des règles et règlements de procédure des Nations Unies en

[16] A/HRC/24/41.
[17] A/HRC/24/49.

vigueur, et en tenant compte du rapport du Secrétaire général[18], de la pratique établie en matière d'accréditation des représentants de peuples autochtones à l'Organisation des Nations Unies et des objectifs de la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones ;

10. *Recommande* à l'Assemblée générale d'envisager de changer le titre anglais du Fonds volontaires des Nations Unies pour les peuples autochtones (United Nations Voluntary Fund for Indigenous Populations) en « United Nations Voluntary Fund for Indigenous Peoples » ;

11. *Décide* de tenir, à sa vingt-septième session, une discussion-débat d'une demi-journée sur la promotion et la protection des droits des peuples autochtones dans le cadre des initiatives de réduction des risques de catastrophe, de prévention et de préparation aux catastrophes, y compris les mesures prises pour consulter les peuples autochtones et coopérer avec eux dans le cadre de l'élaboration des plans nationaux de réduction des risques de catastrophe ;

12. *Prend note avec satisfaction* de la coopération et la coordination suivies entre le Rapporteur spécial sur les droits des peuples autochtones, de l'Instance permanente sur les questions autochtones et du Mécanisme d'experts, prie ces entités de continuer de s'acquitter de leurs tâches de manière coordonnée et se félicite, à cet égard, des efforts soutenus qu'elles font pour promouvoir la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones ;

13. *Réaffirme* que l'Examen périodique universel et les organes conventionnels de l'Organisation des Nations Unies sont des mécanismes importants de promotion et de protection des droits de l'homme et, à cet égard, recommande qu'une suite effective soit donnée aux recommandations approuvées dans le cadre de l'Examen périodique universel concernant les peuples autochtones et qu'une attention particulière soit portée à la suite donnée aux recommandations des organes conventionnels dans ce domaine ;

14. *Encourage* les États qui ne l'ont pas encore fait à envisager de ratifier la Convention (n° 169) de l'Organisation internationale du Travail relative aux peuples indigènes et tribaux, 1989, ou à y adhérer, et à envisager d'appuyer la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones, et se félicite du soutien accru apporté par les États à cette Déclaration ;

15. *Salue* le sixième anniversaire de l'adoption de la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones et encourage les États qui l'ont approuvée à adopter, en concertation et en coopération avec les peuples autochtones, selon que de besoin, des mesures visant à réaliser les objectifs de la Déclaration ;

16. *Encourage* les États à examiner les droits des personnes autochtones dans le cadre des discussions relatives au programme de développement des Nations Unies pour l'après-2015 ;

17. *Salue* le rôle que les institutions nationales des droits de l'homme créées conformément aux Principes concernant le statut des institutions nationales pour la promotion et la protection des droits de l'homme (Principes de Paris) jouent dans la promotion des questions autochtones et encourage ces institutions à développer et renforcer leurs capacités pour pouvoir jouer ce rôle de manière efficace, y compris avec l'appui du Haut-Commissariat ;

18. *Prend note* du document final de la Réunion préparatoire globale autochtone de la Conférence mondiale sur les peuples autochtones qui s'est tenue à Alta (Norvège) en juin 2013 et d'autres propositions formulées par les peuples autochtones, et recommande que les quatre thèmes définis dans le document final soient pris en considération lors de la définition des thèmes des tables rondes et du débat de la Conférence mondiale ;

19. *Salue* l'étude sur la situation des personnes handicapées autochtones, présentée à l'Instance permanente sur les questions autochtones à sa douzième session[19], souligne qu'il

[18] A/HRC/21/24.
[19] E/C.19/2013/6.

importe de mettre l'accent sur les difficultés qu'ont les personnes handicapées autochtones à jouir pleinement de leurs droits de l'homme et à prendre part à tous les aspects du développement, y compris les mesures prises pour faciliter leur accès aux biens et aux services afin d'améliorer leur niveau de vie, et encourage toutes les parties prenantes pour renforcer les consultations sur ces questions avec les personnes autochtones handicapées ;

20. *Prend note* de l'activité du Partenariat des Nations Unies pour les peuples autochtones et invite les États et les donateurs potentiels à le soutenir ;

21. *Décide* de poursuivre l'examen de cette question lors d'une session future, conformément à son programme de travail annuel.

34e séance
26 septembre 2013

[Adoptée sans vote]

24/11
Mortalité et morbidité évitables des enfants âgés de moins de 5 ans en tant que problème de droits de l'homme

Le Conseil des droits de l'homme,

Soulignant que la Convention relative aux droits de l'enfant constitue la norme en matière de promotion et de protection des droits de l'enfant, et ayant à l'esprit l'importance des Protocoles facultatifs s'y rapportant, ainsi que d'autres instruments relatifs aux droits de l'homme,

Rappelant toutes les résolutions antérieures de la Commission des droits de l'homme, du Conseil des droits de l'homme et de l'Assemblée générale portant sur les droits de l'enfant, dont la plus récente est la résolution 22/32 du Conseil, en date du 22 mars 2013, sur le droit de l'enfant de jouir du meilleur état de santé possible,

Réaffirmant le droit de chacun à un niveau de vie suffisant pour assurer sa santé et son bien-être, qui est inscrit dans la Déclaration universelle des droits de l'homme, et le droit de chacun de jouir du meilleur état de santé physique et mentale possible, consacré par le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels ainsi que par la Convention relative aux droits de l'enfant,

Saluant les travaux du Comité des droits de l'enfant relatifs à la réduction et à l'élimination de la mortalité et de la morbidité évitables des enfants de moins de 5 ans,

Réaffirmant que les États devraient prendre toutes les mesures appropriées pour garantir à tout enfant le droit de jouir du meilleur état de santé physique et mentale possible, sans discrimination d'aucune sorte et, ce faisant, être motivés par l'intérêt supérieur de l'enfant, en assurant, d'une manière qui corresponde au développement de leurs capacités, la participation effective des enfants dans tous les domaines et à toutes les décisions qui influent sur leur vie, compte tenu des droits, devoirs et responsabilités des parents ou des autres responsables de l'enfant pour ce qui est de prévenir la mortalité et la morbidité des enfants de moins de 5 ans, et qu'ils devraient prendre des mesures pour garantir qu'autant de ressources disponibles que possible sont allouées à la pleine réalisation du droit de l'enfant de jouir du meilleur état de santé possible, y compris en renforçant la coopération internationale dans ce domaine,

Réaffirmant aussi les engagements pris par les États de n'épargner aucun effort pour accélérer la réalisation des objectifs de développement arrêtés au niveau international, notamment la réalisation de l'objectif 4 du Millénaire pour le développement, relatif à la réduction de deux tiers du taux de mortalité des enfants de moins de 5 ans d'ici à 2015, de l'objectif 5, relatif à l'amélioration de la santé maternelle, et de l'objectif 6, relatif à la lutte contre le VIH/sida, le paludisme et d'autres maladies, et tenant compte des consultations en cours sur le programme de développement de l'ONU pour l'après-2015 et de la nécessité de prendre en considération la question de la mortalité et de la morbidité évitables des enfants de moins de 5 ans dans le cadre des discussions de l'après-2015,

Accueillant avec satisfaction la Stratégie mondiale pour la santé des femmes et des enfants, lancée par le Secrétaire général, et la création connexe de la Commission de l'information et de la responsabilité en matière de santé de la femme et de l'enfant et du Groupe d'examen indépendant d'experts sur l'information et la responsabilité en matière de santé de la femme et de l'enfant, et prenant note de l'étude analytique de l'Organisation mondiale de la Santé intitulée « Women's and Children's Health : Evidence of Impact of Human Rights »,

Profondément préoccupé par le fait que plus de 6,6 millions d'enfants de moins de 5 ans meurent chaque année, la plupart de causes évitables et traitables, faute d'accès ou d'accès suffisant à des services et à des soins de santé maternelle, néonatale et infantile intégrés et de qualité, ainsi qu'aux déterminants de la santé, tels que l'eau potable et l'assainissement et une alimentation sûre et appropriée, et du fait de grossesses précoces, et que la mortalité demeure la plus élevée chez les enfants qui appartiennent aux communautés les plus pauvres et les plus marginalisées,

1. *Prend note avec satisfaction* du rapport sur la mortalité des enfants de moins de 5 ans en tant que problème de droits de l'homme, établi par l'Organisation mondiale de la Santé en application de la résolution 22/32 du Conseil des droits de l'homme[20], et se félicite de l'accent mis dans ce rapport sur l'intégration des droits de l'homme dans les activités de prévention de la mortalité des moins de 5 ans ;

2. *Reconnaît* qu'une approche fondée sur les droits de l'homme en vue de réduire et d'éliminer la mortalité et la morbidité infantiles évitables est une approche qui repose entre autres sur les principes de l'égalité et de la non-discrimination, de la participation, de l'intérêt supérieur de l'enfant, de la coopération internationale et de la responsabilité ;

3. *Affirme* l'importance que revêt l'application d'une approche fondée sur les droits de l'homme pour réduire et éliminer la mortalité et la morbidité infantiles évitables, demande à tous les États de renouveler leur engagement politique en la matière à tous les niveaux, et engage les États, lorsqu'ils adoptent une approche fondée sur les droits de l'homme, à redoubler tout particulièrement d'efforts pour parvenir à la gestion intégrée des services et des soins de santé maternelle, néonatale et infantile, en particulier au niveau des communautés et des familles, et à prendre des mesures pour remédier aux causes principales de la mortalité infantile ;

4. *Encourage* les États et les autres parties prenantes concernées, y compris les institutions nationales des droits de l'homme et les organisations non gouvernementales, à prendre des mesures à tous les niveaux pour s'attaquer aux causes premières, qui sont interdépendantes, de la mortalité et de la morbidité des enfants de moins de 5 ans, telles que la pauvreté, la malnutrition, les pratiques préjudiciables, la violence, la stigmatisation et la discrimination, l'insalubrité des logements et des environnements, l'absence de services d'assainissement et d'approvisionnement en eau potable, l'absence de services de soins de santé et de médicaments appropriés, abordables et accessibles, la détection tardive des maladies infantiles, et le manque d'instruction ;

5. *Demande* aux États de renforcer leur engagement international, leur coopération et leur entraide en vue de réduire et d'éliminer la mortalité et la morbidité évitables des enfants de moins de 5 ans, notamment par la mise en commun des bonnes pratiques, la recherche, les politiques, la surveillance et le renforcement des capacités ;

6. *Réaffirme* que le Conseil des droits de l'homme devrait promouvoir la coordination efficace et l'intégration des droits de l'homme dans les activités du système des Nations Unies ;

7. *Demande* au Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, en étroite collaboration avec l'Organisation mondiale de la Santé, d'élaborer un guide technique concis concernant l'application d'une approche fondée sur les droits de l'homme à la mise en œuvre des politiques et des programmes visant à réduire et à éliminer la mortalité et la morbidité évitables des enfants de moins de 5 ans ;

[20] A/HRC/24/60.

8. *Demande aussi* au Haut-Commissariat d'organiser, en coopération avec les organismes des Nations Unies compétents, en particulier l'Organisation mondiale de la Santé, le Fonds des Nations Unies pour l'enfance et le Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida, les titulaires de mandat au titre des procédures spéciales et le Représentant spécial du Secrétaire général chargé de la question de la violence à l'encontre des enfants, un atelier d'experts pour examiner le projet de guide technique mentionné au paragraphe 7 ci-dessus, avec la participation de gouvernements, et ouvert aux organisations régionales, aux organismes compétents des Nations Unies et aux organisations de la société civile, afin de contribuer à l'élaboration du guide technique ;

9. *Demande en outre* au Haut-Commissariat de lui présenter un exposé oral sur la question à sa vingt-septième session ;

10. *Prie* le Haut-Commissariat de lui présenter le guide technique à sa vingt-septième session ;

11. *Décide* de rester saisi de la question.

34e séance
26 septembre 2013

[Adoptée sans vote]

24/12
Les droits de l'homme dans l'administration de la justice, y compris la justice pour mineurs

Le Conseil des droits de l'homme,

Rappelant la Déclaration universelle des droits de l'homme et tous les instruments internationaux pertinents, notamment le Pacte international relatif aux droits civils et politiques, la Convention relative aux droits de l'enfant et la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants et le Protocole facultatif s'y rapportant, ainsi que la Convention internationale pour la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées, et encourageant tous les États qui n'ont pas ratifié les instruments susmentionnés ou n'y ont pas adhéré à envisager de le faire dans les meilleurs délais,

Ayant à l'esprit les nombreuses autres règles et normes internationales relatives à l'administration de la justice, en particulier la justice pour mineurs, notamment l'Ensemble de règles minima pour le traitement des détenus, l'Ensemble de règles minima des Nations Unies concernant l'administration de la justice pour mineurs (Règles de Beijing)[21], les Principes fondamentaux relatifs au traitement des détenus[22], l'Ensemble de principes pour la protection de toutes les personnes soumises à une forme quelconque de détention ou d'emprisonnement[23], les Principes directeurs des Nations Unies pour la prévention de la délinquance juvénile (Principes directeurs de Riyad)[24] et les Règles des Nations Unies pour la protection des mineurs privés de liberté (Règles de La Havane)[25], les Directives relatives aux enfants dans le système de justice pénale (Directives de Vienne)[26] et les Lignes directrices en matière de justice dans les affaires impliquant les enfants victimes et témoins d'actes criminels[27], la Déclaration des principes fondamentaux de justice relatifs aux victimes de la criminalité et aux victimes d'abus de pouvoir[28] et les Règles des Nations Unies concernant le traitement des détenues et l'imposition de mesures non privatives de liberté aux délinquantes (Règles de Bangkok)[29],

[21] Résolution 40/33 de l'Assemblée générale, annexe.
[22] Résolution 45/111 de l'Assemblée générale, annexe.
[23] Résolution 43/173 de l'Assemblée générale, annexe.
[24] Résolution 45/112 de l'Assemblée générale.
[25] Résolution 45/113 de l'Assemblée générale.
[26] Résolution 1997/30 du Conseil économique et social, annexe.
[27] Résolution 2005/20 du Conseil économique et social, annexe.
[28] Résolution 40/34 de l'Assemblée générale, annexe.
[29] Résolution 65/229 de l'Assemblée générale, annexe.

Accueillant avec satisfaction les Principes et Lignes directrices des Nations Unies relatifs à l'accès à l'assistance juridique en matière pénale[30],

Rappelant toutes les résolutions du Conseil des droits de l'homme, de la Commission des droits de l'homme, de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social portant sur la question, en particulier les résolutions 10/2 du 25 mars 2009 et 18/12 du 29 septembre 2011 du Conseil des droits de l'homme, les résolutions 63/241 du 24 décembre 2008, 65/231 du 21 décembre 2010 et 67/166 du 20 décembre 2012 de l'Assemblée générale et la résolution 2009/26 du 30 juillet 2009 du Conseil économique et social,

Gardant à l'esprit sa décision de consacrer la séance d'une journée entière qui sera réservée aux droits de l'enfant en 2014 à la question de l'accès des enfants à la justice,

Prenant note avec satisfaction du travail accompli par l'ensemble des titulaires de mandat au titre des procédures spéciales du Conseil des droits de l'homme qui, dans le cadre de leur mandat, s'occupent de la question des droits de l'homme dans l'administration de la justice,

Prenant note avec intérêt du travail accompli par tous les mécanismes des organes conventionnels dans le domaine des droits de l'homme dans l'administration de la justice, en particulier l'adoption par le Comité des droits de l'homme de ses observations générales n° 21, sur le droit des personnes privées de liberté d'être traitées avec humanité, et n° 32, sur le droit à l'égalité devant les tribunaux et les cours de justice et à un procès équitable, prenant note de ses travaux en cours sur la liberté et la sécurité des personnes et prenant également note avec intérêt de l'adoption par le Comité des droits de l'enfant de ses observations générales n° 10, sur les droits de l'enfant dans le système de justice pour mineurs, et n° 13, sur le droit de l'enfant d'être protégé contre toutes les formes de violence,

Reconnaissant les efforts que déploie le Secrétaire général pour améliorer la coordination des activités de l'Organisation des Nations Unies dans le domaine de l'administration de la justice, de la primauté du droit et de la justice pour mineurs,

Prenant note avec reconnaissance de l'important travail accompli dans le domaine de l'administration de la justice par le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime, le Fonds des Nations Unies pour l'enfance, la Représentante spéciale du Secrétaire général sur la violence à l'encontre des enfants et la Représentante spéciale du Secrétaire général pour les enfants et les conflits armés,

Prenant note avec satisfaction du travail accompli par le Groupe interinstitutions sur la justice pour mineurs et ses membres, en particulier de leur effort de coordination dans la prestation de services de conseil et d'assistance techniques en matière de justice pour mineurs, ainsi que de la participation active de la société civile aux travaux du Groupe,

Encourageant la poursuite des efforts régionaux et interrégionaux, la mise en commun des meilleures pratiques et la fourniture d'une assistance technique dans le domaine de la justice pour mineurs, et prenant acte à cet égard de l'initiative prise d'organiser un congrès mondial sur la justice pour mineurs à Genève du 26 au 30 janvier 2015,

Réaffirmant que l'existence d'un appareil judiciaire indépendant et impartial et d'un corps de juristes indépendants ainsi que l'intégrité de l'appareil judiciaire sont des conditions indispensables pour protéger les droits de l'homme et garantir la non-discrimination dans l'administration de la justice,

Soulignant que le droit de chacun d'avoir accès à la justice constitue un point de départ important pour le renforcement de l'état de droit par l'administration de la justice,

Rappelant que chaque État devrait mettre en place un cadre efficace permettant d'exercer des recours pour réparer les violations des droits de l'homme,

Rappelant également que la réinsertion sociale des détenus doit constituer l'un des objectifs essentiels du système de justice pénale afin de faire en sorte, dans toute la mesure

[30] Résolution 67/187 de l'Assemblée générale, annexe.

possible, que les auteurs d'infractions soient désireux et en mesure de vivre dans le respect des lois et de subvenir à leurs propres besoins lorsqu'ils reprennent leur place dans la société,

Mesurant l'importance du principe qui veut que, sauf pour les limitations incontestablement rendues nécessaires par leur incarcération, les personnes privées de liberté doivent continuer à jouir de leurs droits fondamentaux intangibles et de tous les autres droits de l'homme et libertés fondamentales,

Conscient de la nécessité de faire preuve d'une vigilance particulière à l'égard de la situation spécifique des enfants, des adolescents et des femmes dans l'administration de la justice, en particulier pendant qu'ils se trouvent privés de liberté, et de leur vulnérabilité à diverses formes de violence, de sévices, d'injustice et d'humiliation,

Réaffirmant que l'intérêt supérieur de l'enfant doit primer dans toute décision de privation de liberté, qu'en particulier la privation de liberté des enfants et des adolescents ne devrait être qu'une mesure de dernier ressort, et être d'une durée aussi brève que possible, surtout avant le procès, et qu'il faut veiller à ce que les enfants, s'ils sont arrêtés, détenus ou emprisonnés, soient, dans toute la mesure possible, séparés des adultes, à moins que l'on estime préférable de ne pas le faire dans leur intérêt supérieur,

Réaffirmant également que l'intérêt supérieur de l'enfant doit être une considération importante dans toutes les questions intéressant l'enfant liées à la fixation de la peine de ses parents ou, le cas échéant, du tuteur ou des personnes ayant l'enfant à charge,

1. *Prend note avec satisfaction* du dernier rapport de la Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme sur la protection des droits de l'homme des mineurs privés de liberté[31] ;

2. *Prend également note avec satisfaction* du dernier rapport du Secrétaire général sur les faits nouveaux, les difficultés et les bonnes pratiques concernant les droits de l'homme dans l'administration de la justice, dans lequel il analyse le dispositif juridique et institutionnel international de protection de toutes les personnes privées de liberté[32] ;

3. *Prend en outre note avec satisfaction* du rapport conjoint du Haut-Commissariat aux droits de l'homme, de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime et de la Représentante spéciale du Secrétaire général sur la violence à l'encontre des enfants relatif à la prévention de la violence contre les enfants dans le système de justice pour mineurs et aux mesures pour y faire face[33] ;

4. *Réaffirme* qu'il importe d'appliquer pleinement et effectivement toutes les normes des Nations Unies relatives aux droits de l'homme dans l'administration de la justice ;

5. *Demande* aux États Membres de ne ménager aucun effort pour mettre en place des mécanismes et procédures efficaces en matière législative, judiciaire, sociale, éducative et autre et pour allouer des ressources suffisantes en vue d'assurer la pleine application de ces normes, et les invite à tenir compte de la question des droits de l'homme dans l'administration de la justice dans le cadre de la procédure d'Examen périodique universel ;

6. *Invite* les gouvernements à faire une place, dans leurs plans de développement nationaux, à l'administration de la justice en tant que partie intégrante du processus de développement, et à allouer des ressources suffisantes à la prestation de services d'aide juridictionnelle visant à promouvoir et à protéger les droits de l'homme, et invite la communauté internationale à relever le niveau de l'assistance technique et financière qu'elle fournie aux États et à répondre favorablement aux demandes de ces derniers en vue d'améliorer et de renforcer les institutions chargées de l'administration de la justice ;

7. *Souligne* qu'il importe tout spécialement de renforcer les capacités nationales dans le domaine de l'administration de la justice, en réformant la justice, la police et le système pénitentiaire, ainsi que la justice pour mineurs ;

[31] A/HRC/21/26.
[32] Voir A/HRC/24/28.
[33] A/HRC/21/25.

8. *Réaffirme* que nul ne doit être privé de liberté de façon illicite ou arbitraire et note les principes de nécessité et de proportionnalité à cet égard ;

9. *Engage* les États à appliquer le principe de la responsabilité pénale individuelle et à s'abstenir de détenir des personnes au seul motif de leur lien de parenté avec un suspect ;

10. *Engage également* les États à faire en sorte que toute personne privée de liberté ait rapidement accès à un tribunal compétent ayant le pouvoir effectif de statuer sur la licéité de la détention et d'ordonner la remise en liberté s'il est établi que la détention ou l'emprisonnement n'est pas licite, ainsi qu'aux services d'un avocat, conformément à leurs obligations et à leurs engagements internationaux ;

11. *Encourage* les États à chercher des solutions à la surpopulation dans les lieux de détention, par des mesures efficaces, y compris en ayant davantage recours à des mesures autres que la détention provisoire et à des peines non privatives de liberté, en améliorant l'accès à l'aide juridictionnelle et en renforçant l'efficience et les capacités de la justice pénale et de ses installations ;

12. *Exhorte* les États à s'efforcer de réduire le placement en détention provisoire, notamment en adoptant des politiques et des mesures législatives et administratives portant sur les conditions et les restrictions applicables à cette catégorie de détention, sur sa durée et sur les mesures de substitution, ainsi qu'en prenant des dispositions pour faire appliquer la législation existante, et en garantissant l'accès à la justice et aux services de conseils juridiques et d'aide juridictionnelle ;

13. *Exhorte* tous les États à envisager de créer, de maintenir en place ou d'améliorer des mécanismes indépendants chargés de surveiller tous les lieux de détention et de s'entretenir en privé avec toutes les personnes privées de liberté, sans témoins ;

14. *Rappelle* l'interdiction absolue, en droit international, de la torture et des peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants et demande aux États de s'assurer que les personnes privées de liberté ne subissent pas ou ne subiront pas des conditions de détention constituant des actes de torture ou des peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants ;

15. *Engage* les États à ouvrir sans délai des enquêtes efficaces et impartiales sur toutes les allégations de violations des droits de l'homme subies par des personnes privées de liberté, en particulier les cas de décès, d'actes de torture et de peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, et à offrir des voies de recours utiles aux victimes ;

16. *Prend note* des travaux du groupe intergouvernemental d'experts à composition non limitée sur la révision des règles minima des Nations Unies pour le traitement des détenus, en réaffirmant que les modifications apportées ne doivent pas abaisser les normes existantes mais tenir compte des progrès récents de la science pénitentiaire et des meilleures pratiques dans le domaine des droits de l'homme, et invite à cette fin le groupe d'experts à continuer de mettre à profit les connaissances spécialisées de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime et du Haut-Commissariat et des autres parties prenantes compétentes ;

17. *Considère* que le traitement réservé à tout enfant ou mineur ayant maille à partir avec la loi doit être compatible avec ses droits, sa dignité et ses besoins, conformément au droit international et compte tenu des normes internationales relatives aux droits de l'homme dans l'administration de la justice, et demande aux États parties à la Convention relative aux droits de l'enfant de se conformer strictement aux principes et dispositions qui y sont énoncés ;

18. *Encourage* les États qui n'ont pas encore inscrit les questions relatives aux enfants dans leur action générale touchant les règles de droit à le faire et à élaborer et appliquer une politique globale de justice pour mineurs visant à prévenir et à traiter la délinquance juvénile et visant aussi à promouvoir, entre autres choses, l'utilisation de mesures de substitution telles que la déjudiciarisation et la justice réparatrice, ainsi qu'à assurer le respect du principe selon lequel on ne doit priver les mineurs de liberté qu'en dernier ressort et pour la durée la plus courte qui soit appropriée, et aussi éviter, chaque fois que possible, la détention d'enfants avant jugement ;

19. *Encourage* les États à favoriser une coopération étroite entre les secteurs de l'appareil judiciaire, les différents services chargés de faire appliquer la loi et les secteurs de la protection sociale et de l'éducation afin de promouvoir l'utilisation et une meilleure application des mesures de substitution dans la justice pour mineurs ;

20. *Souligne* qu'il importe d'inscrire dans la politique de la justice pour mineurs des stratégies de réinsertion des jeunes délinquants, en particulier par des programmes d'éducation visant à leur faire assumer un rôle utile dans la société ;

21. *Encourage* les États à ne pas fixer à un niveau trop bas l'âge minimum de la responsabilité pénale, eu égard à la maturité affective, psychologique et intellectuelle de l'enfant et, à cet égard, renvoie à la recommandation du Comité des droits de l'enfant de relever l'âge minimum inférieur de la responsabilité pénale pour le porter à 12 ans, sans exception, âge qui constitue un minimum absolu, et de continuer à le relever progressivement ;

22. *Prie instamment* les États de veiller à ce que, aux termes de leur législation et dans la pratique, ni la peine capitale ni l'emprisonnement à vie ne soient applicables aux délits commis par des mineurs de 18 ans ;

23. *Demande aux* États d'adopter une législation visant à ce que tout acte non criminalisé ou non sanctionné pénalement lorsqu'il est commis par un adulte ne soit pas criminalisé et sanctionné s'il est commis par un enfant, ou de revoir leurs lois en ce sens, afin d'empêcher que l'enfant ne soit stigmatisé, victimisé et criminalisé ;

24. *Prie instamment* les États de prendre toutes les mesures appropriées pour que les enfants victimes de la traite des personnes ne fassent pas l'objet de sanctions pénales en raison de leur implication dans des activités illicites, dans la mesure où cette implication est la conséquence directe de leur situation de victimes de la traite ;

25. *Invite* les gouvernements à dispenser à tous les juges, avocats, procureurs, travailleurs sociaux, fonctionnaires des services d'immigration, agents pénitentiaires, policiers et autres personnes travaillant dans le domaine de l'administration de la justice, une formation aux droits de l'homme axée sur l'administration de la justice et la justice pour mineurs, portant notamment sur la lutte contre le racisme, le respect de la diversité culturelle, l'égalité des sexes et les droits de l'enfant ;

26. *Engage* les États à envisager de créer, ou de les renforcer s'ils existent déjà, des mécanismes nationaux de surveillance et d'examen des plaintes, indépendants et adaptés aux enfants, chargés de contribuer à la protection des droits des enfants privés de liberté ;

27. *Souligne* qu'il importe d'accorder une plus grande attention à l'incidence de l'incarcération des parents sur leurs enfants ;

28. *Prie instamment* les États de prendre toutes les mesures concrètes nécessaires, y compris le cas échéant au moyen d'une réforme du droit, pour prévenir toutes les formes de violence contre les enfants dans le système judiciaire et pour y faire face ;

29. *Invite* les États à bénéficier, sur demande, des conseils et de l'assistance techniques en matière de justice pour mineurs dispensés par les organes et programmes compétents de l'ONU, notamment le Groupe interinstitutions sur la justice pour mineurs, afin de renforcer les capacités et infrastructures nationales dans le domaine de l'administration de la justice, en particulier la justice pour mineurs, tout en encourageant les États à fournir des ressources suffisantes au secrétariat du Groupe interinstitutions et à ses membres ;

30. *Demande* aux titulaires de mandat au titre des procédures spéciales du Conseil des droits de l'homme concernés d'accorder une attention particulière aux questions ayant trait à la protection effective des droits de l'homme dans l'administration de la justice, notamment la justice pour mineurs, et des droits de l'homme des personnes privées de liberté, et de formuler, chaque fois qu'il conviendra, des recommandations précises à cet égard, y compris des propositions concernant les mesures à prendre dans le cadre des services consultatifs et de l'assistance technique ;

31. *Demande* à la Haut-Commissaire de renforcer les services consultatifs et l'assistance technique visant le renforcement des capacités nationales dans le domaine de l'administration de la justice, en particulier la justice pour mineurs ;

32. *Décide* de convoquer, à sa vingt-septième session, une réunion-débat sur la protection des droits de l'homme des personnes privées de liberté ;

33. *Prie* le Haut-Commissariat d'organiser à sa vingt-septième session la réunion-débat mentionnée plus haut, dans la limite des ressources disponibles et en consultation avec les États, les organismes et mécanismes des Nations Unies concernés, en particulier l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime, ainsi qu'avec la société civile et les autres parties prenantes, pour qu'ils apportent leur contribution à la réunion-débat ;

34. *Prie également* le Haut-Commissariat d'établir un rapport rendant compte sous forme résumée des conclusions de la réunion-débat et de le lui présenter à sa vingt-huitième session ;

35. *Prie* la Haut-Commissaire de lui soumettre, à sa trentième session, un rapport analytique sur les incidences que l'incarcération excessive et la surpopulation carcérale ont sur les droits de l'homme, en s'appuyant sur l'expérience acquise par les mécanismes des droits de l'homme de l'Organisation des Nations Unies et les mécanismes régionaux, en recueillant l'avis des États, notamment au sujet de leurs pratiques en matière de solutions de substitution à la détention, et celui des autres parties prenantes concernées ;

36. *Décide* de poursuivre l'examen de la question au titre du même point de l'ordre du jour conformément à son programme de travail annuel.

34e séance
26 septembre 2013

[Adoptée sans vote]

24/13
L'utilisation de mercenaires comme moyen de violer les droits de l'homme et d'empêcher l'exercice du droit des peuples à l'autodétermination

Le Conseil des droits de l'homme,

Rappelant toutes les précédentes résolutions sur la question adoptées par l'Assemblée générale, le Conseil des droits de l'homme et la Commission des droits de l'homme, notamment la résolution 64/151 de l'Assemblée générale, en date du 18 décembre 2009, et ses propres résolutions 10/11 en date du 26 mars 2009, 15/12 en date du 30 septembre 2010, 15/26 en date du 1er octobre 2010 et 18/4 en date du 29 septembre 2011,

Rappelant également ses résolutions 5/1, sur la mise en place des institutions du Conseil des droits de l'homme, et 5/2, sur le Code de conduite pour les titulaires de mandat au titre des procédures spéciales du Conseil, en date du 18 juin 2007, et soulignant que tous les titulaires de mandat doivent s'acquitter de leurs fonctions conformément à ces résolutions et à leurs annexes,

Rappelant aussi toutes les résolutions pertinentes qui, entre autres dispositions, condamnent tout État qui autorise ou tolère le recrutement, le financement, l'instruction, le rassemblement, le transit ou l'utilisation de mercenaires en vue de renverser le gouvernement d'un État Membre de l'Organisation des Nations Unies, en particulier d'un pays en développement, ou de combattre des mouvements de libération nationale, et rappelant aussi les résolutions et les instruments internationaux pertinents adoptés par l'Assemblée générale, le Conseil de sécurité, le Conseil économique et social, l'Union africaine et l'Organisation de l'unité africaine, notamment la Convention de l'Organisation de l'unité africaine sur l'élimination du mercenariat en Afrique,

Réaffirmant les buts et principes énoncés dans la Charte des Nations Unies concernant le strict respect des principes de l'égalité souveraine, de l'indépendance politique et de l'intégrité territoriale des États, de l'autodétermination des peuples, du non-recours à la

menace ou à l'emploi de la force dans les relations internationales et de la non-ingérence dans les affaires intérieures des États,

Réaffirmant également que, en vertu du principe de l'autodétermination, tous les peuples ont le droit de déterminer librement leur statut politique et d'assurer librement leur développement économique, social et culturel, et que tout État est tenu de respecter ce droit conformément aux dispositions de la Charte,

Réaffirmant en outre la Déclaration relative aux principes du droit international touchant les relations amicales et la coopération entre les États conformément à la Charte des Nations Unies,

Alarmé et préoccupé par la menace que les activités de mercenaires représentent pour la paix et la sécurité dans les pays en développement de plusieurs régions du monde, en particulier dans des zones de conflit,

Profondément préoccupé par les pertes en vies humaines, les importants dégâts matériels provoqués par les activités criminelles internationales de mercenaires, ainsi que par leurs répercussions négatives sur la politique et l'économie des pays touchés,

Extrêmement alarmé et préoccupé par les récentes activités de mercenaires dans des pays en développement de plusieurs régions du monde, en particulier dans des zones de conflit, et par la menace qu'elles font peser sur l'intégrité et le respect de l'ordre constitutionnel des pays touchés,

Rappelant les consultations régionales tenues dans les cinq régions du monde entre 2007 et 2011, au cours desquelles les participants ont fait observer que la jouissance et l'exercice des droits de l'homme étaient de plus en plus entravés par l'apparition de plusieurs nouvelles difficultés et tendances en rapport avec les mercenaires ou leurs activités et par le rôle des sociétés militaires et de sécurité privées agréées opérant ou recrutant du personnel dans chaque région, et exprimant sa gratitude au Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme pour avoir apporté son concours en vue de la tenue de ces consultations,

Convaincu que, quelles que soient la manière dont on les utilise et la forme qu'ils se donnent pour présenter une apparence de légitimité, les mercenaires et leurs activités menacent la paix, la sécurité et l'autodétermination des peuples et font obstacle à l'exercice par ceux-ci de tous les droits de l'homme,

1. *Réaffirme* que l'utilisation, le recrutement, le financement, la protection et l'instruction de mercenaires préoccupent gravement tous les États et contreviennent aux buts et principes énoncés dans la Charte des Nations Unies ;

2. *Constate* que les conflits armés, le terrorisme, le trafic d'armes et les opérations clandestines de pays tiers, entre autres, alimentent la demande de mercenaires sur le marché mondial ;

3. *Exhorte* une nouvelle fois tous les États à prendre les dispositions nécessaires et à faire preuve de la plus grande vigilance face à la menace que constituent les activités de mercenaires, et à adopter des mesures législatives propres à empêcher que leur territoire et d'autres territoires relevant de leur juridiction, de même que leurs nationaux, ne soient utilisés pour recruter, rassembler, financer, entraîner, protéger et faire transiter des mercenaires en vue d'activités visant à empêcher l'exercice du droit à l'autodétermination, à renverser le gouvernement d'un État, ou à nuire ou à porter atteinte, totalement ou en partie, à l'intégrité territoriale ou à l'unité politique d'États souverains et indépendants au comportement respectueux du droit des peuples à l'autodétermination ;

4. *Demande* à tous les États de faire preuve de la plus grande vigilance pour empêcher toute forme de recrutement, d'instruction, d'engagement ou de financement de mercenaires par des sociétés privées offrant au niveau international des services de conseil et de sécurité à caractère militaire, et d'interdire expressément à ces sociétés d'intervenir dans des conflits armés ou dans des opérations visant à déstabiliser des régimes constitutionnels ;

5. *Encourage* les États qui importent des services d'assistance, de conseil et de sécurité en matière militaire fournis par des sociétés privées à se doter de mécanismes nationaux de contrôle imposant à celles-ci de se faire enregistrer et d'obtenir une licence, afin

de garantir que les services qu'elles fournissent n'entravent pas l'exercice des droits de l'homme et ne violent pas ces droits dans le pays bénéficiaire ;

6. *Se déclare extrêmement préoccupé* par l'incidence des activités de sociétés privées de services à caractère militaire ou de services de sécurité sur l'exercice des droits de l'homme, en particulier dans les situations de conflit armé, et note que ces sociétés et leur personnel ont rarement à rendre compte des violations des droits de l'homme qu'ils commettent ;

7. *Demande* à tous les États qui ne l'ont pas encore fait d'envisager de prendre les dispositions voulues pour devenir parties à la Convention internationale contre le recrutement, l'utilisation, le financement et l'instruction de mercenaires ;

8. *Se félicite* de la coopération des pays ayant récemment reçu la visite du Groupe de travail sur l'utilisation de mercenaires comme moyen de violer les droits de l'homme et d'empêcher l'exercice du droit des peuples à l'autodétermination et de l'adoption par certains États de lois visant à limiter le recrutement, le rassemblement, le financement, l'instruction et le transit de mercenaires ;

9. *Invite* les États à enquêter sur l'éventuelle implication de mercenaires chaque fois que des actes criminels de nature terroriste sont commis, quel que soit le lieu ;

10. *Condamne* les activités mercenaires dans des pays en développement de plusieurs régions du monde, en particulier dans des zones de conflit, et la menace qu'elles font peser sur l'intégrité et le respect de l'ordre constitutionnel de ces pays et sur l'exercice du droit de leurs peuples à l'autodétermination, et souligne qu'il importe que le Groupe de travail cherche à déterminer les sources et les causes profondes du phénomène, ainsi que les motivations politiques des mercenaires ;

11. *Engage* la communauté internationale et tous les États, conformément aux obligations leur incombant en vertu du droit international, à coopérer et à apporter leur soutien aux poursuites judiciaires à l'encontre de personnes accusées d'activités mercenaires afin qu'elles soient jugées de manière transparente, ouverte et équitable ;

12. *Prend note* avec satisfaction des travaux et contributions du Groupe de travail sur l'utilisation des mercenaires, y compris ses activités de recherche et prend acte de son dernier rapport[34] ;

13. *Décide* de proroger pour une période de trois ans le mandat du Groupe de travail afin qu'il continue de s'acquitter des tâches énumérées dans la résolution 7/21 du 28 mars 2008 et dans toutes les autres résolutions pertinentes relatives à cette question ;

14. *Rappelle* la tenue de la deuxième session du groupe de travail intergouvernemental à composition non limitée chargé d'examiner la possibilité d'élaborer un cadre réglementaire international relatif à la réglementation, à la supervision et au contrôle des activités des sociétés militaires et de sécurité privées, se félicite de la participation d'experts, dont les membres du Groupe de travail sur l'utilisation de mercenaires, aux travaux de ladite session, et demande au Groupe de travail et à d'autres experts de poursuivre leur participation lors de la troisième session du groupe de travail intergouvernemental à composition non limitée, qui se tiendra du 16 au 20 décembre 2013 ;

15. *Recommande* à tous les États Membres, notamment ceux qui sont concernés par le phénomène de ces sociétés privées de services à caractère militaire et de services de sécurité en qualité d'États contractants, d'États territoriaux, d'États d'origine ou d'États dont ces sociétés emploient des nationaux, de participer aux travaux du groupe de travail intergouvernemental à composition non limitée, en tenant compte du travail déjà effectué par le Groupe de travail sur l'utilisation de mercenaires ;

16. *Prie* le Groupe de travail de poursuivre les travaux sur le renforcement du régime juridique international engagés par les rapporteurs spéciaux qui l'ont précédé, aux fins de prévenir et réprimer le recrutement, l'utilisation, le financement et l'instruction de mercenaires, en tenant compte de la nouvelle définition juridique du terme « mercenaire » proposée par le

[34] A/HRC/24/45.

Rapporteur spécial sur l'utilisation de mercenaires comme moyen de violer les droits de l'homme et d'empêcher l'exercice du droit des peuples à l'autodétermination dans le rapport qu'il a soumis à la soixantième session de la Commission des droits de l'homme[35] ;

17. *Prie à nouveau* le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme de faire connaître, à titre prioritaire, les effets néfastes des activités des mercenaires et des sociétés privées offrant une assistance militaire et des services de conseil et d'autres services à caractère militaire ou liés à la sécurité sur le marché international, sur l'exercice du droit des peuples à l'autodétermination et de fournir, à la demande et si nécessaire, des services consultatifs aux États victimes de telles activités ;

18. *Prie* le Groupe de travail de continuer à observer les mercenaires et les activités ayant un lien avec les mercenaires dans toutes les formes et manifestations diverses qu'ils revêtent dans différentes régions du monde, y compris les sociétés militaires et de sécurité privées, ainsi que les cas dans lesquels des gouvernements assurent une protection à des individus impliqués dans des activités mercenaires, de continuer de mettre à jour la base de données des personnes condamnées pour mercenariat ;

19. *Prie également* le Groupe de travail de continuer à étudier et dégager les sources et les causes, les questions, manifestations et tendances récentes concernant les mercenaires ou les activités ayant un lien avec les mercenaires, et leurs incidences sur les droits de l'homme, notamment sur le droit des peuples à l'autodétermination ;

20. *Exhorte* tous les États à coopérer pleinement avec le Groupe de travail dans l'accomplissement de son mandat ;

21. *Prie* le Secrétaire général et la Haut-Commissaire d'apporter au Groupe de travail tout le soutien et tout le concours dont il a besoin, sur les plans professionnel et financier, pour s'acquitter de son mandat, en favorisant notamment la coopération entre le Groupe de travail et d'autres composantes des Nations Unies qui œuvrent à contrecarrer les activités liées au mercenariat, afin de répondre aux besoins découlant des activités actuelles du Groupe et de ses activités futures ;

22. *Prie* le Groupe de travail de consulter les États, les organisations intergouvernementales et les organisations non gouvernementales et autres composantes pertinentes de la société civile au sujet de l'application de la présente résolution et de présenter à l'Assemblée générale, à sa soixante-neuvième session, et au Conseil des droits de l'homme, à sa vingt-septième session, ses conclusions concernant l'utilisation de mercenaires comme moyen de violer les droits de l'homme et d'empêcher l'exercice du droit des peuples à l'autodétermination ;

23. *Décide* de poursuivre l'examen de la question au titre du même point de l'ordre du jour à sa vingt-septième session.

34e séance
26 septembre 2013

[Adoptée par 31 voix contre 15, avec une abstention, à l'issue d'un vote enregistré. Les voix se sont réparties comme suit :

Ont voté pour :

Angola, Argentine, Bénin, Botswana, Brésil, Burkina Faso, Chili, Congo, Costa Rica, Côte d'Ivoire, Émirats arabes unis, Équateur, Éthiopie, Gabon, Guatemala, Inde, Indonésie, Kenya, Koweït, Libye, Malaisie, Maldives, Mauritanie, Ouganda, Pakistan, Pérou, Philippines, Qatar, Sierra Leone, Thaïlande, Venezuela (République bolivarienne du).

Ont voté contre :

Allemagne, Autriche, Espagne, Estonie, États-Unis d'Amérique, Irlande, Italie, Japon, Monténégro, Pologne, République de Corée, République de Moldova, République tchèque, Roumanie, Suisse.

[35] E/CN.4/2004/15.

Se sont abstenus :
Kazakhstan.]

24/14
Les droits de l'homme et les mesures coercitives unilatérales

Le Conseil des droits de l'homme,

Rappelant les buts et les principes énoncés dans la Charte des Nations Unies,

Rappelant aussi toutes les résolutions précédentes sur les droits de l'homme et les mesures coercitives unilatérales adoptées par la Commission des droits de l'homme, l'Assemblée générale et lui-même,

Réaffirmant sa résolution 19/32 du 23 mars 2012 et la résolution 67/170 de l'Assemblée générale en date du 20 décembre 2012,

Soulignant que les dispositions législatives et les mesures coercitives unilatérales sont contraires au droit international, au droit international humanitaire, à la Charte des Nations Unies et aux normes et principes régissant les relations pacifiques entre les États,

Conscient du caractère universel, indivisible, interdépendant et indissociable de tous les droits de l'homme et réaffirmant à ce sujet que le droit au développement est un droit universel et inaliénable et fait partie intégrante des droits de l'homme,

Inquiet des effets négatifs que les mesures coercitives unilatérales ont sur les droits de l'homme, le développement, les relations internationales, le commerce, l'investissement et la coopération,

Reconnaissant que les mesures coercitives unilatérales qui prennent la forme de sanctions économiques peuvent avoir des incidences de grande portée sur les droits de l'homme des populations des États ciblés, et toucher démesurément les classes défavorisées et les plus vulnérables,

Reconnaissant aussi que les mesures coercitives unilatérales de longue durée peuvent engendrer des problèmes sociaux et soulever des préoccupations d'ordre humanitaire dans les États ciblés,

Rappelant le document final du seizième Sommet de la Conférence des chefs d'État ou de gouvernement du Mouvement des pays non alignés tenu en août 2012 à Téhéran, dans lequel les États membres du Mouvement des pays non alignés ont décidé de s'abstenir de reconnaître, d'adopter ou de mettre en œuvre des mesures ou des lois extraterritoriales ou coercitives unilatérales, notamment des sanctions économiques unilatérales, ou d'autres mesures d'intimidation et de restriction arbitraire des déplacements destinées à exercer des pressions sur les pays non alignés − menaçant leur souveraineté et leur indépendance, ainsi que leur liberté de commerce et d'investissement − et à les empêcher d'exercer leur droit de décider, de leur propre volonté, de leurs systèmes politique, économique et social, lorsque ces mesures ou lois constituent des violations flagrantes de la Charte des Nations Unies, du droit international, du système de commerce multilatéral et des normes et principes régissant les relations amicales entre les États, et, à cet égard, ont décidé de rejeter et de condamner ces mesures et ces lois et la poursuite de leur application, de persévérer dans leurs efforts visant à en obtenir la suppression, d'inviter instamment les autres États à en faire de même, comme l'ont demandé l'Assemblée générale et d'autres organes de l'ONU, et de demander aux États appliquant lesdites mesures ou lois de les abroger totalement et immédiatement,

Rappelant aussi que les participants à la Conférence mondiale sur les droits de l'homme, tenue à Vienne du 14 au 25 juin 1993, ont demandé aux États de s'abstenir de prendre tout mesure unilatérale qui soit incompatible avec le droit international et la Charte des Nations Unies, qui fasse obstacle aux relations commerciales entre les États et entrave la pleine réalisation de tous les droits de l'homme et qui, en outre, menace gravement la liberté du commerce,

Constatant avec une vive préoccupation que, malgré les résolutions adoptées à ce sujet par lui-même, l'Assemblée générale et la Commission des droits de l'homme, et à l'occasion

des conférences de l'Organisation des Nations Unies tenues dans les années 1990 et de leur examen quinquennal, l'adoption, l'application et l'exécution de mesures coercitives unilatérales se poursuivent, en contravention des normes du droit international et de la Charte, notamment par le recours à la guerre et au militarisme, avec toutes les conséquences négatives qu'elles ont pour l'action sociohumanitaire et le développement économique et social des pays en développement, notamment leurs incidences extraterritoriales, créant ainsi de nouveaux obstacles au plein exercice de tous les droits de l'homme par les peuples et les individus relevant de la juridiction d'autres États,

Réaffirmant que les mesures coercitives unilatérales sont un obstacle majeur à l'application de la Déclaration sur le droit au développement,

Rappelant le paragraphe 2 de l'article premier commun au Pacte international relatif aux droits civils et politiques et au Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, qui dispose qu'en aucun cas un peuple ne peut être privé de ses moyens de subsistance,

1. *Demande instamment* à tous les États de cesser d'adopter ou d'appliquer des mesures coercitives unilatérales qui ne sont pas conformes au droit international, au droit international humanitaire, à la Charte des Nations Unies et aux normes et principes régissant les relations pacifiques entre les États, en particulier les mesures à caractère coercitif ayant des incidences extraterritoriales, qui font obstacle aux relations commerciales entre les États et empêchent ainsi la pleine réalisation des droits énoncés dans la Déclaration universelle des droits de l'homme et dans d'autres instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme, notamment le droit des personnes et des peuples au développement ;

2. *Désapprouve vivement* la forme extraterritoriale que peuvent prendre ces mesures, qui, de surcroît, menacent la souveraineté des États, et, dans ce contexte, demande à tous les États Membres de refuser à la fois de reconnaître et d'appliquer ces mesures, et de prendre selon qu'il y a lieu des mesures administratives ou législatives efficaces pour contrer l'application des mesures coercitives unilatérales et leurs incidences extraterritoriales ;

3. *Condamne* le fait que certaines puissances continuent d'appliquer et d'exécuter unilatéralement des mesures de cette nature pour exercer des pressions politiques ou économiques sur tels ou tels pays, en particulier les pays en développement, dans le dessein de les empêcher d'exercer leur droit de décider librement de leurs régimes politique, économique et social ;

4. *Se déclare gravement préoccupé* par le fait que, dans certains pays, la situation des enfants se ressent des mesures coercitives unilatérales contraires au droit international et à la Charte qui font obstacle aux relations commerciales entre États, entravent la pleine réalisation du développement économique et social et nuisent au bien-être de la population des pays touchés, avec des conséquences particulières pour les femmes, les enfants, les adolescents, les personnes âgées et les personnes handicapées ;

5. *Demande à nouveau* aux États Membres qui ont pris de telles mesures d'y mettre immédiatement fin et de respecter ainsi les principes du droit international, la Charte des Nations Unies, les déclarations de l'Organisation des Nations Unies et des conférences mondiales ainsi que les résolutions pertinentes, et de s'acquitter des obligations et responsabilités qui découlent des dispositions pertinentes des instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme auxquels ils sont parties ;

6. *Réaffirme* dans ce contexte le droit de tous les peuples à disposer d'eux-mêmes, en vertu duquel un peuple détermine librement son statut politique et assure librement son propre développement économique, social et culturel ;

7. *Réaffirme aussi* son opposition à toute tentative visant à détruire partiellement ou totalement l'unité nationale et l'intégrité territoriale d'un pays, qui est incompatible avec les dispositions de la Charte des Nations Unies ;

8. *Rappelle* que, selon la Déclaration relative aux principes du droit international touchant les relations amicales et la coopération entre les États conformément à la Charte des Nations Unies, et selon les principes et les dispositions de la Charte des droits et devoirs économiques des États proclamée par l'Assemblée générale dans sa résolution 3281 (XXIX)

du 12 décembre 1974, en particulier de l'article 32, aucun État ne peut recourir ni encourager le recours à des mesures économiques, politiques ou de toute autre nature pour contraindre un autre État à lui subordonner l'exercice de ses droits souverains et pour obtenir de lui des avantages de quelque ordre que ce soit ;

9. *Réaffirme* que les biens de première nécessité, tels que les denrées alimentaires et les médicaments, ne doivent pas servir d'instrument de pression politique et qu'en aucun cas un peuple ne peut être privé de ses propres moyens de subsistance et de développement ;

10. *Souligne* le fait que l'adoption de mesures coercitives unilatérales est l'un des principaux obstacles à l'application de la Déclaration sur le droit au développement et, à cet égard, demande à tous les États d'éviter d'imposer unilatéralement des mesures économiques coercitives et de recourir à l'application extraterritoriale de lois nationales qui iraient à l'encontre des principes du libre-échange et entraveraient le développement des pays en développement ;

11. *Dénonce* toute tentative de mise en œuvre de mesures coercitives unilatérales ainsi que la tendance croissante à le faire, y compris par l'adoption de lois d'application extraterritoriale qui ne sont pas conformes au droit international ;

12. *Rappelle* que la Déclaration de principes adoptée à l'issue de la première phase du Sommet mondial de la société de l'information, tenu à Genève en décembre 2003, engage vivement les États à éviter toute action unilatérale dans l'édification de la société de l'information ;

13. *Invite instamment* tous les rapporteurs spéciaux et mécanismes thématiques actuels du Conseil des droits de l'homme compétents en matière de droits économiques, sociaux et culturels à accorder l'attention voulue, dans le cadre de leurs mandats respectifs, aux incidences et conséquences négatives des mesures coercitives unilatérales ;

14. *Estime* qu'il importe de réunir des informations suffisamment nombreuses et de qualité sur les incidences négatives de l'application de mesures coercitives unilatérales dans l'optique de la responsabilisation des responsables de violations des droits de l'homme découlant de l'application de mesures coercitives unilatérales contre tout État ;

15. *Décide* de prendre dûment en considération les incidences négatives des mesures coercitives unilatérales sur les droits de l'homme dans les activités qu'il mène pour faire appliquer le droit au développement ;

16. Prie la Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme d'accorder l'attention voulue, dans l'exercice de ses fonctions de promotion et de protection des droits de l'homme, à la présente résolution et de l'examiner d'urgence ;

17. *Prend note* de l'étude thématique du Haut-Commissariat aux droits de l'homme sur les effets des mesures coercitives unilatérales sur l'exercice des droits de l'homme[36], qui comporte des recommandations sur les moyens de mettre fin à ces mesures ;

18. *Prend également note* du rapport du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme sur les travaux de l'atelier sur les différents aspects des incidences de l'application de mesures coercitives unilatérales sur l'exercice de leurs droits de l'homme par les populations touchées des États ciblés[37], et prend note avec satisfaction du rapport du Secrétaire général à l'Assemblée générale sur les droits de l'homme et les mesures coercitives unilatérales[38] ;

19. *Prend note avec satisfaction* de l'organisation par le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme d'un atelier sur les incidences de l'application de mesures coercitives unilatérales sur l'exercice de leurs droits de l'homme par les populations touchées des États ciblés, qui s'est tenu le 5 avril 2013, à Genève ;

20. *Prie* le Comité consultatif du Conseil des droits de l'homme d'établir un rapport fondé sur des travaux de recherche comportant des recommandations concernant un

[36] A/HRC/19/33.
[37] A/HRC/24/20.
[38] A/67/181.

mécanisme visant à évaluer les effets négatifs des mesures coercitives unilatérales sur l'exercice des droits de l'homme et à promouvoir le principe de responsabilité et de présenter au Conseil des droits de l'homme à sa vingt-huitième session, pour examen, un bilan d'étape sur l'état d'avancement du rapport fondé sur des travaux de recherche demandé ;

21. *Prie également* le Comité consultatif de solliciter, dans le cadre de l'élaboration du rapport fondé sur des travaux de recherche susmentionné, les vues et des contributions des États Membres et des titulaires de mandat au titre des procédures spéciales concernés, ainsi que des institutions nationales des droits de l'homme et d'organisations non gouvernementales ;

22. *Prie* le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, compte tenu des travaux de l'atelier[39] qui s'est tenu le 5 avril 2013 :

a) D'organiser, avant la vingt-septième session du Conseil des droits de l'homme, un atelier sur les incidences de l'application de mesures coercitives unilatérales sur l'exercice de leurs droits de l'homme par les populations touchées, en particulier leurs incidences socioéconomiques sur les femmes et les enfants, dans les États ciblés ;

b) D'établir un rapport sur les travaux de l'atelier et de le soumettre au Conseil des droits de l'homme à sa vingt-septième session ;

23. *Décide* d'examiner cette question, en fonction de son programme de travail annuel, au titre du même point de l'ordre du jour.

35e séance
27 septembre 2013

[Adoptée à l'issue d'un vote enregistré par 31 voix contre 15, avec une abstention. Les voix se sont réparties comme suit :

Ont voté pour :

Angola, Argentine, Bénin, Botswana, Brésil, Burkina Faso, Chili, Congo, Costa Rica, Côte d'Ivoire, Émirats arabes unis, Équateur, Éthiopie, Gabon, Guatemala, Inde, Indonésie, Kenya, Koweït, Libye, Malaisie, Maldives, Mauritanie, Ouganda, Pakistan, Pérou, Philippines, Qatar, Sierra Leone, Thaïlande, Venezuela (République bolivarienne du).

Ont voté contre :

Allemagne, Autriche, Espagne, Estonie, États-Unis d'Amérique, Irlande, Italie, Japon, Monténégro, Pologne, République de Corée, République de Moldova, République tchèque, Roumanie, Suisse.

S'est abstenu :

Kazakhstan.]

24/15
Programme mondial d'éducation dans le domaine des droits de l'homme

Le Conseil des droits de l'homme,

Réaffirmant que, comme le disposent la Déclaration universelle des droits de l'homme ainsi que le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels et d'autres instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme, les États sont tenus de veiller à ce que l'éducation vise au renforcement des droits de l'homme et des libertés fondamentales,

Rappelant la résolution de l'Assemblée générale 43/128 du 8 décembre 1988, par laquelle l'Assemblée a lancé la campagne mondiale d'information sur les droits de l'homme, la résolution 49/184, du 23 décembre 1994, par laquelle l'Assemblée a proclamé la Décennie des Nations Unies pour l'éducation dans le domaine des droits de l'homme, les résolutions 59/113 A du 10 décembre 2004 et 59/113 B du 14 juillet 2005, par lesquelles l'Assemblée a

[39] Voir A/HRC/24/20.

proclamé le Programme mondial d'éducation dans le domaine des droits de l'homme et adopté le plan d'action pour sa première phase et la résolution 60/251 du 15 mars 2006, par laquelle elle a décidé, notamment, que le Conseil des droits de l'homme aurait pour vocation de promouvoir l'éducation et la formation dans le domaine des droits de l'homme,

Rappelant également les résolutions du Conseil des droits de l'homme relatives au Programme mondial d'éducation dans le domaine des droits de l'homme, dont la plus récente est la résolution 21/14 du 27 septembre 2012,

Rappelant en outre que le Programme mondial est une initiative continue, composée d'étapes successives, devant faire progresser l'application de programmes d'éducation aux droits de l'homme dans tous les secteurs, et que les États devraient poursuivre la mise en œuvre des étapes antérieures tout en prenant les mesures nécessaires pour mener à bien l'étape en cours,

Réaffirmant la Déclaration des Nations Unies sur l'éducation et la formation aux droits de l'homme, adoptée, par l'Assemblée générale dans sa résolution 66/137 du 19 décembre 2011,

1. *Prend note* du rapport du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme sur la consultation relative aux secteurs cibles de la troisième phase du Programme mondial d'éducation dans le domaine des droits de l'homme[40] ;

2. *Encourage* les États et, le cas échéant, les parties prenantes intéressées à redoubler d'efforts, au cours de la troisième phase de Programme mondial, pour promouvoir la mise en œuvre de la première et de la deuxième phase, en veillant en particulier à :

a) Aller de l'avant dans les activités en cours et à consolider celles qui ont été menées ;

b) Dispenser un enseignement et une formation dans le domaine des droits de l'homme aux éducateurs qui exercent dans les domaines de l'enseignement et de la formation tant scolaire qu'extrascolaire, en particulier ceux qui travaillent avec des enfants et des jeunes ;

c) Effectuer des recherches et des relevés s'y rapportant, échanger les bonnes pratiques et les enseignements retenus, et partager des informations avec toutes les parties prenantes ;

d) Appliquer et renforcer des méthodes éducatives de qualité fondées sur les bonnes pratiques, qui ont fait l'objet d'une évaluation constante ;

e) Promouvoir le dialogue, la coopération, la mise en réseau et le partage d'informations entre les parties prenantes concernées ;

f) Améliorer la prise en compte de l'éducation et de la formation dans le domaine des droits de l'homme dans les programmes d'enseignement et de formation ;

3. *Décide* de faire des professionnels des médias et des journalistes le groupe cible de la troisième phase du Programme mondial d'éducation dans le domaine des droits de l'homme, en mettant en particulier l'accent sur l'éducation et la formation égalitaires et non discriminatoires, en vue de lutter contre les stéréotypes et la violence, d'encourager le respect de la diversité, de promouvoir la tolérance, le dialogue entre les cultures et entre les religions, et l'intégration sociale, et de sensibiliser le grand public à l'universalité, l'indivisibilité et l'interdépendance de tous les droits de l'homme ;

4. *Invite* les États et, le cas échéant, les autorités gouvernementales compétentes, et d'autres parties prenantes intéressées à redoubler d'efforts pour mettre en œuvre, diffuser et promouvoir le respect et la compréhension sur une base universelle de la Déclaration des Nations Unies sur l'éducation et la formation aux droits de l'homme ;

5. *Encourage* les États à élaborer, selon que de besoin, des plans d'action nationaux complets et durables pour l'éducation et la formation dans le domaine des droits de l'homme et à leur consacrer des ressources ;

[40] A/HRC/24/24.

6. *Prie* le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme d'élaborer, dans le cadre des ressources existantes, un plan d'action pour la troisième phase du Programme mondial (2015-2019), en consultation avec les États, les organisations intergouvernementales compétentes, en particulier l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, les institutions nationales des droits de l'homme et la société civile, notamment les organisations non gouvernementales, et à soumettre le plan d'action pour examen au Conseil des droits de l'homme à sa vingt-septième session ;

7. *Recommande* au Secrétaire général de veiller à ce qu'une part appropriée de l'aide apportée par l'Organisation des Nations Unies, à la demande des États Membres, pour développer leurs systèmes nationaux de promotion et de protection des droits de l'homme soit consacrée à l'éducation et à la formation dans le domaine des droits de l'homme ;

8. *Décide* d'examiner cette question à sa vingt-septième session, conformément à son programme de travail.

35e séance
27 septembre 2013

[Adoptée sans vote]

24/16
Le rôle de la prévention dans la promotion et la protection des droits de l'homme

Le Conseil des droits de l'homme,

Réaffirmant les buts et principes de la Charte des Nations Unies et l'obligation faite aux États à ce titre de promouvoir le respect et la mise en œuvre universels des droits de l'homme et des libertés fondamentales,

Réaffirmant également la Déclaration universelle des droits de l'homme et la Déclaration et le Programme d'action de Vienne, et rappelant le Pacte international relatif aux droits civils et politiques, le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, et d'autres instruments relatifs aux droits de l'homme, ainsi que les documents finals des grandes conférences des Nations Unies et les résolutions pertinentes adoptées par l'Assemblée générale et le Conseil des droits de l'homme,

Rappelant le rôle du Conseil des droits de l'homme dans la prévention des violations des droits de l'homme, par la coopération et le dialogue, conformément à la résolution 60/251 de l'Assemblée générale, en date du 15 mars 2006,

Réaffirmant que tous les droits de l'homme sont universels, indivisibles, indissociables et interdépendants, se renforcent mutuellement et doivent être considérés comme d'égale importance, et qu'il faut se garder de les hiérarchiser ou d'en privilégier,

Exprimant sa préoccupation face à la persistance des violations des droits de l'homme partout dans le monde,

Rappelant les résolutions 5/1 et 5/2, en date du 18 juin 2007, et 16/21, en date du 25 mars 2011, du Conseil des droits de l'homme,

Réaffirmant les résolutions 14/5, en date du 17 juin 2010, et 18/13, en date du 29 septembre 2011, du Conseil,

1. *Affirme* l'importance que revêtent les mesures de prévention efficaces dans le cadre des stratégies globales de promotion et de protection de tous les droits de l'homme ;

2. *Reconnaît* que c'est aux États, à savoir à toutes les branches du pouvoir, qu'il incombe principalement de promouvoir et protéger tous les droits de l'homme, notamment de prévenir les violations des droits de l'homme ;

3. *Souligne* que les États devraient créer un environnement propice et favorable à la prévention des violations des droits de l'homme, notamment :

a) En envisageant de ratifier les instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme ;

b) En appliquant intégralement les instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme auxquels ils sont parties ;

c) En instaurant et en favorisant la bonne gouvernance, la démocratie, la primauté du droit et la responsabilité ;

d) En adoptant des politiques propres à garantir la jouissance de tous les droits de l'homme, c'est-à-dire les droits civils, politiques, économiques, sociaux et culturels ;

e) En s'attaquant à toutes les formes de discrimination, notamment à la discrimination raciale ;

f) En s'attaquant à tous les facteurs, entre autres aux inégalités et à la pauvreté, qui peuvent mener aux situations dans lesquelles les violations des droits de l'homme sont commises ;

g) En cultivant la liberté et le dynamisme de la société civile ;

h) En promouvant la liberté d'opinion et d'expression ;

i) En veillant à ce que les institutions nationales des droits de l'homme, lorsqu'elles existent, soient solides et indépendantes, conformément aux principes concernant le statut des institutions nationales pour la promotion et la protection des droits de l'homme (les Principes de Paris) ;

j) En promouvant l'éducation et la formation dans le domaine des droits de l'homme ;

k) En veillant à l'indépendance et au bon fonctionnement de l'appareil judiciaire ;

l) En luttant contre la corruption ;

4. *Salue* le rôle des institutions nationales des droits de l'homme pour ce qui est de contribuer à la prévention des violations des droits de l'homme, et encourage les États à renforcer le mandat et les capacités des institutions nationales des droits de l'homme existantes, afin de leur permettre de remplir ce rôle efficacement conformément aux principes concernant le statut des institutions nationales pour la promotion et la protection des droits de l'homme (les Principes de Paris) ;

5. *Invite* les institutions nationales des droits de l'homme à envisager d'étudier la question du rôle joué par la prévention dans la promotion et la protection des droits de l'homme dans le cadre des instances régionales et internationales concernées ;

6. *Reconnaît* que le Conseil des droits de l'homme a pour vocation, notamment, de concourir, par le dialogue et la coopération, à la prévention des violations des droits de l'homme et d'intervenir promptement en cas de situation d'urgence dans le domaine des droits de l'homme ;

7. *Reconnaît aussi* l'importance que revêt l'Examen périodique universel en tant que mécanisme du Conseil des droits de l'homme fondé sur la coopération, ayant pour but, entre autres, d'améliorer la situation des droits de l'homme sur le terrain et de faire en sorte que les États s'acquittent de leurs obligations et engagements en matière de droits de l'homme, en se donnant pour principe de promouvoir l'universalité, l'interdépendance, l'indivisibilité et l'indissociabilité de tous les droits de l'homme ;

8. *Prend note* du rapport du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme sur l'Atelier sur le rôle de la prévention dans la promotion et la protection des droits de l'homme[41] ainsi que des conclusions et recommandations qui y sont énoncées ;

[41] A/HRC/18/24.

9. *Souligne* la nécessité de préciser davantage la notion de prévention des violations des droits de l'homme et d'intensifier les mesures visant à sensibiliser au rôle de la prévention dans la promotion et la protection des droits de l'homme afin d'inciter à en tenir compte dans les politiques et stratégies pertinentes aux échelons national, régional et international ;

10. *Convient* qu'il faut poursuivre les travaux de recherche en vue d'aider les États et les autres parties prenantes qui le demandent à comprendre le rôle de la prévention dans la promotion et la protection des droits de l'homme et à l'intégrer ;

11. *Encourage* le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, sur la base de consultations menées auprès des États, des organisations régionales compétentes, des institutions nationales des droits de l'homme et d'autres parties prenantes, à tenir le Conseil des droits de l'homme régulièrement informé des applications pratiques de la prévention dans la promotion et le protection des droits de l'homme ;

12. *Décide* d'organiser à sa vingt-septième session, dans la limite des ressources disponibles, une réunion-débat sur le rôle de la prévention dans la promotion et la protection des droits de l'homme ;

13. *Prie* le Haut-Commissariat d'organiser la réunion-débat susmentionnée en consultation avec les États, les organismes, fonds et programmes des Nations Unies concernés, les organes conventionnels, les titulaires de mandat au titre des procédures spéciales et les mécanismes régionaux de défense des droits de l'homme, ainsi qu'avec la société civile, notamment les organisations non gouvernementales, et avec les institutions nationales des droits de l'homme, pour que de nombreuses parties prenantes contribuent à la réunion-débat ;

14. *Prie également* le Haut-Commissariat d'établir un rapport rendant compte sous forme résumée des conclusions de la réunion-débat et de le présenter au Conseil des droits de l'homme à sa vingt-huitième session ;

15. *Prie en outre* le Haut-Commissariat, en consultation avec les États, les institutions nationales des droits de l'homme, la société civile, les organes intergouvernementaux et organisations internationales compétents, et compte tenu, entre autres, des conclusions de la réunion-débat susmentionnée, de rédiger une étude sur la prévention des violations des droits de l'homme et son application pratique, et de présenter cette étude au Conseil des droits de l'homme à sa trentième session ;

16. *Encourage* le Haut-Commissariat à continuer à rassembler des informations et un corpus de recherche en vue d'élaborer un outil pratique permettant d'aider les États et les autres parties prenantes à mettre en application la prévention en vue de la promotion et la protection des droits de l'homme ;

17. *Décide* de poursuivre l'examen de la question au titre du même point de l'ordre du jour conformément à son programme de travail annuel.

35e séance
27 septembre 2013

[Adoptée sans vote]

24/17
Objection de conscience au service militaire

Le Conseil des droits de l'homme,

Considérant que chacun peut se prévaloir de tous les droits et de toutes les libertés qui sont énoncés dans la Déclaration universelle des droits de l'homme, sans distinction aucune, notamment de race, de couleur, de sexe, de langue, de religion, d'opinion politique ou autre, d'origine nationale ou sociale, de fortune, de naissance ou de toutes autres situations,

Réaffirmant que la Déclaration universelle des droits de l'homme et le Pacte international relatif aux droits civils et politiques reconnaissent à chacun le droit à la vie, à la

liberté et à la sécurité de sa personne, ainsi qu'à la liberté de pensée, de conscience et de religion, et le droit de ne pas faire l'objet de discrimination,

Réaffirmant aussi que le droit à la liberté de pensée, de conscience et de religion implique la liberté d'avoir ou d'adopter une religion ou une conviction de son choix, ainsi que la liberté de manifester sa religion ou sa conviction, individuellement ou en commun, tant en public qu'en privé, par le culte et l'accomplissement des rites, les pratiques et l'enseignement, et que nul ne subira de contrainte pouvant porter atteinte à sa liberté d'avoir ou d'adopter une religion ou une conviction de son choix, et que la liberté de manifester sa religion ou ses convictions ne peut faire l'objet que des seules restrictions prévues par la loi et qui sont nécessaires à la protection de la sécurité, de l'ordre et de la santé publique, ou de la morale ou des libertés et droits fondamentaux d'autrui,

Rappelant l'article 14 de la Déclaration universelle des droits de l'homme, qui dispose que devant la persécution, toute personne a le droit de chercher asile et de bénéficier de l'asile en d'autres pays,

Rappelant toutes les décisions et résolutions précédentes sur la question, notamment la résolution 20/2 du Conseil des droits de l'homme en date du 5 juillet 2012, et les résolutions de la Commission des droits de l'homme 2004/35 du 19 avril 2004 et 1998/77 du 22 avril 1998, dans lesquelles la Commission a reconnu le droit de chacun d'avoir des objections de conscience au service militaire dans le cadre de l'exercice légitime du droit à la liberté de pensée, de conscience et de religion, énoncé dans l'article 18 de la Déclaration universelle des droits de l'homme, l'article 18 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques et l'observation générale n° 22 (1993) du Comité des droits de l'homme,

Notant l'observation générale n° 32 (2007) du Comité des droits de l'homme, selon laquelle les peines répétées prononcées contre les objecteurs de conscience qui n'ont pas déféré à un nouvel ordre d'appel sous les drapeaux peuvent être assimilées à une peine sanctionnant la même infraction si ce refus réitéré est fondé sur la même détermination constante, en violation du principe juridique *ne bis in idem*.

Considérant que l'objection de conscience au service militaire découle de principes et de raisons de conscience, y compris de convictions profondes fondées sur des motifs religieux, moraux, humanitaires ou des motifs analogues,

Conscient que les personnes effectuant leur service militaire peuvent être portées à l'objection de conscience,

1. *Reconnaît* que le droit à l'objection de conscience au service militaire peut découler du droit à la liberté de pensée, de conscience, de religion ou de conviction ;

2. *Prend note* du rapport analytique sur l'objection de conscience au service militaire présenté par le Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme au Conseil des droits de l'homme à sa vingt-troisième session[42], en application de la résolution 20/2 ;

3. *Encourage* tous les États, organismes, programmes et fonds pertinents des Nations Unies, organisations intergouvernementales et non gouvernementales et institutions nationales des droits de l'homme à coopérer pleinement avec le Haut-Commissariat en lui donnant des renseignements utiles aux fins de l'élaboration du prochain rapport analytique quadriennal sur l'objection de conscience au service militaire, portant en particulier sur les faits nouveaux, les meilleures pratiques et les problèmes persistants en la matière ;

4. *Prend note* de la publication par le Haut-Commissariat d'un guide intitulé *Objection de conscience au service militaire* (2012) ;

5. *Sait* qu'un nombre croissant d'États reconnaissent l'objection de conscience au service militaire non seulement pour les conscrits mais aussi pour les volontaires, et engage les États à permettre les demandes d'objection de conscience avant, pendant et après l'accomplissement du service militaire, y compris pour les obligations de réserve ;

[42] A/HRC/23/22.

6. *Reconnaît* qu'un nombre croissant d'États, qui maintiennent le service militaire obligatoire, prennent des mesures pour mettre en place des dispositifs de substitution à ce service ;

7. *Accueille* avec satisfaction le fait que certains États acceptent les demandes d'objection de conscience au service militaire sans procéder à des enquêtes ;

8. *Engage* les États, qui n'ont pas un tel système, à mettre en place des organes indépendants et impartiaux de décision, chargés de déterminer si l'objection de conscience au service militaire repose en l'espèce sur des convictions sincères, en tenant compte de l'obligation de n'établir aucune distinction entre les objecteurs de conscience fondée sur la nature de leurs convictions particulières ;

9. *Exhorte* les États ayant un système de service militaire obligatoire à établir pour les objecteurs de conscience, lorsque cela n'est pas encore prévu, diverses formes de service de remplacement qui soient compatibles avec les raisons de l'objection de conscience, offrent un statut civil ou de non-combattant, soient dans l'intérêt public et n'aient pas le caractère d'une sanction ;

10. *Souligne* que les États devraient prendre les mesures requises pour ne pas soumettre des personnes à l'emprisonnement au seul motif de leur objection de conscience au service militaire, ou à des peines répétées parce qu'elles n'ont pas accompli leur service militaire, et rappelle que les peines répétées imposées aux objecteurs de conscience qui n'ont pas déféré à un nouvel ordre d'appel sous les drapeaux peuvent être assimilées à une peine portant atteinte au principe juridique *ne bis in idem* ;

11. *Exhorte* les États à envisager de libérer les personnes emprisonnées ou détenues au seul motif de leur objection de conscience au service militaire ;

12. *Réaffirme* que les États ne doivent, dans leur législation et leurs pratiques, établir aucune distinction entre les objecteurs de conscience en ce qui concerne les conditions ou modalités de service ou aucun de leurs droits économiques, sociaux, culturels, civils ou politiques ;

13. *Encourage* les États, sous réserve que le cas de l'espèce présente les autres éléments requis dans la définition du réfugié telle qu'elle est énoncée dans la Convention relative au statut des réfugiés de 1951 et dans le Protocole y relatif de 1967, à envisager d'accorder l'asile aux objecteurs de conscience au service militaire qui sont contraints de quitter leur pays d'origine parce qu'ils craignent de manière fondée d'y être persécutés en raison de leur refus d'accomplir leur service militaire lorsqu'il n'existe aucune disposition ou aucune disposition satisfaisante concernant l'objection de conscience au service militaire ;

14. *Encourage aussi* les États, aux fins de la consolidation de la paix à l'issue d'un conflit, à envisager d'accorder une amnistie − à mettre dûment en œuvre − aux personnes ayant refusé d'accomplir le service militaire au motif de l'objection de conscience, et de rétablir ces personnes dans leurs droits, *de jure* et de facto ;

15. *Affirme* qu'il importe de veiller à ce que toutes les personnes visées par le service militaire soient informées du droit à l'objection de conscience au service militaire et des moyens d'obtenir le statut d'objecteur de conscience ;

16. *Salue* les initiatives prises pour diffuser largement de telles informations et encourage les États, s'il y a lieu, à informer les conscrits et les volontaires qui accomplissent le service militaire, sur le droit à l'objection de conscience au service militaire ;

17. *Exhorte* les États à respecter la liberté d'expression de ceux qui appuient les objecteurs de conscience ou qui soutiennent le droit à l'objection de conscience au service militaire ;

18. *Encourage* les États à utiliser les renseignements figurant dans le rapport et le guide du Haut-Commissariat mentionnés ci-dessus et dans la présente résolution pour envisager d'adopter des lois, des stratégies et des pratiques appropriées sur l'objection de conscience au service militaire, ou en corriger les dispositions discriminatoires, et à veiller à l'application d'un cadre juridique approprié, pour garantir que ce droit soit respecté dans la pratique ;

19. *Invite* les États à envisager de faire figurer dans le rapport national qu'ils soumettront au mécanisme d'Examen périodique universel et aux organes de l'ONU créés en vertu d'instruments relatifs aux droits de l'homme des informations sur les dispositions adoptées au niveau national sur le droit à l'objection de conscience ;

20. *Décide* de garder la question à l'examen au titre du même point de l'ordre du jour, conformément à son programme de travail annuel.

35e séance
27 septembre 2013

[Adoptée sans vote]

24/18
Le droit fondamental à l'eau potable et à l'assainissement

Le Conseil des droits de l'homme,

Réaffirmant toutes ses résolutions antérieures traitant de cette question, en particulier les résolutions 7/22 du 28 mars 2008, 12/8 du 1er octobre 2009, 15/9 du 30 septembre 2010, 16/2 du 24 mars 2011, 18/1 du 28 septembre 2011 et 21/2 du 27 septembre 2012,

Rappelant la résolution 64/292 de l'Assemblée générale, en date du 28 juillet 2010, dans laquelle l'Assemblée reconnaît que le droit à l'eau potable et à l'assainissement est un droit de l'homme, essentiel à la pleine jouissance de la vie et à l'exercice de tous les droits de l'homme,

Rappelant également la Déclaration universelle des droits de l'homme, le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, le Pacte international relatif aux droits civils et politiques, la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale, la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, la Convention relative aux droits de l'enfant et la Convention relative aux droits des personnes handicapées,

Rappelant en outre sa résolution 22/5, en date du 21 mars 2013, traitant de la question de la jouissance effective, dans tous les pays, des droits économiques, sociaux et culturels,

Rappelant les dispositions pertinentes des déclarations et programmes relatifs à l'accès à l'eau potable et à l'assainissement adoptés lors des grandes conférences et réunions au sommet des Nations Unies et par l'Assemblée générale à ses sessions extraordinaires, ainsi que lors de leurs réunions de suivi, en particulier la résolution 66/288 de l'Assemblée en date du 27 juillet 2012, dans laquelle celle-ci a adopté le document final de la Conférence des Nations Unies sur le développement durable intitulé « L'avenir que nous voulons »,

Rappelant aussi la résolution 65/154 de l'Assemblée générale en date du 20 décembre 2010, proclamant 2013 Année internationale de la coopération dans le domaine de l'eau et déclarant que le renforcement de la coopération internationale est crucial pour assurer progressivement le plein exercice du droit fondamental à l'eau potable et à l'assainissement par tous,

Se félicitant de la décision de proclamer le 19 novembre Journée mondiale des toilettes, dans le cadre de l'initiative Assainissement pour tous, conformément à la résolution 67/291 de l'Assemblée générale en date du 24 juillet 2013,

Rappelant la résolution 65/1 de l'Assemblée générale en date du 22 septembre 2010 relative au suivi des textes issus du Sommet du Millénaire, dans laquelle les chefs d'État et de gouvernement se sont engagés, entre autres, à accélérer les progrès en vue de la réalisation de l'objectif 7 du Millénaire pour le développement, notamment en redoublant d'efforts pour remédier aux problèmes d'assainissement moyennant une intensification des actions menées sur le terrain, et la résolution 65/153 de l'Assemblée générale en date du 20 décembre 2010 relative au suivi de l'Année internationale de l'assainissement,

Gardant à l'esprit les engagements pris par la communauté internationale de réaliser pleinement les objectifs du Millénaire pour le développement, et soulignant à cet égard la

ferme volonté des chefs d'État et de gouvernement, telle qu'elle est exprimée dans la Déclaration du Millénaire des Nations Unies, de réduire de moitié, d'ici à 2015, la proportion des personnes qui n'ont pas accès à l'eau potable ou qui n'ont pas les moyens de s'en procurer, ainsi que la proportion des personnes qui n'ont pas accès à des services d'assainissement de base, comme convenu dans le Plan de mise en œuvre du Sommet mondial pour le développement durable (« Plan de mise en œuvre de Johannesburg ») et le Document final de la Réunion plénière de haut niveau de l'Assemblée générale sur les objectifs du Millénaire pour le développement intitulé « Tenir les promesses : unis pour atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement »,

Prenant note des initiatives et engagements régionaux qui promeuvent le droit fondamental à l'eau potable et à l'assainissement, notamment la Déclaration d'Abuja, adoptée au premier Sommet Afrique-Amérique du Sud en 2006, le Document final de Charm el-Cheikh, adopté au quinzième Sommet des chefs d'État ou de gouvernement du Mouvement des pays non alignés en 2009, la Déclaration de Colombo, adoptée à la quatrième Conférence sud-asiatique sur l'assainissement en 2011, la Déclaration de Chiang Mai, adoptée au deuxième Sommet Asie-Pacifique sur l'eau en 2013, et la Déclaration de Panama, adoptée à la troisième Conférence pour l'Amérique latine et les Caraïbes sur l'assainissement en 2013,

Rappelant en particulier le paragraphe 14 de sa résolution 21/2, dans lequel il a invité la Rapporteuse spéciale sur le droit fondamental à l'eau potable et à l'assainissement à continuer de contribuer aux discussions sur le programme de développement des Nations Unies pour l'après-2015,

Notant avec une vive préoccupation qu'environ 768 millions de personnes n'ont toujours pas accès à un approvisionnement en eau de meilleure qualité et que plus de 2,5 milliards de personnes n'ont pas accès à des services d'assainissement de meilleure qualité selon la définition donnée par l'Organisation mondiale de la Santé et le Fonds des Nations Unies pour l'enfance dans leur rapport 2013 sur le Programme commun de surveillance de l'eau et de l'assainissement ; troublé par le fait que ces chiffres ne rendent pas pleinement compte des aspects liés à la salubrité de l'eau, à l'accessibilité économique des services et à la gestion dans de bonnes conditions de salubrité des excréments et des eaux résiduaires, ainsi que des questions d'égalité et de non-discrimination, et sous-estiment donc le nombre des personnes privées d'un accès à l'eau potable et à l'assainissement ; et relevant avec inquiétude que, chaque année, près de 1,5 million d'enfants âgés de moins de 5 ans meurent et 443 millions de jours d'école sont perdus du fait de maladies d'origine hydrique ou liées à l'absence de services d'assainissement,

Réaffirmant l'importance des politiques et programmes nationaux pour la réalisation progressive du droit fondamental à l'eau potable et à l'assainissement,

Affirmant l'importance de la coopération technique régionale et internationale, selon que de besoin, pour promouvoir la réalisation progressive du droit fondamental à l'eau potable et à l'assainissement, sans préjudice des questions relatives au droit international de l'eau, y compris le droit applicable aux cours d'eau internationaux,

Reconnaissant que le droit fondamental à l'eau potable et à l'assainissement doit permettre à chacun d'avoir accès sans discrimination, physiquement et économiquement, à un approvisionnement suffisant d'une eau salubre et de qualité acceptable pour les usages personnels et domestiques, ainsi qu'à des équipements sanitaires, dans tous les domaines de la vie, qui soient sans risque, hygiéniques, sûrs et acceptables, et qui préservent l'intimité et garantissent la dignité,

Rappelant ses résolutions 5/1 sur la mise en place des institutions du Conseil et 5/2 sur le Code de conduite pour les titulaires de mandat au titre des procédures spéciales du Conseil, en date du 18 juin 2007, et soulignant que le titulaire de mandat doit s'acquitter de ses fonctions conformément à ces résolutions et à leurs annexes,

1. *Se félicite* du fait que le droit fondamental à l'eau potable et à l'assainissement a été reconnu par l'Assemblée générale et par lui-même, et du fait qu'il a réaffirmé que le droit fondamental à l'eau potable et à l'assainissement découlait du droit à un niveau de vie

suffisant et était inextricablement lié au droit au meilleur état de santé physique et mental susceptible d'être atteint, ainsi qu'au droit à la vie et à la dignité ;

2. *Salue également* les engagements pris par les États concernant le droit fondamental à l'eau potable et à l'assainissement lors de la Conférence des Nations Unies sur le développement durable le 22 juin 2012 ;

3. *Se félicite en outre* du fait que, selon le rapport 2012 sur le Programme commun de surveillance de l'eau et de l'assainissement, la cible des objectifs du Millénaire pour le développement concernant la réduction de moitié du pourcentage de la population n'ayant pas accès à un approvisionnement en eau potable de meilleure qualité a été atteinte cinq ans avant l'échéance de 2015, et souligne qu'il reste beaucoup à faire en matière de sécurité, d'équité, d'égalité et de non-discrimination ;

4. *Regrette* le fait que, selon le rapport 2013 sur le Programme commun de surveillance de l'eau et de l'assainissement, la cible de l'objectif du Millénaire pour le développement relative à l'assainissement reste l'une des plus difficiles à atteindre dans le cadre du programme de développement des Nations Unies, et appelle tous les États membres à continuer de contribuer à l'effort mondial visant à réaliser les objectifs de l'initiative de sensibilisation intitulée « L'assainissement durable : campagne quinquennale jusqu'en 2015 » ;

5. *Encourage* les États membres à intensifier les partenariats mondiaux pour le développement afin d'atteindre et de maintenir les cibles des objectifs du Millénaire pour le développement concernant l'eau et l'assainissement ;

6. *Salue* le travail effectué par la Rapporteuse spéciale sur le droit à l'eau potable et à l'assainissement, les vastes consultations sans exclusive et transparentes qui ont été menées avec les acteurs pertinents et intéressés provenant de toutes les régions en vue d'établir ses rapports thématiques et les missions effectuées dans les pays, et prend note avec intérêt de l'annonce concernant la mise au point d'un manuel sur la mise en œuvre du droit à l'eau potable et à l'assainissement ;

7. *Accueille également avec intérêt* le rapport annuel que la Rapporteuse spéciale a soumis à l'Assemblée générale sur la prise en compte des principes de non-discrimination et d'égalité dans le programme de développement pour l'après-2015 concernant l'eau, l'assainissement et l'hygiène[43], prend note avec satisfaction de sa proposition tendant à intégrer la réduction progressive et l'élimination des inégalités dans le programme pour l'après-2015, et invite à poursuivre les discussions sur la manière dont ces questions pourraient être prises en compte dans le cadre de l'élaboration du programme pour l'après-2015 ;

8. *Prend note* de la recommandation figurant dans le rapport rédigé à la demande du Secrétaire général par le Groupe de personnalités de haut niveau chargé du programme de développement pour l'après-2015[44], qui inscrit l'eau et l'assainissement parmi les objectifs indicatifs de ce programme, et prend également note du rapport du Secrétaire général intitulé « Une vie de dignité pour tous : accélérer les progrès dans la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement et dans la définition du programme de développement des Nations Unies pour l'après-2015 »[45], dans lequel le Secrétaire général a reconnu que le droit à l'eau potable et à l'assainissement était l'un des principes fondamentaux d'une vie décente ;

9. *Prend acte également* du débat sur les questions de l'eau, en particulier sur l'eau et l'assainissement, qui a eu lieu à la troisième session du Groupe de travail ouvert sur les objectifs de développement durable, tenue du 22 au 24 mai 2013 ;

10. *Demande* aux États de prendre en compte le droit fondamental à l'eau potable et à l'assainissement et les principes d'égalité et de non-discrimination dans le programme de développement pour l'après-2015 ;

[43] A/67/270.

[44] *Pour un nouveau partenariat mondial* : *Vers l'éradication de la pauvreté et la transformation des économies par le biais du développement durable* (Nations Unies, New York, 2013).

[45] A/68/202, par. 11.

11. *Accueille avec intérêt* le rapport annuel que la Rapporteuse spéciale lui a soumis sur la durabilité et la non-régression dans la réalisation du droit à l'eau potable et à l'assainissement [46], et prend note de son utilité potentielle pour le programme de développement pour l'après-2015 ;

12. *Rappelle* que les services d'approvisionnement en eau potable et d'assainissement doivent être mis progressivement à la disposition des générations présentes et futures, sans discrimination, et que la fourniture de ces services aujourd'hui ne doit pas compromettre la réalisation du droit à l'eau potable et à l'assainissement à l'avenir ;

13. *Demande* aux États :

a) D'intégrer le principe de durabilité aux mesures adoptées pour réaliser le droit fondamental à l'eau potable et à l'assainissement, tant en période de stabilité économique qu'en période de crise économique et financière ;

b) De prévoir une répartition appropriée du financement au titre de l'entretien et du fonctionnement afin d'assurer et de maintenir la durabilité et empêcher la régression dans la fourniture des services, et de mettre en place, d'une manière appropriée, une réglementation et un contrôle indépendants des secteurs de l'eau et de l'assainissement, ainsi que des mécanismes de responsabilisation pour lutter contre les pratiques qui compromettent la réalisation progressive du droit fondamental à l'eau potable et à l'assainissement ;

c) De procéder à une planification globale visant à assurer une couverture universelle et pérenne, notamment lorsque le secteur privé, les donateurs et les organisations non gouvernementales participent à la fourniture des services ;

14. *Réaffirme* que c'est aux États qu'incombe au premier chef la responsabilité de garantir le plein exercice de tous les droits de l'homme, et qu'il leur appartient d'agir, tant au niveau national que par le biais de l'assistance et la coopération internationales, notamment sur les plans économique et technique, dans toute la mesure de leurs ressources disponibles, en vue d'assurer progressivement le plein exercice du droit à l'eau potable et à l'assainissement par tous les moyens appropriés, en particulier par l'adoption de mesures législatives pour s'acquitter de leurs obligations pour la réalisation des droits de l'homme ;

15. *Souligne* le rôle important de la coopération internationale et de l'assistance technique qu'apportent les États, les institutions spécialisées des Nations Unies, les partenaires internationaux et les partenaires de développement ainsi que les organismes donateurs, en particulier dans la perspective d'atteindre dans les délais les objectifs pertinents du Millénaire pour le développement, et engage les partenaires de développement à adopter une approche fondée sur les droits de l'homme pour élaborer et mettre en œuvre des programmes de développement à l'appui des initiatives et des plans d'action nationaux en rapport avec le droit à l'eau potable et à l'assainissement ;

16. *Décide* de proroger, pour une période de trois ans, le mandat du Rapporteur spécial sur le droit à l'eau potable et à l'assainissement, tel qu'énoncé dans ses résolutions 7/22 et 16/2 ;

17. *Encourage* la Rapporteuse spéciale à continuer de contribuer aux discussions sur le programme de développement des Nations Unies pour l'après-2015, en particulier sur l'intégration de l'élimination des inégalités et sur la pleine réalisation et la durabilité du droit fondamental à l'eau potable et à l'assainissement ;

18. *Invite* la Rapporteuse spéciale à continuer de lui rendre compte et de rendre compte à l'Assemblée générale de ses travaux tous les ans ;

19. *Encourage* la Rapporteuse spéciale à faciliter, y compris en y associant les parties prenantes concernées, la fourniture d'une assistance technique dans le domaine de la réalisation du droit fondamental à l'eau potable et à l'assainissement ;

20. *Encourage* tous les gouvernements à continuer de répondre favorablement aux demandes de visite et d'informations de la Rapporteuse spéciale, à donner effectivement suite

[46] A/HRC/24/44.

aux recommandations du titulaire de mandat et à communiquer des informations sur les mesures prises à cet égard ;

21. *Prie* le Secrétaire général et la Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme de fournir à la Rapporteuse spéciale toutes les ressources et l'assistance nécessaires au bon accomplissement de son mandat ;

22. *Décide* de poursuivre l'examen de cette question au titre du même point de l'ordre du jour, conformément à son programme de travail.

35e séance
27 septembre 2013

[Adopté sans vote]

24/19
Arrangements régionaux pour la promotion et la protection des droits de l'homme

Le Conseil des droits de l'homme,

Rappelant la résolution 32/127 de l'Assemblée générale du 16 décembre 1977, et les résolutions ultérieures de l'Assemblée sur les arrangements régionaux pour la promotion et la protection des droits de l'homme, la dernière étant la résolution 63/170 du 18 décembre 2008,

Rappelant aussi la résolution 1993/51 de la Commission des droits de l'homme, en date du 9 mars 1993, et les résolutions ultérieures de la Commission sur la question, ainsi que les résolutions 6/20 du 28 septembre 2007 et 12/15 du 1er octobre 2009 du Conseil des droits de l'homme et 18/14 du 29 septembre 2011,

Ayant à l'esprit le paragraphe 5 h) de la résolution 60/251 de l'Assemblée générale du 15 mars 2006, dans laquelle l'Assemblée a décidé que le Conseil des droits de l'homme œuvrerait en étroite coopération avec les organisations régionales,

Ayant aussi à l'esprit la Déclaration et le Programme d'action de Vienne, adoptés le 25 juin 1993 par la Conférence mondiale sur les droits de l'homme, dans lesquels est notamment réaffirmée la nécessité d'envisager de mettre en place des arrangements régionaux et sous-régionaux pour la promotion et la protection des droits de l'homme là où il n'en existe pas encore,

Réaffirmant que les arrangements régionaux jouent un rôle important dans la promotion et la protection des droits de l'homme et devraient renforcer les normes universelles en matière de droits de l'homme, telles qu'elles sont énoncées dans les instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme,

1. *Salue* les progrès accomplis par les gouvernements dans la mise en place d'arrangements régionaux et sous-régionaux pour la promotion et la protection des droits de l'homme, ainsi que des résultats obtenus à cet égard dans toutes les régions du monde ;

2. *Accueille avec satisfaction* le rapport de la Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme sur l'atelier consacré aux arrangements régionaux pour la promotion et la protection des droits de l'homme[47] tenu du 12 au 14 décembre 2012 à Genève, y compris ses conclusions et recommandations ;

3. *Se félicite* de la tenue de la première réunion à Genève le 14 décembre 2012, des points de contact pour la coopération entre mécanismes des droits de l'homme des Nations Unies et mécanismes des droits de l'homme régionaux et prend note avec satisfaction de ses résultats ;

4. *Prend note avec satisfaction* de l'adoption à Addis-Abeba, le 18 janvier 2012, de la feuille de route pour la coopération entre les procédures spéciales du Conseil des droits

[47] A/HRC/23/18.

de l'homme et les mécanismes spéciaux de la Commission africaine des droits de l'homme et des peuples ;

5. *Prend aussi note avec satisfaction* de la tenue à Addis-Abeba, en juin 2012, d'un dialogue entre les présidents des organes conventionnels relatifs aux droits de l'homme des Nations Unies et des mécanismes africains pour les droits de l'homme, et les encourage à poursuivre et à développer leur coopération ;

6. *Prend également note avec satisfaction* du rôle fondamental joué par le Haut-Commissariat aux droits de l'homme dans le développement de la coopération entre mécanismes internationaux et régionaux des droits de l'homme ;

7. *Prie* le Secrétaire général et la Haut-Commissaire de fournir les ressources nécessaires pour permettre au Haut-Commissariat d'appuyer comme il convient les activités susmentionnées, notamment d'assurer la poursuite du fonctionnement du point de contact du Haut-Commissariat pour la coopération avec les mécanismes régionaux ;

8. *Prie* la Haut-Commissaire d'organiser, en 2014, un atelier sur les arrangements régionaux pour la promotion et la protection des droits de l'homme en vue de faire le point sur les faits nouveaux survenus depuis l'atelier qui s'est tenu en 2012, en prévoyant de tenir trois débats thématiques sur : a) la prise en compte systématique des droits économiques, sociaux et culturels ; b) les droits économiques, sociaux et culturels des personnes handicapées ; et c) les droits économiques, sociaux et culturels des femmes, en s'appuyant sur l'expérience concrète et pratique acquise dans le cadre des mécanismes régionaux, en vue d'échanger des informations sur les meilleures pratiques, sur les enseignements tirés et sur les nouvelles formes possibles de coopération, avec la participation d'experts concernés des mécanismes internationaux, régionaux, sous-régionaux et interrégionaux de défense des droits de l'homme, ainsi que d'États Membres, d'observateurs, d'institutions nationales des droits de l'homme et d'organisations non gouvernementales ;

9. *Prie aussi* la Haut-Commissaire de lui présenter, à sa vingt-huitième session, un rapport comportant un résumé des débats tenus pendant l'atelier susmentionné et des progrès accomplis dans la mise en œuvre de la présente résolution.

35e séance
27 septembre 2013

[Adoptée sans vote]

24/20
Droits de l'homme des personnes âgées

Le Conseil des droits de l'homme,

S'inspirant des buts et principes de la Charte des Nations Unies,

S'inspirant aussi de la Déclaration universelle des droits de l'homme, du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, du Pacte international relatif aux droits civils et politiques, de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, de la Convention relative aux droits des personnes handicapées et des autres instruments pertinents relatifs aux droits de l'homme,

Réaffirmant la Déclaration et le Programme d'action de Vienne,

Rappelant la résolution 65/182 du 21 décembre 2010 sur la suite donnée à la deuxième Assemblée mondiale sur le vieillissement, dans laquelle l'Assemblée générale a créé un Groupe de travail à composition non limitée pour mieux protéger les droits fondamentaux des personnes âgées en examinant le cadre international qui les régit, afin d'y déceler d'éventuelles lacunes et de trouver des moyens de les combler, notamment en envisageant, le cas échéant, la possibilité de mettre en œuvre d'autres instruments et d'autres mesures,

Rappelant aussi la résolution 21/23 du Conseil des droits de l'homme, en date du 28 septembre 2012, sur les droits de l'homme des personnes âgées,

Prenant note des travaux du Groupe de travail à composition non limitée sur le vieillissement, créé afin de mieux protéger les droits fondamentaux des personnes âgées,

Ayant à l'esprit la Déclaration politique et le Plan d'action international de Madrid sur le vieillissement de 2002, ainsi que toutes les autres résolutions pertinentes de l'Assemblée générale,

Prenant note avec satisfaction du rapport du Secrétaire général sur la suite donnée à la deuxième Assemblée mondiale sur le vieillissement [48], et du rapport de la Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme sur les droits de l'homme des personnes âgées[49],

Rappelant l'observation générale nº 6 du Comité des droits économiques, sociaux et culturels sur les droits économiques, sociaux et culturels des personnes âgées, ainsi que d'autres documents pertinents d'organes conventionnels,

Sachant que les personnes âgées représentent une part importante et croissante de la population, et qu'une attention accrue doit être accordée aux obstacles particuliers à l'exercice de leurs droits de l'homme,

Préoccupé par les formes multiples de discrimination auxquelles les personnes âgées peuvent être confrontées et par le taux élevé de pauvreté parmi ce groupe particulièrement vulnérable, surtout parmi les femmes, les personnes handicapées, les personnes d'ascendance africaine, les autochtones, les personnes appartenant à des minorités nationales ou ethniques, religieuses et linguistiques, les ruraux, les personnes vivant dans la rue, et les réfugiés, entre autres groupes,

Rappelant les résolutions 5/1 « Mise en place des institutions du Conseil » et 5/2 « Code de conduite pour les titulaires de mandat au titre des procédures spéciales du Conseil des droits de l'homme », du 18 juin 2007, et soulignant que le titulaire du mandat doit s'acquitter de ses fonctions conformément à ces résolutions et à leurs annexes,

1. *Reconnaît* que les personnes âgées rencontrent des obstacles à l'exercice de tous les droits de l'homme dans des domaines tels que la prévention et la protection contre la violence et la maltraitance, la protection sociale, l'alimentation et le logement, l'emploi, la capacité juridique, l'accès à la justice, les soins de santé, les soins palliatifs et de longue durée, et qu'une analyse approfondie des lacunes en matière de protection est indispensable et que des mesures doivent être prises pour y remédier ;

2. *Prend note* du rapport du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme sur les consultations sur la promotion et la protection des droits de l'homme des personnes âgées[50], qui contient un résumé des questions débattues au cours des consultations, parmi lesquelles la discrimination liée à l'âge, l'accès des personnes âgées à l'emploi, l'adéquation des services de santé et de la protection sociale, la protection contre la maltraitance et les actes de violence et de négligence, les soins de longue durée et la situation des prisonniers âgés ;

3. *Demande* à tous les États de promouvoir et de garantir la pleine réalisation, dans des conditions d'égalité, de tous les droits de l'homme et libertés fondamentales des personnes âgées, notamment de prendre des mesures pour combattre la discrimination fondée sur l'âge, la négligence, la maltraitance et la violence et de prendre en compte des questions qui touchent à l'intégration sociale et à la prestation de soins de santé satisfaisants, étant donné l'importance cruciale que l'interdépendance, la solidarité et la réciprocité entre les générations dans la famille revêtent pour le développement social ;

4. *Encourage* tous les États à conduire leurs politiques relatives au vieillissement en procédant à des consultations ouvertes et participatives avec les acteurs intéressés et les partenaires du développement social afin qu'il soit possible d'élaborer des politiques efficaces permettant à chaque pays d'avoir la maîtrise de sa politique et de rechercher le consensus ;

[48] A/67/188.
[49] E/2012/51.
[50] A/HRC/24/25.

5. *Décide* de nommer, pour une période de trois ans, un expert indépendant chargé de promouvoir l'exercice par les personnes âgées de tous les droits de l'homme, qui aura pour mandat :

a) D'analyser la mise en œuvre des instruments internationaux eu égard aux personnes âgées et de recenser les meilleures pratiques contenues dans les lois destinées à promouvoir et à protéger les droits des personnes âgées, ainsi que les lacunes dans l'application de ces lois ;

b) De prendre en compte le point de vue des parties prenantes, parmi lesquelles les États, les mécanismes régionaux des droits de l'homme pertinents, les institutions nationales des droits de l'homme, les organisations de la société civile et les établissements universitaires ;

c) De faire connaître les obstacles que les personnes âgées rencontrent dans l'exercice de tous leurs droits et de veiller à ce qu'elles soient informées de ces droits ;

d) De travailler en coopération avec les États afin d'encourager l'adoption et l'application de mesures propres à contribuer à la promotion et à la protection des droits des personnes âgées ;

e) D'intégrer la question du genre et du handicap dans ses travaux et d'accorder une attention particulière aux femmes, aux personnes handicapées, aux personnes d'ascendance africaine, aux autochtones, aux personnes appartenant à des minorités nationales ou ethniques, religieuses et linguistiques, aux ruraux, aux personnes qui vivent dans la rue, et aux réfugiés, entre autres groupes ;

f) D'analyser les incidences sur les droits de l'homme de la mise en œuvre du Plan d'action international de Madrid sur le vieillissement ;

g) De travailler en étroite concertation en évitant les doublons inutiles, avec le Groupe de travail à composition non limitée sur le vieillissement, avec d'autres titulaires de mandat au titre des procédures spéciales et organes subsidiaires du Conseil, les organismes compétents des Nations Unies et les organes conventionnels ;

6. *Prie* l'Expert indépendant de lui faire rapport chaque année et de lui présenter un premier rapport à sa vingt-septième session, et un rapport complet à sa trente-troisième session ;

7. *Prie* le Secrétaire général de veiller à ce que le rapport complet de l'Expert indépendant soit porté à l'attention du Groupe de travail à composition non limitée sur le vieillissement, conformément aux paragraphes 1 et 3 de la résolution 67/139 de l'Assemblée générale du 20 décembre 2012 ;

8. *Engage* tous les gouvernements à coopérer avec l'Expert indépendant et les invite à lui fournir toutes les informations nécessaires à l'exercice de son mandat ;

9. *Décide* de poursuivre l'examen de la question des droits de l'homme des personnes âgées à sa vingt-septième session.

35e séance
27 septembre 2013

[Adoptée sans vote]

24/21
Champ d'action de la société civile : créer et maintenir, en droit et dans la pratique, un environnement sûr et favorable

Le Conseil des droits de l'homme,

S'inspirant de la Déclaration universelle des droits de l'homme, de la Déclaration et du Programme d'action de Vienne, du Pacte international relatif aux droits civils et politiques et de tous les autres instruments pertinents,

Rappelant la Déclaration sur le droit et la responsabilité des individus, groupes et organes de la société de promouvoir et protéger les droits de l'homme et les libertés fondamentales universellement reconnus,

Rappelant également toutes ses résolutions concernant le champ d'action de la société civile, notamment les résolutions 12/2 du 1er octobre 2009, sur la coopération avec l'Organisation des Nations Unies, ses représentants et ses mécanismes dans le domaine des droits de l'homme, 12/16 du 2 octobre 2009 sur la liberté d'opinion et d'expression, 21/16 du 27 septembre 2012 sur le droit de réunion pacifique et la liberté d'association, 22/6 du 21 mars 2013 sur la protection des défenseurs des droits de l'homme et 22/10 du 21 mars 2013 sur la promotion et la protection des droits de l'homme dans le contexte des manifestations pacifiques,

Constatant le rôle important que joue la société civile aux niveaux local, national, régional et international, et reconnaissant qu'elle facilite la réalisation des buts et principes des Nations Unies,

Réaffirmant qu'une importance particulière devrait être accordée aux mesures visant à contribuer au renforcement d'une société civile pluraliste, notamment par le renforcement de l'état de droit, du développement social et économique, de la promotion de la liberté d'expression, du droit de réunion pacifique et de la liberté d'association ainsi que de l'administration de la justice, et à la participation réelle et effective des populations dans les processus de prise de décisions,

Reconnaissant l'importance fondamentale de la participation active de la société civile, à tous les niveaux, aux processus de gouvernance et à la promotion de la bonne gouvernance, notamment par la transparence et la reddition de comptes, à tous les niveaux, qui est indispensable à la construction de sociétés pacifiques, prospères et démocratiques,

Conscient du fait que les dispositions juridiques et administratives nationales et leur application devraient favoriser, promouvoir et protéger une société civile indépendante, diversifiée et pluraliste et, à cet égard, rejetant fermement tout acte d'intimidation ou de représailles contre la société civile,

Soulignant que le cadre juridique dans lequel opère la société civile est celui d'une législation nationale conforme à la Charte des Nations Unies et au droit international des droits de l'homme,

Profondément préoccupé par le fait que, dans certains cas, des dispositions législatives et administratives nationales, telles que des lois sur la sécurité nationale et la lutte contre le terrorisme, et d'autres mesures, telles que des dispositions relatives au financement de la société civile, ont cherché à entraver les activités de la société civile ou à menacer sa sécurité d'une manière contraire au droit international, ou ont été utilisées abusivement à cette fin, et reconnaissant qu'il faut d'urgence prévenir et faire cesser le recours à ces dispositions et examiner et, si nécessaire, modifier toutes les dispositions en question afin d'assurer le respect du droit international des droits de l'homme et, s'il y a lieu, du droit international humanitaire,

1. *Rappelle* aux États qu'ils ont l'obligation de respecter et de protéger pleinement les droits civils, politiques, économiques, sociaux et culturels de tous les individus, entre autres le droit à la liberté d'expression et de réunion et le droit de se réunir pacifiquement et de s'associer librement, à la fois en ligne et hors ligne, y compris s'agissant des personnes qui professent des opinions ou des croyances minoritaires ou dissidentes, et que le respect de tous ces droits, en ce qui concerne la société civile, contribue à traiter et à régler des problèmes et questions qui sont importants pour la société, tels que la résolution des crises économiques et financières, la réaction aux crises humanitaires, y compris les conflits armés, la promotion de l'état de droit et de la reddition de comptes, la réalisation des objectifs de la justice de transition, la protection de l'environnement, la réalisation du droit au développement, l'autonomisation des personnes appartenant à des minorités et des groupes vulnérables, la lutte contre le racisme et la discrimination raciale, l'appui à la prévention de la criminalité, l'encouragement de la responsabilité sociale des entreprises et de leur responsabilisation, la lutte contre la traite des êtres humains, l'autonomisation des

femmes et des jeunes, l'avancement de la justice sociale et la protection des consommateurs, et la réalisation de tous les droits de l'homme ;

2. *Prie instamment* les États de créer et de maintenir, en droit et dans la pratique, un environnement sûr et favorable dans lequel la société civile puisse opérer sans entrave et en toute sécurité ;

3. *Prie aussi instamment* les États de reconnaître publiquement le rôle important et légitime joué par la société civile dans la promotion des droits de l'homme, de la démocratie et de l'état de droit, et de collaborer avec la société civile pour lui permettre de participer au débat public sur les décisions qui contribueraient à la promotion et à la protection des droits de l'homme et de l'état de droit et sur toute autre décision pertinente ;

4. *Prie instamment* tous les acteurs non étatiques de respecter tous les droits de l'homme et de ne pas compromettre la capacité de la société civile d'opérer sans entrave et en toute sécurité ;

5. *Souligne* le rôle essentiel joué par la société civile dans les organisations sous-régionales, régionales et internationales, notamment en ce qui concerne l'appui aux activités de ces organisations et le partage de données d'expérience et de compétences par la participation à des réunions, conformément aux règles et modalités applicables, et, à ce sujet, réaffirme le droit qu'a chacun, individuellement ou en association avec d'autres, d'accéder sans entrave aux organes sous-régionaux, régionaux et internationaux, en particulier à l'Organisation des Nations Unies, ses représentants et ses mécanismes, et de communiquer avec eux ;

6. *Encourage* les mécanismes de protection des droits de l'homme, notamment les titulaires de mandat au titre des procédures spéciales, s'il y a lieu, dans le cadre de leurs mandats actuels, à continuer d'examiner les aspects pertinents du champ d'action de la société civile ;

7. *Accueille avec satisfaction* les travaux menés par le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme pour promouvoir et protéger le champ d'action de la société civile, et l'invite à poursuivre ses efforts à cet égard ;

8. *Décide* d'organiser, à sa vingt-cinquième session, une réunion-débat sur l'importance de la promotion et de la protection du champ d'action de la société civile, qui contribuera, entre autres, à recenser les problèmes auxquels doivent faire face les États dans leurs efforts visant à garantir un champ d'action à la société civile ainsi que les enseignements tirés et les bonnes pratiques à cet égard, et invite le Haut-Commissariat à assurer la liaison avec les États, les organes et institutions compétents des Nations Unies, les titulaires de mandat au titre des procédures spéciales concernés, la société civile et d'autres parties prenantes en vue d'assurer leur participation à cette réunion-débat ;

9. *Prie* le Haut-Commissariat d'établir un rapport de synthèse de cette réunion-débat qui sera présenté au Conseil des droits de l'homme à sa vingt-septième session.

35e séance
27 septembre 2013

[Adoptée sans vote]

24/22
La grave détérioration continue de la situation des droits de l'homme et de la situation humanitaire en République arabe syrienne

Le Conseil des droits de l'homme,

Guidé par la Charte des Nations Unies,

Réaffirmant toutes ses résolutions antérieures concernant la République arabe syrienne,

Réaffirmant également son attachement inébranlable à la souveraineté, à l'indépendance, à l'unité et à l'intégrité territoriale de la République arabe syrienne,

Condamnant la grave détérioration de la situation des droits de l'homme et les attaques aveugles ou délibérées contre la population civile en tant que telle, en violation du droit international humanitaire,

Condamnant également le manque de coopération du Gouvernement de la République arabe syrienne avec la commission d'enquête internationale indépendante,

Se félicitant des efforts du Représentant spécial conjoint de l'Organisation des Nations Unies et de la Ligue des États arabes pour la Syrie et exprimant son plein appui aux efforts pour parvenir à une solution politique négociée à la crise syrienne,

1. *Accueille avec intérêt* le rapport de la commission d'enquête sur la République arabe syrienne[51] ;

2. *Enjoint* aux autorités syriennes de coopérer pleinement avec la commission d'enquête, notamment en lui accordant un accès immédiat, entier et sans entrave à l'ensemble du territoire de la République arabe syrienne ;

3. *Condamne fermement* les violations persistantes, généralisées, systématiques et flagrantes des droits de l'homme et toutes les violations du droit international humanitaire commises par les autorités syriennes et les milices affiliées au Gouvernement, ainsi que toute atteinte aux droits de l'homme et toute violation du droit international humanitaire commises par les groupes armés d'opposition ;

4. *Souligne* la nécessité de faire en sorte que les responsables de ces atteintes et violations répondent de leurs actes, et invite les États à prendre des mesures pour soutenir et faciliter les efforts de responsabilisation actuels et futurs ;

5. *Condamne fermement* tous les massacres commis en République arabe syrienne, notamment le massacre perpétré dernièrement dans la région d'Al Ghouta, qui a causé de terribles pertes parmi la population civile ;

6. *Condamne aussi fermement* l'utilisation d'armes chimiques en République arabe syrienne, qui est interdite par le droit international, constitue un crime grave et a des effets dévastateurs sur la population civile ;

7. *Demande* à tous les groupes en République arabe syrienne de s'abstenir d'actes de représailles et de violence, notamment de violence sexuelle, et exhorte toutes les parties au conflit à prévenir les violations du droit international humanitaire ainsi que les abus et violations des droits de l'homme ;

8. *Déplore* la détérioration de la situation humanitaire et prie instamment la communauté internationale d'apporter d'urgence un soutien financier aux pays d'accueil pour leur permettre de répondre aux besoins humanitaires croissants des réfugiés syriens, tout en mettant l'accent sur le principe du partage des charges ;

9. *Enjoint* aux autorités syriennes de faciliter, et à toutes les autres parties au conflit de ne pas entraver, l'accès entier, immédiat et sûr du personnel des Nations Unies et des travailleurs humanitaires, et demande à tous les États Membres de verser les contributions nécessaires pour répondre intégralement aux appels de fonds de l'Organisation des Nations Unies ;

10. *Décide* de rester saisi de la question.

36e séance
27 septembre 2013

[Adoptée par 40 voix contre une, avec 6 abstentions, à l'issue d'un vote enregistré. Les voix se sont réparties comme suit :

Ont voté pour :

Allemagne, Angola, Argentine, Autriche, Bénin, Botswana, Brésil, Burkina Faso, Chili, Congo, Costa Rica, Côte d'Ivoire, Émirats arabes unis, Espagne, Estonie, États-Unis d'Amérique, Gabon, Guatemala, Indonésie, Irlande, Italie,

[51] A/HRC/24/46.

Japon, Koweït, Libye, Malaisie, Maldives, Mauritanie, Monténégro, Ouganda, Pakistan, Pérou, Pologne, Qatar, République de Corée, République de Moldova, République tchèque, Roumanie, Sierra Léone, Suisse, Thaïlande.

Ont voté contre :

Venezuela (République bolivarienne du).

Se sont abstenus :

Équateur, Éthiopie, Inde, Kazakhstan, Kenya, Philippines.]

24/23
Renforcement des mesures visant à prévenir et éliminer les mariages d'enfants, les mariages précoces et les mariages forcés : défis, réalisations, bonnes pratiques et problèmes de mise en œuvre

Le Conseil des droits de l'homme,

S'inspirant de la Déclaration universelle des droits de l'homme, du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels et du Pacte international relatif aux droits civils et politiques, ainsi que d'autres instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme, notamment la Convention relative aux droits de l'enfant, la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes et la Convention supplémentaire relative à l'abolition de l'esclavage, de la traite des esclaves et des institutions et pratiques analogues à l'esclavage,

Rappelant la Déclaration et le Programme d'action de Vienne, ainsi que le Programme d'action de la Conférence internationale sur la population et le développement, la Déclaration et le Programme d'action de Beijing et les documents finaux de leurs conférences d'examen,

Réaffirmant la volonté de mettre totalement et effectivement en œuvre toutes les résolutions pertinentes de l'Assemblée générale, du Conseil économique et social et de leurs organes subsidiaires, et d'assurer le suivi de ces résolutions,

Notant avec une vive préoccupation que la pratique des mariages d'enfants, des mariages précoces et des mariages forcés est répandue et présente dans toutes les régions du monde, et conscient que cette pratique constitue une violation des droits de l'homme ou une entrave ou atteinte à ces droits, qu'elle empêche les personnes de vivre à l'abri de toutes les formes de violence et qu'elle a des conséquences préjudiciables sur la jouissance de droits de l'homme comme le droit à l'éducation, le droit de jouir du meilleur état de santé possible, y compris la santé sexuelle et procréative,

Rappelant les obligations et les engagements contractés par les États concernant la prévention et l'élimination de la pratique des mariages d'enfants, des mariages précoces et des mariages forcés, qui touche de manière disproportionnée les femmes et les filles,

Vivement préoccupé par les incidences des inégalités entre les sexes et des normes et stéréotypes sexistes profondément ancrés et par les coutumes, perceptions et pratiques traditionnelles préjudiciables qui font obstacle à la pleine jouissance des droits de l'homme, en particulier par les femmes et les filles, et comptent parmi les causes principales des mariages d'enfants, des mariages précoces et des mariages forcés,

Vivement préoccupé par le fait que la pauvreté et l'absence d'instruction favorisent la pratique des mariages d'enfants, des mariages précoces et des mariages forcés,

Conscient que les mariages d'enfants, les mariages précoces et les mariages forcés continuent de nuire non seulement à la situation économique, juridique, sanitaire et sociale des femmes et des filles mais aussi au développement de la communauté dans son ensemble, et que l'investissement en faveur des femmes et des filles et leur autonomisation, ainsi que leur participation véritable aux décisions qui les concernent contribuent de manière déterminante à briser le cycle de l'inégalité entre les sexes et de la discrimination à l'égard des femmes, de la violence et de la pauvreté et sont essentiels pour le développement durable et la croissance économique,

Conscient également que, compte tenu de la nature complexe et délicate des mariages d'enfants, des mariages précoces et des mariages forcés, une action collective est nécessaire de la part des gouvernements, des législateurs, des autorités judiciaires, des agents de la force publique, des chefs traditionnels ou religieux, de la société civile, des médias, du secteur privé et des autres parties prenantes pour combattre les causes profondes de cette pratique qui existe dans différents contextes économiques, sociaux et culturels,

Conscient en outre que la persistance des mariages d'enfants, des mariages précoces et des mariages forcés contribue à entraver la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement, la croissance économique durable et inclusive et la cohésion sociale et que, par conséquent, l'élimination des mariages d'enfants, des mariages précoces et des mariages forcés devrait être examinée dans le cadre des discussions relatives à l'action en faveur du développement après 2015,

1. *Décide* de convoquer, à sa vingt-sixième session, une réunion-débat sur la prévention et l'élimination des mariages d'enfants, des mariages précoces et des mariages forcés, mettant l'accent en particulier sur les défis, les réalisations, les bonnes pratiques et les problèmes de mise en œuvre, prie le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme de se tenir en rapport avec les États, les organismes, institutions, fonds et programmes des Nations Unies concernés, les titulaires de mandat au titre des procédures spéciales concernés, la société civile, y compris les organisations d'enfants et de jeunes pertinentes et les institutions nationales des droits de l'homme, afin d'assurer leur participation, et le prie également d'élaborer un compte rendu de la réunion-débat ;

2. *Prie* le Haut-Commissariat d'élaborer, en consultation avec les États, les organismes, institutions, fonds et programmes des Nations Unies, la société civile et les autres parties prenantes, un rapport sur la prévention et l'élimination des mariages d'enfants, des mariages précoces et des mariages forcés, mettant l'accent en particulier sur les défis, les réalisations, les bonnes pratiques et les problèmes de mise en œuvre, qu'il soumettra au Conseil des droits de l'homme avant sa vingt-sixième session et qui guidera les discussions de la réunion-débat.

37e séance
27 septembre 2013

[Adoptée sans vote]

24/24
Coopération avec l'Organisation des Nations Unies, ses représentants et ses mécanismes dans le domaine des droits de l'homme

Le Conseil des droits de l'homme,

Guidé par les buts et principes de la Charte des Nations Unies,

Rappelant la résolution 65/281 de l'Assemblée générale en date du 17 juin 2011, par laquelle l'Assemblée a adopté le texte intitulé « Résultat de l'examen des activités et du fonctionnement du Conseil des droits de l'homme », et en particulier le paragraphe 30 du document final susmentionné, dans lequel le Conseil des droits de l'homme condamne catégoriquement tout acte d'intimidation ou de représailles dirigé contre les personnes ou les groupes qui coopèrent ou ont coopéré avec l'Organisation des Nations Unies, ses représentants et ses mécanismes dans le domaine des droits de l'homme, et exhorte les États à empêcher que de tels actes soient commis et à assurer la protection voulue à ceux qui risquent d'en être la cible,

Rappelant aussi les résolutions 12/2 en date du 1er octobre 2009 et 22/6 en date du 21 mars 2013 du Conseil des droits de l'homme, et sa décision 18/118 en date du 29 septembre 2011,

Prenant note avec satisfaction des rapports du Secrétaire général sur cette question,

Se réjouissant de la tenue, le 13 septembre 2012, de la réunion-débat sur la question des actes d'intimidation ou de représailles dirigés contre les personnes ou les groupes qui coopèrent ou ont coopéré avec l'Organisation des Nations Unies, ses représentants et ses

mécanismes dans le domaine des droits de l'homme, et prenant note avec satisfaction du résumé qui en a été fait[52],

Saluant en outre les différents rôles joués par le Secrétaire général, la Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme et le Président du Conseil des droits de l'homme dans leurs réponses, notamment sous la forme de déclarations publiques, aux actes d'intimidation ou aux représailles dirigés contre les personnes ou les groupes qui coopèrent ou ont coopéré avec l'Organisation des Nations Unies, ses représentants et ses mécanismes dans le domaine des droits de l'homme,

Se félicitant en outre du travail accompli dans le cadre des procédures spéciales et de l'attention accrue accordée par les organes conventionnels à la prévention des actes d'intimidation et des représailles et à l'attitude à adopter face à ceux-ci,

Se déclarant préoccupé par la persistance des cas signalés d'intimidation et de représailles contre des particuliers et des groupes qui cherchent à coopérer ou ont coopéré avec l'Organisation des Nations Unies, ses représentants et ses mécanismes dans le domaine des droits de l'homme, et par la gravité des cas signalés de représailles et par le fait que les victimes souffrent de violations de leurs droits fondamentaux, y compris les droits à la vie, à la liberté et à la sécurité de leur personne, ainsi que le droit de ne pas être soumis à la torture ni à d'autres traitements cruels, inhumains ou dégradants,

Considérant que les actes d'intimidation ou les représailles perpétrés ou tolérés par l'État ont pour effet de saper les droits de l'homme et souvent de les violer, et insistant sur le fait que les États doivent enquêter sur tout acte d'intimidation ou de représailles qui lui est rapporté, veiller à ce que les auteurs aient à en rendre compte et à ce que des recours utiles soient offerts aux victimes, et s'assurer que des mesures soient prises pour empêcher que de tels actes ne se reproduisent à l'avenir,

Rappelant les principes régissant le statut des institutions nationales de promotion et de protection des droits de l'homme (les « Principes de Paris »), et soulignant le rôle que peuvent jouer les institutions nationales pour la promotion et la protection des droits de l'homme aux fins d'empêcher les actes de représailles et d'agir pour les combattre, dans le cadre de l'appui à la coopération entre les gouvernements et l'Organisation des Nations Unies ciblant la promotion et la protection des droits de l'homme, notamment en contribuant, selon qu'il convient, au travail de suivi des recommandations formulées par les mécanismes internationaux de défense des droits de l'homme,

1. *Réaffirme* le droit de chacun, individuellement ou en association avec d'autres, à accéder sans entrave aux organes internationaux, en particulier à l'Organisation des Nations Unies, à ses représentants et à ses mécanismes dans le domaine des droits de l'homme, y compris au Conseil des droits de l'homme, aux titulaires de mandat au titre de ses procédures spéciales, au mécanisme d'examen périodique universel et aux organes conventionnels, ainsi qu'aux mécanismes régionaux de défense des droits de l'homme, en ayant à l'esprit qu'il est véritablement indispensable de cultiver les contacts et la coopération sans entrave et en toute liberté avec les personnes et la société civile pour permettre à l'Organisation des Nations Unies et à ses mécanismes de s'acquitter de leur mandat ;

2. *Adresse un appel ferme* à tous les États pour qu'ils révisent toute législation, politique ou pratique de nature à empêcher un accès sans entrave aux institutions internationales et la communication avec ces dernières, comme le prévoit le premier paragraphe ci-dessus, et évitent d'adopter aucune législation nouvelle de ce type ;

3. *Demande instamment* à tous les États d'empêcher et de s'abstenir de commettre tout acte d'intimidation ou de représailles contre ceux qui :

a) Cherchent à coopérer ou ont coopéré avec l'Organisation des Nations Unies, ses représentants et ses mécanismes dans le domaine des droits de l'homme, ou leur ont apporté des témoignages ou des renseignements ;

b) Recourent ou ont recouru aux procédures mises en place sous les auspices de l'Organisation des Nations Unies pour assurer la protection des droits de l'homme et des

[52] A/HRC/22/34.

libertés fondamentales, et tous ceux qui leur ont fourni une assistance juridique ou autre à cette fin ;

c) Soumettent ou ont soumis des communications en vertu de procédures établies conformément à des instruments relatifs aux droits de l'homme, et tous ceux qui leur ont fourni une assistance juridique ou autre à cette fin ;

d) Sont des proches de victimes de violations des droits de l'homme ou de ceux qui ont fourni une assistance juridique ou autre aux victimes ;

4. *Prie instamment* les États de prendre toutes les mesures qui conviennent pour prévenir les actes d'intimidation ou les représailles, notamment, lorsqu'il y a lieu, en adoptant et en faisant appliquer une législation et une politique spécifiques, et en adressant des directives appropriées aux autorités nationales de façon à protéger efficacement contre tout acte d'intimidation ou de représailles ceux qui tentent de coopérer, coopèrent ou ont coopéré avec l'Organisation des Nations Unies, ses représentants et ses mécanismes dans le domaine des droits de l'homme ;

5. *Prie en outre instamment* les États de faire en sorte que les auteurs d'actes d'intimidation ou de représailles à l'encontre de ceux qui tentent de coopérer, coopèrent ou ont coopéré avec l'Organisation des Nations Unies, ses représentants et ses mécanismes dans le domaine des droits de l'homme aient à en rendre compte, en veillant à enquêter rapidement, en profondeur et de manière impartiale sur tout acte de cette nature qui leur serait rapporté, à amener les auteurs devant la justice, à offrir un recours efficace aux victimes en accord avec leurs obligations et leurs engagements internationaux au regard des droits de l'homme, et à empêcher la répétition de tels actes ;

6. *Encourage* les États à fournir des informations au Conseil des droits de l'homme, selon qu'il convient, concernant toute mesure prise pour prévenir les actes d'intimidation ou les représailles dirigés contre ceux qui tentent de coopérer, coopèrent ou ont coopéré avec l'Organisation des Nations Unies, ses représentants et ses mécanismes dans le domaine des droits de l'homme, et pour agir contre de tels actes, s'agissant notamment des cas évoqués dans les rapports du Secrétaire général ;

7. *Demande* au Secrétaire général, en coopération avec la Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, de désigner, au sein des structures existantes et pour l'ensemble du système, un point focal principal dont la mission sera de mobiliser toutes les parties prenantes, en particulier les États Membres, aux fins d'encourager la prévention des actes de représailles et d'intimidation auxquels expose la coopération avec l'Organisation des Nations Unies, ses représentants et ses mécanismes, et la protection contre de tels actes, d'agir contre ceux qui s'en rendent coupables et de favoriser l'adoption, face à de tels actes, d'une réponse uniforme, prompte et efficace, en sensibilisant à la question l'ensemble du système des Nations Unies grâce à la coopération et la coordination de toutes les parties prenantes, avec pour objectif général de soutenir et de promouvoir la coopération avec l'Organisation des Nations Unies dans le domaine des droits de l'homme, y compris avec la société civile ;

8. *Encourage* les États à prendre des mesures contre les actes d'intimidation et les représailles visant les personnes ou les groupes qui coopèrent ou ont coopéré avec l'Organisation des Nations Unies, ses représentants et ses mécanismes dans le domaine des droits de l'homme, en envisageant entre autres la création d'un centre de liaison national ;

9. *Invite* le Secrétaire général à incorporer, dans son prochain rapport annuel sur la coopération avec l'Organisation des Nations Unies, ses représentants et ses mécanismes dans le domaine des droits de l'homme, des informations concernant les activités déployées par le point focal principal des Nations Unies, les différentes mesures qui entravent la coopération avec les mécanismes de défense des droits de l'homme des Nations Unies, ainsi que les meilleures pratiques des institutions et organismes internationaux, régionaux et nationaux de défense des droits de l'homme ayant à traiter de cas d'intimidation ou de représailles à l'encontre de personnes qui coopèrent avec eux ;

10. *Encourage* l'ensemble des parties prenantes, y compris les organisations internationales et régionales, les États Membres, les institutions nationales de défense des

droits de l'homme, la société civile et les milieux universitaires, à contribuer à l'examen futur de cette question par le Conseil des droits de l'homme ;

11. *Demande* à l'ensemble des représentants et des mécanismes des Nations Unies de continuer à incorporer dans leurs rapports respectifs au Conseil des droits de l'homme ou à l'Assemblée générale une référence aux allégations crédibles d'intimidation ou de représailles à l'encontre de ceux qui tentent de coopérer, coopèrent ou ont coopéré avec l'Organisation des Nations Unies, ses représentants et ses mécanismes dans le domaine des droits de l'homme, ainsi qu'un compte rendu des mesures prises à cet égard.

37e séance
27 septembre 2013

[Adoptée par 31 voix contre une, avec 15 abstentions, à l'issue d'un vote enregistré. Les voix se sont réparties comme suit :

Ont voté pour :

Allemagne, Argentine, Autriche, Bénin, Botswana, Brésil, Burkina Faso, Chili, Congo, Costa Rica, Côte d'Ivoire, Équateur, Espagne, Estonie, États-Unis d'Amérique, Guatemala, Irlande, Italie, Japon, Libye, Maldives, Monténégro, Pérou, Pologne, République de Corée, République de Moldova, République tchèque, Roumanie, Sierra Leone, Suisse, Thaïlande.

A voté contre :

Gabon[53].

Se sont abstenus :

Angola, Émirats arabes unis, Éthiopie, Inde, Indonésie, Kazakhstan, Kenya, Koweït, Malaisie, Mauritanie, Ouganda, Pakistan, Philippines, Qatar, Venezuela (République bolivarienne du).]

24/25
Forum social

Le Conseil des droits de l'homme,

Rappelant toutes les résolutions et décisions antérieures relatives au Forum social adoptées par la Commission des droits de l'homme et la Sous-Commission de la promotion et de la protection des droits de l'homme, ainsi que par le Conseil économique et social,

Rappelant aussi les résolutions du Conseil des droits de l'homme 5/1 du 18 juin 2007, 6/13 du 28 septembre 2007, 10/4 du 25 mars 2009, 10/29 du 27 mars 2009, 13/17 du 25 mars 2010, 16/26 du 25 mars 2011 et 19/24 du 23 mars 2012,

Conscient que la réduction de la pauvreté et l'élimination de l'extrême pauvreté demeurent un impératif éthique et moral de l'humanité, fondé sur le respect de la dignité humaine,

Réaffirmant le caractère unique au sein du système des Nations Unies du Forum social, qui permet un dialogue et un échange entre les représentants des États Membres et la société civile, y compris les organisations locales et les organisations intergouvernementales, et soulignant que la réforme actuelle de l'Organisation des Nations Unies devrait tenir compte de la contribution du Forum social en tant qu'espace essentiel pour un dialogue ouvert et fructueux sur les questions liées à l'environnement national et international qui est nécessaire à la promotion et à l'exercice de tous les droits de l'homme par tous,

1. *Prend acte* du rapport du Président-Rapporteur du Forum social de 2012[54], qui s'est tenu du 1er au 3 octobre à Genève ;

[53] Le représentant du Gabon a déclaré ultérieurement que sa délégation avait eu l'intention de voter pour le projet de résolution.

[54] A/HRC/23/54.

2. *Prend acte également* des conclusions et recommandations du Forum social de 2012 et encourage les États, les organisations internationales, les organisations non gouvernementales, les organisations de la société civile, les syndicats et les autres acteurs intéressés à en tenir compte lorsqu'ils conçoivent et mettent en œuvre des programmes et stratégies ;

3. *Réaffirme* le rôle du Forum social en tant qu'espace unique de dialogue entre le système des droits de l'homme des Nations Unies et diverses parties prenantes, notamment la société civile et les organisations locales, et insiste sur la nécessité d'assurer une plus grande participation des organisations locales et des personnes vivant dans la pauvreté, surtout les femmes, en particulier des pays en développement, aux sessions du Forum ;

4. *Souligne* qu'il importe de mener une action coordonnée aux niveaux national, régional et international pour la promotion d'une cohésion sociale fondée sur les principes de la justice sociale, de l'équité et de la solidarité, et de se préoccuper de la dimension sociale et des défis inhérents à la mondialisation ainsi que des conséquences néfastes des crises économique et financière actuelles ;

5. *Insiste* sur la nécessité d'une participation et d'une contribution accrues et soutenues de la société civile et de tous les acteurs concernés cités dans la présente résolution à la promotion et à la réalisation effective du droit au développement ;

6. *Décide* que le Forum social se réunira pendant trois jours ouvrables en 2014, à Genève, à des dates permettant la participation de représentants des États Membres de l'Organisation des Nations Unies et d'un éventail aussi large que possible d'autres parties prenantes, en particulier des pays en développement, et qu'il devrait, à cette occasion, centrer son attention sur la question des droits des personnes âgées, y compris sur les meilleures pratiques en la matière ;

7. *Prie* le Président du Conseil des droits de l'homme de désigner dès que possible, parmi des candidats nommés par les groupes régionaux, le Président-Rapporteur du Forum social de 2014, en tenant compte du principe du roulement régional ;

8. *Prie* la Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme de mettre à disposition les rapports et documents de l'Organisation des Nations Unies sur les droits de l'homme des personnes âgées les plus récents et les plus pertinents en tant que documents de base pour les dialogues et débats qui se dérouleront pendant le Forum social de 2014 ;

9. *Prie* la Haut-Commissaire de faciliter la participation au Forum social de 2014 de 10 experts au plus, notamment des représentants de la société civile et d'organisations locales de pays en développement, qui contribueront aux dialogues et aux débats et aideront le Président-Rapporteur en tant que spécialistes des questions traitées ;

10. *Décide* que le Forum social restera ouvert à la participation de représentants des États Membres de l'ONU et de toutes les autres parties prenantes intéressées, telles que les organisations intergouvernementales, différents éléments du système des Nations Unies, plus particulièrement les titulaires de mandat au titre des procédures thématiques et les mécanismes de défense des droits de l'homme, les commissions économiques régionales, les institutions spécialisées et les organismes des Nations Unies, ainsi que les représentants désignés par les institutions nationales des droits de l'homme et les organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif auprès du Conseil économique et social, et qu'il sera également ouvert à d'autres organisations non gouvernementales dont les buts et objectifs sont conformes à l'esprit, aux buts et aux principes de la Charte des Nations Unies, notamment les nouveaux acteurs tels que les petits groupes et les associations rurales et urbaines du Nord et du Sud, les groupes d'action contre la pauvreté, les organisations de paysans et d'agriculteurs et leurs fédérations nationales et internationales, les organisations bénévoles, les organisations et militants écologistes, les associations de jeunes, les organisations communautaires, les syndicats et les associations de travailleurs, ainsi que des représentants du secteur privé, sur la base d'arrangements tels que la résolution 1996/31 du Conseil économique et social en date du 25 juillet 1996 et des pratiques de la Commission des droits de l'homme, selon une procédure d'accréditation ouverte et transparente, conformément au Règlement intérieur du Conseil des droits de l'homme, tout en assurant la contribution la plus efficace de ces entités ;

11. *Prie* le Haut-Commissariat de rechercher des moyens efficaces d'assurer la consultation et la participation la plus large possible au Forum social de représentants de chaque région, en particulier de pays en développement, notamment en instaurant des partenariats avec des organisations non gouvernementales, le secteur privé et les organisations internationales ;

12. *Prie* le Secrétaire général d'adopter des mesures appropriées pour diffuser des informations sur le Forum social, d'inviter au Forum social les personnes et organisations intéressées et de prendre toutes les mesures concrètes nécessaires au succès de cette initiative ;

13. *Invite* le Forum social de 2014 à lui soumettre, à sa vingt-sixième session, un rapport comportant ses conclusions et recommandations ;

14. *Prie* le Secrétaire général de fournir au Forum social tous les services et facilités nécessaires à la conduite de ses activités, et prie la Haut-Commissaire d'apporter tout l'appui voulu pour faciliter l'organisation et le déroulement du Forum ;

15. *Décide* de poursuivre l'examen de cette question à sa vingt-sixième session, au titre du même point de l'ordre du jour.

37e séance
27 septembre 2013

[Adoptée sans vote]

24/26
De la rhétorique à la réalité : appel mondial pour une action concrète contre le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée

Le Conseil des droits de l'homme,

Rappelant la résolution 56/266 de l'Assemblée générale, en date du 27 mars 2002, dans laquelle l'Assemblée a fait siens la Déclaration et le Programme d'action de Durban,

Rappelant aussi la résolution 57/195 de l'Assemblée générale, en date du 18 décembre 2002, dans laquelle l'Assemblée a confié aux institutions compétentes des Nations Unies des responsabilités en vue d'assurer concrètement la mise en œuvre de la Déclaration et du Programme d'action de Durban à l'échelon international,

Rappelant en outre toutes les résolutions antérieures adoptées par la Commission des droits de l'homme et le Conseil des droits de l'homme sur le suivi intégral de la Conférence mondiale de 2001 contre le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée, et la mise en œuvre effective de la Déclaration et du Programme d'action de Durban, dont la plus récente est la résolution 22/30 du Conseil, en date du 22 mars 2013, dans laquelle le Conseil a souligné que la Déclaration et le Programme d'action de Durban, adoptés à la Conférence mondiale, restent une base solide et le seul résultat tangible de la Conférence mondiale pour combattre le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée à tous les niveaux,

Rappelant la déclaration politique adoptée le 22 septembre 2011[55] à l'issue de la réunion de haut niveau de l'Assemblée générale tenue à l'occasion du dixième anniversaire de l'adoption de la Déclaration et du Programme d'action de Durban, dans laquelle les États Membres ont réaffirmé leur engagement politique à mettre en œuvre pleinement et effectivement, aux niveaux national, régional et international, la Déclaration et le Programme d'action de Durban et le document final de la Conférence d'examen de Durban de 2009, ainsi que leurs processus de suivi,

Ayant à l'esprit la résolution 66/144 de l'Assemblée générale, en date du 19 décembre 2011, dans laquelle l'Assemblée a encouragé le Groupe de travail d'experts sur les personnes d'ascendance africaine à définir un programme d'action, y compris un thème, qui serait adopté par le Conseil des droits de l'homme, de sorte qu'en 2013 soit proclamée la Décennie des

[55] Résolution 66/3 de l'Assemblée générale.

personnes d'ascendance africaine et, à cet égard, rappelant la résolution 67/155 de l'Assemblée générale, en date du 20 décembre 2012,

Mettant en lumière l'occasion qui se présente de mettre en place des synergies importantes dans la lutte contre tous les fléaux liés au racisme, avec la proclamation de la Décennie internationale des personnes d'ascendance africaine, et dans l'accélération de l'application universelle de la Déclaration et du Programme d'action de Durban,

Soulignant qu'il importe de déployer des efforts cohérents à l'échelle mondiale pour informer le public sur la contribution de la Déclaration et du Programme d'action de Durban à la lutte contre le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée,

Soulignant aussi le rôle important qu'ont joué les éminents experts indépendants dans le suivi de la mise en œuvre des dispositions de la Déclaration et du Programme d'action de Durban,

Conscient que la pauvreté, le sous-développement, la marginalisation, l'exclusion sociale et les disparités économiques sont étroitement liés au racisme, à la discrimination raciale, à la xénophobie et à l'intolérance qui y est associée, et qu'ils contribuent à entretenir les mentalités et les pratiques racistes qui, à leur tour, aggravent la pauvreté,

Constatant avec préoccupation que la crise économique et financière actuelle et ses répercussions sur la pauvreté et le chômage ont probablement favorisé la montée des partis politiques, mouvements et groupes extrémistes, et exacerbé les problèmes identitaires, et qu'en période de crise économique comme celle qui sévit actuellement, les étrangers, les personnes appartenant à des minorités nationales ou ethniques, religieuses ou linguistiques, les migrants, les réfugiés et les demandeurs d'asile restent les principaux boucs émissaires des partis extrémistes aux programmes xénophobes et racistes, qui incitent parfois à la haine et à la violence raciales,

Déplorant l'utilisation abusive de la presse écrite, des médias audiovisuels électroniques, y compris l'Internet, et de tout autre moyen constituant une incitation à la violence, à la discrimination ou à la haine nationale, raciale ou religieuse, qui a visé et gravement touché des communautés raciales et religieuses et des personnes appartenant à des minorités nationales ou ethniques, religieuses ou linguistiques, de la part de diverses sources,

Conscient qu'Internet et les médias sociaux peuvent aussi être un bon moyen de prévenir la propagation d'idéologies racistes par les partis politiques, groupes et mouvements extrémistes, et de faciliter la création d'un forum international et équitable, compte tenu des disparités qui existent dans l'accès à ces outils et leur utilisation,

1. *Prend note avec satisfaction* des travaux du Groupe de travail intergouvernemental sur l'application effective de la Déclaration et du Programme d'action de Durban, et prend note du rapport que le Groupe de travail a établi et des recommandations qu'il y a formulées[56] ;

2. *Décide* que le Groupe de travail intergouvernemental tiendra sa douzième session du 6 au 17 octobre 2014 ;

3. *Prend acte avec satisfaction* des travaux du Groupe de travail d'experts sur les personnes d'ascendance africaine, dont il reconnaît l'importance et la portée, pour l'examen de la situation actuelle des personnes d'ascendance africaine, en particulier l'accent qui sera mis sur les thèmes de la reconnaissance par l'éducation, des droits culturels et de la collecte de données à la douzième session, et, à cet égard, prend note du rapport du Groupe de travail d'experts et des recommandations qu'il y a formulées[57] ;

4. *Accueille avec satisfaction* la publication en un même ouvrage de la Déclaration et du Programme d'action de Durban, du document final de la Conférence d'examen de Durban et de la déclaration politique contenue dans la résolution 66/3 de l'Assemblée générale, en date du 22 septembre 2011, adoptée à l'issue de la réunion de haut

[56] A/HRC/23/19.
[57] A/HRC/24/52.

niveau que l'Assemblée a tenue à l'occasion du dixième anniversaire de l'adoption de la Déclaration et du Programme d'action de Durban, et demande que ce recueil soit imprimé et diffusé largement auprès du public, y compris les organisations non gouvernementales, par le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme et le Département de l'information ;

5. *Accueille aussi avec satisfaction* le lancement par le Haut-Commissariat aux droits de l'homme d'une base de données contenant des renseignements sur les moyens concrets de lutter contre le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée, conformément à l'alinéa *d*) du paragraphe 191 de la Déclaration et du Programme d'action de Durban, et demande aux États d'alimenter la base de données avec des informations pertinentes ;

6. *Souligne* que l'Assemblée générale doit proclamer la Décennie internationale des personnes d'ascendance africaine et que, dans ce contexte, elle doit adopter le projet de programme d'action pour la Décennie internationale des personnes d'ascendance africaine établi par le Groupe de travail d'experts sur les personnes d'ascendance africaine comme il a été invité à le faire par l'Assemblée générale dans sa résolution 66/144 ;

7. *Souligne* qu'il est impératif de mobiliser la volonté politique voulue pour s'attaquer de manière systématique, par tous les moyens disponibles, aux différentes formes et manifestations du racisme, de la discrimination raciale, de la xénophobie et de l'intolérance qui y est associée, et pour assurer aux victimes les recours voulus ;

8. *Rappelle* la nomination, le 16 juin 2003, par le Secrétaire général, en application de la résolution 56/266 de l'Assemblée générale, de cinq éminents experts indépendants qui avaient pour tâche d'assurer le suivi de la mise en œuvre des dispositions de la Déclaration et du Programme d'action de Durban, et de formuler des recommandations appropriées à cet effet ;

9. *Prie* le Secrétaire général de rappeler aux éminents experts indépendants, avant la fin de la soixante-huitième session de l'Assemblée générale, la tâche qui leur a été confiée et, à cet égard, de recommander d'autres initiatives et mesures ;

10. *Demande*, compte tenu de ce qui précède, aux éminents experts indépendants de convoquer une réunion extraordinaire avant le 31 décembre 2013 pour procéder à une évaluation des activités menées et des recommandations formulées afin de présenter un rapport actualisé à ce sujet à la Haut-Commissaire aux droits de l'homme, au Secrétaire général et au Conseil des droits de l'homme à sa vingt-cinquième session ;

11. *Souligne* combien il importe que le Comité spécial sur l'élaboration de normes complémentaires élabore des normes complémentaires à la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale, conformément au paragraphe 199 de la Déclaration et du Programme d'action de Durban ;

12. *Invite* les États Membres, les organismes des Nations Unies et toutes les parties prenantes concernées, notamment les organisations non gouvernementales, à redoubler d'efforts pour mobiliser les soutiens en faveur de la Déclaration et du Programme d'action de Durban ;

13. *Souligne* l'importance que revêt la coopération internationale et régionale et encourage les États Membres à renforcer et approfondir cette coopération dans la mise en œuvre pleine et effective de la Déclaration et du Programme d'action de Durban ;

14. *Réaffirme* le rôle important que jouent les institutions nationales des droits de l'homme et les organes spécialisés dans la mise en œuvre pleine et effective de la Déclaration et du Programme d'action de Durban, et invite le Haut-Commissariat aux droits de l'homme à coopérer avec les institutions nationales des droits de l'homme et à recourir à leurs réseaux régionaux pour sensibiliser à la pertinence et à l'importance de la Déclaration et du Programme d'action de Durban et de leur mise en œuvre pleine et effective ;

15. *Invite* le Haut-Commissariat aux droits de l'homme à continuer de coopérer avec l'Union interparlementaire en vue de mobiliser les parlements et les parlementaires dans le rôle qu'ils ont à jouer dans la lutte contre le racisme, la discrimination, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée ;

16. *Prie* le Secrétaire général et le Haut-Commissariat aux droits de l'homme d'apporter l'appui financier nécessaire au bon fonctionnement des mécanismes de suivi de Durban et à l'accomplissement réussi de leurs mandats, en puisant pour cela dans le budget ordinaire de l'ONU ainsi que dans les ressources extrabudgétaires ;

17. *Décide* de demeurer saisi de cette importante question.

37e séance
27 septembre 2013

[Adoptée par 32 voix contre 2, avec 13 abstentions, à l'issue d'un vote enregistré. Les voix se sont réparties comme suit :

Ont voté pour :

Angola, Argentine, Bénin, Botswana, Brésil, Burkina Faso, Chili, Congo, Costa Rica, Côte d'Ivoire, Émirats arabes unis, Équateur, Éthiopie, Gabon, Guatemala, Inde, Indonésie, Kazakhstan, Kenya, Koweït, Libye, Malaisie, Maldives, Mauritanie, Ouganda, Pakistan, Pérou, Philippines, Qatar, Sierra Leone, Thaïlande, Venezuela (République bolivarienne du).

Ont voté contre :

États-Unis d'Amérique, République tchèque.

Se sont abstenus :

Allemagne, Autriche, Espagne, Estonie, Irlande, Italie, Japon, Monténégro, Pologne, République de Corée, République de Moldova, Roumanie, Suisse.]

24/27
Assistance technique et renforcement des capacités en matière de droits de l'homme en République démocratique du Congo

Le Conseil des droits de l'homme,

Rappelant la résolution 60/251 de l'Assemblée générale, en date du 15 mars 2006,

Rappelant également ses résolutions 5/1 du 18 juin 2007, 7/20 du 27 mars 2008 et S-8/1 du 1er décembre 2008,

Rappelant en outre ses résolutions 10/33 du 27 mars 2009, 13/22 du 26 mars 2010, 16/35 du 25 mars 2011 et 19/27 du 23 mars 2012, dans lesquelles il appelait la communauté internationale à appuyer les efforts faits au niveau national par la République démocratique du Congo et ses institutions en vue d'améliorer la situation des droits de l'homme et à répondre à ses demandes d'assistance technique,

Réaffirmant que tous les États ont l'obligation de promouvoir et de protéger les droits de l'homme et les libertés fondamentales consacrés dans la Charte des Nations Unies et la Déclaration universelle des droits de l'homme et de s'acquitter des obligations qui leur incombent au titre des Pactes internationaux relatifs aux droits de l'homme et des autres instruments pertinents auxquels ils sont parties,

Encourageant les efforts faits par le Gouvernement de la République démocratique du Congo pour mettre un terme à l'impunité pour des crimes de droit international, par le renforcement de son système de justice et la coopération judiciaire internationale,

Saluant la création en République démocratique du Congo, par le Président de la République, du Mécanisme national de suivi de l'Accord-cadre pour la paix, la sécurité et la coopération en République démocratique du Congo et dans la région, signé à Addis-Abeba, le 24 février 2013 (« Accord-cadre d'Addis-Abeba »), tout en encourageant tous les acteurs nationaux à travailler davantage pour la protection des civils et la promotion de la sécurité,

Prenant acte de la convocation, par ordonnance présidentielle no 13/078 du 26 juin 2013, des concertations nationales en République démocratique du Congo et de leur début effectif, tout en encourageant tous les acteurs impliqués dans ce processus à travailler de manière inclusive et constructive pour l'amélioration de l'espace de promotion des droits des citoyens et le développement intégral du pays,

Prenant note de la signature du communiqué conjoint du 30 mars 2013 entre le Gouvernement de la République démocratique du Congo et la Représentante spéciale du Secrétaire général chargée de la lutte contre les violences sexuelles dans les conflits armés, communiqué établissant des engagements réciproques et suivi d'un plan commun de travail pour faire face à la violence sexuelle,

Reconnaissant le rôle conjoint joué par le Haut-Commissariat aux droits de l'homme en République démocratique du Congo et la Section des droits de l'homme de la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo, en ce qui concerne l'amélioration de la situation des droits de l'homme dans le pays,

Saluant le travail de la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo et le déploiement en République démocratique du Congo, avec la pleine coopération de son Gouvernement, de sa Brigade d'intervention internationale pour accélérer le retour de la paix et de la sécurité à l'est du pays,

Soulignant le rôle important joué par la communauté internationale, l'Organisation des Nations Unies, l'Union africaine, la Communauté de développement de l'Afrique australe, la Communauté économique des États de l'Afrique centrale, la Conférence internationale sur la région des Grands Lacs et l'Union européenne, en vue du renforcement de l'état de droit et de l'amélioration de la situation des droits de l'homme en République démocratique du Congo,

Se déclarant fortement préoccupé par la vague de violence et de crimes graves, y compris les actes de violence sexuelle perpétrés à l'est de la République démocratique du Congo essentiellement par le groupe rebelle dit M23 ainsi que les autres groupes armés opérant dans l'est de la République démocratique du Congo, causant la mort, les déplacements massifs et la désolation des populations civiles, en particulier les femmes et les enfants,

Considérant la détermination du Gouvernement de la République démocratique du Congo à protéger et à promouvoir les droits de l'homme,

1. *Prend note* du rapport à mi-parcours sur l'application du Plan national d'action sur la mise en œuvre des recommandations concernant la promotion et protection des droits de l'homme, et de la volonté politique des autorités nationales de poursuivre l'application des mesures en cours dans le cadre de la réforme de l'armée, de la Police nationale congolaise et de la sécurité, en conformité avec la résolution 19/27 du Conseil des droits de l'homme ;

2. *Prend note également* du rapport de la Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme sur la situation des droits de l'homme et les activités de son bureau en République démocratique du Congo[58] ;

3. *Prend note en outre* de l'engagement du Gouvernement de la République démocratique du Congo à poursuivre sa coopération avec le Haut-Commissariat aux droits de l'homme et les procédures spéciales du Conseil des droits de l'homme ;

4. *Félicite* la République démocratique du Congo pour la création de la Commission nationale des droits de l'homme conformément aux Principes concernant le statut des institutions nationales pour la promotion et la protection des droits de l'homme (Principes de Paris), et encourage la République démocratique du Congo à la rendre opérationnelle à brève échéance ;

5 *Félicite* la République démocratique du Congo de la révision de la loi organique n° 10/013 du 28 juillet 2010 portant organisation et fonctionnement de la Commission Électorale Nationale Indépendante, révision qui a permis l'élargissement de la composition de cette commission placée sous la présidence de la société civile, et engage ladite Commission à déposer aussi vite que possible un calendrier électoral réaliste ;

6. *Encourage* le Gouvernement de la République démocratique du Congo à assurer un fonctionnent serein, au niveau national et dans les provinces, du cadre de

[58] A/HRC/24/33.

concertation et de collaboration appelé « Entité de liaison des droits de l'homme », et de la cellule de protection des défenseurs des droits de l'homme, notamment par l'allocation de crédits budgétaires dans la loi de finances ;

7. *Invite* le Gouvernement de la République démocratique du Congo à redoubler d'efforts, avec l'appui de la communauté internationale, pour mettre fin à l'impunité, principalement des auteurs de violences sexuelles, et à toutes les atteintes aux droits de l'homme, et l'invite également à traduire leurs auteurs en justice et à veiller à l'indemnisation des victimes ;

8. *Encourage* le Gouvernement de la République démocratique du Congo à mettre en œuvre le plan national d'action, signé le 4 octobre 2012, en vue de prévenir et de mettre fin au recrutement et à l'utilisation d'enfants ainsi qu'aux violences sexuelles commises contre les enfants ;

9. *Prend note avec intérêt* des initiatives prises par le Gouvernement de la République démocratique du Congo pour promouvoir les droits de l'homme, l'administration de la justice et la consolidation de la sécurité, notamment par la promulgation de la loi organique n° 13/011-B du 11 avril 2013 portant organisation, fonctionnement et compétences des juridictions de l'ordre judiciaire, qui étend aux cours d'appel la juridiction sur les crimes de génocide, les crimes de guerre et les crimes contre l'humanité ;

10. *Prend également note* des efforts entrepris à ce jour par la République démocratique du Congo en matière de réforme de l'armée, de la police et des services de sécurité, et encourage le Gouvernement à maintenir cette dynamique ;

11. *Encourage* le Gouvernement de la République démocratique du Congo à assurer une protection accrue des défenseurs des droits de l'homme et des journalistes, et à veiller à ce que ceux qui seraient détenus arbitrairement soient libérés sans délai ;

12. *Accueille avec satisfaction* le vote par le Parlement de la loi autorisant la ratification par la République démocratique du Congo de la Convention relative aux droits des personnes handicapées et de son Protocole facultatif, et encourage le Gouvernement de la République démocratique du Congo à continuer de ratifier les instruments internationaux et régionaux relatifs aux droits de l'homme et au droit international humanitaire ;

13. *Prend acte* de la présentation par le Gouvernement de la République démocratique du Congo, en date du 11 juillet 2013, des sixième et septième rapports périodiques en vertu de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes[59], et l'encourage à mettre en application les recommandations formulées par le Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes[60] ;

14. *S'inquiète fortement* du nombre toujours très élevé des violences sexuelles utilisées aussi comme arme de guerre dans les provinces en conflit à l'est de la République démocratique du Congo, et prend note des efforts entrepris pour traduire les responsables en justice ;

15. *Décide* d'organiser à sa vingt-cinquième session, un dialogue de haut niveau sur les leçons apprises et les défis persistants dans la lutte contre les violences sexuelles en République démocratique du Congo et permettre aux pays en situation de conflit et de post-conflit de partager leurs expériences en la matière ;

16. *Encourage* les États de la région parties à l'Accord-cadre d'Addis-Abeba du 24 février 2013 à poursuivre la mise en œuvre des obligations qui en découlent et à œuvrer pour le retour de la paix et de la sécurité en République démocratique du Congo et dans la région des Grands Lacs ;

17. *Invite* la communauté internationale à soutenir le Haut-Commissariat aux droits de l'homme afin d'accroître et de renforcer ses programmes et activités d'assistance technique pour améliorer la situation des droits de l'homme dans le pays et invite ce dernier à faire rapport au Conseil à sa vingt-septième session ordinaire ;

[59] CEDAW/C/COD/6-7.
[60] CEDAW/C/COD/CO/6-7.

18. *Décide* de poursuivre l'examen de la situation des droits de l'homme en République démocratique du Congo à sa vingt-septième session ordinaire.

37e séance
27 septembre 2013

[Adoptée sans vote]

24/28
Assistance technique au Soudan dans le domaine des droits de l'homme

Le Conseil des droits de l'homme,

S'inspirant des principes et des objectifs de la Charte des Nations Unies et de la Déclaration universelle des droits de l'homme,

Réaffirmant que tous les États sont tenus de promouvoir et de protéger les droits de l'homme et les libertés fondamentales,

Rappelant la résolution 60/251 de l'Assemblée générale et les résolutions 5/1 et 5/2 du Conseil des droits de l'homme en date du 18 juin 2007,

Soulignant que c'est aux États qu'il incombe au premier chef de promouvoir et de protéger tous les droits de l'homme,

Prenant note des événements qui se déroulent au Soudan et du bilan du Gouvernement soudanais en matière de promotion et de protection des droits de l'homme,

Prenant note également des difficultés que le Soudan rencontre toujours dans les zones touchées par le conflit, et engageant toutes les parties à mettre un terme aux exactions et aux violations des droits de l'homme, en particulier dans les États du Darfour, du Kordofan méridional et du Nil Bleu,

Rappelant ses résolutions 18/16 du 29 septembre 2011 et 21/27 du 28 septembre 2012,

1. *Prend note* du rapport de l'Expert indépendant sur la situation des droits de l'homme au Soudan, soumis au Conseil des droits de l'homme à sa vingt-quatrième session[61] ;

2. *Exprime sa reconnaissance* à l'Expert indépendant pour le travail qu'il a réalisé et les recommandations qu'il a formulées ;

3. *Constate* que l'Expert indépendant a salué la coopération et l'appui que le Gouvernement soudanais a continué de lui apporter dans le cadre de l'exécution de son mandat, notamment en lui donnant accès à toutes les régions du pays, et encourage la poursuite de cette coopération ;

4. *Prend acte avec satisfaction* de la soumission par le Gouvernement soudanais de son rapport à moyen terme sur la mise en œuvre des recommandations issues de l'Examen périodique universel qu'il a acceptées et de la coopération entre le Gouvernement et le Programme des Nations Unies pour le développement aux fins de la mise en œuvre des recommandations acceptées, coopération qui devrait être poursuivie ;

5. *Encourage* le Gouvernement soudanais à instaurer un dialogue ouvert à tous, à poursuivre le processus politique et constitutionnel de façon transparente et également à garantir un climat de participation politique juste et pacifique dans le cadre des prochaines élections ;

6. *Prend note* de l'adoption et du lancement par le Gouvernement soudanais d'une stratégie nationale pour la promotion et la protection des droits de l'homme dans le pays, et de l'établissement de la Commission vérité, justice et réconciliation au Darfour ;

7. *Prend note avec satisfaction* des travaux menés par la Commission nationale des droits de l'homme ;

[61] A/HRC/24/31.

8. *Salue* les mesures prises par le Gouvernement soudanais pour mettre en œuvre les recommandations acceptées comme l'a souligné l'Expert indépendant dans son rapport, et rappelle à tous les groupes leurs obligations légales d'exercer la diligence voulue pour protéger les droits de l'homme ;

9. *Engage vivement* le Gouvernement soudanais à restaurer de façon durable un climat de confiance avec les organisations de la société civile et la communauté internationale, et à faciliter la promotion et la protection des droits de l'homme dans le pays ;

10. *Salue* les efforts déployés par le Gouvernement soudanais pour renforcer sa coopération avec le Gouvernement du Soudan du Sud, comme en témoignent les résultats du plus récent sommet tenu entre les Présidents des deux États ;

11. *Demande instamment* aux États Membres, aux organismes compétents des Nations Unies et aux parties prenantes d'appuyer les efforts nationaux du Gouvernement soudanais, conformément à la présente résolution, en vue d'améliorer encore la situation des droits de l'homme dans le pays et de répondre à ses demandes d'assistance technique ;

12. *Engage instamment* le Gouvernement soudanais, avec l'appui des États Membres, des organismes des Nations Unies et des autres parties prenantes intéressées, à poursuivre ses efforts en matière de promotion et de protection des droits de l'homme, en particulier à garantir la liberté d'association et le droit de réunion pacifique, la liberté des organisations de la société civile, la liberté d'expression, notamment la liberté de la presse, la liberté de religion, la protection contre les arrestations et les détentions arbitraires, le respect par toutes les parties du droit des droits de l'homme et du droit international humanitaire, notamment eu égard à la protection des civils, l'octroi d'un accès total et rapide aux organismes humanitaires, les droits des femmes et des enfants, et l'accès à la justice pour tous les Soudanais, y compris dans les zones touchées par le conflit, comme l'a recommandé l'Expert indépendant ;

13. *Se déclare préoccupé* par la situation humanitaire dans les États du Kordofan méridional, du Nil Bleu et du Darfour, et demande à toutes les parties de n'épargner aucun effort pour mettre immédiatement un terme à la violence et aux affrontements, faciliter l'accès de l'aide humanitaire, prendre des mesures pour mieux faire respecter la primauté du droit dans les trois États et respecter tous les droits de l'homme et toutes les libertés fondamentales ;

14. *Demande* au Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme de fournir au Soudan l'appui et la formation techniques dont il a besoin ;

15. *Engage vivement* le Gouvernement soudanais à poursuivre sa coopération avec l'Expert indépendant, notamment en lui permettant d'accéder à l'ensemble du pays, en particulier dans les États du Darfour, du Kordofan méridional et du Nil Bleu, afin qu'il puisse évaluer et contrôler la situation des droits de l'homme, déterminer quels sont les besoins d'assistance technique et rendre compte de ses conclusions ;

16. *Décide* de renouveler pour une période d'un an le mandat de l'Expert indépendant sur la situation des droits de l'homme au Soudan au titre du point 10 de l'ordre du jour et prie l'Expert indépendant de poursuivre sa collaboration avec le Gouvernement soudanais, compte tenu de l'ensemble des informations disponibles, en vue de mettre en œuvre les projets susceptibles d'aider encore le Soudan à s'acquitter de ses obligations en matière de droits de l'homme, et de présenter un rapport au Conseil, pour examen à sa vingt-septième session ;

17. *Demande* à l'Expert indépendant d'appuyer également le Gouvernement soudanais dans le cadre de sa stratégie pour mettre en œuvre les recommandations issues de l'Examen périodique universel qu'il a acceptées et qui n'ont pas encore été mises en œuvre ;

18. *Décide* de continuer d'examiner la question conformément à son programme de travail au titre du point 10 de l'ordre du jour.

37e séance
27 septembre 2013

[Adoptée sans vote]

24/29
Services consultatifs et assistance technique pour le Cambodge

Le Conseil des droits de l'homme,

Réaffirmant que tous les États Membres ont l'obligation de promouvoir et de protéger les droits de l'homme et les libertés fondamentales consacrés par la Charte des Nations Unies et réaffirmés dans la Déclaration universelle des droits de l'homme, comme leur en font l'obligation les pactes internationaux et les autres instruments applicables relatifs aux droits de l'homme,

Rappelant la résolution 60/251 de l'Assemblée générale, en date du 15 mars 2006,

Rappelant aussi ses résolutions 5/1 et 5/2, en date du 18 juin 2007, et soulignant que les titulaires de mandat doivent s'acquitter de leurs obligations conformément à ces résolutions et à leurs annexes,

Rappelant également la résolution 18/25 du Conseil en date du 30 septembre 2011 et ses autres résolutions sur la question,

Ayant à l'esprit le rapport du Secrétaire général sur le rôle joué et le travail accompli par le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme pour aider le Gouvernement et le peuple cambodgiens à promouvoir et protéger les droits de l'homme[62],

Sachant que l'histoire tragique du Cambodge appelle des mesures spéciales pour assurer la protection des droits de l'homme et empêcher le retour aux politiques et aux pratiques du passé, comme le prévoit l'Accord pour un règlement politique global du conflit au Cambodge signé à Paris le 23 octobre 1991,

Prenant note de l'évolution de la situation au Cambodge et, plus précisément, des efforts et des progrès réalisés récemment par le Gouvernement cambodgien dans la promotion et la protection des droits de l'homme, et notamment des succès et des améliorations qu'ont apporté ces dernières années les plans, les stratégies et les cadres nationaux qu'il a mis en œuvre dans les domaines social, économique, politique et culturel,

1. *Réaffirme* l'importance des Chambres extraordinaires des tribunaux cambodgiens opérant en tant qu'organe indépendant et impartial, et pense qu'elles seront d'un concours non négligeable dans l'élimination de l'impunité et l'instauration de l'état de droit, notamment grâce au potentiel qu'elles offrent comme juridictions modèles cambodgiennes ;

2. *Se félicite* des progrès réalisés en ce qui concerne les Chambres extraordinaires, notamment du jugement rendu contre Kaing Guek Eav (affaire 001), le 3 février 2012, et de la clôture du procès lié à l'affaire 002/01, le 23 juillet 2013, et soutient la position du Gouvernement cambodgien et de l'Organisation des Nations Unies tendant à faire en sorte que le tribunal opère de façon juste, efficace et diligente, eu égard à l'âge avancé et à la santé fragile des accusés et au fait que le peuple cambodgien attend depuis longtemps que justice soit rendue ;

3. *Se déclare vivement préoccupé* par la situation financière dans laquelle se trouvent les Chambres extraordinaires, invite notamment le Gouvernement cambodgien à collaborer avec l'Organisation des Nations Unies et les États qui fournissent une aide afin que les Chambres extraordinaires soient administrées selon les normes les plus strictes, et souligne qu'il est indispensable que le Gouvernement et la communauté internationale leur apportent rapidement toute l'aide requise ;

4. *Se félicite* de la collaboration positive du Gouvernement cambodgien dans le cadre de l'Examen périodique universel, ainsi que du fait qu'il a accepté toutes les recommandations formulées à cette occasion et des progrès qu'il a réalisés à ce jour dans leur mise en œuvre ;

5. *Se félicite aussi* des rapports du Rapporteur spécial sur la situation des droits de l'homme au Cambodge[63] et des recommandations qu'ils contiennent, et prend note de la

[62] A/HRC/24/32.
[63] A/HRC/21/63 et A/HRC/24/36.

nécessité que le Gouvernement cambodgien et le Rapporteur spécial continuent de procéder à d'étroites consultations, dans le respect mutuel en vue d'améliorer encore la situation des droits de l'homme et que la coopération technique du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme avec le Gouvernement se poursuive ;

6. *Réaffirme* qu'il importe que le Gouvernement cambodgien intensifie ses efforts pour consolider l'état de droit, notamment en adoptant et en poursuivant la mise en œuvre des lois et des codes indispensables à l'édification d'une société démocratique ;

7. *Se félicite* des efforts et des progrès réalisés par le Gouvernement cambodgien dans la réforme législative et judiciaire conduite par le Conseil de la réforme législative et judiciaire, notamment en adoptant et/ou en faisant appliquer les lois fondamentales, telles que le Code de procédure civile, le Code civil, le Code de procédure pénale et le Code pénal ;

8. *Invite* le Gouvernement cambodgien à soumettre trois projets de lois fondamentales à l'Assemblée nationale, à savoir le projet de loi sur le statut des juges et des procureurs, le projet de loi sur l'organisation et le fonctionnement des tribunaux et le projet de modification de la loi sur l'organisation et le fonctionnement du Conseil suprême de la magistrature, et l'exhorte à poursuivre ses efforts concernant la réforme judiciaire, notamment en adoptant et en appliquant rapidement ces trois lois fondamentales en vue de garantir l'indépendance, l'impartialité, la transparence et l'efficacité du système judiciaire, ainsi que le transfert de connaissances des magistrats des Chambres extraordinaires et le partage de bonnes pratiques dans les tribunaux ;

9. *Souligne* qu'il importe que le Gouvernement cambodgien continue de redoubler d'efforts pour ouvrir d'urgence des enquêtes et poursuivre, dans le respect de la légalité et des obligations qui lui incombent en vertu des instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme, tous les auteurs de crimes graves, y compris de violation des droits de l'homme ;

10. *Se félicite* des efforts déployés par le Gouvernement cambodgien pour combattre la corruption, notamment l'application du Code pénal et de la loi anticorruption, ainsi que les activités de l'Unité de lutte contre la corruption, et l'invite à poursuivre en ce sens ;

11. *Se félicite* également des efforts déployés par le Gouvernement cambodgien pour lutter contre les crimes que sont la traite des êtres humains, l'exploitation de la main-d'œuvre et l'exploitation sexuelle des femmes et des enfants, et l'invite instamment à redoubler d'efforts à cette fin, de concert avec la communauté internationale, pour lutter contre les problèmes clefs qui continuent de se poser dans ce domaine ;

12. *Prend note avec préoccupation* des récentes constatations concernant la violence sexiste au Cambodge et invite le Gouvernement cambodgien à redoubler d'efforts pour lutter contre cette forme de violence, notamment en veillant à l'application effective des lois et règlements en vigueur ;

13. *Se félicite* des efforts déployés par le Gouvernement cambodgien pour résoudre les problèmes fonciers à travers, notamment, l'application des lois et règlements pertinents, y compris un moratoire concernant les concessions de terres à des fins économiques, exprime sa préoccupation face aux problèmes qui restent à résoudre dans ce domaine, et invite instamment le Gouvernement à poursuivre et à intensifier les mesures visant à les régler équitablement et rapidement, de manière juste et transparente, compte tenu des droits des parties intéressées et des conséquences réelles que ces mesures entraîneront pour elles et conformément aux lois et réglementations applicables, telles que la loi foncière de 2001, la loi sur l'expropriation, la circulaire relative aux installations temporaires illégales dans les villes et les zones urbaines, et en renforçant la capacité et l'efficacité des institutions compétentes comme l'Autorité nationale de règlement des différends fonciers et les commissions cadastrales aux niveaux national et provincial et au niveau des districts ;

14. *Se félicite* également des engagements pris et des progrès réalisés par le Gouvernement cambodgien pour s'acquitter des obligations qui lui incombent en vertu des instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme auxquels il est partie, eu égard à l'engagement qu'il a pris de créer une institution nationale des droits de l'homme, et pour faire en sorte que les parties intéressées aient été suffisamment consultées au préalable ; de

la ratification, en juin 2013, de la Convention internationale pour la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées et de la ratification, en décembre 2012, de la Convention relative aux droits des personnes handicapées ; et invite instamment le Gouvernement à continuer de prendre des dispositions pour s'acquitter des obligations qui lui incombent en vertu des instruments auxquels il est partie, et d'intensifier à cette fin la coopération avec les institutions des Nations Unies, y compris le Haut-Commissariat, par le renforcement du dialogue et l'exécution d'activités communes ;

15. *Se félicite en outre* des efforts déployés par la Commission cambodgienne des droits de l'homme, en particulier pour faire droit aux plaintes émanant de particuliers ;

16. *Se félicite* des efforts et des progrès réalisés par le Gouvernement cambodgien dans la décentralisation et la déconcentration, qui visent à assurer le développement de la démocratie par le renforcement des institutions infranationales et communautaires ;

17. *Se félicite également* du fait que les élections à l'Assemblée nationale qui ont eu lieu le 28 juillet 2013 se sont déroulées sans heurt et de manière pacifique, tout en prenant note des manifestations qui ont suivi les élections, ainsi que de l'annonce conjointe faite par le parti au pouvoir et les partis d'opposition, le 16 septembre, au sujet de la réforme du système électoral, et invite instamment le Gouvernement cambodgien à s'employer encore et toujours à favoriser l'instauration d'un climat propice à l'activité politique légitime de tous les partis politiques et intensifier ses efforts en vue d'améliorer le système électoral pour le rendre conforme aux normes internationales, de façon que le processus électoral dans son ensemble soit satisfaisant et acceptable pour toutes les parties ;

18. *Souligne* qu'il est indispensable que le Gouvernement réalise des progrès et des efforts supplémentaires pour favoriser l'avènement du pluralisme et de la démocratie au Cambodge grâce au débat parlementaire conformément à la Constitution, et l'encourage à œuvrer à cette fin en concertation avec l'Assemblée législative en vue de promouvoir l'indépendance et l'efficacité de cet organe, notamment en veillant à ce que les divers partis politiques participent véritablement à ses travaux ;

19. *Invite instamment* le Gouvernement cambodgien à prendre les mesures qui s'imposent pour encourager la société civile et les médias à contribuer de manière constructive à asseoir la démocratie au Cambodge et à leur en donner les moyens, notamment en garantissant et en défendant leurs activités, et en favorisant l'égalité d'accès aux médias de tous les partis ;

20. *Souligne* qu'il faut que le Gouvernement cambodgien continue de prendre des mesures afin de promouvoir les droits et la dignité de tous les Cambodgiens en protégeant les droits civils et politiques, y compris la liberté d'opinion et d'expression, et qu'il veille à cette fin à ce que les lois pertinentes, dont le Code pénal, soient interprétées et appliquées de manière judicieuse de façon à promouvoir les droits économiques, sociaux et culturels, conformément au principe de la primauté du droit ;

21. *Invite* le Secrétaire général, les organismes des Nations Unies présents au Cambodge et la communauté internationale, y compris la société civile, à continuer de collaborer avec le Gouvernement cambodgien pour asseoir la démocratie et assurer la protection et la promotion des droits de l'homme de tous les Cambodgiens, notamment en lui fournissant une assistance dans les domaines suivants, entre autres :

a) Élaboration de lois et aide à la création d'une institution nationale des droits de l'homme indépendante ;

b) Mise en place de capacités pour renforcer les institutions judiciaires, notamment en améliorant les compétences des juges, des procureurs, des avocats et du personnel des tribunaux, et en tirant parti des compétences acquises par les ressortissants cambodgiens qui travaillent dans les Chambres extraordinaires des tribunaux cambodgiens ;

c) Mise en place de capacités pour renforcer les services nationaux chargés des enquêtes criminelles et de l'application de la loi, et fourniture du matériel nécessaire à cette fin ;

d) Mise en œuvre des recommandations issues de l'Examen périodique universel ;

e) Aide à l'évaluation des progrès en matière de droits de l'homme ;

22. *Décide* de proroger de deux ans le mandat du Rapporteur spécial sur la situation des droits de l'homme au Cambodge et prie le Rapporteur spécial de lui rendre compte de l'exécution de son mandat à ses vingt-septième et trentième sessions et de nouer des relations constructives avec le Gouvernement cambodgien aux fins d'améliorer encore la situation des droits de l'homme dans le pays ;

23. *Prie* le Secrétaire général de lui faire rapport à ses vingt-septième et trentième sessions sur le rôle joué et le travail accompli par le Haut-Commissariat pour aider le Gouvernement et le peuple cambodgiens à promouvoir et protéger les droits de l'homme ;

24. *Décide* de poursuivre l'examen de la situation des droits de l'homme au Cambodge à sa trentième session.

37e séance
27 septembre 2013

[Adoptée sans vote]

24/30
Assistance à la Somalie dans le domaine des droits de l'homme

Le Conseil des droits de l'homme,

S'inspirant de la Charte des Nations Unies et de la Déclaration universelle des droits de l'homme,

Reconnaissant que la paix et la sécurité, le développement et les droits de l'homme constituent le socle sur lequel repose le système des Nations Unies,

Réaffirmant qu'il respecte la souveraineté, l'intégrité territoriale, l'indépendance politique et l'unité de la Somalie,

Réaffirmant aussi ses précédentes résolutions sur la Somalie,

Rappelant ses résolutions 5/1 et 5/2 en date du 18 juin 2007,

Reconnaissant qu'il faut d'urgence consolider la portée, la cohérence et la qualité du renforcement des capacités et de l'assistance technique à la Somalie dans le domaine des droits de l'homme,

Reconnaissant aussi le rôle que les femmes ont joué et continueront de jouer dans la mobilisation locale et la consolidation de la paix dans la société somalienne, et conscient qu'il est important de promouvoir leur autonomisation économique et leur participation aux processus décisionnels politiques et publics, notamment au Parlement,

1. *Exprime sa préoccupation* face aux atteintes aux droits de l'homme signalées en Somalie, et souligne qu'il faut mettre un terme à l'impunité, défendre les droits de l'homme et faire répondre de leurs actes les auteurs de toute infraction liée à ces atteintes ;

2. *Exprime aussi sa préoccupation* face aux exactions et aux violations de leurs droits fondamentaux dont les femmes sont victimes, notamment la violence sexuelle, et souligne qu'il faut que les responsables de ces exactions et de ces violations répondent de tels actes ;

3. *Exprime sa vive préoccupation* face aux violations et exactions persistantes commises à l'encontre d'enfants, dont le recrutement et l'utilisation d'enfants soldats, le meurtre et la mutilation, le viol et autres violences sexuelles, l'enlèvement, les attaques visant des écoles et des hôpitaux, et au fait que des enfants continuent d'être déplacés à cause du conflit armé ;

4. *Exprime aussi sa vive préoccupation* face à la persistance des agressions et des exactions que subissent les journalistes en Somalie, exhorte toutes les parties à ne pas se livrer à des actes de violence contre les journalistes et à ne pas les harceler, et à respecter la

liberté d'expression, et souligne qu'il faut mettre un terme à l'impunité, défendre les droits de l'homme et demander des comptes aux auteurs de toute infraction de cette nature ;

5. *Condamne fermement* les atteintes graves et systématiques aux droits de l'homme commises contre la population civile, notamment femmes, enfants, journalistes et défenseurs des droits de l'homme, par Al-Shabab et les groupes qui s'en réclament, et demande qu'il y soit immédiatement mis fin ;

6. *Salue* la volonté du Gouvernement fédéral somalien d'améliorer la situation des droits de l'homme en Somalie et, à ce sujet, salue aussi :

a) L'adoption de la feuille de route post-transition sur les droits de l'homme en Somalie le 27 août 2013, ainsi que la poursuite de sa mise en place et de sa réalisation ;

b) Les plans de réforme de la justice, de la police et des forces armées présentés à la Conférence sur la Somalie tenue le 7 mai 2013 ;

c) La poursuite de l'institutionnalisation de la promotion et de la protection des droits de l'homme en Somalie, y compris les efforts réalisés pour incorporer la protection des civils et promouvoir les droits de l'homme dans les plans de réforme des secteurs de la sécurité et de la justice ;

d) La volonté du Gouvernement fédéral somalien d'instaurer, le moment venu, une commission nationale des droits de l'homme ;

e) Le communiqué conjoint, signé par l'Organisation des Nations Unies et le Gouvernement fédéral somalien le 7 mai 2013, concernant la nécessité de lutter dans la durée contre les causes profondes de la violence sexuelle ;

f) La volonté constante du Gouvernement fédéral somalien de participer à l'Examen périodique universel ;

g) L'adhésion de la Somalie à la Convention sur l'interdiction de la mise au point, de la fabrication, du stockage et de l'emploi des armes chimiques et sur leur destruction, et son engagement en faveur de la mise en œuvre de la Convention, avec l'appui technique de l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques et l'assistance bilatérale des États Membres ;

7. *Souligne* l'importance d'une aide internationale coordonnée à la Somalie dans le domaine des droits de l'homme et, à cet égard, salue :

a) L'approbation du Pacte pour la Somalie, le 16 septembre 2013 ;

b) La mise en place d'une équipe spéciale de haut niveau en mars 2013, composée du Gouvernement fédéral somalien et de représentants du Parlement fédéral somalien, de la société civile somalienne, de l'ONU et de la communauté des donateurs, chargée d'orienter et d'appuyer la mise en œuvre du Pacte, en se fondant sur la responsabilité mutuelle ;

c) La tenue de la Conférence sur la Somalie le 7 mai 2013 à Londres et le communiqué publié à son issue, et note en particulier les engagements pris, visant à créer des institutions de sécurité durables, responsables et respectueuses des droits de l'homme, à assurer la protection des femmes et des enfants dans les conflits et l'égalité d'accès de tous à un système judiciaire solide, impartial et efficace, et à garantir la sécurité et la liberté des organes de presse et des médias ;

d) L'engagement soutenu et essentiel de la Mission de l'Union africaine en Somalie et de l'Autorité intergouvernementale pour le développement ;

8. *Reconnaît* l'importance de l'assistance internationale à la Somalie et souligne que c'est au Gouvernement fédéral somalien qu'il incombe au premier chef de promouvoir et de protéger les droits de l'homme en Somalie, à l'échelon national et infranational ;

9. *Encourage* les États à fournir une assistance bilatérale tangible et rapide et à renforcer la coopération avec le Gouvernement fédéral somalien à l'échelon national et infranational ;

10. *Demande* au Gouvernement fédéral somalien, avec l'appui de la communauté internationale, de :

a) Promouvoir la réconciliation et le dialogue à l'échelon local et à l'échelon national, compte tenu de l'importance de l'assistance fournie par l'Autorité intergouvernementale pour le développement ;

b) Achever d'établir et adopter une Constitution fédérale pour décembre 2015 ;

c) Organiser et tenir des élections crédibles en 2016 ;

d) Garantir la participation équitable des femmes, des jeunes, des groupes minoritaires et des autres groupes marginalisés aux processus politiques nationaux ;

e) Organiser des auditions publiques sur le projet de loi relatif à la mise en place d'une commission nationale des droits de l'homme, dans l'intention fondamentale de garantir l'indépendance de cette institution, conformément aux principes relatifs au statut des institutions nationales de promotion et de protection des droits de l'homme (Principes de Paris), et de la doter d'un large mandat et des moyens de faire appliquer ses décisions à l'échelon national et infranational ;

f) Faire en sorte que les instruments et institutions mis en place à l'échelon national et infranational intègrent des mécanismes permettant de veiller au respect des droits de l'homme, et reconnaître qu'il est nécessaire de promouvoir et de protéger les droits de l'homme ;

g) Harmoniser les politiques et les cadres juridiques nationaux et infranationaux avec ses obligations en matière de droits de l'homme et avec les autres engagements pris, notamment ceux dont il est fait mention dans la Constitution provisoire et dans les programmes relatifs aux migrations et aux droits de l'homme à l'échelon national et infranational, afin de parvenir à une application efficace et cohérente des droits de l'homme pour tous et, à cet égard, demande aux États Membres de l'Organisation des Nations Unies de fournir une assistance rapide et tangible, compte tenu des avantages potentiels en termes de retombées politiques ;

h) Établir des institutions judiciaires indépendantes, responsables et efficaces ;

i) Solliciter une assistance tangible et rapide auprès, notamment, des organismes régionaux pour réformer le système judiciaire somalien, et embaucher des juges somaliens dans le pays et parfaire leur compétence, en mettant particulièrement l'accent sur la promotion et la protection des droits de l'homme, et, à cet égard, demande aux États Membres de prêter leur concours rapide et tangible ;

j) Veiller à la responsabilité des institutions et des forces de sécurité de l'État, et de leurs agents ;

k) Améliorer les connaissances et la formation des agents des forces de sécurité somaliennes à l'échelon national et infranational dans le domaine des droits de l'homme, notamment sur la protection des civils, avec l'aide rapide et tangible de la communauté internationale ;

l) Veiller à la mise en place de procédures de contrôle complètes pour les agents des forces de sécurité et des institutions de sécurité ;

m) Donner clairement et publiquement pour instruction aux Forces armées nationales somaliennes, à la Force de police nationale somalienne et aux milices alliées de respecter les obligations applicables en matière de droits de l'homme ;

n) Garantir un niveau minimum de protection des enfants, et mettre en œuvre le plan d'action visant à mettre fin au recrutement et à l'utilisation d'enfants dans les Forces armées nationales somaliennes ;

o) Mettre en œuvre, de manière claire et accessible, une politique de tolérance zéro s'agissant de la violence sexiste, particulièrement de la violence sexuelle, et y inclure la prévention de l'exploitation sexuelle et d'autres formes d'abus ;

p) Veiller à ce que les auteurs et les complices de violences sexuelles, quels que soient leur statut ou leur rang, aient à répondre de leurs actes ;

q) Engager des enquêtes efficaces et impartiales au sujet des exécutions de journalistes, en poursuivre tous les responsables en respectant les obligations juridiques nationales et internationales applicables, et assurer la sécurité et mettre en place les conditions nécessaires au fonctionnement d'une presse libre ;

r) Traiter les combattants désengagés dans le respect des obligations applicables en droit national et international, en particulier le droit international des droits de l'homme ;

s) Garantir la protection et le bien-être de toutes les personnes déplacées, notamment en les protégeant contre la violence sexuelle et l'exploitation, en veillant particulièrement à ce que les droits de l'homme des déplacés internes à Mogadishu soient respectés en ce qui concerne la réinstallation, et garantir un processus consultatif complet, notamment en procédant aux notifications préalables et en veillant à ce que les nouveaux lieux soient sûrs, hygiéniques et pourvus des services de base, et que les organisations humanitaires puissent y accéder sans entrave ;

t) Faciliter l'accès complet de l'action humanitaire aux personnes dans le besoin sur tout le territoire de la Somalie et protéger la neutralité, l'impartialité et l'indépendance des acteurs humanitaires des ingérences politiques, économiques et militaires, tout en prêtant une attention particulière aux droits, libertés et besoins des minorités ethniques et religieuses qui ont besoin d'une assistance humanitaire ;

11. *Félicite vivement* l'Expert indépendant chargé d'examiner la situation des droits de l'homme en Somalie pour son engagement et pour le dernier rapport qu'il a présenté au Conseil des droits de l'homme[64] ;

12. *Souligne* l'importance de l'assistance technique pour renforcer, à l'échelon national, une capacité fiable et impartiale, à même de procéder à des contrôles et à des enquêtes, et de divulguer des informations, afin de recenser les problèmes relatifs aux droits de l'homme, de contribuer à l'établissement de solutions appropriées par les détenteurs d'obligations et de cerner les besoins d'assistance technique ;

13. *Souligne* aussi le rôle important de l'action conjointe des experts nationaux et internationaux s'agissant du contrôle et de l'établissement de rapports sur la situation des droits de l'homme en Somalie, ainsi que le rôle que ces experts peuvent jouer s'agissant d'évaluer et d'assurer le succès des projets d'assistance technique qui, en corollaire, doivent bénéficier à l'ensemble des Somaliens ;

14. *Souligne* qu'il est important que la Mission d'assistance des Nations Unies en Somalie réalise son mandat dans toute la Somalie et qu'il convient de créer des synergies avec l'action du Haut-Commissariat aux droits de l'homme ;

15. *Décide* de renouveler pour une période de deux ans le mandat de l'Expert indépendant chargé d'examiner la situation des droits de l'homme en Somalie, au titre du point 10 de l'ordre du jour ;

16. *Prie* l'Expert indépendant de poursuivre sa collaboration avec le Gouvernement somalien, à l'échelon national et infranational, la société civile et la mission d'assistance des Nations Unies en Somalie, afin d'aider la Somalie à mettre en œuvre :

a) Ses obligations nationales et internationales en matière de droits de l'homme ;

b) Les résolutions du Conseil des droits de l'homme ;

c) Les recommandations formulées dans le cadre de l'Examen périodique universel, qu'elle a acceptées ;

d) Les autres engagements relatifs aux droits de l'homme, dont la feuille de route post-transition relative aux droits de l'homme et le processus visant à mettre en place une commission indépendante des droits de l'homme en temps voulu ;

[64] A/HRC/24/40.

17. *Prie* aussi l'Expert indépendant de lui faire rapport à sa vingt-septième session ;

18. *Prie* le Haut-Commissariat et les autres organismes pertinents des Nations Unies de fournir à l'Expert indépendant toutes les ressources humaines, techniques et financières dont il a besoin pour s'acquitter de son mandat ;

19. *Décide* de rester activement saisi de la question.

37e séance
27 septembre 2013

[Adoptée sans vote]

24/31
Amélioration de la coopération technique et du renforcement des capacités dans le domaine des droits de l'homme

Le Conseil des droits de l'homme,

Guidé par les buts et principes des Nations Unies, notamment pour ce qui est de réaliser la coopération internationale en développant et en encourageant le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales pour tous, sans distinction aucune, notamment de race, de sexe, de langue, de religion, d'opinion politique ou de toute autre opinion, d'origine nationale ou sociale, de fortune, de naissance ou de toute autre situation,

Réaffirmant que les États sont tenus en vertu de la Charte des Nations Unies de promouvoir le respect et l'exercice universels des droits de l'homme et des libertés fondamentales,

Considérant que le renforcement de la coopération internationale est indispensable à la promotion et à la protection effectives des droits de l'homme, qui devraient être fondées sur les principes de coopération et de dialogue authentique et tendre à renforcer la capacité qu'ont les États de prévenir toute violation des droits de l'homme et de s'acquitter des obligations qui leur incombent en matière de droits de l'homme dans l'intérêt de tous les êtres humains,

Rappelant que le Conseil a pour mandat de promouvoir les services de conseil, l'assistance technique et le renforcement des capacités qui seront apportés en consultation et en accord avec les États concernés, et rappelant aussi les dispositions des résolutions 5/1 et 5/2 du Conseil, en date du 18 juin 2007, et 16/21 en date du 25 mars 2011, qui visent à donner au Conseil les moyens de s'acquitter de ce mandat,

Réaffirmant la résolution 16/15 en date du 24 mars 2011, dans laquelle le Conseil a reconnu le rôle de la coopération internationale dans la réalisation des droits des personnes handicapées, ainsi que les résolutions 18/18 du 29 septembre 2011 et 21/21 du 27 septembre 2012,

Rappelant la résolution 19/26 du Conseil, en date du 23 mars 2012, sur le mandat du Fonds d'affectation spéciale pour l'assistance technique à l'appui de la participation des pays les moins avancés et des petits États insulaires en développement aux travaux du Conseil des droits de l'homme,

1. *Encourage* les membres et les observateurs du Conseil à mettre à profit, le cas échéant, le débat général consacré au point 10 de l'ordre du jour pour mettre en commun des expériences, des problèmes et des informations sur l'assistance nécessaire au respect des obligations qui leur incombent dans le domaine des droits de l'homme et des engagements qu'ils ont pris, notamment à la mise en œuvre des recommandations issues de l'Examen périodique universel qu'ils ont acceptées, ainsi que des réalisations et des bonnes pratiques dans le domaine de la coopération technique en matière de droits de l'homme ;

2. *Souligne* que la discussion visant à promouvoir la coopération technique et le renforcement des capacités au sein du Conseil doit s'appuyer sur des consultations avec les États concernés et sur leur accord, et doit tenir compte de leurs besoins, ainsi que du fait que

tous les droits de l'homme sont universels, indivisibles, interdépendants et intimement liés, et viser à avoir un effet concret sur le terrain ;

3. *Affirme* que la coopération technique devrait être un exercice sans exclusive qui implique et mobilise tous les acteurs nationaux, y compris les organismes publics et la société civile, à chacune des étapes ;

4. *Réaffirme* la nécessité d'accroître le montant des contributions volontaires aux fonds des Nations Unies compétents pour soutenir l'assistance technique et le renforcement des capacités, notamment le Fonds de contributions volontaires des Nations Unies pour la coopération technique dans le domaine des droits de l'homme, le Fonds de contributions volontaires pour la participation à l'Examen périodique universel et le Fonds de contributions volontaires pour l'assistance financière et technique s'agissant de la mise en œuvre de l'Examen périodique universel, et encourage les États, en particulier ceux qui ne l'ont pas encore fait, à contribuer à ces fonds ;

5. *Se félicite* de la réunion-débat au titre du point 10 de l'ordre du jour que le Conseil a tenue à sa vingt-deuxième session sur le thème « Promouvoir la coopération technique pour renforcer le système judiciaire et l'administration de la justice aux fins de garantir les droits de l'homme et la primauté du droit », qui a permis de souligner l'importance de l'assistance technique apportée par le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme et les organismes des Nations Unies compétents afin de renforcer l'administration de la justice des États, l'impartialité et l'intégrité du système judiciaire comme condition préalable à la primauté du droit, et les problèmes relatifs à la détention provisoire, la réduction de la surpopulation carcérale, les dispositions spéciales régissant la justice pour mineurs et l'égalité d'accès à la justice pour tous, en particulier les femmes et les enfants, et d'autres groupes marginalisés, en raison de l'âge, du sexe et de handicaps physiques ou mentaux, ainsi que d'encourager une plus grande coordination, au sein du système des Nations Unies, de l'assistance technique apportée aux États afin de répondre aux besoins et de faire en sorte que la population ait confiance dans un système de justice accessible à tous ;

6. *Reconnaît* les difficultés rencontrées par les personnes handicapées, lesquelles constituent, selon les estimations, 15 % de la population mondiale, dont 80 % vit dans les pays en développement, et qui, outre les multiples discriminations dont elles sont souvent victimes, restent largement invisibles dans l'application, le suivi et l'évaluation des objectifs du Millénaire pour le développement ;

7. *Prend note avec satisfaction* de l'étude thématique sur la structure et le rôle des mécanismes de mise en œuvre et de suivi de la Convention relative aux droits des personnes handicapées établie par le Haut-Commissariat aux droits de l'homme[65] et du rapport du Secrétaire général intitulé « La Voie à suivre : un programme de développement qui tienne compte de la question du handicap pour 2015 et au-delà »[66] ;

8. *Prend note* du débat tenu à la sixième session de la Conférence des Parties à la Convention relative aux droits des personnes handicapées, qui a appelé l'attention sur la contribution qu'un développement intégrant le handicap pouvait apporter dans le cadre du programme de développement pour l'après-2015, tout en reconnaissant que les personnes handicapées pouvaient contribuer à la réalisation des droits de l'homme ;

9. *Se félicite* des consultations régionales préparatoires à la réunion de haut niveau tenue à l'occasion de la soixante-huitième session de l'Assemblée générale sur la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement et des autres objectifs de développement convenus sur le plan international pour les personnes handicapées, ainsi que du document final, qui reconnaissent la nécessité de garantir l'accessibilité des personnes handicapées, de les intégrer dans tous les aspects des activités de développement et de mettre en place un cadre global d'élaboration du programme de développement pour l'après-2015 ;

[65] A/HRC/13/29.
[66] A/68/95.

10. *Souligne* qu'il importe de veiller à ce qu'un processus de développement intégrant le handicap soit pris en compte dans la réalisation des objectifs de développement convenus au niveau international ;

11. *Encourage* les États parties à veiller à l'application concrète de la Convention relative aux droits des personnes handicapées, notamment, le cas échéant, par l'harmonisation des lois et politiques nationales avec leurs obligations au titre de la Convention et, si besoin est, d'envisager de demander à bénéficier des activités de coopération technique et de renforcement des capacités du Haut-Commissariat et du Comité des droits des personnes handicapées dans le cadre de leurs efforts, et encourage le Haut-Commissariat et le Comité à répondre de manière favorable à ces requêtes ;

12. *Encourage* tous les acteurs, avec la participation des personnes handicapées et en coopération avec les organisations de la société civile, les organisations de personnes handicapées, notamment par le biais de la coopération triangulaire, de la coopération Sud-Sud et des partenariats public-privé, à renforcer la coopération locale, régionale et internationale à l'appui des efforts déployés au niveau national pour l'adoption et l'application des mesures, notamment législatives, propres à renforcer la contribution des personnes handicapées au développement socioéconomique ;

13. *Décide*, en application des paragraphes 3 et 4 de sa résolution 18/18, que la réunion-débat annuelle au titre du point 10 de l'ordre du jour qui doit se tenir au cours de la vingt-sixième session du Conseil sera consacrée au thème suivant : « La coopération technique et le renforcement des capacités dans la promotion des droits des personnes handicapées : le rôle des cadres juridique et institutionnel, notamment des partenariats public-privé », et sera pleinement accessible aux personnes handicapées ;

14. *Encourage* les organisations de personnes handicapées, les organismes nationaux de surveillance et les institutions nationales des droits de l'homme à participer activement à la réunion-débat mentionnée au paragraphe 13 ci-dessus ;

15. *Prie* le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme d'établir un rapport sur les activités menées par le Haut-Commissariat, par d'autres organismes des Nations Unies compétents, et, chaque fois qu'il convient, par des organisations régionales, à l'appui des efforts déployés par les États pour promouvoir et protéger les droits des personnes handicapées dans les lois, politiques et programmes nationaux, notamment pour intégrer le handicap dans les activités de développement, et demande que ce rapport soit accessible, sous une forme facilement lisible, sur le site Web du Haut-Commissariat, lequel rapport sera soumis au Conseil à sa vingt-sixième session pour servir de point de départ à la réunion-débat, et de se mettre en relation avec des États, des organes et organismes compétents des Nations Unies, et titulaires de mandat au titre des procédures spéciales concernées et d'autres intervenants, y compris, chaque fois qu'il convient, avec ceux qui sont engagés dans les projets de coopération technique caractérisés par des pratiques optimales, un engagement constructif et un effet positif sur le terrain, en vue d'assurer leur participation à la réunion-débat.

37e séance
27 septembre 2013

[Adoptée sans vote]

24/32
Assistance technique et renforcement des capacités dans le domaine des droits de l'homme au Yémen

Le Conseil des droits de l'homme,

S'inspirant de la Charte des Nations Unies, de la Déclaration universelle des droits de l'homme et des instruments pertinents relatifs aux droits de l'homme,

Rappelant les résolutions 2014 (2011) et 2051 (2012) du Conseil de sécurité, en date du 21 octobre 2011 et du 12 juin 2012, et les résolutions 18/19, 19/29 et 21/22 du Conseil

des droits de l'homme en date du 29 septembre 2011, du 23 mars 2012 et du 27 septembre 2012, respectivement,

Conscient que la promotion et la protection des droits de l'homme sont des facteurs essentiels pour garantir un système de justice juste et équitable et, en dernier ressort, la réconciliation et la stabilité dans le pays,

Prenant note avec satisfaction des avancées dans le processus de transition politique fondé sur l'initiative du Conseil de coopération du Golfe et son mécanisme de mise en œuvre qui a été engagé au Yémen, et attendant avec intérêt l'heureuse issue de la Conférence de dialogue national et les étapes de transition qui suivront,

Prenant également note avec satisfaction de la poursuite de la mise en œuvre des mesures de confiance contenues dans les 20 recommandations énoncées dans les rapports préparatoires et les 11 recommandations issues de la première phase de la Conférence de dialogue national, en particulier les mesures prises pour l'examen des plaintes des citoyens du Sud du Yémen et de Sada'a,

Saluant en outre la détermination du Gouvernement yéménite à promouvoir et à protéger pleinement les droits de l'homme,

Accueillant favorablement le fait que le Conseil des ministres a approuvé la ratification de la Convention internationale pour la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées, et notant qu'il a l'intention d'adhérer au statut de Rome de la Cour pénale internationale,

1. *Prend note* du rapport de la Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme sur la situation des droits de l'homme au Yémen[67] et du débat tenu à ce sujet au cours de la vingt-quatrième session du Conseil des droits de l'homme, ainsi que de la déclaration et des observations faites au sujet du rapport par le Gouvernement yéménite et de la volonté de celui-ci de coopérer avec l'Organisation des Nations Unies et le Haut-Commissariat ;

2. *Note avec satisfaction* les efforts accomplis par le Gouvernement yéménite pour appliquer les résolutions 18/19, 19/29 et 21/22 du Conseil des droits de l'homme ;

3. *Se félicite* de la présence sur le terrain du Haut-Commissariat, et note la coopération active du Gouvernement avec le Haut-Commissariat et les mesures prises en vue d'établir une institution nationale indépendante des droits de l'homme ;

4. *Attend avec intérêt* les mesures que prendra le Gouvernement yéménite, conformément à la résolution 19/29 du Conseil des droits de l'homme, en vue de la mise en application du décret républicain n° 140 de 2012, portant création d'un comité chargé d'enquêter sur les allégations de violation des droits de l'homme en 2011 et disposant que les enquêtes devront être transparentes, indépendantes et respectueuses des normes internationales, et invite le Gouvernement yéménite à présenter rapidement un calendrier pour la nomination rapide des membres de ce comité ;

5. *Attend également avec intérêt* l'adoption rapide d'une loi sur la justice en période de transition et la réconciliation nationale qui, tout en tenant compte des recommandations de la Conférence de dialogue national, soit conforme aux obligations et engagements internationaux du Yémen et compatible avec les meilleures pratiques ;

6. *Demande* à toutes les parties concernées de libérer les personnes qu'elles détiennent de façon arbitraire et de mettre fin à toute pratique de détention illégale de personnes, et rappelle la décision gouvernementale n° 180 (2012) de libérer toutes les personnes emprisonnées pour leur participation aux événements de 2011 ;

7. *Se félicite* des mesures prises par le Gouvernement yéménite pour mettre fin au recrutement et à l'utilisation d'enfants, et attend avec intérêt la mise en application sans délai de ces mesures ;

8. *Demande* que les groupes armés mettent fin au recrutement et à l'utilisation d'enfants et démobilisent ceux qui ont déjà été recrutés, et demande instamment à toutes les

[67] A/HRC/24/34.

parties de coopérer avec l'Organisation des Nations Unies et d'autres organismes qualifiés pour réinsérer ces enfants dans leurs communautés, en tenant compte des recommandations faites par le Secrétaire général dans son rapport sur le sort des enfants en temps de conflit armé[68] ;

9. *Demande* au Gouvernement yéménite d'enquêter sur les cas de violence à l'égard des journalistes, conformément à ses obligations internationales de respecter la liberté d'expression, le droit de réunion pacifique et la liberté d'association ;

10. *Note avec appréciation* la très grande représentation des femmes à la Conférence de dialogue national et encourage le Gouvernement yéménite à poursuivre ses efforts pour que les femmes soient représentées à tous les niveaux du processus politique et puissent participer à la vie publique, sans subir de discrimination ni de manœuvres d'intimidation ;

11. *Encourage* le Gouvernement yéménite à poursuivre la mise en œuvre des recommandations acceptées figurant dans les rapports de la Haut-Commissaire[69] avec le concours du Haut-Commissariat, et demande au Gouvernement de donner suite aux recommandations figurant dans le rapport que la Haut-Commissaire a présenté au Conseil des droits de l'homme à sa vingt-quatrième session[1] ;

12. *Rappelle* les engagements et les obligations du Gouvernement yéménite en matière de promotion et de protection des droits de l'homme ;

13. *Se réjouit* à la perspective de voir le Gouvernement poursuivre ses efforts en matière de promotion et de protection des droits de l'homme ;

14. *Engage* le Gouvernement yéménite à veiller, dans le cadre du respect scrupuleux des droits relatifs à la régularité des procédures, à la garantie d'un procès équitable, y compris dans les affaires pouvant entraîner une condamnation à la peine capitale, et de veiller à ce que cette peine ne soit pas appliquée à des mineurs, conformément aux engagements pris par le Gouvernement, y compris au cours de son Examen périodique universel en 2009, et note à cet égard la création du Comité technique de médecine légale et l'accélération des efforts du Gouvernement pour améliorer l'enregistrement des naissances avec l'aide de la communauté internationale ;

15. *Encourage et soutient* les efforts déployés par le Gouvernement yéménite pour promouvoir et protéger les droits des enfants, et appelle de ses vœux de rapides avancées dans la mise en place de mesures législatives, administratives, sociales et éducatives appropriées pour mettre fin aux mariages d'enfants et aux mariages précoces et forcés ;

16. *Invite* tous les organismes des Nations Unies, notamment le Haut-Commissariat, et les États Membres, à aider le processus de transition au Yémen, notamment en appuyant la mobilisation de ressources pour s'attaquer aux problèmes économiques et sociaux du Yémen, en coordination avec la communauté internationale des donateurs et conformément aux priorités définies par les autorités yéménites ;

17. *Demande* à la communauté internationale de fournir un appui financier dans le cadre du plan d'intervention humanitaire 2013 ;

18. *Prie* le Haut-Commissaire d'apporter une assistance technique et de collaborer avec le Gouvernement yéménite, selon que de besoin, afin de recenser d'autres domaines dans lesquels il serait possible d'aider le Yémen à s'acquitter de ses obligations en matière de droits de l'homme ;

19. *Prie* le Haut-Commissariat de lui soumettre à sa vingt-septième session, un rapport sur l'évolution de la situation dans le domaine des droits de l'homme au Yémen et sur la suite donnée à la présente résolution ainsi qu'aux résolutions 18/19, 19/29 et 21/22 du Conseil.

[68] A/67/845-S/2013/245.
[69] A/HRC18/21, A/HRC/19/51 et A/HRC/21/37.

37e séance
27 septembre 2013

[Adoptée sans vote]

24/33
Coopération technique en vue de prévenir les agressions contre les personnes atteintes d'albinisme

Le Conseil des droits de l'homme,

Guidé par les buts, principes et dispositions de la Charte des Nations Unies,

Réaffirmant la Déclaration universelle des droits de l'homme et rappelant les instruments internationaux pertinents relatifs aux droits de l'homme, notamment le Pacte international relatif aux droits civils et politiques, le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels et la Convention relative aux droits de l'enfant,

Réaffirmant aussi que chacun a droit à la vie, à la liberté et à la sécurité de sa personne, et que nul ne peut être soumis à la torture ni à des peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants,

Rappelant que la Charte et les instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme sont fondés sur les principes fondamentaux de l'égalité et de la non-discrimination,

Réaffirmant le droit à la santé et à l'éducation consacré par la Déclaration universelle des droits de l'homme et des instruments internationaux pertinents relatifs aux droits de l'homme,

Prenant note des travaux de la Représentante spéciale du Secrétaire général sur la violence à l'encontre des enfants,

Ayant à l'esprit la résolution 23/13 du Conseil des droits de l'homme, en date du 13 juin 2013,

Se déclarant vivement préoccupé par les agressions contre des personnes atteintes d'albinisme, y compris des femmes et des enfants, qui sont souvent commises en toute impunité,

Saluant les mesures prises et les efforts déployés par les pays concernés, notamment les poursuites engagées contre les agresseurs, la condamnation publique des agressions commises contre des personnes atteintes d'albinisme et la réalisation de campagnes de mobilisation de l'opinion publique,

Prenant note avec satisfaction du rapport préliminaire sur la situation des personnes atteintes d'albinisme présenté par la Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, conformément à la résolution 23/13 du Conseil,

Invitant les organes conventionnels et les titulaires de mandat au titre des procédures spéciales du Conseil des droits de l'homme à prendre en compte, dans le cadre de leur mandat respectif, la situation des personnes atteintes d'albinisme,

Demandant aux États d'établir les responsabilités au moyen d'enquêtes impartiales, rapides et efficaces sur les agressions commises contre des personnes atteintes d'albinisme sur le territoire relevant de leur juridiction, de traduire les responsables en justice et de faire en sorte que les victimes et les membres de leur famille aient accès à des recours utiles,

Convaincu qu'il est nécessaire de combattre et de faire cesser les agressions contre les personnes atteintes d'albinisme et d'adopter des mesures spéciales afin de protéger et de préserver le droit à la vie et à la sécurité qui est le leur, ainsi que le droit de ne pas être soumis à la torture et à des mauvais traitements,

1. *Demande* au Comité consultatif du Conseil des droits de l'homme d'établir une étude sur la situation des personnes atteintes d'albinisme en ce qui concerne les droits de l'homme et de soumettre un rapport sur la question au Conseil des droits de l'homme à sa vingt-huitième session ;

2. *Décide* de poursuivre l'examen de la question à sa vingt-huitième session, au titre du même point de l'ordre du jour.

37e séance
27 septembre 2013

[Adoptée sans vote]

24/34
Assistance technique à la République centrafricaine dans le domaine des droits de l'homme

Le Conseil des droits de l'homme,

Guidé par la Charte des Nations Unies, la Déclaration universelle des droits de l'homme et les autres instruments internationaux pertinents relatifs aux droits de l'homme,

Rappelant la résolution 60/251 de l'Assemblée générale en date du 15 mars 2006 et les résolutions 5/1 et 23/18 du Conseil des droits de l'homme en date du 18 juin 2007 et du 13 juin 2013, respectivement,

Considérant la situation qui règne en République centrafricaine depuis le 24 mars 2013,

Réaffirmant que tous les États ont l'obligation de promouvoir et de protéger les droits de l'homme et les libertés fondamentales consacrés par la Charte, la Déclaration universelle des droits de l'homme, les Pactes internationaux relatifs aux droits de l'homme et les autres instruments internationaux pertinents relatifs aux droits de l'homme auxquels ils sont parties,

Vu la Déclaration de Bamako, adoptée le 3 novembre 2000 par les États et les gouvernements francophones, qui condamne les coups d'État et toute autre prise de pouvoir par la violence, les armes ou quelque autre moyen illégal,

Vu également le communiqué final du Sommet extraordinaire des chefs d'État et de gouvernement de la Communauté économique des États de l'Afrique centrale, qui s'est tenu à N'Djamena le 21 décembre 2012, et l'accord politique signé à Libreville le 11 janvier 2013,

Prenant en compte les efforts entrepris par les États membres de la Communauté économique des États de l'Afrique centrale, notamment ceux du Président du Comité de suivi de la Communauté économique des États de l'Afrique centrale sur la situation en République centrafricaine,

Réaffirmant son attachement à la souveraineté, à l'indépendance, à l'unité et à l'intégrité territoriale de la République centrafricaine,

Préoccupé par la situation politique et humanitaire et les conditions de sécurité en République centrafricaine ainsi que par les risques d'affrontements intercommunautaires et interreligieux,

Gravement préoccupé par toutes les violations des droits de l'homme et violations du droit international humanitaire qui ont fait suite aux événements survenus le 24 mars 2013, notamment celles qui se traduisent par des exécutions sommaires, des viols et autres formes de violence sexuelle, des actes de torture, des pillages et des destructions de biens,

Rappelant que ces violences ont entraîné le déplacement massif des populations,

Ayant à l'esprit la mise en place d'un Conseil national de transition et la désignation par ce Conseil d'un chef de l'État chargé de conduire la transition,

Ayant également à l'esprit le déploiement de la Force multinationale d'Afrique centrale mandatée par la Communauté économique des États de l'Afrique centrale dans le cadre d'une opération visant à désarmer les miliciens, former les Forces armées centrafricaines et sécuriser le processus électoral,

1. *Accueille favorablement* les décisions du Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine et les conclusions du quatrième Sommet extraordinaire des chefs d'État et de gouvernement de la Communauté économique des États de l'Afrique centrale, qui s'est

tenu à N'Djamena le 18 avril 2013, et du Groupe international de contact sur la République centrafricaine, qui s'est réuni le 3 mai 2013 à Brazzaville ;

2. *Prend note avec satisfaction* du rapport intermédiaire établi par la Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme[70] ;

3. *Condamne* toutes les violations des droits de l'homme et violations du droit international humanitaire, notamment celles qui se traduisent par des exécutions sommaires, des arrestations et des détentions arbitraires, des viols et autres formes de violence sexuelle, le recrutement et l'utilisation d'enfants par les groupes armés, les pillages et les destructions de biens ;

4. *Appelle* à un arrêt immédiat de toutes les violations des droits de l'homme et des actes de violence ainsi qu'au strict respect de tous les droits de l'homme et de toutes les libertés fondamentales ;

5. *Salue* les initiatives lancées par la Communauté économique des États de l'Afrique centrale en vue de résoudre la crise centrafricaine, notamment la décision, prise à l'issue des sommets extraordinaires qu'elle a tenus à N'Djamena les 3 et 18 avril 2013, d'établir un dispositif institutionnel de transition en République centrafricaine pour une durée de dix-huit mois au maximum ;

6. *Appuie* les efforts que déploient l'Union africaine et la Communauté économique des États de l'Afrique centrale en vue de résoudre la crise en République centrafricaine et de rétablir définitivement l'ordre constitutionnel, la paix et la sécurité dans ce pays ;

7. *Encourage* les efforts menés par la Communauté économique des États de l'Afrique centrale, l'Union africaine, le système des Nations Unies et les partenaires de la République centrafricaine dans le cadre du processus de stabilisation qui a abouti à la mise en place d'une feuille de route pour la transition d'une durée de dix-huit mois, d'un Gouvernement d'union nationale, d'un Conseil national de transition, d'une Charte de la transition et d'une Cour constitutionnelle de transition ;

8. *Encourage* les autorités de transition à garantir la liberté d'expression, les invite à organiser des élections générales, libres et transparentes, comme le demande l'Accord de N'Djamena du 18 avril 2013, à garantir le respect des dispositions dudit Accord interdisant aux membres du Gouvernement de transition de se porter candidats et à organiser le scrutin en vue de créer les conditions d'un retour à l'ordre constitutionnel, d'une réconciliation durable et sans exclusive des différentes composantes de la population centrafricaine et de la consolidation de la paix en veillant à la pleine participation des femmes aux élections et au processus de réconciliation ;

9. *Sollicite* l'appui de toutes les parties prenantes et de tous les partenaires internationaux pour répondre aux besoins d'assistance financière, humanitaire et technique significative et aux mesures urgentes et prioritaires identifiées par la République centrafricaine ;

10. *Appelle* les autorités de transition à prendre toutes les mesures nécessaires pour mettre immédiatement fin, sur l'ensemble du territoire national, à tous les actes de violence à l'encontre de la population civile, dans le strict respect des dispositions applicables du droit international des droits de l'homme ;

11. *Appelle également* les autorités de transition à veiller au respect des droits et des libertés fondamentales de tous les groupes de population et à prendre toutes les mesures nécessaires pour faire en sorte qu'il n'y ait pas d'impunité pour les auteurs de crimes, d'actes de violence et de toutes autres violations des droits de l'homme ;

12. *Souligne* la nécessité que toutes les parties au conflit de faciliter l'accès humanitaire de l'Organisation des Nations Unies et d'autres organisations humanitaires à toutes les personnes ayant besoin d'assistance, ainsi que la nécessité pour les organisations humanitaires de continuer à fournir une assistance humanitaire adéquate aux réfugiés et aux

[70] A/HRC/24/59.

personnes déplacées et de relever les défis liés à la crise humanitaire en République centrafricaine ;

13. *Décide* de nommer, pour une période d'un an, un expert indépendant chargé de surveiller la situation des droits de l'homme en République centrafricaine, en vue de formuler des recommandations concernant l'assistance technique et le renforcement des capacités dans le domaine des droits de l'homme ;

14. *Prie* l'expert indépendant de lui présenter un rapport préliminaire à sa vingt-sixième session ;

15. *Demande* à la Haut-Commissaire de fournir à l'expert indépendant les ressources financières et humaines nécessaires à l'accomplissement de son mandat ;

16. *Décide* de rester saisi de cette question.

37e séance
27 septembre 2013

[Adoptée sans vote]

24/35
Incidence des transferts d'armes sur les droits de l'homme dans les conflits armés

Le Conseil des droits de l'homme,

S'inspirant de la Charte des Nations Unies et la Déclaration universelle des droits de l'homme,

Réaffirmant que chacun a droit à la vie, à la liberté et à la sécurité de sa personne, et à ce que règne, sur le plan social et sur le plan international, un ordre tel que les droits et libertés énoncés dans la Déclaration universelle des droits de l'homme puissent y trouver plein effet,

Rappelant le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, le Pacte international relatif aux droits civils et politiques, la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide, les Conventions de Genève du 12 août 1949 et les Protocoles additionnels du 8 juin 1977 s'y rapportant, d'autres instruments relatifs au droit international des droits de l'homme et au droit international humanitaire, et la Déclaration et le Programme d'action de Vienne,

Rappelant aussi la résolution 60/251 de l'Assemblée générale, en date du 15 mars 2006, et les résolutions 5/1 et 5/2 du Conseil des droits de l'homme ainsi que sa décision 5/101 du 18 juin 2007 et sa résolution 16/21 du 25 mars 2011,

Rappelant en particulier que le Conseil des droits de l'homme a pour vocation, notamment, d'être un lieu de dialogue sur les questions thématiques relatives à tous les droits de l'homme,

Conscient que des millions de personnes dans le monde sont touchées par des violations systématiques des droits de l'homme et des atteintes à ces droits dans les conflits armés,

Conscient aussi que le droit des droits de l'homme et le droit international humanitaire sont complémentaires et se renforcent mutuellement,

Rappelant les principes et dispositions relatifs au droit international des droits de l'homme et au droit international humanitaire, et relatifs à la promotion de l'action responsable des États, tels qu'ils sont énoncés dans le Traité sur le commerce des armes adopté par l'Assemblée générale le 2 avril 2013[71] ainsi que dans d'autres instruments pertinents,

Réaffirmant que tout devrait être fait pour veiller à ce qu'il soit mis fin à toutes les violations du droit international des droits de l'homme et du droit international humanitaire,

[71] Résolution 67/234 B.

ainsi qu'aux atteintes aux mêmes, et pour garantir le plein respect de leurs dispositions dans les conflits armés,

1. *Se dit profondément préoccupé* par le fait que les transferts d'armes à ceux qui prennent part à des conflits armés risquent de compromettre gravement les droits de l'homme des civils, en particulier des femmes, des enfants, des personnes âgées, des personnes handicapées et des groupes vulnérables ;

2. *Note avec une très grande inquiétude* que ces transferts d'armes peuvent avoir de graves incidences sur les droits des femmes et des filles, qui peuvent être touchées de façon disproportionnée par la large disponibilité des armes, car cela peut accroître le risque de violence sexuelle et sexiste et aussi contribuer au recrutement et à l'utilisation d'enfants dans des conflits armés ;

3. *Prie instamment* tous les États de s'abstenir de transférer des armes lorsqu'ils estiment, compte tenu de leurs procédures nationales applicables et des normes et obligations internationales, qu'il y a suffisamment de probabilités que ces armes soient utilisées pour commettre ou faciliter de graves violations du droit international des droits de l'homme ou du droit international humanitaire, ou de graves atteintes aux mêmes ;

4. *Invite* tous les titulaires de mandat au titre des procédures spéciales, commissions d'enquête et organes créés en vertu d'instruments relatifs aux droits de l'homme concernés à garder à l'esprit la présente résolution, dans le cadre de leurs mandats respectifs, lorsqu'ils examinent la situation des droits de l'homme en temps de conflit armé.

37e séance
27 septembre 2013

[Adoptée par 42 voix contre une, avec 4 abstentions, à l'issue d'un vote enregistré. Les voix se sont réparties comme suit :

Ont voté pour :

Allemagne, Angola, Argentine, Autriche, Bénin, Botswana, Brésil, Burkina Faso, Chili, Congo, Costa Rica, Côte d'Ivoire, Espagne, Équateur, Estonie, Éthiopie, Gabon, Guatemala, Inde, Indonésie, Irlande, Italie, Japon, Kazakhstan, Kenya, Libye, Malaisie, Maldives, Monténégro, Ouganda, Pakistan, Pérou, Philippines, Pologne, République de Corée, République de Moldova, République tchèque, Roumanie, Sierra Leone, Suisse, Thaïlande, Venezuela (République bolivarienne du).

Ont voté contre :

États-Unis d'Amérique.

Se sont abstenus :

Émirats arabes unis, Koweït, Mauritanie, Qatar.]

II. Décisions adoptées par le Conseil des droits de l'homme à sa vingt-quatrième session

24/101
Document final de l'Examen périodique universel : Turkménistan

Le Conseil des droits de l'homme,

Agissant dans le cadre du mandat que lui a confié l'Assemblée générale dans sa résolution 60/251 du 15 mars 2006, et des résolutions 5/1 et 16/21 du Conseil, en date respectivement du 18 juin 2007 et du 21 mars 2011, et conformément à la déclaration du Président PRST/8/1 sur les modalités et les pratiques relatives à l'Examen périodique universel du 9 avril 2008,

Ayant procédé à l'examen concernant le Turkménistan le 22 avril 2013, conformément à toutes les dispositions pertinentes de la résolution 5/1 du Conseil,

Adopte le document final de l'Examen périodique universel concernant le Turkménistan, qui est constitué par le rapport du Groupe de travail sur l'Examen périodique universel portant sur le Turkménistan (A/HRC/24/3) et par les observations de celui-ci sur les recommandations et/ou conclusions formulées ainsi que les engagements qu'il a pris et les réponses qu'il a apportées, avant l'adoption du document final en plénière, aux questions ou aux points qui n'avaient pas été suffisamment traités pendant le dialogue avec le Groupe de travail (A/HRC/24/3/Add.1 et A/HRC/24/2, chap. VI).

19e séance
18 septembre 2013

[Adoptée sans vote]

24/102
Document final de l'Examen périodique universel : Burkina Faso

Le Conseil des droits de l'homme,

Agissant dans le cadre du mandat que lui a confié l'Assemblée générale dans sa résolution 60/251 en date du 15 mars 2006, et des résolutions 5/1 et 16/21 du Conseil, en date respectivement du 18 juin 2007 et du 21 mars 2011, et conformément à la déclaration du Président PRST/8/1 sur les modalités et les pratiques relatives à l'Examen périodique universel du 9 avril 2008,

Ayant procédé à l'examen concernant le Burkina Faso le 22 avril 2013, conformément à toutes les dispositions pertinentes de la résolution 5/1 du Conseil,

Adopte le document final de l'Examen périodique universel concernant le Burkina Faso qui est constitué par le rapport du Groupe de travail sur l'Examen périodique universel portant sur le Burkina Faso (A/HRC/24/4) et par les observations de celui-ci sur les recommandations et/ou conclusions formulées ainsi que les engagements qu'il a pris et les réponses qu'il a apportées, avant l'adoption du document final en plénière, aux questions ou aux points qui n'avaient pas été suffisamment traités pendant le dialogue avec le Groupe de travail (A/HRC/24/2, chap. VI).

19e séance
18 septembre 2013

[Adoptée sans vote]

24/103
Document final de l'Examen périodique universel : Cap-Vert

Le Conseil des droits de l'homme,

Agissant dans le cadre du mandat que lui a confié l'Assemblée générale dans sa résolution 60/251 en date du 15 mars 2006 et des résolutions 5/1 et 16/21 du Conseil, en date respectivement du 18 juin 2007 et du 21 mars 2011, et conformément à la déclaration du Président PRST/8/1 sur les modalités et les pratiques relatives à l'Examen périodique universel du 9 avril 2008,

Ayant procédé à l'examen concernant le Cap-Vert le 23 avril 2013, conformément à toutes les dispositions pertinentes de la résolution 5/1 du Conseil,

Adopte le document final de l'Examen périodique universel concernant le Cap-Vert, qui est constitué par le rapport du Groupe de travail sur l'Examen périodique universel portant sur le Cap-Vert (A/HRC/24/5) et par les observations de celui-ci sur les recommandations et/ou conclusions formulées ainsi que les engagements qu'il a pris et les réponses qu'il a apportées, avant l'adoption du document final en plénière, aux questions ou aux points qui n'avaient pas été suffisamment traités pendant le dialogue avec le Groupe de travail (A/HRC/24/2, chap. VI).

19e séance
18 septembre 2013

[Adoptée sans vote]

24/104
Document final de l'Examen périodique universel : Tuvalu

Le Conseil des droits de l'homme,

Agissant dans le cadre du mandat que lui a confié l'Assemblée générale dans sa résolution 60/251 du 15 mars 2006, et des résolutions 5/1 et 16/21 du Conseil, en date respectivement du 18 juin 2007 et du 21 mars 2011, et conformément à la déclaration du Président PRST/8/1 sur les modalités et les pratiques relatives à l'Examen périodique universel du 9 avril 2008,

Ayant procédé à l'examen concernant les Tuvalu le 24 avril 2013, conformément à toutes les dispositions pertinentes de la résolution 5/1 du Conseil,

Adopte le document final de l'Examen périodique universel concernant les Tuvalu qui est constitué par le rapport du Groupe de travail sur l'Examen périodique universel portant sur les Tuvalu (A/HRC/24/8) et par les observations de ceux-ci sur les recommandations et/ou conclusions formulées ainsi que les engagements qu'ils ont pris volontairement et les réponses qu'ils ont apportées, avant l'adoption du document final en plénière, aux questions ou aux points qui n'avaient pas été suffisamment traités pendant le dialogue avec le Groupe de travail (A/HRC/24/8/Add.1 et A/HRC/24/2, chap. VI).

20e séance
19 septembre 2013

[Adoptée sans vote]

24/105
Document final de l'Examen périodique universel : Colombie

Le Conseil des droits de l'homme,

Agissant dans le cadre du mandat que lui a confié l'Assemblée générale dans sa résolution 60/251 en date du 15 mars 2006 et des résolutions 5/1 et 16/21 du Conseil, en date respectivement du 18 juin 2007 et du 21 mars 2011, et conformément à la déclaration du Président PRST/8/1 sur les modalités et les pratiques relatives à l'Examen périodique universel du 9 avril 2008,

Ayant procédé à l'examen concernant la Colombie le 23 avril 2013, conformément à toutes les dispositions pertinentes de la résolution 5/1 du Conseil,

Adopte le document final de l'Examen périodique universel concernant la Colombie qui est constitué par le rapport du Groupe de travail sur l'Examen périodique universel portant sur la Colombie (A/HRC/24/6) et par les observations de celle-ci sur les recommandations et/ou conclusions formulées ainsi que les engagements qu'elle a pris et les réponses qu'elle a apportées, avant l'adoption du document final en plénière, aux questions ou aux points qui n'avaient pas été suffisamment traités pendant le dialogue avec le Groupe de travail (A/HRC/24/6/Add.1 et A/HRC/24/2, chap. VI).

20e séance
19 septembre 2013

[Adoptée sans vote]

24/106
Document final de l'Examen périodique universel : Ouzbékistan

Le Conseil des droits de l'homme,

Agissant dans le cadre du mandat que lui a confié l'Assemblée générale dans sa résolution 60/251 du 15 mars 2006 et des résolutions 5/1 et 16/21 du Conseil, en date

respectivement du 18 juin 2007 et du 21 mars 2011, et conformément à la déclaration du Président PRST/8/1 sur les modalités et les pratiques relatives à l'Examen périodique universel du 9 avril 2008,

Ayant procédé à l'examen concernant l'Ouzbékistan le 24 avril 2013, conformément à toutes les dispositions pertinentes de la résolution 5/1 du Conseil,

Adopte le document final de l'Examen périodique universel concernant l'Ouzbékistan, qui est constitué par le rapport du Groupe de travail sur l'Examen périodique universel portant sur l'Ouzbékistan (A/HRC/24/7) et par les observations de celui-ci sur les recommandations et/ou conclusions formulées ainsi que les engagements qu'il a pris et les réponses qu'il a apportées, avant l'adoption du document final en plénière, aux questions ou aux points qui n'avaient pas été suffisamment traités pendant le dialogue avec le Groupe de travail (A/HRC/24/7/Add.1 et A/HRC/24/2, chap. VI).

20e séance
19 septembre 2013

[Adoptée sans vote]

24/107
Document final de l'Examen périodique universel : Allemagne

Le Conseil des droits de l'homme,

Agissant dans le cadre du mandat que lui a confié l'Assemblée générale dans sa résolution 60/251 du 15 mars 2006 et des résolutions 5/1 et 16/21 du Conseil, en date respectivement du 18 juin 2007 et du 21 mars 2011, et conformément à la déclaration du Président PRST/8/1 sur les modalités et les pratiques relatives à l'Examen périodique universel du 9 avril 2008,

Ayant procédé à l'examen concernant l'Allemagne le 25 avril 2013, conformément à toutes les dispositions pertinentes de la résolution 5/1 du Conseil,

Adopte le document final de l'Examen périodique universel concernant l'Allemagne, qui est constitué par le rapport du Groupe de travail sur l'Examen périodique universel portant sur l'Allemagne (A/HRC/24/9) et par les observations de celle-ci sur les recommandations et/ou conclusions formulées ainsi que les engagements qu'elle a pris et les réponses qu'elle a apportées, avant l'adoption du document final en plénière, aux questions ou aux points qui n'avaient pas été suffisamment traités pendant le dialogue avec le Groupe de travail (A/HRC/24/9/Add.1 et A/HRC/24/2, chap. VI).

22e séance
19 septembre 2013

[Adoptée sans vote]

24/108
Document final de l'Examen périodique universel : Djibouti

Le Conseil des droits de l'homme,

Agissant dans le cadre du mandat que lui a confié l'Assemblée générale dans sa résolution 60/251 en date du 15 mars 2006 et des résolutions 5/1 et 16/21 du Conseil, en date respectivement du 18 juin 2007 et du 21 mars 2011, et conformément à la déclaration du Président PRST/8/1 sur les modalités et les pratiques relatives à l'Examen périodique universel du 9 avril 2008,

Ayant procédé à l'examen concernant Djibouti le 25 avril 2013, conformément à toutes les dispositions pertinentes de la résolution 5/1 du Conseil,

Adopte le document final de l'Examen périodique universel concernant Djibouti qui est constitué par le rapport du Groupe de travail sur l'Examen périodique universel portant sur Djibouti (A/HRC/24/10) et par les observations de celui-ci sur les recommandations et/ou

conclusions formulées ainsi que les engagements qu'il a pris et les réponses qu'il a apportées, avant l'adoption du document final en plénière, aux questions ou aux points qui n'avaient pas été suffisamment traités pendant le dialogue avec le Groupe de travail (A/HRC/24/2, chap. VI).

22e séance
19 septembre 2013

[Adoptée sans vote]

24/109
Document final de l'Examen périodique universel : Canada

Le Conseil des droits de l'homme,

Agissant dans le cadre du mandat que lui a confié l'Assemblée générale dans sa résolution 60/251 en date du 15 mars 2006 et des résolutions 5/1 et 16/21 du Conseil, en date respectivement du 18 juin 2007 et du 21 mars 2011, et conformément à la déclaration du Président PRST/8/1 sur les modalités et les pratiques relatives à l'Examen périodique universel du 9 avril 2008,

Ayant procédé à l'examen concernant le Canada le 26 avril 2013, conformément à toutes les dispositions pertinentes de la résolution 5/1 du Conseil,

Adopte le document final de l'Examen périodique universel concernant le Canada qui regroupe le rapport du Groupe de travail sur l'Examen périodique universel portant sur le Canada (A/HRC/24/11) et par les observations de celui-ci sur les recommandations et/ou conclusions formulées ainsi que les engagements qu'il a pris volontairement et les réponses qu'il a apportées, avant l'adoption du document final en plénière, aux questions ou aux points qui n'avaient pas été suffisamment traités pendant le dialogue avec le Groupe de travail (A/HRC/24/11/Add.1 et A/HRC/24/2, chap. VI).

22e séance
19 septembre 2013

[Adoptée sans vote]

24/110
Document final de l'Examen périodique universel : Bangladesh

Le Conseil des droits de l'homme,

Agissant dans le cadre du mandat que lui a confié l'Assemblée générale dans sa résolution 60/251 en date du 15 mars 2006 et des résolutions 5/1 et 16/21 du Conseil, en date respectivement du 18 juin 2007 et du 21 mars 2011, et conformément à la déclaration du Président PRST/8/1 sur les modalités et les pratiques relatives à l'Examen périodique universel du 9 avril 2008,

Ayant procédé à l'examen concernant le Bangladesh le 29 avril 2013, conformément à toutes les dispositions pertinentes de la résolution 5/1 du Conseil,

Adopte le document final de l'Examen périodique universel concernant le Bangladesh qui est constitué par le rapport du Groupe de travail sur l'Examen périodique universel portant sur le Bangladesh (A/HRC/24/12) et par les observations de celui-ci sur les recommandations et/ou conclusions formulées ainsi que les engagements qu'il a pris volontairement et les réponses qu'il a apportées, avant l'adoption du document final en plénière, aux questions ou aux points qui n'avaient pas été suffisamment traités pendant le dialogue avec le Groupe de travail (A/HRC/24/12/Add.1 et A/HRC/24/2, chap. VI).

23e séance
20 septembre 2013

[Adoptée sans vote]

24/111
Document final de l'Examen périodique universel : Azerbaïdjan

Le Conseil des droits de l'homme,

Agissant dans le cadre du mandat que lui a confié l'Assemblée générale dans sa résolution 60/251 en date du 15 mars 2006 et des résolutions 5/1 et 16/21 du Conseil, en date respectivement du 18 juin 2007 et du 21 mars 2011, et conformément à la déclaration du Président PRST/8/1 sur les modalités et les pratiques relatives à l'Examen périodique universel du 9 avril 2008,

Ayant procédé à l'examen concernant l'Azerbaïdjan le 30 avril 2013, conformément à toutes les dispositions pertinentes de la résolution 5/1 du Conseil,

Adopte le document final de l'Examen périodique universel concernant l'Azerbaïdjan, qui est constitué par le rapport du Groupe de travail sur l'Examen périodique universel portant sur l'Azerbaïdjan (A/HRC/24/13) et par les observations de celui-ci sur les recommandations et/ou conclusions formulées ainsi que les engagements qu'il a pris et les réponses qu'il a apportées, avant l'adoption du document final en plénière, aux questions ou aux points qui n'avaient pas été suffisamment traités pendant le dialogue avec le Groupe de travail (A/HRC/24/13/Add.1 et A/HRC/24/2, chap. VI).

23e séance
20 septembre 2013

[Adoptée sans vote]

24/112
Document final de l'Examen périodique universel : Fédération de Russie

Le Conseil des droits de l'homme,

Agissant dans le cadre du mandat que lui a confié l'Assemblée générale dans sa résolution 60/251 en date du 15 mars 2006 et des résolutions 5/1 et 16/21 du Conseil, en date respectivement du 18 juin 2007 et du 21 mars 2011, et conformément à la déclaration du Président PRST/8/1 sur les modalités et les pratiques relatives à l'Examen périodique universel du 9 avril 2008,

Ayant procédé à l'examen concernant la Fédération de Russie le 29 avril 2013, conformément à toutes les dispositions pertinentes de la résolution 5/1 du Conseil,

Adopte le document final de l'Examen périodique universel concernant la Fédération de Russie, qui est constitué par le rapport du Groupe de travail sur l'Examen périodique universel portant sur la Fédération de Russie (A/HRC/24/14) et par les observations de celle-ci sur les recommandations et/ou conclusions formulées ainsi que les engagements qu'elle a pris et les réponses qu'elle a apportées, avant l'adoption du document final en plénière, aux questions ou aux points qui n'avaient pas été suffisamment traités pendant le dialogue avec le Groupe de travail (A/HRC/24/14/Add.1 et A/HRC/24/2, chap. VI).

24e séance
20 septembre 2013

[Adoptée sans vote]

24/113
Document final de l'Examen périodique universel : Cameroun

Le Conseil des droits de l'homme,

Agissant dans le cadre du mandat que lui a confié l'Assemblée générale dans sa résolution 60/251 en date du 15 mars 2006, et des résolutions 5/1 et 16/21 du Conseil, en date respectivement du 18 juin 2007 et du 21 mars 2011, et conformément à la déclaration du

Président PRST/8/1 sur les modalités et les pratiques relatives à l'Examen périodique universel du 9 avril 2008,

Ayant procédé à l'examen concernant le Cameroun le 1er mai 2013, conformément à toutes les dispositions pertinentes de la résolution 5/1 du Conseil,

Adopte le document final de l'Examen périodique universel concernant le Cameroun, qui est constitué par le rapport du Groupe de travail sur l'Examen périodique universel portant sur le Cameroun (A/HRC/24/15) et par les observations de celui-ci sur les recommandations et/ou conclusions formulées, ainsi que les engagements qu'il a pris et les réponses qu'il a apportées, avant l'adoption du document final en plénière, aux questions ou aux points qui n'avaient pas été suffisamment traités pendant le dialogue avec le Groupe de travail (A/HRC/24/2, chap. VI).

24e séance
20 septembre 2013

[Adoptée sans vote]

24/114
Document final de l'Examen périodique universel : Cuba

Le Conseil des droits de l'homme,

Agissant dans le cadre du mandat que lui a confié l'Assemblée générale dans sa résolution 60/251 en date du 15 mars 2006, et des résolutions 5/1 et 16/21 du Conseil, en date respectivement du 18 juin 2007 et du 21 mars 2011, et conformément à la déclaration du Président PRST/8/1 sur les modalités et les pratiques relatives à l'Examen périodique universel du 9 avril 2008,

Ayant procédé à l'examen concernant Cuba le 1er mai 2013, conformément à toutes les dispositions pertinentes de la résolution 5/1 du Conseil,

Adopte le document final de l'Examen périodique universel concernant Cuba qui est constitué par le rapport du Groupe de travail sur l'Examen périodique universel portant sur Cuba (A/HRC/24/16), et par les observations de celui-ci sur les recommandations et/ou conclusions formulées ainsi que les engagements qu'il a pris et les réponses qu'il a apportées, avant l'adoption du document final en plénière, aux questions ou aux points qui n'avaient pas été suffisamment traités pendant le dialogue avec le Groupe de travail (A/HRC/24/16/Add.1 et A/HRC/24/2, chap. VI).

24e séance
20 septembre 2013

[Adoptée sans vote]

24/115
Report de la prorogation du mandat du Rapporteur spécial sur le logement convenable en tant qu'élément du droit à un niveau de vie suffisant ainsi que sur le droit à la non-discrimination à cet égard

À sa 34e séance, le 26 septembre 2013, le Conseil des droits de l'homme, rappelant sa résolution 16/21 du 25 mars 2011 et la résolution 65/281 de l'Assemblée générale en date du 17 juin 2011, afin d'assurer la synchronisation voulue entre les résolutions, les mandats et la présentation de rapports par les titulaires de mandat au titre des procédures spéciales, a décidé de reporter à sa vingt-cinquième session la prorogation du mandat du Rapporteur spécial sur le logement convenable en tant qu'élément du droit à un niveau de vie suffisant ainsi que sur le droit à la non-discrimination à cet égard, et, en conséquence, de prolonger, à titre exceptionnel, le mandat du Rapporteur spécial jusqu'à cette session.

[Adoptée sans vote]

24/116
Réunion-débat sur la sécurité des journalistes

À sa 34e séance, le 26 septembre 2013, le Conseil des droits de l'homme a décidé d'adopter le texte ci-après :

« *Le Conseil des droits de l'homme*,

S'inspirant de la Charte des Nations Unies, de la Déclaration universelle des droits de l'homme, des pactes internationaux relatifs aux droits de l'homme et d'autres instruments internationaux pertinents relatifs aux droits de l'homme,

Rappelant la résolution 21/12 du Conseil des droits de l'homme en date du 27 septembre 2012 sur la sécurité des journalistes,

Rappelant aussi toutes les résolutions pertinentes de la Commission des droits de l'homme et du Conseil des droits de l'homme, en particulier la résolution 12/16 du Conseil en date du 2 octobre 2009, et toutes les autres résolutions sur le droit à la liberté d'opinion et d'expression, la résolution 13/24 du Conseil des droits de l'homme en date du 26 mars 2010 sur la protection des journalistes dans les situations de conflit armé et la résolution 20/8 du Conseil des droits de l'homme en date du 5 juillet 2012 sur la promotion, la protection et l'exercice des droits de l'homme sur Internet,

Rappelant également tous les rapports pertinents établis par les titulaires de mandat relevant des procédures spéciales du Conseil des droits de l'homme sur la sécurité des journalistes, en particulier les rapports du Rapporteur spécial sur la promotion et la protection du droit à la liberté d'opinion et d'expression[72] et du Rapporteur spécial sur les exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires[73] présentés au Conseil des droits de l'homme à sa vingtième session, et du dialogue auquel ils ont donné lieu,

Profondément préoccupé par les fréquentes atteintes aux droits de l'homme des journalistes, qui prennent notamment les formes suivantes : homicide, torture, disparition forcée, détention arbitraire, expulsion, intimidation, harcèlement, menaces et autres actes de violence, ainsi que par les mesures telles que la surveillance, ou encore la fouille ou la saisie, lorsqu'elles sont destinées à entraver le travail des journalistes,

Accueillant avec satisfaction le rapport du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme relatif à la sécurité des journalistes[74] présenté au Conseil des droits de l'homme à sa vingt-quatrième session,

Saluant en particulier la recommandation formulée dans le rapport, de continuer de promouvoir la question de la sécurité des journalistes dans le cadre des travaux du Conseil des droits de l'homme et des tables rondes organisés en marge de ces travaux,

1. *Décide* de convoquer, à sa vingt-sixième session, une réunion-débat sur la question de la sécurité des journalistes, particulièrement axée sur les conclusions tirées dans le rapport du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme relatif à la sécurité des journalistes[74], sur l'identification des problèmes et la mise au point de pratiques positives pour garantir la sécurité des journalistes par l'échange d'informations sur les initiatives prises pour les protéger ;

2. *Prie* le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme d'organiser cette réunion-débat dans la limite des ressources disponibles et en consultation avec les États, les organismes, fonds et programmes des Nations Unies, en particulier l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, les organes conventionnels, les procédures spéciales et les mécanismes régionaux de protection des droits de l'homme, et avec la société civile, les organisations non gouvernementales et les institutions nationales de protection des droits de l'homme, afin de garantir leur participation à cette manifestation ;

[72] A/HRC/20/17 et Add.1-3.
[73] A/HRC/20/22, Corr.1 et Add.1-4.
[74] A/HRC/24/23.

3. *Prie également* le Haut-Commissariat d'établir un rapport rendant compte sous forme résumée des conclusions de la réunion-débat et de le présenter au Conseil à sa vingt-septième session. ».

[Adoptée sans vote]

24/117
Panel de haut niveau sur l'identification des bonnes pratiques en matière de lutte contre les mutilations génitales féminines

À sa 35e séance, le 27 septembre 2013, le Conseil des droits de l'homme a décidé d'adopter le texte ci-après :

« *Le Conseil des droits de l'homme*,

Réaffirmant les buts et principes de la Charte des Nations Unies,

Rappelant la Déclaration universelle des droits de l'homme, le Pacte international relatif aux droits civils et politiques, la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes et la Convention relative aux droits de l'enfant,

Rappelant le Protocole à la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples, relatif aux droits de la femme en Afrique,

Rappelant également la résolution 67/146 de l'Assemblée générale en date du 20 décembre 2012 intitulée "Intensification de l'action mondiale visant à éliminer les mutilations génitales féminines", consécutive à la décision adoptée par l'Union africaine à Malabo le 1er juillet 2011, pour encourager l'adoption par l'Assemblée générale, à sa soixante-sixième session, d'une résolution interdisant les mutilations génitales féminines,

Profondément préoccupé par le fait que, en dépit de l'intensification des efforts déployés aux niveaux national, régional et international et de l'accent mis sur l'abandon des mutilations génitales féminines, cette pratique continue d'exister dans toutes les régions du monde,

Prenant note du rapport du Secrétaire général sur la question des mutilations génitales féminines[75],

Rappelant notamment la Déclaration et le Programme d'action de Vienne, adoptés le 25 juin 1993 par la Conférence mondiale sur les droits de l'homme[76], la Conférence internationale sur la population et le développement et son Programme d'action[77], la Déclaration et le Programme d'action de Beijing[78] et leurs réunions de suivi,

Reconnaissant et soulignant l'importance de la thématique et la possibilité d'organiser des débats internationaux sur les mutilations génitales féminines, comme l'a suggéré l'Assemblée générale dans sa résolution 67/146,

1. *Décide* d'organiser, à sa vingt-sixième session, un panel de haut niveau intitulé "Identification des bonnes pratiques en matière de lutte contre les mutilations génitales féminines" afin d'échanger des vues sur les progrès accomplis, les bonnes pratiques, les défis et obstacles rencontrés dans la lutte contre les mutilations génitales féminines, ainsi que sur les initiatives prises au niveau national, régional et international en vue de les éradiquer ;

2. *Demande* au Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme d'organiser ce panel de haut niveau sur l'"Identification des bonnes pratiques en matière de lutte contre les mutilations génitales féminines" et de consulter les États, les institutions, les

[75] E/CN.6/2012/8.

[76] A/CONF.157/24 (Part I), chap. III.

[77] *Rapport de la Conférence internationale sur la population et le développement*, Le Caire, 5-13 septembre 1994 (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.95.XIII.18), chap. I, résolution 1, annexe.

[78] *Rapport de la quatrième Conférence mondiale sur les femmes*, Beijing, 4-15 septembre 1995 (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.96.IV.13), chap. I, résolution 1, annexes I et II.

organes conventionnels, les titulaires de mandat au titre des procédures spéciales et les mécanismes régionaux de défense des droits de l'homme compétents, ainsi que les parlementaires, la société civile, y compris les organisations non gouvernementales et les institutions nationales des droits de l'homme, afin de s'assurer de leur participation au panel ;

3. *Demande également* au Haut-Commissariat d'élaborer, sous forme de résumé, un rapport sur les débats du panel de haut niveau. ».

[Adoptée sans vote]

24/118
Création d'un fonds spécial pour la participation de la société civile au Forum social, au Forum sur les questions relatives aux minorités et au Forum sur les entreprises et les droits de l'homme

À sa 37e séance, le 27 septembre 2013, le Conseil des droits de l'homme a décidé d'adopter le texte ci-après :

« *Le Conseil des droits de l'homme*,

Guidé par la Charte des Nations Unies,

Réaffirmant la Déclaration universelle des droits de l'homme et la Déclaration et le Programme d'action de Vienne,

Rappelant la résolution 60/251 de l'Assemblée générale en date du 15 mars 2006 et la résolution 5/1 du Conseil des droits de l'homme en date du 18 juin 2007,

Rappelant également la résolution 6/13 du Conseil des droits de l'homme en date du 28 septembre 2007 et toutes les résolutions ultérieures du Conseil sur le Forum social, la résolution 6/15 du Conseil en date du 28 septembre 2007 et toutes les résolutions ultérieures du Conseil relatives au Forum sur les questions relatives aux minorités, et la résolution 17/4 du Conseil en date du 16 juin 2011 et toutes les résolutions ultérieures du Conseil relatives au Forum sur les entreprises et les droits de l'homme,

Conscient que la société civile, notamment les organisations non gouvernementales, jouent un rôle important aux niveaux national, régional et international dans la promotion et la protection de tous les droits de l'homme,

Constatant que les financements consacrés au Forum social, au Forum sur les questions relatives aux minorités et au Forum sur les entreprises et les droits de l'homme ne suffisent pas à assurer une large participation, notamment parmi les entités pertinentes de la société civile qui peuvent ne pas être en mesure de financer leur propre déplacement,

1. *Prie* le Secrétaire général de créer un fonds spécial pour la participation de la société civile et d'autres parties prenantes concernées au Forum social, au Forum sur les questions relatives aux minorités et au Forum sur les entreprises et les droits de l'homme, qui sera administré par le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme conformément au Règlement financier et aux Règles de gestion financière de l'Assemblée générale, et qui servira à appuyer la participation des représentants de la société civile et d'autres parties prenantes concernées aux réunions annuelles du Forum social, du Forum sur les questions relatives aux minorités et du Forum sur les entreprises et les droits de l'homme conformément aux mandats respectifs de ces derniers, et prie le Haut-Commissariat de faire rapport à ce sujet ;

2. *Décide* que le Fonds spécial pour la participation de la société civile au Forum social, au Forum sur les questions relatives aux minorités et au Forum sur les entreprises et les droits de l'homme devrait viser à faciliter la participation la plus large possible des représentants de la société civile et d'autres parties prenantes concernées, et donner la priorité à la participation d'organisations non gouvernementales locales ou nationales œuvrant dans les domaines d'activité pertinents, notamment celles des pays les moins avancés, et que les ressources du Fonds spécial devraient être utilisées de manière à assurer le même niveau de soutien ou un niveau de soutien approprié à chacun des forums ;

3. *Invite* les États à appuyer la participation de la société civile et d'autres parties prenantes concernées au Forum social, au Forum sur les questions relatives aux minorités et au Forum sur les entreprises et les droits de l'homme et, à cette fin, à verser des contributions volontaires au Fonds spécial ;

4. *Encourage* les organisations intergouvernementales et non gouvernementales et d'autres entités publiques ou privées à verser des contributions volontaires au Fonds spécial. ».

[Adoptée sans vote]

III. Déclarations du Président faites à la vingt-quatrième session

PRST 24/1
Rapports du Comité consultatif

À la 37e séance, le 27 septembre 2013, le Président du Conseil des droits de l'homme a donné lecture de la déclaration ci-après :

« Le Conseil des droits de l'homme prend note des rapports du Comité consultatif sur ses dixième et onzième sessions (A/HRC/AC/10/3 et A/HRC/AC/11/2) et de la recommandation formulée dans la mesure 11/1, paragraphe 4.

Après consultation avec les États membres, je crois comprendre que la présente déclaration ne crée aucun précédent pour les rapports futurs du Comité consultatif, qui seront traités conformément aux résolutions 5/1 et 16/21 du Conseil des droits de l'homme. ».

Deuxième partie
Résumé des débats

I. Questions d'organisation et de procédure

A. Ouverture et durée de la session

1. Le Conseil des droits de l'homme a tenu sa vingt-quatrième session à l'Office des Nations Unies à Genève du 9 au 27 septembre 2013. Le Président du Conseil a ouvert la session.

2. Tenue conformément à l'article 8 b) du Règlement intérieur du Conseil des droits de l'homme, tel qu'il figure dans la section VII de l'annexe de la résolution 5/1 du Conseil, la séance d'organisation de la vingt-quatrième session a eu lieu le 29 août 2013.

3. À la vingt-quatrième session, le Conseil a tenu 37 séances réparties sur quinze jours.

B. Participation

4. Ont participé à la session des représentants* des États membres du Conseil des droits de l'homme, des observateurs** d'États membres du Conseil, des observateurs** d'États non membres de l'Organisation des Nations Unies et d'autres observateurs**, ainsi que des observateurs** d'entités et d'institutions spécialisées des Nations Unies et d'organisations apparentées, d'organisations intergouvernementales et d'autres entités, d'institutions nationales des droits de l'homme et d'organisations non gouvernementales (voir annexe I).

C. Ordre du jour et programme de travail de la session

5. À sa 1re séance, le 9 septembre 2013, le Conseil des droits de l'homme a adopté l'ordre du jour et le programme de travail de la vingt-quatrième session.

D. Organisation des travaux

6. À la 1re séance, le Président a présenté les modalités du débat général ; le temps de parole serait de trois minutes pour les représentants des États membres du Conseil et de deux minutes pour les États observateurs et les autres observateurs.

7. À la 3e séance, le 10 septembre 2013, le Président a présenté les modalités du dialogue individuel avec les titulaires de mandat au titre des procédures spéciales, qui se tiendrait au titre des points 3 et 10 de l'ordre du jour ; les titulaires de mandat disposeraient de dix minutes pour présenter leur rapport initial puis de cinq minutes pour formuler leurs observations finales ; le temps de parole serait de trois minutes pour les représentants des États membres du Conseil et de deux minutes pour les États observateurs et les autres observateurs (le temps de parole total pour les organisations non gouvernementales serait de dix minutes).

8. À la 4e séance, le 10 septembre 2013, le Président a présenté les modalités du dialogue en groupe avec les titulaires de mandat au titre des procédures spéciales, qui se tiendrait au titre du point 3 de l'ordre du jour ; les titulaires de mandat disposeraient de dix minutes pour présenter leur rapport initial puis de cinq minutes pour formuler leurs observations finales ; le temps de parole serait de cinq minutes pour les représentants des États membres du Conseil et de trois minutes pour les États observateurs et les autres observateurs (le temps de parole total pour les organisations non gouvernementales serait de vingt minutes par groupe de deux titulaires de mandat).

* Dans le présent rapport, le mot « représentant » désigne des représentants et des représentantes.

** Dans le présent rapport, le mot « observateur » désigne des observateurs et des observatrices.

9. À la 5e séance, le 11 septembre 2013, le Président a présenté les modalités des réunions-débats, telles que résumées dans les documents de réflexion ; le temps de parole serait de cinq ou sept minutes pour les intervenants et de deux minutes pour les représentants des États membres du Conseil, les États observateurs et les autres observateurs.

10. À la 10e séance, le Président a annoncé que la proposition faite par le Bureau d'installer dans la salle XX un nouveau système d'inscription sur la liste des intervenants pour les dialogues et les réunions-débats n'avait rencontré aucune objection. Le Conseil a adopté la proposition.

11. À la 17e séance, le Président a fait référence à la note verbale du 10 septembre 2013 dans laquelle la Mission permanente de la République centrafricaine priait le Conseil de tenir, à sa vingt-quatrième session, un dialogue sur la situation des droits de l'homme dans le pays. Le Conseil a décidé de tenir un dialogue sur la situation des droits de l'homme en République centrafricaine le 25 septembre 2013.

12. À la 19e séance, le 18 septembre 2013, le Président a présenté les modalités de l'examen des textes issus de l'Examen périodique universel, prévu au point 6 de l'ordre du jour ; le temps de parole serait de vingt minutes pour que l'État concerné expose ses vues ; le cas échéant, de deux minutes pour l'institution nationale des droits de l'homme dotée du statut « A » ; de vingt minutes au plus pour que les États membres du Conseil, les États observateurs et les organismes des Nations Unies expriment leurs vues sur les textes issus de l'Examen, avec un temps de parole variable en fonction du nombre d'intervenants, conformément aux modalités définies dans l'annexe à la résolution 16/21 ; et de vingt minutes au plus pour que les parties prenantes formulent des observations générales sur les textes issus de l'Examen.

E. Séances et documentation

13. Au cours de sa vingt-quatrième session, le Conseil des droits de l'homme a tenu 37 séances pour lesquelles des services de conférence complets ont été assurés.

14. Le texte des résolutions, des décisions et des déclarations du Président adoptées par le Conseil figure dans la première partie du présent rapport.

F. Visites

15. À la 1re séance, le 9 septembre 2013, la Ministre de la justice et des droits de l'homme du Honduras, Ana Pineda, a fait une déclaration au Conseil des droits de l'homme.

16. À la même séance, la Première Ministre de la Thaïlande, Yingluck Shinawatra, a fait une déclaration au Conseil.

17. À la 7e séance, le 11 septembre 2013, la Ministre des affaires étrangères de la Géorgie, Maia Panjikidze, a fait une déclaration au Conseil.

18. À la 11e séance, le 13 septembre 2013, le Ministre des affaires étrangères du Myanmar, Wunna Maung Lwin, a fait une déclaration au Conseil.

19. À la même séance, le Ministre de la justice, des affaires constitutionnelles et des droits de l'homme du Lesotho, Haae Phoofolo, a fait une déclaration au Conseil.

20. À la 15e séance, le 17 septembre 2013, le Ministre de la justice de la Namibie, Utoni Nujoma, a fait une déclaration au Conseil.

21. À la 26e séance, le 23 septembre 2013, le Commissaire aux droits de l'homme de la Mauritanie, Mohamed Abdallahi Ould Khattra, a fait une déclaration au Conseil.

G. Élection des membres du Comité consultatif du Conseil des droits de l'homme

22. À sa 34e séance, le 26 septembre 2013, conformément à ses résolutions 5/1 et 16/21, le Conseil des droits de l'homme a élu six experts au Comité consultatif. Conformément à sa décision 6/102, le Conseil était saisi d'une note du Secrétaire général (A/HRC/24/17 et Add.1) contenant les noms et les curriculum vitæ des candidats.

23. Les candidats étaient les suivants :

État présentant la candidature	*Nom du candidat*
États africains	
Égypte	Hoda Elsadda
Ouganda	Alfred Ntunduguru Karokora
États d'Asie et du Pacifique	
Chine	Yishan Zhang
Japon	Kaoru Obata
États d'Europe orientale	
Fédération de Russie	Mikhail Alexandrovich Lebedev
États d'Europe occidentale et autres États	
Espagne	Fernando M. Mariño Menendez
Suisse	Jean Ziegler

24. Le siège du Comité consultatif réservé aux États d'Amérique latine et des Caraïbes est resté vacant, étant donné que la région n'a pas présenté de candidature.

25. Le nombre de candidats par groupement régional, à savoir le Groupe des États d'Asie et du Pacifique, le Groupe des États d'Afrique et le Groupe des États d'Europe orientale, correspondait au nombre de sièges à pourvoir pour chacun de ces groupements. Le Conseil n'a pas procédé à l'élection au scrutin secret prévue au paragraphe 70 de sa résolution 5/1 et a élu par consensus Hoda Elsadda, Alfred Ntunduguru Karokora, Yishan Zhang, Kaoru Obata et Mikhail Alexandrovich Lebedev membres du Comité consultatif.

26. À la même séance, les représentants des États-Unis d'Amérique et du Pakistan (s'exprimant au nom l'Organisation de la coopération islamique) ont tous deux fait une déclaration au sujet de l'élection.

27. À la même séance également, par un vote à bulletin secret, Jean Ziegler a été élu membre du Comité consultatif pour le Groupe des États d'Europe occidentale et autres États.

H. Adoption du rapport de la session

28. À la 36e séance, le 27 septembre 2013, après que toutes les décisions concernant les projets de texte ont été prises, les représentants du Bahreïn (s'exprimant au nom du Conseil de coopération du Golfe), de la Chine, de la Colombie, de Cuba, de l'Égypte, de la Fédération de Russie, du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, de Singapour et de l'État de Palestine (s'exprimant au nom du Groupe des États arabes) ont fait chacun une déclaration sur les résolutions adoptées en leur qualité d'États observateurs.

29. À la même séance également, le Rapporteur et Vice-Président du Conseil des droits de l'homme a fait une déclaration au sujet du projet de rapport du Conseil (A/HRC/24/2) et du rapport annuel du Conseil à l'Assemblée générale (A/68/53 et Add.1).

30. À la même séance, le Conseil a adopté le projet de rapport de la session (A/HRC/24/2) ad referendum et a chargé le Rapporteur d'en établir la version finale.

31. À la même séance également, l'observateur du Service international pour les droits de l'homme (s'exprimant également au nom d'Amnesty International, de l'Association internationale des personnes lesbiennes et gays, de CIVICUS : Alliance mondiale pour la participation citoyenne et de Conectas Direitos Humanos), de la Commission internationale de juristes, du Conseil international pour la réadaptation des victimes de la torture, du East and Horn of Africa Human Rights Defenders Project, de la Fédération internationale des ligues des droits de l'homme, de la Human Rights House Foundation, de l'Institut des droits de l'homme du Caire, du Réseau juridique canadien VIH/sida) a fait des déclarations au sujet de la session.

32. À la même séance, le Président du Conseil a fait une déclaration finale.

I. Examen de projets de texte et décisions concernant ces projets

Report de la prorogation du mandat du Rapporteur spécial sur le logement convenable en tant qu'élément du droit à un niveau de vie suffisant ainsi que sur le droit à la non- discrimination à cet égard

33. À la 34e séance, le 26 septembre 2013, le représentant de l'Allemagne a présenté le projet de décision A/HRC/24/L.4, qui avait pour auteurs principaux l'Allemagne et la Finlande. Le Japon s'est joint ultérieurement aux auteurs.

34. Conformément à l'article 153 du Règlement intérieur de l'Assemblée générale, l'attention du Conseil des droits de l'homme a été appelée sur un état estimatif des incidences administratives et des incidences sur le budget-programme du projet de résolution. Le Chef de la Section des finances et du budget du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH) a fait une déclaration sur les incidences budgétaires du projet de décision.

35. À la même séance, le projet de décision a été adopté sans être mis aux voix (pour le texte adopté, voir première partie, chap. III, décision 24/115).

II. Rapport annuel du Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme et rapports du Haut-Commissariat et du Secrétaire général

A. État des activités du Haut-Commissariat aux droits de l'homme

36. À la 1re séance, le 9 septembre 2013, le Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme a fait le point sur les activités du Haut-Commissariat.

37. Au cours du débat général qui a suivi, aux 1re et 2e séances, le même jour, et à la 3e séance, le 10 septembre 2013, des déclarations ont été faites par :

a) Les représentants des États membres du Conseil dont la liste suit : Allemagne, Angola, Argentine, Autriche, Bénin, Botswana, Brésil, Chili, Congo, Émirats arabes unis, Équateur, Espagne, Estonie, États-Unis d'Amérique, Éthiopie, Gabon (s'exprimant au nom du Groupe des États d'Afrique), Guatemala, Inde, Indonésie, Iran (République islamique d')** (s'exprimant au nom du Mouvement des pays non alignés), Irlande, Italie, Japon, Koweït, Libye, Lituanie** (s'exprimant au nom de l'Union européenne, de l'Albanie, de l'ex-République yougoslave de Macédoine, de l'Islande et du Monténégro), Malaisie, Maldives, Pakistan** (s'exprimant également au nom de l'Organisation de la coopération islamique), Pérou, Pologne, Qatar, République de Corée, République de Moldova, République tchèque, Roumanie, Sierra Leone, Suisse (s'exprimant également au nom de l'Albanie, de l'Allemagne, de l'Andorre, de l'Australie, de l'Autriche, de la Belgique, de la Bosnie-Herzégovine, du Botswana, du Brésil, de la Bulgarie, du Chili, de Chypre, du Costa Rica, de la Croatie, du Danemark, de l'Espagne, de l'Estonie, des États-Unis d'Amérique, de l'ex-République yougoslave de Macédoine, de la Finlande, de la France, de la Grèce, de la Hongrie, de l'Irlande, de l'Islande, de l'Italie, de la Lettonie, du Liechtenstein, de la Lituanie, du Luxembourg, de Malte, du Mexique, de Monaco, du Monténégro, de la Norvège, des Pays-Bas, de la Pologne, du Portugal, de la République tchèque, de la Roumanie, du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, de la Serbie, de la Slovaquie, de la Slovénie, de la Suède, de la Suisse et de l'Uruguay), Thaïlande, Venezuela (République bolivarienne du) ;

b) Les représentants des États observateurs dont la liste suit : Afrique du Sud, Algérie, Arabie saoudite, Azerbaïdjan, Bahreïn, Bangladesh, Bélarus, Belgique, Canada, Chine, Colombie, Cuba, Danemark (s'exprimant également au nom de la Finlande, de l'Islande, de la Norvège et de la Suède), Égypte, Fédération de Russie, France, Grèce, Guinée équatoriale, Iran (République islamique d'), Iraq, Islande, Jordanie, Maroc, Mexique, Mongolie, Myanmar, Népal, Nigéria, Norvège, Nouvelle-Zélande, Paraguay, République arabe syrienne, République démocratique du Congo, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Slovaquie, Soudan du Sud, Sri Lanka, Tunisie, Turquie, Uruguay ;

c) L'observateur de l'organisation intergouvernementale suivante : Conseil de l'Europe ;

d) Les observateurs des organisations non gouvernementales dont la liste suit : Amnesty International, Association internationale pour la démocratie en Afrique, Canners International Permanent Committee, Congrès du monde islamique, Fédération internationale des ligues des droits de l'homme, France Libertés : Fondation Danielle Mitterrand, Human Rights Watch, Institut international pour la paix, International Institute for Non-aligned Studies, Lawyers Rights Watch Canada (s'exprimant également au nom du Mouvement international contre toutes les formes de discrimination et de racisme), Liberation, Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples, Organisation internationale pour l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale, Réseau juridique canadien VIH/sida, Service international pour les droits de l'homme, Union of Arab Jurists, United Nations Watch, Women's Human Rights International Association, World Environment and Resources Council.

** État observateur s'exprimant au nom d'États membres et d'États observateurs.

38. À la 2e séance, le 9 septembre 2013, les représentants du Bahreïn et de l'Égypte ont fait des déclarations au titre de leur droit de réponse.

39. À la 3e séance, le 10 septembre 2013, le représentant de l'Iraq a fait une déclaration au titre de son droit de réponse.

B. Rapports du Haut-Commissariat aux droits de l'homme et du Secrétaire général

40. À la 10e séance, le 13 septembre 2013, le Haut-Commissaire adjoint a présenté les rapports thématiques élaborés par le Haut-Commissariat et le Secrétaire général.

41. À ses 11e et 12e séances, le même jour, le Conseil des droits de l'homme a tenu un débat général sur les rapports thématiques présentés par le Haut-Commissaire adjoint (voir par. 93 et 94 ci-dessous).

42. À la 32e séance, le 25 septembre 2013, le Haut-Commissaire adjoint a présenté les rapports nationaux soumis par le Haut-Commissaire et le Secrétaire général au titre du point 2 de l'ordre du jour.

43. À sa 32e séance, le même jour, et à sa 33e séance, le 26 septembre 2013, le Conseil a tenu un débat général sur les rapports nationaux présentés par le Haut-Commissaire adjoint (voir par. 972 à 975 ci-dessous).

III. Promotion et protection de tous les droits de l'homme, civils, politiques, économiques, sociaux et culturels, y compris le droit au développement

A. Représentante spéciale du Secrétaire général pour la question des enfants et des conflits armés

44. À la 3e séance, le 10 septembre 2013, la Représentante spéciale du Secrétaire général pour la question des enfants et des conflits armés, Leila Zerrougui, a présenté oralement des informations actualisées sur son rapport annuel (A/HRC/24/45).

45. Au cours du dialogue qui a suivi, aux 3e et 4e séances, le 10 septembre 2013, des déclarations ont été faites et des questions ont été posées à la Représentante spéciale par :

a) Les représentants des États membres du Conseil dont la liste suit : Allemagne, Cuba** (s'exprimant également au nom de la Communauté des États d'Amérique latine et des Caraïbes), État de Palestine** (s'exprimant également au nom du Groupe des États arabes), États-Unis d'Amérique, Gabon (s'exprimant au nom du Groupe des États d'Afrique), Indonésie, Irlande, Italie, Koweït, Maldives, Pakistan, Pologne, Qatar, République de Corée, Slovénie** (s'exprimant également au nom de l'Autriche et de la Croatie), Suisse, Thaïlande, Venezuela (République bolivarienne du) ;

b) Les représentants des États observateurs dont la liste suit : Algérie, Australie, Belgique, Chine, Colombie, Égypte, Fédération de Russie, France, Géorgie, Grèce, Lettonie, Luxembourg, Maroc, Nigéria, Paraguay, Portugal, République arabe syrienne, République démocratique du Congo, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Sierra Leone, Slovaquie, Soudan du Sud, Soudan, Sri Lanka, Tchad ;

c) L'observateur du Saint-Siège ;

d) L'observateur du Comité international de la Croix-Rouge ;

e) L'observateur de l'entité ou institution spécialisée des Nations Unies ou de l'organisation apparentée suivante : Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) ;

f) Les observateurs des organisations intergouvernementales dont la liste suit : Organisation de la coopération islamique, Union européenne ;

g) Les observateurs des organisations non gouvernementales dont la liste suit : Canners International Permanent Committee, Fondation Sommet mondial des femmes, Ligue internationale des femmes pour la paix et la liberté, Union européenne des relations publiques, World Environment and Resources Council.

46. À la 4e séance, le 10 septembre 2013, la Représentante spéciale a répondu aux questions et formulé ses observations finales.

47. À la même séance également, le représentant de la Libye a fait une déclaration au titre de son droit de réponse.

B. Dialogue avec les titulaires de mandat au titre des procédures spéciales

Groupe de travail sur l'utilisation de mercenaires comme moyen de violer les droits de l'homme et d'empêcher l'exercice du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes

48. À la 4e séance, le 10 septembre 2013, le Président du Groupe de travail sur l'utilisation de mercenaires comme moyen de violer les droits de l'homme et d'empêcher l'exercice du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, Anton Katz, a présenté le rapport du Groupe de travail (A/HRC/24/45 et Add.1 et 2).

49. À la même séance, les représentants du Honduras et de la Somalie, États concernés, ont fait une déclaration.

50. Au cours du dialogue qui a suivi, à la 4e séance, le même jour, et à la 6e séance, le 11 septembre 2013, des déclarations ont été faites et des questions ont été posées au Président du Groupe de travail par :

a) Les représentants des États membres du Conseil dont la liste suit : Équateur, Indonésie, Pakistan, Suisse, Venezuela (République bolivarienne du) ;

b) Les représentants des États observateurs dont la liste suit : Afrique du Sud, Bolivie (État plurinational de), Chine, Cuba, Djibouti, Égypte, État de Palestine, Fédération de Russie, République arabe syrienne, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord ;

c) L'observateur de l'organisation intergouvernementale suivante : Union européenne ;

d) Les observateurs des organisations non gouvernementales dont la liste suit : Commission internationale de juristes, Commission pour l'étude de l'organisation de la paix, Servas International.

Expert indépendant sur la promotion d'un ordre international démocratique et équitable

51. À la 4e séance, le 10 septembre 2013, l'Expert indépendant sur la promotion d'un ordre international démocratique et équitable, Alfred de Zayas, a présenté son rapport (A/HRC/24/38).

52. Au cours du dialogue qui a suivi, à la 4e séance, le même jour, et à la 6e séance, le 11 septembre 2013, des déclarations ont été faites et des questions ont été posées à l'Expert indépendant par :

a) Les représentants des États membres du Conseil dont la liste suit : Équateur, Éthiopie, Gabon (s'exprimant au nom du Groupe des États d'Afrique), Inde, Indonésie, Pakistan, Roumanie, Venezuela (République bolivarienne du) ;

b) Les représentants des États observateurs dont la liste suit : Algérie, Bélarus, Chine, Cuba, Djibouti, Égypte, État de Palestine, Maroc, Serbie ;

c) Les observateurs des organisations non gouvernementales dont la liste suit : African Technology Development Link, Association internationale des juristes démocrates, Centre Europe − Tiers Monde, Conseil indien sud-américain (s'exprimant également au nom du Centre international des formations en droits humains, de France Libertés : Fondation Danielle Mitterrand, de l'International Human Rights Association of American Minorities (IHRAAM), de l'Organisation internationale pour le droit à l'éducation et la liberté d'enseignement (OIDEL), de l'Organisation mondiale des associations pour l'éducation prénatale et de l'Organisation pour la communication en Afrique et de promotion de la coopération économique internationale (OCAPROCE International)), Fédération internationale des écoles unies, Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples, Organisation internationale pour le droit à l'éducation et la liberté d'enseignement (OIDEL) (s'exprimant également au nom de l'Associazione Comunità Papa Giovanni XXIII, du Bureau international catholique de l'enfance et de Dominicains pour la justice et la paix (Ordre des Prêcheurs)), Servas International, Verein Südwind Entwicklungspolitik,.

53. À la 6e séance, le 11 septembre 2013, l'Expert indépendant a répondu aux questions et formulé ses observations finales.

Rapporteur spécial sur les incidences sur les droits de l'homme de la gestion et de l'élimination écologiquement rationnelles des produits et déchets dangereux

54. À la 6e séance, le 11 septembre 2013, le Rapporteur spécial sur les incidences sur les droits de l'homme de la gestion et de l'élimination écologiquement rationnelles des produits et déchets dangereux, Marc Pallemaerts, a présenté son rapport (A/HRC/24/39 et Add.1).

55. À la même séance, le représentant de la Hongrie, État concerné, a fait une déclaration.

56. Au cours du dialogue qui a suivi, aux 6e et 7e séances, le même jour, des déclarations ont été faites et des questions ont été posées au Rapporteur spécial par :

a) Les représentants des États membres du Conseil dont la liste suit : Bénin, Brésil, Côte d'Ivoire, Cuba** (s'exprimant également au nom de la Communauté des États d'Amérique latine et des Caraïbes), Équateur, Espagne, États-Unis d'Amérique, Gabon (s'exprimant au nom du Groupe des États d'Afrique), Guatemala, Inde, Indonésie, Malaisie, Maldives, Pakistan (s'exprimant au nom de l'Organisation de la coopération islamique), Sierra Leone ;

b) Les représentants des États observateurs dont la liste suit : Afrique du Sud, Algérie, Arabie saoudite, Chine, Djibouti, État de Palestine, France, Maroc, Nigéria, Uruguay ;

c) L'observateur de l'organisation intergouvernementale suivante : Union européenne ;

d) Les observateurs des organisations non gouvernementales dont la liste suit : Amnesty International, Franciscans International (s'exprimant également au nom de Sisters of Mercy of the Americas), Human Rights Now, United Nations Watch.

57. À la 7e séance, le 11 septembre 2013, le Rapporteur spécial a répondu aux questions et formulé ses observations finales.

Rapporteuse spéciale sur les droits de l'homme à l'eau potable et à l'assainissement

58. À la 6e séance, le 11 septembre 2013, la Rapporteuse spéciale sur les droits de l'homme à l'eau potable et à l'assainissement, Catarina de Albuquerque, a présenté son rapport (A/HRC/24/44 et Add.1, 2 et 3).

59. À la même séance, le représentant de Thaïlande, État concerné, a fait une déclaration.

60. Au cours du dialogue qui a suivi, aux 6e et 7e séances, le même jour, des déclarations ont été faites et des questions ont été posées à la Rapporteuse spéciale par :

a) Les représentants des États membres du Conseil dont la liste suit : Allemagne, Angola, Brésil, Cuba** (s'exprimant au nom de la Communauté des États d'Amérique latine et des Caraïbes), Équateur, Espagne, État de Palestine** (s'exprimant au nom du Groupe des États arabes), États-Unis d'Amérique, Gabon (s'exprimant au nom du Groupe des États d'Afrique), Inde, Indonésie, Koweït, Malaisie, Maldives, Pakistan (s'exprimant au nom de l'Organisation de la coopération islamique), République de Moldova, Roumanie, Sierra Leone, Suisse, Venezuela (République bolivarienne du) ;

b) Les représentants des États observateurs dont la liste suit : Afrique du Sud, Algérie, Arabie saoudite, Bolivie (État plurinational de), Chine, Djibouti, Égypte, France, Lettonie, Maroc, Nigéria, Norvège, Nouvelle-Zélande, Paraguay, Pays-Bas, Portugal, Slovénie, Togo, Uruguay ;

c) L'observateur de l'entité ou institution spécialisée des Nations Unies ou de l'organisation apparentée suivante : UNICEF ;

d) L'observateur de l'organisation intergouvernementale suivante : Union européenne ;

e) Les observateurs des organisations non gouvernementales dont la liste suit : Franciscans International (s'exprimant également au nom de Sisters of Mercy of the Americas), United Nations Watch, Verein Südwind Entwicklungspolitik, World Barua Organization.

61. À la 7e séance, la Rapporteuse spéciale a répondu aux questions et formulé ses observations finales.

Rapporteur spécial sur la promotion de la vérité, de la justice, de la réparation et des garanties de non-répétition

62. À la 9e séance, le 12 septembre 2013, le Rapporteur spécial sur la promotion de la vérité, de la justice, de la réparation et des garanties de non-répétition, Pablo de Greiff, a présenté son rapport (A/HRC/24/42 et Add.1).

63. À la même séance, le représentant de la Tunisie, État concerné, a fait une déclaration.

64. Au cours du dialogue qui a suivi, à la 9e séance, le même jour, et à la 10e séance, le 13 septembre 2013, des déclarations ont été faites et des questions ont été posées au Rapporteur spécial par :

a) Les représentants des États membres du Conseil dont la liste suit : Allemagne, Argentine, Autriche, Côte d'Ivoire, Cuba** (s'exprimant également au nom de la Communauté des États d'Amérique latine et des Caraïbes), Espagne, États-Unis d'Amérique, Indonésie, Irlande, Maldives, Maroc** (s'exprimant au nom de l'Organisation internationale de la francophonie), République tchèque, République de Corée, Roumanie, Sierra Leone, Suisse, Thaïlande, Venezuela (République bolivarienne du) ;

b) Les représentants des États observateurs dont la liste suit : Algérie, Arménie, Australie, Belgique, Colombie, Égypte, Finlande, France, Népal, Paraguay, Pays-Bas, Rwanda, Soudan, Sri Lanka, Suède, Togo ;

c) L'observateur du Comité international de la Croix-Rouge ;

d) L'observateur de l'organisation intergouvernementale suivante : Union européenne ;

e) Les observateurs des organisations non gouvernementales dont la liste suit : Amnesty International, Institut des droits de l'homme du Caire, Centro de Estudios Legales y Sociales (par message vidéo), Comisión Colombiana de Juristas, Fédération internationale des ligues des droits de l'homme (FIDH), FIAN International, Lawyers' Rights Watch Canada, Organisation internationale pour l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale, Verein Südwind Entwicklungspolitik.

65. À la 10e séance, le Rapporteur spécial a répondu aux questions et formulé ses observations finales.

Rapporteuse spéciale sur les formes contemporaines d'esclavage, y compris leurs causes et leurs conséquences

66. À la 9e séance, le 12 septembre 2013, la Rapporteuse spéciale sur les formes contemporaines d'esclavage, y compris leurs causes et leurs conséquences, Gulnara Shahinian, a présenté son rapport (A/HRC/24/43, Corr.1, Add.1 et 2).

67. À la même séance, les représentants du Kazakhstan et de Madagascar, États concernés, ont fait une déclaration.

68. Au cours du dialogue qui a suivi, à la 9e séance, le même jour, et à la 10e séance, le 13 septembre 2013, des déclarations ont été faites et des questions ont été posées à la Rapporteuse spéciale par :

a) Les représentants des États membres du Conseil dont la liste suit : Allemagne, Autriche, Côte d'Ivoire, Cuba** (s'exprimant également au nom de la Communauté des États d'Amérique latine et des Caraïbes), Émirats arabes unis, Espagne, État de Palestine** (s'exprimant au nom du groupe des États arabes), États-Unis d'Amérique, Éthiopie, Gabon (s'exprimant au nom du Groupe des États d'Afrique), Indonésie, Irlande, Malaisie, Qatar, République de Corée, Sierra Leone, Thaïlande, Venezuela (République bolivarienne du) ;

b) Les représentants des États observateurs dont la liste suit : Albanie, Algérie, Arménie, Australie, Bélarus, Colombie, Égypte, France, Grèce, Lettonie, Liban, Népal, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord ;

c) L'observateur du Saint-Siège ;

d) L'observateur de l'entité ou institution spécialisée des Nations Unies ou de l'organisation apparentée suivante : UNICEF ;

e) L'observateur de l'organisation intergouvernementale suivante : Union européenne ;

f) L'observateur de l'organisation non gouvernementale suivante : International Humanist and Ethical Union.

69. À la 10e séance, la Rapporteuse spéciale a répondu aux questions et formulé ses observations finales.

70. À la 11e séance, le 13 septembre 2013, le représentant de la Mauritanie a fait une déclaration au titre de son droit de réponse.

Rapporteur spécial sur les droits des peuples autochtones

71. À la 17e séance, le 18 septembre 2013, le Rapporteur spécial sur les droits des peuples autochtones, James Anaya, a présenté son rapport (A/HRC/24/41 et Add.1, 2, 3 et 4).

72. À la même séance, le Président-Rapporteur du Mécanisme d'experts sur les droits des peuples autochtones, Wilton Littlechild, a présenté les rapports du Mécanisme d'experts (A/HRC/24/49, 50 et 51).

73. À la même séance, un représentant du Conseil d'administration du Fonds de contributions volontaires des Nations Unies pour les peuples autochtones a fait une déclaration.

74. À la même séance, les représentants d'El Salvador et de la Namibie, États concernés, ont fait une déclaration.

75. Au cours du dialogue qui a suivi, des déclarations ont été faites par et des questions ont été posées par :

a) Les représentants des États membres du Conseil dont la liste suit : Autriche, Chili, Congo, Équateur, Estonie, États-Unis d'Amérique, Guatemala, Malaisie, Pérou, Venezuela (République bolivarienne du) ;

b) Les représentants des États observateurs dont la liste suit : Australie, Bolivie (État plurinational de), Brésil, Canada, Colombie, Cuba, Danemark, El Salvador, Fédération de Russie, Finlande, Mexique, Népal, Norvège, Paraguay, Sri Lanka, Suède ;

c) L'observateur de l'organisation intergouvernementale suivante : Union européenne

d) Les observateurs des organisations non gouvernementales dont la liste suit : Asamblea Permanente por los Derechos Humanos, Comisión Colombiana de Juristas, Conseil indien sud-américain, Conseil international de traités indiens, France Libertés : Fondation Danielle Mitterrand, Lawyers' Rights Watch Canada, Ligue internationale des femmes pour la paix et la liberté.

76. À la même séance, le Rapporteur spécial a répondu aux questions et formulé ses observations finales.

77. À la même séance, le Président-Rapporteur du Mécanisme d'experts a répondu aux questions et formulé ses observations finales.

C. Réunions-débats

Réunion-débat sur les droits de l'homme des enfants dont les parents sont condamnés à la peine de mort ou ont été exécutés

78. À sa 5e séance, le 11 septembre 2013, conformément à sa résolution 22/11, le Conseil des droits de l'homme a tenu une réunion-débat d'une demi-journée sur les droits de l'homme des enfants dont les parents sont condamnés à la peine de mort ou ont été exécutés.

79. La Haute-Commissaire adjointe aux droits de l'homme a prononcé une allocution liminaire à l'intention de la réunion-débat au nom de la Haute-Commissaire. Le Directeur de la Division de la recherche et du droit au développement du Haut-Commissariat aux droits de l'homme a lu une déclaration au nom de la Représentante spéciale du Secrétaire général chargée de la question de la violence contre les enfants, Marta Santos Pais. Le Représentant permanent de la Belgique auprès de l'Office des Nations Unies à Genève, Bertrand de Crombrugghe, a animé le débat.

80. À la même séance, les intervenants dont le nom suit ont fait des déclarations : Jorge Cardona Llorens, Sandra Jones, Francis Ssuubi et Nisreen Zerikat.

81. La réunion-débat qui a suivi s'est déroulée en deux parties, toutes deux tenues pendant la même séance, le même jour. Au cours de la première partie, des déclarations ont été faites et des questions ont été posées aux intervenants par :

a) Les représentants des États membres du Conseil dont la liste suit : Angola, Argentine, Cuba** (s'exprimant également au nom de la Communauté des États d'Amérique latine et des Caraïbes), Espagne, Irlande, Italie, Pakistan (s'exprimant également au nom de l'Arabie saoudite, du Bahreïn, du Botswana, de l'Égypte, des Émirats arabes unis, du Koweït, d'Oman, de l'Ouganda, du Qatar, du Soudan et du Yémen) ;

b) Les représentants des États observateurs dont la liste suit : Algérie, Australie, France, Norvège, Suède ;

c) Les observateurs des organisations non gouvernementales dont la liste suit : Friends World Committee for Consultation (Quakers) (s'exprimant également au nom du Bureau international catholique de l'enfance et de Defence for Children International), Penal Reform International, Verein Südwind Entwicklungspolitik.

82. À la fin de la première partie, les intervenants ont répondu aux questions et formulé des commentaires.

83. Au cours de la deuxième partie, des déclarations ont été faites par :

a) Les représentants des États membres du Conseil dont la liste suit : Autriche, Émirats arabes unis, Monténégro, Pologne, République de Moldova, Suisse, Thaïlande ;

b) Les représentants des États observateurs dont la liste suit : Afrique du Sud, Belgique, Égypte, Maroc, Nouvelle-Zélande, Portugal, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord ;

c) L'observateur de l'organisation intergouvernementale suivante : Union européenne ;

d) Les observateurs des organisations non gouvernementales dont la liste suit : Amnesty International et Servas International.

84. À la même séance, les intervenants ont répondu aux questions et formulé leurs observations finales.

Réunion-débat sur les droits de l'homme des peuples autochtones

85. À sa 16e séance, le 17 septembre 2013, conformément à sa résolution 18/8, le Conseil des droits de l'homme a tenu une réunion-débat d'une demi-journée sur les droits de l'homme des peuples autochtones.

86. La Haute-Commissaire adjointe aux droits de l'homme a prononcé une allocution liminaire à l'intention de la réunion-débat au nom de la Haute-Commissaire. Le Représentant permanent adjoint de la Mission permanente du Mexique auprès de l'Office des Nations Unies à Genève, Ulises Canchola Gutierrez, a formulé des observations liminaires et animé le débat.

87. À la même séance, les intervenants dont le nom suit ont fait des déclarations : John Henriksen, le Chef international Wilton Littlechild, Soyata Maiga, Tania Pariona et Raja Devasish Roy.

88. La réunion-débat qui a suivi s'est déroulée en deux parties, toutes deux tenues pendant la même séance, le même jour. Au cours de la première partie, des déclarations ont été faites et des questions ont été posées aux intervenants par :

** État observateur s'exprimant au nom d'États membres et d'États observateurs.

a) Les représentants des États membres du Conseil dont la liste suit : Congo, Cuba** (s'exprimant au nom de la Communauté des États d'Amérique latine et des Caraïbes), États-Unis d'Amérique, Irlande, Malaisie ;

b) Les représentants des États observateurs dont la liste suit : Australie, Bolivie (État plurinational de), Fédération de Russie, Finlande, Norvège, Paraguay ;

c) Les observateurs des organisations non gouvernementales dont la liste suit : Asia Indigenous Peoples Pact, Canners International Permanent Committee, Forum européen des personnes handicapées.

89. À la fin de la première partie, les intervenants ont répondu aux questions et formulé des commentaires.

90. Au cours de la deuxième partie, des déclarations ont été faites par :

a) Les représentants des États membres du Conseil dont la liste suit : Chili, Équateur, Estonie, État de Palestine** (s'exprimant au nom du Groupe des États arabes), Pérou, Venezuela (République bolivarienne du) ;

b) Les représentants des États observateurs dont la liste suit : Danemark, Nouvelle-Zélande ;

c) L'observateur de l'entité ou institution spécialisée des Nations Unies ou de l'organisation apparentée suivante : Organisation internationale du Travail (OIT) ;

d) Les observateurs des organisations intergouvernementales dont la liste suit : Organisation internationale de droit du développement, Union européenne ;

e) Les observateurs des organisations non gouvernementales dont la liste suit : Conseil international de traités indiens, Indian Law Resource Centre, New South Wales Aboriginal Land Council.

91. À la même séance, les intervenants ont répondu aux questions et formulé leurs observations finales.

D. Débat général sur le point 3 de l'ordre du jour

92. À la 10e séance, le 13 septembre 2013, la Présidente-Rapporteuse du Groupe de travail sur le droit au développement, Tamara Kunanayakam, a présenté le rapport du Groupe de travail sur les travaux de sa quatorzième session (A/HRC/24/37).

93. À ses 10e et 11e séances, le même jour, et à sa 12e séance, le 16 septembre 2013, le Conseil des droits de l'homme a tenu un débat général sur les rapports thématiques présentés au titre des points 2 et 3 de l'ordre du jour, au cours duquel des déclarations ont été faites par :

a) Les représentants des États membres du Conseil dont la liste suit : Albanie** (s'exprimant également au nom de l'Allemagne, de la Bolivie (État plurinational de), de l'Espagne et de la Thaïlande), Allemagne (s'exprimant également au nom de l'Autriche, de la Hongrie, du Liechtenstein, de la Norvège et de la Suisse), Argentine, Autriche (s'exprimant également au nom de l'Albanie, de l'Algérie, de l'Allemagne, de l'Australie, de la Belgique, du Bénin, de la Bosnie-Herzégovine, du Botswana, du Brésil, de la Bulgarie, du Canada, du Chili, de Chypre, de la Colombie, de la Croatie, du Danemark, de Djibouti, de l'Égypte, de l'Équateur, de l'Espagne, de l'Estonie, de l'État de Palestine, des États-Unis d'Amérique, de la Finlande, de la France, de la Géorgie, de la Grèce, du Guatemala, de la Guinée équatoriale, du Honduras, de la Hongrie, de l'Irlande, de l'Islande, de l'Italie, du Kazakhstan, de la Lettonie, du Liechtenstein, de la Lituanie, du Luxembourg, des Maldives, de Malte, du Maroc, du Mexique, du Monténégro, du Nigéria, de la Norvège, de la Nouvelle-Zélande, du Paraguay, des Pays-Bas, du Pérou, de la Pologne, du Portugal, du Qatar, de la République de Corée, de la République de Moldova, de la République tchèque, de la Roumanie, du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, du Rwanda, du Sénégal, de la Serbie, de la Sierra Leone, de la Slovaquie, de la Slovénie, de la Suède, de la Suisse, du Timor-Leste, de la Tunisie, de la Turquie, de l'Ukraine, de l'Uruguay), Bahreïn** (s'exprimant au nom du Conseil de coopération du Golfe), Bénin, Chili, Cuba** (s'exprimant au nom de la Communauté des États

d'Amérique latine et des Caraïbes), Équateur (s'exprimant également au nom de la Bolivie (État plurinational de), de Cuba, du Groupe des États arabes, du Groupe des États d'Afrique, du Kirghizistan, du Nicaragua, du Pakistan, du Pérou, de Sri Lanka et du Venezuela (République bolivarienne du)), Espagne, Estonie, État de Palestine** (s'exprimant au nom du Groupe des États arabes), États-Unis d'Amérique, Éthiopie, Gabon (s'exprimant au nom du Groupe des États d'Afrique), Iran (République islamique d')** (s'exprimant au nom du Mouvement des pays non alignés), Irlande, Lituanie** (s'exprimant au nom de l'Union européenne et de l'Albanie, de l'ex-République yougoslave de Macédoine, de la Géorgie, de l'Islande, du Monténégro, de la République de Moldova, de la Serbie et de l'Ukraine), Malaisie, Monténégro, Pakistan (s'exprimant également au nom de l'Organisation de la coopération islamique, de la Bolivie (État plurinational de), de la Chine, de Cuba, de l'Équateur, de la Fédération de Russie, de l'Indonésie, de l'Iran (République islamique d'), de l'Ouganda, du Venezuela (République bolivarienne du) et du Zimbabwe), Pologne, Qatar, Sierra Leone, Suisse, Thaïlande, Uruguay** (s'exprimant également au nom de l'Argentine, de l'Autriche, de la Belgique, du Botswana, du Chili, de Chypre, de la Colombie, du Danemark, de l'Espagne, de l'Estonie, de la Finlande, de la France, de la Grèce, du Honduras, de la Hongrie, de l'Irlande, de l'Italie, de la Lettonie, de la Lituanie, du Luxembourg, du Paraguay, du Pérou, de la Pologne, du Portugal, de la Roumanie, de la Slovaquie, de la Slovénie, de la Suède), Venezuela (République bolivarienne du) ;

b) Les représentants des États observateurs dont la liste suit : Afghanistan, Afrique du Sud, Algérie, Arabie saoudite, Belgique, Chine, Cuba, Danemark, Djibouti, Égypte, État de Palestine, Fédération de Russie, Iran (République islamique d'), Iraq, Kirghizistan, Liban, Maroc, Myanmar, Pays-Bas, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Singapour, Soudan, Sri Lanka ;

c) L'observateur du Saint-Siège et de l'Ordre souverain militaire de Malte ;

d) L'observateur de l'entité ou institution spécialisée des Nations Unies ou de l'organisation apparentée suivante : UNICEF ;

e) Les observateurs des organisations intergouvernementales dont la liste suit : Conseil de l'Europe, Organisation internationale de la francophonie, Union africaine ;

f) L'observateur de l'institution nationale des droits de l'homme suivante : Human Rights Commission of Malaysia (SUHAKAM) (par message vidéo) ;

g) Les observateurs des organisations non gouvernementales dont la liste suit : Action Canada pour la population et le développement (s'exprimant également au nom de la Federation for Women and Family Planning), Agence internationale pour le développement, Amnesty International, Asian Legal Resource Centre, Association internationale des juristes juifs, Association internationale pour la démocratie en Afrique, Associazione Comunità Papa Giovanni XXIII (s'exprimant également au nom de Caritas Internationalis (Confédération internationale des charités catholiques), de la Compagnie des Filles de la Charité de Saint Vincent de Paul, de Franciscans International, de Dominicains pour la justice et la paix (Ordre des Prêcheurs), d'Edmund Rice International Limited, de la Fondazione Marista per la Solidarietà Internazionale ONLUS, du Bureau international catholique de l'enfance, de la Commission internationale catholique pour les migrations, de Volontariat international femmes, éducation, développement − VIDES, de l'Istituto Internazionale Maria Ausiliatrice delle Salesiane di Don Bosco, de New Humanity et de VIVAT International), Canners International Permanent Committee, Center for Environmental and Management Studies, Centre d'étude de la société (s'exprimant également au nom de la Fondation Maarij pour la paix et le développement), Centre for Human Rights and Peace Advocacy, CIVICUS : Alliance mondiale pour la participation citoyenne, Comité des travailleurs japonais pour les droits de l'homme, Comité international pour le respect et l'application de la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples (CIRAC), Commission internationale de juristes, Commission pour l'étude de l'organisation de la paix, Foodfirst Information and Action Network (FIAN), France Libertés : Fondation Danielle Mitterrand, Global Helping to Advance Women and Children, Human Rights House Foundation, Indian Law Resource Centre (s'exprimant également au nom du Bank Information Center, du Center for International Environmental Law (CIEL), de Human Rights Watch et du Democracy Center), Institut caritatif pour la protection des victimes sociales, Institut d'études et de recherches sur

la condition de la femme, Institut iranien des femmes islamiques, International Buddhist Relief Organisation, International Educational Development, Inc., Iranian Elite Research Center, Lawyers' Rights Watch Canada, Liberation, Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples, Mouvement international de la réconciliation, Organisation de défense des victimes de la violence (s'exprimant également au nom de l'Institut iranien des femmes islamiques), Organisation internationale pour l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale, Organisation pour la communication en Afrique et de promotion de la coopération économique internationale − OCAPROCE Internationale, Presse Emblème Campagne, Prevention Association of Social Harms (PASH), Reporters Sans Frontières International/Reporters Without Borders International, Save the Children International (s'exprimant également au nom de Vision du monde International), Service international pour les droits de l'homme, Société pour les peuples menacés, Soka Gakkai International (s'exprimant également au nom de la Fondation Al-Hakim, de l'Asian Forum for Human Rights and Development, de la Foundation for GAIA, d'Human Rights Education Associates (HREA), de la Fédération internationale des femmes diplômées des universités, d'International Longevity Center Global Alliance, Ltd., du Mouvement international contre toutes les formes de discrimination et de racisme, de Myochikai (Arigatou Foundation), de l'Association thérésienne, d'Under the Same Sun Fund, de l'Union of Arab Jurists, de United Nations Watch, de la Fédération internationale des écoles unies, de United Towns Agency for North-South Cooperation, World Environment and Resources Council), Union européenne des relations publiques, Union internationale des femmes musulmanes.

94. À la 12e séance, le 16 septembre 2013, les représentants de la Chine et de la Mauritanie ont fait des déclarations au titre de leur droit de réponse.

E. Examen de projets de texte et décisions concernant ces projets

Promotion des droits de l'homme par le sport et l'idéal olympique

95. À la 34e séance, le 26 septembre 2013, le représentant de la Fédération de Russie a présenté le projet de résolution A/HRC/24/L.1, qui avait pour auteurs principaux le Brésil, le Congo, la Fédération de Russie, la Grèce, le Japon, le Liban, le Maroc et la République de Corée et pour coauteurs l'Allemagne, l'Arménie, l'Australie, l'Autriche, le Bélarus, la Bolivie (État plurinational de), la Bosnie-Herzégovine, la Bulgarie, le Chili, Chypre, le Costa Rica, la Croatie, Cuba, l'Équateur, l'Espagne, l'Estonie, le Gabon (s'exprimant au nom du Groupe des États d'Afrique), le Guatemala, le Honduras, la Hongrie, l'Italie, la Jordanie, la Lettonie, le Luxembourg, les Maldives, le Pakistan (s'exprimant au nom l'Organisation de la coopération islamique), les Pays-Bas, la Pologne, le Portugal, la Roumanie, la Slovénie, Sri Lanka, la Thaïlande, la Turquie, le Venezuela (République bolivarienne du) et l'État de Palestine (s'exprimant au nom du Groupe des États arabes). La Belgique, le Canada, la Chine, la Colombie, El Salvador, les États-Unis d'Amérique, la France, l'Inde, la Jamaïque, Malte, Monaco, le Monténégro, le Nicaragua, le Pérou, la République de Moldova, le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, la Serbie, la Slovaquie, la Suisse, l'Ukraine, l'Uruguay et le Viet Nam se sont joints ultérieurement aux auteurs.

96. À la même séance, le représentant des États-Unis d'Amérique a fait des observations générales au sujet du projet de résolution.

97. À la même séance également, le projet de résolution a été adopté sans être mis aux voix (pour le texte adopté, voir première partie, chap. I, résolution 24/1).

Gouvernement local et droits de l'homme

98. À la 34e séance, le 26 septembre 2013, le représentant de la République de Corée a présenté le projet de résolution A/HRC/24/L.2, qui avait pour auteurs principaux le Chili, l'Égypte, la République de Corée et la Roumanie et pour coauteurs l'Allemagne, l'Australie, l'Autriche, la Colombie, l'Espagne, la Grèce, la Hongrie, l'Italie, le Japon, la Norvège, le Paraguay, le Pérou, Sri Lanka et la Thaïlande. L'Afrique du Sud, l'Angola, l'Arabie saoudite, la Bosnie-Herzégovine, la Bulgarie, la Croatie, Djibouti, El Salvador, l'Équateur, les États-Unis d'Amérique, la France, le Honduras, l'Inde, l'Indonésie, l'Irlande, la Jordanie, le Liban, le Luxembourg, les Maldives, Malte, le Maroc, le Panama, la Pologne, le Portugal, la

République de Moldova, le Rwanda, la Suisse, le Togo, la Tunisie, l'Uruguay et l'État de Palestine se sont joints ultérieurement aux auteurs.

99. À la même séance, le représentant de la Suisse a fait des observations générales au sujet du projet de résolution.

100. À la même séance également, le projet de résolution a été adopté sans être mis aux voix (pour le texte adopté, voir première partie, chap. I, résolution 24/2).

Rapporteur spécial sur les formes contemporaines d'esclavage, y compris leurs causes et leurs conséquences

101. À la 34e séance, le 26 septembre 2013, le représentant du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord a présenté le projet de résolution A/HRC/24/L.3, qui avait pour auteur principal le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et pour coauteurs l'Allemagne, l'Argentine, l'Autriche, l'Australie, la Belgique, la Bulgarie, le Chili, Chypre, la Croatie, Cuba, le Danemark, l'Espagne, la Finlande, la Grèce, la Hongrie, l'Irlande, l'Islande, le Japon, la Lettonie, le Luxembourg, les Maldives, le Paraguay, les Pays-Bas, la République tchèque, la Slovaquie, la Slovénie, la Somalie, la Suède, la Suisse, l'Uruguay et le Venezuela (République bolivarienne du). L'Angola, l'Arménie, le Bélarus, la Bosnie-Herzégovine, le Botswana, le Brésil, le Canada, le Costa Rica, El Salvador, l'Estonie, les États-Unis d'Amérique, l'ex-République yougoslave de Macédoine, la France, le Guatemala, le Honduras, l'Italie, le Liechtenstein, la Lituanie, Malte, le Maroc, le Monténégro, le Nicaragua, la Norvège, le Pérou, la Pologne, le Portugal, la Roumanie, le Rwanda, Saint-Kitts-et-Nevis, le Sénégal, la Serbie, la Sierra Leone, la Thaïlande et la Turquie se sont joints ultérieurement aux auteurs.

102. Conformément à l'article 153 du Règlement intérieur de l'Assemblée générale, l'attention du Conseil des droits de l'homme a été appelée sur un état estimatif des incidences administratives et des incidences sur le budget-programme du projet de résolution.

103. À la même séance, le projet de résolution a été adopté sans être mis aux voix (pour le texte adopté, voir première partie, chap. I, résolution 24/3).

Le droit au développement

104. À la 34e séance, le 26 septembre 2013, le représentant de la République islamique d'Iran, s'exprimant au nom du Mouvement des pays non alignés, a présenté le projet de résolution A/HRC/24/L.6, qui avait pour auteur la République islamique d'Iran au nom du Mouvement des pays non alignés. Le Brésil, la Chine, El Salvador, l'Uruguay et l'État de Palestine (s'exprimant au nom du Groupe des États arabes) se sont joints ultérieurement à l'auteur.

105. À la même séance, le représentant de la République islamique d'Iran, s'exprimant au nom du Mouvement des pays non alignés, a révisé oralement le projet de résolution.

106. À la même séance également, le représentant de la République bolivarienne du Venezuela a fait des observations générales au sujet du projet de résolution.

107. Conformément à l'article 153 du Règlement intérieur de l'Assemblée générale, l'attention du Conseil des droits de l'homme a été appelée sur un état estimatif des incidences administratives et des incidences sur le budget-programme du projet de résolution.

108. À la même séance, les représentants de l'Estonie (s'exprimant au nom des États membres de l'Union européenne membres du Conseil des droits de l'homme), des États-Unis d'Amérique et du Japon ont fait des déclarations pour expliquer leur vote avant le vote.

109. À la même séance également, à la demande du représentant des États-Unis d'Amérique, le projet de résolution oralement révisé a fait l'objet d'un vote enregistré. Le Conseil des droits de l'homme a adopté le projet de résolution oralement révisé par 46 voix contre une.

110. Pour le texte adopté et le résultat du vote, voir première partie, chap. I, résolution 24/4.

Droit de réunion pacifique et liberté d'association

111. À la 34e séance, le 26 septembre 2013, les représentants des États-Unis d'Amérique et du Mexique ont présenté le projet de résolution A/HRC/24/L.7, qui avait pour auteurs principaux les États-Unis d'Amérique, l'Indonésie, la Lituanie, les Maldives, le Mexique, le Nigéria et la République tchèque et pour coauteurs l'Albanie, l'Allemagne, l'Argentine, l'Australie, l'Autriche, la Belgique, la Bosnie-Herzégovine, la Bulgarie, le Chili, Chypre, la Colombie, le Costa Rica, la Croatie, le Danemark, l'Espagne, l'Estonie, la Finlande, la France, la Géorgie, la Grèce, le Honduras, la Hongrie, l'Irlande, l'Islande, l'Italie, le Japon, la Lettonie, le Liechtenstein, le Luxembourg, Malte, le Monténégro, la Norvège, le Paraguay, les Pays-Bas, le Pérou, le Pologne, le Portugal, la Roumanie, le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, la Slovaquie, la Slovénie, la Suède, la Suisse et la Turquie. L'Angola, le Botswana, le Brésil, le Canada, l'Égypte, l'ex-République yougoslave de Macédoine, le Guatemala, la Libye, la Nouvelle-Zélande, le Panama, la République de Corée, la République de Moldova, Saint-Marin, le Sénégal, la Serbie, le Togo, la Tunisie, l'Ukraine et l'Uruguay se sont joints ultérieurement aux auteurs.

112. À la même séance, le représentant des États-Unis d'Amérique a révisé oralement le projet de résolution.

113. À la même séance également, le Président a annoncé que les amendements A/HRC/24/L.55 et A/HRC/24/L.56 au projet de résolution A/HRC/24/L.7 avaient été retirés, comme le Secrétariat en avait été informé.

114. Conformément à l'article 153 du Règlement intérieur de l'Assemblée générale, l'attention du Conseil des droits de l'homme a été appelée sur un état estimatif des incidences administratives et des incidences sur le budget-programme du projet de résolution.

115. À la même séance, le projet de résolution oralement révisé a été adopté sans être mis aux voix (pour le texte adopté, voir première partie, chap. I, résolution 24/5).

116. À la 37e séance, le 27 septembre, le représentant du Venezuela (République bolivarienne du) a fait une déclaration pour expliquer son vote après le vote.

Le droit qu'a toute personne de jouir du meilleur état de santé physique et mentale possible

117. À la 34e séance, le 26 septembre 2013, le représentant du Brésil a présenté le projet de résolution A/HRC/24/L.8, qui avait pour auteur principal le Brésil et pour coauteurs l'Argentine, l'Autriche, la Bolivie (État plurinational de), le Botswana, le Chili, Chypre, la Colombie, le Costa Rica, le Danemark, l'Espagne, l'Estonie, la Finlande, la France, la Grèce, le Guatemala, l'Italie, la Libye, le Mexique, la Nouvelle-Zélande, la Norvège, le Pérou, le Portugal, la Roumanie, le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, la Slovénie, la Suisse, la Turquie, l'Uruguay et le Venezuela (République bolivarienne du). L'Afrique du Sud, l'Algérie, l'Andorre, l'Angola, l'Arménie, la Belgique, le Bénin, la Bosnie-Herzégovine, la Bulgarie, le Canada, le Cap-Vert, la Côte d'Ivoire, la Croatie, Cuba, El Salvador, les États-Unis d'Amérique, l'ex-République yougoslave de Macédoine, la Guinée équatoriale, l'Inde, l'Irlande, l'Islande, la Jamaïque, le Lesotho, le Luxembourg, Madagascar, Malte, le Monténégro, la Namibie, le Nicaragua, le Paraguay, les Pays-Bas, les Philippines, la Sierra Leone, la Thaïlande, le Timor-Leste et le Togo se sont joints ultérieurement aux auteurs.

118. À la même séance, les représentants de l'Estonie (s'exprimant au nom des États membres de l'Union européenne membres du Conseil des droits de l'homme) et des États-Unis d'Amérique ont fait des observations générales au sujet du projet de résolution.

119. Conformément à l'article 153 du Règlement intérieur de l'Assemblée générale, l'attention du Conseil des droits de l'homme a été appelée sur un état estimatif des incidences administratives et des incidences sur le budget-programme du projet de résolution.

120. À la même séance, le projet de résolution a été adopté sans être mis aux voix (pour le texte adopté, voir première partie, chap. I, résolution 24/6).

Détention arbitraire

121. À la 34e séance, le 26 septembre 2013, le représentant de la France a présenté le projet de résolution A/HRC/24/L.15, qui avait pour auteur principal la France et pour coauteurs l'Allemagne, l'Andorre, l'Argentine, l'Arménie, l'Autriche, la Belgique, la Bosnie-Herzégovine, la Bulgarie, le Chili, Chypre, le Costa Rica, la Croatie, le Danemark, l'Égypte, l'Espagne, l'Estonie, la Finlande, la Grèce, le Honduras, la Hongrie, l'Irlande, l'Italie, la Lettonie, le Liban, la Lituanie, le Luxembourg, le Mexique, le Monténégro, la Norvège, le Paraguay, les Pays-Bas, la Pologne, le Portugal, la République tchèque, la Roumanie, le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, la Slovaquie, la Slovénie, la Suède, la Suisse et l'Uruguay. L'Albanie, l'Angola, le Botswana, El Salvador, les États-Unis d'Amérique, l'ex-République yougoslave de Macédoine, le Ghana, l'Islande, le Japon, les Maldives, Malte, le Maroc, Monaco, la Nouvelle-Zélande, le Panama, le Pérou, la République de Corée, la République de Moldova, Saint-Kitts-et-Nevis, le Sénégal, la Serbie, le Timor-Leste, le Togo et l'Ukraine se sont joints ultérieurement aux auteurs.

122. Conformément à l'article 153 du Règlement intérieur de l'Assemblée générale, l'attention du Conseil des droits de l'homme a été appelée sur un état estimatif des incidences administratives et des incidences sur le budget-programme du projet de résolution.

123. À la même séance, le projet de résolution a été adopté sans être mis aux voix (pour le texte de la résolution, voir première partie, chap. I, résolution 24/7).

Participation à la vie politique dans des conditions d'égalité

124. À la 34e séance, le 26 septembre 2013, le représentant de la République tchèque a présenté le projet de résolution A/HRC/24/L.18/Rev.1, qui avait pour auteurs principaux le Botswana, l'Indonésie, les Pays-Bas, le Pérou et la République tchèque et pour coauteurs l'Allemagne, l'Angola, l'Argentine, l'Arménie, l'Australie, l'Autriche, la Belgique, la Bosnie-Herzégovine, le Brésil, la Bulgarie, le Chili, Chypre, la Colombie, le Costa Rica, la Croatie, le Danemark, l'Équateur, l'Espagne, l'Estonie, la France, la Finlande, la Géorgie, la Grèce, le Honduras, la Hongrie, l'Irlande, l'Islande, l'Italie, la Lettonie, le Liban, la Lituanie, le Luxembourg, Malte, le Mexique, la Monténégro, la Nouvelle-Zélande, la Norvège, le Panama, le Paraguay, la Pologne, le Portugal, la République de Moldova, la Roumanie, le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, la Sierra Leone, la Slovaquie, la Slovénie, la Somalie, Sri Lanka, la Suède, la Thaïlande, le Timor-Leste, la Tunisie et la Turquie. L'Albanie, le Bénin, le Canada, les États-Unis d'Amérique, l'ex-République yougoslave de Macédoine, le Guatemala, la Guinée, l'Inde, le Japon, le Liechtenstein, la Namibie, les Philippines, la République de Corée, le Rwanda, la Suisse, le Togo et l'Ukraine se sont joints ultérieurement aux auteurs.

125. À la même séance, le représentant de la Suisse a fait des observations générales au sujet du projet de résolution.

126. Conformément à l'article 153 du Règlement intérieur de l'Assemblée générale, l'attention du Conseil des droits de l'homme a été appelée sur un état estimatif des incidences administratives et des incidences sur le budget-programme du projet de résolution.

127. À la même séance, le projet de résolution a été adopté sans être mis aux voix (pour le texte de la résolution, voir première partie, chap. I, résolution 24/8).

Droits de l'homme et peuples autochtones : mandat du Rapporteur spécial sur les droits des peuples autochtones

128. À la 34e séance, le 26 septembre 2013, le représentant du Mexique a présenté le projet de résolution A/HRC/24/L.21, qui avait pour auteurs principaux le Guatemala et le Mexique et pour coauteurs l'Allemagne, l'Autriche, le Congo, Cuba (s'exprimant au nom de la Communauté des États d'Amérique latine et des Caraïbes), le Danemark, l'Espagne, l'Estonie, la Fédération de Russie, la Finlande, la Grèce, la Hongrie, le Liban, la Norvège, la Nouvelle-Zélande et la Suède. L'Angola, l'Australie, le Bénin, la Bosnie-Herzégovine, le Canada, Chypre, la Côte d'Ivoire, Djibouti, les États-Unis d'Amérique, l'Islande, la Lituanie, le Monténégro, la Namibie, la Pologne, le Sénégal, la Slovénie et le Togo se sont joints ultérieurement aux auteurs.

129. Conformément à l'article 153 du Règlement intérieur de l'Assemblée générale, l'attention du Conseil des droits de l'homme a été appelée sur un état estimatif des incidences administratives et des incidences sur le budget-programme du projet de résolution.

130. À la même séance, le projet de résolution a été adopté sans être mis aux voix (pour le texte de la résolution, voir première partie, chap. I, résolution 24/9).

Droits de l'homme et peuples autochtones

131. À la 34e séance, le 26 septembre 2013, le représentant du Guatemala a présenté le projet de résolution A/HRC/24/L.22, qui avait pour auteurs principaux le Guatemala et le Mexique et pour coauteurs l'Allemagne, l'Australie, l'Autriche, le Congo, Cuba (s'exprimant au nom de la Communauté des États d'Amérique latine et des Caraïbes), le Danemark, l'Espagne, l'Estonie, la Finlande, la Grèce, la Hongrie, la Norvège et la Nouvelle-Zélande. L'Angola, le Bénin, le Canada, Chypre, la Côte d'Ivoire, Djibouti, les États-Unis d'Amérique, l'Islande, la Lituanie, le Monténégro, la Pologne, le Sénégal, la Slovénie, Sri Lanka, la Suède et le Togo se sont joints ultérieurement aux auteurs.

132. À la même séance, le représentant des États-Unis d'Amérique a fait des observations générales au sujet du projet de résolution.

133. Conformément à l'article 153 du Règlement intérieur de l'Assemblée générale, l'attention du Conseil des droits de l'homme a été appelée sur un état estimatif des incidences administratives et des incidences sur le budget-programme du projet de résolution.

134. À la même séance, le projet de résolution a été adopté sans être mis aux voix (pour le texte de la résolution, voir première partie, chap. I, résolution 24/10).

Mortalité et morbidité évitables des enfants âgés de moins de 5 ans en tant que problème de droits de l'homme

135. À la 34e séance, le 26 septembre 2013, les représentants du Botswana et de l'Irlande ont présenté le projet de résolution A/HRC/24/L.27, qui avait pour auteurs principaux l'Autriche, le Botswana, l'Irlande, la Mongolie et l'Uruguay et pour coauteurs l'Albanie, l'Allemagne, l'Arménie, l'Australie, le Bélarus, le Bénin, le Chili, Chypre, la Colombie, le Congo, le Costa Rica, la Croatie, le Danemark, l'Équateur, l'Espagne, l'Estonie, la Finlande, la France, la Grèce, le Guatemala, le Honduras, l'Islande, l'Italie, le Kirghizistan, la Libye, le Luxembourg, le Mexique, le Monténégro, la Norvège, le Paraguay, la Pologne, le Portugal, la Roumanie, la Slovaquie, la Slovénie, Sri Lanka, la Suède, la Suisse, le Tadjikistan et le Yémen. L'Andorre, l'Angola, la Belgique, le Brésil, la Bulgarie, le Burkina Faso, le Canada, le Cap-Vert, la Côte d'Ivoire, la Hongrie, le Kazakhstan, la Lettonie, la Lituanie, les Maldives, Malte, Monaco, le Nicaragua, la Nouvelle-Zélande, le Panama, les Pays-Bas, le Pérou, la République de Corée, la République de Moldova, la République tchèque, le Rwanda, la Serbie, la Sierra Leone, Singapour, la Thaïlande, le Togo, la Turquie et le Venezuela (République bolivarienne du) se sont joints ultérieurement aux auteurs.

136. Conformément à l'article 153 du Règlement intérieur de l'Assemblée générale, l'attention du Conseil des droits de l'homme a été appelée sur un état estimatif des incidences administratives et des incidences sur le budget-programme du projet de résolution.

137. À la même séance, les représentants des États-Unis et du Japon ont fait des déclarations pour expliquer leur vote avant le vote.

138. À la même séance également, le projet de résolution a été adopté sans être mis aux voix (pour le texte de la résolution, voir première partie, chap. I, résolution 24/11).

Les droits de l'homme dans l'administration de la justice, y compris la justice pour mineurs

139. À la 34e séance, le 26 septembre 2013, le représentant de l'Autriche a présenté le projet de résolution A/HRC/24/L.28, qui avait pour auteur principal l'Autriche et pour coauteurs l'Allemagne, l'Andorre, l'Argentine, la Belgique, le Bénin, le Botswana, la Bulgarie, le Chili, Chypre, le Costa Rica, la Croatie, le Danemark, l'Espagne, l'Estonie, la Finlande, la France, la Géorgie, la Grèce, le Guatemala, le Honduras, la Hongrie, l'Irlande, l'Islande, l'Italie, la

Lettonie, la Lituanie, le Luxembourg, le Maroc, le Mexique, la Mongolie, le Monténégro, le Nigéria, la Norvège, les Pays-Bas, le Pérou, la Pologne, le Portugal, la République tchèque, la Roumanie, la Slovaquie, la Slovénie, la Suède, la Suisse, la Thaïlande, la Tunisie, la Turquie et l'Uruguay. L'Angola, la Bosnie-Herzégovine, l'Égypte, El Salvador, l'ex-République yougoslave de Macédoine, la Fédération de Russie, la Libye, le Liechtenstein, les Maldives, Monaco, le Nicaragua, la République de Corée, la République de Moldova, Saint-Marin, le Sénégal, la Serbie et l'Ukraine se sont joints ultérieurement aux auteurs.

140. Conformément à l'article 153 du Règlement intérieur de l'Assemblée générale, l'attention du Conseil des droits de l'homme a été appelée sur un état estimatif des incidences administratives et des incidences sur le budget-programme du projet de résolution.

141. À la même séance, les représentants des États-Unis d'Amérique et du Japon ont fait des déclarations pour expliquer leur vote avant le vote.

142. À la même séance également, le projet de résolution a été adopté sans être mis aux voix (pour le texte de la résolution, voir première partie, chap. I, résolution 24/12).

L'utilisation de mercenaires comme moyen de violer les droits de l'homme et d'empêcher l'exercice du droit des peuples à l'autodétermination

143. À la 34e séance, le 26 septembre 2013, le représentant de Cuba a présenté le projet de résolution A/HRC/24/L.29, qui avait pour auteur principal Cuba et pour coauteurs l'Afrique du Sud, le Bélarus, la Bolivie (État plurinational de), Djibouti, l'Équateur, l'Érythrée, l'Éthiopie, la Fédération de Russie, le Honduras, le Pakistan, le Panama, la République dominicaine, le Venezuela (République bolivarienne du), le Zimbabwe et l'État de Palestine. L'Algérie, l'Angola, le Botswana, El Salvador, la Guinée équatoriale, le Nicaragua, la République arabe syrienne, la République populaire démocratique de Corée, le Sénégal et l'Uruguay se sont joints ultérieurement aux auteurs.

144. À la même séance, le représentant de la République bolivarienne du Venezuela a fait des observations générales au sujet du projet de résolution.

145. À la même séance également, les représentants de l'Argentine, de l'Estonie (s'exprimant au nom des États membres de l'Union européenne membres du Conseil des droits de l'homme), des États-Unis d'Amérique et de la Suisse ont fait des déclarations pour expliquer leur vote avant le vote.

146. À la même séance également, à la demande du représentant des États-Unis d'Amérique, le projet de résolution a fait l'objet d'un vote enregistré. Le projet de résolution a été adopté par 31 voix contre 15, avec une abstention.

147. Pour le texte adopté, voir première partie, chap. I, résolution 24/13.

Les droits de l'homme et les mesures coercitives unilatérales

148. À la 35e séance, le 27 septembre 2013, le représentant de la République islamique d'Iran, s'exprimant au nom du Mouvement des pays non alignés, a présenté le projet de résolution A/HRC/24/L.5/Rev.1, qui avait pour auteur principal la République islamique d'Iran (agissant au nom du Mouvement des pays non alignés), et pour coauteur l'État de Palestine (agissant au nom du Groupe des États arabes). Le Brésil s'est joint ultérieurement aux auteurs.

149. À la même séance, le représentant de la République bolivarienne du Venezuela a fait des observations générales au sujet du projet de résolution.

150. Conformément à l'article 153 du Règlement intérieur de l'Assemblée générale, l'attention du Conseil des droits de l'homme a été appelée sur un état estimatif des incidences administratives et des incidences sur le budget-programme du projet de résolution.

151. À la même séance, le représentant de l'Estonie, s'exprimant au nom des États membres de l'Union européenne membres du Conseil des droits de l'homme, a fait une déclaration pour expliquer son vote avant le vote.

152. À la même séance également, à la demande du représentant de l'Estonie, le projet de résolution a fait l'objet d'un vote enregistré. Le projet de résolution a été adopté par 31 voix contre 15, avec une abstention.

153. Pour le texte adopté et les résultats du vote, voir première partie, chap. I, résolution 24/14.

Programme mondial d'éducation dans le domaine des droits de l'homme

154. À la 35e séance, le 27 septembre 2013, le représentant du Costa Rica a présenté le projet de résolution A/HRC/24/L.12/Rev.1, qui avait pour auteurs principaux le Costa Rica, l'Italie, le Maroc, les Philippines, le Sénégal, la Slovénie et la Suisse et pour coauteurs l'Allemagne, l'Andorre, l'Angola, l'Argentine, l'Arménie, l'Autriche, la Bolivie (État plurinational de), le Bosnie-Herzégovine, le Brésil, la Bulgarie, Chypre, la Colombie, le Congo, la Côte d'Ivoire, la Croatie, Djibouti, l'Estonie, l'ex-République yougoslave de Macédoine, la Guinée équatoriale, la Grèce, le Guatemala, la Hongrie, la Lettonie, la Lituanie, le Luxembourg, le Mexique, le Pérou, le Portugal, le Qatar, la Roumanie, la Slovaquie et le Venezuela (République bolivarienne du). L'Albanie, le Chili, l'Équateur, l'Espagne, la France, la Géorgie, le Honduras, l'Indonésie, le Japon, les Maldives, le Monténégro, la Pologne, la République de Corée, la République de Moldova, Saint-Marin, la Serbie, la Thaïlande, le Togo, la Turquie, l'Ukraine, l'Uruguay et l'État de Palestine (s'exprimant au nom du Groupe des États arabes) se sont joints ultérieurement aux auteurs.

155. Conformément à l'article 153 du Règlement intérieur de l'Assemblée générale, l'attention du Conseil des droits de l'homme a été appelée sur un état estimatif des incidences administratives et des incidences sur le budget-programme du projet de résolution.

156. À la même séance, le représentant des États-Unis d'Amérique a fait une déclaration pour expliquer son vote avant le vote.

157. À la même séance également, le projet de résolution a été adopté sans être mis aux voix (pour le texte adopté, voir première partie, chap. I, résolution 24/15).

Le rôle de la prévention dans la promotion et la protection des droits de l'homme

158. À la 35e séance, le 27 septembre 2013, le représentant de l'Ukraine a présenté le projet de résolution A/HRC/24/L.14/Rev.1, qui avait pour auteurs principaux la Hongrie, les Maldives, le Maroc, l'Ukraine et l'Uruguay et pour coauteurs l'Allemagne, l'Angola, l'Arménie, l'Australie, l'Autriche, la Bosnie-Herzégovine, la Bulgarie, le Burkina Faso, le Cambodge, le Chili, la Colombie, le Congo, le Costa Rica, la Côte d'Ivoire, la Croatie, Djibouti, l'Espagne, l'Estonie, les États-Unis d'Amérique, la Géorgie, la Grèce, le Guatemala, la Guinée équatoriale, l'Irlande, la Lettonie, la Lituanie, Malte, le Monténégro, le Pérou, la Pologne, la République de Moldova, la République tchèque, le Rwanda, la Slovaquie, la Suède et la Thaïlande. L'Argentine, le Bénin, le Botswana, le Brésil, Chypre, le Danemark, El Salvador, la France, le Honduras, l'Indonésie, l'Italie, le Nicaragua, la Nouvelle-Zélande, le Portugal, la République de Corée, Saint-Marin, le Sénégal, la Serbie, la Sierra Leone, le Togo et l'État de Palestine (s'exprimant au nom du Groupe des États arabes) se sont joints ultérieurement aux auteurs.

159. À la même séance, le représentant de l'Ukraine a révisé oralement le projet de résolution.

160. Conformément à l'article 153 du Règlement intérieur de l'Assemblée générale, l'attention du Conseil des droits de l'homme a été appelée sur un état estimatif des incidences administratives et des incidences sur le budget-programme du projet de résolution.

161. À la même séance également, le projet de résolution oralement révisé a été adopté sans être mis aux voix (pour le texte de la résolution, voir première partie, chap. I, résolution 24/16).

Objection de conscience au service militaire

162. À la 35e séance, le 27 septembre 2013, le représentant de la Croatie a présenté le projet de résolution A/HRC/24/L.23, qui avait pour auteurs principaux le Costa Rica, la Croatie et la

Pologne et pour coauteurs l'Allemagne, l'Autriche, la Belgique, la Bosnie-Herzégovine, l'Équateur, l'Espagne, l'Estonie, la France, la Géorgie, le Honduras, la Hongrie, l'Irlande, l'Italie, la Lettonie, le Luxembourg, le Monténégro, le Panama, la République tchèque, la Roumanie, le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, la Slovaquie, la Slovénie et la Suisse. L'Albanie, l'Australie, la Bulgarie, le Danemark, l'ex-République yougoslave de Macédoine, la Lituanie, le Nicaragua, la Norvège, la Nouvelle-Zélande, le Portugal, Saint-Marin, la Serbie, la Suède et l'Uruguay se sont joints ultérieurement aux auteurs.

163. À la même séance, le représentant de la Croatie a révisé oralement le projet de résolution.

164. À la même séance également, les représentants des États-Unis d'Amérique et de la République de Corée ont fait des déclarations pour expliquer leur vote avant le vote.

165. À la même séance, le projet de résolution oralement révisé a été adopté sans être mis aux voix (pour le texte adopté, voir première partie, chap. I, résolution 24/17).

166. À la 37e séance, le 27 septembre, le représentant du Chili a fait une déclaration pour expliquer son vote après le vote.

Le droit fondamental à l'eau potable et à l'assainissement

167. À la 35e séance, le 27 septembre 2013, les représentants de l'Allemagne et de l'Espagne ont présenté le projet de résolution A/HRC/24/L.31, qui avait pour auteurs principaux l'Allemagne et l'Espagne et pour coauteurs l'Albanie, l'Andorre, l'Autriche, la Belgique, le Bénin, la Bosnie-Herzégovine, la Bulgarie, le Chili, Chypre, la Colombie, le Costa Rica, la Croatie, le Danemark, l'Estonie, la Finlande, la France, la Géorgie, la Grèce, le Honduras, la Hongrie, l'Islande, l'Italie, la Lettonie, la Lituanie, le Luxembourg, Madagascar, les Maldives, Malte, le Mexique, le Monténégro, le Maroc, le Nigéria, la Norvège, le Paraguay, les Pays-Bas, la Pologne, le Portugal, le Qatar, la République dominicaine, la République tchèque, la Roumanie, le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, la Slovaquie, la Slovénie, la Suède et l'Uruguay. L'Arménie, El Salvador, le Gabon (agissant au nom du Groupe des États d'Afrique), l'Irlande, le Liechtenstein, Monaco, le Nicaragua, le Panama, le Pérou, la République de Moldova, Saint-Marin, la Serbie, la Suisse et l'Ukraine se sont joints ultérieurement aux auteurs.

168. À la même séance, les représentants de l'Équateur et du Brésil ont fait des observations générales au sujet du projet de résolution.

169. À la même séance également, le représentant des États-Unis d'Amérique a fait des observations générales au sujet du projet de résolution, dissociant sa délégation du consensus sur le quinzième alinéa du préambule du projet de résolution.

170. À la même séance, le représentant de l'Argentine a fait une déclaration pour expliquer son vote avant le vote.

171. À la même séance également, le projet de résolution a été adopté sans être mis aux voix (pour le texte de la résolution, voir première partie, chap. I, résolution 24/18).

Arrangements régionaux pour la promotion et la protection des droits de l'homme

172. À la 35e séance, le 27 septembre 2013, le représentant de la Belgique a présenté le projet de résolution A/HRC/24/L.35, qui avait pour auteurs principaux l'Arménie, la Belgique, le Mexique, le Sénégal et la Thaïlande et pour coauteurs l'Allemagne, l'Autriche, la Bosnie-Herzégovine, le Chili, Chypre, le Costa Rica, la Croatie, l'Espagne, l'Estonie, la Finlande, la Grèce, le Guatemala, le Honduras, la Hongrie, l'Irlande, l'Italie, la Lettonie, la Lituanie, le Luxembourg, le Monténégro, le Paraguay, les Pays-Bas, le Pérou, le Pologne, le Portugal, le Qatar, la Roumanie, la Slovaquie, la Slovénie, la Suisse, la Turquie et l'Uruguay. La Bulgarie, le Danemark, la France, le Gabon (s'exprimant au nom du Groupe des États d'Afrique), l'Indonésie, le Nicaragua, la République de Corée, la République de Moldova et la Serbie se sont joints ultérieurement aux auteurs.

173. Conformément à l'article 153 du Règlement intérieur de l'Assemblée générale, l'attention du Conseil des droits de l'homme a été appelée sur un état estimatif des incidences administratives et des incidences sur le budget-programme du projet de résolution.

174. À la même séance, le représentant du Japon a fait des observations générales au sujet du projet de résolution.

175. À la même séance également, le représentant des États-Unis d'Amérique a fait des observations générales au sujet du projet de résolution, dissociant sa délégation du consensus sur le projet de résolution.

176. À la même séance, le projet de résolution a été adopté sans être mis aux voix (pour le texte de la résolution, voir première partie, chap. I, résolution 24/19).

Droits de l'homme des personnes âgées

177. À la 35e séance, le 27 septembre 2013, le représentant de l'Argentine a présenté le projet de résolution A/HRC/24/L.37/Rev.1, qui avait pour auteurs principaux l'Argentine et le Brésil et pour coauteurs la Bosnie-Herzégovine, Cuba (s'exprimant au nom de la Communauté des États d'Amérique latine et des Caraïbes), Djibouti, l'Éthiopie et la Turquie. L'Albanie, l'Angola, le Cambodge, la Côte d'Ivoire, l'Irlande, le Maroc, le Mozambique, la Namibie, le Portugal, le Sénégal, la Slovénie, le Timor-Leste, le Togo, la Tunisie et l'État de Palestine se sont joints ultérieurement aux auteurs.

178. À la même séance, les représentants de l'Estonie (s'exprimant au nom des États membres de l'Union européenne membres du Conseil des droits de l'homme) et de la Suisse ont fait des observations générales au sujet du projet de résolution.

179. Conformément à l'article 153 du Règlement intérieur de l'Assemblée générale, l'attention du Conseil des droits de l'homme a été appelée sur un état estimatif des incidences administratives et des incidences sur le budget-programme du projet de résolution.

180. À la même séance également, les représentants des États-Unis d'Amérique et du Japon ont fait des déclarations pour expliquer leur vote avant le vote.

181. À la même séance, le projet de résolution a été adopté sans être mis aux voix (pour le texte de la résolution, voir première partie, chap. I, résolution 24/20).

Champ d'action de la société civile : créer et maintenir, en droit et dans la pratique, un environnement sûr et favorable

182. À la 35e séance, le 27 septembre 2013, les représentants de l'Irlande, du Japon et de la Tunisie ont présenté le projet de résolution A/HRC/24/L.24, qui avait pour auteurs principaux le Chili, l'Irlande, le Japon, la Sierra Leone et la Tunisie et pour coauteurs l'Albanie, l'Allemagne, l'Australie, l'Autriche, la Belgique, le Bénin, Chypre, le Costa Rica, la Croatie, le Danemark, l'Espagne, l'Estonie, les États-Unis d'Amérique, la Finlande, la Grèce, le Honduras, la Hongrie, l'Islande, l'Italie, la Lettonie, le Liechtenstein, la Lituanie, le Luxembourg, Malte, la Norvège, les Pays-Bas, le Pérou, la République tchèque, la Roumanie, la Slovénie, la Suède et la Suisse. L'Angola, l'Argentine, le Brésil, la Bulgarie, le Canada, la Côte d'Ivoire, la France, le Guatemala, les Maldives, le Mexique, le Monténégro, la Nouvelle-Zélande, la Pologne, le Portugal, la République de Corée, la République de Moldova, le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, le Sénégal, la Slovaquie, la Turquie, l'Uruguay et l'État de Palestine se sont joints ultérieurement aux auteurs.

183. À la même séance, le représentant de l'Irlande a révisé oralement le projet de résolution.

184. À la même séance également, le représentant de Cuba a annoncé que l'amendement A/HRC/24/L.50 avait été retiré.

185. À la même séance, le représentant de Cuba a présenté les amendements A/HRC/24/L.51 et L.52 au projet de résolution A/HRC/24/L.24. L'amendement A/HRC/24/L.51 avait pour auteurs l'Afrique du Sud, l'Algérie, la Chine, Cuba, Djibouti, l'Éthiopie, la Fédération de Russie, l'Inde, le Pakistan, l'Ouganda et le Venezuela (République bolivarienne du). L'amendement A/HRC/24/L.52 avait pour auteurs l'Afrique du Sud, l'Algérie, l'Arabie saoudite, Cuba, l'Égypte, l'Éthiopie, l'Inde, l'Ouganda, le Pakistan et le Venezuela (République bolivarienne du).

186. À la même séance également, le représentant du Pakistan a annoncé que l'amendement A/HRC/24/L.53 avait été retiré.

187. À la même séance, le représentant du Pakistan a présenté l'amendement A/HRC/24/L.54 au projet de résolution A/HRC/24/L.24. L'amendement A/HRC/24/L.54 avait pour auteurs l'Algérie, l'Afrique du Sud, l'Arabie saoudite, la Chine, Cuba, les Émirats arabes unis, l'Équateur, l'Égypte, l'Éthiopie, la Fédération de Russie, l'Inde, le Pakistan et le Venezuela (République bolivarienne du).

188. À la même séance également, les représentants de l'Autriche, du Chili, du Costa Rica, des États-Unis d'Amérique, du Japon et de la Suisse ont fait des observations générales au sujet du projet de résolution et des amendements.

189. Conformément à l'article 153 du Règlement intérieur de l'Assemblée générale, l'attention du Conseil des droits de l'homme a été appelée sur un état estimatif des incidences administratives et des incidences sur le budget-programme du projet de résolution et des amendements.

190. À la même séance, à la demande du représentant de l'Irlande, l'amendement A/HRC/24/L.51 a fait l'objet d'un vote enregistré. L'amendement a été rejeté par 12 voix contre 28, avec 7 abstentions.

191. À la même séance également, à la demande du représentant de l'Irlande, l'amendement A/HRC/24/L.52 a fait l'objet d'un vote enregistré. L'amendement a été rejeté par 11 voix contre 28, avec 8 abstentions.

192. À la même séance, à la demande du représentant de l'Irlande, l'amendement A/HRC/24/L.54 a fait l'objet d'un vote enregistré. L'amendement a été rejeté par 14 voix contre 27, avec 6 abstentions.

193. À la même séance également, les représentants du Brésil, de l'Éthiopie, de l'Inde, du Pakistan et du Qatar ont fait des déclarations pour expliquer leur vote avant le vote au sujet du projet de résolution A/HRC/24/L.24 oralement révisé. L'Éthiopie, l'Inde, le Pakistan et le Qatar ont fait des observations générales, dissociant leur pays du consensus sur le projet de résolution.

194. À la même séance, le projet de résolution oralement révisé a été adopté sans être mis aux voix (pour le texte adopté, voir première partie, chap. I, résolution 24/21).

195. À la 37e séance, le 27 septembre, le représentant de la Malaisie a fait une déclaration pour expliquer son vote après le vote.

Renforcement des mesures visant à prévenir et éliminer les mariages d'enfants, les mariages précoces et les mariages forcés : défis, réalisations, bonnes pratiques et problèmes de mise en œuvre

196. À la 37e séance, le 27 septembre 2013, le représentant de la Sierra Leone a présenté le projet de résolution A/HRC/24/L.34/Rev.1, qui avait pour auteurs principaux l'Argentine, le Canada, l'Éthiopie, la Finlande, le Honduras, l'Italie, les Maldives, le Monténégro, les Pays-Bas, la Pologne, la Sierra Leone, la Suisse et l'Uruguay et pour coauteurs l'Albanie, l'Allemagne, l'Angola, l'Arménie, l'Australie, l'Autriche, la Belgique, le Bénin, la Bolivie (État plurinational de), la Bulgarie, le Chili, Chypre, le Costa Rica, la Côte d'Ivoire, la Croatie, le Danemark, Djibouti, l'Égypte, l'Équateur, l'Espagne, l'Estonie, les États-Unis d'Amérique, la Géorgie, la Grèce, le Guatemala, la Guinée équatoriale, la Hongrie, l'Irlande, l'Islande, la Jordanie, le Kirghizistan, la Lettonie, le Liechtenstein, le Luxembourg, Malte, le Maroc, la Norvège, le Panama, le Paraguay, le Pérou, le Portugal, la République tchèque, la Roumanie, le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, le Rwanda, Singapour, la Slovaquie, la Slovénie, la Somalie, le Soudan du Sud, la Suède, le Tadjikistan, le Tchad, la Thaïlande, la Tunisie, la Turquie, le Yémen et l'État de Palestine. L'Algérie, l'Andorre, les Bahamas, la Bosnie-Herzégovine, le Botswana, le Brésil, le Burkina Faso, le Cambodge, le Congo, Cuba, El Salvador, l'Érythrée, la France, le Ghana, la Guinée, Haïti, la Jamaïque, le Japon, le Kenya, le Liban, la Lituanie, Madagascar, Monaco, le Mozambique, la Namibie, le Népal, la Nouvelle-Zélande, le Nicaragua, l'Ouganda, la République de Corée, la République de Moldova, la République démocratique du Congo, le Sénégal, la Serbie, le

Timor-Leste, le Togo, l'Ukraine, le Venezuela (République bolivarienne du) et la Zambie se sont joints ultérieurement aux auteurs.

197. À la même séance, le représentant de la Sierra Leone a révisé oralement le projet de résolution.

198. À la même séance également, le représentant de l'Inde a fait des observations générales au sujet du projet de résolution.

199. Conformément à l'article 153 du Règlement intérieur de l'Assemblée générale, l'attention du Conseil des droits de l'homme a été appelée sur un état estimatif des incidences administratives et des incidences sur le budget-programme du projet de résolution.

200. À la même séance, le projet de résolution oralement révisé a été adopté sans être mis aux voix (pour le texte de la résolution, voir première partie, chap. I, résolution 24/23).

Incidence des transferts d'armes sur les droits de l'homme dans les conflits armés

201. À la 37e séance, le 27 septembre 2013, les représentants du Costa Rica, de l'Équateur et du Pérou ont présenté le projet de résolution A/HRC/24/L.32/Rev.1, qui avait pour auteurs principaux le Costa Rica, l'Équateur et le Pérou et pour coauteurs l'Angola, le Chili, le Guatemala, le Honduras, la Libye, le Mexique, le Panama, la République dominicaine, la Suisse et l'Uruguay. L'Argentine, le Brésil, le Congo, Djibouti, le Kenya, le Liechtenstein, le Maroc, la Namibie, le Nigéria, la République de Moldova, la Sierra Leone, le Togo et l'État de Palestine se sont joints ultérieurement aux auteurs.

202. À la même séance, les représentants du Costa Rica, de l'Équateur et du Pérou ont révisé oralement le projet de résolution.

203. À la même séance également, le représentant de la Suisse a fait des observations générales au sujet du projet de résolution.

204. À la même séance, les représentants de l'Estonie (s'exprimant au nom des États membres de l'Union européenne membres du Conseil des droits de l'homme), des États-Unis d'Amérique, de l'Indonésie, du Japon, du Pakistan et de la République de Corée ont fait des déclarations pour expliquer leur vote avant le vote.

205. À la demande du représentant des États-Unis d'Amérique, le projet de résolution a fait l'objet d'un vote enregistré. Le projet de résolution oralement révisé a été adopté par 42 voix contre une, avec 4 abstentions (pour le texte adopté, voir première partie, chap. I, résolution 24/35).

Réunion-débat sur la sécurité des journalistes

206. À la 34e séance, le 26 septembre 2013, le représentant de l'Autriche a présenté le projet de décision A/HRC/24/L.13, qui avait pour auteurs principaux l'Autriche, le Brésil, le Maroc, la Tunisie et la Suisse et pour coauteurs l'Allemagne, l'Australie, la Belgique, le Bénin, le Botswana, la Bulgarie, le Chili, Chypre, la Colombie, le Congo, le Costa Rica, la Croatie, le Danemark, Djibouti, l'Égypte, l'Espagne, l'Estonie, les États-Unis d'Amérique, la Finlande, la France, la Géorgie, la Grèce, le Guatemala, la Guinée équatoriale, le Honduras, la Hongrie, l'Irlande, l'Islande, l'Italie, le Japon, la Jordanie, le Kazakhstan, la Lettonie, la Libye, le Liechtenstein, la Lituanie, le Luxembourg, les Maldives, Malte, le Mexique, le Monténégro, la Nouvelle- Zélande, le Nigéria, la Norvège, le Paraguay, les Pays-Bas, le Pérou, la Pologne, le Portugal, le Qatar, la République tchèque, la Roumanie, la Sierra Leone, la Slovaquie, la Slovénie, la Suède, le Timor-Leste, le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, l'Uruguay et le Yémen. L'Albanie, l'Angola, l'Argentine, la Bosnie-Herzégovine, le Canada, le Cap-Vert, la Côte d'Ivoire, El Salvador, l'ex-République yougoslave de Macédoine, la Fédération de Russie, le Kenya, la Namibie, la République de Corée, la République de Moldova, Saint-Marin, le Sénégal, la Serbie, la Sierra Leone, la Somalie, la Turquie, l'Ukraine et l'État de Palestine (s'exprimant au nom du groupe des États arabes) se sont joints ultérieurement aux auteurs.

207. Conformément à l'article 153 du Règlement intérieur de l'Assemblée générale, l'attention du Conseil des droits de l'homme a été appelée sur un état estimatif des incidences administratives et des incidences sur le budget-programme du projet de décision.

208. À la même séance, le projet de décision a été adopté sans être mis aux voix (pour le texte de la décision, voir première partie, chap. II, décision 24/116).

Panel de haut niveau sur l'identification des bonnes pratiques en matière de lutte contre les mutilations génitales féminines

209. À la 35e séance, le 27 septembre 2013, le représentant du Gabon, s'exprimant au nom du Groupe des États d'Afrique, a présenté le projet de décision A/HRC/24/L.11, qui avait pour auteurs le Chili, le Gabon (s'exprimant au nom du Groupe des États d'Afrique) et le Guatemala. L'Allemagne, l'Australie, l'Autriche, la Belgique, la Bulgarie, le Canada, Chypre, la Colombie, la Croatie, le Danemark, l'Espagne, l'Estonie, les États-Unis d'Amérique, la Finlande, la France, la Grèce, le Honduras, la Hongrie, l'Irlande, l'Italie, le Japon, la Lettonie, la Lituanie, le Luxembourg, Malte, Monaco, la Nouvelle-Zélande, la Norvège, les Pays-Bas, le Pérou, la Pologne, le Portugal, la République de Corée, la République tchèque, la Roumanie, le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, la Slovaquie, la Slovénie, la Suède, la Suisse, la Thaïlande et l'Uruguay se sont joints ultérieurement aux auteurs.

210. Conformément à l'article 153 du Règlement intérieur de l'Assemblée générale, l'attention du Conseil des droits de l'homme a été appelée sur un état estimatif des incidences administratives et des incidences sur le budget-programme du projet de décision.

211. À la même séance, le projet de décision a été adopté sans être mis aux voix (pour le texte adopté, voir première partie, chap. I, décision 24/117)

IV. Situations relatives aux droits de l'homme qui requièrent l'attention du Conseil

A. Rapport du Rapporteur spécial sur les droits de l'homme des personnes déplacées dans leur propre pays

212. À la 12e séance, le 16 septembre 2013, conformément à la résolution 23/26 du Conseil des droits de l'homme, le Rapporteur spécial sur les droits de l'homme des personnes déplacées dans leur propre pays a présenté le rapport sur la situation des personnes déplacées en République arabe syrienne, envisagé sous l'angle de leur sécurité et de leurs droits fondamentaux, qu'il avait présenté à l'Assemblée générale en application de sa résolution 67/262 (A/67/931 ; voir A/HRC/24/58).

B. Dialogue avec la Commission d'enquête internationale indépendante sur la République arabe syrienne

213. À la 12e séance, le 16 septembre 2013, le Président de la Commission d'enquête internationale indépendante sur la République arabe syrienne, Paulo Pinheiro, a présenté le rapport de la Commission d'enquête, conformément à la résolution 23/1 du Conseil des droits de l'homme (A/HRC/24/46).

214. À la même séance, le représentant de la République arabe syrienne, État concerné, a fait une déclaration.

215. Au cours du dialogue qui a suivi, aux 12e et 13e séances, le même jour, et à la 14e séance, le 17 septembre 2013, des déclarations ont été faites par :

a) Les représentants des États membres du Conseil dont la liste suit : Allemagne, Angola, Argentine, Autriche, Bahreïn** (s'exprimant au nom du Conseil de coopération du Golfe), Bénin, Botswana, Brésil, Chili, Cuba** (s'exprimant également au nom de la Communauté des États d'Amérique latine et des Caraïbes), Émirats arabes unis, Équateur, Estonie, États-Unis d'Amérique, Guatemala, Indonésie, Irlande, Italie, Japon, Koweït, Libye, Malaisie, Maldives, Pologne, Qatar, République tchèque, République de Corée, Roumanie, Sierra Leone, Suisse, Thaïlande, Venezuela (République bolivarienne du) ;

b) Les représentants des États observateurs dont la liste suit : Afrique du Sud, Albanie, Arabie saoudite, Australie, Bélarus, Belgique, Canada, Chine, Croatie, Danemark, Égypte, El Salvador, Fédération de Russie, France, Iran (République islamique d'), Jordanie, Lettonie, Maroc, Mexique, Nicaragua, Nigéria, Norvège, Nouvelle-Zélande, Paraguay, Pays-Bas, Portugal, République populaire démocratique de Corée, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Slovaquie, Tunisie, Turquie ;

c) L'observateur du Saint-Siège ;

d) L'observateur de l'entité ou institution spécialisée des Nations Unies ou de l'organisation apparentée suivante : UNICEF ;

e) L'observateur de l'organisation intergouvernementale suivante : Union européenne;

f) Les observateurs des organisations non gouvernementales dont la liste suit : Alliance universelle syriaque, Amnesty International, Association internationale des juristes juifs, BADIL Resource Center for Palestinian Residency and Refugee Rights, Center for Inquiry, CIVICUS : Alliance mondiale pour la participation citoyenne, Commission internationale de juristes, Fédération syriaque internationale, Institut des droits de l'homme du Caire, Ligue internationale des femmes pour la paix et la liberté, Presse Emblème Campagne, Union of Arab Jurists, Verein Südwind Entwicklungspolitik.

** État observateur s'exprimant au nom d'États membres et d'États observateurs.

216. À la 14e séance, le Président de la Commission d'enquête a répondu aux questions et formulé ses observations finales. À la même séance, le Rapporteur spécial sur les droits humains des personnes déplacées dans leur propre pays a formulé ses observations finales.

C. Dialogue avec la Commission d'enquête sur la situation des droits de l'homme en République populaire démocratique de Corée

217. À la 14e séance, le 17 septembre 2013, le Président de la Commission d'enquête sur la situation des droits de l'homme en République populaire démocratique de Corée, Michael Kirby, a présenté oralement des informations actualisées au Conseil, conformément à sa résolution 22/13.

218. À la même séance, le représentant de la République démocratique de Corée, État concerné, a fait une déclaration.

219. Au cours du dialogue qui a suivi, à la 14e séance, le même jour, des déclarations ont été faites par :

a) Les représentants des États membres du Conseil dont la liste suit : Allemagne, États-Unis d'Amérique, Irlande, Japon, Pologne, République tchèque, République de Corée, Suisse, Thaïlande, Venezuela (République bolivarienne du) ;

b) Les représentants des États observateurs dont la liste suit : Australie, Bélarus, Canada, Chine, Cuba, France, Iran (République islamique d'), Myanmar, Nouvelle-Zélande, République démocratique populaire lao, République arabe syrienne, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Slovaquie, Soudan, Viet Nam ;

c) L'observateur de l'organisation intergouvernementale suivante : Union européenne;

d) Les observateurs des organisations non gouvernementales dont la liste suit : Human Rights Watch, Jubilee Campaign, United Nations Watch.

220. À la 14e séance également, le Président de la Commission d'enquête a répondu aux questions et formulé ses observations finales.

D. Débat général sur le point 4 de l'ordre du jour

221. À sa 15e séance, le 17 septembre 2013, et à sa 21e séance, le 19 septembre, le Conseil des droits de l'homme a tenu un débat général sur le point 4 de l'ordre du jour, au cours duquel des déclarations ont été faites par :

a) Les représentants des États membres du Conseil dont la liste suit : Allemagne, Autriche, de l'Islande, du Liechtenstein et du Monténégro), Équateur, Espagne, État de Palestine** (s'exprimant au nom du groupe des États arabes), États-Unis d'Amérique, Irlande, Japon, Lituanie** (s'exprimant au nom de l'Union européenne et de l'ex-République yougoslave de Macédoine, Monténégro, République tchèque, Suisse ;

b) Les représentants des États observateurs dont la liste suit : Arménie, Australie, Azerbaïdjan, Bélarus, Belgique, Canada, Chine, Cuba, Danemark, France, Iran (République islamique d'), Iraq, Myanmar, Norvège, Nouvelle-Zélande, Pays-Bas, République populaire démocratique de Corée, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Slovaquie, Slovénie, Uruguay ;

c) Les observateurs des organisations non gouvernementales dont la liste suit : Action internationale pour la paix et le développement dans la région des Grands Lacs, Agence internationale pour le développement, Agir ensemble pour les droits de l'homme, Amnesty International, Asian Forum for Human Rights and Development, Asian Legal Resource Centre, Association internationale des juristes démocrates (IADL), Association internationale des personnes lesbiennes et gays, Association pour le progrès des communications (APC), Auspice Stella, British Humanist Association, Centre for Human Rights and Peace Advocacy, CIVICUS : Alliance mondiale pour la participation citoyenne, Comité international pour le respect et l'application de la Charte africaine des droits de

l'homme et des peuples (CIRAC), Commission internationale de juristes, Communauté internationale baha'ie, Congrès du monde islamique, Fédération générale des femmes arabes, Fédération internationale des ligues des droits de l'homme, Fondation Helsinki pour les droits de l'homme, Fondation Maarij pour la paix et le développement, Franciscans International (s'exprimant également au nom de VIVAT International), Human Rights House Foundation, Human Rights Law Centre, Human Rights Watch, Imam Ali's Popular Students Relief Society, Institut caritatif pour la protection des victimes sociales, Institut d'études et de recherches sur la condition de la femme, Institut des droits de l'homme du Caire, Center for Inquiry, Institut iranien des femmes islamiques, International Buddhist Relief Organisation, International Committee for the Indians of the Americas (Suisse), International Educational Development Inc., International Humanist and Ethical Union, Internationale libérale, Jubilee Campaign, Liberation, Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples, Organisation de défense des victimes de la violence, Organisation internationale pour l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale, Organisation pour la communication en Afrique et de promotion de la coopération économique internationale − OCAPROCE Internationale, Parti radical non-violent transnational et transparti, Presse Emblème Campagne, Prevention Association of Social Harms, Rencontre africaine pour la défense des droits de l'homme, Reporters Sans Frontières International/Reporters Without Borders International, Society of Iranian Women Advocating Sustainable Development of the Environment, Sudanese Women General Union, Transparency International, Union of Arab Jurists, Union internationale des femmes musulmanes, United Nations Watch, United Towns Agency for North-South Cooperation, Verein Südwind Entwicklungspolitik, Women's Human Rights International Association, World Barua Organization.

222. À la 21e séance, le 19 septembre 2013, les représentants de l'Arménie, de l'Azerbaïdjan, de la Chine, de Cuba, de l'Égypte, de l'Équateur, de l'Érythrée, de la Fédération de Russie, de l'Iran (République islamique d'), de l'Iraq, du Japon, du Népal, de l'Ouzbékistan, de Sri Lanka, du Soudan, du Turkménistan, du Venezuela (République bolivarienne du) et du Zimbabwe ont fait des déclarations au titre de leur droit de réponse.

223. À la même séance, les représentants de l'Arménie et de l'Azerbaïdjan ont fait des déclarations au titre de leur deuxième droit de réponse.

E. Examen de projets de texte et décisions concernant ces projets

La grave détérioration continue de la situation des droits de l'homme et de la situation humanitaire en République arabe syrienne

224. À la 36e séance, le 27 septembre 2013, le représentant des États-Unis d'Amérique a présenté le projet de résolution A/HRC/24/L.38, qui avait pour auteurs principaux l'Allemagne, l'Arabie saoudite, les États-Unis d'Amérique, la France, l'Italie, la Jordanie, le Koweït, le Maroc, le Qatar, le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et la Turquie, et pour coauteurs l'Albanie, l'Australie, le Bahreïn, la Belgique, la Bosnie-Herzégovine, le Botswana, le Canada, le Danemark, Djibouti, les Émirats arabes unis, l'Espagne, la Hongrie, le Luxembourg, les Maldives, le Monténégro, le Norvège, la République de Corée, la Slovénie et le Yémen. L'Andorre, l'Autriche, la Bulgarie, le Chili, Chypre, la Côte d'Ivoire, la Croatie, l'Estonie, l'ex-République yougoslave de Macédoine, la Finlande, la Grèce, l'Irlande, l'Islande, le Japon, la Lettonie, la Lituanie, Malte, le Mexique, Monaco, la Nouvelle-Zélande, Oman, les Pays-Bas, la Pologne, le Portugal, la République de Moldova, la République tchèque, la Roumanie, Saint-Kitts-et-Nevis, Saint-Marin, le Sénégal, la Slovaquie, la Suède et la Tunisie se sont joints ultérieurement aux auteurs.

225. À la même séance, le représentant des États-Unis d'Amérique a révisé oralement le projet de résolution.

226. À la même séance également, les représentants du Brésil, de l'Estonie (s'exprimant au nom des États membres de l'Union européenne membres du Conseil des droits de l'homme), de l'Indonésie et de la Suisse ont fait des observations générales au sujet du projet de résolution.

227. À la même séance, le représentant de la République arabe syrienne, État concerné, a fait une déclaration.

228. À la même séance également, les représentants de l'Argentine, de l'Équateur, de l'Inde, du Pakistan et du Venezuela (République bolivarienne du) ont fait des déclarations pour expliquer leur vote avant le vote.

229. À la demande du représentant de la République bolivarienne du Venezuela, le projet de résolution a fait l'objet d'un vote enregistré. Le projet de résolution oralement révisé a été adopté par 40 voix contre une, avec 6 abstentions.

230. Pour le texte adopté, voir première partie, chap. I, résolution 24/22.

V. Organes et mécanismes des droits de l'homme

A. Procédure de plainte

231. À sa 26e séance, le 23 septembre 2013, le Conseil des droits de l'homme a tenu une réunion à huis clos sur la procédure de plainte.

232. À la 28e séance, le 24 septembre 2013, le Président a fait une déclaration sur l'issue de la réunion. Il a indiqué que le Conseil avait examiné à huis clos le rapport du Groupe de travail des situations sur les travaux de sa douzième session, dans le cadre de la procédure de plainte établie conformément à la résolution 5/1 du Conseil. Le Groupe de travail n'avait pas renvoyé de dossier au Conseil pour suite à donner pendant sa vingt-quatrième session.

B. Mécanisme d'experts sur les droits des peuples autochtones

233. À la 17e séance, le 18 septembre 2013, le Président-Rapporteur du Mécanisme d'experts sur les droits des peuples autochtones, Wilton Littlechild, a présenté les rapports du Mécanisme d'experts (A/HRC/24/49, 50 et 51).

234. À la même séance, et à sa 18e séance, le même jour, le Conseil des droits de l'homme a tenu un dialogue sur les droits de l'homme des peuples autochtones.

C. Dialogue avec le Comité consultatif

235. À la 18e séance, le 18 septembre 2013, le Président du Comité consultatif, Wolfgang Heinz, a présenté les rapports du Comité (A/HRC/24/47 et 48).

236. Au cours du dialogue qui a suivi, à la même séance, des déclarations ont été faites par :

a) Les représentants des États membres du Conseil dont la liste suit : États-Unis d'Amérique, Gabon, Maldives, Venezuela (République bolivarienne du) ;

b) Les représentants des États observateurs dont la liste suit : Algérie, Djibouti, Maroc ;

c) L'observateur de l'organisation intergouvernementale suivante : Union européenne.

237. À la 18e séance, le Président du Comité consultatif a répondu aux questions et formulé ses observations finales.

D. Débat général sur le point 5 de l'ordre du jour

238. À sa 18e séance, le 18 septembre 2013, le Conseil des droits de l'homme a tenu un débat général sur le point 5 de l'ordre du jour, au cours duquel des déclarations ont été faites par :

a) Les représentants des États membres du Conseil dont la liste suit : Irlande, Italie, Lettonie** (s'exprimant également au nom de l'Albanie, de l'Allemagne, de l'Andorre, de l'Argentine, de l'Autriche, de la Belgique, de la Bosnie-Herzégovine, du Brésil, de la Bulgarie, du Chili, de Chypre, du Costa Rica, de la Croatie, du Danemark, de l'Espagne, de l'Estonie, de l'ex-République yougoslave de Macédoine, de la Finlande, de la France, de la Géorgie, de la Grèce, du Guatemala, du Honduras, de la Hongrie, de l'Irlande, de l'Islande, de l'Italie, du Japon, du Liban, du Liechtenstein, de la Lituanie, du Luxembourg, des Maldives, de Malte, du Mexique, de Monaco, du Monténégro, de la Nouvelle-Zélande, de la Norvège, du Panama, du Paraguay, des Pays-Bas, du Pérou, de la Pologne, du Portugal, du Qatar, de la République de Corée, de la République de Moldova, de la République tchèque, de la Roumanie, du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, de la Serbie, de la Slovaquie, de la Slovénie, de la Suède, de la Suisse, de la Thaïlande, de la Tunisie, de la

Turquie, de l'Ukraine et de l'Uruguay), Lituanie** (s'exprimant au nom de l'Union européenne, de l'Albanie, de l'Arménie, de la Bosnie-Herzégovine, de l'ex-République yougoslave de Macédoine, de la Géorgie, du Monténégro, de la République de Moldova, de la Serbie, de la Turquie et de l'Ukraine), Sierra Leone, Suisse ;

b) Les représentants des États observateurs dont la liste suit : Afrique du Sud, Chine, Cuba, Hongrie ;

c) L'observateur de l'organisation intergouvernementale suivante : Conseil de l'Europe ;

d) Les observateurs des organisations non gouvernementales dont la liste suit : Association Helios Life, Association internationale des écoles de travail social, Association internationale pour la démocratie en Afrique, Center for Environmental and Management Studies, Centre for Human Rights and Peace Advocacy, Commission internationale de juristes, Commission pour l'étude de l'organisation de la paix, Commonwealth Human Rights Initiative, Conseil indien sud-américain, East and Horn of Africa Human Rights Defenders Project, Fédération internationale des écoles unies, Fondation Maarij pour la paix et le développement, France Libertés : Fondation Danielle Mitterrand, International Buddhist Relief Organisation, Khiam Rehabilitation Center for Victims of Torture, Liberation, Service international pour les droits de l'homme, Union européenne des relations publiques, Verein Südwind Entwicklungspolitik, World Barua Organization, World Environment and Resources Council.

239. À la même séance, les représentants de l'Argentine et de la Malaisie ont fait des déclarations au titre de leur droit de réponse.

E. Examen de projets de texte et décisions concernant ces projets

Coopération avec l'Organisation des Nations Unies, ses représentants et ses mécanismes dans le domaine des droits de l'homme

240. À la 37e séance, le 27 septembre 2013, le représentant de la Hongrie a présenté le projet de résolution A/HRC/24/L.17/Rev.1, qui avait pour auteur principal la Hongrie et pour coauteurs l'Albanie, l'Allemagne, l'Argentine, l'Arménie, l'Australie, l'Autriche, la Belgique, la Bosnie-Herzégovine, le Botswana, la Bulgarie, le Chili, Chypre, le Costa Rica, la Croatie, le Danemark, l'Espagne, l'Estonie, les États-Unis d'Amérique, l'ex-République yougoslave de Macédoine, la Finlande, la France, la Géorgie, la Grèce, le Guatemala, le Honduras, l'Irlande, l'Islande, l'Italie, la Lettonie, la Libye, le Liechtenstein, la Lituanie, le Luxembourg, les Maldives, Malte, le Mexique, le Monténégro, la Nouvelle-Zélande, la Norvège, les Pays-Bas, le Pérou, la Pologne, le Portugal, la République de Corée, la République tchèque, la Roumanie, la Serbie, la Sierra Leone, la Slovaquie, la Slovénie, la Suède, la Suisse, la Thaïlande, la Tunisie, la Turquie et l'Uruguay. L'Andorre, le Bénin, la Côte d'Ivoire, le Japon, Monaco, la République de Moldova, le Sénégal, le Swaziland, le Timor-Leste, le Togo et l'Ukraine se sont joints ultérieurement aux auteurs.

241. À la même séance, le représentant de la Hongrie a révisé oralement le projet de résolution.

242. À la même séance également, le représentant de la Fédération de Russie a annoncé que les amendements A/HRC/24/L.42 et L.49 avaient été retirés.

243. À la même séance, le représentant de la Fédération de Russie a présenté l'amendement A/HRC/24/L.40 au projet de résolution A/HRC/24/L.17/Rev.1, qui avait pour auteurs l'Afrique du Sud, l'Algérie, le Bélarus, la Chine, Cuba, l'Égypte, l'Éthiopie, la Fédération de Russie, l'Inde, le Pakistan et le Venezuela (République bolivarienne du). Le Bangladesh et la Malaisie se sont joints ultérieurement aux auteurs.

244. À la même séance également, le représentant de la République bolivarienne du Venezuela a présenté les amendements A/HRC/24/L.41 et L.43 au projet de résolution A/HRC/24/L.17/Rev.1, qui avaient pour auteurs l'Afrique du Sud, l'Algérie, le Bélarus, la Chine, Cuba, l'Égypte, l'Éthiopie, la Fédération de Russie, l'Inde, le Pakistan et le Venezuela

(République bolivarienne du). Le Bangladesh et la Malaisie se sont joints ultérieurement aux auteurs.

245. À la même séance, le représentant de la Chine a présenté l'amendement A/HRC/24/L.44 au projet de résolution A/HRC/24/L.17/Rev.1, qui avait pour auteurs l'Afrique du Sud, l'Algérie, le Bélarus, la Chine, Cuba, l'Égypte, l'Éthiopie, la Fédération de Russie, l'Inde, le Pakistan et le Venezuela (République bolivarienne du). Le Bangladesh et la Malaisie se sont joints ultérieurement aux auteurs.

246. À la même séance également, le représentant de l'Inde a annoncé que l'amendement A/HRC/24/L.45 avait été retiré.

247. À la même séance, le représentant de l'Inde a présenté les amendements A/HRC/24/L.46 et L.48 au projet de résolution A/HRC/24/L.17/Rev.1. L'amendement A/HRC/24/L.46 avait pour auteurs l'Afrique du Sud, l'Algérie, le Bélarus, la Chine, Cuba, l'Éthiopie, la Fédération de Russie, l'Inde, l'Indonésie, le Pakistan et le Venezuela (République bolivarienne du). Le Bangladesh et la Malaisie se sont joints ultérieurement aux auteurs. L'amendement A/HRC/24/L.48 avait pour auteurs l'Afrique du Sud, l'Algérie, le Bélarus, la Chine, Cuba, l'Égypte, l'Éthiopie, la Fédération de Russie, l'Inde, le Pakistan et le Venezuela (République bolivarienne du). Le Bangladesh et la Malaisie se sont joints ultérieurement aux auteurs.

248. À la même séance également, le représentant de l'Inde a révisé oralement le projet d'amendement A/HRC/24/L.46.

249. À la même séance, le représentant du Pakistan a présenté l'amendement A/HRC/24/L.47 au projet de résolution A/HRC/24/L.17/Rev.1, qui avait pour auteurs l'Afrique du Sud, l'Algérie, le Bélarus, la Chine, Cuba, l'Éthiopie, la Fédération de Russie, l'Inde, l'Indonésie, le Pakistan et le Venezuela (République bolivarienne du). Le Bangladesh et la Malaisie se sont joints ultérieurement aux auteurs.

250. À la même séance également, les représentants de l'Allemagne, de l'Autriche, du Costa Rica, de l'Éthiopie, des Maldives et de la Suisse ont fait des observations générales au sujet du projet de résolution et des amendements.

251. Conformément à l'article 153 du Règlement intérieur de l'Assemblée générale, l'attention du Conseil des droits de l'homme a été appelée sur un état estimatif des incidences administratives et des incidences sur le budget-programme du projet de résolution et des amendements.

252. À la même séance, à la demande du représentant de l'Irlande, l'amendement A/HRC/24/L.40 a fait l'objet d'un vote enregistré. L'amendement a été rejeté par 15 voix contre 30, avec 2 abstentions.

253. À la même séance également, le représentant de la Suisse a fait une déclaration pour expliquer son vote avant le vote au sujet de l'amendement A/HRC/24/L.41.

254. À la même séance, à la demande du représentant de l'Irlande, l'amendement A/HRC/24/L.41 a fait l'objet d'un vote enregistré. L'amendement a été rejeté par 15 voix contre 28, avec 4 abstentions.

255. À la même séance également, à la demande du représentant de l'Irlande, l'amendement A/HRC/24/L.43 a fait l'objet d'un vote enregistré. L'amendement a été rejeté par 15 voix contre 28, avec 4 abstentions.

256. À la même séance, le représentant de la Suisse a fait une déclaration pour expliquer son vote avant le vote au sujet de l'amendement A/HRC/24/L.44.

257. À la même séance également, à la demande du représentant de l'Irlande, l'amendement A/HRC/24/L.44 a fait l'objet d'un vote enregistré. L'amendement a été rejeté par 17 voix contre 27, avec 3 abstentions.

258. À la même séance, à la demande du représentant de l'Irlande, l'amendement A/HRC/24/L.46 oralement révisé a fait l'objet d'un vote enregistré. L'amendement oralement révisé a été rejeté par 16 voix contre 27, avec 4 abstentions.

259. À la même séance également, à la demande du représentant de l'Irlande, l'amendement A/HRC/24/L.47 a fait l'objet d'un vote enregistré. L'amendement a été rejeté par 16 voix contre 27, avec 4 abstentions.

260. À la même séance, à la demande du représentant de l'Irlande, l'amendement A/HRC/24/L.48 a fait l'objet d'un vote enregistré. L'amendement a été rejeté par 16 voix contre 27, avec 4 abstentions.

261. À la même séance également, les représentants des États-Unis d'Amérique, de l'Inde, de l'Indonésie, de la Malaisie, du Pakistan et du Venezuela (République bolivarienne du) ont fait des déclarations pour expliquer leur vote avant le vote au sujet du projet de résolution A/HRC/24/L.24/Rev.1 oralement révisé.

262. À la même séance, à la demande du représentant de l'Inde, la suppression du paragraphe 8 du projet de résolution A/HRC/24/L.17/Rev.1 oralement révisé a fait l'objet d'un vote séparé. La motion de suppression du paragraphe 8 du projet de résolution oralement révisé a été rejetée par 30 voix contre 15, avec 2 abstentions.

263. À la même séance également, à la demande du représentant de la République bolivarienne du Venezuela, le projet de résolution oralement révisé a fait l'objet d'un vote enregistré. Le projet de résolution oralement révisé a été adopté par 31 voix contre une, avec 15 abstentions[79].

264. Pour le texte adopté et les résultats du vote, voir première partie, chap. I, résolution 24/24.

Forum social

265. À la 37e séance, le 27 septembre 2013, le représentant de Cuba a présenté le projet de résolution A/HRC/24/L.30, qui avait pour auteur principal Cuba et pour coauteurs l'Afrique du Sud, l'Argentine, le Bélarus, la Bolivie (État plurinational de), Djibouti, l'Équateur, El Salvador, l'Érythrée, l'Éthiopie, le Honduras, la Jordanie, le Liban, le Maroc, le Panama, le Pérou, le Qatar, la République dominicaine, Sri Lanka, le Venezuela (République bolivarienne du), le Zimbabwe et l'État de Palestine. Le Bangladesh, le Botswana, la Colombie, l'Indonésie, la Malaisie, le Nicaragua, la République populaire démocratique de Corée, le Rwanda, le Sénégal, le Togo, l'Uruguay, le Viet Nam et l'État de Palestine (s'exprimant au nom du Groupe des États arabes) se sont joints ultérieurement aux auteurs.

266. À la même séance, le représentant de la République bolivarienne du Venezuela a fait des observations générales au sujet du projet de résolution.

267. À la même séance également, les représentants de l'Estonie (s'exprimant au nom des États membres de l'Union européenne membres du Conseil des droits de l'homme), des États-Unis d'Amérique, du Japon et du Monténégro ont fait des observations générales au sujet du projet de résolution, dissociant leur délégation du consensus sur le projet de résolution.

268. À la même séance, le projet de résolution a été adopté sans être mis aux voix (pour le texte de la résolution, voir première partie, chap. I, résolution 24/25).

Création d'un fonds spécial pour la participation de la société civile au Forum social, au Forum sur les questions relatives aux minorités et au Forum sur les entreprises et les droits de l'homme

269. À la 37e séance, le 27 septembre 2013, les représentants de l'Autriche, de Cuba et de la Norvège ont présenté le projet de décision A/HRC/24/L.16, qui avait pour auteurs principaux l'Autriche, Cuba et la Norvège et pour coauteurs la Bolivie (État plurinational de), le Costa Rica, Djibouti, l'Espagne, la Hongrie, l'Irlande, la Jordanie, le Liban, le Luxembourg, la République dominicaine et l'État de Palestine. L'Afrique du Sud, l'Albanie, le Botswana, la Côte d'Ivoire, El Salvador, les États-Unis d'Amérique, la Libye, les Maldives, le Maroc, le Nicaragua, le Pérou, la République démocratique du Congo, la Suisse,

[79] Le représentant du Gabon a déclaré ultérieurement qu'il y avait eu une erreur dans son vote et que sa délégation avait eu l'intention de voter pour le projet de résolution.

la Thaïlande, le Togo, l'Uruguay et le Venezuela (République bolivarienne du) se sont joints ultérieurement aux auteurs.

270. À la même séance, le projet de décision a été adopté sans être mis aux voix (pour le texte de la décision, voir première partie, chap. II, décision 24/118).

Rapports du Comité consultatif

271. À la 37e séance, le 27 septembre 2013, le Président du Conseil des droits de l'homme a présenté son projet de déclaration A/HRC/24/L.57.

272. À la même séance, la déclaration du Président a été adoptée sans être mise aux voix (pour le texte de la déclaration, voir première partie, chap. III, PRST 24/1).

VI. Examen périodique universel

273. Conformément à la résolution 60/251 de l'Assemblée générale, à ses propres résolutions 5/1 et 16/21, à sa décision 17/119 et aux déclarations 8/1 et 9/2 de son Président, concernant les modalités et les pratiques relatives à l'Examen périodique universel, le Conseil des droits de l'homme a examiné les textes issus des Examens menés au cours de la treizième session du Groupe de travail sur l'Examen périodique universel, qui s'est tenue du 21 mai au 4 juin 2012.

A. Examen des textes issus de l'Examen périodique universel

274. Conformément au paragraphe 4.3 de la déclaration 8/1 du Président du Conseil des droits de l'homme, un résumé des vues exprimées au sujet des textes issus de l'Examen périodique universel par les États qui en ont fait l'objet et par des États membres et des États observateurs du Conseil, ainsi que les observations générales faites par d'autres parties prenantes avant l'adoption en plénière des textes issus de l'Examen, est présenté ci-après.

Turkménistan

275. L'Examen concernant le Turkménistan s'est déroulé le 22 avril 2013, conformément à toutes les dispositions pertinentes des résolutions et décisions applicables du Conseil, sur la base des documents suivants :

a) Le rapport national soumis par le Turkménistan conformément au paragraphe 5 (al. a)) de l'annexe de la résolution 16/21 du Conseil (A/HRC/WG.6/16/TKM/1) ;

b) La compilation établie par le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH) conformément au paragraphe 5 de l'annexe de la résolution 16/21 (A/HRC/WG.6/16/TKM/2) ;

c) Le résumé établi par le HCDH conformément au paragraphe 5 de l'annexe de la résolution 16/21 (A/HRC/WG.6/16/TKM/3).

276. À sa 19e séance, le 18 septembre 2013, le Conseil a examiné et adopté les textes issus de l'Examen concernant le Turkménistan (voir la section C ci-après).

277. Les textes issus de l'Examen concernant le Turkménistan comprennent le rapport du Groupe de travail sur l'Examen périodique universel (A/HRC/24/3), les vues du Turkménistan sur les recommandations et/ou conclusions, ses engagements volontaires et les réponses qu'il a apportées, avant l'adoption desdits textes en plénière, aux questions ou points qui n'avaient pas été suffisamment traités au cours du dialogue mené dans le cadre du Groupe de travail (voir également A/HRC/24/3/Add.1).

1. Vues exprimées par l'État ayant fait l'objet de l'Examen au sujet des recommandations et/ou conclusions, de ses engagements volontaires et des textes issus de l'Examen

278. La délégation turkmène, conduite par le Représentant permanent du Turkménistan auprès de l'Office des Nations Unies à Genève, a réitéré ses sincères remerciements à toutes les délégations ayant participé au dialogue constructif qui avait eu lieu pendant la session du Groupe de travail. Elle a aussi remercié tout particulièrement les membres de la troïka − le Botswana, l'Équateur et les Philippines − et le secrétariat.

279. Le Turkménistan a déclaré attacher une grande importance aux travaux du Conseil en matière de promotion et de protection des droits de l'homme et a dit les appuyer. L'Examen périodique universel avait renforcé sa volonté d'accomplir de véritables progrès dans le domaine des droits de l'homme.

280. Au cours de l'Examen le concernant, le Turkménistan avait reçu 183 recommandations ; il en avait accepté 85 pendant la session du Groupe de travail et avait pris note de 90 autres pour consultations et examen plus approfondi. Au Turkménistan, la commission interinstitutions chargée de l'exécution des obligations imposées par le droit international des droits de l'homme et le droit international humanitaire, les organismes publics compétents, l'institution nationale des droits de l'homme et les organisations non

gouvernementales nationales avaient participé activement à l'examen des recommandations en suspens.

281. À l'issue des délibérations et consultations, le Gouvernement avait décidé d'accepter 166 recommandations et d'en accepter 1 partiellement. Il n'avait pas adhéré à 16 recommandations.

282. La majorité des recommandations étaient conformes au programme du Turkménistan en faveur des droits de l'homme. Elles portaient sur la ratification des traités internationaux et l'application des instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme ratifiés par le Turkménistan, la sensibilisation aux questions relatives aux droits de l'homme par des activités de formation sur les droits de l'homme et la prévention de la torture destinées aux magistrats et aux membres des forces de l'ordre, l'égalité des sexes et la protection des femmes, des enfants et des minorités, la lutte contre la traite des personnes, la réalisation des droits à la liberté d'expression et à l'accès à l'information, la création d'une institution nationale des droits de l'homme indépendante, et l'envoi d'invitations aux titulaires de mandat au titre des procédures spéciales du Conseil.

283. Le Turkménistan n'avait pas adhéré à certaines recommandations car elles ne reposaient par sur suffisamment de preuves, et à d'autres car elles allaient à l'encontre des fondements juridiques et culturels de l'État.

284. Les pouvoirs exécutif et législatif devraient étudier et analyser avec attention les recommandations relatives au Statut de Rome de la Cour pénale internationale avant de se prononcer à leur sujet.

285. La délégation est ensuite revenue sur certaines des principales recommandations que l'État avait acceptées.

286. Le Turkménistan allait envisager de ratifier le Protocole facultatif se rapportant à la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants. Il étudiait la possibilité de ratifier la Convention internationale sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille, de même que le Protocole facultatif se rapportant au Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels et le Protocole facultatif à la Convention relative aux droits de l'enfant établissant une procédure de présentation de communications.

287. L'État avait accepté les recommandations relatives à la création d'une institution nationale des droits de l'homme conforme aux Principes de Paris, ainsi que d'autres concernant la possibilité d'adresser des invitations aux titulaires de mandat au titre des procédures spéciales.

288. Le Turkménistan avait accepté les recommandations l'incitant à renforcer la protection des droits des femmes. L'État assurait l'égalité des hommes et des femmes s'agissant de jouir des droits civils et politiques énoncés dans les instruments internationaux qu'il avait ratifiés.

289. La loi sur la lutte contre la traite des êtres humains visait à garantir la liberté individuelle et à protéger la société contre la traite des personnes, en particulier des femmes. Le travail devait se poursuivre pour ce qui était de l'adoption de nouvelles lois sur l'égalité des sexes, la participation des femmes aux affaires publiques et la violence domestique.

290. Le Turkménistan avait accepté les recommandations 113.70 à 113.72 et les autorités compétentes devraient traiter toutes les plaintes pour violation des droits de l'homme.

291. L'État avait accepté les recommandations 113.76 à 113.79. En vertu de la Constitution, les citoyens avaient le droit de former des partis politiques et des associations dans le cadre de la loi.

292. La Constitution conférait aux citoyens le droit à la liberté d'opinion et d'expression et le droit d'obtenir des informations, à condition que celles-ci ne soient pas liées à un secret d'État ou à d'autres données confidentielles protégées par la loi.

293. La loi sur les médias adoptée en 2012 garantissait la liberté des médias. Nul ne pouvait empêcher les médias de diffuser des informations d'intérêt public, sauf dans les cas prévus par la loi. Les citoyens avaient le droit d'utiliser tous les types de médias pour exprimer des

opinions et, hors des cas prévus par la loi, la liberté de rechercher, de recevoir et de diffuser des informations ne pouvait être restreinte. La loi établissait également la liberté d'accès aux informations diffusées par les médias étrangers.

294. Le Turkménistan avait accepté la recommandation l'invitant à préparer effectivement le terrain à la tenue d'élections parlementaires multipartites. La loi sur les partis politiques adoptée en 2012 régissait les droits des citoyens s'agissant de former des partis politiques.

295. S'étant donné pour priorité d'instaurer des conditions favorables à l'exercice des droits et des libertés de chaque citoyen, le Turkménistan veillerait, en coopération avec les organes des Nations Unies chargés des droits de l'homme et les parties prenantes, notamment les organisations non gouvernementales nationales, à l'application des recommandations qui lui avaient été faites au cours du deuxième cycle de l'Examen périodique universel.

2. Vues exprimées par des États membres et des États observateurs du Conseil au sujet des textes issus de l'Examen

296. À la séance consacrée à l'adoption des textes issus de l'Examen concernant le Turkménistan, 14 délégations ont fait des déclarations***.

297. L'Ouzbékistan a salué l'esprit constructif avec lequel le Turkménistan avait abordé l'Examen périodique universel, ainsi que les mesures qu'il avait prises pour garantir les droits de l'homme et les libertés dans le cadre de ses obligations internationales et de sa législation interne. L'Ouzbékistan a noté que ses deux recommandations avaient été acceptées, à savoir celle concernant l'amélioration de l'accès de la population à des services de qualité dans le domaine de la santé et de l'éducation et celle relative à la poursuite des efforts visant la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement. Il était convaincu que la volonté du Gouvernement d'honorer ses obligations internationales l'amènerait à renforcer le système de protection des droits de l'homme. Il a souhaité au Turkménistan plein succès dans l'application des recommandations.

298. La République bolivarienne du Venezuela a remercié la délégation turkmène pour sa présentation. Le Gouvernement turkmène s'était employé à coopérer sans réserve et en toute transparence dans le cadre de l'Examen périodique universel. Le Venezuela a approuvé les réponses du Gouvernement turkmène, notamment en ce qui concernait ses programmes sociaux fructueux, auxquels avaient été alloués plus de 75 % du budget national. Le Turkménistan avait passé avec succès le deuxième Examen le concernant, grâce à son action en faveur des droits économiques, sociaux et culturels et de l'amélioration de la qualité de vie des personnes, en particulier les plus vulnérables.

299. Le Viet Nam s'est dit encouragé de voir que, depuis le cycle précédent, le Turkménistan avait conservé sa dynamique en matière de protection et de promotion des droits de l'homme et avait appliqué toutes les recommandations acceptées, dont deux faites par le Viet Nam, qui concernaient les droits fondamentaux et l'égalité des sexes, et le système d'aide sociale destiné aux groupes les plus vulnérables. Le Turkménistan avait collaboré de façon constructive, ouverte et responsable tout au long du processus. Le Viet Nam a invité instamment le Conseil à adopter le rapport du Groupe de travail et a souhaité au Turkménistan plein succès dans l'application des recommandations.

300. L'Afghanistan a salué la coopération constructive du Turkménistan avec le Conseil et son esprit positif dans le cadre de l'Examen périodique universel et l'a félicité d'avoir accepté la majorité des recommandations, y compris celles faites par l'Afghanistan. Il s'est dit favorable à l'adoption du rapport du Groupe de travail et a souhaité au Gouvernement turkmène plein succès dans la phase de mise en œuvre et de suivi des recommandations.

301. L'Algérie a déclaré qu'en acceptant la plupart des recommandations, le Turkménistan s'était montré pleinement coopérant et ouvert à l'égard de l'Examen périodique universel. Elle s'est félicitée que le Turkménistan ait accepté sa recommandation l'invitant à poursuivre les efforts destinés à accroître la participation des femmes à la vie politique et publique,

*** Les déclarations disponibles des délégations qui n'ont pas été prononcées faute de temps sont publiées sur l'Extranet du Conseil des droits de l'homme, accessible à l'adresse suivante : https://extranet.ohchr.org/sites/hrc/HRCSessions/RegularSessions/24thSession/Pages/Calendar.aspx.

efforts qui contribueraient au renforcement de l'inclusion et à la lutte contre la discrimination. Elle s'est également dite satisfaite que l'État ait accepté sa recommandation relative à la création d'une institution nationale des droits de l'homme.

302. Le Bélarus a grandement apprécié les efforts que le Turkménistan avait faits en faveur de la protection des droits de l'homme, comme les mesures législatives qu'il avait prises pour rendre plus démocratiques le fonctionnement de l'État et la vie publique. Il a noté avec satisfaction que le Turkménistan avait accepté la plupart des recommandations et s'est dit convaincu que leur application permettrait au Gouvernement d'accomplir de nouveaux progrès dans la réalisation des droits de l'homme et des libertés fondamentales. Il s'est réjoui que le Turkménistan ait adhéré à de nouveaux accords internationaux et soumis des rapports périodiques aux organes conventionnels. Il a noté que certaines des recommandations acceptées concernaient l'adhésion à d'autres traités.

303. La Chine a apprécié l'attitude du Turkménistan et l'a félicité pour sa participation constructive à l'Examen périodique universel et ses engagements relatifs à l'application des recommandations acceptées. Elle a noté avec satisfaction qu'il avait accepté ses recommandations, qui portaient sur l'éducation et la santé, le renforcement du système de sécurité sociale et l'élimination de la pauvreté. Elle a félicité l'État pour ses réalisations en matière de développement économique et social durable et s'est dite favorable à l'adoption du rapport du Groupe de travail.

304. Cuba a remercié la délégation turkmène pour sa présentation et ses commentaires complémentaires. Le Turkménistan avait eu une attitude positive au cours de l'Examen. Cuba a constaté que l'État avait progressé dans le cadre de la nouvelle Constitution, pour ce qui était de faire connaître les instruments relatifs aux droits de l'homme, de protéger et promouvoir les droits des enfants et des femmes, de prévenir le VIH/sida et d'améliorer le système éducatif. Elle s'est félicitée qu'il ait accepté la plupart des recommandations, y compris les siennes. Elle a préconisé que le rapport du Groupe de travail soit adopté et a souhaité au Turkménistan plein succès dans l'application des recommandations acceptées.

305. Djibouti a noté que le rapport détaillé du Groupe de travail donnait une image bien complète de la situation des droits de l'homme au Turkménistan. Il a félicité l'État d'avoir tiré parti des conditions économiques favorables et d'avoir maintenu ses efforts, même pendant la crise économique, ce qui démontrait la volonté des autorités d'améliorer le bien-être économique, social et culturel des citoyens et de renforcer l'exercice de leurs droits. Il a fait référence au travail d'harmonisation de la législation qu'avait entrepris l'État et à son adhésion à un certain nombre d'instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme, ainsi qu'à sa volonté manifeste d'appliquer les recommandations.

306. La République islamique d'Iran a remercié le Turkménistan pour son rapport riche en renseignements. Elle l'a félicité pour sa participation active à l'Examen périodique universel, qui témoignait de son engagement en faveur de la promotion et de la protection des droits de l'homme. Elle a pris note des renseignements détaillés relatifs aux progrès qui avaient été réalisés dans l'application des recommandations acceptées lors du premier cycle. La République islamique d'Iran avait fait quatre recommandations, que le Turkménistan avait toutes acceptées. Elle était convaincue qu'il les appliquerait scrupuleusement. Elle a préconisé que le rapport du Groupe de travail soit adopté et a souhaité au Gouvernement plein succès dans l'application des recommandations acceptées.

307. La Malaisie a apprécié l'engagement, la transparence et la bonne volonté du Turkménistan dans le cadre de l'Examen et s'est dite satisfaite des informations actualisées et des réponses que la délégation avait fournies au cours du processus. Elle a félicité le Turkménistan pour la mise en œuvre de ses programmes et activités nationaux stratégiques et à long terme dans les domaines des droits économiques, sociaux et culturels. Elle a noté que les recommandations qu'elle avait faites avaient été examinées attentivement et acceptées. Elle a préconisé que le rapport du Groupe de travail soit adopté et a souhaité au Turkménistan plein succès dans l'application des recommandations acceptées.

308. Les Maldives ont noté avec satisfaction que le Turkménistan continuait de s'attacher à collaborer de manière constructive à l'Examen périodique universel. Elles ont apprécié les progrès que l'État avait réalisés s'agissant d'honorer son engagement à appliquer les recommandations issues de l'Examen. Le Turkménistan avait pris des mesures importantes

pour, entre autres, protéger les droits des femmes et des enfants et lutter contre leur traite. Les Maldives ont félicité le Turkménistan d'avoir tiré pleinement parti de l'Examen et se sont prononcées en faveur de l'adoption du rapport du Groupe de travail. Elles ont souhaité au Turkménistan plein succès dans l'application des recommandations acceptées.

309. Le Maroc a remercié la délégation turkmène pour son exposé détaillé. Il a félicité le Turkménistan pour sa coopération active et constructive dans le cadre de l'Examen périodique universel, dont témoignait le fait que l'État avait accepté la plupart des recommandations. Il a pris note des informations données concernant les recommandations en suspens et a remercié le Turkménistan d'avoir accepté ses deux recommandations, dont l'une portait sur la poursuite des efforts de formation des membres de l'appareil judiciaire et de la force publique dans le domaine des droits de l'homme et des activités de sensibilisation de la population sur la question, et l'autre sur la création d'une institution nationale des droits de l'homme.

310. Le Nigéria a remercié le Turkménistan pour sa participation active à l'Examen et l'a félicité pour sa coopération avec le Conseil des droits de l'homme. Il a noté avec admiration la manière dont l'État avait collaboré avec le HCDH au suivi de l'exécution des obligations que lui faisaient les instruments internationaux applicables, et il l'a prié de poursuivre et de renforcer cette collaboration. Le Nigéria a également constaté avec satisfaction que le Turkménistan avait accepté les recommandations par lesquelles il l'avait incité à veiller à ce que la législation en cours d'examen pour adoption soit conforme au droit international et à ses obligations internationales.

3. Observations générales faites par d'autres parties prenantes

311. À la séance consacrée à l'adoption des textes issus de l'Examen concernant le Turkménistan, cinq autres parties prenantes ont fait des déclarations.

312. L'organisation Human Rights Watch s'est dite profondément déçue que le Gouvernement ait rejeté bon nombre des recommandations qui touchaient au cœur de ses politiques répressives et qu'il continue de nier l'existence de problèmes largement connus, notamment le recours de longue date à l'emprisonnement comme outil de représailles politiques. Étant donné que les défenseurs des droits de l'homme ne pouvaient pas travailler ouvertement et qu'il n'y avait pas de contrôle externe, il était impossible d'estimer le nombre de prisonniers politiques. L'organisation a regretté que les recommandations dont l'application aurait une réelle incidence sur la liberté d'expression aient été rejetées, notamment celles portant sur la protection des journalistes et des professionnels des médias et sur la dépénalisation des relations sexuelles entre adultes consentants du même sexe. Elle a demandé qu'il soit mis fin à la pratique consistant à bloquer les sites Web qui véhiculaient des opinions diversifiées et a prescrit au Conseil des droits de l'homme de créer un mécanisme consacré au Turkménistan.

313. Amnesty International a noté avec satisfaction que la recommandation relative à la garantie des libertés d'expression, d'association et de réunion pacifique avait été acceptée et que des améliorations avaient été apportées à la législation nationale, mais a dit s'inquiéter de l'absence de véritable tentative visant à garantir ces droits dans la pratique. Des journalistes, des défenseurs des droits de l'homme et d'autres militants continuaient d'être victimes de pratiques de harcèlement, de détention arbitraire, de torture et autres mauvais traitements, ainsi que d'emprisonnement à l'issue de procès inéquitables. En outre, le Turkménistan n'avait pas réformé son système d'enregistrement des organisations non gouvernementales et ne permettait pas à ces entités de mener librement leurs activités. L'organisation était profondément déçue que l'État ait rejeté les recommandations relatives à la communication d'informations sur le sort des prisonniers et de savoir que certaines personnes n'avaient pas de nouvelles de leurs proches depuis dix ans. Elle a apprécié le fait que les recommandations relatives à la torture avaient été acceptées, tout en constatant que les auteurs d'actes de torture continuaient de bénéficier de l'impunité.

314. Le Mouvement international de la réconciliation s'est dit inquiet que les appels en faveur de la libération des objecteurs de conscience au service militaire aient été rejetés. Il a demandé que des solutions appropriées de substitution au service militaire soient mises en place et a exigé la libération des neuf objecteurs qui se trouvaient alors en prison, qui étaient

tous disposés à effectuer un service alternatif. Le Mouvement a également déclaré être déconcerté par le rejet de la recommandation relative à la libération de tous les prisonniers d'opinion. Il souhaitait que la délégation turkmène explique l'affirmation du Gouvernement selon laquelle il n'existait pas de loi restreignant les activités des organisations religieuses et voulait comprendre en quoi l'adoption récente du code des infractions administratives n'allait pas à l'encontre de cette affirmation. Il espérait que l'État aborderait cette question dans ses observations finales.

315. L'organisation Rencontre africaine pour la défense des droits de l'homme a félicité le Turkménistan d'avoir accepté la plupart des recommandations et a constaté qu'il s'était montré ouvert à l'égard des mécanismes relatifs aux droits de l'homme depuis le premier cycle de l'Examen périodique universel. Elle a noté avec appréciation qu'il avait ratifié un certain nombre d'instruments internationaux, notamment le Protocole facultatif à la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, et pris des mesures pour criminaliser la traite des personnes. Elle espérait que la réflexion sur l'envoi d'invitations aux titulaires de mandat au titre des procédures spéciales ouvrirait la voie à une coopération concrète. Elle a exhorté les autorités à instaurer des conditions favorables à un dialogue inclusif concernant l'amélioration de la protection des minorités ethniques et religieuses. Le Turkménistan devait s'employer à promouvoir le pluralisme dans les médias et à appliquer la loi sur la liberté de la presse (2013).

316. Südwind a dit regretter que l'additif soumis par le Turkménistan n'ait pas été diffusé en version anglaise. L'organisation a noté avec satisfaction que l'État avait adhéré au Protocole additionnel à la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée visant à prévenir, réprimer et punir la traite des personnes, en particulier des femmes et des enfants ; elle avait souscrit aux recommandations l'invitant à redoubler d'efforts pour appliquer ledit protocole. L'organisation a prié instamment le Turkménistan de prodiguer aux gardes frontière un enseignement dans le domaine des droits de l'homme, afin de prévenir des accidents tels que celui de 2012, lorsqu'un pêcheur turkmène iranien qui s'était égaré en raison du mauvais temps et de son matériel défectueux avait été tué. Elle a constaté que les accords antérieurs visant à permettre aux Turkmènes de la République islamique d'Iran de rendre visite à leurs proches avaient été remplacés par des mesures plus restrictives, en application desquelles ils étaient considérés comme des touristes et pouvaient recevoir une amende s'ils ne logeaient pas dans un hôtel.

4. Observations finales de l'État ayant fait l'objet de l'Examen

317. La délégation turkmène a exprimé sa gratitude à toutes les délégations et organisations qui avaient pris part aux discussions relatives à l'Examen concernant le Turkménistan. Elle a particulièrement remercié les représentants d'avoir apprécié les avancées et les progrès que l'État avait faits dans le domaine de la promotion et de la protection des droits de l'homme. Le deuxième Examen et le dialogue auraient sans aucun doute une incidence positive sur la promotion et la protection des droits de l'homme dans le pays.

318. L'État continuait de se consacrer à la question de l'instauration des conditions et des perspectives économiques qui étaient nécessaires pour que les personnes puissent jouir pleinement de leur droit à une vie digne et prospère. Le Turkménistan était convaincu que les avancées réalisées dans ce domaine permettraient de faire progresser encore l'exercice des droits politiques, civils, économiques, sociaux et culturels. En s'efforçant de mettre sa législation nationale en conformité avec ses obligations internationales, il établirait une base juridique solide pour l'exercice des droits de l'homme.

319. La délégation turkmène a réaffirmé l'attachement et l'appui de l'État à l'Examen périodique universel.

Burkina Faso

320. L'Examen concernant le Burkina Faso s'est déroulé le 22 avril 2013, conformément à toutes les dispositions pertinentes des résolutions et décisions applicables du Conseil des droits de l'homme, sur la base des documents suivants :

a) Le rapport national soumis par le Burkina Faso conformément au paragraphe 5 de l'annexe de la résolution 16/21 du Conseil (A/HRC/WG.6/16/BFA/1) ;

b) La compilation établie par le HCDH conformément au paragraphe 5 de l'annexe de la résolution 16/21 du Conseil (A/HRC/WG.6/16/BFA/2 et Corr.1) ;

c) Le résumé établi par le HCDH conformément au paragraphe 5 de l'annexe de la résolution 16/21 du Conseil (A/HRC/WG.6/16/BFA/3).

321. À sa 19e séance, le 18 septembre 2013, le Conseil a examiné et adopté les textes issus de l'Examen concernant le Burkina Faso (voir la section C ci-après).

322. Les textes issus de l'Examen concernant le Burkina Faso comprennent le rapport du Groupe de travail sur l'Examen périodique universel (A/HRC/24/4), les vues du Burkina Faso sur les recommandations et/ou conclusions, ses engagements volontaires et les réponses qu'il a apportées, avant l'adoption desdits textes en plénière, aux questions ou points qui n'avaient pas été suffisamment traités au cours du dialogue mené dans le cadre du Groupe de travail.

1. Vues exprimées par l'État ayant fait l'objet de l'Examen au sujet des recommandations et/ou conclusions, de ses engagements volontaires et des textes issus de l'Examen

323. La Ministre des droits humains et de la promotion civique, Julie Prudence Somda-Nigna, a remercié les délégations ayant contribué au dialogue sur le Burkina Faso, ainsi que le Président du Conseil des droits de l'homme, la Haute-Commissaire, les membres de la troïka (Bénin, Indonésie et Irlande), le secrétariat et également les organisations de la société civile pour leurs rapports.

324. Le Burkina Faso avait déjà accepté la plupart des recommandations formulées pendant la séance du Groupe de travail. Il n'était pas facile d'appliquer les recommandations acceptées, compte tenu des réalités culturelles et socioéconomiques actuelles du pays. La délégation a réaffirmé qu'elle était disposée à poursuivre ses efforts pour assurer la réalisation des droits de l'homme et à coopérer avec les mécanismes du Conseil.

325. Le Burkina Faso avait déjà pris les mesures nécessaires pour appliquer les recommandations qu'il avait acceptées. Le Gouvernement avait lancé une campagne afin de faire connaître les résultats de l'Examen périodique universel aux acteurs publics et privés dans tout le pays. Il avait organisé des séances de communication à l'intention de ses partenaires, de la presse et du personnel du Ministère des droits humains et de la promotion civique. Il avait en outre prévu des séances de communication à l'intention des départements ministériels, des institutions, des organisations de la société civile et des membres du comité national de suivi de l'application des recommandations issues de l'Examen. Ces dernières avaient été regroupées et transmises aux ministères directement concernés afin qu'ils en intègrent la mise en œuvre dans leurs plans d'action. Un comité de rédaction placé sous l'autorité du comité national de suivi passerait ensuite en revue les plans nationaux d'application des recommandations issues de l'Examen en tenant compte des nouvelles recommandations formulées lors du deuxième cycle de l'Examen.

326. La délégation a fourni de plus amples informations sur les 18 recommandations que l'État n'avait pas acceptées, en particulier celles ayant trait à deux questions importantes : l'abolition de la peine de mort par la ratification du deuxième Protocole facultatif se rapportant au Pacte international relatif aux droits civils et politiques, visant à abolir la peine de mort, et l'abrogation des dispositions relatives à la peine de mort dans le code pénal d'une part, ainsi que la ratification du Protocole facultatif à la Convention relative aux droits de l'enfant établissant une procédure de présentation de communications d'autre part.

327. Concernant l'abolition de la peine de mort, le Gouvernement avait travaillé sans relâche sur cette question afin d'obtenir l'adhésion de différents pans de la société, lesquels ne voyaient cependant pas toujours l'intérêt d'une telle mesure. Le Ministère des droits humains et de la promotion civique poursuivait son travail de sensibilisation sur la question avec d'autres départements ministériels, le Parlement et d'autres institutions nationales. Le Burkina Faso ne pouvait hélas pas accepter les recommandations sur l'abolition de la peine de mort. Des consultations sur ce sujet, dont on espérait une issue favorable dans les prochains mois, continueraient se tenir avec le soutien d'organisations de la société civile.

328. Le Gouvernement burkinabé étudiait actuellement la possibilité de ratifier le Protocole facultatif à la Convention relative aux droits de l'enfant établissant une procédure

de présentation de communications. Malgré les contraintes auxquelles il se heurtait, le Burkina Faso avait déjà pris des mesures visant à garantir la pleine jouissance des droits de l'enfant. Toutefois, le Gouvernement n'était pour l'heure pas en mesure d'adhérer à la recommandation car il risquait de ne pas pouvoir honorer convenablement les obligations conventionnelles qui en découlaient.

329. Le Burkina Faso espérait qu'avec l'aide de la communauté internationale, il pourrait remédier aux contraintes persistantes décrites dans son rapport national.

330. Le Burkina Faso avait accompli bien des progrès depuis le premier Examen dont il avait fait l'objet. Il ne ménagerait aucun effort pour concourir, si modestement soit-il, à ce que le mécanisme d'examen puisse relever les défis auxquels il devait faire face.

331. Le Burkina Faso a réaffirmé qu'il entendait appliquer toutes les recommandations qu'il avait acceptées. Cependant, malgré les efforts du Gouvernement, certains facteurs entravaient sérieusement l'exercice des droits de l'homme pour la majorité de la population, en particulier les droits économiques, sociaux et culturels. La délégation a évoqué notamment la pauvreté persistante, le manque de ressources, les changements climatiques et les charges socioculturelles. Il existait des difficultés de taille dans les domaines stratégiques de l'éducation, de l'alphabétisation et de la santé, y compris la santé de la mère et de l'enfant. Pour ces raisons, toute coopération dans la mise en œuvre des recommandations adressées au Burkina Faso lors du deuxième Examen le concernant serait la bienvenue.

332. Le Burkina Faso demeurait convaincu que l'Examen périodique universel apporterait une contribution notable aux progrès des droits de l'homme partout dans le monde et renforcerait l'universalité de ces droits.

2. Vues exprimées par des États membres et des États observateurs du Conseil au sujet des textes issus de l'Examen

333. À la séance consacrée à l'adoption des textes issus de l'Examen concernant le Burkina Faso, 14 délégations ont fait des déclarations***.

334. Les Maldives se sont félicitées du grand nombre de recommandations acceptées par le Burkina Faso. Elles avaient également pris note de la multitude d'activités en cours visant à renforcer les institutions nationales, à harmoniser la législation nationale et à mettre en œuvre les politiques nationales. Il ne faisait aucun doute que de telles initiatives gagneraient largement à ce que l'État s'acquitte de ses obligations en matière d'établissement de rapports. Les Maldives espéraient que le Burkina Faso continuerait de coopérer de manière constructive et ouverte avec le Conseil des droits de l'homme.

335. Le Maroc a félicité le Burkina Faso, qui avait accepté 85 % des recommandations formulées à son intention, pour son attachement aux droits de l'homme et sa participation à l'Examen périodique universel. Il a accueilli avec satisfaction les réformes de l'État visant à créer un cadre législatif et politique propice au développement et à l'exercice des droits de l'homme. L'adoption de politiques nationales en matière de droits de l'homme et de justice constituait une étape importante du renforcement de ces droits. Le Maroc a salué la stratégie visant à accélérer la croissance et le développement durable. La politique économique de l'État offrait un large cadre permettant l'exercice des droits économiques et sociaux et la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement. Le Maroc a également félicité le Burkina Faso de s'employer à introduire l'éducation aux droits de l'homme à différents niveaux du cursus scolaire. Le Burkina Faso parviendrait indéniablement à relever les défis auxquels il faisait face sur le plan des droits de l'homme.

336. Le Nigéria a dit admirer le Burkina Faso de s'être engagé à soumettre au Conseil, en 2015, un rapport d'étape sur les progrès accomplis dans la mise en œuvre des recommandations issues de l'Examen périodique universel, signe que cet État était résolu à coopérer avec le Conseil et à continuer de promouvoir et de protéger les droits humains de

*** Les déclarations disponibles des délégations qui n'ont pas été en mesure de les prononcer faute de temps sont publiées sur l'Extranet du Conseil des droits de l'homme, accessible à l'adresse : https://extranet.ohchr.org/sites/hrc/HRCSessions/RegularSessions/24thSession/Pages/Calendar.aspx.

ses citoyens. Il a exhorté le Burkina Faso à s'appuyer sur les progrès considérables accomplis dans ce pays en matière de droits de l'homme.

337. Les Philippines ont félicité le Burkina Faso d'avoir adhéré aux recommandations sur la ratification de plusieurs conventions internationales relatives aux droits de l'homme et de continuer à mettre en œuvre des mesures et des politiques de lutte contre la corruption afin d'améliorer la fourniture de services sociaux à sa population. Elles se sont félicitées que ce pays ait accepté leur recommandation sur la création d'un environnement favorable aux femmes et aux filles ainsi qu'à l'égalité des sexes, et sur la lutte contre le problème de l'exclusion sociale, qui entravait la pleine réalisation des droits des femmes. Les Philippines estimaient que l'application des recommandations que l'État burkinabé avait reçues d'elles et acceptées lui permettrait de renforcer les programmes mis sur pied pour lutter contre la traite et le travail des enfants.

338. Le Soudan a remercié la délégation burkinabé d'avoir favorablement accueilli les recommandations adressées au Burkina Faso. Ce pays avait accepté 133 recommandations, ce qui attestait sa détermination à œuvrer en faveur des droits de l'homme à honorer les engagements qu'il avait pris dans le cadre de l'Examen. Le Soudan s'est réjoui que le Burkina Faso ait accepté les deux recommandations qu'il lui avait faites et constatait avec satisfaction que l'Examen périodique universel était un excellent moyen d'évaluer les progrès réalisés.

339. Le Togo a félicité le Burkina Faso de son engagement dans le cadre de l'Examen périodique universel et de son soutien aux valeurs universelles des droits de l'homme. Il y avait lieu de se réjouir des progrès accomplis dans l'adoption de politiques et de stratégies visant à améliorer la promotion de tous les droits de l'homme. Le Togo a notamment salué la décision de l'État de soumettre en 2015 un rapport d'étape sur les progrès accomplis dans la mise en œuvre des recommandations issues de l'Examen. Il a remercié le Burkina Faso d'avoir accepté ses recommandations et invité la communauté internationale à continuer d'apporter soutien et assistance à ce pays.

340. Les Émirats arabes unis ont félicité le Burkina Faso pour son rapport. Ils soutenaient les efforts que l'État burkinabé déployait pour promouvoir une culture des droits de l'homme et des libertés fondamentales en prenant des mesures dans tous les domaines afin de promouvoir la dignité humaine, de parvenir à l'égalité sociale et de favoriser l'état de droit. Ils ont également salué l'engagement de l'État à coopérer avec les institutions internationales et la communauté internationale.

341. La République bolivarienne du Venezuela a souligné les mesures prises par le Burkina Faso contre les inégalités structurelles. Elle a évoqué des progrès notables, tels que l'augmentation du taux de scolarisation dans l'enseignement primaire, passé de 46,5 à 79,1 % entre 2001 et 2012. Elle a salué la volonté du Gouvernement burkinabé d'appliquer les recommandations acceptées lors du premier Examen concernant le Burkina Faso malgré les difficultés socioéconomiques de ce pays. Enfin, elle a encouragé le Gouvernement à continuer d'approfondir ses politiques sociales afin d'assurer l'inclusion des couches de la population les plus démunies, ce qui nécessitait le soutien et la solidarité de la communauté internationale.

342. Le Viet Nam appréciait grandement la détermination avec laquelle le Burkina Faso promouvait les droits de l'homme et la place centrale que ce pays accordait à l'exercice de ces droits dans son développement malgré des contraintes socioéconomiques persistantes. Il a salué les progrès réalisés dans différents domaines, notamment l'éducation des filles et l'accès à l'eau potable et à l'assainissement. Le Viet Nam s'est félicité que l'État burkinabé ait accepté de nombreuses recommandations, dont les siennes.

343. L'Algérie a déclaré que l'engagement du Burkina Faso en faveur des droits de l'homme s'était traduit, sur le plan normatif, par l'adhésion récente de ce pays à un certain nombre d'instruments internationaux et l'adoption de lois nationales visant à promouvoir et à protéger ces droits. Des efforts tangibles avaient été constatés dans plusieurs domaines des droits de l'homme, notamment la création du Ministère des droits humains et de la promotion civique, d'une commission nationale des droits humains, d'un conseil national de lutte contre la pratique de l'excision et d'un conseil national pour la promotion des femmes. L'Algérie s'est félicité que l'État burkinabé ait accepté ses recommandations et a de nouveau appelé la communauté internationale à fournir au Burkina Faso l'assistance technique et l'aide au

renforcement des capacités dont il avait besoin pour relever les défis liés à la promotion et à la protection des droits de l'homme.

344. Le Bénin a salué la qualité du rapport soumis par le Burkina Faso, qui témoignait de la détermination de l'État burkinabé à tenir ses engagements en appliquant les instruments internationaux auxquels il était partie et en progressant dans les domaines de l'éducation, de la promotion de la santé et de l'égalité des sexes ainsi que dans la protection des droits des enfants et des personnes handicapées. Il a encouragé les autorités burkinabé à poursuivre sur cette voie, et la communauté internationale à aider ces dernières dans leurs efforts.

345. Le Botswana a remercié le Burkina Faso de ses efforts pour venir à bout des mutilations génitales féminines et félicité l'État burkinabé d'avoir accepté bon nombre de recommandations visant à éliminer cette pratique et d'autres pratiques traditionnelles préjudiciables. Il a également pris note avec satisfaction de l'engagement volontaire de soumettre en 2015 un rapport d'étape sur l'application des recommandations issues de l'Examen périodique universel, qui démontrait clairement l'attachement de l'État à ce processus et aux droits de l'homme en général.

346. Djibouti a salué les progrès que le Burkina Faso avait accomplis depuis le deuxième Examen dont il avait fait l'objet, en avril. Le Burkina Faso avait accepté la plupart des recommandations reçues et en avait déjà appliqué certaines, notamment celle qui concernait la création d'un programme global de création d'emplois pour les jeunes. Djibouti a également mentionné la réforme destinée à garantir l'indépendance du pouvoir judiciaire et l'accès à la justice, en particulier pour les groupes les plus vulnérables.

347. La Guinée équatoriale a souligné l'engagement pris par le Burkina Faso d'appliquer les recommandations formulées au cours du deuxième cycle de l'Examen, ainsi que les progrès considérables que ce pays avait accomplis à différents niveaux. Le Gouvernement avait renforcé son cadre juridique en ratifiant des traités internationaux relatifs aux droits de l'homme et en promouvant des lois sur les droits de l'homme au niveau national. Le Burkina Faso avait mis en place un certain nombre de politiques et de stratégies relatives au secteur public, qui avaient permis d'agir plus efficacement en faveur des droits de l'homme. En outre, les inégalités entre les hommes et les femmes avaient considérablement diminué, notamment grâce à une révision de la Constitution. La Guinée équatoriale a félicité le Burkina Faso de sa coopération avec les mécanismes des droits de l'homme. Afin de renforcer ses capacités, ce pays avait en effet collaboré étroitement avec les titulaires de mandat au titre des procédures spéciales (en tant que membre du Conseil) et avec la Haute-Commissaire.

3. Observations générales faites par d'autres parties prenantes

348. À la séance consacrée à l'adoption des textes issus de l'Examen concernant le Burkina Faso, quatre délégations ont fait des déclarations.

349. La Fédération internationale des ligues des droits de l'homme et l'une de ses organisations membres, le Mouvement burkinabé des droits de l'homme et des peuples (MBDHP), se sont félicitées que l'État ait accepté des recommandations importantes, en particulier sur la criminalisation de toutes les formes de violence contre les femmes, l'intensification des efforts visant à mettre fin aux mutilations génitales féminines et l'adoption d'un code de l'enfant conforme à la Convention relative aux droits de l'enfant. Elles ont toutefois dénoncé les atteintes régulièrement portées à la liberté de la presse et à la liberté d'opinion et recommandé la dépénalisation des délits de presse et l'abrogation pure et simple de la loi n° 026-2008/AN du 8 mai 2008 portant répression des actes de vandalisme pendant les manifestations. Elles demeuraient préoccupées par des questions liées à l'indépendance du pouvoir judiciaire et ont déclaré que les autorités devraient examiner les plaintes pour torture et mauvais traitements infligés par des fonctionnaires. Elles ont demandé au Gouvernement de traduire ses engagements dans la pratique en améliorant les conditions de détention, notamment en ce qui concernait les infrastructures, l'alimentation et les soins de santé ainsi que l'application des règles de séparation des prisonniers. Enfin, elles ont encouragé le Burkina Faso à adresser une invitation permanente à tous les titulaires de mandat au titre des procédures spéciales et à revoir sa position sur les recommandations issues de l'Examen concernant l'amélioration des conditions de détention.

350. L'organisation Franciscans International a noté avec satisfaction que le Burkina Faso avait accepté les recommandations sur la distribution équitable de l'eau potable et la nécessité de faire du droit à l'eau une priorité nationale. Malgré ces efforts, elle a constaté que la mauvaise gestion des eaux usées, conjuguée à la pollution due à l'exploitation minière, avait des conséquences sur les cours d'eau et les nappes phréatiques, ce qui provoquait des maladies d'origine hydrique qui, selon le Ministère de l'agriculture et de l'aménagement hydraulique, constituaient une cause majeure de mortalité infantile. Franciscans International a encouragé le Gouvernement à prendre des mesures efficaces pour appliquer les recommandations acceptées. Elle lui a notamment recommandé d'améliorer l'accès aux services en le rendant plus équitable, en particulier dans les zones rurales et périurbaines, de garantir la participation des populations locales à la prise de décisions concernant la mise en place d'infrastructures hydriques et de veiller à ce que les femmes jouent un rôle clef dans ce processus, et d'adopter des dispositions pénales, civiles et administratives, selon qu'il convient, pour punir les responsables de la pollution des sources d'eau propre et de la mauvaise gestion des eaux usées.

351. L'organisation Save the Children International a également pris la parole au nom de la Coalition au Burkina Faso pour les droits de l'enfant (COBUFADE). Elle a félicité le Gouvernement de s'employer à protéger les droits de l'enfant et d'avoir accepté les recommandations issues de l'Examen concernant l'adoption d'un code de l'enfant et le renforcement de la lutte contre toutes les formes de violence et l'exploitation des enfants. Elle a néanmoins appelé l'attention sur deux problèmes. Il était difficile d'obtenir des données fiables sur la protection de l'enfance, or celles-ci étaient indispensables à la mise en œuvre des politiques, de la législation et des mesures nécessaires pour répondre aux violations. L'organisation a demandé instamment au Gouvernement de créer un système permanent et opérationnel de surveillance et de collecte d'informations sur la situation des enfants, et de consacrer suffisamment de ressources à sa mise en place en augmentant de 15 % le budget du Ministère de l'action sociale et de la solidarité nationale d'ici à la fin de 2017. Elle a fait part de sa préoccupation concernant le rejet de la recommandation sur l'abolition totale et explicite des châtiments corporels. Selon une étude nationale sur la violence contre les enfants, 80,2 % des enfants interrogés avaient subi des violences. Ces dernières étaient commises dans des lieux où les enfants devraient se sentir en sécurité : 86,6 % des actes de violence survenaient au domicile de l'enfant et 53,8 % en milieu scolaire. Le Gouvernement devait adopter une législation interdisant et punissant toutes les formes des violence contre les enfants, où qu'elles se produisent, y compris au sein de la famille.

352. L'organisation Rencontre africaine pour la défense des droits de l'homme (RADDHO) a félicité le Burkina Faso de sa coopération avec le mécanisme de l'Examen périodique universel et de sa volonté d'appliquer de nombreuses recommandations. Elle savait gré à ce pays de la contribution positive qu'il apportait à la paix et à la stabilité en Afrique de l'Ouest. Elle a encouragé l'État burkinabé à poursuivre sur la voie de la paix et de la collaboration constructive avec tous les pays voisins. Elle s'inquiétait toutefois de la persistance de la violence et des actes de discrimination contre les femmes, y compris la violence domestique et la pratique odieuse des mutilations génitales féminines. L'organisation a demandé au Gouvernement de redoubler d'efforts pour lutter contre les mutilations génitales féminines mais également pour promouvoir l'éducation et mieux faire comprendre en quoi cette pratique posait problème dans les zones rurales et urbaines. Elle a prié le Burkina Faso de tout mettre en œuvre pour lutter contre la traite et le travail des enfants, et l'a encouragé à sensibiliser davantage l'opinion publique dans le cadre de campagnes en faveur des droits de l'homme, notamment en organisant des formations à l'intention des forces de l'ordre nationales.

4. Observations finales de l'État ayant fait l'objet de l'Examen

353. La délégation burkinabé a remercié tous les intervenants, dont il avait particulièrement apprécié les observations encourageantes sur les mesures prises par l'État pour garantir l'exercice des droits de l'homme et les remarques faites dans un esprit de dialogue en vue d'améliorer la situation des droits de l'homme en général.

354. Le Burkina Faso a réaffirmé qu'il était déterminé à coopérer et espérait que tous les organismes internationaux et nationaux compétents l'aideraient à donner suite aux recommandations qu'il avait acceptées.

355. Concernant les observations formulées, la délégation a souligné qu'elle avait déjà fourni des informations sur la liberté de la presse. S'agissant de son obligation de présenter des rapports aux organes conventionnels, le Burkina Faso soumettait des rapports sur les travailleurs migrants et la lutte contre la discrimination raciale, ainsi qu'un rapport au Comité des droits de l'enfant.

356. La délégation a pris note des remarques concernant le manque de statistiques relatives aux droits de l'enfant et à la détention et se pencherait sur la question.

357. Une loi serait bientôt adoptée contre la violence à l'égard des femmes. Quant aux mutilations génitales féminines, le Gouvernement soutenait activement l'adoption par les Nations Unies d'une résolution visant à lutter contre cette pratique.

Cabo Verde

358. L'examen concernant Cabo Verde s'est déroulé le 23 avril 2013, conformément à toutes les dispositions pertinentes des résolutions et décisions applicables du Conseil des droits de l'homme, sur la base des documents suivants :

a) Le rapport national présenté par Cabo Verde conformément au paragraphe 5 de l'annexe à la résolution 16/21 du Conseil (A/HRC/WG.6/16/CPV/1 et Corr. 1) ;

b) La compilation établie par le HCDH conformément au paragraphe 5 de l'annexe à la résolution 26/21 (A/HRC/WG.6/16/CPV/2) ;

c) Le résumé établi par le HCDH conformément au paragraphe 5 de l'annexe à la résolution 26/21 du Conseil (A/HRC/WG.6/16/CPV/3) ;

359. À sa 19e séance, le 18 septembre 2013, le Conseil a examiné et adopté les textes issus de l'Examen concernant Cabo Verde (voir la section C ci-après).

360. Les textes issus de l'Examen concernant Cabo Verde comprennent le rapport du Groupe de travail sur l'Examen périodique universel (A/HRC/24/5), les vues de Cabo Verde sur les recommandations et/ou conclusions, ses engagements volontaires et les réponses qu'il a apportées, avant l'adoption desdits textes en plénière, aux questions ou points qui n'avaient pas été suffisamment traités au cours du dialogue mené dans le cadre du Groupe de travail.

1. Vues exprimées par l'État ayant fait l'objet de l'Examen au sujet des recommandations et/ou conclusions, de ses engagements volontaires et des textes issus de l'Examen

361. Le Représentant permanent de Cabo Verde auprès de l'Office des Nations Unies à Genève, José Luis Monteiro, a communiqué au Conseil des droits de l'homme des informations complémentaires au sujet de l'Examen. Le rapport du Groupe de travail sur l'Examen périodique universel concernant Cabo Verde traduisait fidèlement et en détail l'essentiel des travaux menés en avril, lesquels étaient étayés par des documents de fond, en particulier le rapport national.

362. Cabo Verde a de nouveau remercié le secrétariat et les membres de la troïka, à savoir le Burkina Faso, le Guatemala et le Kazakhstan, pour leur soutien.

363. Les échanges de vues menés pendant la réunion du Groupe de travail ont montré le long chemin parcouru par Cabo Verde en matière de promotion et de protection des droits de l'homme et sa détermination à poursuivre dans cette voie.

364. Cabo Verde avait adhéré à toutes les recommandations qui lui avaient été faites pendant la séance du Groupe de travail, ce dont celui-ci se réjouissait, car cela montrait que le pays et ses partenaires partageaient les mêmes inquiétudes. Pour autant, les capacités institutionnelles de l'administration caboverdienne limitaient fortement l'application des recommandations et, dans certains cas, pesaient également sur les ressources économiques du pays. Des progrès dans les domaines de l'organisation et de la systématisation étaient essentiels, notamment pour gagner en efficacité. Ils constituaient, à ce titre, une priorité.

365. Les ministères compétents avaient déjà commencé à appliquer les recommandations relevant de leurs attributions, à participer à l'établissement d'un plan d'action international et à mettre en place des mesures visant à encadrer, à coordonner et à encourager l'action menée aux niveaux politique et opérationnel. L'élaboration d'un plan mondial pour les droits de l'homme devrait permettre l'adoption, au plan national, d'un cadre plus inclusif et intégré, et favoriser la conception d'autres plans d'action dans des domaines plus précis nécessitant une attention particulière.

366. Il importait également que les institutions se coordonnent pour mettre à jour les procédures de présentation des rapports nationaux destinés aux organes conventionnels. Un examen des procédures de coordination était mené en vue d'adopter, à brève échéance, une décision à ce sujet.

367. Il était urgent de créer une institution nationale des droits de l'homme conforme aux Principes de Paris. S'il existait déjà, à cet égard, un projet de loi, les consultations précédant l'inscription du projet de loi à l'ordre du jour du Parlement avaient permis de conclure à la nécessité d'une meilleure prise en compte, à tous les niveaux, des relations entre le Parlement et le Bureau du Médiateur.

368. Le Gouvernement jugeait que les problèmes institutionnels soulevés étaient prioritaires, en particulier en ce qui concernait l'assistance technique. À cet égard, Cabo Verde avait prévu de solliciter l'aide du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme.

369. Pendant la session du Groupe de travail, le Ministre de la justice avait adressé, oralement, une invitation permanente aux titulaires de mandat au titre de procédures spéciales. Une invitation écrite serait bientôt envoyée.

370. Cabo Verde a réaffirmé qu'il souscrivait au rapport du Groupe de travail qui pourrait, avec le concours de la communauté internationale, l'aider à promouvoir les droits de l'homme à l'échelle nationale et encadrer les efforts menés en ce sens.

2. Vues exprimées par des États membres et des États observateurs du Conseil au sujet des textes issus de l'Examen

371. À la séance consacrée à l'adoption des textes issus de l'Examen concernant Cabo Verde, 14 délégations ont fait des déclarations.

372. Cuba a remercié Cabo Verde d'avoir fourni en temps opportun des informations sur les recommandations qu'elle avait été faites. Pendant l'Examen, elle a salué les progrès accomplis en faveur de l'égalité d'accès à différents niveaux d'éducation, les initiatives prises pour élaborer un cadre juridique de protection des droits de l'enfant et les mesures adoptées pour exécuter pleinement les politiques publiques promouvant l'égalité des genres et la lutte contre la violence. Elle a remercié Cabo Verde d'avoir accepté un nombre aussi élevé de recommandations, en particulier celles qu'elle avait formulées. Elle a recommandé l'adoption du rapport.

373. Le Gabon s'est réjoui que Cabo Verde ait ratifié de nombreux instruments universels relatifs aux droits de l'homme et l'a encouragé à poursuivre ses efforts en vue d'éliminer les stéréotypes de genre, par la mise en place de programmes de sensibilisation à l'égalité des genres. S'il a salué les progrès remarquables accomplis dans le domaine de l'éducation, le Gabon a recommandé à Cabo Verde de continuer de prendre des mesures pour rendre l'éducation gratuite et ainsi permettre aux enfants issus de familles défavorisées d'accéder à l'éducation préprimaire. Il a souhaité plein succès à Cabo Verde dans l'application des recommandations acceptées.

374. Les Maldives ont souhaité la bienvenue à la délégation *caboverdienne*, dont le pays est membre de l'Alliance des petits États insulaires. Elles ont salué l'attachement du Gouvernement caboverdien à l'Examen périodique universel, illustré par le fait qu'il avait adhéré à toutes les recommandations formulées lors de la session du Groupe de travail. Les Maldives ont noté avec satisfaction que Cabo Verde allait bientôt envoyer une invitation permanente aux titulaires de mandat au titre de procédures spéciales, comme elles l'avaient recommandé lors du premier Examen. Elles ont encouragé l'État à collaborer avec le HCDH et d'autres parties prenantes afin de s'acquitter des obligations mises à sa charge par les traités

internationaux relatifs aux droits de l'homme et à solliciter, si nécessaire, le soutien du HCDH.

375. Le Maroc a souscrit à l'engagement que Cabo Verde avait pris de créer un environnement législatif et politique propice à l'exercice de l'état de droit et des droits de l'homme. Il a félicité la Commission nationale des droits de l'homme et de la citoyenneté pour le rôle clef qu'elle avait joué dans l'exécution de politiques publiques dans ces domaines et dans l'élaboration de nouvelles lois conformes aux Principes de Paris. Il a également félicité l'État d'avoir mis en place la réforme du système éducatif qui garantit une scolarisation universelle et obligatoire pendant dix ans, et s'est réjoui de l'augmentation du taux de scolarisation des filles dans l'enseignement primaire. Il a appuyé la demande d'assistance technique formulée par Cabo Verde.

376. Le Mozambique a noté avec satisfaction que Cabo Verde avait appliqué avec succès les recommandations formulées lors du premier cycle de l'Examen. Le pays avait fait de remarquables progrès depuis son premier rapport de 2008. Membre important de la Communauté des pays de langue portugaise, Cabo Verde était un exemple d'engagement politique en faveur des droits de l'homme de ses citoyens. Le Mozambique a rappelé que Cabo Verde avait ratifié neuf des principaux instruments des Nations Unies relatifs aux droits de l'homme et a salué la participation constructive de l'État à l'Examen périodique universel, ainsi que sa décision d'adhérer à toutes les recommandations qui lui avaient été adressées.

377. Le Nigeria a félicité Cabo Verde d'avoir apporté son concours au Conseil des droits de l'homme et au HCDH dans le suivi des obligations mises à sa charge par les instruments internationaux pertinents relatifs aux droits de l'homme. Il a vivement incité Cabo Verde à poursuivre sa coopération avec le Conseil et à continuer à promouvoir les droits de l'homme de ses citoyens.

378. Les Philippines ont fait observer que les ressources limitées de Cabo Verde entravaient sa capacité à mener à bien les programmes relatifs aux droits de l'homme. Elles se sont réjouies que l'État caboverdien ait souscrit à leur recommandation de continuer à coopérer avec des partenaires régionaux et internationaux et de faire en sorte d'allouer des ressources suffisantes à l'exécution de programmes et de politiques en faveur des droits de l'homme. Elles se sont également félicitées que Cabo Verde ait accepté les recommandations relatives à la création d'une commission nationale des droits de l'homme et de la citoyenneté conforme aux Principes de Paris. Elles ont pris note que l'État attachait une grande importance aux droits de l'homme, comme en témoignait le fait qu'il avait adhéré à toutes les recommandations qui lui avaient été adressées.

379. Le Togo s'est félicité de l'engagement de Cabo Verde d'adresser une invitation permanente aux titulaires de mandat au titre des procédures spéciales. Il s'est réjoui de le voir disposé à donner suite aux recommandations qu'il lui avait faites et s'est associé à l'appel que l'État caboverdien avait lancé pour que la communauté internationale l'aide à appliquer les recommandations formulées, au moyen de politiques économiques, sociales et environnementales qui soient favorables au développement durable et au renforcement des droits de l'homme.

380. Le Viet Nam a dit comprendre les difficultés auxquelles un petit État insulaire en développement pauvre en ressources était confronté, raison pour laquelle il a salué les progrès accomplis dans la promotion des droits de l'homme, notamment en ce qui concernait la suite donnée aux recommandations acceptées. Il a souligné les résultats obtenus dans des domaines tels que l'égalité des genres et l'éducation. Il s'est également réjoui qu'un nombre aussi élevé de recommandations aient été acceptées, notamment celles qu'il avait lui-même formulées au sujet de l'état de droit et des objectifs du Millénaire pour le développement. Il a recommandé l'adoption du rapport.

381. L'Algérie a constaté que Cabo Verde s'était montré très à l'écoute et coopératif pendant le deuxième cycle de l'Examen périodique universel, comme en témoignait le fait qu'il avait accepté toutes les recommandations qui lui avaient été faites. Elle l'a félicité d'avoir adhéré aux deux recommandations qu'elle lui avait formulées l'incitant, d'une part, à maintenir le soutien apporté à la Commission nationale des droits de l'homme et de la citoyenneté afin de la rendre conforme aux Principes de Paris et, d'autre part, à renforcer sa

collaboration avec les organes conventionnels. L'application de ces mesures aurait sans aucun doute un effet positif sur la protection des droits de l'homme dans le pays.

382. L'Angola s'est réjoui de l'attachement constant de Cabo Verde au Conseil des droits de l'homme et à ses mécanismes. Le pays était un exemple pour l'Afrique, particulièrement dans le domaine des droits économiques, sociaux et culturels. La délégation angolaise a salué la décision de l'État caboverdien d'accepter toutes les recommandations que lui avaient faites les états Membres. Elle a demandé à la communauté internationale et au Conseil de prendre en compte la situation de ce pays et de l'aider, sur le plan technique, à appliquer les recommandations acceptées.

383. Le Bénin a noté avec satisfaction que Cabo Verde avait mis en place plusieurs réformes législatives et ratifié plusieurs instruments relatifs aux droits de l'homme, en particulier dans les domaines de l'éducation, de la santé et du logement. Il l'a encouragé à poursuivre dans cette voie et a invité la communauté internationale à soutenir ces réformes.

384. Le Botswana a remercié Cabo Verde pour les informations complètes qu'il avait fournies au Conseil. La délégation botswanaise a salué les initiatives prises par l'État caboverdien pour garantir l'égalité des genres et éliminer la violence fondée sur le genre. Elle a également pris note de l'élaboration d'un plan national visant à lutter contre cette violence, de l'existence d'un réseau d'aide aux victimes de la violence domestique et d'un programme d'action en faveur de l'égalité des genres, ainsi que des actions menées par l'association de femmes juristes caboverdiennes.

385. La Chine a salué les efforts fournis et les progrès accomplis par Cabo Verde en matière des droits de l'homme et l'a remercié d'avoir accepté les recommandations qu'elle lui avait adressées. Elle a également salué les efforts déployés par l'État caboverdien pour continuer de promouvoir les droits économiques, sociaux et culturels, et renforcer son système de protection sociale. Elle a demandé à la communauté internationale de prendre en compte le fait que Cabo Verde, en tant que pays en développement, avait du mal à promouvoir et à protéger les droits de l'homme. La communauté internationale devrait continuer à fournir une assistance constructive à Cabo Verde.

3. Observations générales faites par d'autres parties prenantes

386. À la séance consacrée à l'adoption des textes issus de l'Examen concernant Cabo Verde, trois autres parties prenantes ont fait des déclarations.

387. Rencontre africaine pour la défense des droits de l'homme (RADDHO) a indiqué que, malgré sa position géographique désavantageuse, Cabo Verde pouvait servir d'exemple à d'autres pays en développement dans la lutte contre la pauvreté et le développement économique. Elle s'est dite préoccupée par l'ampleur du phénomène de la violence à l'égard des femmes et des enfants et par la persistance d'une discrimination généralisée envers les femmes. Les stéréotypes discriminatoires à l'égard des femmes aggravaient la discrimination dont elles faisaient l'objet dans la sphère privée comme dans la sphère publique. RADDHO était également préoccupée par la violence contre les enfants et a demandé au Gouvernement d'agir, en mettant en place des mesures de lutte et de sensibilisation. Face aux conditions alarmantes qui régnaient dans les prisons, elle a invité l'État à faire tout le nécessaire pour améliorer la situation. Elle l'a également encouragé à mettre en place des programmes d'apprentissage afin de réduire le nombre d'enfants défavorisés qui arrêtaient prématurément leur scolarité.

388. Le Mouvement international de la réconciliation (MIR) a indiqué que, même si la question de la conscription n'a pas été abordée lors de l'Examen, il fallait féliciter Cabo Verde d'avoir inséré dans sa Constitution un article permettant aux objecteurs de conscience et aux personnes déclarées inaptes au service militaire d'effectuer un service civique. Le MIR a néanmoins fait observer que dans sa déclaration sur le Protocole facultatif à la Convention relative aux droits de l'enfant, s'agissant de la participation d'enfants à des conflits armés, Cabo Verde avait indiqué qu'il existait un système d'« enrôlement volontaire » permettant aux jeunes âgés de 17 ans de s'engager s'ils avaient l'accord de leurs parents. Le MIR a exhorté Cabo Verde à se joindre au consensus mondial croissant tendant à ce que l'âge minimum du service militaire soit fixé, en toutes circonstances, à 18 ans. Il a demandé à Cabo Verde d'aider la société civile à collaborer activement à l'Examen périodique universel.

389. La Commission pour l'étude de l'organisation de la paix (CSOP) a fait observer que Cabo Verde était, sur les plans social et politique, un pays stable, qui avait obtenu en 2012 la deuxième place du classement de l'Indice Ibrahim de la gouvernance en Afrique. Si la publication des journaux était soumise à autorisation gouvernementale, la liberté de presse était observée. La CSOP a fait référence à un rapport selon lequel aucun problème d'intolérance religieuse n'avait été relevé. Toutefois, étant donné que la majeure partie de la population appartenait à l'Église catholique romaine, celle-ci jouissait d'une forme de privilège. La CSOP a également constaté l'existence de garanties légales pour la liberté de réunion et du droit de se syndiquer, et qu'environ un quart de la main d'œuvre était syndiquée, bien que la négociation collective soit, selon les informations disponibles, rare.

4. Observations finales de l'État ayant fait l'objet de l'Examen

390. Cabo Verde a remercié les participants pour leurs observations extrêmement encourageantes et constructives.

391. Concernant les quelques observations critiques qui lui avaient été faites, l'État caboverdien a déclaré qu'il les examinerait, même s'il n'était pas entièrement d'accord avec certaines d'entre elles. Par exemple, pour ce qui était des préoccupations liées à la discrimination à l'égard des femmes dans la vie publique, certaines difficultés persistaient, telles que la violence à l'égard des femmes, comme l'avait reconnu l'État lors de l'Examen. Toutefois, cette discrimination n'était pas le fait des pouvoirs publics. Concernant les prisons ou les centres de détentions, Cabo Verde jugeait très exagéré de qualifier d'« alarmante » la situation dans laquelle ils se trouvaient.

392. En conclusion, Cabo Verde a remercié tous les participants au dialogue, prenant note des nombreux encouragements reçus. Ces encouragements ne seraient pas perçus comme un « chèque en blanc », l'État caboverdien s'engageant à faire tout son possible pour appliquer les recommandations et à continuer d'œuvrer pour améliorer la situation des droits de l'homme dans le pays.

Tuvalu

393. L'Examen concernant les Tuvalu s'est déroulé le 24 avril 2013, conformément à toutes les dispositions pertinentes des résolutions et décisions applicables du Conseil des droits de l'homme, sur la base des documents suivants :

a) Le rapport national soumis par les Tuvalu conformément au paragraphe 5 (al. a)) de l'annexe de la résolution 16/21 du Conseil (A/HRC/WG.6/16/TUV/1 et Corr.1) ;

b) La compilation établie par le Haut-Commissariat aux droits de l'homme (HCDH) conformément au paragraphe 5 (al. b)) de l'annexe de la résolution 16/21 du Conseil (A/HRC/WG.6/16/TUV/2) ;

c) Le résumé établi par le HCDH conformément au paragraphe 5 (al. c)) de l'annexe de la résolution 16/21 du Conseil (A/HRC/WG.6/16/TUV/3).

394. À sa 20e séance, le 19 septembre 2013, le Conseil a examiné et adopté les textes issus de l'Examen concernant les Tuvalu (voir la section C ci-après).

395. Les textes issus de l'Examen concernant les Tuvalu comprennent le rapport du Groupe de travail sur l'Examen périodique universel (A/HRC/24/8), les vues des Tuvalu sur les recommandations et/ou conclusions, ses engagements volontaires et les réponses qu'ils ont apportées, avant l'adoption desdits textes en plénière, aux questions ou points qui n'avaient pas été suffisamment traités au cours du dialogue mené dans le cadre du Groupe de travail (voir également A/HRC/24/8/Add.1).

1. Vues exprimées par l'État ayant fait l'objet de l'Examen au sujet des recommandations et/ou conclusions, de ses engagements volontaires et des textes issus de l'Examen

396. La délégation tuvaluane, présidée par Ese Apinelu, Procureure générale des Tuvalu, a fait une déclaration par vidéoconférence depuis le Bureau régional du HCDH pour le Pacifique, à Suva. La délégation n'avait pu se rendre à la session du Conseil des droits de l'homme en raison d'engagements nationaux urgents.

397. Les Tuvalu étaient résolus à s'acquitter de leurs obligations au titre de l'Examen périodique universel. La Procureure générale a exposé les faits survenus depuis l'Examen dont l'État avait fait l'objet en avril 2013 et a fait le point sur les mesures adoptées pour donner suite aux recommandations acceptées.

398. Les Tuvalu menaient un dialogue de haut niveau concernant le plan d'action gouvernemental, qui comprenait des mesures appelant une attention immédiate. Le nouveau Gouvernement était entré en fonction en août 2013.

399. En ce qui concernait les recommandations auxquelles l'État n'avait pas souscrit, 18 d'entre elles faisaient désormais partie intégrante du plan d'action national. Elles portaient notamment sur la ratification des instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme, la modification de la Constitution visant à interdire la discrimination fondée sur le genre, et la révision des lois religieuses. Les Tuvalu continueraient d'examiner les recommandations auxquels ils n'avaient pas adhéré jusque-là.

400. Les Tuvalu avaient examiné les recommandations formulées par l'Uruguay et la Slovaquie, et transmettraient leurs réponses au Conseil à sa vingt-quatrième session. La Procureure générale a indiqué que son pays adhérait aux deux recommandations formulées par ces pays.

401. La Procureure générale a expliqué qu'en droit interne, tout enfant né sur le territoire national pouvait prétendre à la nationalité, au même titre que tout enfant né sur le territoire national ou à l'étranger de parents ayant la nationalité tuvaluane. Bien que la législation actuelle prévoie déjà la possibilité d'acquérir la nationalité tuvaluane, les Tuvalu avaient accepté les deux recommandations susmentionnées parce qu'elles permettaient d'aborder de manière constructive les questions relatives aux enfants. La Procureure générale a demandé à la communauté internationale et à l'Organisation des Nations Unies de l'aider à appliquer ces recommandations.

402. Certaines des recommandations acceptées par les Tuvalu avaient été pleinement appliquées, tandis que d'autres étaient en cours d'application. Toutefois, faute de moyens humains, financiers et techniques, l'État n'était guère en mesure de donner suite à ces recommandations.

403. En ce qui concernait la recommandation formulée par les États-Unis d'Amérique en faveur de la tenue d'une élection partielle dans la circonscription de Nukufetau, une élection partielle avait eu lieu le 28 juin et le candidat élu était entré en fonction. De même, une autre élection partielle avait eu lieu le 10 septembre dans la circonscription de Nui, mais en raison de problèmes de transport, le nouveau membre du Parlement n'avait pas encore pris ses fonctions.

404. Faisant suite à la recommandation de l'Azerbaïdjan, de la France, de l'Italie, des Maldives et de la Nouvelle-Zélande de poursuivre les efforts visant à faire connaître le projet de loi sur la violence familiale et la protection de la famille, et à le faire adopter, le Département des affaires féminines, en partenariat avec le Bureau de la Procureure générale avait tenu le 5 juin sa première consultation publique au cours de laquelle les représentantes des femmes avaient souscrit à l'idée de protéger les familles au sein de leur foyer, comme cela était défini dans le projet de loi. Les représentants des étudiants avaient quant à eux fait remarquer que cette définition n'englobait pas la protection des enfants en internat et ne s'appliquait pas aux établissements d'enseignement, comme les internats.

405. La deuxième série de consultations dans les îles périphériques s'était déroulée du 23 au 25 juin, mais n'avait concerné que trois îles, faute de carburant et de moyen de transport. La collaboration de la Communauté du Pacifique avait permis de mener à bien la consultation dans les îles septentrionales. Les recommandations et vues de la Communauté seraient donc présentées au Gouvernement.

406. La plupart des îles faisaient face à un manque de denrées alimentaires de base et la pénurie de carburant avait aggravé les problèmes de santé, les dispensaires des îles périphériques étant alimentés par des groupes électrogènes à moteur diesel. Dès lors, les consultations sur le projet de loi étaient passées au second plan, la priorité étant accordée à la satisfaction des besoins en carburant et des besoins alimentaires de base de l'ensemble de la population.

407. En ce qui concernait la recommandation de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande d'appliquer intégralement la loi sur les pouvoirs et les obligations de la police, le Département de la police, avec l'aide des forces de police néo-zélandaises, avait progressé dans l'application de celle-ci, en menant un travail de formation et de sensibilisation.

408. Dans les îles périphériques, la plupart des fonctionnaires de police n'étaient pas au fait de la loi sur les pouvoirs et les devoirs de la police, raison pour laquelle le Département de la police souhaitait envoyer des représentants sur place pour former ses agents. Mais, là encore, le problème du transport s'était posé.

409. S'agissant de la recommandation liée à la ratification d'accords internationaux relatifs aux droits de l'homme, le Gouvernement avait mis en place un dialogue de haut niveau avec ses partenaires afin d'atteindre les objectifs qu'il s'était fixés dans le cadre de la stratégie nationale pour un développement durable, parmi lesquels figurait la ratification desdits accords.

410. Le représentant des Tuvalu a demandé à la communauté internationale d'apporter à son pays une assistance bilatérale, technique et financière afin qu'il applique avec succès les recommandations qu'il avait acceptées. Une assistance particulière était notamment nécessaire pour sensibiliser les citoyens aux droits de l'homme et à leurs propres droits, ainsi que pour former les fonctionnaires et les responsables gouvernementaux aux droits de l'homme, de sorte qu'ils comprennent la nécessité de promouvoir et de protéger lesdits droits.

411. La Procureure générale a demandé à la communauté internationale d'aider son gouvernement à combattre les graves effets des changements climatiques et de s'engager à réduire les niveaux des émissions. Enfin, elle a invité les pays dont la législation traitait de l'apatridie à fournir aux Tuvalu une assistance juridique et technique qui leur permette de modifier leurs propres lois sur la nationalité et l'apatridie.

2. Vues exprimées par des États membres et des États observateurs du Conseil au sujet des textes issus de l'Examen

412. À la séance consacrée à l'adoption des textes issus de l'Examen concernant les Tuvalu, neuf délégations ont fait des déclarations.

413. L'Algérie a souligné l'importance accordée à l'Examen périodique universel par les Tuvalu et les a félicités d'avoir accepté la plupart des recommandations issues de l'Examen, ce qui illustrait le principe de coopération sur lequel reposait ce mécanisme. Elle a en particulier félicité les Tuvalu d'avoir adhéré à deux recommandations qu'elle avait faites : l'une sur l'adoption d'un plan national consacré à l'enfance et à la petite enfance et l'autre sur les efforts visant à promouvoir les droits des femmes et l'égalité des sexes, une attention particulière étant accordée à l'accès des femmes à la justice et à leur participation à la vie publique. L'application de ces deux recommandations contribuerait à protéger les droits de l'homme. L'Algérie a invité la communauté internationale et la Haute-Commissaire aux droits de l'homme à faciliter la participation des petits États à l'Examen périodique universel et a recommandé que les textes issus de l'Examen concernant les Tuvalu soient adoptés.

414. Cuba a fait remarquer que les Tuvalu, en tant que pays en développement, faisaient face à des pénuries et à des difficultés financières, ce qui ne les empêchait pas de protéger et de promouvoir les droits de l'homme. S'agissant de l'Examen, Cuba a souligné les mesures adoptées pour promouvoir les droits des personnes handicapées et des personnes vivant avec le VIH/sida, et améliorer ainsi l'accès aux services de santé et lutter contre la violence domestique. Elle a félicité l'État tuvaluan d'avoir accepté la plupart des recommandations et lui a souhaité plein succès dans leur application, en particulier en ce qui concernait les mesures relatives à l'éducation et à la santé. Cuba a recommandé l'adoption des textes issus de l'Examen concernant les Tuvalu.

415. Djibouti a félicité les Tuvalu d'avoir participé à l'Examen périodique universel et a salué le fait que, malgré les contraintes auxquelles ils étaient soumis, ils s'étaient attelés à l'harmonisation de leur législation, au moyen de consultations nationales. La délégation djiboutienne a insisté sur les difficultés auxquelles se heurtait le pays en raison des changements climatiques et a invité la communauté internationale à soutenir l'État dans ses efforts visant à améliorer la situation en matière de droits de l'homme. La coopération

internationale était un élément clef de l'Examen périodique universel, mécanisme dont Djibouti a fait remarquer qu'il était utile pour renforcer les droits de l'homme dans le monde. Djibouti s'est réjoui des initiatives que les Tuvalu avaient déjà prises, telles que la lutte contre la violence faite aux femmes et la violence en milieu scolaire, et le dialogue sur la liberté de religion. Il a salué la visite de la Rapporteuse spéciale sur les droits de l'homme à l'eau potable et à l'assainissement et a encouragé l'État à continuer de mettre en application les recommandations acceptées et de poursuivre ses efforts en vue de ratifier des instruments internationaux, comme le Statut de Rome.

416. L'Estonie a salué l'ouverture et la transparence dont l'État tuvaluan avait fait preuve dans le cadre du deuxième cycle de l'Examen, ainsi que sa volonté sincère de renforcer la protection des droits de l'homme, malgré les défis environnementaux auxquels il faisait face. Elle a souligné le ferme attachement des Tuvalu à la justice et à l'état de droit, et a salué leur adhésion au Statut de Rome. Elle avait conscience que faute de ressources, l'État avait reporté l'application d'un certain nombre de recommandations liées à son adhésion aux principaux traités relatifs aux droits de l'homme. Elle approuvait néanmoins la décision de l'État de revoir, dans un premier temps, sa législation avant d'accepter de nouvelles obligations découlant des traités. Elle l'a encouragé à progresser dans l'application des obligations mises à sa charge, en sollicitant une assistance technique et un soutien financier, et lui a souhaité plein succès dans l'application des recommandations.

417. Les Maldives ont accueilli avec satisfaction la décision des Tuvalu de ratifier les principaux traités relatifs aux droits de l'homme, malgré leur manque de moyens. Elles se sont réjouies que l'État tuvaluan ait accepté deux des quatre recommandations qu'elles leur avaient adressées. Elles ont encouragé le Gouvernement à faire connaître et à promouvoir les droits humains, en particulier ceux des femmes. Elles attendaient avec intérêt l'adoption du projet de loi sur l'eau et ont salué les efforts déployés par les Tuvalu pour protéger leur population contre les conséquences néfastes des changements climatiques.

418. Le Maroc s'est félicité que les Tuvalu aient collaboré de manière ouverte et constructive à l'Examen. Malgré les problèmes posés par les changements climatiques, ils avaient continué d'œuvrer à l'harmonisation de la législation nationale avec les instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme et à la mise en place d'un cadre institutionnel garantissant pleinement l'exercice des droits de l'homme. Il a félicité l'État tuvaluan d'avoir accepté la plupart des recommandations, dont trois avaient été formulées par le Maroc. Il a renouvelé son appui aux efforts faits par les Tuvalu pour améliorer la situation des droits de l'homme et leur a souhaité plein succès dans l'application des recommandations acceptées.

419. La Nouvelle-Zélande a félicité l'État tuvaluan d'avoir participé de manière constructive à l'Examen, en particulier d'avoir examiné attentivement toutes les recommandations, y compris celles qu'il n'avait pas été en mesure d'accepter jusque-là. Elle s'est félicitée que les Tuvalu aient adhéré à la recommandation qu'elle avait formulée sur l'adoption du projet de loi sur la protection de la famille et la violence familiale, et a encouragé l'État à sensibiliser la population des îles périphériques à cette question. Elle l'a également encouragé à progresser dans le domaine de la gouvernance financière et a insisté sur la nécessité de maîtriser les dépenses publiques et d'entreprendre des réformes qui permettent de mieux faire appliquer le principe de responsabilité et d'utiliser efficacement les ressources. Elle a en outre encouragé tous les États à soutenir les efforts faits par les Tuvalu pour donner suite aux recommandations et s'est de nouveau dite résolue à aider l'État tuvaluan à relever les défis auxquels il était confronté en lui apportant une aide au développement.

420. Les Philippines étaient conscientes du manque de ressources et des contraintes naturelles, géographiques, économiques et climatiques auxquels les Tuvalu devaient faire face. Elles ont salué les efforts que l'État tuvaluan faisait pour surmonter ces obstacles et promouvoir les droits de l'homme et la lutte contre les changements climatiques. La communauté internationale devrait répondre à la demande d'assistance technique et financière formulée par les Tuvalu pour protéger les droits de l'homme. Les Philippines ont constaté avec satisfaction que l'État avait accepté leur recommandation sur la mobilisation des ressources nécessaires à la mise en œuvre des programmes relatifs aux droits de l'homme. Elles lui ont souhaité plein succès dans la protection des droits de l'homme.

421. Le Viet Nam s'est félicité que les Tuvalu participent à l'Examen périodique universel malgré les difficultés auxquelles ils étaient confrontés. Il a souligné le sérieux avec lequel l'État appliquait les recommandations acceptées, parmi lesquelles deux avaient été faites par le Viet Nam concernant la priorité qui devait être accordée au plan national aux groupes vulnérables et la participation aux mécanismes et traités internationaux relatifs aux droits de l'homme. Il a recommandé l'adoption du rapport du Groupe de travail, s'est dit prêt à coopérer avec les Tuvalu et leur a souhaité plein succès dans leurs efforts visant à favoriser l'exercice des droits de l'homme et des libertés.

3. Observations générales faites par d'autres parties prenantes

422. À la séance consacrée à l'adoption des textes issus de l'Examen concernant les Tuvalu, une partie prenante a fait une déclaration.

423. Franciscans International, Edmund Rice International et Earthjustice ont salué la détermination des Tuvalu à améliorer la situation des droits de l'homme et se sont réjouies qu'ils aient adhéré aux recommandations portant sur les changements climatiques. Ces organisations se sont félicitées du plan d'action national visant à surveiller les conséquences des changements climatiques et ont dit partager l'avis du Conseil des droits de l'homme selon lequel les changements climatiques étaient préjudiciables à l'exercice des droits de l'homme. Elles ont fait remarquer que les petits États insulaires, comme les Tuvalu, étaient ceux qui contribuaient le moins aux émissions mondiales de gaz à effet de serre et seraient les plus durement touchés par le réchauffement de la planète. Elles ont pris note avec satisfaction que la délégation costaricienne avait reconnu la responsabilité globale de son pays dans la situation que connaissait les Tuvalu et avait annoncé qu'elle parviendrait à la neutralité carbone. Elles ont recommandé aux Tuvalu et aux États membres du Conseil de prendre des mesures pour lutter contre les changements climatiques en mettant en place une procédure spéciale sur les changements climatiques et les droits de l'homme. Elles ont encouragé les Tuvalu à associer la société civile, en particulier les femmes, les enfants et les populations des îles périphériques, au débat sur les politiques d'atténuation des changements climatiques et à œuvrer, avec la délégation du costaricienne, au resserrement de la collaboration entre les deux États.

Colombie

424. L'Examen concernant la Colombie s'est déroulé le 23 avril 2013, conformément à toutes les dispositions pertinentes des résolutions et décisions applicables du Conseil des droits de l'homme, sur la base des documents suivants :

a) Le rapport national soumis par la Colombie conformément au paragraphe 5 (al. a)) de l'annexe de la résolution 16/21 du Conseil (A/HRC/WG.6/16/COL/1) ;

b) La compilation établie par le HCDH conformément au paragraphe 5 (al. b)) de l'annexe de la résolution 16/21 (A/HRC/WG.6/16/COL/2) ;

c) Le résumé établi par le HCDH conformément au paragraphe 5 (al. c)) de l'annexe de la résolution 16/21 (A/HRC/WG.6/16/COL/3).

425. À sa 20e séance, le 19 septembre 2013, le Conseil a examiné et adopté les textes issus de l'Examen concernant la Colombie (voir la section C ci-après).

426. Les textes issus de l'Examen concernant la Colombie comprennent le rapport du Groupe de travail sur l'Examen périodique universel (A/HRC/24/6), les vues de la Colombie sur les recommandations et/ou conclusions, ses engagements volontaires et les réponses qu'elle a apportées, avant l'adoption desdits textes en plénière, aux questions ou points qui n'avaient pas été suffisamment traités au cours du dialogue mené dans le cadre du Groupe de travail (voir également A/HRC/24/6/Add.1).

1. Vues exprimées par l'État ayant fait l'objet de l'Examen au sujet des recommandations et/ou conclusions, de ses engagements volontaires et des textes issus de l'Examen

427. La délégation colombienne a rappelé que l'État avait défini sa position sur toutes les recommandations pendant la session du Groupe de travail et avait soumis un additif le jour de l'adoption du rapport. La Colombie continuerait de donner suite aux recommandations

formulées et à ses engagements volontaires par l'intermédiaire du système national des droits de l'homme et du droit international humanitaire, grâce auquel elle pourrait soumettre un rapport de suivi annuel.

428. La délégation a présenté des informations sur les principaux thèmes des 126 recommandations auxquelles la Colombie avait adhéré et des sept engagements volontaires que le pays avait pris.

429. Le dédommagement des victimes du conflit armé interne et la restitution des terres étaient deux des grandes priorités du Gouvernement. L'application de la loi sur les victimes et la restitution des terres avait bénéficié à des centaines de milliers de personnes touchées par la violence. En outre, elle était allée de pair avec la mise en œuvre de programmes de protection.

430. La protection des défenseurs des droits de l'homme était également une priorité du Gouvernement. La création d'une unité nationale de protection et les modifications apportées à la législation sur les programmes de protection constituaient de premiers progrès à cet égard. Quelque 7 700 personnes avaient bénéficié de mesures de protection.

431. En mars 2013, le Gouvernement avait lancé un plan de grande envergure en faveur des femmes, dont l'objectif était de leur garantir une vie sans violence. Ce plan, élaboré en consultation avec les associations de femmes et avec le soutien de la communauté internationale, prévoyait des mesures de lutte contre la violence à l'égard des femmes. La stratégie interinstitutions de promotion de la prise en charge intégrée des femmes victimes de violences visait à combattre l'impunité et à venir en aide aux victimes.

432. L'enrôlement forcé était un phénomène complexe et la lutte contre cette pratique appelait des interventions aux différents niveaux de l'État. L'enrôlement d'enfants de moins de 18 ans dans les forces armées était interdit depuis 1997. Des groupes armés illégaux avaient toutefois eu recours à la force et à l'intimidation pour enrôler des enfants. L'État avait pris des mesures préventives, avec notamment la mise en œuvre du programme de prise en charge spécialisée de l'Institut colombien de protection de la famille, qui avait permis de venir en aide à plus de 5 000 enfants depuis 1999. De plus, une loi spéciale accordait aux enfants démobilisés de groupes armés illégaux le statut de victimes.

433. La lutte contre la pauvreté et les inégalités était une préoccupation de premier plan pour l'État. En 2011, le Gouvernement avait créé un bureau chargé des questions de l'inclusion sociale et de la réconciliation. L'une de ses priorités était la mise en place de programmes de réduction de la pauvreté. Plus de 2,8 millions de familles avaient bénéficié du programme « Más Familias en Acción » (Davantage de familles en action). Plus de 27 000 jeunes avaient participé au programme « Jóvenes en Acción » (Jeunesse en action). Dans le cadre du programme « Mujeres Ahorradoras en Acción » (Femmes épargnantes en action), plus de 187 000 femmes avaient reçu une aide financière, et quelque 158 000 familles avaient bénéficié du programme « Red de Seguridad Alimentaria » (Réseau de sécurité alimentaire). Au cours des deux dernières années, 1,7 million de personnes étaient sorties de la pauvreté. Grâce aux programmes mis en place, la Colombie avait atteint le deuxième taux de réduction des inégalités le plus élevé de la région.

434. Le premier Forum régional sur les entreprises et les droits de l'homme avait eu lieu à Medellín du 28 au 30 août et avait réuni quelque 400 représentants d'entreprises, d'États, d'organisations internationales, d'organisations de la société civile, d'institutions nationales des droits de l'homme et de syndicats. L'objectif était d'offrir des possibilités de formation aux acteurs concernés par l'application des Principes directeurs relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme. Les résultats du Forum constitueraient une contribution importante au deuxième Forum mondial sur les entreprises et les droits de l'homme, qui aurait lieu en décembre 2013.

435. Le troisième Sommet mondial des maires et dirigeants d'Afrique et d'ascendance africaine, qui avait eu lieu en Colombie, s'était achevé le 18 septembre. Quelque 2 000 dirigeants du monde entier avaient participé à la manifestation, dont le but était de promouvoir le dialogue politique et la coopération internationale au sein de la diaspora africaine.

436. La délégation a évoqué une autre série de recommandations dont l'application avait progressé.

437. Le 19 novembre 2012, le Congrès avait adopté la loi nº 1588/2012 portant approbation de la Convention relative au statut des apatrides et de la Convention sur la réduction des cas d'apatridie. Une fois la loi examinée par la Cour constitutionnelle, le processus de ratification serait achevé.

438. En ce qui concerne l'éducation, l'État assurait depuis 2011 la gratuité de l'enseignement primaire pour tous et la gratuité de l'enseignement secondaire pour certains groupes vulnérables. Depuis 2012, il dégageait les ressources nécessaires pour garantir la gratuité des onze années de l'enseignement de base dans tous les établissements publics, gratuité dont avaient bénéficié plus de 8,5 millions d'élèves.

439. En ce qui concerne la formation des forces de sécurité aux droits de l'homme, les agents des forces armées et de la police nationale participaient à des activités de sensibilisation à la fois dans le cadre de leur programme de formation et en dehors. Au premier trimestre de l'année 2013, quelque 50 000 membres de l'armée avaient suivi une formation aux droits de l'homme.

440. La délégation s'est dite reconnaissante du soutien que plus de 20 pays avaient apporté à la Colombie dans le cadre du processus de paix. Le Gouvernement demeurait déterminé à mener à bien ce processus. La vingt-quatrième série de pourparlers se tenait à La Havane au moment de l'adoption du rapport du Groupe de travail par le Conseil des droits de l'homme.

441. Le 18 juillet 2013, le Gouvernement s'était entendu avec le HCDH pour proroger d'un an, à compter du 1er novembre, le mandat du Bureau du HCDH en Colombie. À cet égard, le Président colombien comptait sur le Bureau pour participer activement à la troisième phase du processus de paix, qui débuterait une fois que serait signé l'accord qu'il espérait conclure avec les FARC, l'objectif étant de mettre en place des mécanismes de justice transitionnelle effectifs et de concrétiser le droit à la vérité, à la justice et à réparation. La délégation a salué les travaux menés par le Bureau au cours des seize dernières années, travaux qui avaient contribué de manière décisive à la promotion des droits de l'homme, au renforcement des institutions et aux progrès accomplis dans d'autres domaines d'action.

2. Vues exprimées par des États membres et des États observateurs du Conseil au sujet des textes issus de l'Examen

442. À la séance consacrée à l'adoption des textes issus de l'Examen concernant la Colombie, 14 délégations ont fait des déclarations.

443. L'Algérie a souligné que l'adhésion de la Colombie à la plupart des recommandations formulées dans le cadre du deuxième Examen la concernant témoignait de son attitude d'ouverture et de sa volonté de coopérer avec le mécanisme de l'Examen périodique universel. Elle a relevé en particulier que la Colombie avait adhéré aux deux recommandations qu'elle lui avait adressées concernant la mise en œuvre d'une stratégie nationale en faveur des enfants et la promotion des droits des personnes handicapées.

444. La Chine a salué les efforts faits par le Gouvernement colombien pour étudier les recommandations formulées et s'est réjouie que l'État ait adhéré à la plupart d'entre elles. Elle a félicité la Colombie des progrès accomplis en faveur de la promotion de l'égalité des sexes et de la protection des personnes âgées, des personnes handicapées et des peuples autochtones. Elle était d'avis que l'application des recommandations auxquelles la Colombie avait adhéré favoriserait le développement socioéconomique du pays et améliorerait l'exercice par les citoyens de leurs droits.

445. Cuba a souligné les progrès accomplis dans l'exécution du Plan national de développement et les mesures prises dans les domaines de la sécurité alimentaire, de l'emploi, du logement, de l'éducation, de la santé et de la protection des droits sociaux, culturels et environnementaux. Le pays s'est réjoui que la Colombie ait adhéré à la plupart des recommandations formulées, y compris les siennes. Il continuerait de soutenir les négociations de paix menées sur son territoire.

446. Djibouti a félicité la Colombie d'avoir adhéré à la plupart des recommandations formulées au cours du dialogue, en particulier aux siennes. Le pays a encouragé la Colombie à poursuivre ses efforts d'amélioration de la situation des droits de l'homme en s'employant

à promouvoir le dialogue et la réconciliation nationale. Il l'a aussi encouragée à continuer de coopérer avec le HCDH.

447. L'Équateur a salué les efforts faits par la Colombie pour coopérer avec le mécanisme de l'Examen périodique universel, qui favorisait la promotion et la protection effectives des droits de l'homme. Il s'est félicité des engagements pris dans le cadre de l'Examen, notamment en faveur de la ratification d'instruments internationaux tels que la Convention sur la réduction des cas d'apatridie. Il souhaitait de tout cœur que la Colombie parvienne à instaurer la paix.

448. Le Gabon a constaté que la Colombie était partie à un grand nombre d'instruments internationaux de protection des droits de l'homme. Il a félicité le Gouvernement colombien de sa pleine coopération avec les procédures et mécanismes du système onusien de promotion et de protection des droits de l'homme. Il a encouragé la Colombie à continuer de faire le nécessaire pour respecter pleinement les droits de l'homme et mettre en place un système judiciaire efficace, qui permettrait de consolider la paix et de lutter contre l'impunité.

449. Les Maldives se sont félicitées de l'action continue que la Colombie menait pour donner suite aux engagements pris et aux recommandations auxquelles le pays avait adhéré dans le cadre du précédent cycle de l'Examen. Elles ont souligné les progrès accomplis dans un certain nombre de domaines importants, tels que la protection des droits des peuples autochtones et des droits des travailleurs, et les efforts faits pour traiter de manière globale la question des victimes des conflits armés. La situation de sécurité s'était remarquablement améliorée et il convenait d'applaudir la coopération de l'État avec le Conseil des droits de l'homme et ses mécanismes.

450. Le Maroc a salué l'engagement de la Colombie en faveur de la promotion des droits de l'homme, engagement qu'illustraient les mesures importantes que le pays avait adoptées, surtout en matière de réforme politique et institutionnelle. Il a souligné que la Colombie collaborait de manière constructive avec le mécanisme de l'Examen périodique universel, comme en témoignaient le grand nombre de recommandations auxquelles le pays avait adhéré, sa détermination à les appliquer et l'engagement pris à titre volontaire de lutter contre l'impunité et la traite des êtres humains. Malgré le conflit armé, le pays progressait vers la consolidation de la paix.

451. Le Nigéria a relevé avec admiration les nombreux engagements que la Colombie avait pris à titre volontaire, notamment celui de continuer d'assurer le suivi de l'Examen par l'intermédiaire de son système national des droits de l'homme et du droit international humanitaire. Il a constaté que la Colombie avait adhéré à sa recommandation. Il s'est félicité de la coopération de l'État avec le HCDH et l'a engagé vivement à poursuivre ses progrès dans le domaine des droits de l'homme.

452. Les Philippines se sont réjouies que la Colombie ait adhéré à leur recommandation sur l'augmentation des ressources affectées aux programmes de lutte contre la traite des êtres humains. Elles ont salué l'engagement pris par l'État à titre volontaire d'élaborer une politique publique de promotion de l'éducation aux droits de l'homme et d'une culture des droits de l'homme. Elles se sont félicitées de la mise en place d'une législation sur la prévention de la torture et ont exprimé le souhait que la Colombie accepte à l'avenir leur recommandation relative à la ratification du Protocole facultatif se rapportant à la Convention contre la torture.

453. L'Afrique du Sud s'est félicitée de l'importance que la Colombie attachait à l'Examen périodique universel, importance illustrée par la présence du Vice-Président pendant l'Examen dont le pays avait fait l'objet. Elle a noté avec satisfaction que la Colombie avait adhéré à sa recommandation.

454. Le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord s'est félicité de l'action menée par le Gouvernement pour remédier aux problèmes liés à l'exercice des droits de l'homme. Il demeurait toutefois préoccupé par la situation des défenseurs des droits de l'homme. Il avait demandé au Gouvernement de publier régulièrement des informations et des statistiques sur les enquêtes consacrées aux violations des droits de l'homme que des membres du personnel militaire étaient soupçonnés d'avoir commises, mais la question

n'avait pas été abordée pendant la session du Groupe de travail. Il apprécierait donc que le Gouvernement s'engage à publier de telles informations.

455. La République bolivarienne du Venezuela a rappelé que la Colombie garantissait l'accès universel à l'enseignement primaire et à l'enseignement secondaire, et avait réduit les disparités entre zones urbaines et zones rurales. Elle a félicité le pays d'avoir réduit la pauvreté en menant une politique de redistribution des revenus en faveur des plus démunis. Elle a réaffirmé son ferme soutien au processus de paix en cours en Colombie et son souhait que les Colombiens puissent retrouver le chemin d'un vivre-ensemble nécessaire à la concrétisation de leurs espoirs et de leurs aspirations.

456. Le Viet Nam a souligné que la Colombie avait fait preuve d'une grande détermination dans l'application des recommandations auxquelles le pays avait adhéré dans le cadre du précédent Examen, y compris ses recommandations sur le renforcement des mécanismes nationaux de protection des droits de l'homme aux fins de la promotion des droits des femmes, des enfants, des peuples autochtones, des déplacés et des autres groupes vulnérables.

3. Observations générales faites par d'autres parties prenantes

457. À la séance consacrée à l'adoption des textes issus de l'Examen concernant la Colombie, 11 autres parties prenantes ont fait des déclarations***.

458. Dans un message vidéo préenregistré, le Défenseur du peuple a rappelé que la Colombie était secouée par un conflit interne depuis plus de cinquante ans. Des progrès avaient toutefois été faits dans l'application de politiques de promotion des droits de l'homme axées sur la lutte contre les groupes armés illégaux qui s'étaient formés après la démobilisation des Milices d'autodéfense unies de Colombie et avaient commis plus de violations des droits de l'homme qu'aucune autre partie au conflit. Le Défenseur du peuple s'est dit préoccupé par les conditions de détention dans les prisons. Le taux de surpopulation carcérale avait atteint 56 % et il y avait de graves problèmes d'accès aux soins de santé. Le Bureau du Défenseur du peuple avait suggéré au Gouvernement de déclarer que la situation dans les prisons était une urgence sociale.

459. L'Association pour la prévention de la torture a regretté que la Colombie n'ait pas adhéré aux recommandations relatives à la ratification du Protocole facultatif se rapportant à la Convention contre la torture, prétendument parce que des mécanismes de protection des droits des détenus étaient déjà en place. La Colombie était le seul pays d'Amérique latine opposé à la ratification du Protocole facultatif. Les prisons du pays étaient surpeuplées et en situation de crise. L'État avait fait savoir dans son rapport qu'il prévoyait de créer un mécanisme national de protection. L'Association a prié instamment le Gouvernement de mettre ce mécanisme sur pied après avoir ratifié le Protocole facultatif.

460. L'ONG Jubilee Campaign a déclaré que, si de nombreux Colombiens jouissaient de leur droit à la liberté religieuse, beaucoup de chrétiens n'avaient pas cette chance. Les chrétiens qui vivaient dans des zones de conflit étaient souvent pris pour cible en raison de leur religion. Quelque 200 églises avaient été fermées pour des raisons de sécurité, et entre 20 et 30 chefs religieux étaient assassinés chaque année par des groupes armés. L'ONG a prié la Colombie de mener des enquêtes sur les violations des droits de l'homme dont étaient victimes les chefs religieux et d'envisager de considérer ces personnes comme vulnérables, au même titre que les syndicalistes, les défenseurs des droits de l'homme et les journalistes, et de leur faire bénéficier des mêmes mesures de protection.

461. L'ONG Plan International, s'exprimant au nom du réseau Alianza por la Niñez Colombiana, a salué les efforts faits par le Gouvernement pour protéger les droits des enfants. Celui-ci devrait toutefois créer des mécanismes d'application de la loi sur les victimes et la restitution des terres, de sorte que la question des enfants victimes du conflit armé soit considérée comme une priorité. En ce qui concerne l'enrôlement forcé d'enfants, 5 000 cas avaient été confirmés, mais seules trois déclarations de culpabilité avaient été prononcées.

*** Les déclarations disponibles des délégations qui n'ont pas été prononcées faute de temps sont publiées sur l'Extranet du Conseil des droits de l'homme, accessible à l'adresse suivante : https://extranet.ohchr.org/sites/hrc/HRCSessions/RegularSessions/24thSession/Pages/Calendar.aspx.

La mise en œuvre du système de responsabilisation pénale des jeunes devait être une priorité. L'ONG a prié instamment le Gouvernement de convoquer la commission consultative sur la réforme du système.

462. La Ligue internationale des femmes pour la paix et la liberté a regretté que le Congrès ait adopté une loi sur les tribunaux militaires qui avait pour effet de renforcer l'impunité des infractions commises par les forces armées. Elle a en outre constaté que la Colombie n'avait pas adhéré à une recommandation sur la participation des femmes aux négociations de paix. Elle a demandé au Gouvernement d'appliquer les décisions de la Cour constitutionnelle sur la prévention de la violence sexuelle à l'égard des femmes et de donner suite à la recommandation faite à la Colombie dans le cadre de l'Examen d'assurer la protection et l'intégration des LGBTI. Elle l'a aussi invité à appliquer les recommandations auxquelles le pays n'avait pas adhéré.

463. L'organisme Action Canada pour la population et le développement, s'exprimant au nom de l'ONG Sexual Rights Initiative, a déclaré que des dispositions juridiques restreignaient l'accès à l'avortement et a appelé l'attention sur les cas de violences sexuelles à l'égard des femmes et de meurtres de femmes, qui étaient particulièrement nombreux parmi les lesbiennes et les femmes transgenres. Il a prié instamment le Gouvernement de dépénaliser l'avortement en toutes circonstances, de garantir aux femmes et aux adolescentes l'accès libre et gratuit à des services d'avortement sans risques, de veiller à ce que les actes de violence fondée sur l'orientation sexuelle ou l'identité de genre fassent l'objet d'enquêtes rigoureuses, y compris lorsque ces actes étaient commis par des agents chargés de l'application des lois, d'ériger le féminicide en infraction pénale et de créer des mécanismes spéciaux visant à assurer l'accès des victimes à la justice.

464. L'ONG Comisión Colombiana de Juristas a déclaré que, durant l'Examen concernant la Colombie, le Gouvernement avait annoncé que le mandat du Bureau du HCDH en Colombie serait prolongé de trois ans. Il n'avait toutefois été prolongé que d'un an en juillet. L'ONG a affirmé que l'Examen périodique universel n'avait pas été pris au sérieux par la Colombie, qui n'avait adhéré de manière inconditionnelle qu'à six recommandations et avait considéré que 75 % des recommandations formulées avaient été appliquées ou étaient en cours d'application. Elle a regretté que le Gouvernement ait rejeté les recommandations relatives aux violations des droits de l'homme commises par les forces de sécurité et aux droits des victimes des groupes paramilitaires. Elle a ajouté que la société civile n'avait pas été consultée dans le cadre de l'élaboration du rapport national.

465. L'ONG Franciscans International a estimé que le Gouvernement colombien devait veiller à ce que sa politique relative aux activités d'extraction minière soit conforme aux recommandations auxquelles la Colombie avait adhéré, dont plus de 20 concernaient l'exploitation des ressources naturelles. Elle s'est dite préoccupée par le fait que le Gouvernement avait l'intention d'autoriser la conduite d'activités d'exploitation minière dans les landes de Santurbán, un écosystème important et fragile, qui approvisionnait plus de 2 millions de personnes en eau. Elle a recommandé à l'État de délimiter les landes de Santurbán, de prendre des mesures concrètes pour assurer la pérennité de l'approvisionnement en eau des personnes tributaires des landes et de ne pas délivrer de permis d'exploitation minière de celles-ci.

466. Amnesty International a déclaré que les pourparlers de paix avaient fait naître l'espoir que le conflit armé pourrait prendre fin. L'instauration d'une véritable paix nécessitait cependant que toutes les parties s'engagent à mettre un terme aux atteintes aux droits de l'homme et que l'État adopte une stratégie visant à faire traduire en justice toutes les personnes responsables de telles atteintes. Amnesty International a souligné que l'État n'avait pas protégé les civils pris au piège du conflit contre les atteintes aux droits de l'homme dont se rendaient coupables les parties belligérantes. Le HCDH avait joué un rôle central en Colombie et son action serait cruciale une fois qu'un accord de paix aurait été conclu.

467. La Commission internationale de juristes s'est félicitée de l'engagement de l'État à appliquer les recommandations de la Représentante spéciale du Secrétaire général chargé de la question des violences sexuelles commises en période de conflit, mais a regretté que des réserves aient été émises. Elle a constaté que l'État avait convenu que les réformes de la Constitution et des lois devaient réduire l'impunité plutôt que d'y contribuer, et s'était engagé

à mieux protéger les droits des peuples autochtones, notamment en garantissant l'application du principe de consultation préalable et en protégeant leurs droits fonciers. Elle a regretté que la Colombie n'ait pas accepté de ratifier le Protocole facultatif se rapportant à la Convention contre la torture ni les Protocoles facultatifs à la Convention relative aux droits de l'enfant et au Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels sur l'examen de communications.

468. Le Mouvement international de la réconciliation a rappelé que la Cour constitutionnelle avait estimé que le droit à l'objection de conscience au service militaire était garanti par la Constitution. La question n'avait toutefois pas été abordée dans le cadre de l'Examen. Les textes législatifs dans lesquels il était fait référence au droit à l'objection de conscience étaient au point mort au Parlement, et le recrutement militaire consistait encore trop souvent en des rafles dans les rues, de sorte que les objecteurs de conscience et les autres personnes qui ne devraient pas être enrôlées ne bénéficiaient d'aucune protection. Le Mouvement a prié la Colombie de s'attaquer plus urgemment à ces deux problèmes.

4. Observations finales de l'État ayant fait l'objet de l'Examen

469. La délégation colombienne était heureuse de constater que l'engagement de la Colombie en faveur de la promotion et de la protection des droits de l'homme était largement reconnu. Cette reconnaissance encourageait le Gouvernement à continuer d'œuvrer en faveur de la paix, du dédommagement des victimes du conflit armé et de la restitution des terres.

470. La Colombie avait examiné attentivement les recommandations formulées dans le cadre du deuxième cycle de l'Examen en tenant compte de la capacité du Gouvernement à les appliquer. Le Conseil des droits de l'homme pouvait être assuré de la détermination du Gouvernement à appliquer les recommandations. La société civile jouait un rôle essentiel à cet égard.

471. La délégation colombienne a réaffirmé la détermination de la Colombie à continuer de contribuer aux travaux du Conseil des droits de l'homme et au renforcement de ses mécanismes et procédures.

Ouzbékistan

472. L'Examen concernant l'Ouzbékistan s'est déroulé le 24 avril 2013, conformément à toutes les dispositions pertinentes des résolutions et décisions applicables du Conseil des droits de l'homme, sur la base des documents suivants :

a) Le rapport national soumis par l'Ouzbékistan conformément au paragraphe 5 (al. a)) de l'annexe de la résolution 16/21 du Conseil (A/HRC/WG.6/16/UZB/1) ;

b) La compilation établie par le HCDH conformément au paragraphe 5 (al. b)) de l'annexe de la résolution 16/21 (A/HRC/WG.6/16/UZB/2) ;

c) Le résumé établi par le HCDH conformément au paragraphe 5 (al. c)) de l'annexe de la résolution 16/21 (A/HRC/WG.6/16/UZB/3).

473. À sa 20e séance, le 19 septembre 2013, le Conseil a examiné et adopté les textes issus de l'Examen concernant l'Ouzbékistan (voir la section C ci-après).

474. Les textes issus de l'Examen concernant l'Ouzbékistan comprennent le rapport du Groupe de travail sur l'Examen périodique universel (A/HRC/24/7), les vues de l'Ouzbékistan sur les recommandations et/ou conclusions, ses engagements volontaires et les réponses qu'il a apportées, avant l'adoption desdits textes en plénière, aux questions ou points qui n'avaient pas été suffisamment traités au cours du dialogue mené dans le cadre du Groupe de travail (voir également A/HRC/24/7/Add.1).

1. Vues exprimées par l'État ayant fait l'objet de l'Examen au sujet des recommandations et/ou conclusions, de ses engagements volontaires et des textes issus de l'Examen

475. La délégation ouzbèke, dirigée par Akmal Saidov, Directeur du Centre national pour les droits de l'homme, a remercié tous les représentants des États, les membres de la troïka et le secrétariat pour leur attitude constructive et leur soutien pendant l'Examen concernant l'Ouzbékistan, qui s'est tenu en avril 2013. Au total, l'Ouzbékistan avait reçu

203 recommandations ; il en avait accepté 101 pendant la session du Groupe de travail, avait indiqué que 30 avaient déjà été appliquées ou étaient en cours d'application, et en avait rejeté 58 au motif qu'elles n'étaient pas conformes aux obligations internationales lui incombant ou qu'elles ne correspondaient pas à la réalité.

476. La délégation a fait savoir au Conseil que l'Ouzbékistan avait aussi accepté 14 recommandations au sujet desquelles il s'était engagé à fournir des informations avant la vingt-quatrième session. Les textes issus de l'Examen avaient été approuvés par le Parlement et examinés par un groupe de travail interministériel rattaché au Ministère de la justice, plusieurs organismes publics et des organisations non gouvernementales. Ils avaient aussi été mentionnés à plusieurs reprises dans les médias.

477. Un projet de plan national d'action pour l'application des recommandations issues de l'Examen était en cours d'établissement. Il mettait en particulier l'accent sur l'élaboration de nouvelles lois et la mise en place de nouvelles pratiques juridiques concernant la promotion et la protection des droits humains des enfants, des femmes et des personnes handicapées.

478. Des mesures importantes avaient été prises dans le domaine des droits de l'homme depuis l'Examen du deuxième rapport national.

479. En mai 2013, une délégation conduite par le Sous-Secrétaire général des Nations Unies aux droits de l'homme s'était rendue en Ouzbékistan et, à cette occasion, des représentants avaient échangé sur la question la coopération aux fins de l'application des recommandations issues de l'Examen périodique universel. Un accord préliminaire avait été conclu avec le HCDH concernant, d'une part, la signature d'un mémorandum d'accord entre le Centre national pour les droits de l'homme, le HCDH et le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et, d'autre part, la mise en œuvre d'un projet technique conjoint pour la période 2014-2017.

480. En juin 2013, les troisième et quatrième rapports périodiques de l'Ouzbékistan sur la mise en œuvre de la Convention relative aux droits de l'enfant et ses deux rapports initiaux soumis au titre des Protocoles facultatifs à la Convention avaient été examinés. Le quatrième rapport périodique sur la mise en œuvre de la Convention contre la torture était en cours d'établissement.

481. Le Gouvernement ouzbek avait adopté une résolution spéciale sur l'application des Conventions de l'OIT et un plan national d'action avait été approuvé. Une table ronde avait réuni des représentants du secrétariat de l'OIT, de l'Organisation internationale des employeurs et de la Confédération syndicale internationale, ainsi que des représentants de diverses organisations internationales et ambassades en Ouzbékistan, afin d'étudier les possibilités de coopération technique concernant les engagements internationaux pris en faveur du pays dans le cadre de l'OIT.

482. L'Ouzbékistan avait poursuivi sa coopération dans les domaines de la dimension humaine et des droits de l'homme avec l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE), l'Union européenne et la Commission de Venise.

483. L'Ouzbékistan avait également poursuivi sa réforme du système judiciaire et posé les fondations de son mécanisme national de prévention de la torture.

484. Des activités de grande ampleur avaient été menées pour élaborer le cadre juridique nécessaire à la bonne organisation des dispositifs de prévention de la traite de personnes, notamment des femmes et des enfants.

485. Le système de sélection des juges avait été amélioré, et le pouvoir judiciaire, qui jouissait d'une plus grande indépendance, participait davantage à la conduite des affaires publiques. En outre, le statut social des fonctionnaires de justice était protégé.

486. L'Ouzbékistan avait atteint l'objectif du Millénaire pour le développement lié à l'accès universel à l'éducation. Selon la Banque mondiale, le taux d'alphabétisation du pays (99,7 %) était l'un des plus élevés au monde.

487. Comme suite à une décision du Parlement, des essais d'application du projet de loi sur la transparence des activités des pouvoirs publics avaient été menés en 2013 dans deux régions du pays.

488. Des mesures étaient prises pour améliorer encore les conditions matérielles et techniques permettant aux citoyens et aux organisations de la société civile de participer librement et activement à la résolution des problèmes de développement socioéconomique. En septembre 2013, une conférence internationale avait été organisée à Tachkent à ce sujet. Afin de renforcer le cadre régissant les activités des structures citoyennes autonomes, deux lois révisées ont été adoptées, la première sur les structures autonomes et la seconde sur l'élection de l'*aksakal* (président de la structure) et de ses conseillers.

2. Vues exprimées par des États membres et des États observateurs du Conseil au sujet des textes issus de l'Examen

489. À la séance consacrée à l'adoption des textes issus de l'Examen concernant l'Ouzbékistan, 16 délégations ont fait des déclarations***.

490. L'Équateur a dit que la ratification, par l'Ouzbékistan, de divers instruments internationaux avait contribué à renforcer la promotion et la protection des droits de l'homme. Il s'est félicité que l'Ouzbékistan ait accepté toutes ses recommandations, ainsi que la majorité des recommandations formulées par les autres États. Il a salué les efforts déployés par le pays pour lutter contre la discrimination, quel qu'en soit le motif, et s'est réjoui que celui-ci ait accepté ses recommandations sur le sujet.

491. L'Inde a pris note des mesures que l'Ouzbékistan avait adoptées, notamment dans le cadre de plans nationaux d'action, pour améliorer la situation des droits de l'homme et donner suite aux recommandations formulées par les organes conventionnels. Elle a salué les progrès accomplis dans le domaine des droits des femmes et des enfants grâce à la réforme du système éducatif. Elle a également salué la volonté de l'État de s'acquitter de ses obligations en matière de droits de l'homme, ainsi que sa détermination à continuer de respecter les normes internationales relatives aux droits de l'homme dans sa législation nationale et dans ses pratiques en matière d'application des lois.

492. L'Indonésie a constaté avec satisfaction que la croissance économique ouzbèke était durable, comme en témoignait l'augmentation de 8 % du PIB ces six dernières années, et que cela avait permis au pays d'améliorer le bien-être de sa population dans plusieurs domaines. L'Ouzbékistan avait donné suite à la recommandation qu'elle avait formulée et continué de renforcer le cadre institutionnel de promotion et de protection des droits de l'homme, notamment en rendant pleinement opérationnel le Groupe de travail interministériel chargé de contrôler le traitement et le règlement des plaintes déposées par les citoyens et en envisageant de créer une institution nationale des droits de l'homme indépendante.

493. La République islamique d'Iran s'est félicitée que l'Ouzbékistan ait adopté des plans nationaux et des mesures, notamment des réformes stratégiques, juridiques et judiciaires et des formations et activités d'éducation, afin d'améliorer la situation des droits de l'homme, et que les conditions de vie dans le pays soient meilleures depuis l'augmentation des salaires. Elle s'est réjouie, en particulier, de la réforme du système de santé publique et de l'adhésion du pays aux Protocoles facultatifs à la Convention relative aux droits de l'enfant.

494. Le Kazakhstan a constaté avec satisfaction que l'Ouzbékistan avait accepté ses trois recommandations, à savoir accroître la coopération avec les mécanismes des Nations Unies relatifs aux droits de l'homme concernant les droits des mineurs, encourager la coopération avec les pays voisins s'agissant de la lutte contre l'immigration clandestine et prendre des mesures pour appliquer pleinement les traités internationaux ratifiés. Le Kazakhstan attendait de l'Ouzbékistan qu'il prenne toutes les mesures voulues pour donner suite aux recommandations qu'il avait acceptées.

495. Le Koweït a pris note des mesures que l'Ouzbékistan avait adoptées et qui confirmaient la volonté du pays de répondre favorablement aux demandes du Conseil. Il a aussi noté que l'Ouzbékistan avait soumis des rapports à différents organes conventionnels et qu'il semblait résolu à donner suite aux recommandations acceptées.

*** Les déclarations disponibles des délégations qui n'ont pas été prononcées faute de temps sont publiées sur l'Extranet du Conseil des droits de l'homme, accessible à l'adresse suivante : https://extranet.ohchr.org/sites/hrc/HRCSessions/RegularSessions/24thSession/Pages/Calendar.aspx.

496. La République démocratique populaire lao a noté avec satisfaction que l'Ouzbékistan avait accepté un grand nombre de recommandations et pris les mesures nécessaires à leur application. Elle a félicité l'Ouzbékistan pour les progrès accomplis dans le domaine de la promotion et de la protection des droits de l'homme, les efforts déployés en vue de garantir une protection sociale aux groupes les plus vulnérables et la réalisation de l'objectif du Millénaire pour le développement concernant l'éducation universelle.

497. La Malaisie a salué la détermination, la transparence et l'esprit d'ouverture dont l'Ouzbékistan avait fait preuve. Elle a pris note avec intérêt des informations actualisées et des réponses communiquées par l'État et l'a félicité pour sa volonté continue d'appliquer les recommandations acceptées. Elle a aussi noté avec satisfaction que l'Ouzbékistan avait dûment pris en considération ses recommandations et les avait acceptées.

498. Les Maldives ont salué la volonté de l'Ouzbékistan de renforcer son cadre institutionnel pour la promotion et la protection des droits de l'homme. Elles se réjouissaient de continuer à collaborer avec lui dans le cadre du Conseil sur l'ensemble des questions relatives aux droits de l'homme. Elles espéraient que les progrès accomplis dans l'application des recommandations issues des premier et deuxième cycles de l'Examen continueraient de contribuer à la promotion et à la protection des droits de l'homme dans le pays.

499. Le Maroc a constaté avec satisfaction que l'Ouzbékistan avait engagé des réformes nationales qui visaient à garantir la primauté et le respect du droit et à protéger les droits, les libertés et les intérêts légitimes des citoyens et qui portaient notamment sur le maintien de l'équilibre des pouvoirs, le renforcement du pouvoir législatif, la modification du Code pénal et l'amélioration du système pénitentiaire. Il s'est félicité que 2013 ait été déclarée « Année du bien-être et de la prospérité » et a remercié l'Ouzbékistan d'avoir accepté ses deux recommandations.

500. Le Nigéria s'est réjoui que l'Ouzbékistan ait accepté sa recommandation et l'a félicité pour les efforts qu'il continuait de déployer afin de renforcer l'état de droit et la protection des droits de l'homme et des libertés. Il l'a instamment invité à poursuivre sa coopération avec ses partenaires internationaux et à continuer d'exploiter les progrès considérables accomplis dans le domaine de la protection des droits de l'homme.

501. Oman a salué les mesures que l'Ouzbékistan avait prises pour promouvoir les droits de l'homme et offrir des conditions de vie dignes à son peuple. Il l'a remercié d'avoir accepté ses recommandations, en particulier celles qui l'invitaient à redoubler d'efforts pour assurer des services de santé universels et à promouvoir les droits des personnes handicapées et leur intégration sociale. Il a aussi salué les mesures que le pays avait prises pour atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement.

502. Le Pakistan était sensible au fait que l'Ouzbékistan avait accepté la plupart des recommandations, y compris les siennes. Il s'est félicité du nombre de dispositions prises par le pays, notamment l'adoption d'un plan national d'action pour s'acquitter de ses engagements en matière de droits de l'homme et les mesures législatives en faveur de l'état de droit et du progrès socioéconomique.

503. Les Philippines se sont réjouies que l'exécution des plans nationaux d'action élaborés par l'Ouzbékistan soit garantie, conformément à leur recommandation. Elles ont noté avec satisfaction que l'État s'employait sans relâche à améliorer le niveau de vie de sa population, en particulier des femmes, des enfants et des jeunes. Elles ont estimé que le fait que l'État ait accepté leur recommandation sur l'environnement propice à la promotion et à la protection des droits de l'homme était de bon augure pour sa population.

504. Le Qatar a félicité l'Ouzbékistan d'avoir accepté la plupart des recommandations, en particulier les deux recommandations qu'il avait formulées. Les efforts consentis par l'État pour donner suite aux recommandations, notamment l'adoption récente de lois visant à réaffirmer l'état de droit et la défense des droits de l'homme et des libertés fondamentales, témoignaient de l'importance qu'il attachait à la promotion et à la protection des droits de l'homme.

505. La Fédération de Russie a constaté avec satisfaction que l'Ouzbékistan avait accepté un grand nombre de recommandations, qui portaient sur un large éventail de problèmes auxquels de nombreux États étaient confrontés. Cela prouvait que l'Ouzbékistan était disposé

à renforcer la promotion et la protection des droits de l'homme et les mécanismes en place dans ce domaine.

3. Observations générales faites par d'autres parties prenantes

506. À la séance consacrée à l'adoption des textes issus de l'Examen concernant l'Ouzbékistan, sept autres parties prenantes ont fait des déclarations.

507. Human Rights Watch a constaté avec un profond regret que l'Ouzbékistan avait rejeté la plupart des recommandations les plus pertinentes et les plus urgentes. L'Ouzbékistan avait catégoriquement nié l'existence de prisonniers politiques, alors qu'il en détenait plus d'une dizaine et que des milliers de personnes avaient été condamnées sur la base d'accusations vagues et trop larges. Bon nombre de ceux qui avaient été incarcérés pour des motifs politiques avaient été soumis à la torture. En avril 2013, le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) avait annoncé sa décision de mettre fin aux visites de détenus dans les prisons. Bien connu et avéré, le problème de la torture dans les postes de police et les prisons prouvait qu'il était urgent que l'Ouzbékistan donne réellement suite aux recommandations tendant à ce qu'il autorise immédiatement le CICR à reprendre ses visites, sans ingérence. Human Rights Watch a aussi déploré que l'Ouzbékistan ait rejeté les recommandations relatives à l'envoi d'une invitation permanente aux titulaires de mandat au titre des procédures spéciales et à l'acceptation des demandes de visites en attente de réponse. Pendant plus de dix ans, le pays avait refusé d'enregistrer des organisations locales et indépendantes de défense des droits de l'homme et avait activement harcelé et poursuivi des défenseurs des droits de l'homme et des journalistes indépendants. Il avait aussi fermé de force de nombreux bureaux de médias et d'organisations internationales non gouvernementales, y compris celui de Human Rights Watch, à Tachkent. Le Conseil devrait réagir au bilan catastrophique de l'Ouzbékistan en matière de droits de l'homme et au manque total de coopération de l'intéressé en établissant un mécanisme de suivi qui lui serait consacré.

508. Action Canada pour la population et le développement, au nom de Sexual Rights Initiative, a exhorté l'Ouzbékistan à garantir, dans le cadre de son engagement à mettre fin à la discrimination à l'égard des femmes et des mesures prises pour légiférer sur la violence domestique, l'accès des femmes victimes de violence à des mécanises judiciaires de réparation, à des services d'aide et à des services de santé sexuelle et reproductive, le tout sans aucune forme de préjugé ou de condamnation. Ces lois ne seraient toutefois pas suffisantes si elles n'étaient pas associées à des mesures de protection des droits sexuels et reproductifs des femmes, en particulier leur droit de décider du nombre d'enfants qu'elles veulent avoir et de l'espacement des naissances. D'après certaines informations, les programmes de réduction de la mortalité maternelle parrainés par l'État auraient été utilisés pour stériliser de force des femmes, sans que celles-ci aient pu donner leur consentement éclairé. Action Canada a aussi exhorté l'Ouzbékistan à : revoir immédiatement ses politiques publiques qui portaient atteinte aux droits sexuels et reproductifs des femmes, en particulier ses politiques démographiques coercitives ; mieux faire connaître les méthodes de contraception modernes et sûres et veiller à leur disponibilité, afin que les femmes puissent faire des choix et prendre des décisions en connaissance de cause ; dispenser aux professionnels de santé des formations sur les droits sexuels et reproductifs ; respecter ses engagements au titre de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes en mettant en place des politiques qui protègent les droits sexuels et reproductifs des femmes.

509. L'Association internationale des personnes lesbiennes et gays a dit que l'Ouzbékistan était l'un des derniers pays de l'ex-Union soviétique à continuer de réprimer les relations sexuelles consenties entre hommes. Elle a instamment invité l'Ouzbékistan à accepter les recommandations correspondantes, à abroger l'article 120 du Code pénal, qui érigeait en infraction les relations homosexuelles consenties entre hommes, et à prendre des mesures pour lutter contre la discrimination à l'égard des LGBT. Elle a engagé le pays à libérer les hommes qui avaient été emprisonnés en application de l'article 120 et à abroger l'article en question. Les forces de l'ordre étaient responsables de bon nombre des violations des droits de l'homme subies par les LGBT. L'Association a aussi exhorté l'Ouzbékistan à prendre des mesures pour enquêter sur les actes de violence à l'égard des LGBT, punir les auteurs de ces actes et prévenir de nouvelles violences en les condamnant publiquement.

510. La Fédération internationale des ligues des droits de l'homme a déploré que l'Ouzbékistan ait rejeté les recommandations relatives à la liberté d'expression et d'association, aux défenseurs des droits de l'homme et à la torture. Les graves violations des droits de l'homme s'étaient poursuivies, notamment l'adoption d'une loi oppressive menaçant le personnel des organisations non gouvernementales et le harcèlement des défenseurs des droits de l'homme au moyen de procédures judiciaires, d'arrestations arbitraires et d'une surveillance quotidienne. En juin 2013, Tolekan Ismailova, Directrice kirghize d'une organisation non gouvernementale et Vice-Présidente de la Fédération internationale des ligues des droits de l'homme, s'était vu refuser l'entrée dans le pays et avait été expulsée. Depuis l'Examen précédent, l'Ouzbékistan n'avait pris aucune mesure pour combattre la torture et les mauvais traitements, qui restaient des pratiques courantes lors des enquêtes. La Fédération internationale a également déploré que l'Ouzbékistan ait rejeté les recommandations tendant à ce qu'il aligne sa législation sur les normes internationales. Le CICR avait cessé de rendre visite aux détenus en raison de l'absence de dialogue constructif avec les autorités. La Fédération a exhorté l'Ouzbékistan à libérer les défenseurs des droits de l'homme et les prisonniers politiques emprisonnés, à permettre la création d'organisations non gouvernementales indépendantes et à garantir que les membres de ces organisations et les journalistes puissent jouir de leur droit à la liberté d'expression, de réunion et d'association. Elle l'a aussi exhorté à ratifier des instruments clefs, tels que la Convention contre la torture et le Protocole facultatif s'y rapportant.

511. Amnesty International a profondément regretté que l'État ait rejeté les recommandations tendant à ce qu'il libère les personnes détenues pour des motifs politiques. Au moins huit défenseurs des droits de l'homme déclarés coupables à l'issue de procès inéquitables purgeaient de longues peines d'emprisonnement dans des conditions cruelles, inhumaines et dégradantes. L'Ouzbékistan avait affirmé que certaines des recommandations relatives à la lutte contre la torture avaient déjà été appliquées ou étaient en cours d'application, mais, selon certaines informations, la torture et les mauvais traitements étaient généralisés dans les lieux de détention. Amnesty International a noté avec préoccupation que, sous prétexte de la lutte contre le terrorisme, des personnes soupçonnées d'appartenir à des groupes et mouvements islamiques étaient renvoyées de force et soumises à la détention au secret, à la torture et à d'autres mauvais traitements et purgeaient de longues peines d'emprisonnement prononcées à l'issue de procès inéquitables. L'Ouzbékistan avait, une fois de plus, déclaré que le sujet d'Andijan était « clos », alors qu'il était indispensable qu'une enquête internationale approfondie, indépendante et impartiale soit menée. Amnesty International a regretté que le pays ait rejeté les recommandations concernant le renforcement de ses interactions avec les mécanismes internationaux, y compris les titulaires de mandat au titre des procédures spéciales, au motif qu'elles ne faisaient pas partie de ses obligations au titre des normes internationales en matière de droits de l'homme.

512. Le Mouvement international de la réconciliation a mentionné la recommandation de la Slovaquie relative à l'objection de conscience au service militaire, que l'Ouzbékistan avait citée comme faisant partie des recommandations qu'il considérait comme déjà appliquées ou en cours d'application. Il a dit espérer que par cette réponse, le pays laissait entendre qu'il était en train de réviser sa loi sur l'enrôlement militaire, afin que le service de remplacement soit accessible à d'autres personnes qu'aux membres d'un nombre très limité de groupes religieux enregistrés, et qu'il allait modifier la durée actuelle du service de remplacement, qui était discriminatoire. Le Mouvement international a demandé quelles mesures concrètes l'Ouzbékistan prenait pour protéger les objecteurs de conscience des représailles, et a dit attendre avec intérêt des informations complémentaires sur toutes ces questions.

513. Dans une déclaration conjointe avec le Groupe de travail d'experts, basé à Tachkent, CIVICUS : Alliance mondiale pour la participation citoyenne a indiqué qu'au moins 15 militants de la société civile, dont Azam Turgunov et Dilmurod Saidov − dont la santé s'était gravement détériorée, étaient toujours détenus pour des motifs politiques après avoir été condamnés à de longues peines d'emprisonnement allant de dix à quinze ans. L'Ouzbékistan avait certes autorisé le CICR à accéder librement aux centres de détention et établissements pénitentiaires du pays, mais les autorités pénitentiaires auraient pris pour habitude de transférer les militants emprisonnés dans d'autres établissements avant la visite du CICR, afin d'éviter que l'état de santé des intéressés soit évalué de manière objective. De surcroît, l'Ouzbékistan a continué de persécuter des militants des droits de l'homme,

y compris Turaboy Juraev, un activiste de 75 ans condamné à cinq ans d'emprisonnement sur la base d'accusations fallacieuses d'extorsion et de fraude, et Nadejda Atayeva, condamnée par défaut à sept ans d'emprisonnement pour détournement de fonds. CIVICUS a engagé l'Ouzbékistan à accepter les recommandations sur l'élimination des restrictions injustifiées à la liberté d'association pour les groupes religieux et à y donner suite, étant donné qu'entre 6 000 et 10 000 prisonniers religieux seraient détenus dans le pays. Elle lui a aussi instamment demandé de libérer tous les prisonniers de conscience détenus parce qu'ils avaient exprimé pacifiquement leurs croyances religieuses.

4. Observations finales de l'État ayant fait l'objet de l'Examen

514. La délégation ouzbèke a rappelé que l'État avait accepté 145 recommandations sur les 203 formulées. Celui-ci s'attachait à renforcer sa législation et ses mécanismes institutionnels, notamment les institutions nationales des droits de l'homme, conformément aux Principes de Paris. L'éducation aux droits de l'homme était un autre domaine prioritaire.

515. L'Ouzbékistan avait fait de la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement une priorité et avait déjà atteint les cibles concernant l'éducation, les soins de santé et l'environnement.

516. L'Ouzbékistan avait aussi prêté attention aux questions relatives aux droits de l'enfant, aux droits des femmes et à la lutte contre la traite des personnes. Un plan national d'action serait mis sur pied pour donner suite aux recommandations formulées pendant l'Examen, et les organisations non gouvernementales, les médias et les partenaires internationaux joueraient un rôle actif dans sa mise en œuvre. Ce plan d'action serait donc le point de départ de l'application des 145 recommandations acceptées.

517. L'Ouzbékistan a déclaré que même si tout ne se passait pas toujours bien et qu'il ne serait peut-être pas en mesure de s'acquitter de toutes ses obligations, il ne pouvait accepter les déclarations unilatérales et biaisées de certaines organisations non gouvernementales. Il n'était pas d'accord avec l'utilisation de termes tels que « prisonnier politique » ou « persécution pour des motifs politiques », qui n'apparaissaient pas dans le Code pénal.

518. Concernant l'affirmation selon laquelle le CICR avait été contraint de cesser ses activités, la délégation a dit que le CICR avait bien arrêté ses visites en prison, mais qu'il continuait ses activités dans tous les autres domaines. Le représentant du CICR avait même déclaré que c'était le CICR qui avait pris cette décision, et non l'Ouzbékistan. Le pays avait respecté la décision prise par le CICR et n'en était en rien responsable.

519. On a beaucoup entendu dire que l'Ouzbékistan n'avait pas enregistré d'organisations non gouvernementales depuis plus de dix ans, ce qui n'était pas vrai. À l'indépendance de l'État, 200 organisations non gouvernementales avaient été enregistrées, et elles étaient à présent plus de 6 500. L'État les soutenait dans leurs activités et leur venait en aide financièrement. Human Rights Watch avait été enregistrée après l'indépendance du pays, mais l'organisation avait récemment commencé à enfreindre régulièrement la législation nationale, et l'Ouzbékistan avait donc décidé que si une organisation ne respectait pas la loi et les traditions locales et qu'elle ne travaillait pas de manière constructive, elle ne devrait pas être autorisée à poursuivre ses activités.

520. Ouzbékistan continuerait à améliorer le Code de la famille et d'autres textes législatifs. L'affirmation relative au contrôle de la croissance démographique n'était pas vraie. La population ouzbèke dépassait les 30 millions de personnes, contre 20 millions il y a vingt ans, juste avant l'indépendance, et avait donc enregistré une augmentation de 10 millions.

521. Concernant la torture, la délégation a rappelé que l'État avait soumis son quatrième rapport périodique au Comité contre la torture en octobre 2012 et qu'il mettait sur pied son mécanisme national de prévention. L'Ouzbékistan avait ratifié la Convention contre la torture en 1995. Il importait donc de vérifier les faits avant de critiquer.

522. Concernant la déclaration d'Amnesty International, l'affaire relative aux événements d'Andijan était close. Les autorités avaient mené une enquête indépendante et les responsables de l'application des lois avaient puni les personnes responsables et celles qui avaient pris part aux émeutes.

523. L'Ouzbékistan a une fois de plus remercié toutes les délégations qui avaient pris la parole et a fait part de sa volonté de s'acquitter de ses obligations internationales. Il travaillerait en étroite coopération avec ses partenaires nationaux et internationaux, le HCDH et le PNUD afin de donner suite à toutes les recommandations formulées pendant l'Examen.

Allemagne

524. L'Examen concernant l'Allemagne s'est déroulé le 25 avril 2013, conformément à toutes les dispositions pertinentes des résolutions et décisions applicables du Conseil, sur la base des documents suivants :

a) Le rapport national soumis par l'Allemagne conformément au paragraphe 15 (al. a)) de l'annexe de la résolution 5/1 du Conseil (A/HRC/WG.6/16/DEU/1) ;

b) La compilation établie par le HCDH conformément au paragraphe 5 (al. b)) de l'annexe de la résolution 16/21 (A/HRC/WG.6/16/DEU/2) ;

c) Le résumé établi par le HCDH conformément au paragraphe 5 (al. c)) de l'annexe de la résolution 16/21 du Conseil (A/HRC/WG.6/16/DEU/3).

525. À sa 22e séance, le 19 septembre 2013, le Conseil a examiné et adopté les textes issus de l'Examen concernant l'Allemagne (voir la section C ci-après).

526. Les textes issus de l'Examen concernant l'Allemagne comprennent le rapport du Groupe de travail sur l'Examen périodique universel (A/HRC/24/9), les vues de l'Allemagne sur les recommandations et/ou conclusions, ses engagements volontaires et les réponses qu'elle a apportées, avant l'adoption desdits textes en plénière, aux questions ou points qui n'avaient pas été suffisamment traités au cours du dialogue mené dans le cadre du Groupe de travail (voir également A/HRC/24/9/Add.1).

1. Vues exprimées par l'État ayant fait l'objet de l'Examen au sujet des recommandations et/ou conclusions, de ses engagements volontaires et des textes issus de l'Examen

527. La délégation, conduite par le Représentant permanent de l'Allemagne, Hanns H. Schumacher, a déclaré que le dialogue et la coopération étaient essentiels à la protection et la promotion des droits de l'homme. L'Allemagne faisait de son mieux pour contribuer à cet échange en se mettant à l'écoute de tous ses partenaires, parmi les autorités publiques et la société civile, en allant à leur rencontre et en engageant un dialogue honnête avec eux.

528. L'Allemagne était fermement attachée à l'Examen périodique universel. Dans son rapport national, l'État avait montré comment il avait donné suite aux recommandations acceptées à l'issue du premier Examen le concernant. Il a également donné un aperçu de la manière dont la question des droits de l'homme était examinée en Allemagne.

529. La délégation a remercié l'Institut allemand des droits de l'homme et la société civile allemande pour leurs précieuses contributions et la transparence dont ils avaient fait preuve pendant une audience publique consacrée au projet de rapport national, mais aussi pour avoir accepté de participer à une activité parallèle commune visant à recueillir les premières impressions, immédiatement après l'Examen concernant l'Allemagne, ce qui avait apporté une valeur ajoutée non seulement à l'Examen, mais aussi à la qualité du dialogue engagé avec la société civile.

530. Les 200 recommandations formulées avaient fait l'objet d'un examen approfondi. L'Institut allemand des droits de l'homme et les organisations de la société civile avaient été invités à formuler des observations sur la réponse de l'État à toutes les recommandations et à en débattre. Compte tenu de la limitation du nombre de mots que pouvaient compter les documents, il n'avait pas été possible d'apporter des réponses quant au fond à un grand nombre de recommandations.

531. La lutte contre le racisme était au centre de nombreuses questions et recommandations formulées pendant l'Examen concernant l'État, ce qui avait renforcé la ferme détermination de l'Allemagne à lutter contre le racisme sous toutes ses formes. Un plan d'action national prévoyait un large éventail de mesures à cet effet. L'Allemagne avait pris une série de mesures visant à renforcer la prévention des infractions pénales à caractère raciste, notamment en adoptant des dispositions législatives appropriées. L'Agence fédérale pour

l'instruction civique s'était également mobilisée pour prévenir les attitudes et slogans extrémistes, racistes et xénophobes.

532. L'incitation à la haine fondée sur des motifs nationaux, raciaux, ethniques ou religieux était prise très au sérieux par l'État, qui en poursuivait les auteurs présumés. En vertu du Code pénal, l'attitude raciste de l'auteur d'une infraction pénale pouvait constituer une circonstance aggravante.

533. Le Gouvernement fédéral avait accordé une importance capitale à la lutte contre les infractions pénales à caractère politique commises contre des Sinti, des Roms, des musulmans, des membres de la communauté juive et des Allemands d'origine étrangère. Ces actes criminels étaient enregistrés comme des crimes de haine.

534. La découverte en novembre 2011 de la série de meurtres perpétrés par le Nationalsozialistischer Untergrund (NSU) a profondément choqué la société allemande. Ces crimes de haine n'étaient pas uniquement dirigés contre les victimes, mais ils visaient aussi l'ensemble de la société allemande, en particulier la diversité et la pluralité qui la caractérisaient. La lutte contre l'extrémisme de droite et les crimes de haine était une préoccupation constante qui mobilisait les autorités publiques et la société dans son ensemble. L'objectif du Gouvernement fédéral était de rassembler les initiatives de la société civile et celles prises à tous les niveaux de l'administration publique et de l'élaboration des politiques afin de repérer, prévenir et combattre toutes les manifestations de l'extrémisme de droite et des crimes de haine. Le Gouvernement fédéral avait pris un certain nombre de mesures afin de remédier aux lacunes de l'architecture de la sécurité intérieure allemande en raison desquelles ces crimes n'avaient malheureusement pas pu être détectés pendant plus d'une décennie. Parmi ces mesures, on peut citer la création d'un centre de défense commune contre le terrorisme et l'extrémisme de droite, en décembre 2011, d'un centre de lutte commune contre l'extrémisme et le terrorisme, en novembre 2012 et d'une base de données commune de la police et des services de renseignement sur l'extrémisme de droite.

535. La protection des droits de l'homme des migrants était garantie en Allemagne. Le système juridique garantissait, même aux migrants en situation irrégulière, le droit à l'éducation, aux soins de santé de base et une protection juridique statutaire. Ces dernières années, la situation des enfants de migrants s'était considérablement améliorée. La scolarisation était devenue obligatoire, y compris pour les enfants dont l'expulsion avait été suspendue temporairement et pour les enfants parties à des procédures d'asile. L'Allemagne continuait d'assurer l'égalité des chances et la participation de toutes les personnes issues de l'immigration dans les domaines social, économique et culturel. Pour ce qui est de l'intégration des migrants, des « sommets » de l'intégration avaient été régulièrement organisés par le Gouvernement depuis 2006, et depuis 2007, un plan national d'intégration était mis en œuvre pour favoriser l'intégration de tous les migrants en situation régulière. En janvier 2012, un plan d'action national d'intégration avait permis de fixer des objectifs dans 11 domaines d'action.

536. Si de nombreux progrès avaient été accomplis au cours des dernières décennies en ce qui concerne la réalisation de l'égalité de droits entre hommes et femmes, des difficultés subsistaient néanmoins dans certains aspects de la vie, notamment sur le marché du travail. Le plan d'action national en faveur des droits de l'homme pour la période 2012-2014 visait à créer pour les femmes et les hommes des possibilités de rémunération équitable et à accroître à long terme la proportion de femmes aux postes de direction des entreprises. Il fallait pour ce faire accroître le taux d'emploi global des femmes ainsi que leur emploi à temps plein et promouvoir des possibilités de départ à court terme pour raisons familiales ainsi qu'une meilleure intégration des femmes âgées dans un marché du travail en pleine évolution. Cela exigeait également des efforts spécifiques visant, par exemple, à promouvoir l'égalité salariale, concilier vie professionnelle et vie familiale et favoriser la sécurité de l'emploi et l'emploi assuré.

537. Depuis la ratification de la Convention relative aux droits des personnes handicapées et du Protocole facultatif s'y rapportant, un plan d'action national avait été élaboré, l'objectif étant de faire de l'intégration des personnes handicapées une réalité et d'assurer l'application d'une politique sur le handicap dans les ministères, les États fédérés (Länder) et les collectivités, ainsi que dans les institutions et les entreprises. Un nouveau rapport sur

l'intégration avait mis en avant la nécessité de recueillir davantage de données empiriques et de se pencher, d'une part, sur les facteurs qui limitaient la participation à la société et, d'autre part, sur ceux qui favorisaient une vie autonome et épanouie. Le Gouvernement s'était fixé pour objectif de continuer de développer le plan d'action pour qu'il serve de fondement à long terme à sa politique sur le handicap. Des études en cours devaient permettre de recenser les lacunes qui subsistaient dans le contenu et les mesures du plan d'action actuel.

2. Vues exprimées par des États membres et des États observateurs du Conseil au sujet des textes issus de l'Examen

538. À la séance consacrée à l'adoption des textes issus de l'Examen concernant l'Allemagne, 13 délégations ont fait des déclarations***.

539. L'Indonésie a félicité l'Allemagne d'avoir accepté la majorité des recommandations formulées à son intention. Dans le cadre de ses efforts visant à promouvoir et à protéger les droits de l'homme, l'Allemagne s'était heurtée à de nombreux obstacles liés au multiculturalisme de la société allemande. La diversité culturelle était une réalité incontournable qui devait être célébrée et protégée. L'Indonésie a accueilli avec satisfaction l'engagement de l'État à lutter contre le racisme, la discrimination, la xénophobie et l'antisémitisme et à promouvoir l'égalité des chances pour les personnes issues de l'immigration. Elle a espéré que les efforts déployés dans ce domaine seraient renforcés grâce à l'application des recommandations acceptées par l'État.

540. La République islamique d'Iran a exprimé l'espoir que les recommandations formulées dans le cadre de l'Examen périodique universel seraient pleinement mises en œuvre. Elle a exhorté l'Allemagne à redoubler d'efforts pour remédier à des problèmes, tels que la discrimination à l'égard des minorités ethniques, des migrants et des réfugiés, l'usage de la force et les mauvais traitements infligés aux mineurs et aux étrangers dans les prisons, les hôpitaux psychiatriques et les centres de détention et la protection des enfants victimes de la traite.

541. Les Maldives se sont félicitées que l'Allemagne ait accepté les deux recommandations qu'elles avaient formulées pendant la session du Groupe de travail au sujet de l'intégration dans le Code pénal de dispositions spécifiques visant à ériger en infraction la torture et à sensibiliser le grand public à la loi générale relative à l'égalité de traitement (2006).

542. Le Maroc a salué l'esprit d'ouverture et l'approche constructive dont avait fait preuve l'Allemagne tout au long de l'examen de son deuxième rapport national. Il l'a également félicitée de l'intérêt qu'elle avait porté aux questions relatives aux migrants, en particulier à leur intégration dans la société allemande. Le Maroc a relevé avec satisfaction les efforts déployés pour engager un dialogue ouvert avec la communauté musulmane et a salué toutes les mesures prises pour lutter contre les pratiques discriminatoires fondées sur la religion. Il a constaté que l'Allemagne avait accepté un grand nombre de recommandations.

543. Le Nigéria a pris note des nombreux engagements pris volontairement par l'Allemagne, et du fait qu'elle avait accepté la plupart des recommandations. Il était particulièrement heureux de constater que l'Allemagne avait publiquement pris position contre le racisme et pour les droits des travailleurs migrants. Il l'a exhortée à maintenir son engagement à s'acquitter des obligations qui lui incombaient en vertu des instruments internationaux pertinents relatifs aux droits de l'homme.

544. Les Philippines ont déclaré que, même si l'Allemagne n'avait pas accepté leur recommandation d'envisager la ratification de la Convention internationale sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille, ils continueraient de nouer un dialogue constructif avec elle aux fins de la protection des migrants, y compris des travailleurs migrants. Les Philippines ont noté avec satisfaction que l'Allemagne avait accepté, bien qu'en partie seulement, leur recommandation de reconsidérer sa décision d'appliquer des sanctions pénales aux migrants en situation irrégulière.

*** Les déclarations disponibles des délégations qui n'ont pas été prononcées faute de temps sont publiées sur l'Extranet du Conseil des droits de l'homme, accessible à l'adresse suivante : https://extranet.ohchr.org/sites/hrc/HRCSessions/RegularSessions/24thSession/Pages/Calendar.aspx.

545. La Fédération de Russie a constaté avec satisfaction que l'Allemagne avait accepté la plupart des recommandations reçues, dont celles qu'elle lui avait elle-même adressées, ce qui témoignait de sa volonté d'améliorer la situation des droits de l'homme. La Fédération de Russie a noté que la recommandation concernant le retrait des réserves aux instruments relatifs aux droits de l'homme, en particulier au Pacte international relatif aux droits civils et politiques, avait été acceptée en principe. À cet égard, la Fédération a une nouvelle fois prié l'Allemagne, ainsi que la société civile, d'étudier attentivement cette recommandation et de revoir son approche concernant les réserves.

546. L'Afrique du Sud s'est félicitée que l'État ait accepté les recommandations relatives aux infractions à caractère raciste et l'a exhorté à poursuivre son action contre le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée. Le grand nombre de recommandations acceptées par l'Allemagne avait renforcé l'engagement de celle-ci en faveur de l'Examen périodique universel. L'Afrique du Sud a pris note du rôle de chef de file que jouait l'État en ce qui concernait les problèmes liés à l'eau potable et à l'assainissement dans le cadre des travaux du Conseil des droits de l'homme et l'a encouragé à veiller à ce que tous les efforts déployés à cet égard visent à assurer la promotion, la protection et la réalisation du droit de l'homme à l'eau potable et à l'assainissement.

547. L'État de Palestine a félicité l'Allemagne d'avoir participé de façon dynamique à l'Examen. Il l'a félicitée d'avoir accepté la plupart des recommandations et a souligné que certaines d'entre elles avaient déjà été mises en œuvre. Il a également pris note des mesures prises par l'Allemagne aux fins de la promotion et de la protection des droits de l'homme, notamment celles relatives à la discrimination, aux femmes et aux migrants.

548. Le Togo a relevé avec satisfaction l'attachement de l'État aux principes universels des droits de l'homme, dont témoignait la ratification des instruments internationaux relatifs à ces droits. Il a remercié l'Allemagne d'avoir accepté la majorité des recommandations, y compris les siennes. Le Togo a salué la volonté de l'Allemagne de poursuivre l'application des recommandations et lui a adressé tous ses vœux de succès.

549. Le Viet Nam a constaté que l'Allemagne restait résolument déterminée à donner suite à un grand nombre de recommandations, notamment sa recommandation concernant le renforcement de l'égalité sociale et du système de protection sociale des personnes en difficulté, des migrants, des personnes âgées, des femmes et des enfants. L'Allemagne avait montré qu'elle était un membre actif, constructif et responsable du Conseil des droits de l'homme.

550. L'Algérie a noté que l'Allemagne avait accepté la plupart des recommandations qu'elle avait reçues et s'est félicitée qu'elle ait accepté les recommandations invitant les autorités à adopter une stratégie globale de lutte contre toutes les formes de discrimination. Cette stratégie contribuerait à la lutte contre la discrimination, y compris l'islamophobie. L'Algérie a néanmoins constaté que l'Allemagne n'avait pas accepté la recommandation relative à la ratification de la Convention internationale sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille. Elle a espéré que les mesures prises à l'égard des travailleurs migrants permettraient de garantir le respect des droits de cette catégorie vulnérable de la population.

551. L'Azerbaïdjan a déploré que l'Allemagne ait rejeté les recommandations relatives à la mise en place d'un mécanisme de plaintes chargé d'enquêter sur les mauvais traitements et l'usage excessif de la force par des agents de police et des membres des forces de l'ordre. Il s'est dit préoccupé par l'augmentation constante du nombre de mouvements de droite, dont les groupes néonazis, et de leurs membres et par l'absence de réaction appropriée de la part des pouvoirs publics face aux manifestations de racisme qui étaient le fait de ces mouvements. Il regrettait également que l'Allemagne ait été victime d'attitudes inadmissibles envers l'Islam et les musulmans. Ayant écouté avec attention la déclaration de la délégation allemande sur le racisme, l'Azerbaïdjan a engagé l'État à donner suite à sa déclaration par des mesures réelles, pratiques et concrètes.

3. Observations générales faites par d'autres parties prenantes

552. À la séance consacrée à l'adoption des textes issus de l'Examen concernant l'Allemagne, 10 autres parties prenantes ont fait des déclarations.

553. L'Institut allemand des droits de l'homme s'est dit déçu que le Gouvernement n'ait pas respecté la promesse qu'il avait faite au Groupe de travail de réexaminer les difficultés qu'il éprouvait à lutter efficacement contre le racisme, et qu'il se soit contenté de mentionner son plan d'action national contre le racisme de 2008, laissant de côté les recommandations formulées par le Parlement à la suite d'une enquête mettant en cause la police, qui s'était abstenue d'enquêter sur une série de meurtres racistes. Il a invité le Gouvernement à s'engager à donner suite à ces recommandations et a déploré que les recommandations préconisant la réalisation d'enquêtes indépendantes et efficaces sur les allégations de violences policières aient été rejetées. L'Institut s'est dit préoccupé par la déclaration dans laquelle le Gouvernement avait fait savoir que certains instruments relatifs aux droits de l'homme ne seraient ratifiés qu'une fois que les organes conventionnels auraient fait part de leurs décisions, une telle approche étant susceptible d'affaiblir le système international de protection des droits de l'homme. De même, le fait que l'État ait rejeté certaines recommandations au motif qu'elles traitaient de questions relevant de la compétence des États fédérés (Länder) pouvait effectivement soustraire à l'Examen périodique universel certaines questions relatives aux droits de l'homme. Si elle était acceptée, l'explication fournie par le Gouvernement au sujet de la non-ratification de certains instruments relatifs aux droits de l'homme en raison de leur incompatibilité avec le droit national pouvait compromettre les progrès mondiaux en matière de protection des droits de l'homme. Le Gouvernement devrait déterminer quelles étaient exactement les mesures à prendre pour donner suite aux recommandations acceptées et mettre en place un mécanisme national de haut niveau pour en assurer la coordination.

554. L'Institut caritatif pour la protection des victimes sociales a déclaré que la torture n'était pas expressément interdite par la Constitution allemande. Les cas de mauvais traitements et de recours excessif à la force par des agents de police ne faisaient pas toujours l'objet d'une enquête rapide, impartiale, indépendante, adéquate ou efficace. L'Institut a prié instamment l'Allemagne de prévenir les actes susceptibles d'entraîner la stigmatisation des migrants, des demandeurs d'asile et de groupes ethniques ou religieux, en reconnaissant explicitement la contribution positive de ces derniers et de veiller à ce que le principe de « l'intérêt supérieur » soit pris en considération dans toute décision concernant des enfants demandant l'asile.

555. Franciscans International et VIVAT International ont félicité l'Allemagne d'avoir ratifié la Convention du Conseil de l'Europe sur la lutte contre la traite des êtres humains et ont noté avec satisfaction qu'elle avait accepté les recommandations issues de l'Examen concernant la protection des victimes de la traite. Ils ont pris note de l'adoption de la loi régissant le statut juridique des prostituées, tout en faisant remarquer que les conditions de travail des prostituées restaient déplorables. Ils ont formulé des recommandations, notamment sur les mesures à prendre pour protéger en bonne et due forme les victimes de la traite.

556. S'exprimant au nom de la Coalition nationale pour la mise en œuvre de la Convention des droits de l'enfant en Allemagne, Save the Children a déclaré qu'en acceptant la recommandation 124.28, l'Allemagne avait fait savoir que toutes les règles juridiques et leur application étaient déjà conformes aux normes internationales. Il n'en allait pas de même pour ce qui était de la rétention des mineurs en attente d'expulsion. L'organisation a noté avec satisfaction que les recommandations 124.116 et 124.193 avaient été acceptées et a pris acte de la réponse du Gouvernement selon laquelle une attention particulière était accordée à l'amélioration des possibilités d'éducation pour les enfants issus de l'immigration dans le cadre de la politique d'éducation. Dans la pratique, l'accent mis sur ce point ne concernait pas les mineurs non accompagnés et seuls en Allemagne.

557. Amnesty International a salué les progrès accomplis par l'État en matière de consultation des membres de la société civile et a espéré voir des changements importants dans l'évaluation des problèmes relatifs aux droits de l'homme. Elle ne partageait pas l'avis du Gouvernement selon lequel bon nombre de recommandations acceptées avaient déjà été mises en œuvre. D'importantes lacunes relevées dans le droit pénal empêchaient d'enquêter sur les cas de disparitions forcées et d'en poursuivre les auteurs. La non-ratification du Protocole facultatif se rapportant au Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels compromettait le rôle pionnier joué par l'Allemagne dans les initiatives

relatives au droit à l'eau, à l'assainissement et à un logement décent. Amnesty International demeurait préoccupée par l'insuffisance des procédures concernant les demandeurs d'asile les plus vulnérables dans un certain nombre d'États fédérés et a regretté que les recommandations relatives à la prévention des mauvais traitements commis par la police aient été rejetées.

558. L'Institut d'études et de recherches sur la condition de la femme s'est dit préoccupé par l'absence de dispositions du droit pénal érigeant dûment en infraction les actes de torture et par le fait que les migrantes, les réfugiées et les femmes appartenant à des minorités pouvaient être victimes de nombreuses formes de discrimination. Le choix de l'école dépendait de plus en plus souvent de l'origine sociale et ethnique de l'enfant concerné et l'éducation ségréguée était en hausse. Les élèves des classes composées en grande partie de migrants étaient souvent fortement défavorisés en termes de conditions d'apprentissage et de travail. L'Institut a engagé vivement l'État à prévenir et réprimer la traite des êtres humains et à fournir des voies de recours aux victimes.

559. S'exprimant au nom de l'Alliance allemande pour la Convention relative aux droits des personnes handicapées (German CRPD Alliance), le Forum européen des personnes handicapées a noté avec satisfaction que l'État avait accepté six recommandations concernant la Convention relative aux droits des personnes handicapées et a prié l'Allemagne de les concrétiser. Il ne suffisait pas que le Gouvernement fasse référence à la Convention dans la loi sur le droit des personnes handicapées à l'égalité des chances. Les organismes privés qui offraient au public des installations et des services devaient prendre en compte tous les aspects de l'accessibilité par les personnes handicapées.

560. La Commission des Églises pour les affaires internationales du Conseil œcuménique des Églises et le Forum allemand des droits de l'homme ont déclaré conjointement que, bien que l'Allemagne ait accepté la plupart des 200 recommandations formulées, des questions fondamentales relatives notamment à la migration, aux demandeurs d'asile, à la discrimination, au racisme dans les institutions publiques et à la pauvreté n'avaient pas été suffisamment traitées. Le Gouvernement pourrait améliorer son action. Ils n'adhéraient pas aux raisons invoquées par l'État pour justifier la non-ratification de la Convention internationale sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille. Si les droits de l'homme des migrants « en situation irrégulière » étaient incompatibles avec le droit allemand, le problème était de toute évidence lié à la législation allemande.

561. Südwind s'est félicité que l'État ait accepté les recommandations relatives à l'amélioration de la situation des demandeurs d'asile et des réfugiés. Il était nécessaire d'offrir un traitement psychologique spécial, en particulier aux demandeurs d'asile et aux réfugiés qui avaient vécu des événements extrêmement traumatisants. Les demandeurs d'asile n'avaient pas la possibilité d'apprendre l'allemand ni d'étudier et n'étaient pas non plus autorisés à travailler, ce qui favorisait l'apparition de problèmes psychologiques et avait poussé un grand nombre de personnes à commettre des tentatives de suicide.

562. Canners International Permanent Committee a dit que l'Allemagne était résolument déterminée à apporter la paix dans le monde, qu'elle respectait les valeurs de la démocratie, du développement et de la liberté et qu'elle était pionnière dans le projet d'intégration européenne. Le modèle démocratique allemand pouvait servir d'exemple à l'échelle mondiale. L'Allemagne était presque exempte de corruption. Le pouvoir judiciaire était indépendant et l'état de droit respecté. La liberté d'expression était protégée par la Constitution et les lois fondamentales, qui empêchaient l'utilisation abusive du droit à la liberté d'expression.

4. Observations finales de l'État ayant fait l'objet de l'Examen

563. La délégation de l'État objet de l'Examen a remercié tous les collègues et les membres de la société civile pour leurs observations, positives ou critiques, qui seraient prises très au sérieux.

564. La question du racisme faisait l'objet d'une très grande attention en Allemagne ; les recommandations issues de l'enquête parlementaire ne passeraient pas inaperçues.

565. La demande de l'Institut allemand des droits de l'homme concernant la mise en place d'un mécanisme national chargé d'appliquer les recommandations, avec la participation de la société civile, serait soumise à Berlin.

566. La délégation a demandé la suppression de la mention de la recommandation 124.119 à la quatrième page du document A/HRC/24/9/Add.1. De même, les recommandations enregistrées comme « acceptées en principe » avaient été « acceptées », étant entendu qu'elles seraient mises en œuvre une fois que certaines conditions préalables, qui ne dépendaient pas entièrement de l'Allemagne, auraient été remplies.

Djibouti

567. L'Examen concernant Djibouti s'est déroulé le 25 avril 2013, conformément à toutes les dispositions pertinentes des résolutions et décisions applicables du Conseil des droits de l'homme, sur la base des documents suivants :

a) Le rapport national soumis par Djibouti conformément au paragraphe 5 (al. a)) de l'annexe de la résolution 16/21 du Conseil (A/HRC/WG.6/16/DJI/1) ;

b) La compilation établie par le HCDH conformément au paragraphe 5 (al. b)) de l'annexe de la résolution 16/21 (A/HRC/WG.6/16/DJI/2) ;

c) Le résumé établi par le HCDH conformément au paragraphe 5 (al. c)) de l'annexe de la résolution 16/21 (A/HRC/WG.6/16/DJI/3).

568. À sa 22e séance, le 19 septembre 2013, le Conseil a examiné et adopté les textes issus de l'Examen concernant Djibouti (voir la section C ci-après).

569. Les textes issus de l'Examen concernant Djibouti comprennent le rapport du Groupe de travail sur l'Examen périodique universel (A/HRC/24/10), les vues de Djibouti sur les recommandations et/ou conclusions, ses engagements volontaires et les réponses qu'il a apportées, avant l'adoption desdits textes en plénière, aux questions ou points qui n'avaient pas été suffisamment traités au cours du dialogue mené dans le cadre du Groupe de travail.

1. Vues exprimées par l'État ayant fait l'objet de l'Examen au sujet des recommandations et/ou conclusions, de ses engagements volontaires et des textes issus de l'Examen

570. Le Représentant permanent de Djibouti auprès de l'ONU a remercié tous les États qui avaient contribué à l'Examen.

571. Djibouti s'était engagé à remédier aux retards pris dans la présentation de ses rapports aux organes conventionnels et avait renouvelé son accord de coopération avec le bureau régional du HCDH. Djibouti soumettrait son rapport initial au Comité des droits de l'homme les 15 et 16 octobre 2013, à la 109e session de ce dernier.

572. La majorité parlementaire issue des élections du 22 février 2013 entendait entamer un dialogue avec les membres de la coalition d'opposition en vue de pouvoir collaborer à l'enracinement du processus démocratique et à la construction d'une nation forte.

573. Depuis son premier Examen en février 2009, Djibouti avait engagé diverses réformes et politiques pour montrer clairement sa détermination à œuvrer au quotidien à la promotion et à la protection des droits de l'homme. Les autorités avaient élaboré une nouvelle loi sur l'instauration d'un système d'assurance maladie universelle destiné à protéger la population contre les risques financiers liés à la maladie et à la maternité, basé sur les principes de solidarité, d'équité et de cohésion sociale. En coopération avec des entités des Nations Unies, Djibouti avait lancé un atelier de formation et de sensibilisation visant à amener les communautés d'oulémas du pays à participer activement à la lutte contre les mutilations génitales féminines.

574. En ce qui concernait les recommandations issues du précédent Examen et non appliquées, Djibouti les avait regroupées en trois grandes catégories : les modifications du Code de la famille visant à prévenir la discrimination à l'égard des femmes, les invitations aux titulaires de mandat au titre des procédures spéciales et le cadre législatif devant garantir la liberté d'expression.

575. Un petit comité constitué par le Ministère de la justice étudiait le Code de la famille en vue d'engager les réformes nécessaires.

576. S'agissant des recommandations concernant les invitations permanentes aux titulaires de mandat au titre des procédures spéciales, Djibouti enverrait de telles invitations en fonction des priorités qu'il s'était données.

577. Quant à l'instauration d'un cadre législatif garantissant la liberté d'expression et la création d'organes médiatiques privés, la Constitution de 1992 offrait elle-même un cadre favorable aux libertés fondamentales, y compris la liberté d'information, tout comme la loi sur la liberté de la presse et de la communication et l'organisme de réglementation qui était en train d'être créé en application de cette loi.

578. En ce qui concernait la révision recommandée des dispositions du Code pénal relatives à la diffamation, Djibouti était favorable à l'idée d'étudier la question, mais n'avait pas pu s'y consacrer à ce stade.

579. Djibouti envisageait la possibilité de ratifier la Convention sur l'apatridie, comme recommandé, mais le dialogue sur la question était toujours en cours.

580. Concernant les instruments internationaux que Djibouti n'avait pas encore ratifiés, un comité interministériel chargé des activités relatives à la protection et à la promotion des droits de l'homme étudiait déjà les moyens d'harmoniser les lois de ratification.

581. Les libertés fondamentales, telles que la liberté d'expression et la liberté de réunion, étaient garanties par la Constitution de Djibouti. Les recommandations à ce sujet constituaient une raison supplémentaire de poursuivre les efforts visant à renforcer l'exercice et la protection des libertés fondamentales.

582. En matière d'égalité d'accès aux tribunaux et d'égalité devant la loi, Djibouti s'employait à ouvrir des tribunaux de première instance dans différentes régions pour permettre aux populations d'avoir un accès plus direct à la justice. Le Ministère de la justice organisait dans les zones rurales des séances ayant le même objectif.

583. Djibouti avait réorganisé son système d'aide juridictionnelle afin d'exempter les personnes à faible revenu du paiement des frais de justice, y compris ceux liés aux tribunaux, aux actes, aux expertises et aux avocats. Un décret récemment adopté octroierait des droits égaux à tous les individus dans l'exercice de la justice.

584. Djibouti avait récemment adopté d'importantes mesures législatives et réglementaires visant à lutter plus efficacement contre la discrimination à l'égard des femmes, et un accent particulier avait été mis sur la sensibilisation et l'intégration des questions de genre dans les politiques sectorielles.

585. Lors de la présentation du rapport national au Groupe de travail en avril 2013, Djibouti était représenté par la Ministre de la promotion des femmes et le Ministre de la justice, un choix qui montrait clairement que le développement politique, social et économique du pays se poursuivrait sur la base de la parité.

586. La politique proactive du pays allait dans le sens des recommandations issues de l'Examen relatives à la discrimination à l'égard des femmes et à l'accès à l'éducation et aux services de santé. Avec l'appui du Ministère de l'éducation, l'Union nationale des femmes de Djibouti et le Ministère de la promotion des femmes avaient mis en place des programmes d'alphabétisation pour les femmes et les filles qui n'avaient jamais été scolarisées ou qui ne l'étaient plus. Ces programmes avaient permis d'améliorer les compétences en lecture et en écriture de 34 000 femmes.

587. Le Gouvernement avait mené des campagnes à grande échelle et s'efforçait d'adopter des stratégies destinées à promouvoir la scolarisation des filles et à encourager ces dernières à rester à l'école.

588. Un service des questions de genre avait été créé au Ministère de l'éducation nationale et chargé de mettre en œuvre les politiques dans ce domaine et d'en mesurer et suivre l'évolution. Concernant la santé des femmes et des enfants, le Gouvernement s'employait à adopter une approche intégrée de la santé des collectivités, fondée sur la protection de l'environnement, le renforcement du rôle des femmes et des jeunes et la généralisation des

programmes d'éducation sanitaire, afin de renforcer l'accès à de meilleurs services de santé. Le Ministère de la santé avait mis en place divers programmes visant à améliorer la santé reproductive des femmes, afin de réduire la morbidité et la mortalité maternelles.

589. Les programmes susmentionnés s'accompagnaient de campagnes de sensibilisation destinées à institutionnaliser la lutte contre les pratiques traditionnelles nuisant à la santé des femmes et des collectivités. Ces initiatives avaient rendu les consultations prénatales plus systématiques : plus de 80 % des naissances en 2010 avaient été précédées de telles consultations. Afin d'améliorer les résultats dans ce domaine, un fonds mutuel pour la santé avait été créé dans six localités en 2008. En 2009, le mécanisme avait été étendu à 14 sites supplémentaires et, en 2010, le fonds était disponible dans 33 sites supplémentaires.

590. Djibouti a conclu en réaffirmant son attachement à l'Examen périodique universel et en disant espérer pouvoir compter sur la coopération internationale pour appliquer les recommandations qu'il avait acceptées. Il était convaincu que les droits de l'homme étaient un facteur de cohésion, de stabilité et de paix sociale.

2. Vues exprimées par des États membres et des États observateurs du Conseil au sujet des textes issus de l'Examen

591. A la séance consacrée à l'adoption des textes issus de l'Examen concernant Djibouti, 24 délégations ont fait des déclarations***.

592. Le Togo a salué les progrès réalisés par Djibouti en matière de présentation des rapports aux organes conventionnels et d'accès à la justice. Il s'est félicité que Djibouti ait accepté sa recommandation l'engageant à redoubler d'efforts pour prévenir, combattre et sanctionner les violences faites aux femmes et aux enfants et à lutter contre les pratiques traditionnelles préjudiciables aux femmes, notamment dans les zones rurales. Le Togo a encouragé Djibouti à continuer d'appliquer les recommandations acceptées et a invité la communauté internationale à l'y aider.

593. Les Émirats arabes unis ont émis l'espoir que Djibouti s'efforcerait de protéger les droits de l'homme et prendrait des mesures de réforme législative et institutionnelle, en fonction des besoins nationaux, afin de préserver la dignité humaine et la justice et d'assurer l'égalité entre les citoyens. Ils ont salué le sens des responsabilités de l'État, qui l'avait amené à adopter toutes les recommandations et à prendre des engagements. Convaincus que Djibouti établirait les principes de l'état de droit et de la bonne gouvernance, ils l'ont encouragé à poursuivre sur cette voie.

594. La République bolivarienne du Venezuela a complimenté Djibouti pour son ouverture et sa participation constructive, car il avait fourni toutes les informations demandées au cours du processus et donné des réponses concrètes aux questions posées. Elle a souligné les efforts que l'État avait déployés dans le domaine des droits sociaux. Il avait fait des progrès considérables, notamment dans l'instauration d'une couverture sanitaire universelle et la protection de la santé des personnes appartenant aux groupes les plus défavorisés. La République bolivarienne du Venezuela a insisté sur le fait que Djibouti s'était efforcé de promouvoir et de protéger les droits de l'homme en dépit des difficultés économiques, et a félicité le Gouvernement pour sa détermination et son attachement à la réalisation de ses objectifs.

595. Le Viet Nam a noté que Djibouti avait accepté un grand nombre de recommandations, dont celle qu'il lui avait adressée au sujet de l'intensification de la lutte contre la pauvreté, de l'amélioration de l'accès à l'éducation et de l'élimination des inégalités de genre dans ce domaine. Le Viet Nam a constaté qu'il était nécessaire de renforcer encore les efforts consentis et les progrès réalisés en matière de promotion et de protection des droits de l'homme. Il a réaffirmé qu'il espérait que Djibouti prendrait des mesures concrètes pour donner suite aux conclusions du deuxième Examen le concernant.

*** Les déclarations disponibles des délégations qui n'ont pas été prononcées faute de temps sont publiées sur l'Extranet du Conseil des droits de l'homme, accessible à l'adresse suivante : https://extranet.ohchr.org/sites/hrc/HRCSessions/RegularSessions/24thSession/Pages/Calendar.aspx.

596. Le Yémen a pris note des avancées réalisées par Djibouti dans le domaine des droits de l'homme. Il a complimenté l'État pour les mesures qu'il avait prises en vue de promouvoir et de protéger les droits de l'homme. Le Yémen a félicité Djibouti d'avoir apporté des modifications à sa Constitution, promulgué des lois relatives aux droits et libertés fondamentaux, adopté un plan d'action stratégique pour l'enfance et adhéré à un grand nombre de conventions internationales. Il a encouragé le Gouvernement à continuer sur cette voie.

597. L'Algérie a accueilli avec satisfaction les engagements que Djibouti avait pris dans le cadre du deuxième Examen le concernant. Elle a apprécié l'ouverture et la coopération dont l'État avait fait preuve pendant le processus, et le fait qu'il avait accepté les deux recommandations qu'elle avait faites, qui portaient sur le renforcement des programmes de promotion et de protection des droits de l'enfant et des programmes de santé publique axés sur la réduction de la mortalité maternelle et infantile. L'Algérie a souligné que les deux catégories de programmes auraient des effets positifs sur la promotion et la protection des droits de l'homme dans le pays.

598. Le Bénin a félicité Djibouti pour le deuxième Examen le concernant. Il a noté avec satisfaction que Djibouti avait entrepris diverses réformes sur le plan normatif et ratifié plusieurs instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme, notamment dans les domaines de l'éducation, de la santé, du logement, de l'assainissement et de la promotion des femmes. Le Bénin a encouragé Djibouti à poursuivre ses réformes et invité la communauté internationale à l'y aider.

599. Le Botswana a félicité Djibouti d'avoir accepté la plupart des recommandations, ce qui montrait que l'État était attaché à l'Examen périodique universel et à la promotion et à la protection des droits de l'homme. Le Botswana a noté avec satisfaction les efforts que Djibouti avait faits pour lutter contre la pauvreté et les difficultés économiques. Il a recommandé au Conseil d'adopter le rapport sur Djibouti et a souhaité à l'État plein succès dans l'application des recommandations acceptées.

600. La Chine a apprécié la participation active et constructive de Djibouti à l'Examen périodique universel et salué sa décision d'accepter la plupart des recommandations. Elle a remercié Djibouti d'avoir accepté les recommandations qu'elles lui avait adressées et de s'être engagé à accroître l'investissement dans l'éducation et à promouvoir des changements dans les pratiques traditionnelles et les stéréotypes concernant les femmes afin de mieux protéger leur intégrité physique et psychologique. La Chine a souhaité à Djibouti plein succès dans son développement économique et social durable et dans son action en faveur des droits de l'homme.

601. La Côte d'Ivoire a noté avec satisfaction que Djibouti avait souscrit à un grand nombre des recommandations formulées. Elle l'a encouragé à prendre les mesures nécessaires pour renforcer la promotion et la protection des droits de l'homme et des droits des femmes et des enfants, et à poursuivre sa lutte contre la pauvreté. Elle a une nouvelle fois demandé à la communauté internationale de continuer d'apporter à Djibouti l'assistance technique, matérielle et financière dont il avait besoin pour appliquer les recommandations acceptées.

602. Cuba a félicité Djibouti pour les progrès qu'il avait accomplis dans les domaines de la réduction de la pauvreté et du chômage, de l'autonomisation des femmes et du droit à l'alimentation, et pour les mesures qu'il avait prises en matière de santé. La délégation cubaine a constaté avec satisfaction que l'État avait accepté la plupart des recommandations qui lui avaient été adressées, notamment par elle-même. Elle a exhorté Djibouti à continuer d'appliquer des mesures contribuant à la promotion et à la protection des droits de l'homme et lui a souhaité plein succès dans la réalisation de ses plans de développement social et économique.

603. L'Éthiopie a salué l'attachement de Djibouti s'agissant de poursuivre l'application des recommandations acceptées lors du premier cycle de l'Examen et de celles acceptées dans le cadre du deuxième cycle. Elle a pris note avec satisfaction de la décision de Djibouti d'accepter un grand nombre de recommandations, notamment celles l'invitant à ratifier tous les instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme, à réviser les lois nationales afin de les mettre en conformité avec les obligations internationales de l'État, et à renforcer le cadre institutionnel en matière de promotion et de protection des droits de l'homme afin d'accroître

la capacité des institutions nationales des droits de l'homme. L'Éthiopie a souhaité plein succès à Djibouti dans ses initiatives visant à appliquer les recommandations acceptées.

604. Le Gabon a apprécié la coopération de Djibouti avec les mécanismes internationaux de promotion et de protection des droits de l'homme. Il a soutenu les mesures que l'État avait prises pour promouvoir l'exercice de libertés fondamentales telles que le droit à la vie, le droit à un procès équitable, la liberté d'expression, le droit au travail, le droit au logement et le droit à l'éducation. Le Gabon a noté avec satisfaction que Djibouti avait également aboli la peine de mort et il lui a recommandé d'engager les réformes nécessaires à l'amélioration des conditions de vie des personnes détenues.

605. Le Koweït a apprécié les efforts véritables que Djibouti avait déployés pour promouvoir les droits de l'homme, en particulier dans le domaine des droits des femmes, des droits de l'enfant et du droit à l'éducation. Il a pris note avec satisfaction de l'adoption d'une loi organique modifiant la loi électorale de 1992. Le nombre de juges avait été augmenté et les tribunaux réorganisés. Le Koweït a salué les efforts que Djibouti avait faits en coopération avec l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime. Il l'a félicité d'avoir accepté ses recommandations l'invitant à poursuivre les efforts en faveur de l'éducation de base et de l'égalité des chances.

606. La Malaisie a apprécié l'engagement, la transparence et la participation constructive de Djibouti dans le cadre de l'Examen périodique universel. Elle a accueilli favorablement les informations à jour et les réponses fournies par Djibouti et a complimenté l'État pour sa détermination continue à appliquer les recommandations qu'il avait acceptées. La Malaisie a également constaté avec satisfaction que Djibouti avait accepté toutes ses recommandations. Elle lui a souhaité plein succès dans l'application des recommandations acceptées.

607. Les Maldives se sont réjouies que leurs recommandations aient emporté l'adhésion de Djibouti. Elles ont félicité l'État pour son action en matière de soins de santé, de réduction du taux de mortalité infanto-juvénile et de lutte contre d'autres problèmes de santé. Elles ont également pris note des efforts entrepris pour promouvoir le droit à l'éducation et mettre fin aux mutilations génitales féminines, ainsi que de la campagne de sensibilisation menée dans tout le pays. Les Maldives ont apprécié le fait que les travaux de la commission djiboutienne des droits de l'homme étaient conformes aux Principes de Paris. Elles ont adressé leurs meilleurs vœux à la délégation djiboutienne.

3. Observations générales faites par d'autres parties prenantes

608. À la séance consacrée à l'adoption des textes issus de l'Examen concernant Djibouti, trois autres parties prenantes ont fait des déclarations.

609. L'East and Horn of Africa Human Rights Defenders Project et la Ligue djiboutienne des droits humains ont fait part de leur préoccupation quant aux violations répétées des droits de l'homme commises à Djibouti. Les deux organisations ont regretté que Djibouti n'avait pas appliqué les cinq recommandations qu'il avait acceptées s'agissant de garantir la liberté d'expression, la liberté d'association et la liberté de réunion. Elles ont également pointé du doigt les cas de harcèlement et d'arrestation de journalistes indépendants liés au manque de liberté de la presse dans le pays. La première organisation a souligné qu'il importait que les partis politiques d'opposition puissent participer véritablement aux élections et a recommandé à l'État de ratifier dans les meilleurs délais le Protocole facultatif se rapportant à la Convention contre la torture. Elle a fait référence à des cas présumés de torture et de violence en garde à vue, disant regretter le manque de suites données aux plaintes déposées par les victimes. Elle a également indiqué que des prisonniers politiques étaient toujours en détention depuis les élections législatives du 22 février 2013 et a demandé aux autorités djiboutiennes de libérer sans délai tous les prisonniers politiques, de mettre rapidement fin aux actes de harcèlement et à la détention arbitraire des membres de l'opposition, des défenseurs des droits de l'homme et des journalistes indépendants, de donner suite aux plaintes déposées pour actes de torture et de violence et d'arrêter de retirer la nationalité djiboutienne aux opposants politiques.

610. La Fédération internationale des ligues des droits de l'homme a regretté que les recommandations relatives à la liberté de la presse, à la transparence en faveur d'élections libres et à l'exercice effectif des droits politiques et civils aient été rejetées. Depuis les

élections, les autorités avaient multiplié les arrestations et les actes de harcèlement judiciaire à l'égard des militants et des chefs de file de l'opposition. La Fédération a fait référence au décès de Mohamed Elmi Rayale, membre de l'Union pour le Salut National, dans la prison de Gabode le 29 août 2013. Elle a également évoqué le nombre croissant de menaces que subissaient les avocats, journalistes et défenseurs des droits de l'homme indépendants. Elle a déploré l'affaiblissement des droits syndicaux, se référant à des affaires faisant l'objet d'une procédure de plainte auprès de l'OIT. Elle a exhorté Djibouti à appliquer toutes les recommandations issues de l'Examen qui l'invitaient à garantir effectivement l'exercice de tous les droits inscrits dans les instruments internationaux auxquels il était partie.

611. L'organisation Rencontre africaine pour la défense des droits de l'homme a félicité Djibouti d'avoir progressé dans sa lutte contre la pauvreté et lancé des programmes visant à améliorer la situation en matière de logement. Elle a apprécié la participation active de l'État à l'Examen périodique universel et au processus intergouvernemental de Durban. Elle a encouragé Djibouti à prendre des mesures concrètes au niveau national pour améliorer la situation des droits de l'homme et créer un climat propice au dialogue social avec les partis politiques, les organisations non gouvernementales et la société civile. L'organisation a pris note avec satisfaction des mesures que le Gouvernement avait prises pour protéger les femmes contre la violence sexuelle et la discrimination. Elle a conseillé à Djibouti de redoubler d'efforts pour éradiquer les mutilations génitales féminines, de renforcer les libertés d'expression et d'association et de réexaminer les recommandations qu'il avait rejetées.

4. Observations finales de l'État ayant fait l'objet de l'Examen

612. Le Chef de la délégation djiboutienne a exprimé sa gratitude à toutes les délégations qui avaient salué l'esprit de transparence et d'ouverture dont Djibouti faisait preuve dans sa coopération avec les mécanismes internationaux des droits de l'homme. Il a répété que Djibouti avait besoin de l'appui de la communauté internationale dans ce cadre.

613. La délégation djiboutienne a affirmé que les déclarations de l'East and Horn of Africa Human Rights Defenders Project et de la Ligue djiboutienne des droits humains relatives au manque de transparence des élections à Djibouti donnaient une vision erronée des faits. Le Chef de la délégation a indiqué que des consultations et un dialogue constructif étaient en cours entre les parlementaires et la coalition d'opposition, l'objectif étant de bâtir une nation forte.

614. La délégation djiboutienne a rejeté les allégations de torture. S'agissant du cas malheureux de Elmi Rayale, les médecins-experts avaient conclu qu'il était mort de causes naturelles.

615. Le Chef de la délégation a désigné les principaux ennemis de Djibouti : la pauvreté et les efforts titanesques que devaient déployer les autorités pour la combattre. Toutefois, l'amélioration des perspectives économiques de l'État et ses engagements contribueraient certainement à améliorer la situation des droits de l'homme à Djibouti.

Canada

616. L'Examen concernant le Canada s'est déroulé le 26 avril 2013, conformément à toutes les dispositions pertinentes des résolutions et décisions applicables du Conseil des droits de l'homme, sur la base des documents suivants :

a) Le rapport national soumis par le Canada conformément au paragraphe 5 (al. a)) de l'annexe de la résolution 16/21 du Conseil (A/HRC/WG.6/16/CAN/1) ;

b) La compilation établie par le HCDH conformément au paragraphe 5 (al. b)) de l'annexe de la résolution 16/21 (A/HRC/WG.6/16/CAN/2 et Corr.1) ;

c) Le résumé établi par le HCDH conformément au paragraphe 5 (al. c)) de l'annexe de la résolution 16/21 (A/HRC/WG.6/16/CAN/3).

617. À sa 22e séance, le 19 septembre 2013, le Conseil a examiné et adopté les textes issus de l'Examen concernant le Canada (voir la section C ci-après).

618. Les textes issus de l'Examen concernant le Canada comprennent le rapport du Groupe de travail sur l'Examen périodique universel (A/HRC/24/11), les vues du Canada sur les

recommandations et/ou conclusions, ses engagements volontaires et les réponses qu'il a apportées, avant l'adoption desdits textes en plénière, aux questions ou points qui n'avaient pas été suffisamment traités au cours du dialogue mené dans le cadre du Groupe de travail (voir également A/HRC/24/11/Add.1).

1. Vues exprimées par l'État ayant fait l'objet de l'Examen au sujet des recommandations et/ou conclusions, de ses engagements volontaires et des textes issus de l'Examen

619. L'Ambassadrice et Représentante permanente du Canada auprès de l'Office des Nations Unies à Genève a présenté la réponse de l'État aux 162 recommandations de l'Examen, qui portaient sur de nombreuses questions importantes, dont beaucoup relevaient de la responsabilité partagée des gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux ou de la compétence fédérale ou provinciale et territoriale. Les recommandations ont été examinées par ces différentes autorités gouvernementales, qui en ont discuté entre elles et ont élaboré ensemble la réponse de l'État. La société civile et les organisations autochtones ont également été invitées à faire part de leurs vues sur les recommandations.

620. Après un examen approfondi, le Canada a accepté 122 recommandations, en totalité, en partie ou en principe.

621. Le Canada a accepté en totalité ou en partie les recommandations que les gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux appliquaient déjà dans le cadre de mesures législatives ou administratives existantes et auxquelles ils s'étaient engagés à donner suite.

622. Les recommandations que le Canada avait acceptées en principe étaient celles pour lesquelles les autorités, aux divers échelons, prenaient des dispositions afin de réaliser les objectifs énoncés et respecter les principes de base, sans toutefois accepter les mesures proposées.

623. Le Canada a accepté la plupart des recommandations relatives aux mécanismes et recommandations de l'Organisation des Nations Unies et a invité le Conseil à prendre connaissance de son bilan en matière de droits de l'homme. Les autorités ont accordé une attention particulière aux recommandations émanant des organes conventionnels, bien qu'elles ne soient pas juridiquement contraignantes, les ont examinées et en ont discuté entre elles. Le Canada a également mis en place une procédure par laquelle il recueillait l'avis de la société civile et des groupes autochtones sur les modalités d'établissement des rapports destinés aux organes conventionnels et sur les recommandations formulées par ceux-ci.

624. Le Canada a accepté la plupart des recommandations relatives aux peuples autochtones. Il prenait déjà d'importantes mesures afin d'améliorer le bien-être social et la prospérité économique de ces population. Ainsi, les autorités œuvraient de concert et avec les communautés et groupes autochtones pour leur donner accès à des services similaires à ceux dont bénéficiaient les autres Canadiens.

625. Le Canada a rejeté les appels en faveur de l'élaboration d'un plan d'action national en vue d'appliquer la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones, document juridiquement non contraignant, ambitieux et tourné vers l'avenir, qui invitait les États et les peuples autochtones à œuvrer ensemble pour bâtir un avenir meilleur. Le Gouvernement travaillait déjà avec les peuples autochtones et d'autres autorités publiques sur nombre des questions abordées dans la Déclaration.

626. Concernant les appels en faveur du maintien ou du renforcement des mesures prises pour lutter contre les violences visant les femmes et les filles autochtones, l'État a accepté la majorité des recommandations formulées en ce sens, mettant en avant les mesures déployés pour lutter contre ce phénomène. Les autorités canadiennes, à tous les niveaux, se sont résolument engagées à travailler avec des partenaires autochtones et non autochtones et ont mené de de nombreuses actions illustrant cet engagement, en partenariat avec des groupes, des communautés et des personnes autochtones et non autochtones.

627. Le Canada a également reçu des recommandations sur la discrimination raciale et religieuse et sur la situation des groupes vulnérables. À quelques exceptions près, il a accepté ces recommandations, en totalité, en partie ou en principe, en tant que garant du droit à l'égalité devant la loi.

628. Le Canada a rejeté l'affirmation selon laquelle il s'était livré au ciblage, au profilage racial ou religieux et au harcèlement. Les forces de l'ordre et les services de renseignement ont enquêté sur les menaces contre la sécurité nationale et sur les activités criminelles, sans cibler aucune communauté et confession ni aucun groupe en particulier.

629. Le Canada n'a pas accepté les recommandations tendant à ériger la violence raciste en infraction pénale, au motif que cela était prévu par la loi, le Code pénal sanctionnant déjà tout acte de violence.

630. Les autorités canadiennes se sont également engagées à garantir l'égalité des sexes devant la loi.

631. Le Canada a pris de longue date des mesures de prévention, d'intervention et de soutien afin de protéger les enfants contre la violence et l'exploitation, notamment l'exploitation sexuelle, l'exploitation économique et l'exposition à des conditions de travail dangereuses.

632. Le Canada n'a pas accepté les recommandations visant à obtenir la nomination d'un médiateur fédéral des enfants, les fonctions de commissaire fédéral étant déjà remplies dans le cadre de mécanismes nationaux de mise en œuvre et des processus internationaux de présentation de rapports existants.

633. Le Canada a accepté, en totalité, en partie ou en principe, les recommandations portant sur la réduction de la pauvreté et le sans-abrisme, fléaux auxquels les autorités, à tous niveaux, continuaient de s'attaquer par une multitude de programmes et de politiques. La plupart des gouvernements provinciaux et territoriaux ont mis en place ou élaboraient des stratégies et des plans d'action portant sur de nombreux facteurs et d'éléments connexes, notamment des mesures de soutien aux familles et d'aide au logement, à l'éducation, à l'emploi et à la santé, et qui étaient plus adaptés aux besoins des populations locales qu'un plan national.

634. Le Canada a accepté, en totalité ou en principe, une partie des recommandations formulées sur la sécurité nationale et le maintien de l'ordre, compte tenu des solides mécanismes de protection juridique et de contrôle déjà en place.

635. La lutte contre le terrorisme menée par l'État et son système de certificats de sécurité étaient conformes aux obligations que lui imposaient les traités internationaux. Des organes externes et indépendants instruisaient les plaintes concernant la conduite des membres des forces de l'ordre et du personnel pénitentiaire dans toutes les juridictions du Canada.

636. Le droit de réunion pacifique et le droit à la liberté d'expression étant reconnus par la Constitution et l'action de la police étant soumis à des mécanismes de contrôle et de recours, le Canada a rejeté les références aux violations qui auraient été commises dans ces domaines.

637. Le Canada n'avait pas recours à la détention administrative de manière inconsidérée. La loi sur l'immigration et la protection des réfugiés prévoyait ce recours uniquement en cas de risque de fuite ou de risque pour la sécurité. La détention et les conditions de mise en liberté étaient toujours soumises au contrôle régulier d'un tribunal administratif indépendant, raison pour laquelle le Canada n'acceptait pas la recommandation formulée sur les mesures qu'il appliquait dans ce domaine.

2. Vues exprimées par des États membres et des États observateurs du Conseil au sujet des textes issus de l'Examen

638. À la séance consacrée à l'adoption des textes issus de l'Examen concernant le Canada, 15 délégations ont fait des déclarations.

639. Cuba a déploré le fait que le Canada n'ait pas accepté la recommandation qu'elle avait formulée sur l'application de la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones au motif qu'il s'agissait d'un instrument juridiquement non contraignant. Elle a encouragé l'État canadien à renforcer ses mesures de protection des peuples autochtones.

640. Djibouti a salué le fait que le Canada ait accepté la plupart des recommandations, y compris celles qu'il lui avait adressées. Il l'a encouragé à redoubler d'efforts dans la lutte

contre toutes les formes de discrimination et de racisme en adoptant un plan d'action national visant à appliquer de manière effective la Déclaration et du Programme d'action de Durban.

641. Le Gabon a accueilli avec satisfaction la mise en œuvre par le Canada de politiques nationales fondées sur des consultations publiques, avec la participation de la société civile et des peuples autochtones. Il l'a félicité pour la part active qu'avait pris son Parlement à l'Examen périodique universel. Il lui a recommandé d'intensifier ses efforts afin de renforcer l'éducation des peuples autochtones.

642. L'Indonésie a salué la détermination de l'État à promouvoir et à protéger les droits de l'homme, à l'échelon national comme aux niveaux bilatéral, régional et mondial, comme en témoignait le fait qu'il ait accepté la plupart des recommandations.

643. Selon la République islamique d'Iran, la suite donnée par le Canada aux recommandations qui lui avaient été adressées comportait encore des zones d'ombre. Elle estimait qu'il fallait aborder ces recommandations de manière réaliste et pragmatique, notamment en ce qui concernait la question des peuples autochtones et le refus de l'État d'ériger en infraction pénale et de punir les actes de violence raciste, et de lever ses réserves à la Convention relative aux droits de l'enfant.

644. Le Maroc a salué le fait que le Canada ait accepté la plupart des recommandations formulées lors de l'Examen. Il a loué les progrès réalisés dans la protection des droits des peuples autochtones et les mesures prises pour faciliter la participation de ceux-ci à la vie politique. Il s'est également réjoui des dispositions adoptées pour protéger les droits des travailleurs migrants.

645. Le Nigéria a pris note des nombreux engagements pris volontairement par le Canada pour se conformer au mécanisme d'Examen périodique universel. Il a constaté avec satisfaction que l'État coopérait avec le HCDH et était résolu à continuer de promouvoir et de protéger les droits humains de ses citoyens.

646. Les Philippines ont salué le fait que le Canada ait accepté plusieurs recommandations concernant la prise en compte d'un certain nombre de conventions internationales relatives aux droits de l'homme, tout en rappelant que le pays était déjà partie à au moins sept des principales conventions adoptées en la matière. Elles ont pris note avec satisfaction que l'État avait accepté les recommandations relatives à la protection des droits de l'enfant et qu'il avait déjà mis à exécution une multitude de programmes sur le sujet.

647. La Fédération de Russie était déçue qu'un nombre important de recommandations n'aient pas été acceptées par le Canada, notamment deux recommandations qu'elle avait formulées concernant des cas de détention illégale et de traitement des personnes entrant sur le territoire canadien. Elle a demandé à nouveau qu'une enquête soient menée sur ces cas, notamment le passage à tabac dans sa cellule, dans un centre de détention provisoire de Calgary, d'un étudiant russe qui avait été arrêté en 2012 sur la base d'accusations fabriquées de toutes pièces.

648. Le Togo a pris note avec satisfaction de la coopération du Canada avec le mécanisme d'Examen périodique universel et l'a félicité pour les progrès accomplis depuis le deuxième Examen. Il a également salué sa détermination à établir une relation durable avec les peuples autochtones, au moyen d' un partenariat et d'investissements importants. Il s'est réjoui que l'État ait accepté la plupart des recommandations.

649. Le Viet Nam s'est réjoui que l'État collabore activement avec le mécanisme de l'Examen périodique universel et qu'il ait accepté un nombre élevé de recommandations. Il a également pris acte des initiatives régionales et internationales menées au Canada pour promouvoir les droits de l'homme. Il a cependant précisé que le Canada devait mieux s'attaquer aux problèmes auxquels il était confronté, en particulier la discrimination.

650. L'Algérie a pris note du refus de la recommandation qu'elle avait formulée conjointement avec plusieurs autres États de ratifier la Convention internationale sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille.

651. Selon le Bélarus, les autorités canadiennes n'ont pas suffisamment fait preuve d'esprit critique dans l'évaluation qu'elles avaient faite de la situation des droits de l'homme dans le pays. Il a noté que la coopération avec les titulaires de mandat au titre des procédures

spéciales était très limitée et a encouragé le Canada à redoubler d'efforts en la matière. L'État canadien aurait dû accepter les recommandations de mener une enquête indépendante, conjointement avec les titulaires de mandat, sur les disparitions et les assassinats de femmes et de filles autochtones.

652. Le Bénin a pris note des progrès réalisés et des efforts déployés par le Canada pour donner suite aux recommandations concernant les peuples autochtones, notamment celles relatives à l'accès à l'eau potable et à des installations sanitaires. Il a encouragé le Canada à poursuivre ses efforts en vue d'améliorer la situation des droits de l'homme, afin d'éliminer toute forme de discrimination raciale et de xénophobie.

653. Le Botswana a félicité l'État des dispositions prises pour prévenir et réduire les violences faites aux femmes et aux enfants, ainsi que des efforts déployés pour améliorer la situation sociale, économique, politique et culturelle des peuples autochtones.

3. Observations générales faites par d'autres parties prenantes

654. À la séance consacrée à l'adoption des textes issus de l'Examen concernant le Canada, 10 autres parties prenantes ont fait des déclarations***.

655. Le représentant à Genève du Comité international de coordination des institutions nationales pour la promotion et la protection des droits de l'homme, s'exprimant au nom de la Commission canadienne des droits de la personne, a souligné que la Commission avait fait part des progrès réalisés par le Canada depuis le premier Examen, en particulier la ratification de la Convention relative aux droits des personnes handicapées et son soutien à la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones. Elle a également déclaré qu'il restait des progrès à faire dans un certain nombre de domaines, notamment qu'il fallait appliquer plus efficacement la Convention et les mécanismes permettant de concrétiser les engagements internationaux de l'État, répondre à la nécessité de garantir la pleine égalité aux peuples autochtones et prévoir un dispositif spécialisé pour l'accueil en prison des personnes ayant un handicap mental.

656. L'Istituto Internazionale Maria Ausiliatrice delle Salesiane di Don Bosco s'est félicité que l'État ait accepté un certain nombre de recommandations sur la protection des personnes victimes de traite. Il a regretté qu'il ait refusé ou seulement partiellement accepté d'autres recommandations et a noté que davantage d'efforts étaient nécessaires pour garantir la protection des immigrés contre les dangers de l'exploitation. Il a demandé au Canada d'adopter une stratégie nationale en vue d'éradiquer la pauvreté et de fournir des indicateurs sur la traite des personnes à des fins d'exploitation par le travail et d'exploitation sexuelle, ainsi que sur l'utilisation de la définition énoncée dans le Protocole de Palerme, afin d'assurer un suivi efficace du programme des travailleurs étrangers temporaires.

657. Le Charitable Institute for Protecting Social Victims a souligné que le Canada n'avait pas appliqué les recommandations qu'il avait acceptées lors du premier Examen en 2009, dont une partie concernait plus particulièrement les femmes. Il s'est dit préoccupé par les violences infligées aux femmes autochtones. Il a également noté qu'il fallait que le Canada mène, au niveau national, une enquête sur les nombreux problèmes que rencontraient les familles des femmes et des filles autochtones disparues et assassinées. Il a exhorté le Conseil des droits de l'homme à faire en sorte, que dans le cadre de l'Examen 2013 le concernant, le Canada ait à répondre de son incapacité à s'acquitter efficacement des obligations mises à sa charge en matière de droits humains des femmes.

658. L'Action Canada pour la population et le développement, s'exprimant au nom de l'Initiative pour les droits sexuels et de Canadians for Choice, demeurait préoccupée par l'absence de suite donnée par l'État aux recommandations des organes internationaux chargés des droits de l'homme, notamment celles issues du premier cycle de l'Examen périodique universel. Elle a demandé au Conseil d'exiger du Canada qu'il applique les principales recommandations qu'il avait rejetées, notamment en ce qui concernait

*** Les déclarations disponibles des parties prenantes qui n'ont pas été prononcées faute de temps sont publiées sur l'Extranet du Conseil des droits de l'homme, accessible à l'adresse suivante : https://extranet.ohchr.org/sites/hrc/HRCSessions/RegularSessions/24thSession/Pages/Calendar.aspx.

l'élaboration de plans d'action nationaux lui permettant de s'acquitter de ses obligations en matière de droits fondamentaux. Elle a cité, à titre d'exemple, le rejet des recommandations 97 et 99, et s'est également dite déçue du rejet de la recommandation concernant les enquêtes sur les disparitions et les assassinats de femmes et de filles autochtones.

659. L'International Lesbian and Gay Association a félicité l'État d'avoir participé à l'Examen périodique universel et les Pays-Bas d'avoir conseillé au Canada d'appliquer les Principes de Jogjakarta. Elle a rappelé la communication dans laquelle elle pointait du doigt les lacunes des récentes modifications apportées à la loi sur les réfugiés, qui mettait désormais en danger les demandeurs d'asile d'un certain nombre de pays. Elle a également rappelé que, s'il entendait apporter une aide réelle aux réfugiés, le Canada devait garantir aux familles LGBTI un accès équitable à son système d'accueil des réfugiés. La loi sur la protection des réfugiés devait être révisée de sorte à reconnaître les conjoints de même sexe et les parents LGBTI qui n'étaient actuellement pas reconnus par leur pays d'origine mais le seraient par la loi canadienne.

660. Amnesty International s'est dite profondément déçue que le Gouvernement ait préféré maintenir le statu quo, malgré les préoccupations exprimées concernant les droits de l'homme au Canada. Il était préoccupant que l'État refuse d'adopter des plans de lutte contre les violences faites aux femmes autochtones, contre la pauvreté, le sans-abrisme, l'insécurité alimentaire et le racisme, et refuse également d'appliquer la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones, la Convention relative aux droits de l'enfant et les recommandations acceptées lors du dernier Examen. En acceptant la recommandation 30 sans pour autant prendre aucun engagement particulier, l'État reconnaissait qu'il importait que les gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux travaillent ensemble afin de résoudre les problèmes liés aux droits de l'homme. Amnesty International a exhorté le Canada à revoir sa décision de ne pas mettre en place des de stratégies et de plans d'actions au niveau national, et à ne pas prendre les relations entre les différentes d'administrations publiques comme prétexte pour ne pas adopter ces plans.

661. La Commission internationale de juristes a exprimé une nouvelle fois son inquiétude quant aux effets des activités des entreprises canadiennes sur les droits de l'homme dans les pays où elles étaient présentes. Le Canada devrait proposer des mécanismes transparents de surveillance et de responsabilisation. La Commission a regretté que les autorités n'aient pas accepté les recommandations d'adhérer au Protocole facultatif se rapportant au Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, au Protocole facultatif de la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, au troisième Protocole facultatif se rapportant à la Convention relative aux droits de l'enfant, à la Convention internationale sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille et à la Convention internationale pour la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées.

662. L'Institute for Women's Studies and Research a exhorté le Canada à faire en sorte que les enfants autochtones pris en charge par les services de protection de l'enfance puissent préserver leur identité et faire valoir leurs droits, notamment en ce qui concernait leur nom, leur culture et leur langue. La situation des peuples et des minorités autochtones restait le problème le plus urgent en matière de droits de l'homme. L'Institut a exhorté le Canada à réaffirmer son engagement de respecter l'esprit et l'objet des accords de revendication territoriale signés avec les peuples et les minorités autochtones, de s'acquitter de ses obligations et d'atteindre les objectifs socioéconomiques s'y rapportant.

663. L'International Indian Treaty Council a noté que 26 délégations avaient fait des recommandations concernant la violence de genre et la crise des femmes autochtones disparues ou assassinées au Canada. Le Gouvernement a répondu qu'il avait déployé en 2010 une stratégie en sept points afin de remédier au problème. Néanmoins, en 2013, la crise n'était toujours pas résolue. Les responsables de provinces et de territoires, dans l'ensemble du pays, ont demandé l'ouverture d'une enquête sur les femmes autochtones disparues et assassinées, faute de quoi, les causes profondes du problème ne pourraient pas être déterminées. L'International Indian Treaty Council a également fait référence aux recommandations concernant l'accès à la justice, l'application des droits des peuples autochtones et l'élaboration de plans d'action nationaux pertinents. Il soutenait résolument ce type de mesures, qui mettaient en avant l'ordre juridique et la justice traditionnelle autochtones.

664. L'Association pour le progrès des communications a noté avec satisfaction que l'État avait accepté les recommandations visant à amplifier les mesures de lutte contre les violences faites aux femmes et aux filles autochtones, et à garantir l'accès à la justice, afin de rendre plus efficace l'action des forces de l'ordre et de la justice. Elle a demandé au Canada de travailler avec les communautés afin de leur assurer un véritable accès à Internet, dans le cadre de sa stratégie de lutte contre les violences faites aux femmes autochtones. Elle a noté qu'en mai 2013, la Commissaire à la protection de la vie privée avait confirmé que le Gouvernement avait illégalement espionné le directeur de la First Nations Child and Family Caring Society of Canada, après que celle-ci eut déposé plainte pour violation des droits de l'homme au sujet du financement des services d'aide à l'enfance dans les réserves. L'Association a demandé au Canada de garantir la protection du droit des groupes autochtones et de tous les Canadiens à la vie privée.

4. Observations finales de l'État ayant fait l'objet de l'Examen

665. La délégation a remercié les délégations qui ont reconnu les efforts déployés par le Canada pour protéger et promouvoir les droits de l'homme. Les autorités se sont efforcées de fournir des informations fiables sur les questions soulevées lors de l'Examen, notamment pendant les réunions tenues à Genève avec les délégations et les organisations de la société civile.

666. Le Canada a donné des informations supplémentaires concernant certaines questions soulevées par plusieurs délégations et parties prenantes. Le Gouvernement s'employait activement, à tous les niveaux, à favoriser l'inclusion sociale de tous les Canadiens et de nombreuses mesures avaient été prises pour que le racisme systémique et la discrimination ne deviennent pas un problème. Le Canada disposait d'une justice indépendante, d'un cadre juridique et d'une politique solide pour la promotion et la protection des droits humains.

667. Plusieurs délégations ont souligné l'importance de disposer de plans d'action nationaux, même s'ils n'étaient pas forcément synonymes d'efficacité. Des initiatives locales, provinciales et territoriales pouvaient également permettre de lutter contre certains problèmes et, souvent, coller davantage aux besoins locaux.

668. La violence sexiste était prise très au sérieux. Le Gouvernement collaborait avec des Canadiens autochtones, non autochtones et toutes les parties prenantes afin de résoudre les cas de disparition et d'assassinat de femmes autochtones.

669. Concernant sa collaboration avec les mécanismes de l'ONU, le Canada a rappelé qu'il avait fait l'objet en 2013 de la visite d'un titulaire de mandat au titre d'une procédure spéciale et qu'une deuxième visite était prévue en octobre.

670. Pour conclure, la délégation canadienne a souligné que le Canada accordait une grande importance à l'Examen périodique universel et continuerait de collaborer avec les délégations afin d'assurer le suivi des recommandations acceptées, et que le Gouvernement était déterminé à maintenir et à renforcer son engagement de veiller au plein exercice de tous les droits de l'homme.

Bangladesh

671. L'Examen concernant le Bangladesh s'est déroulé le 29 avril 2013, conformément à toutes les dispositions pertinentes des résolutions et décisions applicables du Conseil des droits de l'homme, sur la base des documents suivants :

a) Le rapport national soumis par le Bangladesh conformément au paragraphe 5 (al. a)) de l'annexe de la résolution 16/21 du Conseil (A/HRC/WG.6/16/BGD/1) ;

b) La compilation établie par le HCDH conformément au paragraphe 5 (al. b)) de l'annexe de la résolution 16/21 (A/HRC/WG.6/16/BGD/2) ;

c) Le résumé établi par le HCDH conformément au paragraphe 5 (al. c)) de l'annexe de la résolution 16/21 (A/HRC/WG.6/16/BGD/3).

672. À sa 23e séance, le 20 septembre 2013, le Conseil a examiné et adopté les textes issus de l'Examen concernant le Bangladesh (voir la section C ci-après).

673. Les textes issus de l'Examen concernant le Bangladesh comprennent le rapport du Groupe de travail sur l'Examen périodique universel (A/HRC/24/12), les vues du Bangladesh sur les recommandations et/ou conclusions, ses engagements volontaires et les réponses qu'il a apportées, avant l'adoption desdits textes en plénière, aux questions ou points qui n'avaient pas été suffisamment traités au cours du dialogue mené dans le cadre du Groupe de travail (voir également A/HRC/24/12/Add.1).

1. Vues exprimées par l'État ayant fait l'objet de l'Examen au sujet des recommandations et/ou conclusions, de ses engagements volontaires et des textes issus de l'Examen

674. Le Chef de la délégation bangladaise a remercié toutes les délégations ayant participé au deuxième Examen concernant le Bangladesh, qui s'est tenu le 29 avril 2013. Le Bangladesh a noté avec satisfaction que la très grande majorité des remarques qu'il avait reçues étaient positives. Alors que la fin du mandat du Gouvernement en place approchait, il était encourageant de constater que les progrès réalisés ces quatre dernières années et demie avaient été dûment remarqués par la communauté internationale. L'État a dit que les recommandations constructives qui avaient été formulées lui seraient utiles pour remédier à certaines lacunes et difficultés existantes concernant la situation générale des droits de l'homme dans le pays.

675. Le Bangladesh a remercié les membres de la troïka (Éthiopie, Pakistan et République tchèque) pour leur appui solide. Il a également remercié le personnel du secrétariat pour son travail acharné, qui a contribué à la réussite de l'Examen.

676. Le Bangladesh avait reçu un total de 196 recommandations au cours de l'Examen le concernant et en avait accepté 164 au moment de l'adoption du rapport. La délégation, qui comptait des représentants de plusieurs ministères et organes essentiels, avait pris cette décision à la suite de discussions approfondies. Les avis de la Commission nationale des droits de l'homme et du bureau du Procureur général avaient également été pris en compte. Le Bangladesh avait reporté sa décision sur 27 recommandations. Dans les réponses qu'il avait fait parvenir à ce sujet − et qui étaient consultables sur le site Web du HCDH − il avait accepté certaines recommandations dans leur intégralité, et d'autres en partie.

677. La délégation du Bangladesh avait longuement discuté avec la Commission nationale des droits de l'homme lors de l'examen des recommandations et lui avait fait part de sa sincère gratitude pour sa collaboration constructive.

678. Des mesures avaient déjà été prises pour appliquer certaines des recommandations. Immédiatement après l'Examen, le rapport du Groupe de travail avait été soumis au Gouvernement, qui avait chargé les ministères concernés d'agir en conséquence.

679. Comme promis par la Ministre des affaires étrangères lors de l'Examen le concernant, le Bangladesh a adopté en juin 2013 les modifications qui avaient été apportées à la loi nationale sur l'enfance afin de la rendre conforme aux dispositions de la Convention relative aux droits de l'enfant. Dans la nouvelle loi, l'enfant était défini comme toute personne âgée de moins de 18 ans.

680. Sur la base d'un arrêt de la Cour suprême, le Gouvernement bangladais a interdit toute forme de châtiment corporel dans l'ensemble des établissements d'enseignement.

681. Comme l'a mentionné la Ministre des affaires étrangères lors de l'Examen, le Gouvernement avait démontré qu'il était fermement résolu à appliquer les dispositions de l'Accord de paix de Chittagong Hill Tracts conclu en 1997. Des actes répréhensibles avaient été commis dans la région des Chittagong Hill Tracts dans le but de perturber les efforts visant à instaurer une société laïque et inclusive. Le Gouvernement avait dépensé 2,6 millions de dollars pour reconstruire 19 temples bouddhistes et plusieurs maisons privées. Le Premier Ministre s'était rendu récemment dans la région pour l'inauguration de 12 temples bouddhistes et viharas.

682. Lors de l'Examen en avril 2013, la délégation bangladaise s'était engagée à examiner 27 recommandations et à procéder à une consultation plus approfondie au niveau national, puis à faire part de ses décisions au Conseil des droits de l'homme à la session en cours. Une partie de ces recommandations portait sur l'adhésion à certains instruments internationaux.

Toutefois, avant de devenir partie à un instrument international, le Bangladesh devait s'interroger sur sa capacité à respecter les obligations en découlant.

683. Bien que le Bangladesh ne soit pas partie à la Convention relative au statut des réfugiés et à son protocole, ni à la Convention sur la réduction des cas d'apatridie, il a toujours adhéré aux principes fondamentaux du régime de protection internationale, y compris le principe de non-refoulement. Bien que faisant lui-même partie des pays les moins avancés, le Bangladesh a continué d'accueillir un grand nombre de réfugiés dans le contexte d'une des crises des réfugiés les plus longues au monde.

684. Le Bangladesh cherchait à conclure un accord avec le PNUD afin de faciliter l'établissement de rapports au Comité des droits de l'homme et au Comité des droits économiques, sociaux et culturels.

685. Le Gouvernement bangladais envisageait sérieusement d'élaborer un code de la famille uniforme, après avoir examiné les lois sur la famille des différentes religions et organisé des consultations. Il a également accordé la priorité à l'application de la loi de 2010 relative à la prévention et à l'élimination de la violence domestique.

686. Le Bangladesh a pleinement coopéré avec les titulaires de mandat au titre d'une procédure spéciale. Après l'Examen, la Rapporteuse spéciale sur la violence contre les femmes et les filles, ses causes et ses conséquences, s'est rendue au Bangladesh. Le Gouvernement était en train de fixer des dates qui conviendraient aux deux parties pour les visites de certains titulaires de mandat.

687. Le Gouvernement bangladais avait déjà mis en place des mesures juridiques et administratives pour protéger les droits et le bien-être des travailleurs du secteur de l'habillement, en collaboration avec l'OIT, dans le cadre du suivi de l'accord qui avait été conclu. Le Parlement avait modifié la loi sur le travail pour protéger les intérêts et les droits des travailleurs, en mettant l'accent sur le renforcement des droits de négociation collective et le respect de la santé et de la sécurité au travail, en particulier dans le secteur de l'habillement. Le Gouvernement entendait continuer de garantir aux travailleurs du secteur de l'artisanat des salaires équitables et une protection sociale.

688. Le Bangladesh n'avait émis aucune réserve à la Convention internationale sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille et avait par conséquent accepté la recommandation 130.10.

689. Le Bangladesh n'avait pas été en mesure d'accepter cinq recommandations, car après les avoir confrontées aux normes sociales, culturelles et religieuses du pays et à la réalité sur le terrain, il avait jugé qu'elles étaient en contradiction avec la Constitution et les lois nationales et avec des valeurs socioculturelles profondément ancrées. En outre, le Bangladesh a estimé que le droit foncier devrait être conforme aux normes et aux valeurs socioculturelles du pays et que les actes visés par l'article du Code pénal mentionné dans la recommandation 131.5 ne constituaient pas une norme généralement acceptée.

690. Le Gouvernement veillait à ce que les médias puissent toujours s'acquitter de leur mission en toute liberté. En outre, 14 nouvelles chaînes de télévision privées, 14 nouvelles stations de radio communautaires et 7 nouvelles stations de radio FM privées avaient vu le jour.

691. Le Bangladesh a estimé que les organisations non gouvernementales, au nombre de 2 170 dans le pays, étaient des partenaires importants dans les initiatives lancées par le Gouvernement pour promouvoir et protéger les droits de l'homme, ainsi que pour assurer le développement et la bonne gouvernance, et a ajouté que leurs remarques avaient été utiles.

692. Le Gouvernement bangladais, conformément à ses obligations constitutionnelles, était pleinement engagé en faveur de la protection des droits de l'homme. Le Tribunal bangladais pour les crimes internationaux respectait les normes internationales et faisait preuve d'une transparence absolue. Les droits des personnes accusées étaient pleinement protégés.

2. Vues exprimées par des États membres et des États observateurs du Conseil au sujet des textes issus de l'Examen

693. À la séance consacrée à l'adoption des textes issus de l'Examen concernant le Bangladesh, 13 délégations ont fait des déclarations***.

694. La Malaisie a salué l'engagement dont avait fait preuve le Bangladesh pendant l'Examen périodique universel, notamment ses consultations franches avec l'institution nationale des droits de l'homme. Elle s'est dite satisfaite des réponses et des informations actualisées qu'il avait communiquées, et du fait qu'il s'était toujours engagé à donner suite aux recommandations acceptées. Elle a noté avec satisfaction que la plupart des recommandations avaient été acceptées, y compris les siennes.

695. Les Maldives ont noté que le Bangladesh avait accepté leurs deux recommandations. Elles ont salué les mesures qui avaient été prises pour mettre la législation et les politiques nationales en conformité avec les obligations mises à la charge de l'État par les principaux instruments internationaux. Elles ont constaté avec satisfaction que l'État avait accepté la recommandation l'invitant à adhérer dans les meilleurs délais au Protocole facultatif à la Convention relative aux droits de l'enfant établissant une procédure de présentation de communications.

696. Le Maroc a salué les mesures que le Bangladesh avait prises depuis le premier Examen le concernant pour promouvoir les droits de l'homme. Le pays était confronté à de sérieuses difficultés dues au manque de ressources, aux changements climatiques et aux catastrophes naturelles. Néanmoins, il avait fait des progrès importants concernant les objectifs du Millénaire pour le développement, notamment la réalisation du droit à la santé, la promotion de l'égalité des genres et le développement humain. Le Maroc a félicité le Bangladesh d'avoir accepté la majorité des recommandations, y compris les siennes.

697. Le Nigéria a félicité le Bangladesh pour sa coopération avec le HCDH et l'importance qu'il attachait au mécanisme d'Examen périodique universel. Il l'a exhorté à poursuivre ses efforts pour garantir l'état de droit et à maintenir son engagement en faveur de la protection des droits humains de ses citoyens.

698. Oman a salué les mesures que le Bangladesh envisageait de prendre en vue d'améliorer la situation des droits de l'homme dans le respect des normes internationales. Dans ses politiques nationales, le Bangladesh s'efforçait de protéger et de promouvoir les droits de l'homme, ce qui témoignait de son engagement envers les mécanismes des Nations Unies relatifs aux droits de l'homme et sa coopération constructive avec les acteurs et mécanismes concernés.

699. Le Pakistan a apprécié l'esprit de collaboration constructif dont avait fait preuve le Bangladesh tout au long de l'Examen. Il s'est félicité que l'État ait accepté la plupart des recommandations et a salué les mesures prises pour renforcer la Commission nationale des droits de l'homme et éliminer la violence domestique, ainsi que les efforts déployés pour promouvoir le développement socioéconomique de sa population.

700. Les Philippines ont salué les efforts déployés par le Bangladesh pour faire progresser les droits de l'homme, et ont noté en particulier qu'il avait accepté les recommandations dans lesquelles elles l'invitaient à harmoniser son cadre normatif et institutionnel national avec les normes et obligations internationales relatives aux droits de l'homme, et à poursuivre ses efforts pour réduire le coût de la migration et assurer un meilleur développement des compétences des futurs travailleurs migrants. Elles ont souligné les difficultés auxquelles le Bangladesh était confronté en tant que pays climatiquement vulnérable, et ont évoqué leur volonté commune de placer les droits de l'homme et les changements climatiques en tête des priorités du Conseil des droits de l'homme.

701. La Roumanie a félicité le Bangladesh pour sa participation au deuxième cycle de l'Examen périodique universel et pour l'ouverture et la transparence dont il avait fait preuve.

*** Les déclarations disponibles des délégations qui n'ont pas été prononcées faute de temps sont publiées sur l'Extranet du Conseil des droits de l'homme, accessible à l'adresse suivante : https://extranet.ohchr.org/sites/hrc/HRCSessions/RegularSessions/24thSession/Pages/Calendar.aspx.

Le pays a accepté la grande majorité des recommandations qui avaient été formulées, y compris celle de la Roumanie sur la nécessité de prendre de nouvelles mesures en faveur de l'autonomisation des femmes. En donnant suite à ces recommandations, le Bangladesh prouverait qu'il faisait des progrès concrets concernant le respect des normes internationales en matière de droits de l'homme.

702. La Fédération de Russie a remercié le Bangladesh d'avoir fourni des informations sur les recommandations, et a noté qu'il avait accepté la plupart d'entre elles, y compris les siennes, ce qui prouvait qu'il était prêt à coopérer davantage avec le mécanisme international de suivi. Elle s'est aussi félicitée de la volonté du Gouvernement bangladais de garantir les droits et les libertés civils et politiques, d'élargir les droits politiques et économiques des femmes et de leur offrir de meilleures perspectives dans ces domaines, tout en soutenant l'institution de la famille.

703. L'Arabie saoudite a remercié le Bangladesh pour les informations qu'il avait fournies sur les recommandations. Elle l'a félicité pour ses efforts visant à réduire la pauvreté, à améliorer la sécurité alimentaire et la santé publique et à accroître les investissements dans l'éducation et les technologies de l'information, conformément aux objectifs du Millénaire pour le développement. Les mesures que le Bangladesh envisageait de prendre pour améliorer l'éducation et la sensibilisation aux droits de l'homme dans la société nécessiteraient des efforts constants et le soutien de la communauté internationale.

704. L'Afrique du Sud a salué les efforts continus du Bangladesh pour que tous ses citoyens jouissent des droits économiques, sociaux et culturels, y compris du droit au développement. Elle a noté qu'il avait adopté une politique nationale relative à l'éducation visant à donner la priorité au droit à l'éducation et à le renforcer, ainsi qu'une stratégie nationale relative à l'assainissement pour tous. Elle l'a en outre félicité d'avoir accepté un grand nombre de recommandations et d'avoir activement participé à l'Examen.

705. Sri Lanka a félicité le Bangladesh pour les recommandations qu'il avait acceptées, notamment celles qu'elle avait formulées. Elle a pris note avec satisfaction des efforts et progrès accomplis dans le domaine des droits de l'homme, et en particulier de la série de mesures législatives et administratives prises par le Gouvernement afin de protéger les travailleurs du secteur de l'habillement, notamment la promulgation de la loi portant modification de la loi sur le travail.

706. L'État de Palestine a félicité le Bangladesh pour sa volonté de prendre des mesures visant à renforcer les droits de l'homme. Il l'a également félicité d'avoir accepté la plupart des recommandations, en particulier celles qui concernaient la mise en conformité de sa législation nationale avec ses obligations internationales en matière de droits de l'homme. Il a également pris note des efforts que l'État avait déployés et des modifications qu'il avait apportées à la législation pour améliorer l'éducation.

3. Observations générales faites par d'autres parties prenantes

707. À la séance consacrée à l'adoption des textes issus de l'Examen concernant le Bangladesh, dix autres parties prenantes ont fait des déclarations***.

708. L'organisation Asian Forum for Human Rights and Development s'est dite préoccupée par la dégradation de la situation en matière de liberté d'expression et d'association. Elle a attiré l'attention des participants à l'Examen sur l'arrestation en août 2013 du secrétaire d'Odhikar, une organisation de défense des droits de l'homme, également membre du comité exécutif de Forum − Asia. Elle a demandé au Gouvernement de veiller à ce que les droits de la défense soient respectés et à ce que cette personne ne soit pas à nouveau victime de harcèlement. En outre, elle l'a exhorté à prendre sérieusement en considération ses suggestions, à savoir doter la Commission nationale des droits de l'homme d'un mécanisme de plainte efficace et présenter publiquement un plan complet et assorti de délais

*** Les déclarations disponibles des parties prenantes qui n'ont pas été prononcées faute de temps sont publiées sur l'Extranet du Conseil des droits de l'homme, accessible à l'adresse suivante : https://extranet.ohchr.org/sites/hrc/HRCSessions/RegularSessions/24thSession/Pages/Calendar.aspx.

et de critères mesurables pour l'application des recommandations issues de l'Examen périodique universel.

709. L'organisation Jubilee Campaign s'est inquiétée du fait que le Bangladesh remettait en cause les progrès accomplis ces dernières années, notamment avec les mesures régressives qu'il avait prises en 2013 concernant la réforme législative et l'application de la loi. Elle a noté que, lors de l'Examen, le Bangladesh avait présenté les initiatives qu'il avait prises pour garantir l'exercice universel des droits de l'homme, mais aussi que, le même mois, quatre blogueurs avaient été arrêtés pour « avoir porté atteinte aux sentiments religieux de la population » et que des lois strictes sur cette question étaient en cours d'élaboration. Bien qu'elle ait félicité l'État pour le soutien apporté aux communautés hindoues et bouddhistes dans la reconstruction des maisons et des lieux de culte attaqués au cours de l'année précédant l'Examen, elle a attiré l'attention sur le lien entre l'augmentation des violences à l'égard des minorités religieuses et les procès en cours pour crimes de guerre.

710. Human Rights Watch a constaté que les initiatives pour mettre fin à l'impunité avaient peu avancé et que le Gouvernement n'avait pas appliqué la recommandation issue d'un examen précédent sur la « tolérance zéro » pour les exécutions extrajudiciaires. En effet, il devait créer un mécanisme d'enquête indépendant, mais aucune des poursuites engagées contre les membres du Bataillon d'action rapide ou de l'armée ayant commis des violences n'avait abouti. Les procès devant le Tribunal pour les crimes internationaux, censé être irréprochable, avaient été entachés d'irrégularités. L'organisation s'est dite préoccupée par la répression exercée contre la société civile, notamment par la détention du secrétaire d'Odhikar. Elle a également noté que, même si les recommandations visant à améliorer la santé et la sécurité au travail avaient été acceptées, peu de progrès avaient été faits sur le terrain.

711. Action Canada pour la population et le développement a salué la volonté du Gouvernement d'améliorer les lois et les politiques visant à éliminer la discrimination à l'égard des femmes, et a déclaré espérer que les femmes lesbiennes et transgenres seraient prises en compte. L'organisation s'est dite déçue que le Bangladesh rejette la recommandation l'invitant à envisager de supprimer l'article 377 du Code pénal, ayant constaté que celui-ci était utilisé par les forces de l'ordre pour harceler les communautés hijra, kothi et LGBT et inciter à commettre des violences contre celles-ci. Elle a recommandé au Bangladesh d'abroger l'article 377 et d'intégrer la question des personnes qui ne correspondent pas à l'image traditionnellement associée à leur sexe et à leur genre dans sa politique nationale et ses stratégies de lutte contre le sida.

712. Le Center for Environmental and Management Studies a rappelé que la création du Bangladesh avait été suivie de l'un des conflits les plus violents du XX^{e} siècle. Il a fait référence aux témoignages des familles de survivants qui avaient servi de base aux procès internationaux pour crimes de guerre et a déclaré que les acteurs du domaine des droits de l'homme devraient saluer le courage de l'actuel Premier Ministre bangladais pour avoir tenté de clore ce chapitre. Le Bangladesh était le premier pays à majorité musulmane à avoir connu des manifestations de rue contre des groupes fondamentalistes. La multiplication des madrassas représentait une menace majeure pour le développement, la modernisation et le progrès.

713. L'International Lesbian and Gay Association a salué le fait que le Gouvernement du Bangladesh avait reconnu l'existence des personnes LGBTI pendant la session du Groupe de travail. Elle a toutefois regretté que le Bangladesh ait rejeté la recommandation sur l'abolition de l'article 377. Elle a demandé au Gouvernement de prendre l'initiative d'empêcher les groupes intolérants de tenir des propos homophobes provocateurs, ceux-ci ayant souvent entraîné des violences à l'égard de la communauté LGBT, et de prendre des mesures concrètes pour appliquer les recommandations relatives à la protection de toutes les personnes, quelle que soit leur orientation sexuelle ou leur identité de genre.

714. La Fédération internationale des ligues des droits de l'homme et l'Organisation mondiale contre la torture, en tant que partenaires de l'Observatoire pour la protection des défenseurs des droits de l'homme, ont salué l'adhésion du Gouvernement bangladais à la plupart des recommandations issues de l'Examen, notamment celles relatives aux enquêtes sur les allégations de violations des droits de l'homme par les forces de sécurité et à la

protection des défenseurs des droits de l'homme. Elles ont dénoncé le harcèlement subi par Odhikar et notamment le fait que, depuis août 2013, son secrétaire, également membre de l'Assemblée générale de l'Organisation mondiale contre la torture, était en détention parce qu'il avait établi un rapport d'enquête sur le meurtre de 61 personnes lors d'une opération menée par les forces de sécurité. Elles ont exhorté le Bangladesh à adresser une invitation aux titulaires de mandat chargés de la situation des défenseurs des droits de l'homme et des exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires.

715. Save the Children, au nom de la Child Governance Assembly, a félicité le Bangladesh d'avoir accepté les recommandations issues de l'Examen, en particulier celles relatives aux droits de l'enfant. L'application effective des recommandations nécessiterait d'y allouer suffisamment de ressources. L'organisation a notamment salué le fait que l'État avait accepté la recommandation relative à la nomination d'un médiateur des enfants. Elle a estimé qu'il était nécessaire d'augmenter les investissements en faveur des enfants au moyen d'allocations budgétaires nationales et de mettre en place un mécanisme de suivi et de responsabilisation relatif aux dépenses budgétaires dans tous les ministères.

716. L'organisation African Technology Development Link a déclaré que le Gouvernement bangladais était déterminé à lutter contre le terrorisme et à protéger les minorités. Dans ce cadre, il avait interdit le groupe islamique Jamaat-e-Islami, une organisation fondamentaliste se faisant passer pour un groupe politique. L'interdiction était justifiée, étant donné que le manifeste du parti violait la Constitution du Bangladesh. L'organisation a souligné que la Cour suprême avait inculpé de nombreux dirigeants du parti pour des crimes de guerre commis pendant la guerre de libération, et que deux tribunaux pénaux internationaux avaient mis en évidence le rôle de Jamaat-e-Islami dans les événements de 1971.

717. Amnesty International a noté que, bien que le Bangladesh ait accepté les recommandations relatives à la protection des défenseurs des droits de l'homme, Adilur Rahman Khan, secrétaire d'Odhikar, avait été placé en détention pour avoir dénoncé des violations des droits de l'homme en mai 2013. L'organisation le considérait comme un prisonnier d'opinion et demandait sa libération immédiate et inconditionnelle. Elle a prié le Bangladesh de commuer immédiatement toutes les condamnations à mort, y compris celle d'un membre influent de Jamaat-e-Islami pour des crimes commis pendant la guerre d'indépendance. Elle a exprimé sa préoccupation quant au fait qu'au moins quatre blogueurs avaient été inculpés pour infraction à la loi sur les technologies de l'information et des communications et risquaient jusqu'à dix ans d'emprisonnement.

4. Observations finales de l'État ayant fait l'objet de l'Examen

718. Le Chef de la délégation a remercié les États qui avaient salué les efforts déployés par le Bangladesh. Ce dernier a reconnu qu'il devait prendre davantage en considération de nombreux problèmes. La plupart des difficultés auxquelles le Bangladesh était confronté en matière de droits de l'homme découlaient de la pauvreté et du sous-développement. Le manque d'autonomie économique représentait un obstacle majeur à la pleine jouissance des droits civils, politiques, sociaux et culturels.

719. Le Bangladesh avait maintes fois affirmé qu'il appuyait l'Examen périodique universel et qu'il était fermement résolu à y prendre part, car cela lui donnait la possibilité d'échanger ouvertement et de manière constructive sur les moyens de promouvoir et de protéger les droits de l'homme. Sa participation aux débats l'avait incité à poursuivre ses efforts en matière de réalisation des droits de l'homme. L'Examen lui avait permis de prendre conscience des problèmes relatifs aux droits de l'homme dans le pays et d'améliorer la promotion et la protection de ces droits dans de nombreux domaines.

720. Le Chef de la délégation a réitéré la promesse faite par la Ministre des affaires étrangères, à savoir que le Bangladesh ferait tout son possible pour donner effet aux recommandations qu'il avait acceptées. Il s'est réjoui de poursuivre le dialogue constructif au cours du troisième cycle de l'Examen périodique universel et s'est dit toujours ouvert aux suggestions et aux conseils.

Azerbaïdjan

721. L'Examen concernant l'Azerbaïdjan s'est déroulé le 30 avril 2013, conformément à toutes les dispositions pertinentes des résolutions et décisions applicables du Conseil des droits de l'homme, sur la base des documents suivants :

a) Le rapport national soumis par l'Azerbaïdjan conformément au paragraphe 5 (al. a)) de l'annexe de la résolution 16/21 du Conseil (A/HRC/WG.6/16/AZE/1) ;

b) La compilation établie par le HCDH conformément au paragraphe 5 (al. b)) de l'annexe de la résolution 16/21 du Conseil (A/HRC/WG.6/16/AZE/2) ;

c) Le résumé établi par le HCDH conformément au paragraphe 5 (al. c)) de l'annexe de la résolution 16/21 (A/HRC/WG.6/16/AZE/3).

722. À sa 23e séance, le 20 septembre 2013, le Conseil a examiné et adopté les textes issus de l'Examen concernant l'Azerbaïdjan (voir la section C ci-après).

723. Les textes issus de l'Examen concernant l'Azerbaïdjan comprennent le rapport du Groupe de travail sur l'Examen périodique universel (A/HRC/24/13), les vues de l'Azerbaïdjan sur les recommandations et/ou conclusions, ses engagements volontaires et les réponses qu'il a apportées, avant l'adoption desdits textes en plénière, aux questions ou points qui n'avaient pas été suffisamment traités au cours du dialogue mené dans le cadre du Groupe de travail (voir également A/HRC/24/13/Add.1).

1. Vues exprimées par l'État ayant fait l'objet de l'Examen au sujet des recommandations et/ou conclusions, de ses engagements volontaires et des textes issus de l'Examen

724. Le Chef de la délégation azerbaïdjanaise, le Vice-Ministre des affaires étrangères, a exprimé la gratitude de son pays envers tous les États membres et les États observateurs du Conseil pour leur participation constructive à l'Examen. Cet Examen avait donné l'occasion à l'Azerbaïdjan de revoir et d'analyser les mesures qu'il avait prises depuis 2009 pour promouvoir et de protéger les droits de l'homme et les libertés fondamentales, ainsi que les résultats obtenus et les difficultés rencontrées.

725. L'Azerbaïdjan avait accepté, en totalité ou en partie, 158 recommandations dont certaines avaient déjà été appliquées. L'État avait prévu des mesures pour répondre aux autres recommandations.

726. Le développement économique du pays, ainsi que les garanties sociales offertes aux différentes couches de la société, les réformes concernant la gouvernance de l'État et le renforcement du rôle de la société civile avaient créé des conditions plus propices à la promotion et à la protection des droits de l'homme.

727. Les programmes publics de développement socioéconomique au niveau régional, appliqués en 2004 et en 2009, avaient joué un rôle important dans le développement du pays et permis la création de plus d'un million d'emplois, principalement dans des secteurs non pétroliers et non agricoles.

728. L'accès aux services de santé était une priorité du Gouvernement et des mesures essentielles avaient été prises dans ce sens. Environ 500 établissements de soins de santé, dont 70 % en zones rurales, avaient reçu de nouveaux équipements médicaux et avaient été entièrement rénovés. Quelque 17 établissements de ce type avaient été construits dans les zones rurales, en coopération avec la Banque mondiale.

729. L'amélioration de la qualité de la prise en charge médicale des mères et de leurs enfants était une autre priorité des politiques sociales publiques.

730. Près de 2 000 établissements scolaires avaient été construits ou entièrement rénovés et dotés d'équipements modernes. Des projets d'investissement avaient également été lancés afin de doter le système éducatif des technologies de l'information et des communications et des moyens nécessaires à un enseignement en ligne.

731. L'élection présidentielle, qui s'est tenue en octobre 2013, a joué un rôle important dans la vie sociopolitique du pays. Le Gouvernement a pris toutes les mesures nécessaires pour garantir à tout citoyen le droit de vote et le droit d'être élu, notamment par des

séminaires et des sessions de formation sur les questions électorales menés en partenariat avec la Commission de Venise du Conseil de l'Europe.

732. L'Azerbaïdjan a assuré au Conseil des droits de l'homme que la présence des observateurs locaux et étrangers, ainsi que des représentants de médias internationaux, serait autorisée durant les élections.

733. S'agissant des remarques formulées par la Commission de Venise en 2008, la loi sur la liberté de réunion avait été modifiée et était considérée par la Commission comme pleinement conforme aux normes européennes.

734. Les autorités de chaque ville et des districts de Bakou avaient mis à disposition des lieux de réunion. L'Azerbaïdjan avait coopéré activement avec tous les titulaires de mandat au titre des procédures spéciales, leur faisant parvenir en avril 2013 une invitation permanente. L'État prenait non seulement les dispositions nécessaires à la visite du Rapporteur spécial sur les droits à la liberté de réunion pacifique et à la liberté d'association, mais préparait et coordonnait aussi les visites de la Rapporteuse spéciale sur la violence contre les femmes et les filles, ses causes et ses conséquences et du Groupe de travail sur la détention arbitraire.

735. La loi sur l'élimination de la violence domestique avait été adoptée en 2010. Comme elle le prévoyait, des modifications avaient été apportées au Code de la famille pour que l'âge minimal légal du mariage passe à 18 ans, afin d'interdire les mariages précoces et les mariages forcés et durcir les sanctions en cas de manquement. De plus, en 2011, la Commission nationale des questions familiales, féminines et de l'enfance, en coopération avec l'UNICEF, avait mis en œuvre un programme de « communications sociales et de changements comportementaux » visant à prévenir les mariages précoces.

736. Une loi prévoyant de nouvelles peines en cas de mariage précoce a été adoptée en novembre 2011.

737. La lutte contre la corruption et pour son éradication permettait de garantir les droits de l'homme et les libertés fondamentales. L'Azerbaïdjan attachait donc une grande importance à la coopération internationale dans la lutte contre la corruption. Les effectifs de l'organisme chargé des innovations en matière sociale et de services publics étaient passés de 120 à 260 personnes. En 2012, la création des antennes de cet organisme se poursuivait dans différentes régions du pays.

738. Le programme d'action national visant à protéger plus efficacement les droits de l'homme et les libertés en Azerbaïdjan, approuvé par décret présidentiel, prévoyait l'élaboration d'un projet de loi sur la diffamation. En septembre 2012, l'Azerbaïdjan avait demandé à la Commission de Venise de l'aider à élaborer ce projet de loi. En avril 2013, des représentants de la Commission avaient rencontré les représentants des organismes publics concernés, des services de presse et d'organisations de la société civile pour en débattre. Le 22 mai 2013, un débat public sur ce projet de loi s'était tenu à Bakou en présence de représentants de l'administration, du Président, du Parlement, du Conseil de la presse, des médias et d'autres parties prenantes. Il était prévu, dans le cadre du projet de loi, que la jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme serait appliquée dans les affaires de diffamation.

739. Guidé par les pratiques internationales, l'Azerbaïdjan s'efforçait en permanence d'améliorer sa législation sur les organisations non gouvernementales afin de créer les conditions nécessaires à l'épanouissement de la société civile. La loi sur les subventions et celle sur les organisations non gouvernementales avaient été modifiées pour que les subventions soient soumises au même cadre réglementaire que les aides financières. Une loi sur la participation du public avait en outre été adoptée par le Parlement et des propositions élaborées sur la base de recommandations de la Commission de Venise concernant la législation sur les organisations non gouvernementales, notamment leur processus d'enregistrement, étaient envisagées.

740. L'Azerbaïdjan avait refusé quatre recommandations, qu'il considérait comme reflétant la politique d'agression de l'Arménie, qui menait depuis 1988 une stratégie de nettoyage ethnique contre l'Azerbaïdjan, avait perpétré le génocide de Khodjali en 1992 et

occupait la région du Haut-Karabakh et sept autres districts adjacents de la République d'Azerbaïdjan.

741. L'Arménie a présenté une motion d'ordre tendant à ce que l'Azerbaïdjan respecte les normes de procédure. Elle invoquait à cet égard la résolution 5/1 du Conseil des droits de l'homme, qui prévoyait que l'Examen périodique universel devait être conduit de manière objective, constructive, non politisée et non conflictuelle. Elle a déclaré qu'il fallait rappeler à l'Azerbaïdjan que, durant ses présentations et ses déclarations, il devait s'abstenir d'avoir des propos irrespectueux, de faire des déclarations fausses et inventées et d'évoquer des questions politiques et territoriales. L'Arménie a indiqué que l'Azerbaïdjan était libre de refuser les recommandations qu'elle formulait, mais il lui semblait cependant nécessaire de souligner que les crimes les plus terribles avaient été commis en raison des tentatives menées par des gouvernements et certaines personnes pour justifier de graves violations des droits de l'homme.

742. Le Chef de la délégation azerbaïdjanaise a répondu qu'il était surpris par le comportement et les commentaires de la représentante de l'Arménie. Il a souligné qu'il avait exposé les raisons du rejet des recommandations formulées par l'Arménie et qu'à cet égard, l'Azerbaïdjan avait respecté le Règlement intérieur du Conseil des droits de l'homme.

743. Dans une autre motion d'ordre, la représentante de l'Arménie a déclaré que ce n'était pas la première fois que la délégation azerbaïdjanaise les insultait, elle et la délégation arménienne. Elle a demandé au Président du Conseil des droits de l'homme de rappeler que le Chef de la délégation azerbaïdjanaise représentait son pays et l'image de son pays. Elle a également souligné qu'elle-même représentait sa délégation et son pays et qu'elle défendait celui-ci. Elle a demandé au Président de rappeler à la délégation azerbaïdjanaise qu'elle devait respecter la délégation arménienne.

744. Le Président a rappelé à toutes les parties concernées que, conformément au Règlement intérieur du Conseil des droits de l'homme, en particulier l'article 113, les motions d'ordre devaient porter sur des questions de procédure. Il a rappelé à toutes les délégations que le Conseil n'était pas l'organe compétent ni le lieu approprié pour débattre de questions bilatérales de nature territoriale.

745. L'Azerbaïdjan a remercié tous les représentants qui avaient participé au dialogue, les membres de la troïka (Libye, Maldives et Pérou), le secrétariat et les interprètes qui avaient permis que ce dialogue ait lieu.

2. Vues exprimées par des États membres et des États observateurs du Conseil au sujet des textes issus de l'Examen

746. À la séance consacrée à l'adoption des textes issus de l'Examen concernant l'Azerbaïdjan, 12 délégations et l'UNICEF ont fait des déclarations***.

747. La Chine s'est félicitée des progrès accomplis par l'Azerbaïdjan en matière de promotion et de protection des droits de l'homme. Elle a félicité l'État d'avoir fait bon accueil aux recommandations formulées durant l'Examen et l'a remercié d'avoir accepté les recommandations qu'elle avait formulées sur la promotion du développement socioéconomique, l'éradication de la pauvreté et la création d'une base solide permettant à toute la population de jouir pleinement de ses droits. Elle a salué la détermination de l'État à améliorer la situation dans les domaines de l'éducation et de la santé et à fournir de meilleurs services d'éducation et de santé, en particulier dans les zones rurales.

748. Le Conseil de l'Europe a souligné les recommandations et les demandes formulées par le Comité européen pour la prévention de la torture et des peines ou traitements inhumains ou dégradants et le Commissaire aux droits de l'homme dans son rapport de 2010 sur la liberté d'expression et d'association, le comportement des forces de l'ordre et l'administration de la justice, ainsi que les recommandations formulées dans le troisième rapport de la Commission européenne contre le racisme et l'intolérance. Il a également noté

*** Les déclarations disponibles des délégations qui n'ont pas été prononcées faute de temps sont publiées sur l'Extranet du Conseil des droits de l'homme, accessible à l'adresse suivante : https://extranet.ohchr.org/sites/hrc/HRCSessions/RegularSessions/24thSession/Pages/Calendar.aspx.

que le Comité des ministres étudiait trois cas ou groupes de cas révélant des problèmes structurels liés à la non-exécution de décisions judiciaires définitives ordonnant l'expulsion de personnes déplacées à l'intérieur du pays, à des condamnations injustifiées pour diffamation ou à l'exécution injustifiée de peines de prison pour de simples affaires de diffamation, à l'application arbitraire de lois antiterroristes et à l'usage excessif de la force par la police ou les violences policières, ainsi qu'à l'absence d'enquête effective. Le Conseil de l'Europe accueillerait favorablement la ratification par l'État de la Charte européenne des langues régionales ou minoritaires et de la Convention sur la prévention et la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique.

749. Cuba a noté avec satisfaction que l'État azerbaïdjanais avait accepté la grande majorité des recommandations et a salué les progrès réalisés dans leur application. Elle a remercié l'Azerbaïdjan d'avoir accepté sa recommandation concernant l'application et la promotion du programme d'aide sociale spéciale et des programmes de réduction de la pauvreté. Elle a salué les résultats obtenus dans la lutte contre la violence domestique, dans l'amélioration de la santé de la mère et de l'enfant, de la santé procréative et dans la réduction de la mortalité maternelle.

750. Djibouti a félicité l'Azerbaïdjan d'avoir accepté la majorité des recommandations. Il a noté avec satisfaction que l'État avait accepté sa recommandation concernant l'application du plan de développement de la protection sociale.

751. La Malaisie a salué la future collaboration de l'État à l'Examen périodique universel et sa détermination à donner suite aux recommandations qu'il avait acceptées. Elle s'est félicitée que ses recommandations aient été examinées et acceptées.

752. Le Maroc a remercié l'Azerbaïdjan d'avoir accepté ses recommandations concernant l'éducation, l'éducation aux droits de l'homme et la lutte contre la corruption. Il a pris note des efforts déployés par l'État pour lutter contre la corruption, mettre en place les mécanismes adéquats et mener à bien les réformes institutionnelles nécessaires. Il a également pris note des plans d'action visant à lutter contre la corruption et a loué la coopération de l'État avec la communauté internationale à ce sujet.

753. Le Nigéria a félicité l'Azerbaïdjan d'avoir coopéré avec le HCDH afin de s'acquitter des obligations lui incombant en vertu des instruments pertinents relatifs aux droits de l'homme et du droit international humanitaire, et l'a exhorté à renforcer encore cette coopération. Il a salué la détermination avec laquelle l'État se consacrait à la promotion et à la protection des droits de l'homme, conformément au droit international des droits de l'homme.

754. Le Pakistan a noté que l'Azerbaïdjan avait pris plusieurs mesures pour promouvoir et protéger les droits de l'homme, notamment l'adoption d'un plan d'action national et la création d'une commission des droits de l'homme. Il a également pris note des actions menées par l'État pour lutter contre la torture, éliminer la violence domestique et protéger les droits de l'enfant.

755. Les Philippines se sont dites conscientes des difficultés auxquelles l'Azerbaïdjan faisait face pour s'acquitter de ses obligations en matière de droits de l'homme. Elles l'ont félicité d'avoir appliqué les recommandations reçues et acceptées à l'issue du premier cycle de l'Examen et ont salué les efforts constants déployés par l'État pour améliorer sa gestion des migrations, notamment en offrant une meilleure protection sociale aux migrants.

756. La Fédération de Russie a fait observer que l'Azerbaïdjan avait accepté la plupart des recommandations, faisant ainsi preuve de sa volonté d'améliorer la situation des droits de l'homme et le système national de protection des droits de l'homme.

757. Sri Lanka a noté avec satisfaction que l'Azerbaïdjan avait accepté ses recommandations. Elle a également pris note des informations détaillées fournies par l'État au sujet de l'application de mesures et de politiques concernant, entre autres, l'égalité des genres, la réalisation des droits de l'enfant et le développement socioéconomique.

758. L'UNICEF a félicité l'Azerbaïdjan d'avoir créé, sous l'autorité du Vice-Premier Ministre, un mécanisme chargé de rendre compte chaque année des progrès réalisés dans l'application des observations finales du Comité des droits de l'enfant. Dans la perspective de l'examen du premier rapport soumis par l'Azerbaïdjan au Comité des droits des personnes

handicapées, de nombreuses recommandations concernant les personnes handicapées, en particulier les enfants handicapés, mériteraient d'être examinées de manière urgente. L'organisation espérait que le Parlement azerbaïdjanais s'engagerait à adopter rapidement le projet de loi sur la justice pour mineurs. Elle a souligné qu'il importait de continuer à œuvrer à la suppression de la pratique des mariages non enregistrés, en particulier lorsqu'elle concernait des enfants de moins de 18 ans.

759. Les Émirats arabes unis ont noté avec satisfaction que l'Azerbaïdjan avait adhéré à un grand nombre de recommandations, ce qui témoignait de sa volonté de progresser dans la promotion et la protection des droits de l'homme. Ils se sont félicités des mesures prises par l'État au niveau national, preuve de sa détermination à continuer d'améliorer la situation des droits de l'homme dans le pays.

3. Observations générales faites par d'autres parties prenantes

760. À la séance consacrée à l'adoption des textes issus de l'Examen concernant l'Azerbaïdjan, 10 autres parties prenantes ont fait des déclarations.

761. Human Rights House Foundation a demandé à l'Azerbaïdjan de mettre fin aux restrictions directes et indirectes à la liberté d'expression et de garantir aux journalistes et aux professionnels des médias de pouvoir travailler librement et sans être intimidés par les autorités. Elle a également demandé à l'État de réformer la loi sur la diffamation et d'éviter de poursuivre pour diffamation des militants de la société civile et des journalistes. Elle lui a également demandé de modifier les lois, politiques et pratiques en matière de réglementation de la liberté de réunion et du droit de manifester pacifiquement. La recommandation de renoncer à la pratique illégale consistant à reporter ou à refuser l'enregistrement d'organisations non gouvernementales, notamment internationales, et les recommandations critiques à l'égard du Gouvernement devraient être appliquées. La fondation a rappelé que, depuis le 10 mars 2013, elle avait été obligée de suspendre ses activités et que des organisations non gouvernementales partenaires, notamment Election Monitoring and Democracy Studies Centre, s'étaient vues refuser leur enregistrement.

762. Selon Human Rights Watch, le bilan en matière de liberté d'expression et de liberté de réunion et d'association n'a cessé de se dégrader ces dernières années. L'organisation a même constaté une détérioration spectaculaire de la situation depuis la mi-2012, avant de l'élection présidentielle d'octobre 2013. Les autorités avaient faussement accusé des défenseurs des droits de l'homme, notamment de possession de drogues et d'armes, d'houliganisme, d'incitation à la trahison et de haute trahison. Elles nourrissaient depuis longtemps un profond ressentiment envers les médias indépendants et d'opposition. Depuis janvier 2013, au moins six journalistes avaient été condamnés à des peines de prison, apparemment en représailles à leurs enquêtes approfondies et critiques. L'État avait également imposé aux opposants politiques une interdiction générale de manifester à Bakou. Human Rights Watch a aussi noté que le Parlement avait adopté des amendements à certaines lois, multipliant par plus de cent le montant des amendes sanctionnant la participation à des manifestations non autorisées et l'organisation de manifestations de ce type. Les visites, désormais acceptées, de plusieurs titulaires de mandat au titre des procédures spéciales du Conseil des droits de l'homme devraient faire partie des premières étapes sur la voie des réformes urgentes et nécessaires à mener.

763. Verein Südwind Entwicklungspolitik a déclaré que la stratégie d'éducation ne suffisait pas pour limiter la corruption endémique, qui avait non seulement empêché le développement du pays, mais nuisait également à la santé de la population. L'organisation a recommandé à l'Azerbaïdjan d'investir dans un système de santé national décent et accessible à tous. Elle l'a également exhorté à montrer sa volonté d'adhérer à la Cour pénale internationale.

764. Action Canada pour la population et le développement et Federation for Women and Family Planning ont dit leur préoccupation face au nombre croissant d'avortements sélectifs pratiqués en fonction du sexe du fœtus. Une femme ayant subi un avortement forcé a ainsi vu ses droits fondamentaux violés, tels que le droit au meilleur état de santé possible, le droit de prendre une décision concernant toute intervention médicale en connaissance de cause et le droit au respect de la vie privée et familiale. Les deux organisations ont demandé au

Gouvernement de prendre toutes les mesures nécessaires pour adopter une loi générale sur les droits des femmes en matière de procréation, en écartant tout stéréotype lié au sexe ou au genre et toute attitude discriminatoire, et de faire siens les concepts de dignité, d'autodétermination et de respect de la vie privée et familiale.

765. Amnesty International a souligné que les Azerbaïdjanais avaient de plus en plus de difficulté à faire valoir leurs droits et leurs libertés fondamentales. Au moins 14 militants de la société civile, journalistes et défenseurs des droits de l'homme avaient été détenus simplement pour avoir exercé pacifiquement leurs droits à la liberté d'expression, de réunion et d'association. Des dizaines d'autres personnes faisaient l'objet de harcèlement, d'actes d'intimidation et même d'agressions physiques de la part de personnes non identifiées. La loi sur la diffamation avait été élargie le 3 juin 2013 au contenu publié sur Internet et aux opinions exprimées en ligne, notamment sur les réseaux sociaux. Les autorités avaient, à plusieurs reprises, empêché des manifestants pacifiques de se rassembler à Bakou. Des modifications de la loi sur les organisations non gouvernementales avaient entravé l'action des organisations de la société civile par des obstacles supplémentaires à l'enregistrement et des critères de financement plus stricts.

766. Reporters sans Frontières a indiqué qu'avant l'élection présidentielle d'octobre 2013, la situation des droits de l'homme en Azerbaïdjan était dramatique. L'association a donné des exemples récents de violations des droits de l'homme commises à l'égard de journalistes et de médias indépendants et a pris note de l'adoption de lois érigeant la diffamation en infraction pénale. L'organisation a demandé à l'État d'accepter les recommandations 109.105 et 109.30 sur le droit à la liberté d'expression.

767. L'International Fellowship of Reconciliation a fait observer que, malgré les nombreux rappels du Conseil de l'Europe et les recommandations du Comité des droits de l'homme, il n'y avait toujours aucune solution de substitution au service militaire en Azerbaïdjan. Au fil des ans, un certain nombre d'objecteurs de conscience avaient été emprisonnés pendant des périodes allant jusqu'à douze mois pour avoir refusé de faire leur service militaire. L'organisation a donc exhorté l'État à cesser d'emprisonner les objecteurs de conscience.

768. Dans une déclaration conjointe avec le Centre for National and International Studies, CIVICUS a indiqué que les organisations de la société civile se heurtaient à des restrictions injustifiées contraires à la liberté d'association. L'organisation était très préoccupée par les informations selon lesquelles des médias indépendants, des journalistes et des internautes continueraient d'être visés par des actes d'intimidation et de harcèlement. Les modifications de la loi sur la diffamation, approuvées en mai 2013, qui avaient étendu l'infraction de diffamation au contenu publié sur Internet, allaient à l'encontre de plusieurs recommandations. CIVICUS a demandé au Gouvernement de modifier la loi sur la diffamation de sorte à la rendre conforme à l'article 19 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques et de mettre immédiatement fin à la détention de personnes exerçant leur droit à la liberté d'expression.

769. United Schools International a indiqué que l'Azerbaïdjan avait enregistré un taux de croissance moyen de 12,6 % de son PIB. L'organisation a également pris note de la déclaration du Ministre du développement économique qui prévoyait que l'économie dépasserait largement les objectifs fixés dans la stratégie de développement de l'Azerbaïdjan à l'horizon 2020.

4. Observations finales de l'État ayant fait l'objet de l'Examen

770. La délégation azerbaïdjanaise a remercié toutes les délégations et organisations qui avaient pris part aux discussions dans le cadre de l'Examen. L'État azerbaïdjanais attachait beaucoup d'importance au travail du Conseil des droits de l'homme et déclarait vouloir coopérer avec lui à l'avenir et participer à son fonctionnement. Il souhaitait poursuivre son développement socioéconomique, notamment par la promotion et la protection des droits de l'homme et des libertés fondamentales. Il a reconnu que le pays avait des difficultés liées à des conflits et à d'autres facteurs et qu'il avait dû faire face à un nombre élevé de réfugiés et de déplacés.

771. Les politiques de l'État visaient à favoriser le développement de la société civile, à permettre la pleine réalisation des droits de l'homme et à mettre en place des garanties juridiques pour chaque citoyen azerbaïdjanais.

772. La délégation a renouvelé les remerciements de l'État au Président, au secrétariat et à la troïka pour avoir permis la tenue d'un dialogue constructif dans le cadre de l'Examen.

773. L'Arménie a demandé des précisions à propos d'une note de bas de page de la page 4 du rapport du Groupe de travail sur l'Azerbaïdjan. D'après la résolution 5/1 du Conseil des droits de l'homme sur la mise en place des institutions et la déclaration PRST/8/1 du Président, le document final de l'Examen devait être un rapport factuel contenant le résumé du dialogue interactif et les conclusions et recommandations formulées durant l'Examen. L'Arménie a également souligné que, dans le rapport du Groupe de travail, le Haut-Karabakh n'était mentionné que dans la déclaration de l'Azerbaïdjan et dans la déclaration faite par l'Arménie au sujet des recommandations. La position de l'Arménie était clairement résumée aux paragraphes 97 et 110.4, ce qui n'apparaissait pas dans le texte de la note de bas de page. L'Azerbaïdjan n'avait pas évoqué cette question et l'information contenue dans la note de bas de page n'avait donc été donnée par aucune délégation durant l'Examen. L'Arménie a donc demandé que l'on précise si la référence faite dans la note de bas de page émanait d'un État. Elle a déclaré que le seul but de cette note de bas de page était de fausser et de dénaturer les recommandations qu'elle avait formulées, ce qui était contraire à toutes les normes et à tous les principes de l'Examen périodique universel. Elle a également souligné que la mention de la note de bas de page était contraire aux dispositions du Manuel d'édition de l'ONU, en particulier les chapitres sur l'utilisation des notes de bas de page dans les documents de l'ONU. La note de bas de page, compte tenu de son caractère impératif et politique lié à des questions territoriales, était totalement contraire à la décision du Président selon laquelle l'Examen ne devait pas être utilisé pour débattre de questions politiques ou territoriales. L'Arménie a ajouté que, compte tenu de ce qui précédait, le projet de décision présenté pour adoption comportait de graves problèmes de fond en ce qu'il donnerait lieu à l'adoption du rapport du Groupe de travail qui contenait des erreurs factuelles. L'Arménie a fait valoir que cela créerait un dangereux précédent qui pourrait avoir des conséquences imprévisibles et nuirait gravement à la crédibilité et à l'universalité de l'Examen.

774. Le Président du Conseil des droits de l'homme a rappelé que le Groupe de travail s'était réuni pour adopter le document final de l'examen concernant l'Azerbaïdjan par une décision normalisée. Le rapport du Groupe de travail n'était qu'un élément parmi d'autres et la réunion plénière du Conseil sur l'Examen périodique universel avait pour seul but de faire adopter par le Conseil le document final de l'Examen concernant les États et non de relancer des débats qui s'étaient déjà tenus à la réunion du Groupe de travail. Il a ajouté que le Groupe de travail, dans son rapport sur l'examen concernant l'Azerbaïdjan, n'entendait pas formuler la moindre interprétation juridique ou le moindre commentaire sur des questions territoriales, car cela aurait outrepassé ses compétences et celles du Conseil des droits de l'homme. Aucun élément des rapports du Groupe de travail ne devait être perçu comme une modification ou une interprétation des recommandations faites par les États durant l'Examen.

775. Le représentant des États-Unis, s'exprimant au nom des Coprésidents du Groupe de Minsk de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (composé de la France, de la Fédération de Russie et des États-Unis d'Amérique), a déclaré que le rapport du Groupe de travail sur l'Examen concernant l'Azerbaïdjan n'avait pas pour objet de formuler une interprétation juridique ou des commentaires sur des questions faisant encore l'objet de négociations au sein du Groupe de Minsk.

Fédération de Russie

776. L'Examen concernant la Fédération de Russie s'est déroulé le 28 avril 2013, conformément à toutes les dispositions pertinentes des résolutions et décisions applicables du Conseil des droits de l'homme, sur la base des documents suivants :

a) Le rapport national soumis par la Fédération de Russie conformément au paragraphe 5 (al. a)) de l'annexe de la résolution 16/21 du Conseil (A/HRC/WG.6/16/RUS/1) ;

b) La compilation établie par le HCDH conformément au paragraphe 5 (al. b)) de l'annexe de la résolution 16/21 (A/HRC/WG.6/16/RUS/2) ;

c) Le résumé établi par le HCDH conformément au paragraphe 5 (al. c)) de l'annexe de la résolution 16/21 du Conseil (A/HRC/WG.6/16/RUS/3).

777. À sa 24e séance, le 20 septembre 2013, le Conseil a examiné et adopté les textes issus de l'Examen concernant la Fédération de Russie (voir la section C ci-après).

778. Les textes issus de l'Examen concernant la Fédération de Russie comprennent le rapport du Groupe de travail sur l'Examen périodique universel (A/HRC/24/14), les vues de la Fédération de Russie sur les recommandations et/ou conclusions, ses engagements volontaires et les réponses qu'elle a apportées, avant l'adoption desdits textes en plénière, aux questions ou points qui n'avaient pas été suffisamment traités au cours du dialogue mené dans le cadre du Groupe de travail (voir également A/HRC/24/14/Add.1).

1. Vues exprimées par l'État ayant fait l'objet de l'Examen au sujet des recommandations et/ou conclusions, de ses engagements volontaires et des textes issus de l'Examen

779. La délégation de la Fédération de Russie a réaffirmé l'engagement de l'État envers les objectifs et les principes de l'Examen périodique universel, et a dit l'intérêt qu'elle avait pour ce type de coopération, qui, selon elle, contribuait efficacement à la promotion des droits de l'homme dans tous les pays, sans exception.

780. Pendant la session du Groupe de travail sur l'Examen périodique universel, la Fédération de Russie avait reçu 231 recommandations. La délégation s'est félicitée de l'intérêt accordé durant l'Examen à son deuxième rapport national et a en particulier remercié les délégations qui avaient souligné les progrès notables réalisés dans de nombreux domaines relatifs à la protection des droits de l'homme.

781. La Fédération de Russie avait examiné attentivement toutes les recommandations dans un esprit constructif. Ses positions étaient énoncées dans deux documents soumis au secrétariat : le premier contenait une réponse succincte aux recommandations et résumait l'examen que le Gouvernement avait fait des recommandations ; le second présentait, sous forme de tableau, des explications détaillées sur les recommandations, dans une démarche qui se voulait la plus rigoureuse et transparente possible dans le cadre de l'Examen.

782. Une erreur technique s'étant glissée dans les documents soumis, la délégation a précisé sa position sur la recommandation concernant la ratification de deux Protocoles facultatifs à la Convention relative aux droits de l'enfant. Le Gouvernement ne l'avait en fait que partiellement acceptée et sa position était la même qu'à l'égard de la recommandation suivante. Au total, la Fédération de Russie avait pleinement adhéré à 148 recommandations, en avait partiellement accepté 15 et en avait rejeté 68.

783. La Fédération de Russie avait accepté les recommandations dont les autorités avaient approuvé le contenu et la formulation, ainsi que celles déjà été appliquées ou en cours d'application. Elle n'avait que partiellement accepté certaines recommandations parce que certains aspects de celles-ci ne pouvaient être mis en œuvre pour des raisons diverses. Entraient également dans cette catégorie les recommandations composites, à savoir les recommandations qui portaient sur plusieurs questions n'ayant aucun rapport entre elles et auxquelles les autorités russes n'avaient pas souscrit. La Fédération de Russie n'a pu souscrire aux recommandations contraires au contenu, à l'esprit et à l'application pratique de la législation en vigueur et à la direction prise par cette législation, et également en raison de l'inexactitude factuelle des affirmations qu'elles contenaient ou de certaines incohérences.

784. La délégation a également fait remarquer que les recommandations mentionnées dans la note de bas de page du paragraphe 141 ne pouvaient pas être étudiées dans le cadre de l'Examen concernant la Fédération de Russie. En effet, elles étaient factuellement incorrectes et n'entraient pas dans le cadre de l'Examen défini par le Conseil des droits de l'homme dans ses résolutions 5/1 et 16/21, et ne s'appliquaient donc pas à la Fédération de Russie.

785. La délégation russe a déclaré que les recommandations acceptées serviraient de lignes directrices à l'État pour garantir la protection des droits de l'homme et que les principales orientations qu'elles contenaient constitueraient un cadre constructif pour que l'État et les

organisations de la société civile poursuivent activement leur collaboration. En outre, l'Examen périodique universel continuerait de contribuer au développement de la Fédération de Russie en tant qu'État démocratique fondé sur le principe de l'état de droit, et dans lequel les personnes, leurs droits et leurs libertés étaient au centre des priorités.

2. Vues exprimées par des États membres et des États observateurs du Conseil au sujet des textes issus de l'Examen

786. À la séance consacrée à l'adoption des textes issus de l'Examen concernant la Fédération de Russie, 15 délégations ont fait des déclarations***.

787. La République démocratique populaire lao s'est dite satisfaite de l'exposé détaillé présenté par la Fédération de Russie sur les évolutions récentes de la protection et de la promotion des droits de l'homme dans le pays. Elle a noté avec satisfaction que l'État avait accepté nombre des recommandations qui avaient été formulées à la seizième session du Groupe de travail et a salué les mesures qu'il avait prises pour les appliquer. Elle l'a félicitée pour les progrès accomplis dans le cadre de sa législation, dans l'application de la loi et le renforcement du mécanisme national des droits de l'homme mais aussi en vue d'une participation accrue de la société civile aux prises de décisions.

788. La Malaisie a félicité la Fédération de Russie pour sa participation active et son attachement à l'Examen périodique universel ainsi que pour sa coopération. Elle a noté que l'État avait accepté la plupart des recommandations formulées pendant la session du Groupe de travail et a salué sa détermination à appliquer les recommandations acceptées.

789. Le Maroc a pris note de l'engagement de la Fédération de Russie dans le contexte de l'Examen périodique universel, comme en témoignait le fait qu'elle ait accepté un grand nombre de recommandations, y compris celles qu'il avait formulées sur la lutte contre la corruption et les réformes du système judiciaire. À cet égard, il s'est félicité des progrès accomplis en matière d'accès à la justice, y compris pour rendre le système judiciaire transparent. Il a également salué l'adoption de lois relatives à l'accès en ligne à des informations sur l'activité de la magistrature et à la mise en place d'une aide juridictionnelle.

790. Le Nigéria a félicité la Fédération de Russie pour son engagement en faveur de l'Examen périodique universel. Il a également constaté avec satisfaction que le Gouvernement était prêt à honorer ses obligations en matière de protection et de promotion des droits de l'homme, conformément au droit international. Il l'a exhorté à poursuivre sa coopération constructive avec le HCDH.

791. Le Pakistan a pris note de la coopération constructive de la Fédération de Russie avec le Conseil des droits de l'homme et a constaté avec satisfaction qu'elle avait accepté la plupart des recommandations reçues, y compris celles du Pakistan relatives à la lutte contre la discrimination et les différentes formes d'extrémisme et à la promotion de la tolérance raciale, ethnique et religieuse. La Fédération de Russie avait pris des mesures encourageantes pour garantir la gratuité de l'aide juridique et traiter les plaintes visant le personnel de sécurité.

792. Les Philippines accueillaient avec satisfaction la création d'un poste de Commissaire aux droits de l'enfant et l'attention accordée à la protection des droits de la femme. À cet égard, elles se sont félicitées du fait que le Gouvernement ait accepté leur recommandation relative à la protection juridique contre les violences domestiques. Elles restaient convaincues que, bien que la Fédération de Russie n'ait pas accepté leur recommandation sur la ratification de la Convention internationale sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille, elle poursuivrait sa coopération avec la communauté internationale afin de trouver des moyens d'assurer une meilleure protection sociale aux migrants, y compris aux travailleurs migrants.

793. L'Afrique du Sud a félicité la Fédération de Russie pour son attachement à l'Examen périodique universel et pour les mesures prises pour ratifier d'importants instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme. Elle a pris note avec satisfaction des progrès

*** Les déclarations disponibles des délégations qui n'ont pas été prononcées faute de temps sont publiées sur l'Extranet du Conseil des droits de l'homme, accessible à l'adresse suivante : https://extranet.ohchr.org/sites/hrc/HRCSessions/RegularSessions/24thSession/Pages/Calendar.aspx.

accomplis sur la voie de la réalisation effective et du plein exercice des droits de l'homme et des libertés fondamentales, et a encouragé le Gouvernement à continuer d'œuvrer en ce sens.

794. Sri Lanka a noté que la Fédération de Russie avait accepté la plupart des recommandations, dont les siennes. Elle a pris note des mesures prises pour protéger les droits de l'homme, notamment la création du poste de Commissaire régional aux droits de l'enfant, les efforts déployés dans l'élaboration d'un projet de loi fédérale sur la prévention de la violence domestique et la formation des membres des forces de l'ordre. Elle a également salué la ratification du Protocole facultatif à la Convention relative aux droits de l'enfant, concernant la vente d'enfants, la prostitution des enfants et la pornographie mettant en scène des enfants.

795. L'État de Palestine s'est félicité de l'attachement de la Fédération de Russie à l'Examen périodique universel ainsi que de la transparence et de la coopération dont elle avait fait preuve. Il a félicité le Gouvernement d'avoir accepté la plupart des recommandations et d'avoir adopté et appliqué une loi interdisant l'utilisation d'aveux obtenus par la torture. Il s'est également réjoui de la mise en place d'un mécanisme de dialogue interreligieux visant à promouvoir la tolérance et le respect des différentes valeurs religieuses et culturelles, ainsi que des mesures qui avaient pour objectif de veiller à ce que les dispositions législatives ne restreignent pas de manière indue l'exercice de la liberté de réunion ou de la liberté d'expression.

796. Cuba a pris note de l'engagement de la Fédération de Russie en faveur des droits de l'homme, dont elle a fait la démonstration lors du deuxième Examen la concernant. Le dialogue a été l'occasion de répertorier les initiatives et les réalisations du Gouvernement en matière de promotion et de protection des droits de l'homme. Cuba a noté avec satisfaction que l'État avait accepté un grand nombre de recommandations, notamment celles qu'elle avait formulées sur la coopération internationale en matière de droits de l'homme, de prestation de services médicaux gratuits et de développement culturel et ethnique.

797. La Thaïlande a félicité la Fédération de Russie d'avoir accepté ses recommandations relatives à l'examen de l'intégration des Règles des Nations Unies concernant le traitement des détenues et l'imposition de mesures non privatives de liberté aux délinquantes (Règles de Bangkok) dans son programme d'amélioration des conditions de détention. Elle a également noté avec satisfaction que l'État avait ratifié le Protocole facultatif à la Convention relative aux droits de l'enfant, concernant la vente d'enfants, la prostitution des enfants et la pornographie mettant en scène des enfants. Afin de renforcer encore le mécanisme de protection de l'enfance, elle a encouragé la Fédération de Russie à poursuivre sa réflexion sur la ratification du Protocole facultatif à la Convention relative aux droits de l'enfant établissant une procédure de présentation de communications.

798. Le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord a regretté que sa recommandation sur l'application des recommandations faites par l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe ait été rejetée, et s'est interrogé sur la signification concrète de l'acceptation partielle de sa recommandation sur les défenseurs des droits de l'homme. Il a exhorté le Gouvernement à ne pas placer sous surveillance particulière les groupes militant en faveur de la protection des libertés fondamentales. Il était préoccupé par la nouvelle loi qui prévoyait des sanctions pour la promotion de « relations sexuelles non traditionnelles auprès des mineurs », car celle-ci pouvait dans les faits empêcher les membres de la communauté LGBT de jouir pleinement de la liberté d'expression et de la liberté de réunion pacifique. Il a également réaffirmé que toutes les recommandations auraient dû être incluses dans le rapport du Groupe de travail et que l'omission de certaines d'entre elles était contraire à l'esprit de l'Examen, et que cela ne devait pas se reproduire.

799. L'Ouzbékistan a noté avec satisfaction que l'État avait accepté la plupart des recommandations, y compris les siennes. Il a salué la coopération du Gouvernement avec les organes conventionnels ainsi que les progrès accomplis en matière de libéralisation et d'humanisation du système judiciaire, de protection des droits des enfants, des femmes et des personnes handicapées.

800. La République bolivarienne du Venezuela s'est réjouie de la coopération de l'État dans le cadre de l'Examen périodique universel. Elle a également pris note du caractère inclusif du rapport national, qui présentait des solutions et des plans d'action dans différents

domaines afin d'améliorer les conditions de vie de la population. Il a en outre noté que l'État avait rempli ses obligations sociales, notamment en améliorant le bien-être des membres les plus vulnérables de la population, en particulier les personnes âgées.

801. Le Viet Nam a noté avec satisfaction que l'État avait poursuivi de renforcement de son cadre législatif et du mécanisme national chargé d'améliorer l'exercice des droits humains et des libertés fondamentales. La Fédération de Russie a maintenu le rôle important qu'elle joue dans les affaires internationales et la contribution qu'elle y apporte, en coopérant avec les autres États afin de renforcer la paix et la sécurité mondiales, la coopération et le développement, ainsi que la protection des droits de l'homme. Le Viet Nam a salué la détermination et le sérieux dont le Gouvernement a fait preuve dans la suite donnée à toutes les recommandations acceptées, y compris les siennes.

3. Observations générales faites par d'autres parties prenantes

802. À la séance consacrée à l'adoption des textes issus de l'Examen concernant la Fédération de Russie, 10 autres parties prenantes ont fait des déclarations.

803. Le Center for Reproductive Rights a salué le fait que l'État ait accepté la recommandation relative à la mise en place de programmes d'éducation à la santé sexuelle et procréative, et a exhorté le Gouvernement à rendre cette matière obligatoire dans le programme scolaire. Il a mis en évidence les obstacles existants en matière d'accès aux services de santé procréative, notamment à la contraception et à l'avortement, et a déclaré que les femmes marginalisées étaient particulièrement exposées aux violations de leurs droits en matière de procréation. Pour remédier à cette situation, il a vivement recommandé à l'État d'élaborer des lois et des politiques qui garantissent à toutes les femmes l'accès à des services de santé procréative abordables et acceptables.

804. Human Rights Watch a noté que la répression de la société civile, notamment l'obligation faite aux organisations non gouvernementales de s'enregistrer en tant qu'« agents étrangers », et le nombre sans précédent d'inspections menées dans ces organisations ont été les questions les plus fréquemment soulevées. L'organisation a indiqué que plus de 80 groupes avaient reçu un avertissement ou l'ordre de s'enregistrer en tant qu'« agents étrangers » ou avaient été poursuivis, et que de nombreuses organisations avaient été harcelées par des fonctionnaires et des acteurs privés. Elle a regretté que l'État ait rejeté les recommandations relatives à ces questions. Même si le Gouvernement s'était engagé à réduire le montant des amendes pour violation des règles relatives aux manifestations publiques, des mesures concrètes devaient encore être mises en place. Elle a également regretté que l'État ait rejeté les recommandations relatives à l'abrogation de la loi interdisant la « propagande homosexuelle », et l'a exhorté à présenter un projet de loi visant à supprimer cette loi. Human Rights Watch a également regretté le rejet des recommandations relatives aux enquêtes sur les violations des droits des travailleurs migrants qui ont participé à la construction des infrastructures olympiques.

805. Le Bélarus a exhorté le Président du Conseil des droits de l'homme à demander aux organisations non gouvernementales de respecter les procédures et de se concentrer, dans leurs déclarations, sur le rapport du Groupe de travail plutôt que de soulever des questions sans rapport avec l'Examen périodique universel.

806. L'organisation Action Canada pour la population et le développement a déclaré que les droits des femmes en matière de procréation étaient restreints dans le pays, notamment en ce qui concernait l'accès à la contraception moderne et aux services de planification de la famille. Elle a demandé au Gouvernement d'inclure la question de l'accessibilité et du coût de la contraception et des services de planification de la famille dans les politiques nationales de santé. Elle l'a également exhorté à reconnaître le risque que présentaient, pour la santé des femmes souhaitant avorter, les dispositions législatives leur imposant des périodes d'attente obligatoires. Elle était préoccupée par le fait que les lois récemment adoptées ne protégeaient pas les personnes contre la discrimination fondée sur le sexe et l'orientation sexuelle, et contenaient des dispositions préjudiciables renvoyant au concept de « propagande homosexuelle ».

807. L'International Lesbian and Gay Association a noté que la Fédération de Russie avait accepté une partie des recommandations relatives à la protection des droits de la communauté

LGBT. Néanmoins, depuis le début de l'Examen, la Douma d'État avait adopté des lois interdisant la « propagande en faveur de relations sexuelles non traditionnelles auprès des mineurs » et prévoyant des sanctions administratives, ce que plusieurs organisations internationales et régionales de défense des droits de l'homme considéraient comme discriminatoire. La soumission de nouveaux projets de loi sur le sujet à la Douma d'État restreindrait davantage encore les droits des personnes LGBT. L'organisation a attiré l'attention des parties prenantes sur des affaires de crimes de haine visant des personnes LGBT et sur l'absence d'enquêtes en bonne et due forme sur ces actes. Elle a demandé à l'État d'abroger les lois régionales et fédérales sur la prétendue « propagande homosexuelle » et de prendre des mesures pour que des enquêtes soient véritablement menées sur les crimes de haine visant les personnes LGBT et pour lutter contre la discrimination fondée sur l'orientation sexuelle.

808. La Fédération internationale des ligues des droits de l'homme a constaté avec regret que l'État avait rejeté des recommandations essentielles, en particulier sur la non-discrimination, les personnes LGBT, la liberté de réunion pacifique et la liberté d'association. Elle a noté que l'État avait accepté un certain nombre de recommandations, mais elle a rappelé que des violations graves des droits de l'homme avaient toujours lieu dans le pays et que la répression à grande échelle des libertés civiles engagée en 2012 par l'application d'une série de mesures répressives s'était poursuivie en 2013. En juin 2013, la Douma d'État avait adopté un projet de loi sur la « propagande des relations sexuelles non traditionnelles », qui interdisait *de facto* toute manifestation ou tout rassemblement de personnes LGBT et les empêchait de s'exprimer sur Internet. La Fédération internationale des ligues des droits de l'homme a demandé instamment au Gouvernement de faire en sorte que les organisations non gouvernementales et la société civile puissent agir librement et sans crainte, d'abroger la loi les obligeant à se faire enregistrer comme « agents étrangers » et de mettre fin au harcèlement administratif et judiciaire dont elles faisaient l'objet, d'enquêter sur tous les actes de violence et d'intimidation à l'encontre des journalistes et des défenseurs des droits de l'homme, et d'inviter la Rapporteuse spéciale sur la situation des défenseurs et défenseuses des droits humains à se rendre en Fédération de Russie.

809. Amnesty International a regretté que l'État ait rejeté un certain nombre de recommandations importantes relatives aux droits à la liberté d'expression, de réunion et d'association, et que certaines de ces libertés soient de plus en plus limitées. Certaines recommandations concernaient de nouvelles lois restreignant ces libertés et depuis l'Examen en avril, deux autres lois de ce type avaient été adoptées en 2013. L'une interdisait le blasphème et prévoyait de fortes sanctions, voire des peines d'emprisonnement, tandis que l'autre prévoyait des amendes et d'autres sanctions en cas de « propagande de relations sexuelles non traditionnelles auprès des mineurs ». L'organisation a également regretté que l'État ait rejeté les recommandations relatives à la modification ou à l'abrogation de la loi obligeant les organisations non gouvernementales à s'enregistrer en tant qu'« agents étrangers ». Elle a fait observer que le problème du harcèlement des défenseurs des droits humains, des journalistes et des avocats de la défense n'était toujours pas résolu.

810. La Commission internationale de juristes a salué le fait que l'État ait accepté des recommandations visant à remédier au manque d'indépendance de la justice, mais a regretté qu'il n'ait pas soutenu celle relative à la création d'un organisme indépendant chargé de la révocation des juges. Elle a également regretté que la Fédération de Russie ait rejeté des recommandations essentielles relatives à la loi obligeant les organisations non gouvernementales à s'enregistrer en tant qu'« agents étrangers », ainsi que de nombreuses recommandations sur les droits des personnes LGBT. En outre, elle a demandé à l'État de préciser les motifs pouvant justifier d'engager des mesures disciplinaires à l'encontre des juges, de garantir le droit de tous les détenus de consulter un avocat, de modifier la loi sur les activités des organisations non gouvernementales et d'adopter une législation complète contre la discrimination qui inclue l'orientation sexuelle et l'identité de genre parmi les motifs de discrimination interdits.

811. Reporters sans frontières a rappelé les récents décès de journalistes indépendants et l'impunité dont jouissaient les auteurs de ces crimes et a jugé qu'il était nécessaire de renouveler les recommandations faites à la Fédération de Russie durant le précédent cycle de l'Examen périodique universel. Elle a notamment recommandé une nouvelle fois au

Gouvernement de mettre fin à l'impunité en enquêtant sur les cas de journalistes tués depuis 2000, de protéger les journalistes dans l'exercice de leur profession, en particulier dans le Caucase du Nord, de dépénaliser la diffamation et de mettre fin au contrôle du contenu sur Internet et aux autres pratiques de censure de l'information en ligne.

812. Freedom House a rappelé que l'État avait rejeté la plupart des recommandations portant expressément sur l'abrogation ou la modification des dispositions légales restreignant la liberté d'association, la liberté de réunion et la liberté d'expression. Ces lois interdisaient en substance presque toute activité indépendante de défense des droits de l'homme en les rendant passibles de sanctions administratives ou pénales. Un certain nombre d'institutions des droits de l'homme de l'Organisation des Nations Unies et du Conseil de l'Europe estimaient qu'elles ne respectaient pas les normes internationales relatives aux droits de l'homme. Freedom House a recommandé à la Fédération de Russie d'adresser une invitation permanente aux titulaires de mandat au titre des procédures spéciales du Conseil des droits de l'homme.

813. L'organisation Mothers Legacy Project a encouragé le Gouvernement à élaborer un plan d'action en faveur des femmes et a dit espérer qu'il s'efforcerait de continuer à promouvoir les droits de l'enfant et à donner davantage la possibilité aux femmes de faire valoir leurs droits. Elle s'est déclarée préoccupée par la représentation insuffisante des femmes aux postes de décision et a encouragé la Fédération de Russie à leur donner les moyens de participer à la vie politique. Elle a souligné que l'adoption d'une loi sur l'égalité des genres donnerait une image positive des femmes dans la société. Elle était convaincue que les autorités s'attacheraient à renforcer les dispositifs visant à éliminer la discrimination fondée sur le genre.

4. Observations finales de l'État ayant fait l'objet de l'Examen

814. La délégation de la Fédération de Russie s'est dite reconnaissante de toutes les déclarations et observations qui avaient été faites et a noté qu'un certain nombre d'entre elles avaient déjà été formulées à la seizième session du Groupe de travail et dans l'additif au rapport de celui-ci. Elle a assuré que toutes les observations des parties prenantes seraient soigneusement examinées par le Gouvernement et que la protection et la promotion des droits de l'homme restaient pour celui-ci une priorité et un objectif importants. Elle a également déclaré qu'il continuerait à renforcer les mécanismes juridiques dans ce domaine, en tenant compte des réformes actuelles et des défis à relever aux niveaux national et intergouvernemental.

815. Des déclarations ont été faites avant l'adoption des textes issus de l'examen.

816. Les États-Unis d'Amérique ont demandé à la délégation de la Fédération de Russie de préciser si elle acceptait ou rejetait les recommandations figurant dans la note de bas de page du paragraphe 141 du rapport du Groupe de travail sur la Fédération de Russie.

817. La Géorgie a déclaré que la délégation de la Fédération de Russie avait évoqué les recommandations mentionnées au paragraphe 141 comme si elle ne se sentait pas concernée par celles-ci. Elle a souligné que deux régions géorgiennes mentionnées dans le rapport, à savoir celles d'Abkhazie et de Tskhinvali/Ossétie du Sud, restaient sous occupation de la Fédération de Russie, en violation de toutes les résolutions du Conseil de sécurité concernant la Géorgie, des normes et des principes du droit international et de l'accord de cessez-le-feu négocié par l'Union européenne. La Fédération de Russie exerçait un contrôle effectif sur ces deux régions et était donc entièrement responsable des violations des droits de l'homme qui y étaient commises.

818. Le Président du Conseil des droits de l'homme a noté que la délégation de la Fédération de Russie ne s'était pas prononcée sur toutes les recommandations. Conformément à la résolution 5/1 du Conseil, les recommandations qui emportaient l'adhésion de l'État examiné devaient être identifiées comme telles. Les autres recommandations devaient être mentionnées, accompagnées des observations de l'État examiné. Les unes et les autres devaient figurer dans le rapport final adopté par le Conseil. À cet égard, la Pologne a demandé à la Fédération de Russie de clarifier sa position.

819. La délégation de la Fédération de Russie a réaffirmé que les recommandations mentionnées dans la note de bas de page du paragraphe 141 ne pouvaient pas être étudiées dans le cadre de l'Examen de l'État. En effet, elles étaient factuellement incorrectes et n'entraient pas dans le cadre de l'Examen défini par le Conseil dans ses résolutions 5/1 et 16/21, ce qui les rendait irrecevables. Le Président a déclaré qu'il prendrait donc note que la Fédération de Russie ne pouvait souscrire aux deux recommandations.

820. La délégation a déclaré à nouveau que les recommandations mentionnées dans la note de bas de page du paragraphe 141 ne pouvaient pas être étudiées dans le cadre de l'Examen concernant la Fédération de Russie. En effet, elles étaient factuellement incorrectes et n'entraient pas dans le cadre de l'Examen défini par le Conseil dans ses résolutions 5/1 et 16/21, ce qui les rendait irrecevables.

Cameroun

821. L'Examen concernant le Cameroun s'est déroulé le 1er mai 2013, conformément à toutes les dispositions pertinentes des résolutions et décisions applicables du Conseil des droits de l'homme, sur la base des documents suivants :

a) Le rapport national soumis par le Cameroun conformément au paragraphe 5 (al. a)) de l'annexe de la résolution 16/21 du Conseil (A/HRC/WG.6/16/CMR/1) ;

b) La compilation établie par le HCDH conformément au paragraphe 5 (al. b)) de l'annexe de la résolution 16/21 du Conseil (A/HRC/WG.6/16/CMR/2) ;

c) Le résumé établi par le HCDH conformément au paragraphe 5 (al. c)) de l'annexe de la résolution 16/21 du Conseil (A/HRC/WG.6/16/CMR/3).

822. À sa 24e séance, le 20 septembre 2013, le Conseil a examiné et adopté les textes issus de l'Examen concernant le Cameroun (voir la section C ci-après).

823. Les textes issus de l'Examen concernant le Cameroun comprennent le rapport du Groupe de travail sur l'Examen périodique universel (A/HRC/24/15), les vues du Cameroun sur les recommandations et/ou conclusions, ses engagements volontaires et les réponses qu'il a apportées, avant l'adoption desdits textes en plénière, aux questions ou points qui n'avaient pas été suffisamment traités au cours du dialogue mené dans le cadre du Groupe de travail (voir également A/HRC/24/15/Add.1).

1. Vues exprimées par l'État ayant fait l'objet de l'Examen au sujet des recommandations et/ou conclusions, de ses engagements volontaires et des textes issus de l'Examen

824. Le Cameroun avait consciencieusement étudié chacune des 171 recommandations formulées lors de l'Examen le concernant, en gardant à l'esprit qu'elles émanaient d'États amis ayant à cœur de contribuer à l'amélioration de la situation des droits de l'homme dans le pays.

825. De larges consultations avaient été menées auprès de 22 institutions gouvernementales, de la Commission nationale des droits de l'homme et des libertés et des membres de la société civile. Le Gouvernement souhaitait « prendre le pouls » de la société camerounaise sur les thèmes abordés dans les recommandations pour savoir si ces dernières étaient applicables et pour définir des engagements précis pour chacune d'entre elles.

826. L'additif au rapport du Groupe de travail avait été validé par le Comité de suivi des recommandations et des décisions des mécanismes internationaux et régionaux de promotion et de protection des droits de l'homme.

827. Le Cameroun avait accepté 121 recommandations, qui avaient trait à la ratification d'instruments relatifs aux droits de l'homme, qu'il avait déjà accepté de ratifier durant le premier Examen le concernant, à la protection et la promotion des droits des femmes, des enfants, des personnes handicapées et des membres d'autres groupes vulnérables, à la garantie des droits économiques, sociaux et culturels et à la coopération internationale dans le domaine des droits de l'homme. Sur ce dernier point, le Cameroun avait accepté le principe d'une invitation permanente à tous les titulaires de mandat au titre des procédures spéciales du Conseil des droits de l'homme en acceptant huit recommandations à ce sujet. Il avait

accepté partiellement les recommandations portant sur la ratification de plusieurs instruments internationaux ou sur des sujets sur lesquels son avis divergeait.

828. Le Cameroun a refusé 50 recommandations, au motif que la majorité de la société ne les acceptait pas, ce que les consultations menées auprès de la société civile avaient confirmé, et qu'il était difficile de les appliquer d'ici à 2017. En raison des procédures internes, des résultats de consultations nationales antérieures et de l'autonomie parlementaire, il n'était pas envisageable d'accepter les recommandations portant sur la ratification d'instruments internationaux autres que ceux dont la ratification avait été acceptée durant le premier cycle.

829. Le Cameroun a expliqué pourquoi il n'avait pas accepté 14 recommandations concernant la dépénalisation de l'homosexualité, 14 recommandations concernant l'abolition de la peine de mort et 9 recommandations concernant la dépénalisation des infractions commises dans les médias.

830. En ce qui concernait l'homosexualité, la loi camerounaise se basait sur l'article 29 (par. 2) de la Déclaration universelle des droits de l'homme et l'article 29 (par. 7) de la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples. Le bénéfice d'aucun droit ou service n'avait été refusé aux homosexuels sur la base de leur orientation sexuelle présumée, et ils n'avaient fait l'objet d'aucune enquête *prima facie*, ni d'aucune intrusion illégale dans leur vie privée. Le Président du Cameroun, Paul Biya, avait déclaré en janvier 2013 que la situation pourrait changer, mais que pour l'instant, l'homosexualité constituait encore une infraction. Ainsi que l'avait déclaré le Ministre des affaires étrangères Pierre Moukoko Mbonjo en mai 2013, l'homosexualité n'était à cette date pas acceptée par la société et le législateur avait simplement inscrit l'opinion dominante dans la loi. Le Cameroun a attiré l'attention de la communauté internationale sur le risque de radicalisation engendré par la pression constante exercée pour dépénaliser l'homosexualité. Cette pression pourrait en effet être contre-productive en ce qu'elle ne favorisait pas l'exercice de leurs droits par les homosexuels et menaçait la stabilité sociale dans le pays.

831. Au Cameroun, les médias, qui se caractérisaient par leur diversité, jouissaient de la liberté d'expression et s'exprimaient même sans ambages. Aux médias publics s'ajoutaient 8 chaînes de télévision privées, 54 stations de radio privées, 17 sociétés de production audiovisuelle et 500 chaînes câblées. Trois stations de radio internationales avaient obtenu l'autorisation de diffuser depuis le Cameroun et 700 journaux y étaient publiés. Une subvention publique annuelle avait été mise en place pour soutenir les médias privés. Les journalistes camerounais étaient cependant peu formés et manquaient de professionnalisme. Ils considéraient malheureusement que leur profession les exonérait de leur responsabilité pénale. Au Cameroun, les journalistes et les défenseurs des droits de l'homme devaient se conformer à la loi et aux règlements, conformément à l'article 19 de la Déclaration universelle des droits de l'homme, l'article 19 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques et l'article 18 de la Déclaration sur le droit et la responsabilité des individus, groupes et organes de la société de promouvoir et protéger les droits de l'homme et les libertés fondamentales universellement reconnus.

832. Le Cameroun avait pris des engagements clairs, précis et réalistes en réponse à chaque recommandation, qu'il l'ait acceptée ou non. En matière d'homosexualité par exemple, l'État s'était engagé à ne pas alourdir les sanctions pénales en vigueur, à continuer d'appliquer les dispositions de la loi, à garantir un procès équitable aux homosexuels présumés et à continuer de ne pas exercer de discrimination à leur égard. En matière de liberté d'expression, le Cameroun était résolu à faire en sorte que les journalistes gagnent en professionnalisme, à poursuivre sa politique de subvention aux médias privés, à encourager les journalistes et les défenseurs des droits de l'homme à agir éthiquement et à adopter un code de conduite, à continuer de promouvoir la liberté d'expression et à respecter celle des médias, à continuer de faire respecter par tous les intéressés les mesures visant les détenteurs d'une carte de presse afin de protéger l'État, et à soutenir la visite de la Rapporteuse spéciale sur la situation des défenseurs et défenseuses des droits humains au Cameroun en octobre 2013.

833. Des engagements similaires avaient été pris pour chacune des 171 recommandations en vue d'appliquer celles qui avaient été acceptées ou de renforcer les garanties et les droits mentionnés dans celles qui avaient été refusées.

834. Le Cameroun s'efforcerait, dans la limite de ses capacités, d'appliquer de bonne foi ses engagements pour qu'il puisse être évalué sur cette base en 2017.

2. Vues exprimées par des États membres et des États observateurs du Conseil au sujet des textes issus de l'Examen

835. À la séance consacrée à l'adoption des textes issus de l'Examen concernant le Cameroun, 13 délégations ont fait des déclarations***.

836. L'Angola a félicité l'État pour son esprit constructif pendant l'Examen et sa volonté de promouvoir et protéger les droits de l'homme. Le Cameroun attachait une grande importance à l'exercice des droits de l'homme dans le pays, en particulier à l'amélioration des conditions de vie de sa population. Il a apprécié que l'État ait accepté de nombreuses recommandations, notamment celles qu'il avait formulées au sujet du renforcement des capacités du personnel judiciaire et pénitentiaire.

837. Le Bénin a salué la ratification par l'État de plusieurs instruments internationaux et l'adoption de mesures visant à protéger les droits des femmes, notamment des mesures de lutte contre les mutilations génitales féminines. Il a pris note de l'amélioration du cadre juridique et institutionnel et des mesures concrètes qui avaient été prises afin de renforcer l'indépendance du pouvoir judiciaire, de lutter contre la pauvreté et la traite des êtres humains et de protéger les groupes vulnérables. Il s'est félicité qu'un comité interministériel chargé d'appliquer les recommandations des mécanismes régionaux et internationaux de protection des droits de l'homme ait été créé. Il a encouragé le Cameroun à poursuivre les efforts qu'il déployait pour améliorer les conditions de vie dans les prisons, résoudre le problème de la surpopulation carcérale et protéger la liberté d'expression et d'association.

838. Le Botswana a salué les mesures que l'État avait prises pour lutter contre la corruption, mettre au point une stratégie nationale contre la corruption et créer une cour pénale spéciale et un ministère chargé des contrats publics. Il a remercié le Cameroun d'avoir accepté les recommandations dans lesquelles il l'invitait à continuer de répondre aux préoccupations exprimées par les organes créés en vertu d'un instrument international et le Comité d'experts de l'Organisation internationale du Travail au sujet de la traite et de l'exploitation des femmes et des filles à des fins économiques.

839. La Chine a félicité le Cameroun pour sa participation constructive à l'Examen et a apprécié ses réponses positives aux recommandations. Elle a salué l'importance accordée par l'État à la sécurité alimentaire, à la modernisation des établissements scolaires, à la qualité des services de santé et à la promotion de l'égalité des genres. Elle était persuadée que les mesures prises dans ces domaines constituaient une base solide pour le plein exercice des droits de l'homme par les Camerounais et le développement socioéconomique du pays.

840. Le Congo s'est dit satisfait des engagements du Cameroun, notamment de la ratification de plusieurs instruments régionaux et internationaux relatifs aux droits de l'homme et de la création d'un comité interministériel chargé du suivi de l'application des recommandations des mécanismes internationaux et régionaux relatifs aux droits de l'homme. Il a encouragé l'État à continuer de donner suite aux recommandations qu'il avait acceptées pendant les deux premiers Examens le concernant en élaborant un plan d'action et une feuille de route, et a demandé à la communauté internationale de l'y aider.

841. Cuba a félicité le Cameroun d'avoir accepté la majorité des recommandations, en particulier celles qu'elle avait formulées concernant l'application d'une stratégie nationale de lutte contre le VIH/sida et la poursuite de l'amélioration de la couverture médicale. Elle a salué les efforts fournis pour accroître la qualité des services de santé, en particulier la santé de l'enfant, et du système d'éducation, qui s'était beaucoup amélioré ces quatre dernières années. Elle a encouragé l'État à continuer de prendre des mesures pour promouvoir et protéger tous les droits de l'homme.

*** Les déclarations disponibles des délégations qui n'ont pas été prononcées faute de temps sont publiées sur l'Extranet du Conseil des droits de l'homme, accessible à l'adresse suivante : https://extranet.ohchr.org/sites/hrc/HRCSessions/RegularSessions/24thSession/Pages/Calendar.aspx.

842. Djibouti a félicité l'État d'avoir accepté la majorité des recommandations, y compris les siennes. Il a accueilli avec satisfaction les mesures prises par le Cameroun pour renforcer son cadre juridique, notamment la ratification du Protocole facultatif à la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants et d'autres instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme. Il a encouragé le Cameroun à continuer d'œuvrer en faveur des droits de l'homme et de coopérer avec le mécanisme de l'Examen périodique universel.

843. La Guinée équatoriale a félicité le Cameroun de s'être acquitté des obligations qui lui incombaient au titre des traités relatifs aux droits de l'homme qu'il avait ratifiés et des engagements volontaires qu'il avait pris lors du renouvellement de son mandat au Conseil des droits de l'homme. Elle a pris note du succès de l'État dans l'application des recommandations formulées lors du premier cycle de l'Examen et de sa coopération avec les organes créés en vertu d'un instrument international, les titulaires de mandat au titre d'une procédure spéciale et les mécanismes régionaux des droits de l'homme.

844. L'Éthiopie a exprimé sa satisfaction quant aux progrès réalisés par le Cameroun dans plusieurs domaines depuis le premier Examen le concernant et a constaté qu'il avait pris part à un dialogue fructueux et constructif lors du deuxième cycle. Elle l'a félicité pour sa résolution à continuer d'appliquer les recommandations acceptées en 2009 et celles acceptées lors du deuxième Examen. Elle s'est félicitée que l'État ait décidé d'établir un plan d'action et une feuille de route pour l'application des recommandations, ait coopéré avec le Centre sous-régional des Nations Unies pour les droits de l'homme et la démocratie en Afrique centrale et ait consulté la société civile.

845. Le Gabon a salué la ratification par l'État de plusieurs instruments internationaux et régionaux relatifs aux droits de l'homme. Il s'est félicité des nombreuses actions menées pour donner effet à certains droits fondamentaux et de la création de plusieurs institutions pour la promotion et la protection des droits de l'homme. Il a recommandé au Cameroun de poursuivre ses efforts en vue de la réalisation des droits économiques, sociaux et culturels, notamment en garantissant les droits des minorités et des populations autochtones.

846. La Malaisie a félicité l'État pour sa participation active à l'Examen et pour sa détermination, sa transparence et son ouverture d'esprit. Elle s'est dite satisfaite par les informations actualisées et les réponses communiquées par le Cameroun et l'a félicité pour sa détermination sans faille à appliquer les recommandations qu'il avait acceptées. Elle s'est félicitée que ses propres recommandations aient été acceptées.

847. Les Maldives ont jugé encourageantes les mesures prises par le Cameroun pour protéger les droits des personnes handicapées et des femmes, notamment pour éliminer les mutilations génitales féminines et les violences de genre. Elles ont invité l'État à poursuivre ses efforts en vue de ratifier la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants et à prendre les mesures appropriées pour garantir les droits de l'enfant. Compte tenu de la collaboration constructive du Cameroun avec le Conseil des droits de l'homme, les Maldives espéraient que l'application des recommandations en serait arrivée au stade de la consultation nationale.

848. Le Maroc a salué les initiatives concrètes que le Cameroun avait prises pour améliorer la situation générale des droits de l'homme et des libertés fondamentales. Il a pris note des efforts réalisés dans les domaines des droits économiques, sociaux et culturels, en particulier grâce à l'adoption d'une stratégie pour la croissance et l'emploi visant à assurer la sécurité alimentaire et à créer des emplois dans les zones rurales. Il s'est félicité du dialogue constructif établi avec l'État dans le cadre de l'Examen le concernant et des engagements pris, dont le plan d'action et la feuille de route pour l'application des recommandations étaient la preuve.

3. Observations générales faites par d'autres parties prenantes

849. À la séance consacrée à l'adoption des textes issus de l'Examen concernant le Cameroun, 11 autres parties prenantes ont fait des déclarations.

850. La Commission nationale des droits de l'homme et des libertés s'est dite satisfaite des larges consultations menées auprès de plusieurs parties prenantes et des mesures prises

depuis 2009 pour appliquer les recommandations acceptées lors du premier Examen. Elle a salué les recommandations portant sur l'élaboration d'un plan d'action national pour protéger et promouvoir les droits de l'homme et d'un programme d'éducation aux droits de l'homme, et sur le renforcement de ses activités. Elle continuait cependant d'exhorter l'État à s'intéresser à plusieurs questions centrales relatives aux droits de l'homme et encourageait les organisations de la société civile à collaborer avec elle et le Gouvernement pour améliorer la situation des droits de l'homme dans le pays.

851. La Commonwealth Human Rights Initiative a félicité l'État pour la ratification de divers traités internationaux relatifs aux droits de l'homme. Elle a pris note des cas de harcèlement visant des journalistes, des défenseurs des droits de l'homme et des partis politiques qui avaient critiqué les politiques gouvernementales et a engagé le Cameroun à respecter la liberté d'expression. Elle a exprimé son inquiétude quant aux lois incriminant les relations homosexuelles entre adultes consentants. Elle a exhorté le Cameroun à accepter les recommandations l'invitant à réviser la loi et à enquêter sur les cas de menace, de harcèlement et de violence fondés sur l'orientation sexuelle des victimes.

852. Human Rights Watch a noté avec satisfaction que l'État avait accepté les recommandations l'invitant à enquêter sur les violences policières fondées sur l'orientation sexuelle de la victime et sur les violences à l'égard des défenseurs des droits de l'homme et l'a exhorté à agir dans ce sens sans tarder. L'organisation a regretté que le Cameroun ait refusé plusieurs recommandations de bon sens visant à protéger la sécurité et la vie des personnes LGBTI et à mettre fin aux arrestations arbitraires de personnes homosexuelles.

853. L'International Lesbian and Gay Association a fait référence au cas d'une personne qui aurait été torturée et assassinée parce qu'elle défendait les droits des personnes LGBTI. Elle a demandé instamment au Cameroun d'appliquer la recommandation, qu'il avait acceptée, de mener une enquête sur les violences à l'égard des défenseurs des droits LGBTI ainsi que les recommandations qu'il avait refusées concernant la protection des personnes LGBTI. Elle a exhorté l'État à mener une enquête sur l'affaire susmentionnée et sur d'autres cas de violences à l'égard de défenseurs des droits de l'homme, à poursuivre les auteurs et à condamner l'homophobie et les infractions connexes ou tout acte y incitant.

854. La Fédération internationale des ligues des droits de l'homme s'est félicitée des engagements pris par le Cameroun, mais a regretté qu'il n'ait accepté aucune des recommandations l'invitant à protéger les défenseurs des droits de l'homme et à dépénaliser l'homosexualité. Elle a rappelé que les défenseurs des droits LGBTI faisaient l'objet d'un nombre croissant de menaces et d'actes de violence et a cité le cas de deux personnes qui auraient été assassinées parce qu'elles défendaient ces droits. Elle a engagé le Cameroun à appliquer sans tarder les recommandations formulées durant l'Examen afin de garantir la sécurité des défenseurs des droits de l'homme, en particulier ceux qui œuvraient à la défense des droits LGBTI.

855. Franciscans International a rappelé que le Cameroun avait accepté durant le premier cycle de l'Examen les recommandations portant sur l'élimination et la prévention de la traite des enfants par l'adoption d'une loi spéciale et d'un plan d'action, mais a constaté que le phénomène persistait. L'organisation a aussi constaté que dans le nord du pays, les mariages précoces et les mariages forcés de jeunes filles restaient répandus et a regretté que l'État ait refusé les recommandations visant à renforcer le cadre légal de protection de l'enfance. Elle a exhorté le Cameroun à mener une enquête sur la traite des enfants et à protéger les victimes de la traite et les enfants en situation de rue.

856. Amnesty International a dit avoir reçu des informations selon lesquelles des fonctionnaires et des agents des forces de l'ordre utilisaient la violence et procédaient à des arrestations et des placements en détention afin d'empêcher les défenseurs des droits de l'homme de mener leurs activités. Elle a été choquée d'apprendre qu'un homme avait récemment été tué d'une manière brutale, apparemment parce qu'il affichait ouvertement ses opinions et était actif dans la lutte en faveur des droits des personnes LGBTI. Elle s'est félicitée que l'État ait adhéré aux recommandations l'invitant à protéger les défenseurs des droits de l'homme. Elle a pris note de graves violations des droits de l'homme fondées sur l'orientation sexuelle, réelle ou supposée, des personnes et de l'incrimination des relations homosexuelles. Elle a exhorté le Cameroun à revenir sur sa décision de rejeter les

recommandations à ce sujet et à prendre des mesures pour éliminer la discrimination fondée sur l'orientation sexuelle et l'identité de genre.

857. L'Organisation pour la communication en Afrique et de promotion de la coopération économique internationale s'est réjouie des progrès et des engagements de l'État. Elle a salué le plan d'action national en faveur des droits de l'homme et d'autres mesures de lutte contre la violence à l'égard des femmes et le recours aux châtiments corporels contre les enfants. Elle a félicité l'État pour sa stratégie de croissance et d'emploi, ainsi que pour le recrutement de 20 000 jeunes fonctionnaires. Elle a exhorté le Cameroun à adopter des lois spéciales pour lutter contre la violence et la discrimination à l'égard des femmes, interdire le mariage forcé et garantir aux femmes et aux enfants l'exercice de leurs droits économiques, sociaux et culturels.

858. L'organisation Rencontre africaine pour la défense des droits de l'homme a félicité le Cameroun d'avoir contribué à la paix et à la stabilité dans la région, lutté contre la pauvreté et la corruption et promu la transparence. Elle l'a prié instamment d'élaborer un mécanisme spécial destiné à la réadaptation et la réinsertion sociale et économique des femmes victimes de mutilations génitales féminines, de renforcer les capacités de la Commission nationale pour qu'elle puisse promouvoir l'éducation aux droits de l'homme, d'améliorer les conditions de détention et de protéger les autochtones Mbororo maltraités par des chefs religieux.

859. La Mbororo Social and Cultural Development Association a remercié le Gouvernement d'avoir récemment soutenu les pasteurs autochtones qui étaient toujours victimes de diverses formes de discrimination, notamment d'actes de haine et de racisme encouragés dans les médias de certains pays d'Afrique, notamment du Cameroun, par des personnes influentes cherchant à éradiquer le nom, l'identité et la culture mbororo. Elle a prié le Conseil d'inviter le Cameroun à réviser, mettre à jour et appliquer les conclusions de la Commission Jani créée en 2004 par le Président de la République.

860. Défense des enfants International, au nom de la Coalition des ONG camerounaises pour les droits de l'enfant, a noté avec satisfaction que l'État avait accepté les recommandations relatives à la protection des droits de l'enfant. L'organisation a encouragé le Cameroun à accepter plusieurs recommandations concernant notamment la protection des femmes et des enfants contre la violence et la promotion de l'enregistrement universel des naissances et de l'éducation des populations autochtones. Elle a invité le Cameroun à adopter un plan d'action réaliste et à prendre des mesures adaptées pour garantir l'efficacité des institutions. Elle s'est réjouie à la perspective de travailler avec le Gouvernement sur le suivi de l'application des recommandations.

4. Observations finales de l'État ayant fait l'objet de l'Examen

861. Le Cameroun a rappelé que, comme tous les autres États, il n'était pas parfait, mais qu'il ferait tout son possible pour améliorer la situation des droits de l'homme.

862. Le Cameroun a rappelé la déclaration faite par le Ministre des affaires étrangères au sujet d'une éventuelle évolution de l'opinion publique concernant l'homosexualité. Il a regretté le ton employé par les parties prenantes qui n'avaient parlé que de cette question et a répété qu'il s'agissait toujours d'un sujet sensible dans la société, la culture et la civilisation du pays. Il a rejeté toutes les accusations concernant le meurtre d'une personne en raison de son homosexualité présumée, affirmant que les autorités ne s'ingéraient pas dans la vie privée des citoyens et que ce meurtre aurait pu être motivé par d'autres comportements de la victime.

863. Le Cameroun a remercié toutes les délégations et les autres parties prenantes qui avaient exprimé leur soutien et formulé des commentaires positifs.

Cuba

864. L'Examen concernant Cuba s'est déroulé le 20 septembre 2013, conformément à toutes les dispositions pertinentes des résolutions et décisions applicables du Conseil des droits de l'homme, sur la base des documents suivants :

a) Le rapport national soumis par Cuba conformément au paragraphe 5 (al. a)) de l'annexe de la résolution 16/21 du Conseil (A/HRC/WG.6/16/CUB/1) ;

b) La compilation établie par le HCDH conformément au paragraphe 5 (al. b)) de l'annexe de la résolution 16/21 du Conseil (A/HRC/WG.6/16/CUB/2 et Corr.1) ;

c) Le résumé établi par le HCDH conformément au paragraphe 5 (al. c)) de l'annexe de la résolution 16/21 (A/HRC/WG.6/16/CUB/3 et Corr.1).

865. À sa 24e séance, le 20 septembre 2013, le Conseil a examiné et adopté les textes issus de l'Examen concernant Cuba (voir la section C ci-après).

866. Les textes issus de l'Examen concernant Cuba comprennent le rapport du Groupe de travail sur l'Examen périodique universel (A/HRC/24/16), les vues de Cuba sur les recommandations et/ou conclusions, ses engagements volontaires et les réponses qu'elle a apportées, avant l'adoption desdits textes en plénière, aux questions ou points qui n'avaient pas été suffisamment traités au cours du dialogue mené dans le cadre du Groupe de travail (voir également A/HRC/24/16/Add.1).

1. Vues exprimées par l'État ayant fait l'objet de l'Examen au sujet des recommandations et/ou conclusions, de ses engagements volontaires et des textes issus de l'Examen

867. La délégation cubaine a exprimé son soutien à l'Examen périodique universel, qui examine le bilan de tous les pays en matière de droits de l'homme sur la base de l'égalité, du respect mutuel, du dialogue constructif et de la coopération. Forte de ces principes, Cuba assumait l'entière responsabilité de sa présentation.

868. Le Gouvernement cubain a étudié chaque recommandation de manière approfondie et a mené de vastes consultations avant de décider de sa position. Une analyse juridique, politique et institutionnelle associant 16 ministères, plusieurs organisations de la société civile et d'autres acteurs concernés a été réalisée. L'addendum au rapport du Groupe de travail rendait compte de la position de l'État sur chaque recommandation formulée.

869. Cuba a accepté la plupart des 230 recommandations reçues et a déjà donné suite à la plupart d'entre elles, était en train de les appliquer ou faisait d'elles ses priorités futures. Outre les recommandations actuelles, celles auxquelles il serait donné suite ultérieurement seraient appliquées en fonction des possibilités de l'État et de l'évolution de la situation.

870. Cuba a décidé de ne pas souscrire à 20 recommandations, car elles étaient politiquement orientées et fausses, reposaient sur des tentatives de discréditer le pays menées par ceux qui avaient des ambitions hégémoniques, se refusaient à accepter le droit à l'autodétermination du peuple cubain et la diversité des systèmes politiques, économiques et institutionnels. De tels comportements étaient incompatibles avec les principes constitutionnels et l'ordre juridique national de Cuba, ainsi qu'avec l'esprit de coopération et de respect qui devait présider à l'Examen périodique universel.

871. Cuba a pris note de 42 recommandations, auxquelles elle n'était en mesure de donner suite, même si l'État s'était employé à faire aboutir nombre d'entre elles.

872. Cuba a félicité la grande majorité des délégations participant au débat d'avoir reconnu les progrès qu'elle avait accomplis, notamment en matière de couverture universelle de santé et de gratuité de l'éducation, son attachement au droit à la vie, à la liberté et à la sécurité de la personne, et son respect de la dignité humaine.

873. La délégation a remercié les nombreux intervenants qui avaient condamné les effets négatifs du blocus économique imposé par les États-Unis d'Amérique sur l'exercice par le peuple cubain des droits de l'homme, blocus qui était une violation massive, flagrante et systématique des droits de l'homme.

874. La délégation a également pris note de la condamnation de l'emprisonnement injuste et prolongé, pendant quinze ans, de cinq combattants antiterroristes cubains aux États-Unis d'Amérique. Ces personnes, placées à l'isolement, avaient été condamnées sans avoir bénéficié des garanties d'un procès équitable, dans un climat de vengeance et de haine, avaient vu leur droit à la défense entravé, avaient été l'objet d'une campagne de presse calomnieuse financée par le Gouvernement et avaient été soumises à un traitement cruel, inhumain et dégradant.

875. L'État cubain s'efforcerait, en fonction de ses capacités et de ses besoins, de donner suite à toutes les recommandations acceptées. Le groupe de travail interinstitutionnel chargé du suivi de l'Examen poursuivrait ses travaux, auxquels il associerait des membres de la société civile.

876. Cuba continuerait d'analyser le petit nombre de recommandations dont elle avait pris note, conformément à sa législation, aux procédures institutionnelles et aux principes régissant son système politique. En outre, l'État attachait une grande importance à la ratification des traités internationaux, raison pour laquelle il prenait le temps de mener de vastes consultations et une étude détaillée sur l'ordre juridique et les politiques et programmes actuels, afin d'évaluer la compatibilité de la législation nationale et de la situation actuelle sur le terrain avec les obligations internationales proposées par les instruments concernés.

877. Cuba était opposée à la peine de mort et favorable à son abolition, lorsque toutes les conditions seraient réunies.

878. Cuba disposait d'un mécanisme qui recevait et traitait toute plainte ou pétition concernant les droits de l'homme et y répondait efficacement, ainsi que d'un système institutionnalisé de tribunaux indépendants qui offrait toutes les garanties de procédure et de procès impartial et équitable.

879. Les libertés d'expression et de réunion étaient inscrites dans la Constitution. Cuba a reconnu l'importance des technologies de l'information et des communications à cet égard, mais a souligné que le principal obstacle à l'extension des services Internet était le blocus imposé par les États-Unis d'Amérique. Elle avait néanmoins la volonté politique nécessaire pour surmonter ces obstacles et demandait d'urgence à ce que l'Internet soit démocratisé et que l'on mette fin au monopole de la technologie.

880. Cuba était prête à engager un dialogue respectueux et équitable fondé sur les principes d'objectivité et d'impartialité, et a redit sa volonté de continuer et d'améliorer les conditions de vie de l'ensemble de sa population.

2. Vues exprimées par des États membres et des États observateurs du Conseil au sujet des textes issus de l'Examen

881. À la séance consacrée à l'adoption des textes issus de l'Examen concernant Cuba, 13 délégations ont fait des déclarations***.

882. L'Arabie saoudite a remercié le Procureur général adjoint de Cuba d'avoir précisé les recommandations contenues dans le rapport du Groupe de travail. Elle a souligné l'intérêt pour les droits de l'homme qu'avait l'État cubain, dont la détermination à concrétiser ces droits sur le terrain s'était véritablement traduite par des initiatives aux niveaux législatif et institutionnel. Cuba avait coopéré au niveau international et avec le mécanisme relevant des procédures spéciales du Conseil des droits de l'homme, avait adopté des lois et créé des institutions concernant les droits de l'homme et avait accepté un grand nombre des recommandations formulées.

883. Singapour comprenait les défis de développement que devait relever Cuba, dont il a loué l'approche constructive et la qualité de la délégation participant à l'Examen, signes de la détermination des autorités cubaines à promouvoir et à protéger davantage les droits de l'homme de sa population. Elle a noté que Cuba avait accepté de nombreuses recommandations et s'est félicitée que le Gouvernement cubain ait accepté les deux recommandations qu'elle avait formulées.

884. L'Afrique du Sud a souhaité la bienvenue à la délégation cubaine et l'a remerciée pour son attachement continu et indéfectible à l'Examen périodique universel, ses réponses complètes et les informations communiquées au Conseil des droits de l'homme concernant les recommandations, ainsi que les efforts constants qu'elle avait déployés pour garantir la

*** Les déclarations disponibles des délégations qui n'ont pas été prononcées faute de temps sont publiées sur l'Extranet du Conseil des droits de l'homme, accessible à l'adresse suivante : https://extranet.ohchr.org/sites/hrc/HRCSessions/RegularSessions/24thSession/Pages/Calendar.aspx.

réalisation des droits économiques, sociaux et culturels de sa population. La délégation sud-africaine a félicité Cuba d'avoir fourni des services de protection des droits de l'homme et de soins de santé en Afrique, et d'avoir maintenu sa coopération et ses échanges avec les procédures et mécanismes du système des Nations Unies.

885. Le Soudan du Sud a noté que l'État cubain avait accepté les recommandations formulées, dont les siennes, et avait coopéré avec le Conseil des droits de l'homme. Il profitait de l'occasion pour saluer les progrès accomplis par Cuba dans le domaine de la santé (son système était l'un des meilleurs au monde) et la priorité accordée par le Gouvernement à l'éducation.

886. Sri Lanka a félicité l'État cubain d'avoir collaboré de manière transparente et active à l'Examen périodique universel. Elle a félicité Cuba d'avoir accepté la plupart des recommandations, notamment celles qu'elle avait formulées concernant, entre autres, la sécurité alimentaire et l'accès à un logement convenable. Cuba avait continué de garantir à sa population l'accès gratuit à l'éducation et aux soins de santé universels, malgré les problèmes importants auxquels elle était confrontée, et les réformes économiques et sociales avaient porté leurs fruits.

887. La Thaïlande s'est réjouie que l'État cubain ait coopéré et dialogué sans réserve avec le Groupe de travail et la troïka, qu'il ait joué un rôle actif dans les travaux du Conseil des droits de l'homme, notamment en participant à l'initiative sur le droit au développement et en s'employant à atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement. Elle s'est félicitée que Cuba ait adhéré à un nombre important de recommandations, notamment les siennes, y compris sa proposition de partager avec les autorités cubaines son expérience et ses meilleures pratiques.

888. Le Soudan a souhaité la bienvenue à la délégation cubaine et l'a remerciée pour les précisions fournies. Cuba avait reçu un grand nombre de recommandations, pour la plupart positives et constructives, même si un petit nombre d'entre elles faisaient l'objet d'une politisation. Le Soudan encourageait les autorités cubaines à faire preuve d'ouverture et de coopération dans la promotion et la protection des droits de l'homme. Il était sensible au fait que Cuba avait accepté la plupart des recommandations, notamment les siennes.

889. La Fédération de Russie a noté que Cuba avait accepté la plupart des recommandations, y compris celles qu'elle lui avait faites. Cela montrait une fois de plus que Cuba accordait la priorité aux questions touchant les droits de l'homme et qu'elle était prête à continuer à coopérer avec les mécanismes internationaux de surveillance. La Fédération de Russie a souligné les progrès considérables accomplis par les autorités cubaines dans la promotion et la protection des droits de l'homme, en premier lieu dans le domaine des droits socioéconomiques, ce qui était impressionnant compte tenu des sanctions unilatérales prises contre l'État cubain.

890. Les Émirats arabes unis ont salué la détermination de l'État à respecter son engagement de donner suite aux recommandations acceptées à l'occasion du deuxième Examen. Ils ont salué les efforts déployés par Cuba pour protéger la culture des droits de l'homme et des libertés fondamentales et prendre des mesures particulières afin de garantir la dignité humaine et l'égalité des chances pour tous. La délégation appréciait les mesures prises en faveur des droits économiques, sociaux et culturels, des droits des femmes, du développement durable et de la justice sociale.

891. Le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord a salué l'esprit de coopération qui avait animé Cuba tout au long de l'Examen périodique universel et les récentes réformes nationales qui avaient apporté aux Cubains de nouvelles libertés économiques et la liberté de voyager. Il était déçu que les recommandations relatives à la liberté d'expression aient été rejetées et s'est à nouveau dit préoccupé par la politique continue de détention et de harcèlement menée par l'État à l'égard de militants pacifiques de l'opposition et des droits de l'homme. Constatant que des suspects étaient détenus sans procès ni inculpation et qu'il n'y avait pas de système indépendant de juges et d'avocats, il trouvait préoccupant que la recommandation visant à améliorer le respect des droits de la défense dans le système judiciaire ait été rejetée. Il a de nouveau demandé à Cuba d'améliorer les conditions de vie des personnes en détention.

892. Les États-Unis d'Amérique ont regretté que Cuba ait consacré beaucoup de temps à déformer les politiques américaines menées à son égard, étant donné qu'ils étaient, entre autres, l'un de ses principaux partenaires commerciaux. La délégation a pris note de la volonté de l'État d'examiner toutes les recommandations et a évoqué celles qui avaient pour but de mettre fin aux détentions extrajudiciaires de courte durée, aux actes de harcèlement et aux autres mesures répressives visant des défenseurs et des militants des droits de l'homme. Les autorités cubaines ont fréquemment empêché des membres de la société civile indépendante d'exercer leur liberté de réunion pacifique et la délégation américaine a demandé à l'État d'autoriser une enquête indépendante sur les circonstances dans lesquelles Oswaldo Paya et Harold Cepero avaient trouvé la mort.

893. L'Ouzbékistan a félicité Cuba d'avoir fourni des informations complètes et formulé des observations sur les recommandations. Il a salué la participation constructive de l'État à l'Examen et a relevé avec satisfaction que Cuba avait accepté la plupart des recommandations faites lors du deuxième Examen, notamment celles qu'il avait lui-même formulées afin de l'encourager à poursuivre ses efforts pour atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement, à soutenir l'éducation et l'emploi des jeunes et à améliorer la législation nationale dans le domaine des droits de l'homme. Cuba était un État partie aux principaux instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme, dont elle avait transposé les dispositions dans sa législation interne. En donnant suite aux recommandations qu'elle avait acceptées, elle contribuerait au renforcement du système des droits de l'homme dans le pays.

894. La République bolivarienne du Venezuela a noté que le Gouvernement cubain accordait beaucoup d'importance à la mise en œuvre des recommandations auxquelles il avait adhéré. L'Examen avait permis de constater les grandes réalisations de la révolution cubaine concernant l'exercice des droits de l'homme, malgré les difficultés rencontrées en raison du blocus inhumain qui était imposé au pays. La délégation vénézuélienne a exprimé sa solidarité avec Cuba et a remercié les Cubains et les Cubaines pour leur coopération et l'amitié inconditionnelle dont ils faisaient preuve à l'égard de nombreux pays, dont la République bolivarienne du Venezuela, dans le cadre de la promotion et de la protection des droits de l'homme, en particulier dans les domaines de la santé, de l'éducation, de la culture et du sport.

3. Observations générales faites par d'autres parties prenantes

895. À la séance consacrée à l'adoption des textes issus de l'Examen concernant Cuba, neuf autres parties prenantes ont fait des déclarations.

896. L'organisation Jubilee Campaign a souligné la forte augmentation du nombre de violations signalées concernant la liberté de religion ou de conviction et a fait état des passages à tabac qu'auraient subis des responsables d'église. Elle a pris note des informations de plus en plus nombreuses selon lesquelles des édifices de culte seraient menacés de fermeture, de confiscation ou de démolition. Elle a également indiqué que le recours à la détention fréquente, temporaire, arbitraire et sans inculpation était une tactique appliquée aux chefs religieux, dont beaucoup avaient déclaré avoir été arrêtés et emprisonnés à plusieurs reprises au cours de l'année écoulée. Elle a exhorté Cuba à ratifier le Pacte international relatif aux droits civils et politiques et le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, et à garantir à tous ses citoyens l'exercice de la liberté de religion ou de conviction.

897. L'International Association of Democratic Lawyers a félicité Cuba pour son action et ses avancées dans le domaine des droits de l'homme, malgré les conditions économiques difficiles dues au blocus illégal. Elle a souligné le travail essentiel mené par Cuba auprès de l'Organisation des Nations Unies. Ce travail avait permis d'accomplir des progrès importants dans des domaines aussi fondamentaux que la solidarité internationale, le droit à la paix et le droit à l'alimentation. Elle a salué les mesures juridiques approuvées depuis peu visant à modifier la loi sur les migrations, la loi sur le logement et le Code de procédure pénale, et s'est félicitée que des consultations soient organisées sur les décisions ayant un impact profond sur la population, pratique qui devrait être suivie par d'autres pays. Elle s'est réjouie du moratoire de facto sur la peine de mort et a demandé au Gouvernement d'envisager l'abolition totale de cette pratique et de redoubler d'efforts pour obtenir la libération des cinq Cubains injustement détenus aux États-Unis.

898. L'organisation Amnesty International a regretté que Cuba ait rejeté les recommandations visant à améliorer le respect de la liberté d'expression et de la liberté de réunion et d'association. Elle a salué les réformes de la loi sur l'immigration, mais s'est dite préoccupée par le harcèlement, la détention et même les condamnations dont faisaient régulièrement l'objet des journalistes indépendants et des militants des droits de l'homme exerçant leurs droits à la liberté d'expression et à la liberté de réunion et d'association. Elle était déçue que l'État cubain rejette les recommandations relatives à la ratification d'importants instruments des droits de l'homme. Elle s'est réjouie qu'aucune condamnation à mort n'ait été exécutée, mais regrettait que Cuba ne soit toujours pas en mesure d'accepter les recommandations tendant à obtenir l'abolition de la peine de mort. Elle s'est félicitée de la mise en liberté de Calixto Ramon Martínez Arias, qui avait passé près de sept mois en prison sans inculpation, et a exhorté les autorités à remettre immédiatement en liberté Alexeis Vargas Martin et son frère jumeau, Emilio Planas Robert, Rafael Montes de Oca, Iván Fernández et d'autres personnes arrêtées pour avoir simplement exercé leur droit à la liberté d'expression.

899. Les commentaires de United Nations Watch ont été formulés par Yris Perez Aguilera, du Rosa Parks Women's Movement for Civil Rights. Madame Aguilera a fait référence aux informations contenues dans le résumé des parties prenantes concernant le recours croissant à la violence contre les défenseurs des droits de l'homme, les arrestations arbitraires et les menaces de mort, et a souligné les recommandations faites à ce sujet par les Pays-Bas, la Norvège, la Pologne, l'Allemagne et la Hongrie. Elle a personnellement témoigné des agressions et des menaces auxquelles les autorités avaient eu recours contre elle-même et d'autres militants des droits de l'homme, et a demandé à l'ONU de la protéger ainsi que d'autres militants.

900. L'organisation Liberation a félicité Cuba d'avoir donné suite aux recommandations qu'elle avait acceptées lors du premier Examen et d'avoir souscrit à l'immense majorité des recommandations formulées lors du deuxième cycle. Elle a pris acte de la ratification d'instruments internationaux et s'est félicitée de la priorité accordée par l'État à la promotion et à la protection de tous les droits de l'homme et des résultats obtenus dans les domaines économique, politique et social, notamment en ce qui concernait l'éducation et la santé, le droit à l'alimentation, ainsi que l'accès aux technologies de l'information et de la communication, la liberté de religion et la sécurité sociale.

901. L'International Buddhist Relief Organization s'est réjouie que Cuba ait accepté la majorité des recommandations formulées au cours du deuxième cycle, notamment celles concernant la liberté et l'assistance religieuses, que le Gouvernement assurait mettre en œuvre sans discrimination. Elle s'est félicitée de la priorité accordée à la promotion et à la protection des droits de l'homme dans tous les domaines. En outre, les importants changements économiques et sociaux mis en place par Cuba avaient bénéficié à sa population. L'organisation a demandé au Gouvernement de continuer à donner la priorité à ses programmes de coopération avec d'autres États.

902. Selon la Fundación de Ayuda y Promoción de las Culturas Indígenas, Cuba protégeait et promouvait tous les droits de l'homme, et donnait l'exemple en matière de droits économiques, sociaux et culturels, notamment dans les domaines de la santé et de l'éducation universelles, et favorisait également les cultures et traditions autochtones. L'État continuerait, malgré le blocus dont il faisait l'objet, à œuvrer en faveur d'une société toujours plus juste. L'organisation a appelé Cuba à amplifier son succès en prenant de nouvelles mesures de promotion et de protection des droits de l'homme.

903. L'organisation Federación de Mujeres Cubanas a remercié l'État pour son attachement à défendre les droits de l'homme et le sérieux dont il fait preuve à cet égard, et s'est réjouie que Cuba ait accepté la plupart des recommandations. Elle a également souligné les efforts déployés par les Cubaines pour améliorer la qualité de vie, malgré le blocus. Elle a mis en avant les règles récemment adoptées concernant la sécurité sociale, le logement, les emplois dans le secteur marchand, la création d'entreprises coopératives et l'attribution de terres à plus de 17 000 femmes. À l'issue des élections de février 2013, les femmes représentaient désormais 48,86 % des députés au Parlement.

904. L'Unión Nacional de Juristas de Cuba a félicité Cuba d'avoir accepté la plupart des recommandations. Depuis 2009, d'importantes nouvelles lois renforçaient les droits individuels des Cubains. Les organes judiciaires fonctionnaient désormais avec de larges garanties. L'Union a demandé au Gouvernement cubain de renforcer l'efficacité du mécanisme de traitement des plaintes ou demandes individuelles ou collectives relatives aux droits de l'homme.

4. Observations finales de l'État ayant fait l'objet de l'Examen

905. L'adoption du rapport du Groupe de travail sur Cuba marquait une nouvelle étape dans le suivi des conclusions de l'Examen.

906. L'Examen ne devait pas être utilisé par des mercenaires payés par une puissance étrangère pour lancer des attaques ou faire de fausses allégations ni pour formuler des recommandations contraires à certains principes inaliénables, tels que la souveraineté de l'État et l'autodétermination. Les déclarations fausses et déformées ne devraient pas être autorisées, pas plus que celles qui résultaient d'un manque d'informations sur la réalité d'un pays ou de tentatives de manipulation ou étaient sorties de leur contexte à des fins politiques particulières.

907. Les commentaires et recommandations qui visaient à remettre en cause le système politique, économique et social établi par les Cubains étaient contraires à l'exercice du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes et à l'esprit de coopération et de respect qu'exigeait l'Examen. La délégation a demandé à ses auteurs de suivre les principes et les modalités convenus par l'Assemblée générale et le Conseil des droits de l'homme.

908. Cuba a réaffirmé que le blocus était le principal obstacle à l'exercice par les Cubains des droits de l'homme et a déclaré que le délégué des États-Unis d'Amérique mentait lorsqu'il affirmait que son pays était un important exportateur de denrées alimentaires vers Cuba et que les citoyens américains constituaient le premier groupe de touristes à Cuba. Le blocus empêchait les deux États d'avoir des relations commerciales normales. Cuba a demandé au délégué des États-Unis d'Amérique de nier que les citoyens de son pays étaient les seuls à ne pas pouvoir se rendre librement à Cuba. Une enquête exhaustive et une procédure judiciaire assortie de toutes les garanties reconnues par d'autres États avaient permis de conclure que la mort d'Oswaldo Paya et de Harold Cepero, citoyens cubains, était d'origine accidentelle.

909. La délégation a souligné que Cuba avait consenti d'énormes efforts malgré les conditions difficiles, dues en particulier aux effets du blocus, et a indiqué que l'État continuerait d'appliquer sa décision irrévocable de poursuivre un développement socialiste, autochtone, original, démocratique et librement participatif.

B. Débat général sur le point 6 de l'ordre du jour

910. À sa 25e séance, le 23 septembre 2013, le Conseil a tenu un débat général sur le point 6 de l'ordre du jour, au cours duquel des déclarations ont été faites par :

a) Les représentants des États membres du Conseil des droits de l'homme dont la liste suit : Autriche, Estonie, Lituanie** (s'exprimant au nom de l'Union européenne, de l'Albanie, de la Bosnie-Herzégovine, de la Géorgie, de l'Islande, du Liechtenstein, du Monténégro, de la République de Moldova, de la Serbie, de l'ex-République yougoslave de Macédoine, de la Turquie et de l'Ukraine), Malaisie, Maldives, République de Moldova, Venezuela (République bolivarienne du) ;

b) Les représentants des États observateurs dont la liste suit : Albanie, Arménie, Belgique, Chine, Cuba, Fédération de Russie, Géorgie, Îles Salomon, Maroc, Pays-Bas, Soudan, Uruguay ;

c) Les observateurs de l'Organisation internationale de la Francophonie, organisation intergouvernementale ;

** État observateur auprès du Conseil prenant la parole au nom d'États membres et d'États observateurs.

d) Les observateurs des organisations non gouvernementales dont la liste suit : Action internationale pour la paix et le développement dans la région des Grands Lacs, African Technology Development Link, Amnesty International, Commission internationale de juristes, Institut international pour la paix, International Organization for the Elimination of All Forms of Racial Discrimination, Maarij Foundation for Peace and Development, Organization for Defending Victims of Violence, Society of Iranian Women Advocating Sustainable Development of the Environment, Union of Arab Jurists, United Nations Watch, UPR Info, Verein Südwind Entwicklungspolitik, World Barua Organization.

911. À la même séance, le Président du Conseil des droits de l'homme a fait une déclaration concernant le mécanisme de l'Examen périodique universel.

C. Examen de projets de texte et décisions concernant ces projets

Turkménistan

912. À la 19e séance, le 18 septembre 2013, le Conseil des droits de l'homme a adopté le projet de décision 24/101 sans le mettre aux voix (pour le texte adopté, voir première partie, chap. II).

Burkina Faso

913. À la 19e séance, le 18 septembre 2013, le Conseil des droits de l'homme a adopté le projet de décision 24/102 sans le mettre aux voix (pour le texte adopté, voir première partie, chap. II).

Cabo Verde

914. À la 19e séance, le 18 septembre 2013, le Conseil des droits de l'homme a adopté le projet de décision 24/103 sans le mettre aux voix (pour le texte adopté, voir première partie, chap. II).

Tuvalu

915. À la 20e séance, le 19 septembre 2013, le Conseil des droits de l'homme a adopté le projet de décision 24/104 sans le mettre aux voix (pour le texte adopté, voir première partie, chap. II).

Colombie

916. À la 20e séance, le 19 septembre 2013, le Conseil des droits de l'homme a adopté le projet de décision 24/105 sans le mettre aux voix (pour le texte adopté, voir première partie, chap. II).

Ouzbékistan

917. À la 20e séance, le 19 septembre 2013, le Conseil des droits de l'homme a adopté le projet de décision 24/106 sans le mettre aux voix (pour le texte adopté, voir première partie, chap. II).

Allemagne

918. À la 22e séance, le 19 septembre 2013, le Conseil des droits de l'homme a adopté le projet de décision 24/107 sans le mettre aux voix (pour le texte adopté, voir première partie, chap. II).

Djibouti

919. À la 22e séance, le 19 septembre 2013, le Conseil des droits de l'homme a adopté le projet de décision 24/108 sans le mettre aux voix (pour le texte adopté, voir première partie, chap. II).

Canada

920. À la 22e séance, le 19 septembre 2013, le Conseil des droits de l'homme a adopté le projet de décision 24/109 sans le mettre aux voix (pour le texte adopté, voir première partie, chap. II).

Bangladesh

921. À la 23e séance, le 20 septembre 2013, le Conseil des droits de l'homme a adopté le projet de décision 24/110 sans le mettre aux voix (pour le texte adopté, voir première partie, chap. II).

Azerbaïdjan

922. À la 23e séance, le 20 septembre 2013, le Conseil des droits de l'homme a adopté le projet de décision 24/111 sans le mettre aux voix (pour le texte adopté, voir première partie, chap. II).

Fédération de Russie

923. À la 24e séance, le 20 septembre 2013, le Conseil des droits de l'homme a adopté le projet de décision 24/112 sans le mettre aux voix (pour le texte adopté, voir première partie, chap. II).

Cameroun

924. À la 24e séance, le 20 septembre 2013, le Conseil des droits de l'homme a adopté le projet de décision 24/113 sans le mettre aux voix (pour le texte adopté, voir première partie, chap. II).

Cuba

925. À la 24e séance, le 20 septembre 2013, le Conseil des droits de l'homme a adopté le projet de décision 24/114 sans le mettre aux voix (pour le texte adopté, voir première partie, chap. II).

VII. Situation des droits de l'homme en Palestine et dans les autres territoires arabes occupés

926. À la 25e séance, le 23 septembre 2013, la Haute-Commissaire adjointe a présenté le rapport du Secrétaire général sur l'application de la résolution 22/28 du Conseil des droits de l'homme (A/HRC/24/30).

Débat général sur le point 7 de l'ordre du jour

927. À ses 25e et 26e séances, le 23 septembre 2013, le Conseil a tenu un débat général sur le point 7 de l'ordre du jour, au cours duquel des déclarations ont été faites par :

a) L'observateur de l'État de Palestine en tant que partie concernée et le représentant de la République arabe syrienne en tant qu'État concerné ;

b) Les représentants des États membres du Conseil des droits de l'homme dont la liste suit : Angola, Brésil (s'exprimant au nom du Forum Inde, Brésil et Afrique du Sud), Chili, Émirats arabe unis, Équateur (s'exprimant également au nom de l'Alliance bolivarienne pour les Amériques), État de Palestine** (s'exprimant au nom du Groupe des États arabes), Gabon (s'exprimant au nom du Groupe des États d'Afrique), Indonésie, Iran (République islamique d')** (s'exprimant au nom du Mouvement des pays non alignés), Koweït, Libye, Malaisie, Maldives, Mauritanie, Pakistan (s'exprimant au nom de l'Organisation de la coopération islamique), Qatar, Venezuela (République bolivarienne du) ;

c) Les représentants des États observateurs dont la liste suit : Afrique du Sud, Algérie, Arabie saoudite, Bahreïn, Bangladesh, Chine, Cuba, Égypte, Fédération de Russie, Iran (République islamique d'), Iraq, Jordanie, Liban, Maroc, Mexique, Oman, Sénégal, Sri Lanka, Tunisie, Turquie, Yémen ;

d) L'observateur de l'institution nationale des droits de l'homme suivante : Commission palestinienne des droits de l'homme (par message vidéo) ;

e) Les observateurs des organisations non gouvernementales dont la liste suit : Africa Culture Internationale, Al-Haq, Association internationale des juristes juifs, BADIL Resource Center for Palestinian Residency and Refugee Rights, Comité de coordination d'organisations juives, Family Planning Association, Fédération générale des femmes arabes, Institut d'étude des droits de l'homme du Caire, Institut iranien des femmes islamiques, International Organization for the Elimination of All Forms of Racial Discrimination, I.R. Iran, Maarij Foundation for Peace and Development, Mouvement international des jeunes et des étudiants pour les Nations Unies, Organization for Defending Victims of Violence, Prevention Association of Social Harms, Society of Iranian Women Advocating Sustainable Development of the Environment, , Union of Arab Jurists, United Nations Watch.

VIII. Suivi et application de la Déclaration et du Programme d'action de Vienne

A. Débat annuel sur la prise en compte des questions de genre

928. À sa 8e séance, le 12 septembre 2013, conformément à sa résolution 6/30, le Conseil des droits de l'homme a tenu son débat annuel sur la prise en compte des questions de genre, en mettant l'accent sur l'apport de la société civile à la prise en compte de ses questions dans ses travaux et ceux de ses mécanismes.

929. La Haute-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme a fait une déclaration liminaire. La secrétaire générale du World Young Women's Christian Association, Nyaradzayi Gumbonzvanda, a animé le débat.

930. À la même séance, les intervenants dont le nom suit ont fait des déclarations : Chaloka Beyani, Mozn Hassan, Neha Sood et Penny Williams.

931. Le débat qui a suivi a été divisé en deux parties, qui ont été tenues à la même séance, le même jour. Au cours de la première partie, des déclarations ont été faites et des questions ont été posées aux intervenants par :

a) Les représentants des États membres du Conseil dont la liste suit : Chili, Costa Rica (s'exprimant également au nom de la Communauté des États d'Amérique latine et des Caraïbes), États-Unis d'Amérique, Irlande, Koweït, Maldives, Monténégro ;

b) Les représentants des États observateurs dont la liste suit : Bulgarie, Cuba, Mexique, Turquie ;

c) L'observateur de l'organisation intergouvernementale suivante : Union européenne ;

d) Les observateurs des organisations non gouvernementales dont la liste suit : Center for Environmental and Management Studies, International Service for Human Rights, Servas International.

932. À la fin de la première partie, l'animatrice et les intervenants ont répondu aux questions et fait des observations.

933. Au cours de la deuxième partie, des déclarations ont été faites par :

a) Les représentants des États membres du Conseil dont la liste suit : Autriche, Brésil, Espagne, Libye, Pologne, Sierra Leone, Suisse, Thaïlande, Venezuela (République bolivarienne du) ;

b) Les représentants des États observateurs dont la liste suit : Algérie, Arabie saoudite, Australie, Chine, Finlande (s'exprimant également au nom du Danemark, de l'Islande, de la Norvège et de la Suède), Iran (République islamique d'), Maroc, Paraguay ;

c) Les observateurs des organisations non gouvernementales dont la liste suit : Indian Law Resource Centre, Organisation mondiale contre la torture, Union européenne des relations publiques.

934. À la même séance, l'animatrice a formulé ses observations finales.

B. Débat général sur le point 8 de l'ordre du jour

935. À sa 27e séance, le 24 septembre 2013, le Conseil a tenu un débat général sur le point 8 de l'ordre du jour, au cours duquel des déclarations ont été faites par :

a) Les représentants des États membres du Conseil des droits de l'homme dont la liste suit : Autriche, Cuba** (s'exprimant au nom de la Communauté des États d'Amérique latine et des Caraïbes), État de Palestine** (s'exprimant au nom du Groupe des États arabes), États-Unis d'Amérique, Guatemala, Indonésie, Irlande, Lituanie** (s'exprimant au nom de l'Union européenne, de l'Albanie, de la Bosnie-Herzégovine, de l'ex-République yougoslave

de Macédoine, de la Géorgie, de l'Islande, du Liechtenstein, du Monténégro, de la République de Moldova et de l'Ukraine), Maldives, Slovénie** (s'exprimant également au nom de l'Autriche, du Liechtenstein et de la Suisse), Thaïlande, Venezuela (République bolivarienne du) ;

b) Les représentants des États observateurs dont la liste suit : Algérie, Chine, Égypte, Maroc, Pays-Bas ;

c) L'observateur de l'organisation intergouvernementale suivante : Conseil de l'Europe ;

d) Les observateurs des institutions nationales des droits de l'homme dont la liste suit : Comité international de coordination des institutions nationales pour la promotion et la protection des droits de l'homme, Commission canadienne des droits de la personne ;

e) Les observateurs des organisations non gouvernementales dont la liste suit : Action Canada pour la population et le développement, Agence internationale pour le développement, Amnesty International, British Humanist Association, Association internationale des personnes lesbiennes et gays, Centre for Human Rights and Peace Advocacy, Comité international pour le respect et l'application de la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples, Conseil indien sud-américain, France Libertés : Fondation Danielle Mitterrand, Il Cenacolo, International Humanist and Ethical Union, International Service for Human Rights, Liberation, Maarij Foundation for Peace and Development, Mothers Legacy Project, Presse emblème campagne, Réseau juridique canadien VIH/sida, Verein Südwind Entwicklungspolitik, World Barua Organization, World Muslim Congress.

936. À la même séance, les représentants de la Chine, de Cuba et de l'Égypte ont fait des déclarations au titre de leur droit de réponse.

IX. Racisme, discrimination raciale, xénophobie et intolérance qui y est associée − suivi et application de la Déclaration et du Programme d'action de Durban

A. Dialogues avec les titulaires de mandat au titre des procédures spéciales

Groupe de travail d'experts sur les personnes d'ascendance africaine

937. À la 27e séance, le 24 septembre 2013, une membre du Groupe de travail d'experts sur les personnes d'ascendance africaine, Mirjana Najchevska, a présenté le rapport du Groupe de travail (A/HRC/24/52 et Add.1-2).

938. À la même séance, les représentants du Panama et du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, États concernés, ont fait des déclarations.

939. À la même séance également, les représentants de la Commission pour l'égalité et les droits de l'homme, de la Commission des droits de l'homme de l'Irlande du Nord et de la Commission des droits de l'homme de l'Écosse ont fait une déclaration conjointe.

940. Au cours du dialogue qui a suivi, à la même séance et à la 28e séance, tenues le même jour, des déclarations ont été faites et des questions ont été posées au représentant du Groupe de travail par :

a) Les représentants des États membres du Conseil des droits de l'homme dont la liste suit : Brésil (s'exprimant au nom de la Communauté des États d'Amérique latine et des Caraïbes), Sierra Leone, Venezuela (République bolivarienne du) ;

b) Les représentants des États observateurs dont la liste suit : Afrique du Sud, Algérie, Colombie, Maroc, Nigeria, Sri Lanka, Togo ;

c) L'observateur de l'organisation intergouvernementale suivante : Union européenne ;

d) Les observateurs des organisations non gouvernementales dont la liste suit : Mouvement international des jeunes et des étudiants pour les Nations Unies, Rencontre africaine pour la défense des droits de l'homme.

941. À la 28e séance, la membre du Groupe de travail a répondu aux questions et formulé ses observations finales.

B. Débat général sur le point 9 de l'ordre du jour

942. À sa 28e séance, le 24 septembre 2013, le Conseil a tenu un débat général sur le point 9 de l'ordre du jour, au cours duquel des déclarations ont été faites par :

a) Les représentants des États membres du Conseil des droits de l'homme dont la liste suit : Afrique du Sud** (s'exprimant au nom du Groupe des États d'Afrique),Équateur, État de Palestine** (s'exprimant au nom du Groupe des États arabes), États-Unis d'Amérique, Kirghizistan** (s'exprimant également au nom de l'Arménie, du Bélarus, de la Fédération de Russie, du Kazakhstan et du Tadjikistan), Koweït, Lituanie** (s'exprimant au nom de l'Union européenne, de l'Albanie, de l'Arménie, de la Bosnie-Herzégovine, de l'ex-République yougoslave de Macédoine, de la Géorgia, de l'Islande, du Monténégro, de la République de Moldova, de la Serbie et de la Turquie), Pakistan (s'exprimant au nom de l'Organisation de la coopération islamique) ;

b) Les représentants des États observateurs dont la liste suit : Chine, Cuba, Égypte, Fédération de Russie, Iran (République islamique d'), Nigéria, Norvège, Tunisie ;

c) L'observateur de l'organisation intergouvernementale suivante : Conseil de l'Europe ;

** État observateur auprès du Conseil prenant la parole au nom d'États membres et d'États observateurs.

d) Les observateurs des organisations non gouvernementales dont la liste suit : Africa Culture Internationale, Agence internationale pour le développement, Association internationale des juristes juifs, Centre for Human Rights and Peace Advocacy, Conseil indien sud-américain, Family Planning Association, I.R. Iran, Fraternité Notre Dame, Inc., Institut iranien des femmes islamiques, International Humanist and Ethical Union, International Organization for the Elimination of All Forms of Racial Discrimination, Maarij Foundation for Peace and Development, Mouvement international des jeunes et des étudiants pour les Nations Unies, Organisation pour la communication en Afrique et de promotion de la coopération économique internationale − OCAPROCE International, Organization for Defending Victims of Violence, Pasumai Thaayagam Foundation, Prevention Association of Social Harms, Society of Iranian Women Advocating Sustainable Development of the Environment, Under the Same Sun Fund, United Nations Watch, United Towns Agency for North-South Cooperation, Verein Südwind Entwicklungspolitik, World Barua Organization, World Muslim Congress.

C. Examen de projets de texte et décisions concernant ces projets

De la rhétorique à la réalité : appel mondial pour une action concrète contre le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée

943. À la 37e séance, le 27 septembre 2013, le représentant de l'Afrique du Sud a présenté le projet de résolution A/HRC/24/L.25, qui avait pour auteur principal le Gabon (agissant au nom du Groupe des États d'Afrique), et pour coauteurs la Bolivie (État plurinational de), Cuba, l'Équateur et le Venezuela (République bolivarienne du). La Colombie, l'État de Palestine (agissant au nom du Groupe des États arabes), l'Indonésie, la Jamaïque, le Kazakhstan, le Nicaragua, la République dominicaine, Sri Lanka, la Thaïlande, la Turquie et l'Uruguay se sont joints ultérieurement aux auteurs.

944. À la même séance, le représentant de l'Afrique du Sud a révisé oralement le projet de résolution.

945. À la même séance également, le représentant de la République bolivarienne du Venezuela a fait des observations générales au sujet du projet de résolution.

946. Conformément à l'article 153 du Règlement intérieur de l'Assemblée générale, l'attention du Conseil des droits de l'homme a été appelée sur un état estimatif des incidences administratives et des incidences sur le budget-programme du projet de résolution.

947. À la même séance, les représentants de l'Estonie (s'exprimant au nom des États membres de l'Union européenne membres du Conseil), des États-Unis d'Amérique et de la Suisse ont fait des déclarations pour expliquer leur vote avant le vote.

948. À la demande du représentant des États-Unis d'Amérique, le projet de résolution a fait l'objet d'un vote enregistré. Le projet de résolution tel que révisé oralement a été adopté par 32 voix contre 2, avec 13 abstentions (pour le texte adopté, voir première partie, chap. I, résolution 24/26).

X. Assistance technique et renforcement des capacités

A. Dialogues avec les titulaires de mandat au titre des procédures spéciales

Rapporteur spécial sur la situation des droits de l'homme au Cambodge

949. À la 28e séance, le 24 septembre 2013, le Rapporteur spécial sur la situation des droits de l'homme au Cambodge, Surya P. Subedi, a présenté son rapport (A/HRC/24/36).

950. À la même séance, le représentant du Cambodge, État concerné, a fait une déclaration.

951. Au cours du dialogue qui a suivi, à la même séance et à la 30e séance, des déclarations ont été faites et des questions ont été posées au Rapporteur spécial par :

a) Les représentants des États membres du Conseil dont la liste suit : États-Unis d'Amérique, Indonésie, Irlande, Japon, Malaisie, Suisse, Thaïlande ;

b) Les représentants des États observateurs dont la liste suit : Australie, Chine, France, Maroc, Myanmar, Nouvelle-Zélande, République démocratique populaire lao, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Slovaquie, Viet Nam ;

c) L'observateur de l'organisation intergouvernementale suivante : Union européenne ;

d) Les observateurs des organisations non gouvernementales dont la liste suit : Amnesty International, Asian Forum for Human Rights and Development, Association mondiale pour l'école instrument de paix, Fédération internationale des ligues des droits de l'homme, Human Rights Now, Human Rights Watch, Social Service Agency of the Protestant Church in Germany.

952. À la 30e séance, le Rapporteur spécial a répondu aux questions et formulé ses observations finales.

Expert indépendant chargé d'examiner la situation des droits de l'homme en Somalie

953. À la 30e séance, le 25 septembre 2013, l'Expert indépendant chargé d'examiner la situation des droits de l'homme en Somalie, Shamsul Bari, a présenté son rapport (A/HRC/24/40).

954. À la même séance, le représentant de la Somalie, pays concerné, a fait une déclaration.

955. Au cours du dialogue qui a suivi, à la même séance également, des déclarations ont été faites et des questions ont été posées à l'Expert indépendant par :

a) Les représentants des États membres du Conseil dont la liste suit : Allemagne, Espagne, États-Unis d'Amérique, Éthiopie, Irlande, Italie, République tchèque, Roumanie ;

b) Les représentants des États observateurs dont la liste suit : Djibouti, France, Luxembourg, Maroc, Nigéria, Soudan, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Tchad ;

c) L'observateur de l'organisation intergouvernementale suivante : Union européenne ;

d) Les observateurs des organisations non gouvernementales dont la liste suit : Amnesty International, East and Horn of Africa Human Rights Defenders Project, International Educational Development.

956. À la même séance, l'Expert indépendant a répondu aux questions et formulé ses observations finales.

Expert indépendant chargé d'examiner la situation des droits de l'homme au Soudan

957. À la 30e séance, le 25 septembre 2013, l'Expert indépendant chargé d'examiner la situation des droits de l'homme au Soudan, Mashood A. Baderin, a présenté son rapport (A/HRC/24/31).

958. À la même séance, le représentant du Soudan, État concerné, a fait une déclaration.

959. Au cours du dialogue qui a suivi, aux 30e et 31e séances, tenues le même jour, des déclarations ont été faites et des questions ont été posées à l'Expert indépendant par :

a) Les représentants des États membres du Conseil des droits de l'homme dont la liste suit : Allemagne, Émirats arabes unis, État de Palestine** (s'exprimant au nom du Groupe des États arabes), États-Unis d'Amérique, Éthiopie, Gabon (s'exprimant au nom du Groupe des États d'Afrique), Indonésie, Irlande, Koweït, Libye, Maldives, Ouganda, Pakistan, Qatar, République tchèque, Suisse, Thaïlande ;

b) Les représentants des États observateurs dont la liste suit : Arabie saoudite, Australie, Bahreïn, Bangladesh, Canada, Chine, Cuba, Égypte, France, Liban, Maroc, Mexique, Nigéria, Norvège, République populaire démocratique de Corée, Royaume-Uni de Grande Bretagne et d'Irlande du Nord, Soudan du Sud, Sri Lanka ;

c) L'observateur de l'entité ou institution spécialisée des Nations Unies ou de l'organisation apparentée suivante : UNICEF ;

d) L'observateur de l'organisation intergouvernementale suivante : Union européenne ;

e) Les observateurs des organisations non gouvernementales dont la liste suit : Amnesty International, East and Horn of Africa Human Rights Defenders Project, Human Rights Watch, Fédération internationale des ligues des droits de l'homme, Institut d'étude des droits de l'homme du Caire, Maarij Foundation for Peace and Development, Society Studies Centre.

960. À la 31e séance, le représentant du Soudan a fait une déclaration.

961. À la 31e séance également, l'Expert indépendant a répondu aux questions et formulé ses observations finales.

B. Dialogue interactif autonome de haut niveau sur la Somalie

962. À la 29e séance, le 24 septembre 2013, conformément à sa décision 23/114, le Conseil des droits de l'homme a tenu un dialogue interactif autonome de haut niveau dans le but d'étudier comment l'ensemble des parties prenantes pourraient travailler efficacement à la mise au point et à l'application de la feuille de route et à la réalisation des droits de l'homme en Somalie.

963. La Haute-Commissaire adjointe a fait une déclaration liminaire au nom de la Haute-Commissaire, suivie du Premier Ministre du Gouvernement fédéral somalien, Abdi Farah Shirdon.

964. À la même séance, les orateurs suivants ont fait des déclarations liminaires : l'Expert indépendant chargé d'examiner la situation des droits de l'homme en Somalie, Shamsul Bari ; le Représentant spécial du Secrétaire général pour la Somalie et chef de la Mission d'assistance des Nations Unies en Somalie, Nicholas Kay ; Fartuun Adan, Mahamat Saleh Annadif, Mohamed Abdi Mohamed, Zahra Nur et Abdinasir Yasin Salad. La réunion-débat s'est déroulée en deux parties, qui ont eu lieu à la 29e séance.

965. Au cours de la première partie, des déclarations ont été faites et des questions ont été posées aux orateurs par :

a) Les représentants des États membres du Conseil des droits de l'homme dont la liste suit : Autriche, Émirats arabes unis, État de Palestine** (s'exprimant au nom du Groupe des États arabes), États-Unis d'Amérique, Éthiopie, Gabon (s'exprimant au nom du Groupe des États d'Afrique), Italie, Kenya, Koweït, Sierra Leone ;

b) Les représentants des États observateurs dont la liste suit : Bahreïn, Djibouti, Érythrée, Mexique, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord ;

c) L'observateur de l'organisation intergouvernementale suivante : Union européenne ;

d) Les observateurs des organisations non gouvernementales dont la liste suit : East and Horn of Africa Human Rights Defenders Project, Fédération internationale des journalistes, International Educational Development, Inc.

966. Au cours de la deuxième partie, à la même séance, des déclarations ont été faites et des questions ont été posées par :

a) Les représentants des États membres du Conseil des droits de l'homme dont la liste suit : Irlande, Japon, Maldives, Suisse ;

b) Les représentants des États observateurs dont la liste suit : Australie, Danemark, Égypte, France, Maroc, Nigéria, Norvège, Soudan, Turquie, Yémen ;

c) L'observateur de l'organisation intergouvernementale suivante : Organisation de la coopération islamique ;

d) L'observateur de l'organisation intergouvernementale suivante : Organisation internationale de droit du développement ;

e) Les observateurs des organisations non gouvernementales dont la liste suit : Human Rights Watch, Mothers Legacy Project.

967. À la même séance, les orateurs ont répondu aux questions et formulé leurs observations finales.

C. Dialogue sur la situation des droits de l'homme en République centrafricaine

968. À la 31e séance, le 25 septembre 2013, le Conseil des droits de l'homme a tenu, conformément à sa décision du 18 septembre 2013, un dialogue sur la situation des droits de l'homme en République centrafricaine.

969. La Haute-Commissaire adjointe a présenté le rapport de la Haute-Commissaire sur la situation des droits de l'homme en République centrafricaine (A/HRC/24/59).

970. À la même séance, le représentant de la République centrafricaine, État concerné, a fait une déclaration.

971. Au cours du dialogue qui a suivi, aux 31e et 32e séances, tenues le même jour, des déclarations ont été faites et des questions ont été posées à la Haute-Commissaire adjointe par :

a) Les représentants des États membres du Conseil des droits de l'homme dont la liste suit : Angola, Autriche, Congo, Côte d'Ivoire, Espagne, États-Unis d'Amérique, Maroc** (s'exprimant au nom de l'Organisation internationale de la Francophonie), Monténégro, Gabon (s'exprimant au nom du Groupe des États d'Afrique), République tchèque, Roumanie, Sierra Leone, Suisse ;

b) Les représentants des États observateurs dont la liste suit : Australie, Belgique, Cameroun, Chine, Égypte, France, Luxembourg, Mexique, Nigéria, Nouvelle-Zélande, Portugal, République du Congo, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Soudan, Soudan du Sud, Tchad, Togo ;

c) Les observateurs des organisations intergouvernementales dont la liste suit : Union africaine, Union européenne ;

d) Les observateurs des organisations non gouvernementales dont la liste suit : Caritas Internationalis (Confédération internationale des charités catholiques), Fédération internationale des ligues des droits de l'homme, Femmes Afrique Solidarité, Human Rights Watch.

972. À la 31e séance, les représentants de la République centrafricaine, État concerné, ont fait des déclarations.

973. À la 31e séance, la Haute-Commissaire adjointe a répondu aux questions et formulé ses observations finales.

D. Débat général sur le point 10 de l'ordre du jour

974. À la 32e séance, le 25 septembre 2013, la Haute-Commissaire adjointe a présenté les rapports de pays établis par la Haute-Commissaire et le Secrétaire général au titre des points 2 et 10 de l'ordre du jour (A/HRC/24/32, A/HRC/24/33 et A/HRC/24/34).

975. À la 32e séance, les représentants du Cambodge, de la République démocratique du Congo, de Sri Lanka et du Yémen, États concernés, ont fait des déclarations.

976. À sa 32e séance, le même jour, et à la 33e séance, le 26 septembre 2013, le Conseil a tenu un débat général sur le point 10 de l'ordre du jour, au cours duquel des déclarations ont été faites par :

a) Les représentants des États membres du Conseil des droits de l'homme dont la liste suit : Brésil, Émirats arabes unis, État de Palestine** (s'exprimant au nom du Groupe des États arabes), États-Unis d'Amérique, Inde, Indonésie, Irlande, Japon, Koweït, Lituanie** (s'exprimant au nom de l'Union européenne, de l'Albanie, de la Bosnie-Herzégovine, de l'ex-République yougoslave de Macédoine, de la Géorgie, de l'Islande, du Monténégro, de la République de Moldova et de la Serbie), Maldives, Monténégro, Pakistan, Philippines, République de Corée, Sénégal** (s'exprimant au nom de l'Organisation internationale de la Francophonie), Suisse, Thaïlande, Venezuela (République bolivarienne du) ;

b) Les représentants des États observateurs dont la liste suit : Algérie, Arabie saoudite, Australie, Azerbaïdjan, Bélarus, Belgique, Bolivie (État plurinational de), Canada, Chine, Cuba, Égypte, Fédération de Russie, France, Maroc, Myanmar, Norvège, Nouvelle-Zélande, Ouzbékistan, Pays-Bas, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Rwanda, Sénégal, Soudan du Sud ;

c) L'observateur de l'entité ou institution spécialisée des Nations Unies ou de l'organisation apparentée suivante : UNICEF ;

d) L'observateur de l'organisation intergouvernementale suivante : Conseil de l'Europe ;

e) Les observateurs des organisations non gouvernementales dont la liste suit : Action internationale pour la paix et le développement dans la région des Grands Lacs, Amnesty International, Asian Forum for Human Rights and Development, Asian Legal Resource Centre, Association mondiale pour l'école instrument de paix, CIVICUS : Alliance mondiale pour la participation citoyenne, Comité international pour le respect et l'application de la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples, Commission internationale de juristes, Human Rights Watch, Lawyers' Rights Watch Canada, Liberation, Maarij Foundation for Peace and Development, Mouvement international contre toutes les formes de discrimination et de racisme, Pasumai Thaayagam Foundation, Rencontre africaine pour la défense des droits de l'homme, Society Studies Centre, United Nations Watch, United Towns Agency for North-South Cooperation.

977. À la 33e séance, le 26 septembre 2013, les représentants de la Chine et le Soudan ont fait des déclarations au titre de leur droit de réponse.

E. Examen de projets de texte et décisions concernant ces projets

Assistance technique et renforcement des capacités en matière de droits de l'homme en République démocratique du Congo

978. À la 37e séance, le 27 septembre 2013, le représentant du Gabon (agissant au nom du Groupe des États d'Afrique) a présenté le projet de résolution A/HRC/24/L.9, qui avait pour auteur principal le Gabon (agissant au nom du Groupe des États d'Afrique). L'Allemagne, le Belgique, le Brésil, le Danemark, les États-Unis d'Amérique, la France, la Grèce, l'Indonésie, l'Irlande, l'Italie, le Luxembourg, les Pays-Bas, le Portugal, le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, la Slovénie, la Suisse et la Thaïlande se sont joints ultérieurement aux auteurs.

979. À la même séance, les représentants de l'Estonie (s'exprimant au nom des États membres de l'Union européenne membres du Conseil des droits de l'homme), des États-Unis d'Amérique et de la Suisse ont fait des observations générales au sujet du projet de résolution.

980. À la même séance également, le représentant de la République démocratique du Congo, État concerné, a fait une déclaration.

981. À la même séance, le projet de résolution a été adopté sans être mis au voix (pour le texte adopté, voir première partie, chap. I, résolution 24/27).

Assistance technique au Soudan dans le domaine des droits de l'homme

982. À la 37e séance, le 27 septembre 2013, le représentant du Gabon, s'exprimant au nom du Groupe des États d'Afrique, a présenté le projet de résolution A/HRC/24/L.10/Rev.1, qui avait pour auteur principal le Gabon (s'exprimant au nom du Groupe des États d'Afrique). La Bosnie-Herzégovine, l'État de Palestine (agissant au nom du groupe des États arabes), l'Indonésie, les Maldives et la Thaïlande se sont joints ultérieurement aux auteurs.

983. À la même séance, le représentant du Gabon a révisé oralement le projet de résolution.

984. À la même séance également, les représentants de l'Estonie (s'exprimant au nom des États membres de l'Union européenne membres du Conseil des droits de l'homme), des États-Unis d'Amérique et de la Suisse ont fait des observations générales au sujet du projet de résolution.

985. À la même séance, le représentant du Soudan, État concerné, a fait une déclaration.

986. Conformément à l'article 153 du Règlement intérieur de l'Assemblée générale, l'attention du Conseil des droits de l'homme a été appelée sur un état estimatif des incidences administratives et des incidences sur le budget-programme du projet de résolution.

987. À la même séance, le projet de résolution tel que révisé oralement a été adopté sans être mis au voix (pour le texte adopté, voir première partie, chap. I, résolution 24/28).

Services consultatifs et assistance technique pour le Cambodge

988. À la 37e séance, le 27 septembre 2013, le représentant du Japon a présenté le projet de résolution A/HRC/24/L.19, qui avait pour auteur principal le Japon et pour coauteurs l'Allemagne, l'Autriche, le Danemark, la Grèce, la Hongrie, le Luxembourg, la Slovénie et la Suède. L'Australie, la Bosnie-Herzégovine, la Bulgarie, Chypre, la Croatie, l'Espagne, l'Estonie, la France, l'Irlande, l'Italie, la Lituanie, la Norvège, les Pays-Bas, la Pologne, le Portugal, la République tchèque, la Roumanie, le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et la Slovaquie se sont joints ultérieurement aux auteurs.

989. À la même séance, le représentant du Cambodge, État concerné, a fait une déclaration.

990. Conformément à l'article 153 du Règlement intérieur de l'Assemblée générale, l'attention du Conseil des droits de l'homme a été appelée sur un état estimatif des incidences administratives et des incidences sur le budget-programme du projet de décision.

991. À la même séance, le projet de décision a été adopté sans être mis au voix (pour le texte adopté, voir première partie, chap. I, résolution 24/29).

Assistance à la Somalie dans le domaine des droits de l'homme

992. À la 37e séance, le 27 septembre 2013, les représentants de la Somalie et du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord ont présenté le projet de résolution A/HRC/24/L.20, qui avait pour auteurs principaux l'Australie, l'Autriche, Djibouti, les Émirats arabes unis, les États-Unis d'Amérique, l'Éthiopie, l'Italie, la Norvège, le Qatar, le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, la Somalie, la Suède, la Turquie, et le Yémen et pour coauteurs l'Allemagne, la Belgique, le Danemark, l'Espagne, la Finlande, le Gabon (agissant au nom du Groupe des États d'Afrique), la Grèce, la Hongrie, l'Irlande, le Luxembourg, les Pays-Bas, le Portugal, la Slovénie et la Thaïlande. La Bosnie-Herzégovine, la Bulgarie, Chypre, la Croatie, l'Estonie, l'État de Palestine (agissant au nom du Groupe des États arabes), la France, la Grèce, l'Indonésie, le Japon, la Lituanie, les Maldives, le Mexique, la Nouvelle-Zélande, la Pologne, la République de Moldova, la

République tchèque, la Roumanie, Saint Kits et Nevis et la Suisse se sont joints ultérieurement aux auteurs.

993. À la même séance, le représentant du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord a révisé oralement le projet de résolution.

994. À la même séance également, le représentant de la Somalie, État concerné, a fait une déclaration.

995. À la même séance, le projet de résolution a été adopté sans être mis au voix (pour le texte adopté, voir première partie, chap. I, résolution 24/30).

Amélioration de la coopération technique et du renforcement des capacités dans le domaine des droits de l'homme

996. À la 37e séance, le 27 septembre 2013, le représentant de la Thaïlande a présenté le projet de résolution A/HRC/24/L.26, qui avait pour auteurs principaux le Brésil, le Honduras, l'Indonésie, Maurice, le Maroc, la Norvège, Singapore, la Thaïlande et la Turquie et pour coauteurs l'Autriche, la Bolivie (État plurinational de), le Chile, la Colombie, le Congo, le Costa Rica, la Côte d'Ivoire, Djibouti, l'Équateur, La Guinée équatoriale, l'Estonie, l'Éthiopie, la Géorgie, la Grèce, la Hongrie, l'Italie, le Liban, les Maldives, la Nouvelle-Zélande, le Pérou, la Pologne, le Qatar, Sri Lanka, l'Espagne, le Timor-Leste, la Tunisie, l'Uruguay, le Venezuela (République bolivarienne du) et le Yémen. L'Australie, la Bosnie-Herzégovine, le Cambodge, la Croatie, Cuba, le Danemark, l'État de Palestine (agissant au nom du Groupe des États arabes), la Fédération de Russie, la Finlande, le Gabon (agissant au nom du Groupe des États d'Afrique), le Guatemala, l'Ireland, la Jamaïque, la Malaisie, le Mexique, la Mongolie, le Pakistan (agissant au nom de l'Organisation de la coopération islamique), la République de Corée, la République de Moldova, la Roumanie, la Serbie, la Slovénie et l'Ukraine se sont joints ultérieurement aux auteurs.

997. À la même séance, le représentant des États-Unis d'Amérique a fait une déclaration pour expliquer son vote avant le vote.

998. À la même séance également, le projet de résolution a été adopté sans être mis au voix (pour le texte de la résolution, voir première partie, chap. I, résolution 24/31).

Assistance technique et renforcement des capacités dans le domaine des droits de l'homme au Yémen

999. À la 37e séance, le 27 septembre 2013, les représentants des Pays-Bas et du Yémen ont présenté le projet de résolution A/HRC/24/L.33, qui avait pour auteurs principaux les Pays-Bas et le Yémen, et pour coauteurs l'Australie, l'Autriche, la Belgique, Chypre, le Danemark, l'Espagne, l'État de Palestine (agissant au nom du Groupe des États arabes), l'Éthiopie, la France, la Grèce, l'Irlande, l'Italie, le Luxembourg, la Norvège, la Pologne, la Roumanie, le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, la Slovaquie, la Slovénie, la Somalie, la Suède, la Thaïlande et la Turquie. L'Allemagne, la Bosnie-Herzégovine, la Bulgarie, la Côte d'Ivoire, la Croatie, les États-Unis d'Amérique, le Honduras, la Hongrie, l'Indonésie, le Japon, la Lituanie, les Maldives, le Mexique, le Portugal, la République de Corée, la République tchèque et la Suisse se sont joints ultérieurement aux auteurs.

1000. À la même séance, le projet de résolution a été adopté sans être mis au voix (pour le texte de la résolution, voir première partie, chap. I, résolution 24/32).

Coopération technique pour la prévention des attaques contre les personnes atteintes d'albinisme

1001. À la 37e séance, le 27 septembre 2013, le représentant de l'Afrique du Gabon a présenté le projet de résolution A/HRC/24/L.36, qui avait pour auteur principal le Gabon (agissant au nom du Groupe des États d'Afrique), et pour coauteur le Guatemala. Le Canada, le Chili, la Colombie, la Croatie, la France, la Grèce, la Hongrie, l'Indonésie, l'Irlande, le Nicaragua, la Norvège, le Pérou, le Portugal, la République de Corée, la Roumanie, le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, la Slovénie, la Turquie et l'Uruguay se sont joints ultérieurement aux auteurs.

1002. À la même séance, le représentant de l'Autriche a fait une déclaration pour expliquer son vote avant le vote.

1003. À la même séance également, le projet de résolution a été adopté sans être mis au voix (pour le texte de la résolution, voir première partie, chap. I, résolution 24/33).

1004. À la même séance, les représentants de la Sierra Leone et de la Suisse ont fait des déclarations pour expliquer leur vote après le vote.

Assistance technique à la République centrafricaine dans le domaine des droits de l'homme

1005. À la 37e séance, le 27 septembre 2013, le représentant du Gabon (agissant au nom du Groupe des États d'Afrique) a présenté le projet de résolution A/HRC/24/L.39, qui avait pour auteur principal le Gabon (agissant au nom du Groupe des États d'Afrique. L'Allemagne, l'Australie, l'Autriche, la Belgique, la Bosnie-Herzégovine, la Bulgarie, Chypre, la Croatie, le Danemark, l'Espagne, l'Estonie, les États-Unis d'Amérique, la Finlande, la France, la Géorgie, la Grèce, la Hongrie, l'Indonésie, l'Irlande, l'Italie, la Lettonie, la Lituanie, le Luxembourg, Malte, Monaco, la Norvège, la Nouvelle-Zélande, les Pays-Bas, la Pologne, le Portugal, la République de Corée, la République de Moldova, la République tchèque, la Roumanie, le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, la Slovaquie, la Slovénie, la Suède, la Suisse et la Thaïlande se sont joints ultérieurement aux auteurs.

1006. À la même séance, le représentant du Gabon a révisé oralement le projet de résolution.

1007. À la même séance également, le représentant de l'Estonie (s'exprimant au nom des États membres de l'Union européenne membres du Conseil des droits de l'homme) a fait des observations générales au sujet du projet de résolution.

1008. À la même séance, le représentant de la République centrafricaine, État concerné, a fait une déclaration.

1009. À la même séance également, le projet de résolution tel que révisé oralement a été adopté sans être mis au voix (pour le texte adopté, voir première partie, chap. I, résolution 24/34).

1010. À la même séance, le représentant de la Suisse a fait une déclaration pour expliquer son vote après le vote.

Annexe I

Attendance

Members

Angola
Argentina
Austria
Benin
Botswana
Brazil
Burkina Faso
Chile
Congo
Costa Rica
Côte d'Ivoire
Czech Republic
Ecuador
Estonia
Ethiopia
Gabon
Germany
Guatemala
India
Indonesia
Ireland
Italy
Japan
Kazakhstan
Kenya
Kuwait
Libya
Malaysia
Maldives
Mauritania
Montenegro
Pakistan
Peru
Philippines
Poland
Qatar
Republic of Korea
Republic of Moldova
Romania
Sierra Leone
Spain
Switzerland
Thailand
Uganda
United Arab Emirates
United States of America
Venezuela (Bolivarian Republic of)

States Members of the United Nations represented by observers

Afghanistan
Albania
Algeria
Andorra
Armenia
Australia
Azerbaijan
Bahrain
Belarus
Bangladesh
Belgium
Bolivia (Plurinational State of)
Bosnia and Herzegovina
Bulgaria
Cambodia
Cameroon
Canada
Cape Verde
Central African Republic
Chad
China
Colombia
Croatia
Cuba
Cyprus
Democratic People's Republic of Korea
Democratic Republic of the Congo
Denmark
Djibouti
Equatorial Guinea
Egypt
El Salvador
Eritrea
Finland
France
Georgia
Ghana
Greece
Guinea
Honduras
Hungary
Iceland
Iran (Islamic Republic of)
Iraq
Jordan
Kyrgyzstan
Lao People's Democratic Republic
Latvia
Lebanon
Lesotho
Liechtenstein
Lithuania
Luxembourg
Madagascar
Malta
Mauritius
Mexico
Monaco
Mongolia
Morocco
Mozambique
Myanmar
Namibia
Nepal
Netherlands
New Zealand
Nicaragua
Nigeria
Norway
Oman
Panama
Paraguay
Portugal
Russian Federation
Rwanda
Saudi Arabia
Senegal
Serbia
Singapore
Slovakia
Slovenia
Solomon Islands
Somalia
South Africa
South Sudan
Sri Lanka
Sudan
Sweden
Syrian Arab Republic
Tajikistan

The former Yugoslav Republic of Macedonia
Timor-Leste
Togo
Tunisia
Turkey
Turkmenistan
Ukraine
United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland
Uruguay
Uzbekistan
Viet Nam
Yemen
Zimbabwe

Non-Member States represented by observers

Holy See
State of Palestine

United Nations

Joint United Nations Programme on HIV/AIDS
United Nations Children's Fund
United Nations Population Fund

Specialized agencies and related organizations

International Labour Office

Intergovernmental organizations

African Union
Council of Europe
European Union
International Development Law
International Organization of Francophonie
Organization of Islamic Cooperation

Other entities

International Committee of the Red Cross
Sovereign Military Order of Malta

National human rights institutions, international coordinating committees and regional groups of national institutions

Canadian Human Rights Commission
Defensoría del Pueblo – Colombia (by video message)
German Institute for Human Rights
Human Rights Commission of Malaysia (SUHAKAM) (by video message)
National commission on Human Rights and Freedoms − Cameroon
National Council for Human Rights − Egypt

Non-governmental organizations

Action Canada for Population and Development
Action internationale pour la paix et le développement dans la région des Grands Lacs
Africa Culture Internationale
African Association of Education for Development
African-American Society for Humanitarian Aid and Development
African Technical Association
African Technology Development Link
Agence internationale pour le développement
Agir ensemble pour les droits de l'homme
Aliran Kesedaran Negara National Consciousness Movement
Al-Hakim Foundation
Al-Haq, Law in the Service of Man

Aliran Kesedaran Negara National Consciousness Movement
Al-Zubair Charity Foundation
Amman Center for Human Rights Studies
Amnesty International
Arab NGO Network for Development
Arab Organization for Human Rights
Arab Penal Reform Organization
Article 19 − The International Centre against Censorship
Asia Indigenous Peoples Pact
Asian Centre for Human Rights
Asian Forum for Human Rights and Development (Forum-Asia)
Asian Indigenous and Tribal Peoples Network (AITPN)
Asian Legal Resource Centre
Association of World Citizens
Association for the Prevention of Torture
Association for Progressive Communications
Association Points-Cœur
Associazione Comunità Papa Giovanni XXIII
Auspice Stella
Badil Resource Center for Palestinian Residency and Resource Rights
Baha'i International Community
British Humanist Association
Bridges International
Cairo Institute for Human Rights Studies
Canadian HIV/AIDS Legal Network
Canners International Permanent Committee
Care International
Caritas Internationalis (International Confederation of Catholic Charities)
Center for Reproductive Rights
Centre africain de recherche industrielle (CARI)
Centre de documentation, de recherche et d'information des peuples autochtones (doCip)
Centre Europe − Tiers Monde − Europe-Third World Centre
Center for Environmental and Management Studies
Centre for Human Rights and Peace Advocacy
Centre for International Environmental Law (CIEL)
Center for Inquiry
Centre indépendant de recherches et d'initiatives pour le dialogue
Centre international des formations en droits humaines
Centro de Estudios Legales y Sociales (CELS) Asociación Civil
Charitable Institute for Protecting Social Victims
Child Development Foundation
Childlink Foundation
Civicus − World Alliance for Citizen Participation
Colombian Commission of Jurists
Comité international pour le respect et l'application de la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples (CIRAC)
Commission of the Churches on International Affairs of the World Council of Churches
Commission to Study the Organization of Peace
Commonwealth Human Rights Initiative
Defence for Children International
Company of the Daughters of Charity of St Vincent de Paul
Congregation of our Lady of Charity of the Good Shepherd
Coordinating Board of Jewish Organizations
Corporación para la Defensa y Promoción de los Derechos Humanos Reiniciar
Defence for Children International
Development Innovations and Networks
Disabled People's International
Dominicans for Justice and Peace − Order of Preachers
Earthjustice
East and Horn of Africa Human Rights Defenders Project
Eastern Sudan Women Development Organization
Edmund Rice International Limited
Equitas International Centre for Human Rights Education
European Disability Forum
European Law Students' Association
European Union of Public Relations
Family Planning Association, I.R. Iran
Federation for Women and Family Planning
Federation of Associations for the Defense and the Promotion of Human Rights – Spain
Federation of Cuban Women
Femmes Afrique Solidarité
Fondazione Marista per la Solidarietà Internazionale ONLUS
Food and Water Watch
Foodfirst Information and Action Network
Foundation for Aboriginal and Islander Research Action Aboriginal Corporation

Foundation for GAIA
Foundation for International Relations and Development Studies
France Libertés : Fondation Danielle Mitterrand
Franciscans International
Fraternité Notre Dame
Freedom House
Friends World Committee for Consultation (Quakers)
Fundación de Ayuda y Promoción de las Culturas Indigenas Rosa Collelldevall
Fundación País Libre
General Arab Women Federation
Geneva for Human Rights − Global Training
Global Helping to Advance Women and Children
Global Hope Network International
Grupo Intercultural Almaciga
Hawa Society for Women
Helios Life Association
Helsinki Foundation for Human Rights
Himalayan Research and Cultural Foundation
Human Rights Education Associates (HREA)
Human Rights House Foundation
Human Rights Information and Documentation Systems International
Human Rights Law Centre
Human Rights League of the Horn of Africa
Human Rights Now
Human Rights Watch
Human Security Initiative Organization
Humanist Institute for Co-operation with Developing Countries
Il Cenacolo
Imam Ali's Popular Students Relief Society
Indian Council of South America
Indian Law Resource Centre
Indigenous Peoples' Center for Documentation, Research and Information
Indigenous World Association
Ingénieurs du Monde
Initiatives of Change
Institute for Planetary Synthesis
Institute for Women's Studies and Research
International Association for Democracy in Africa
International Association of Democratic Lawyers
International Association of Jewish Lawyers and Jurists
International Association for Religious Freedom
International Association of Schools of Social Work
International Bridges to Justice, Inc.
International Buddhist Relief Organisation
International Catholic Child Bureau
International Catholic Migration Commission
International Commission of Jurists
International Committee for the Indians of the Americas (Incomindios Switzerland)
International Council of Jewish Women
International Educational Development, Inc.
International Federation for Human Rights Leagues
International Federation of ACAT (Action by Christians for the Abolition of Torture)
International Federation of Journalists
International Federation of University Women
International Fellowship of Reconciliation
International Human Rights Association of American Minorities
International Humanist and Ethical Union
International Indian Treaty Council
International Institute for Non-Aligned Studies
International Institute for Peace
International Institute for Peace, Justice and Human Rights
International Lesbian and Gay Association
International Movement against all Forms of Discrimination and Racism
International Movement for Fraternal Union among Races and Peoples
International Muslim Women's Union
International NGO Forum on Indonesian Development
International Organization for the Elimination of all Forms of Racial Discrimination
International Organization for the Right to Education and Freedom of Education
International Rehabilitation Council for Torture Victims
International Service for Human Rights
International Volunteerism Organization for Women, Education and Development –VIDES
International Women Bond

International Work Group for Indigenous Affairs
International Youth and Student Movement for the United Nations
Iranian Elite Research Center
Islamic Women's Institute of Iran
Istituto Internazionale Maria Ausiliatrice delle Salesiane di Don Bosco
Japanese Workers' Committee for Human Rights
Jubilee Campaign
Khiam Rehabilitation Centre for Victims of Violence
L'auravetli'an Information and Education Network of Indigenous People (LIENIP)
Lawyers' Rights Watch Canada
Liberal International (World Liberal Union)
Liberation
Light for the World − Christoffel Development Cooperation
Lutheran World Federation
Maarij Foundation for Peace and Development
Make Mothers Matter International
Mandat International
Marangopoulos Foundation for Human Rights
Mbororo Social and Cultural Development Association
Minbyun − Lawyers for a Democratic Society
Mothers Legacy Project
Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples
Myochikai (Arigatou Foundation)
National Alliance of Women's Organizations
National Union of Jurists of Cuba,
New Humanity
New South Wales Aboriginal Land Council
Nonviolent Radical Party, Transnational and Transparty
Nord-Sud XXI
Organisation mondiale des associations pour l'éducation prénatale
Organisation pour la communication en Afrique et de promotion de la coopération économique internationale (OCAPROCE International)
Organization for Defending Victims of Violence
Palestinian Independent Commission for Citizen's Rights
Pan Pacific and South East Asia Women's Association
Pasumai Thaayagam Foundation
Pax Romana
Penal Reform International
People for Successful Corean Reunification
People's Solidarity for Participatory Democracy
Permanent Assembly for Human Rights
Plan International, Inc.
Presse Emblème Campagne
Prevention Association of Social Harms (PASH)
Rencontre africain pour la défense des droits de l'homme
Reporters sans Frontières International − Reporters without Borders International
Saami Council
Save the Children International
Servas International
Sisters of Mercy of the Americas
Social Service Agency of the Protestant Church in Germany
Society for Development and Community Empowerment
Society for Threatened Peoples
Society of Iranian Women Advocating Sustainable Development of the Environment
Society Studies Centre
Soka Gakkai International
Sudan Council of Voluntary Agencies
Syriac Universal Alliance
Teresian Association
Transparency International
Terre des Hommes International Federation
Under the Same Sun Fund
UNESCO Centre Basque Country (UNESCO Etxea)
Union for International Cancer Control
Union of Arab Jurists
United Nations Association of the United States of America
United Nations Watch (UN Watch)
United Network of Young Peacebuilders (UNOY Peacebuilders)
Women Organization for Development and Capacity Building
Women's Human Rights International Association
Women's International League for Peace and Freedom
Working Women Association
World Association for the School as an Instrument of Peace
World Barua Organization
World Environment and Resources Council
World Evangelical Alliance

World Federation of Democratic Youth
World Federation of the Deaf (WFD)
World Federation of United Nations Associations
World Medical Association
World Muslim Congress
World Organization against Torture
World Vision International
Worldwide Organisation for Women
World Young Women's Christian Association

Annexe II

Agenda

Item 1. Organizational and procedural matters.

Item 2. Annual report of the United Nations High Commissioner for Human Rights and reports of the Office of the High Commissioner and the Secretary-General.

Item 3. Promotion and protection of all human rights, civil, political, economic, social and cultural rights, including the right to development.

Item 4. Human rights situations that require the Council's attention.

Item 5. Human rights bodies and mechanisms.

Item 6. Universal periodic review.

Item 7. Human rights situation in Palestine and other occupied Arab territories.

Item 8. Follow-up to and implementation of the Vienna Declaration and Programme of
Action.

Item 9. Racism, racial discrimination, xenophobia and related forms of intolerance : follow-up to and implementation of the Durban Declaration and Programme of Action.

Item 10. Technical assistance and capacity-building.

Annexe III

Documents publiés pour la vingt-quatrième session

Documents à distribution Générale

Cote	*Point de l'ordre du jour*	
A/HRC/24/1 et Corr.1 et 2	1	Ordre du jour annoté de la vingt-quatrième session du Conseil des droits de l'homme : Note du Secrétaire général
A/HRC/24/2	1	Rapport du Conseil des droits de l'homme sur sa vingt-quatrième session
A/HRC/24/3	6	Rapport du Groupe de travail sur l'Examen périodique universel : Turkménistan
A/HRC/24/3/Add.1	6	Additif
A/HRC/24/4	6	Rapport du Groupe de travail sur l'Examen périodique universel : Burkina Faso
A/HRC/24/5	6	Rapport du Groupe de travail sur l'Examen périodique universel : Capo Verde
A/HRC/24/6	6	Rapport du Groupe de travail sur l'Examen périodique universel : Colombia
A/HRC/24/6/Add.1	6	Additif
A/HRC/24/7	6	Rapport du Groupe de travail sur l'Examen périodique universel : Ouzbékistan
A/HRC/24/7/Add.1	6	Additif
A/HRC/24/8	6	Rapport du Groupe de travail sur l'Examen périodique universel : Tuvalu
A/HRC/24/8/Add.1	6	Additif
A/HRC/24/9	6	Rapport du Groupe de travail sur l'Examen périodique universel : Allemagne
A/HRC/24/9/Add.1	6	Additif
A/HRC/24/10	6	Rapport du Groupe de travail sur l'Examen périodique universel : Djibouti
A/HRC/24/11	6	Rapport du Groupe de travail sur l'Examen périodique universel : Canada
A/HRC/24/11/Add.1	6	Additif
A/HRC/24/12	6	Rapport du Groupe de travail sur l'Examen périodique universel : Bangladesh
A/HRC/24/12/Add.1	6	Additif
A/HRC/24/13	6	Rapport du Groupe de travail sur l'Examen périodique universel : Azerbaïdjan
A/HRC/24/13/Add.1	6	Additif
A/HRC/24/14	6	Rapport du Groupe de travail sur l'Examen périodique universel : Fédération de Russie

Documents à distribution Générale

Cote	*Point de l'ordre du jour*	
A/HRC/24/14/Add.1	6	Additif
A/HRC/24/15	6	Rapport du Groupe de travail sur l'Examen périodique universel : Cameroun
A/HRC/24/16	6	Rapport du Groupe de travail sur l'Examen périodique universel : Cuba
A/HRC/24/16/Add.1	6	Additif
A/HRC/24/17	1	Élection des membres du Comité consultatif des droits de l'homme : Note du Secrétaire général
A/HRC/24/17/Add.1	1	Additif
A/HRC/24/18	2 et 3	Question de la peine de mort : Rapport du Secrétaire général
A/HRC/24/19	2 et 3	Rôle du service public en tant qu'élément essential de la bonne gouvernance dans la promotion et la protection des droits de l'homme − Note du Secrétariat
A/HRC/24/20	2 et 3	Travaux de l'atelier sur les différents aspects des incidences de l'application de mesures coercitives unilatérales sur l'exercice de leurs droits de l'homme par les populations touchées des États ciblés : Rapport du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme
A/HRC/24/21	1-10	Communications report of special procedures
A/HRC/24/22 et Corr.1 et 2	2 et 3	Résumé des informations recueillies auprès des États Membres de l'Organisation des Nations Unies et d'autres parties prenantes intéressées sur les meilleures pratiques suivies pour appliquer les valeurs traditionnelles tout en s'attachant à promouvoir et protéger les droits de l'homme et respecter la dignité humaine : Rapport du Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme
A/HRC/24/23	2 et 3	La sécurité des journalistes : Rapport du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme
A/HRC/24/24	2 et 3	Views of States, national human rights institutions et other relevant stakeholders on the target sectors, focus areas or thematic human rights issues for the third phase of the World Programme for Human Rights Education : Rapport du Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme
A/HRC/24/25	2 et 3	Résumé des consultations sur la promotion et la protection des droits de l'homme des personnes âgées : Rapport du Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme
A/HRC/24/26	2 et 3	Rapport du Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme sur les droits des peuples autochtones

Documents à distribution Générale

Cote	*Point de l'ordre du jour*	
A/HRC/24/27	2 et 3	Rapport conjoint du Secrétaire général et du Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme sur le droit au développement
A/HRC/24/28	2 et 3	Rapport du Secrétaire général sur les droits de l'homme dans l'administration de la justice : analyse du dispositif juridique et institutionnel international de protection de toutes les personnes privées de liberté
A/HRC/24/29 et Corr.1	2 et 5	Coopération avec l'Organisation des Nations Unies, ses représentants et ses mécanismes dans le domaine des droits de l'homme : Rapport du Secrétaire général
A/HRC/24/30	2 et 7	Situation des droits de l'homme dans le territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem-Est : Rapport du Secrétaire général
A/HRC/24/31	10	Rapport de l'Expert indépendant sur la situation des droits de l'homme au Soudan
A/HRC/24/32	2 et 10	Rôle joué et travail accompli par le Haut-Commissariat aux Nations Unies aux droits de l'homme pour aider le Gouvernement et le peuple cambodgiens à promouvoir et protéger les droits de l'homme : Rapport du Secrétaire général
A/HRC/24/33	2 et 10	Rapport de la Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme sur la situation des droits de l'homme et les activités du Haut-Commissariat en République démocratique du Congo
A/HRC/24/34	2 et 10	Situation des droits de l'homme au Yémen : Rapport du Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme
A/HRC/24/35	3	Rapport de la Représentante spéciale du Secrétaire général pour le sort des enfants en temps de conflit armé : Note du Secrétaire général
A/HRC/24/36	10	Rapport du Rapporteur spécial sur la situation des droits de l'homme au Cambodge
A/HRC/24/37	3	Rapport du Groupe de travail sur le droit au développement sur les travaux de sa quatorzième session
A/HRC/24/38	3	Rapport de l'Expert indépendant sur la promotion d'un ordre international démocratique et équitable
A/HRC/24/39	3	Rapport du Rapporteur spécial sur les incidences sur les droits de l'homme de la gestion et de l'élimination écologiquement rationnelles des produits et déchets dangereux
A/HRC/24/39/Add.1	3	Mission en Hongrie
A/HRC/24/39/Add.2	3	Comments by the State on the report of the Special Rapporteur

Documents à distribution Générale

Cote	*Point de l'ordre du jour*	
A/HRC/24/40 et Corr.1	10	Rapport de l'Expert indépendant sur la situation des droits de l'homme en Somalie
A/HRC/24/41	3	Rapport du Rapporteur spécial sur les droits des peuples autochtones : Industries extractives et peuples autochtones
A/HRC/24/41/Add.1	3	La situation des peuples autochtones en Namibie
A/HRC/24/41/Add.2	3	La situation des peuples autochtones en El Salvador
A/HRC/24/41/Add.3	3	Consultations sur la situation des peuples autochtones en Asie
A/HRC/24/41/Add.4	3	Communications sent, replies received and observations (2012 − 2013)
A/HRC/24/41/Add.5	3	Index of reports of the Special Rapporteur on the rights of indigenous peoples by theme et by region
A/HRC/24/42	3	Rapport du Rapporteur spécial sur la promotion de la vérité, de la justice, de la réparation et des garanties de non-répétition
A/HRC/24/42/Add.1	3	Mission en Tunisie
A/HRC/24/42/Add.2	3	Comments by the State on the report of the Special Rapporteur
A/HRC/24/43 et Corr.1 et 2	3	Rapport de la Rapporteuse spéciale sur les formes contemporaines d'esclavage, y compris leurs causes et leurs conséquences : Rapport thématique sur les difficultés rencontrées et les enseignements tirés dans la lutte contre les formes contemporaines d'esclavage
A/HRC/24/43/Add.1	3	Mission au Kazakhstan
A/HRC/24/43/Add.2	3	Mission à Madagascar
A/HRC/24/43/Add.3	3	Comments by Kazakhstan on the report of the Special Rapporteur
A/HRC/24/44	3	Rapport de la Rapporteuse spéciale sur le droit à l'eau potable et à l'assainissement
A/HRC/24/44/Add.1	3	Mission à Kiribati
A/HRC/24/44/Add.2	3	Mission à Tuvalu
A/HRC/24/44/Add.3	3	Mission en Thaïlande
A/HRC/24/45	3	Rapport annuel du Groupe de travail sur l'utilisation de mercenaires comme moyen de violer les droits de l'homme et d'empêcher l'exercice du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes
A/HRC/24/45/Add.1	3	Mission au Honduras
A/HRC/24/45/Add.2	3	Mission en Somalie
A/HRC/24/46	4	Rapport de la commission d'enquête internationale indépendante sur la République arabe syrienne

Documents à distribution Générale

Cote	*Point de l'ordre du jour*	
A/HRC/24/47	3 et 5	Droits de l'homme et questions relatives à la prise d'otages : Rapport du Comité consultatif du Conseil des droits de l'homme
A/HRC/24/48	5	Rapports du Comité consultatif du Conseil des droits de l'homme sur ses dixième et onzième sessions : Note du Secrétariat
A/HRC/24/49	5	Rapport du Mécanisme d'experts sur les droits des peuples autochtones sur sa sixième session
A/HRC/24/50 et Corr.1	5	L'accès à la justice dans la promotion et la protection des droits des peuples autochtones : Étude du Mécanisme d'experts sur les droits des peuples autochtones
A/HRC/24/51	5	Synthèse des réponses aux questionnaires destinés à recueillir l'avis des États et des peuples autochtones sur les meilleures pratiques concernant des mesures et des stratégies d'application appropriées pouvant être mises en œuvre afin d'atteindre les objectifs de la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones : Rapport du Mécanisme d'experts sur les droits des peuples autochtones
A/HRC/24/52	9	Rapport du Groupe de travail d'experts sur les personnes d'ascendance africaine sur sa douzième session
A/HRC/24/52/Add.1	9	Mission au Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord
A/HRC/24/52/Add.2	9	Mission au Panama
A/HRC/24/52/Add.3	9	Comments by the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland on the report of the Working Group
A/HRC/24/52/Add.4	9	Comments by Panama on the report of the Working Group
A/HRC/24/53	9	Rapport du Comité spécial sur l'élaboration de normes complémentaires sur sa cinquième session : Note du Secrétariat
A/HRC/24/54	2 et 3	Résultats de la réunion-débat sur les difficultés communes rencontrées par les États dans leurs efforts pour assurer la démocratie et l'état de droit dans l'optique des droits de l'homme : Rapport du Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme
A/HRC/24/55 et Corr.1	5	Rapport de la vingtième réunion annuelle des rapporteurs et représentants spéciaux, experts indépendants et présidents des groupes de travail des procédures spéciales du Conseil des droits de l'homme : Note de la Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme
A/HRC/24/56 et Corr.1	2 et 6	Fonctionnement du Fonds de contributions volontaires pour l'assistance financière et technique concernant la mise en œuvre de l'Examen

Documents à distribution Générale

Cote	*Point de l'ordre du jour*	
		périodique universel : Rapport du Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme
A/HRC/24/57	2 et 3	Personnes atteintes d'albinisme : Rapport du Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme
A/HRC/24/58	3	Mise en œuvre de la résolution 23/26 du Conseil des droits de l'homme sur la détérioration de la situation des droits de l'homme en République arabe syrienne et la nécessité d'autoriser immédiatement l'accès de la commission d'enquête : Note du Secrétariat
A/HRC/24/59 et Corr.1	2 et 10	Situation des droits de l'homme en République centrafricaine : Rapport du Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme
A/HRC/24/CRP.1	3	Oral update of the Special Representative for Children in Armed Conflict
A/HRC/24/CRP.2	4	Assault on medical care in the Syrian Arab Republic
A/HRC/24/CRP.3/Rev.1	2	Oral update of the United Nations High Commissioner for Human Rights on promoting reconciliation and accountability in Sri Lanka
A/HRC/24/L.1	3	Promotion des droits de l'homme par le sport et l'idéal olympique : projet de résolution
A/HRC/24/L.2	3	Gouvernement local et droits de l'homme : projet de résolution
A/HRC/24/L.3	3	Rapporteur spécial sur les formes contemporaines d'esclavage : projet de résolution
A/HRC/24/L.4	1	Report de la prorogation du mandat du Rapporteur spécial sur le logement convenable en tant qu'élément du droit à un niveau de vie suffisant ainsi que sur le droit à la non-discrimination à cet égard : projet de décision
A/HRC/24/L.5/Rev.1	3	Les droits de l'homme et les mesures coercitives unilatérales : projet de résolution
A/HRC/24/L.6	3	Le droit au développement : projet de résolution
A/HRC/24/L.7	3	Droit de réunion pacifique et liberté d'association : projet de résolution
A/HRC/24/L.8	3	Le droit qu'a toute personne de jouir du meilleur état de santé physique et mentale possible : projet de résolution
A/HRC/24/L.9	10	Assistance technique et renforcement des capacités en matière des droits de l´homme en République démocratique du Congo : projet de résolution
A/HRC/24/L.10/Rev.1	10	Assistance technique au Soudan dans le domaine des droits de l'homme : projet de résolution
A/HRC/24/L.11	3	Panel de haut niveau sur l'identification des bonnes pratiques en matière de lutte contre les mutilations génitales féminines : projet de résolution

Documents à distribution Générale

Cote	*Point de l'ordre du jour*	
A/HRC/24/L.12/Rev.1	3	Programme mondial d'éducation dans le domaine des droits de l'homme : projet de résolution
A/HRC/24/L.13	3	Réunion-débat sur la sécurité des journalistes : projet de résolution
A/HRC/24/L.14/Rev.1	3	Le rôle de la prévention dans la promotion et la protection des droits de l'homme : projet de résolution
A/HRC/24/L.15	3	Détention arbitraire : projet de décision
A/HRC/24/L.16	5	Création d'un fonds spécial pour la participation de la société civile au Forum social, au Forum sur les questions relatives aux minorités et au Forum sur les entreprises et les droits de l'homme : projet de décision
A/HRC/24/L.17/Rev.1	5	Coopération avec l'Organisation des Nations Unies, ses représentants et ses mécanismes dans le domaine des droits de l'homme : projet de résolution
A/HRC/24/L.18/Rev.1	3	Participation à la vie politique dans des conditions d'égalité : projet de résolution
A/HRC/24/L.19	10	Services consultatifs et assistance technique pour le Cambodge : projet de résolution
A/HRC/24/L.20	10	Assistance à la Somalie dans le domaine des droits de l'homme : projet de résolution
A/HRC/24/L.21	3	Droits de l'homme et peuples autochtones : mandat du Rapporteur spécial sur les droits des peuples autochtones : projet de résolution
A/HRC/24/L.22	3	Droits de l'homme et peuples autochtones : projet de résolution
A/HRC/24/L.23	3	Objection de conscience au service militaire : projet de résolution
A/HRC/24/L.24	3	Champ d'action de la société civile : créer et maintenir, en droit et dans la pratique, un environnement sûr et favorable : projet de résolution
A/HRC/24/L.25	9	De la rhétorique à la réalité : appel mondial pour une action concrète contre le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée : projet de résolution
A/HRC/24/L.26	10	Amélioration de la coopération technique et du renforcement des capacités dans le domaine des droits de l'homme : projet de résolution
A/HRC/24/L.27	3	Mortalité et morbidité évitables des enfants âgés de moins de 5 ans en tant que problème de droits de l'homme : projet de résolution
A/HRC/24/L.28	3	Les droits de l'homme dans l'administration de la justice, y compris la justice pour mineurs : projet de résolution

Documents à distribution Générale

Cote	*Point de l'ordre du jour*	
A/HRC/24/L.29	3	L'utilisation de mercenaires comme moyen de violer les droits de l'homme et d'empêcher l'exercice du droit des peuples à l'autodétermination : projet de résolution
A/HRC/24/L.30	5	Forum social : projet de résolution
A/HRC/24/L.31	3	Le droit fondamental à l'eau potable et à l'assainissement : projet de résolution
A/HRC/24/L.32/Rev.1	3	Incidence des transferts d'armes sur les droits de l'homme dans les conflits armés : projet de résolution
A/HRC/24/L.33	10	Assistance technique et renforcement des capacités dans le domaine des droits de l'homme au Yémen : projet de résolution
A/HRC/24/L.34/Rev.1	3	Renforcement des mesures visant à prévenir et éliminer les mariages d'enfants, les mariages précoces et les mariages forcés : défis, réalisations, bonnes pratiques et problèmes de mise en œuvre : projet de résolution
A/HRC/24/L.35	3	Arrangements régionaux pour la promotion et la protection des droits de l'homme : projet de résolution
A/HRC/24/L.36	10	Coopération technique en vue de prévenir les agressions contre les personnes atteintes d'albinisme : projet de résolution
A/HRC/24/L.37/Rev.1	3	Droits de l'homme des personnes âgées : projet de résolution
A/HRC/24/L.38	4	La grave détérioration continue de la situation des droits de l'homme et de la situation humanitaire en République arabe syrienne : projet de résolution
A/HRC/24/L.39	10	Assistance technique à la République centrafricaine dans le domaine des droits de l'homme : projet de résolution
A/HRC/24/L.40	5	Amendement au projet de résolution A/HRC/24/L.17
A/HRC/24/L.41	5	Amendement au projet de résolution A/HRC/24/L.17
A/HRC/24/L.42	5	Amendement au projet de résolution A/HRC/24/L.17
A/HRC/24/L.43	5	Amendement au projet de résolution A/HRC/24/L.17
A/HRC/24/L.44	5	Amendement au projet de résolution A/HRC/24/L.17
A/HRC/24/L.45	5	Amendement au projet de résolution A/HRC/24/L.17
A/HRC/24/L.46	5	Amendement au projet de résolution A/HRC/24/L.17

Documents à distribution Générale

Cote	*Point de l'ordre du jour*	
A/HRC/24/L.47	5	Amendement au projet de résolution A/HRC/24/L.17
A/HRC/24/L.48	5	Amendement au projet de résolution A/HRC/24/L.17
A/HRC/24/L.49	5	Amendement au projet de résolution A/HRC/24/L.17
A/HRC/24/L.50	3	Amendement au projet de résolution A/HRC/24/L.24
A/HRC/24/L.51	3	Amendement au projet de résolution A/HRC/24/L.24
A/HRC/24/L.52	3	Amendement au projet de résolution A/HRC/24/L.24
A/HRC/24/L.53	3	Amendement au projet de résolution A/HRC/24/L.24
A/HRC/24/L.54	3	Amendement au projet de résolution A/HRC/24/L.24
A/HRC/24/L.55	3	Amendement au projet de résolution A/HRC/24/L.7
A/HRC/24/L.56	3	Amendement au projet de résolution A/HRC/24/L.7
A/HRC/24/L.57	5	Projet de déclaration du Président : Rapports du Comité consultatif
A/HRC/24/G/1	3 et 4	Lettre datée du 24 juillet 2013 adressée au Président du Conseil des droits de l'homme par le Représentant permanent de la République d'Azerbaïdjan auprès de l'Office des Nations Unies et des autres organisations internationales à Genève
A/HRC/24/G/2	4	Note verbale datée du 29 juillet 2013, adressée au Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme par la Mission permanente de la République arabe syrienne auprès de l'Office des Nations Unies et des autres organisations internationales à Genève
A/HRC/24/G/3	8	Note verbale datée du 4 septembre 2013, adressée au Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme par la Mission permanente de l'Autriche auprès de l'Office des Nations Unies à Genève
A/HRC/24/G/4	3	Note verbale datée du 3 septembre 2013, adressée au Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme par la Mission permanente de la République de Pologne
A/HRC/24/G/5	3	Note verbale datée du 9 septembre 2013, adressée au Haut-Commissariat aux droits de l'homme par la Mission permanente de la République arabe syrienne auprès de l'Office des Nations Unies à Genève

Documents à distribution Générale

Cote	*Point de l'ordre du jour*	
A/HRC/24/G/6	4	Lettre datée du 10 septembre 2013, adressée au Président du Conseil des droits de l'homme par le Représentant permanent de la République d'Arménie auprès de l'Office des Nations Unies
A/HRC/24/G/7	6	Lettre datée du 5 septembre 2013, adressée au Président du Conseil des droits de l'homme par le Ministre géorgien des affaires étrangères
A/HRC/24/G/8	6	Note verbale datée du 16 septembre 2013, adressée au Président du Conseil des droits de l'homme par la Mission permanente de la République d'Arménie auprès de l'Office des Nations Unies à Genève
A/HRC/24/G/9	1	Lettre datée du 16 septembre 2013, adressée au Président du Conseil des droits de l'homme par le Représentant permanent de la Géorgie auprès de l'Office des Nations Unies à Genève
A/HRC/24/G/10	10	Note verbale datée du 12 septembre 2013, adressée au Haut-Commissariat aux droits de l'homme par la Mission permanente du Cambodge auprès de l'Office des Nations Unies à Genève
A/HRC/24/G/11	3	Note verbale datée du 18 septembre 2013, adressée au Haut-Commissariat aux droits de l'homme par la Mission permanente de la Grèce auprès de l'Office des Nations Unies et des autres organisations internationales à Genève
A/HRC/24/G/12	4	Note verbale datée du 18 septembre 2013, adressée au secrétariat du Conseil des droits de l'homme par la Mission permanente de la Géorgie auprès de l'Office des Nations Unies et des autres organisations internationales à Genève
A/HRC/24/G/13	4	Note verbale datée du 24 septembre 2013, adressée au secrétariat du Conseil des droits de l'homme par la Mission permanente de la Géorgie auprès de l'Office des Nations Unies et des autres organisations internationales à Genève
A/HRC/24/G/14	6	Lettre datée du 27 septembre 2013, adressée au Chef du Service du Conseil des droits de l'homme par le Représentant permanent de la République de Cuba auprès de l'Office des Nations Unies et des autres organisations internationales à Genève
A/HRC/24/G/15	3	Lettre datée du 30 septembre 2013, adressée au Chef du Service du Conseil des droits de l'homme par la Représentante permanente de la République de Cuba auprès de l'Office des Nations Unies et des autres organisations internationales à Genève
A/HRC/24/G/16	3	Note verbale datée du 30 septembre 2013, adressée au secrétariat du Conseil des droits de l'homme par la Mission permanente de Singapour auprès de l'Office des Nations Unies et des autres organisations internationales à Genève

Documents à distribution Générale

Cote	*Point de l'ordre du jour*	
A/HRC/24/G/17	3	Note verbale datée du 24 septembre 2013, adressée au secrétariat du Conseil des droits de l'homme par la Mission permanente du Liban auprès de l'Office des Nations Unies et des autres organisations internationales à Genève
A/HRC/24/NGO/1	7	Written statement submitted by Mouvement contre le racisme and pour l'amitié entre les peuples, a non-governmental organization on the roster
A/HRC/24/NGO/2	3	Written statement submitted by Mouvement contre le racisme and pour l'amitié entre les peuples, a non-governmental organization on the roster
A/HRC/24/NGO/3	4	Written statement submitted by United Nations Watch, a non-governmental organization in special consultative status
A/HRC/24/NGO/4	3	Written statement submitted by the Human Rights Advocates Inc., a non-governmental organization in special consultative status
A/HRC/24/NGO/5	3	Written statement submitted by the Foundation of Japanese Honorary Debts, a non-governmental organization on the roster
A/HRC/24/NGO/6	4	Written statement submitted by Mouvement contre le racisme and pour l'amitié entre les peuples, a non-governmental organization on the roster
A/HRC/24/NGO/7	8	Written statement submitted by Verein Südwind Entwicklungspolitik, a non-governmental organization in special consultative status
A/HRC/24/NGO/8	4	Written statement submitted by the Eastern Sudan Women Development Organization, a non-governmental organization in special consultative status
A/HRC/24/NGO/9	3	Joint written statement submitted by the World Federation of Democratic Youth (WFDY) ; France Libertés : Fondation Danielle Mitterrand, the International Association of Peace Messenger Cities and the Women's Human Rights International Association, non-governmental organizations in special consultative status ; and the Indian Council of South America (CISA), International Educational Development, Inc. and Mouvement contre le racisme and pour l'amitié entre les peuples, non-governmental organizations on the roster
A/HRC/24/NGO/10	3	Joint written statement submitted by Centre Europe − Tiers Monde − Europe-Third World Centre and the World Federation of Democratic Youth (WFDY), non-governmental organizations in general consultative status ; France Libertés : Fondation Danielle Mitterrand, the International Association of Peace Messenger Cities and the Women's Human Rights International Association, non-governmental organizations in special consultative status ; and the Indian Council of South

Documents à distribution Générale

Cote	*Point de l'ordre du jour*	
		America (CISA), International Educational Development, Inc. and Mouvement contre le racisme and pour l'amitié entre les peuples, non-governmental organizations on the roster
A/HRC/24/NGO/11	4	Written statement submitted by Mouvement contre le racisme and pour l'amitié entre les peuples, a non-governmental organization on the roster
A/HRC/24/NGO/12	6	Written statement submitted by Fundación País Libre, a non-governmental organization in general consultative status
A/HRC/24/NGO/13	3	Written statement submitted by Amnesty International, a non-governmental organization in general consultative status
A/HRC/24/NGO/14	3	Written statement submitted by Verein Südwind Entwicklungspolitik, a non-governmental organization in special consultative status
A/HRC/24/NGO/15	4	Joint written statement submitted by the General Arab Women Federation, the Iranian Elite Research Center and the Union of Arab Jurists, non-governmental organizations in special consultative status, and the International Institute for Peace, a nongovernmental organization on the roster
A/HRC/24/NGO/16	4	Written statement submitted by France Libertés : Fondation Danielle Mitterrand, a non-governmental organization in special consultative status
A/HRC/24/NGO/17	3	Written statement submitted by Amnesty International, a non-governmental organization in special consultative status
A/HRC/24/NGO/19	2	Written statement submitted by Femmes Afrique Solidarité, a non-governmental organization in special consultative status
A/HRC/24/NGO/20	3	Written statement submitted by the Indian Law Resource Centre, a non-governmental organization on the roster
A/HRC/24/NGO/21	8	Written statement submitted by the Indian Law Resource Centre, a non-governmental organization on the roster
A/HRC/24/NGO/22	3	Written statement submitted by the Indian Law Resource Centre, a non-governmental organization on the roster
A/HRC/24/NGO/23	10	Written statement submitted by International Educational Development, Inc., a non-governmental organization on the roster
A/HRC/24/NGO/24	3	Written statement submitted by International Educational Development, Inc., a non-governmental organization on the roster

Documents à distribution Générale

Cote	*Point de l'ordre du jour*	
A/HRC/24/NGO/25	3	Written statement submitted by International Educational Development, Inc., a non-governmental organization on the roster
A/HRC/24/NGO/26	3	Written statement submitted by the Permanent Assembly for Human Rights, a non-governmental organization in special consultative status
A/HRC/24/NGO/27	4	Written statement submitted by the Human Rights Law Centre, a non-governmental organization in special consultative status
A/HRC/24/NGO/28	3	Written statement submitted by the International Commission of Jurists, a non-governmental organization in special consultative status
A/HRC/24/NGO/29	3	Written statement submitted by the Sudanese Women General Union, a non-governmental organization in special consultative status
A/HRC/24/NGO/30	3	Joint written statement submitted by Europe – Third World Centre and the International Association of Democratic Lawyers, non-governmental organizations in special consultative status
A/HRC/24/NGO/31	2	Written statement submitted by Reporters Without Borders International, a non-governmental organization in special consultative status
A/HRC/24/NGO/32	3	Written statement submitted by Reporters Without Borders International, a non-governmental organization in special consultative status
A/HRC/24/NGO/33	4	Written statement submitted by the Khiam Rehabilitation Center for Victims of Torture, a non-governmental organization in special consultative status
A/HRC/24/NGO/34	3	Written statement submitted by the Asian Legal Resource Centre, a non-governmental organization in special consultative status
A/HRC/24/NGO/35	3	Written statement submitted by the Asian Legal Resource Centre, a non-governmental organization in special consultative status
A/HRC/24/NGO/36	3	Written statement submitted by the Friends World Committee for Consultation, a non-governmental organization in special consultative status
A/HRC/24/NGO/37	3	Written statement submitted by Centre Europe − Tiers Monde − Europe, a non-governmental organization in special consultative status
A/HRC/24/NGO/38	3	Written statement submitted by the Asian Legal Resource Centre, a non-governmental organization in special consultative status
A/HRC/24/NGO/39	5	Joint written statement submitted by the International Service for Human Rights, Action Canada for Population and Development, Amnesty International, the Asian Forum for Human Rights

Documents à distribution Générale

Cote	*Point de l'ordre du jour*	
		and Development, the Cairo Institute for Human Rights Studies, the Canadian HIV/AIDS Legal Network, Centro de Estudios Legales y Sociales (CELS) Asociación Civil, the Commonwealth Human Rights Initiative, Conectas Direitos Humanos, the East and Horn of Africa Human Rights Defenders Project, Groupe des ONG pour la Convention relative aux droits de l'enfant, the Human Rights House Foundation, the International Commission of Jurists, the International Federation for Human Rights Leagues, the International Rehabilitation Council for Torture Victims and the World Organisation Against Torture, non-governmental organizations in special consultative status, and CIVICUS − World Alliance for Citizen Participation, non-governmental organizations in general consultative status
A/HRC/24/NGO/40	4	Written statement submitted by the Asian Legal Resource Centre, a non-governmental organization in special consultative status
A/HRC/24/NGO/41	4	Written statement submitted by Centre Europe − Tiers Monde, a non-governmental organization in general consultative status
A/HRC/24/NGO/42	3	Written statement submitted by the Asian Legal Resource Centre, a non-governmental organization in general consultative status
A/HRC/24/NGO/43	3	Written statement submitted by Centre Europe − Tiers Monde − Europe –Third World Centre, a non-governmental organization in general consultative status
A/HRC/24/NGO/44	3	Joint written statement submitted by the Citizens' Coalition for Economic Justice and People's Solidarity for Participatory Democracy, non-governmental organizations in special consultative status
A/HRC/24/NGO/45	3	Written statement submitted by the Khiam Rehabilitation Center for Victims of Torture, a non-governmental organization in special consultative status
A/HRC/24/NGO/46	2	Joint written statement submitted by Caritas Internationalis (International Confederation of Catholic Charities) and New Humanity, non-governmental organizations in general consultative status, and Associazione Comunità Papa Giovanni XXIII, Association Points-Coeur, the International Organization for the Right to Education and Freedom of Education (OIDEL), the International Volunteerism Organization for Women, Education and Development − VIDES and Istituto Internazionale Maria Ausiliatrice delle Salesiane di Don Bosco, non-governmental organizations in special consultative status

Documents à distribution Générale

Cote	*Point de l'ordre du jour*	
A/HRC/24/NGO/47	2	Written statement submitted by the Press Emblem Campaign, a non-governmental organization in special consultative status
A/HRC/24/NGO/48	4	Written statement submitted by the Society for Threatened Peoples, a non-governmental organizations in special consultative status
A/HRC/24/NGO/49	3	Written statement submitted by the Society Studies Centre (MADA ssc), a non-governmental organization in special consultative status
A/HRC/24/NGO/50	10	Written statement submitted by the Society Studies Centre (MADA ssc), a non-governmental organization in special consultative status
A/HRC/24/NGO/51	7	Joint written statement submitted by the Palestinian Centre for Human Rights, Al Mezan Centre for Human Rights, Al-Haq, Law in the Service of Man, the Arab Organization for Human Rights and the International Association of Democratic Lawyers (IADL), non-governmental organizations in special consultative status
A/HRC/24/NGO/52	3	Written statement submitted by the Society for Threatened Peoples, a non-governmental organization in special consultative status
A/HRC/24/NGO/53	2	Written statement submitted by Pasumai Thaayagam Foundation, a non-governmental organization in special consultative status
A/HRC/24/NGO/54	3	Written statement submitted by the Jammu and Kashmir Council for Human Rights (JKCHR), a non-governmental organization in special consultative status
A/HRC/24/NGO/55	4	Written statement submitted by the Jammu and Kashmir Council for Human Rights (JKCHR), a non-governmental organization in special consultative status
A/HRC/24/NGO/56	3	Written statement submitted by the Asian Legal Resource Centre, a non-governmental organization in general consultative status
A/HRC/24/NGO/57	6	Written statement submitted by the Asian Legal Resource Centre, a non-governmental organization in general consultative status
A/HRC/24/NGO/58	3	Written statement submitted by the Society for Threatened Peoples, a non-governmental organization in special consultative status
A/HRC/24/NGO/59	4	Written statement submitted by the Women's Human Rights International Association, a non-governmental organization in special consultative status
A/HRC/24/NGO/60	4	Written statement submitted by the Hawa Society for Women, a non-governmental organization in special consultative status

Documents à distribution Générale

Cote	*Point de l'ordre du jour*	
A/HRC/24/NGO/61	3	Written statement submitted by the Islamic Women's Institute of Iran, a non-governmental organization in special consultative status
A/HRC/24/NGO/62	4	Written statement submitted by Reporters Without Borders International, a non-governmental organization in special consultative status
A/HRC/24/NGO/63	8	Written statement submitted by Reporters Without Borders International, a non-governmental organization in special consultative status
A/HRC/24/NGO/64	10	Joint written statement submitted by the East and Horn of Africa Human Rights Defenders Project, Amnesty International, the Cairo Institute for Human Rights Studies, Human Rights Watch and the International Federation for Human Rights Leagues, non-governmental organizations in special consultative status
A/HRC/24/NGO/65	4	Written statement submitted by the Society for Threatened Peoples, a non-governmental organization in special consultative status
A/HRC/24/NGO/66	7	Written statement submitted by the BADIL Resource Center for Palestinian Residency and Refugee Rights, a non-governmental organization in special consultative status
A/HRC/24/NGO/67	3	Written statement submitted by Amnesty International, a non-governmental organization in special consultative status
A/HRC/24/NGO/68	3	Written statement submitted by the Aliran Kesedaran Negara National Consciousness Movement, a non-governmental organization on the roster
A/HRC/24/NGO/69	4	Written statement submitted by the Women's Human Rights International Association, a non-governmental organization in special consultative status
A/HRC/24/NGO/70	3	Written statement submitted by the Federation of Western Thrace Turks in Europe, a non-governmental organization in special consultative status
A/HRC/24/NGO/71	3	Joint written statement submitted by the Friends World Committee for Consultation, a non-governmental organization in general consultative status, and Defence for Children International, the Geneva Infant Feeding Association, the International Catholic Child Bureau, the International Institute for Child Protection and SOS Kinderdorf International, non-governmental organizations in special consultative status
A/HRC/24/NGO/72	7	Joint written statement submitted by Al-Haq, Law in the Service of Man, Al Mezan Centre for Human Rights, the BADIL Resource Center for Palestinian Residency and Refugee Rights, Defence for

Documents à distribution Générale

Cote	*Point de l'ordre du jour*	
		Children International and the Women's Centre for Legal Aid and Counseling, non-governmental organizations in special consultative status
A/HRC/24/NGO/73	3	Written statement submitted by Hope International, a non-governmental organization in general consultative status
A/HRC/24/NGO/74	3	Joint written statement submitted by France Libertés : Fondation Danielle Mitterrand, a non-governmental organization in special consultative status, and International Educational Development, Inc. and Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples, non-governmental organizations on the roster
A/HRC/24/NGO/75	4	Written statement submitted by the African-American Society for Humanitarian Aid and Development, a non-governmental organization on the roster
A/HRC/24/NGO/76	3	Written statement submitted by African-American Society for Humanitarian Aid and Development, a non-governmental organization on the roster
A/HRC/24/NGO/77	3	Written statement submitted by Human Rights Now, a non-governmental organization in special consultative status
A/HRC/24/NGO/78	7	Written statement submitted by Human Rights Now, a non-governmental organization in special consultative status
A/HRC/24/NGO/79	4	Written statement submitted by the Cairo Institute for Human Rights Studies, a non-governmental organization in special consultative status
A/HRC/24/NGO/80	3	Written statement submitted by the Cairo Institute for Human Rights Studies, a non-governmental organization in special consultative status
A/HRC/24/NGO/81	6	Written statement submitted by the Habitat International Coalition, a non-governmental organization in special consultative status
A/HRC/24/NGO/82	3	Written statement submitted by Human Rights Now, a non-governmental organization in special consultative status
A/HRC/24/NGO/83	3	Written statement submitted by Liberal International (World Liberal Union), a non-governmental organization in general consultative status
A/HRC/24/NGO/84	3	Written statement submitted by Penal Reform International, a non-governmental organization in special consultative status
A/HRC/24/NGO/85	2	Written statement submitted by Penal Reform International, a non-governmental organization in special consultative status

Documents à distribution Générale

Cote	*Point de l'ordre du jour*	
A/HRC/24/NGO/86	4	Written statement submitted by the Cairo Institute for Human Rights Studies, a non-governmental organization in special consultative status
A/HRC/24/NGO/87	2	Written statement submitted by Verein Südwind Entwicklungspolitik, a non-governmental organization in special consultative status
A/HRC/24/NGO/88	4	Joint written statement submitted by the Nonviolent Radical Party, Transnational and Transparty, a non-governmental organization in general consultative status, France Libertés : Fondation Danielle Mitterrand and the Women's Human Rights International Association, non-governmental organizations in special consultative status, and Mouvement contre le racisme t pour l'amitié entre les peuples and International Educational Development, Inc., non-governmental organizations on the roster
A/HRC/24/NGO/89	3	Written statement submitted by the Khiam Rehabilitation Center for Victims of Torture, a non-governmental organization in special consultative status
A/HRC/24/NGO/90	10	Written statement submitted by Human Rights Now, a non-governmental organization in special consultative status
A/HRC/24/NGO/91	3	Joint written statement submitted by Amnesty International, the Asian Forum for Human Rights and Development, the International Commission of Jurists, the International Federation for Human Rights Leagues, the International Service for Human Rights and the World Organisation Against Torture, non-governmental organizations in special consultative status
A/HRC/24/NGO/92	4	Written statement submitted by International Educational Development, Inc., a non-governmental organization on the roster
A/HRC/24/NGO/93	5	Joint written statement submitted by Amnesty International, the Asian Forum for Human Rights and Development, the International Commission of Jurists, the International Federation for Human Rights Leagues, the International Service for Human Rights and the World Organisation Against Torture, non-governmental organizations in special consultative status
A/HRC/24/NGO/94	3	Written statement submitted by Servas International, a non-governmental organization on the roster
A/HRC/24/NGO/95	2	Written statement submitted by the Carter Center, Inc., a non-governmental organization in special consultative status
A/HRC/24/NGO/96	4	Written statement submitted by Amnesty International, a non-governmental organization in special consultative status

Documents à distribution Générale

Cote	*Point de l'ordre du jour*	
A/HRC/24/NGO/97	4	Written statement submitted by the Sudan Council of Voluntary Agencies (SCOVA), a non-governmental organization in special consultative status
A/HRC/24/NGO/98	4	Written statement submitted by the Cairo Institute for Human Rights Studies, a non-governmental organization in special consultative status
A/HRC/24/NGO/99	3	Written statement submitted by Human Rights Now, a non-governmental organization in special consultative status
A/HRC/24/NGO/100	4	Written statement submitted by the Society for Threatened Peoples, a non-governmental organization in special consultative status
A/HRC/24/NGO/101	4	Written statement submitted by Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples, a non-governmental organization on the roster
A/HRC/24/NGO/102	3	Written statement submitted by the Iranian Elite Research Center, a non-governmental organization in special consultative status
A/HRC/24/NGO/103	4	Written statement submitted by the Cairo Institute for Human Rights Studies, a non-governmental organization in special consultative status
A/HRC/24/NGO/104	4	Written statement submitted by International Educational Development, Inc., a non-governmental organization on the roster
A/HRC/24/NGO/105	3	Written statement submitted by the Academic Council on the United Nations System, a non-governmental organization in general consultative status
A/HRC/24/NGO/106	3	Written statement submitted by the Women Organization for Development and Capacity Building, a non-governmental organization in special consultative status
A/HRC/24/NGO/107	3	Written statement submitted by the Permanent Assembly for Human Rights, a non-governmental organization in special consultative status
A/HRC/24/NGO/108	6	Written statement submitted by the National Union of Jurists of Cuba, a non-governmental organization in special consultative status
A/HRC/24/NGO/110	4	Written statement submitted by the International Association of Democratic Lawyers (IADL), a non-governmental organization in special consultative status
A/HRC/24/NGO/111	3	Written statement submitted by Liberation, a nongovernmental organization on the roster
A/HRC/24/NGO/112	3	Written statement submitted by Verein Südwind Entwicklungspolitik, a non-governmental organization in special consultative status

Documents à distribution Générale

Cote	*Point de l'ordre du jour*	
A/HRC/24/NGO/113	10	Written statement submitted by Amnesty International, a non-governmental organization in special consultative status
A/HRC/24/NGO/114	3	Written statement submitted by the International Association of Peace Messenger Cities, a non-governmental organization in special consultative status
A/HRC/24/NGO/115	3	Written statement submitted by the Eastern Sudan Women Development Organization, a non-governmental organization in special consultative status
A/HRC/24/NGO/116	4	Written statement submitted by Amnesty International, a non-governmental organization in special consultative status
A/HRC/24/NGO/117	3	Written statement submitted by the Organization for Defending Victims of Violence, a non-governmental organization in special consultative status
A/HRC/24/NGO/118	4	Written statement submitted by the Organization for Defending Victims of Violence, a non-governmental organization in special consultative status
A/HRC/24/NGO/119	4	Written statement submitted by the Organization for Defending Victims of Violence, a non-governmental organization in special consultative status
A/HRC/24/NGO/120	6	Written statement submitted by the Organization for Defending Victims of Violence, a non-governmental organization in special consultative status
A/HRC/24/NGO/121	7	Written statement submitted by the Organization for Defending Victims of Violence, a non-governmental organization in special consultative status
A/HRC/24/NGO/122	9	Written statement submitted by the Organization for Defending Victims of Violence, a non-governmental organization in special consultative status
A/HRC/24/NGO/123	3	Written statement submitted by the International Human Rights Association of American Minorities (IHRAAM), a non-governmental organization on the roster
A/HRC/24/NGO/124	6	Written statement submitted by the Maarij Foundation for Peace and Development, a non-governmental organization in special consultative status
A/HRC/24/NGO/125	3	Written statement submitted by the Maarij Foundation for Peace and Development, a non-governmental organization in special consultative status
A/HRC/24/NGO/126	8	Written statement submitted by the Maarij Foundation for Peace and Development, a non-governmental organization in special consultative status

Documents à distribution Générale

Cote	*Point de l'ordre du jour*	
A/HRC/24/NGO/127	8	Written statement submitted by Liberation, a non-governmental organization on the roster
A/HRC/24/NGO/128	3	Written statement submitted by the Sovereign Military Order of the Temple of Jerusalem (OSMTH), a non-governmental organization in special consultative status
A/HRC/24/NGO/129	3	Written statement submitted by the African-American Society for Humanitarian Aid and Development, a non-governmental organization on the roster
A/HRC/24/NGO/130	4	Written statement submitted by Amnesty International, a non-governmental organization in special consultative status
A/HRC/24/NGO/131	4	Written statement submitted by Al Zubair Charitable Foundation, a non-governmental organization in special consultative status
A/HRC/24/NGO/132	3	Written statement submitted by Al Zubair Charitable Foundation, a non-governmental organization in special consultative status
A/HRC/24/NGO/133	3	Joint written statement submitted by the International Youth and Student Movement for the United Nations, a non-governmental organization in general consultative status ; the International Organization for the Elimination of All Forms of Racial Discrimination, the Women's International League for Peace and Freedom, the Union of Arab Jurists, the Arab Lawyers Union, the General Arab Women Federation, North-South XX1, the United Towns Agency for North-South Cooperation, the Indian Movement "Tupaj Amaru", the Arab Organization for Human Rights, the Asian Women's Human Rights Council, Organisation pour la communication en Afrique et la promotion de la coopération économique internationale − OCAPROCE International, Human Rights Now, the International Federation of University Women, Organisation mondiale des associations pour l'éducation prénatale and the World Wide Organization for Women, non-governmental organizations in special consultative status ; and the International Human Rights Association of American Minorities, the Indian Council of South America, the World Peace Council and International Educational Development, Inc., non-governmental organizations on the roster
A/HRC/24/NGO/134	3 and 4	Joint written statement submitted by the International Organization for the Elimination of All Forms of Racial Discrimination, the Women's International League for Peace and Freedom, the Union of Arab Jurists, the Arab Lawyers Union, the General Arab Women Federation, North-South XXI, the United Towns Agency for North-South Cooperation, the Indian Movement "Tupaj Amaru",

Documents à distribution Générale		
Cote	*Point de l'ordre du jour*	
		the Arab Organization for Human Rights, the Asian Women's Human Rights Council, Organisation pour la communication en Afrique et de promotion de la coopération économique internationale − OCAPROCE International, Human Rights Now, the International Federation of University Women, Organisation mondiale des associations pour l'éducation prénatale and the World Wide Organization for Women, non-governmental organizations in special consultative status ; and the International Human Rights Association of American Minorities, the Indian Council of South America, the World Peace Council and International Educational Development, Inc., non-governmental organizations on the roster
A/HRC/24/NGO/135	3 and 4	Joint written statement submitted by the Union of Arab Jurists, the International Organization for the Elimination of All Forms of Racial Discrimination, the Women's International League for Peace and Freedom, the General Arab Women Federation, North-South XXI, the Arab Lawyers Union, the United Towns Agency for the North-South Cooperation, the Indian Movement "Tupaj Amaru", the Arab Organization for Human Rights, the Asian Women's Human Rights Council, Organisation pour la communication en Afrique et de promotion de la coopération économique internationale − OCAPROCE International, Human Rights Now, the International Federation of University Women, Organisation mondiale des associations pour l'éducation prénatale and the World Wide Organization for Women, non-governmental organizations in special consultative status ; and the International Human Rights Association of American Minorities, the Indian Council of South America, the World Peace Council and International Educational Development, Inc., non-governmental organizations on the roster
A/HRC/24/NGO/136	3 and 4	Joint written statement submitted by the International Organization for the Elimination of All Forms of Racial Discrimination, the Women's International League for Peace and Freedom, the Union of Arab Jurists, the Arab Lawyers Union, the General Arab Women Federation, North-South XXI, the United Towns Agency for North-South Cooperation, the Indian Movement "Tupaj Amaru", the Arab Organization for Human Rights, the Asian Women's Human Rights Council, Organisation pour la communication en Afrique et de promotion de la coopération économique internationale − OCAPROCE International, Human Rights Now, the International Federation of University Women, Organisation mondiale des associations pour l'éducation prénatale and the World Wide Organization for Women, non-governmental organizations in special consultative status ; and the International Human Rights Association of

Documents à distribution Générale

Cote	*Point de l'ordre du jour*	
		American Minorities, the Indian Council of South America, the World Peace Council and International Educational Development, Inc., non-governmental organizations on the roster
A/HRC/24/NGO/137	3	Joint written statement submitted by the International Organization for the Elimination of All Forms of Racial Discrimination, the Women's International League for Peace and Freedom, the Union of Arab Jurists, the Arab Lawyers Union, the General Arab Women Federation, North-South XXI, the United Towns Agency for the North-South Cooperation, the Indian Movement "Tupaj Amaru", the Arab Organization for Human Rights, the Asian Women's Human Rights Council, Organisation pour la communication en Afrique et de promotion de la coopération économique internationale − OCAPROCE International, Human Rights Now, the International Federation of University Women, Organisation mondiale des associations pour l'éducation prénatale and the World Wide Organization for Women, non-governmental organizations in special consultative status ; and the International Human Rights Association of American Minorities, the Indian Council of South America, the World Peace Council and International Educational Development, Inc., non-governmental organizations on the roster
A/HRC/24/NGO/138 and Corr.1	7	Joint written statement submitted by the International Organization for the Elimination of All Forms of Racial Discrimination, the General Arab Women Federation, the Union of Arab Jurists, the Arab Lawyers Union, North-South XXI, the United Towns Agency for the North-South Cooperation, the Indian Movement "Tupaj Amaru" and Organisation pour la communication en Afrique et de promotion de la coopération économique internationale − OCAPROCE International, non-governmental organizations in special consultative status ; and the International Human Rights Association of American Minorities, the Indian Council of South America, the World Peace Council and International Educational Development, Inc., non-governmental organizations on the roster
A/HRC/24/NGO/139	7	Joint written statement submitted by the International Organization for the Elimination of All Forms of Racial Discrimination, the General Arab Women Federation, the Union of Arab Jurists, the Arab Lawyers Union, North-South XXI, the United Towns Agency for the North-South Cooperation, the Indian Movement "Tupaj Amaru", Organisation pour la communication en Afrique et de promotion de la coopération économique internationale − OCAPROCE International, non-governmental organizations in special consultative status ; and the International Human Rights Association of American Minorities, the Indian Council of South America, the World Peace Council and International

Documents à distribution Générale

Cote	*Point de l'ordre du jour*	
		Educational Development, Inc., non-governmental organizations on the roster
A/HRC/24/NGO/140 and Corr.1	3	Joint written statement submitted by the Company of the Daughters of Charity of Vincent de Paul, Dominicans for Justice and Peace − Order of Preachers, Edmund Rice International Limited, Istituto Internazionale Maria Ausiliatrice delle Salesiane di Don Bosco, Mouvement international d'apostolat des milieux sociaux indépendants and the International Organization for the Right to Education and Freedom of Education (OIDEL), organizations in special consultative status
A/HRC/24/NGO/141	3	Written statement submitted by the Khiam Rehabilitation Center for Victims of Torture, a non-governmental organization in special consultative status
A/HRC/24/NGO/142	3	Written statement submitted by the Khiam Rehabilitation Center for Victims of Torture, a non-governmental organization in special consultative status
A/HRC/24/NGO/143	3	Written statement submitted by the Khiam Rehabilitation Center for Victims of Torture, a non-governmental organization in special consultative status
A/HRC/24/NGO/144	3	Written statement submitted by the International Association of Schools of Social Work (IASSW), a non-governmental organization in special consultative status

Annexe IV

Liste des membres du Comité consultative et durée de leur mandat

Membre	*Date d'expiration du mandat*
Hoda Elsadda (Égypte)	30 septembre 2016
Alfred Ntunduguru Karokora (Ouganda)	30 septembre 2016
Mikhail Alexandrovich Lebedev (Fédération de Russie)	30 septembre 2016
Fernando M. Mariño Menendez (Espagne)	30 septembre 2016
Kaoru Obata (Japon)	30 septembre 2016
Yishan Zhang (Chine)	30 septembre 2016
Jean Ziegler (Suisse)	30 septembre 2016